Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 8 juillet 2025 à 18 h 30

Bureau d'arrondissement 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 189, avenue Viger Est : une construction d'une dépendance en cour avant (40.06)
- 300, rue Sainte-Catherine Ouest : un plan d'ensemble d'affichage comportant des enseignes qui ne sont pas accrochées sur la façade et installées devant des fenêtres ainsi que deux enseignes de noms d'immeubles dont la superficie est supérieure à 1 m² (40.07)
- 1272, rue Ontario Est : un taux d'implantation maximal (40.08)
- 740, rue Notre-Dame Ouest : un agrandissement en cour avant (40.09)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1900, rue Sherbrooke Ouest : un usage « espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée » (40.10)
- 400, rue Sainte-Catherine Est : un usage « occupation événementielle » (40.11)
- 475, boulevard De Maisonneuve Est : un usage « occupation événementielle » (40.12)
- 2875, rue Hochelaga : deux usages « occupation événementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » (40.13)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs* - 1252678006

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1257768011

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1257768012

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1257768013

Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025

10.10 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1254957005

Dépôt d'un procès-verbal de correction du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-182.142, adopté à la séance du Conseil d'arrondissement du 10 juin 2025 (CA25 240226) afin de corriger la numérotation du titre et des articles insérés par l'article 15

12 – Orientation

12.01 Énoncé de politique

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1251920010

Approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1258491002

Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 (5 soumissionnaires)

20.02 Appel d'offres public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1259891001

Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs. Autoriser une dépense totale de 177 277,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21022 (4 soumissionnaires conformes)

District(s) : Sainte-Marie

20.03 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1255876004

Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc.), pour une période d'un (1) an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

20.04 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1256937002

Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 (3 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.05 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1256937005

Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus - Appel d'offres public VMP-25-012 (3 soumissionnaires)

20.06 Contrat de services professionnels
CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254105008

Résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025 / Approuver la nouvelle convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 31 décembre 2025, et autoriser une dépense maximale de 24 173 $, toutes taxes incluses

District(s) : Saint-Jacques

20.07 Immeuble - Location
CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254105007

Approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie situé au 1700, rue Atateken à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie, à titre gratuit, pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027

District(s) : Saint-Jacques

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254105011

Approuver la convention avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1er juillet au 31 août 2025 et accorder un soutien financier maximal de 14 986,75 $

District(s) : Sainte-Marie

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction d'arrondissement* - 1252840016

Approuver la convention, se terminant le 30 août 2025, avec la Fondation JIA, pour finaliser le projet Faire rayonner le Quartier chinois : au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 18 000 $

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254680006

Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 45 000 $

District(s) : Sainte-Marie

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254680007

Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 23 500 $

District(s) : Sainte-Marie

20.12 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255179004

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.13 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255179005

Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $

District(s) : Sainte-Marie
Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255179006

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2025, avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal

District(s) : Saint-Jacques
Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1255179007

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2026, avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet « Une porte pour tou-te-s » et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicables

Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en Suvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste

20.16 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1259693006

Approuver les conventions de contribution financières, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes à but non lucratif dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions financières totalisant 30 000 $ à cette fin

Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs

20.17 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs* - 1254957006

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 450 $

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes
CA *Direction des services administratifs* - 1255958001

Approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie établis à 9 800 700 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal

30.02 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction des travaux publics* - 1258853005

Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM

District(s) : Saint-Jacques

30.03 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des services administratifs* - 1257768014

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025

30.04 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1251920009

Accepter la contribution financière de 87 325 $ octroyée à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

30.05 Budget - Virement / Annulation de crédits
CM *Direction des services administratifs* - 1256081002

Autoriser un virement budgétaire net de 1 300 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel TEAMS et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255703009

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025

40.02 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255907006

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5e partie A) et édicter les ordonnances

40.03 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1258188011

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet au 28 août 2025

40.04 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1258188012

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur le parterre avant de la Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) du 8 juillet au 15 octobre 2025

40.05 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1258188013

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet au 15 octobre 2025

40.06 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1255289003

Accorder une dérogation mineure relativement aux dispositions concernant la construction d'une dépendance dans une cour avant, prescrites au Règlement d'urbanisme 01-282, pour le bâtiment situé au 189, avenue Viger Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Saint-Jacques

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1257303004

Accorder une dérogation mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Saint-Jacques

40.08 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1254272004

Accorder une dérogation mineure relativement au taux d'implantation maximal pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Saint-Jacques

40.09 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1257400005

Accorder une dérogation mineure relativement à la hauteur minimale et à la marge latérale minimale pour le bâtiment situé au 740, rue Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Saint-Jacques

40.10 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1254869009

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour le remplacement d'un espace non habitable en espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels

District(s) : Peter-McGill

40.11 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1256645004

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation de la cour intérieure de l'immeuble situé au 400, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

40.12 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1256645005

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation du parvis de l'immeuble situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

40.13 Règlement - Urbanisme
CA *Direction d'arrondissement* - 1256926002

Autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Sainte-Marie

40.14 Règlement - Adoption
CA *Direction des services administratifs* - 1254957003

Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) - Adoption

40.15 Règlement - Adoption
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1256645003

Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal - Adoption

40.16 Règlement - Adoption du second projet
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1254869008

Adopter, avec modifications, le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages - 2e projet de règlement

40.17 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1256645006

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les café-terrasses et les placottoirs - Avis de motion et dépôt

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1252678006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d’articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-01-08 13:45

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1252678006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Agente de recherche

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-01-07

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257768011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-02 10:55

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257768011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-07-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257768011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025



PV20250610.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement
tenue le mardi 10 juin 2025 à 18 h 30
800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Serge Sasseville, Conseiller du district Peter-McGill
Mme Vicki Grondin, Conseillère
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Melissa Lapierre-Grano, cheffe de division des communications et des relations avec les citoyens
Mme Marie-Ève Lamarche, commandante du poste 12 du Service de police
M. Guillaume Théberge, commandant du poste 22 du Service de police
M. Dave Waterhouse, chef de division du Service de sécurité incendie de Montréal
M. Éric Brassard, chef de division du Service de sécurité incendie de Montréal
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
Me Laura Floresco, secrétaire-recherchiste

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

810, rue Saint-Antoine Est : un nombre d'étages supérieur à la hauteur maximale autorisée (40.09)
une intervention :
M. Jonathan (Syndicat sur la rue Saint-Christophe)

10.03 - Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1245, rue Sherbrooke Ouest : un usage « résidentiel situé au rez-de-chaussée » (40.10) - aucune intervention

- 2055, rue Drummond : un usage « résidentiel » situé au rez-de-chaussée (40.10) - une intervention :
M. Robert Hajaly

- 1341, boulevard René-Lévesque et 1160, rue Panet : un usage « activité communautaire ou socioculturelle » (40.11) - aucune intervention

---

CA25 240230

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 juin 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

---

12 citoyens ont posé leurs questions en personne et 7 questions ont été reçues par écrit

Nom du demandeur et objet de la question

M. Alain Demers
- possibilité de virage à droite, des deux voies, aux heures de pointe au coin de la rue Ontario Est et de l'avenue Papineau

M. Stéphane Couture
- existence d'un plan général de cohabitation sociale de Ville-Marie
- liste des montants consacrés aux organismes, par année, depuis 8 ans

M. Robert Hajaly
- financement de 3 parcs additionnels dans Peter-McGill
- financement du YMCA par la Ville de Montréal

M. Gaétan Auger
- proposition de bacs avec fleurs et arbres entre le pont Jacques-Cartier et la rue Parthenais
- proposition relative à l'apaisement de la circulation par des saillies de trottoirs sur les rues Sainte-Catherine et Parthenais et à l'intersection des rues De Lorimier et Parthenais – **dépôt de document**

M. Michel Tanguay
- proposition relative au stationnement sur la rue de Bullion entre les rues Charlotte et Sainte-Catherine - rue étroite
- poubelles publiques et contenants pour recylage publics

M,Jean Duval
- cameras portatives pour protection des citoyens

CA25 240231

Période de questions du public - Prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement (CA-24-135) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 23, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites;

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1252678005

Période de questions du public – Prolongation

Mme Martine Savard
- félicitations pour le centre Sanaaq et la Place des Montréalaises
- aménagements aux abords et sous les viaducs
- construction des écoles

M. Sylvain Côté
- consultation publique relative au projet de règlement sur le bruit

M. Ludovic Moquin
- uniformisation de l'asphaltage de la rue Ontario entre Saint-Laurent et Saint-Denis
- planification et aménagements pour la gestion des eaux pluviales

Mme Micaela Tenea
- remerciements à M. Robert Beaudry pour son appui dans la résolution de son dossier avec le gouvernement fédéral

M. Alain Hébert
- intervention de l'arrondissement relative à la maison abandonnée située au coin des rues St-Hubert et Sherbrooke
- inventaire des bâtiments vacants dans le district Saint-Jacques et mise à jour de la carte interactive

Questions écrites

Mme Micaela Tenea
intervention faite en personne

Mme Clara Mazon
- santé mentale des itinérants et ses conséquences dans Ville-Marie
- plan de réponse à cette crise

Mme Agathe Cuisinier
- rôle de la Ville de Montréal dans la supervision des projets immobiliers privés adjacents à des ruelles vertes
- mesure d'encadrement pour ce type de projet

M. Donovan King
- changement du nom de la rue du Square-Amherst

M. Robert Boisvert
- responsabilités dans la construction de la place des Montréalaises
- demande de reddition des comptes

M. Christopher McCray
- remerciements pour les modifications de la rue de Rouen
- maintien du lien cyclable sur la rue De Rouen dans les 2 sens

M. Anthony Baker
- prolongation de la voie cyclable protégée sur Saint-Antoine et Gosford

---

10.06 - Période de questions des membres du conseil

- Aucune question

CA25 240232

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240233

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1257768006

CA25 240234

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 mai 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De pendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 mai 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1257768007

CA25 240235

Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 mai 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 mai 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1257768008

CA25 240236

Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu du 26 au 30 mai 2025 relatif au règlement d'emprunt CA-24-396

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu du 26 au 30 mai 2025 relatif au règlement d'emprunt CA-24-396.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1257768010

CA25 240237

Approuver la catégorisation obtenue par les organismes CDC Centre-Sud et Dans la Rue en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la catégorisation obtenue par les organismes CDC Centre Sud et Dans la Rue en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028 :

CDC Centre Sud	A
Dans la Rue	B

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1251920008

CA25 240238

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240239

Approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville acquiert de ST JAMES THE APOSTLE ANGLICAN CHURCH MONTREAL et La Très Révérende Mary IRWIN-GIBSON, Évêque de la CORPORATION DE L'ÉVÊQUE DE MONTRÉAL, à des fins de parc local, le terrain entourant l'église St-Jax, située au 1439 rue Sainte-Catherine Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant les lots 6 665 551, 6 665 552, 6 665 553, 6 665 554 et 6 665 555 du cadastre du Québec, d'une superficie de 10 675,6 pieds carrés, pour le prix de 3 202 695 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. N/Réf.31H05-005-7968-01.Mandat 22-0028 / Autoriser une affectation de 3 202 695 $, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de ST JAMES THE APOSTLE ANGLICAN CHURCH MONTREAL et La Très Révérende Mary IRWIN-GIBSON, Évêque de la CORPORATION DE L'ÉVÊQUE DE MONTRÉAL, à des fins de parc local, le terrain entourant l'église St-Jax connu et désigné comme étant les lots 6 665 551, 6 665 552, 6 665 553, 6 665 554 et 6 665 555 du cadastre du Québec, d'une superficie de 10 675,6 pieds carrés, pour le prix de 3 202 695 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

D'autoriser la signature de cet acte de vente;

D'émettre le chèque requis pour la transaction au nom des vendeurs ou du notaire fiduciaire en fidéicommis du vendeur, le cas échéant;

D'autoriser l'affectation des revenus reportés - parcs et terrains de jeux d'un montant de 3 202 695 $;

D'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1249245001

CA25 240240

Autoriser une affectation de surplus de 396 221,77 $, net de ristournes et accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc., dans le cadre de l'entente-cadre VMP-22-013, pour assurer la surveillance du projet d'infrastructure comprenant les égouts et l'aqueduc, l'éclairage, la voirie et l'aménagement des futures rues: De la Gauchetière, entre Wolfe et Alexandre-DeSève, de la Visitation entre René-Lévesque E et Viger ainsi que de la rue Panet entre René-Lévesque E et De la Gauchetière (site de l'ancienne maison de Radio-Canada) - Autoriser une dépense pour un montant maximal de 433 914,50 $, incluant les taxes et les contingences

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de surplus de 396 221,77 $, net de ristournes;

D'accorder un contrat à la firme IGF Axiom inc., pour assurer la surveillance du projet d'infrastructure comprenant les égouts et l'aqueduc, l'éclairage, la voirie et l'aménagement des futures rues : De la Gauchetière, entre Wolfe et Alexandre-DeSève, de la Visitation, entre René-Lévesque E et Viger ainsi que de la rue Panet, entre René-Lévesque E et De la Gauchetière, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser une dépense pour un montant maximal de 394 467,73 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre VMP-22-013;

D'autoriser une dépense de 39 446,77 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1256937004

CA25 240241

Accorder un contrat d'une valeur maximale de 47 146 $ à l'organisme Service à la famille chinoise du Grand-Montréal inc. pour assurer les services de gestion, accueil et animations publiques du pavillon et de la place Sun-Yat-Sen pour une durée maximale de 17 semaines, soit du 25 juin 2025 au 18 octobre 2025 (Appel à projet). Approuver le contrat de prêt de local par lequel l'arrondissement de Ville-Marie prête, à titre gratuit, à l'organisme Service à la famille chinoise du Grand-Montréal inc., pour la durée du projet du 25 juin 2025 au 18 octobre 2025, le pavillon Sun-Yat-Sen

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder un contrat de service à l'organisme Service à la famille chinoise du Grand-Montréal inc. afin d'assurer les services en gestion, accueil et animations publiques du pavillon et de la place Sun-Yat-Sen, pour la période estivale du 25 juin au 18 octobre 2025 et autoriser une dépense maximale de 47 146 $, taxes incluses ;

D'approuver un projet de convention à cette fin;

D'approuver la convention de prêt de local par laquelle l'arrondissement de Ville-Marie prête à l'organisme Service à la famille chinoise du Grand-Montréal inc., à titre gratuit, le pavillon Sun-Yat-Sen situé au 1065, rue Clark à Montréal, Québec, H2Z 1K3, pour la durée du projet, soit du 25 juin au 18 octobre 2025;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1259693005

CA25 240242

Accorder un contrat d'une valeur maximale de 376/433,90/$, toutes taxes incluses, à Kono Sécurité inc. pour assurer les services de sécurité au Centre Jean-Claude-Malépart, pour une durée de douze (12) mois, soit du 16 juin 2025 au 15 juin 2026 - Appel d'offres public 25-20987 (8 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Kono Sécurité inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour assurer les services de sécurité au Centre Jean-Claude-Malépart, au prix de sa soumission, pour une durée de douze mois, soit du 16 juin 2025 au 15 juin 2026, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 376 433,90 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 25-20987;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1254105005

CA25 240243

Accorder un contrat à Excavation R. Lécuyer & fils inc. pour les services de location d'une pelle hydraulique avec opérateur, entretien et accessoires pour une durée de 24 mois - Autoriser une dépense totale de 976 942,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21038 (4 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder un contrat à Excavation R. Lécuyer & Fils inc., pour les services de location d'une pelle hydraulique avec opérateur, entretien et accessoires pour une durée de 24 mois et autoriser une dépense totale de 976 942,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 25-21038;

De procéder à une évaluation du rendement de Excavation R. Lécuyer & Fils inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1258323001

CA25 240244

Autoriser la prolongation du contrat accordé à Groupe Marleb inc., pour une période additionnelle d'un an, soit du 16 juillet 2025 au 15 juillet 2026, pour des services d'entretien sanitaire pour les toilettes auto-nettoyantes - Autoriser une dépense supplémentaire de 190 444,14 $, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 759 291,98 $, taxes et contingences incluses (Appel d'offres public 22-19220)

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240218 adoptée à sa séance du 7 juin 2022, accordé un contrat à 2439-5584 Québec inc. (Les Entreprises Martin et Leblanc) pour la fourniture de service d'entretien sanitaire pour les toilettes auto-nettoyantes pour une dépense totale de 382 685,19 $, taxes incluses (contrat : 332 769,73 $ + contingences : 49 915,46 $) pour une période de deux ans - (appel d'offres public 22-19220 - 2 soumissionnaires);

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA24 240224 adoptée à sa séance du 11 juin 2024, autorisé la prolongation du contrat accordé à 2439-5584 Québec inc. (Les Entreprises Martin et Leblanc), pour une durée d'un an, soit du 16 juillet 2024 au 15 juillet 2025, pour la fourniture de service d'entretien sanitaire pour les toilettes auto-nettoyantes et une dépense supplémentaire de 186 162,65 $, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 568 847,84 $, taxes incluses (appel d'offres 22-19220);

Attendu que le devis du contrat [section 15.02 - renouvellement] prévoit que celui-ci peut être renouvelé pour deux (2) options de renouvellement de douze (12) mois chacune :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser la prolongation du contrat accordé à Groupe Marleb inc., pour une période additionnelle d'un an, soit du 16 juillet 2025 au 15 juillet 2026, pour des services d'entretien sanitaire pour les toilettes auto-nettoyantes, majorant la dépense maximale à 759 291,98 $, taxes et contingences incluses, conformément à l'appel d'offres public 22-19220;

D'autoriser une dépense additionnelle de 190 444,14 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1259448002

CA25 240245

Autoriser la prolongation du contrat accordé à Nordikeau inc., pour un (1) an, du 19 juin 2025 au 18 juin 2026, pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations - Autoriser une dépense supplémentaire de 508 110,39 $, taxes et contingences incluses, en majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 962 993,97 $, taxes et contingences incluses (Appel d'offres public VMP-22-004)

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240215 adoptée à sa séance du 7 juin 2022, accordé un contrat à Nordikeau inc., pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations à l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de trois (3) ans - Dépense totale de 1 454 883,58 $, taxes incluses (contrat: 1 322 621,44 $ + contingences : 132 262,14 $) - (appel d'offres public VMP-22-004 - 1 soumissionnaire);

Attendu que le devis du contrat [section 15.02 - renouvellement] prévoit que celui-ci peut être renouvelé pour deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

Autoriser la prolongation du contrat accordé à Nordikeau inc., pour un (1) an, du 19 juin 2025 au 18 juin 2026, pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations, au prix calculé selon l'indexation, majorant ainsi la dépense maximale à 1 962 993,97 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents d'appels d'offres public VMP-22-004;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 461 918,54 $, taxes incluses;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 46 191,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de Nordikeau inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1258220002

CA25 240246

Autoriser une affectation de 4 934,42 $ net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux - Autoriser une dépense supplémentaire de 5 403,83 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Pépinière Rougemont inc. pour la fourniture et la livraison d'arbres pour le printemps 2025, majorant ainsi le montant total à 104 822,71 $, taxes incluses

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA25 240064 adoptée à sa séance du 11 mars 2025, autorisé une affectation de 94 734,63 $, net de ristournes, en provenance des revenus

reportés - parcs et terrains de jeux, accordé 2 contrats à Pépinière Rougemont inc. et Pépinière Dominique Savio Ltée. aux montants respectifs de 99 418,88 $ et de 4 327,89 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison d'arbres pour le printemps 2025 et autorisé une dépense maximale de 103 746,77 $, taxes incluses;

Attendu qu'une variété d'arbres n'a pas été incluse dans le calcul du montant du contrat octroyé à Pépinière Rougemont inc. :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation des revenus reportés - parcs et terrains de jeux d'un montant de 4 934,42 $, montant net de ristournes;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 5 403,83 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Pépinière Rougemont inc. pour la fourniture et la livraison d'arbres pour le printemps 2025, majorant ainsi le montant total de son contrat de 99 418,88 $ à 104 822,71 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1259522010

CA25 240247

Approuver la convention, se terminant le 31 mai 2026, avec Les Valoristes, Coopérative de solidarité, pour soutenir les activités liées à la consigne sociale et accorder une contribution financière de 25 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 mai 2026, avec Les Valoristes, Coopérative de solidarité, pour soutenir les activités liées à la consigne sociale dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1256091002

CA25 240248

Approuver les conventions de contributions financières pour la tenue des camps de jour municipaux de l'arrondissement de Ville-Marie, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes dans le cadre du « Programme camp de jour » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution financière totale de 164 308 $ à cette fin

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver 6 (six) conventions dans le cadre du « Programme camp de jour » de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 5 831 $ à l'Association les Chemins du soleil;
- 58 306 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 13 294 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 13 411 $ au Centre récréatif Poupart Inc.;
- 58 306 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart;
- 15 160 $ à Go Jeunesse.

D'imputer cette dépense totale de 164 308 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1259693003

CA25 240249

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240250

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2025, avec Le Monastère dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 13 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2025, avec Le Monastère;

D'accorder, à cette fin, dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » une contribution totale de 13 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1254680005

CA25 240251

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement des terrains de basketball, d'éclairage et d'ouvrages de gestion des eaux au parc Toussaint-Louverture - Autoriser une dépense totale de 2 387 133,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-008 (5 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder, à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement des terrains de basketball, d'éclairage et d'ouvrages de gestion des eaux au parc Toussaint-Louverture au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 1 810 550,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-25-008;

D'autoriser une dépense de 271 582,58 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 305 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1258853004

CA25 240252

Abroger la résolution CA24 240507 / Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2027, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie dans le cadre du « Programme Soutien à la mission de base en sports et loisirs (PSMSL) » et accorder un soutien financier maximal de 256 503 $

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA24 240507 adoptée lors de sa séance du 10 décembre 2024, approuvé la convention, se terminant le 31 décembre 2027, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie dans le cadre du « Programme Soutien à la mission de base en sports et loisirs (PSMSL) » et accordé un soutien financier maximal de 256 503 $;

Attendu que des clarifications concernant certaines dispositions doivent être apportées :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'abroger la résolution CA24 240507;

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2027, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie dans le cadre du « Programme Soutien à la mission de base en sports et loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder à cette fin, une contribution financière maximale de 256 503 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1254105006

CA25 240253

Annuler la contribution financière de 10 000 $ accordée à CultivAction Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet « Jardinage Solidaire sur Quatre Saisons » dans le cadre du Fonds en agriculture urbaine 2025

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA25 240126 adoptée lors de sa séance du 8 avril 2025, approuvé les conventions, se terminant le 31 décembre 2025, avec six organismes afin de soutenir la réalisation des projets dans le cadre de l'appel à projets du Fonds en agriculture urbaine et accordé à cette fin une contribution totale de 60 000 $;

Attendu que l'organisme n'est pas en mesure de remplir les obligations prévues à la convention :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'annuler la contribution de 10 000 $ accordée à CultivAction Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet « Jardinage Solidaire sur Quatre Saisons » dans le cadre du Fonds en agriculture urbaine 2025;

D'imputer le remboursement tel qu'indiqué dans les informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1254105004

CA25 240254

Approuver la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide afin de modifier le projet admissible à la subvention, en prolonger la durée jusqu'au 30 juin 2027 et réduire la contribution de 250 000 $ à 190 000 $

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240468 adoptée lors de sa séance du 12 septembre 2017, autorisé une affectation de surplus, approuvé la convention avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide, se terminant le 31 décembre 2019 et accordé une contribution de 250 000 $ pour la réfection de la toiture de l'ancienne église Sainte-Brigide-de-Kildare;

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA19 240546 adoptée lors de sa séance du 10 décembre 2019, modifié la résolution CA17 240468 et approuvé la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide afin d'en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2021;

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240470 adoptée lors de sa séance du 14 décembre 2021, approuvé la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide pour en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2023;

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA23 240445 adoptée à sa séance du 5 décembre 2023, approuvé la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide pour en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2026;)

Attendu que l'Arrondissement souhaite donner un soutien exceptionnel pour des travaux et dépenses urgentes au CCSB :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide afin de modifier le projet admissible à la subvention et en prolonger la durée jusqu'au 30 juin 2027;

De réduire la contribution de 250 000 $ à 190 000 $;

D'imputer cette dépense modifiée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1254957004

CA25 240255

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 20 300 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 4 000 $ à Carrefour St-Eusèbe de Montréal inc.;
- 600 $ au Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 600 $ au Jardin communautaire Saint-Eusèbe;
- 600 $ au Jardin communautaire Saint-André ;
- 3 000 $ au Comité social Centre-Sud;
- 2 000 $ à Gestion Fullum Harmony;
- 1 200 $ au Jardin communautaire Versailles de Montréal;
- 2 800 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 4 000 $ au Comité logement Ville-Marie;
- 500 $ à la CDC Centre-Sud;
- 1 000 $ à l'Association citoyenne du Village de Montréal (ACVMtl);

D'imputer cette dépense totale de 20 300 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1255601005

CA25 240256

Accorder une subvention de 250 000 $ à la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour le déploiement d'un projet de mitigation du chantier Sainte-Catherine Ouest pour la période se terminant le 30 septembre 2025, en vertu du Règlement sur les subventions à la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation d'activités de mitigation de chantier en 2024-2025 (CA-24-380)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder une subvention de 250 000 $ à la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour le déploiement d'un projet de mitigation du chantier Sainte-Catherine Ouest, pour la période se terminant le 30 septembre 2025, en vertu du Règlement sur les subventions à la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation d'activités de mitigation de chantier en 2024-2025 (CA-24-380);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1254273002

CA25 240257

Approuver la convention, se terminant le 31 mai 2026, avec la Société de développement du Quartier latin dans le cadre du « Programme de propreté 2025 » dans le cadre de la Stratégie Centre-Ville et accorder une contribution de 100 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 mai 2026, avec la Société de développement du Quartier Latin pour le projet du « Programme de propreté 2025 » dans le cadre de la Stratégie Centre-Ville;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 100 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1258966008

CA25 240258

Autoriser une affectation de surplus de 100 000 $, approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2026, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation d'un projet de mitigation de l'ancien édifice La Baie d'Hudson au centre-ville, dans le cadre de la Stratégie centre-ville et accorder une contribution totale de 100 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de surplus de 100 000 $;

D'approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2026, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation d'un projet de mitigation de l'ancien édifice La Baie d'Hudson au centre-ville, dans le cadre de la Stratégie centre-ville;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 100 000 $ à la Société de développement commercial Montréal centre-ville;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1252840017

CA25 240259

Octroyer un soutien financier de 145 000 $ à la Société de développement du Quartier latin dans le cadre de l'Appel à projets pour dynamiser le Quartier latin s'inscrivant dans les objectifs de la Stratégie centre-ville 2030 et dans les priorités des acteurs du quartier. Approuver la convention de la Société de développement du Quartier latin se terminant le 31 décembre 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention de la Société de développement du Quartier latin, se terminant le 31 décembre 2025;

D'octroyer un soutien financier de 145 000 $ à la Société de développement du Quartier latin dans le cadre de l'Appel à projets pour dynamiser le Quartier latin s'inscrivant dans les objectifs de la Stratégie centre-ville 2030 et dans les priorités des acteurs du quartier;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.20 1252840012

CA25 240260

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.05.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240261

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la gestion de contrat de services de gardiennage spécialisé dans des lieux ciblés de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de six mois, dans le cadre de l'appel d'offres public 25-21033

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la gestion de contrat de services de gardiennage spécialisé dans des lieux ciblés de l'Arrondissement, dans le cadre de l'appel d'offres public nº 25-21033;

D'imputer la dépense totale conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1258447002

CA25 240262

Autoriser une affectation de 86 669,86 $, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de 86 669,86 $, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses de dépenses reliées à l'aménagement des parcs suivants pour l'année 2025 :

- Parc François-Martineau;
- Square Dalhousie;
- Parc Martineau;
- Parc Olivier-Robert;
- Parc de la Presse;
- L'Île Ste-Hélène;
- Le Square Dorchester;
- Le parc Médéric-Martin;
- Le parc Jos-Montferrand;
- La place Emmett-Johns;
- La Place des Patriotes.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1259522011

CA25 240263

Accepter l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accepter l'offre de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1255691001

CA25 240264

Prendre acte de la reddition de compte et du partage des excédents pour l'activité concernant le traitement des nids-de-poule avec une colmateuse mécanisée pour l'année 2024

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte de la reddition de compte et du partage des excédents pour l'activité concernant le traitement des nids-de-poule avec une colmateuse mécanisée pour l'année 2024.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1258958003

CA25 240265

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2025.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1257768009

CA25 240266

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240267

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 16 juin au 19 septembre 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public du 16 juin au 19 septembre 2025 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 704 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 239 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 260 permettant de peindre et de dessiner sur la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1255703007

CA25 240268

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 4e partie A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 4^{e} partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 772 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3(8)), l'ordonnance C-4.1, o. 410 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 705 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 261 permettant de peindre et de dessiner sur la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 240 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02 1255907005

CA25 240269

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements à la place Radio-Canada du 4 juillet au 8 août 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 773 permettant le bruit d'appareils sonores sur le site de la Place Radio-Canada du 4 juillet au 8 août 2025.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1258188008

CA25 240270

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements à l'Esplanade de la Place Ville-Marie (PVM) du 10 juin au 10 septembre 2025

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 774 concernant la tenue d'événements à l'Esplanade de la place Ville-Marie (PVM) du 10 juin au 10 septembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1258188009

CA25 240271

Édicter une ordonnance modifiant l'Ordonnance sur les heures de fermeture des parcs (8), conformément au Règlement sur les parcs

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter l'ordonnance P-3, o. 16 modifiant l'Ordonnance sur les heures de fermeture des parcs (8), conformément au Règlement sur les parcs (R.R.V.M., chapitre P-3) à l'égard du territoire de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1257199001

CA25 240272

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance fixant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h et identifiant comme rue partagée la rue Lalonde entre les rues Panet et de la Visitation

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphes 9° et 12°), l'ordonnance C-4.1, o. 411 fixant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h et identifiant comme rue partagée la rue Lalonde, entre les rues Panet et de la Visitation.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1256220001

CA25 240273

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance déplaçant la zone de stationnement réservée aux taxis située sur le côté sud de la rue Saint-Antoine Est et celle située du côté est de la rue du Havre

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3 paragraphe 6°), l'ordonnance C-4.1, o. 412 déplaçant les zones de stationnement réservées aux taxis située sur le côté sud de la rue Saint-Antoine Est, à l'est du boulevard Saint-Laurent, vers un emplacement du côté est du boulevard Saint-Laurent, au nord de la rue Saint-Jacques; et du côté est de la rue du Havre, vers le côté ouest de la rue du Havre, entre la rue Ontario est et la rue la Fontaine.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1250071002

CA25 240274

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie, une ordonnance modifiant le sens de la circulation des rues de Rouen, Gascon, Bercy, Hogan et Montgomery dans le quartier Centre-Sud

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3 paragraphe 3°) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie, l'ordonnance C-4.1, o. 413 modifiant le sens de la circulation des rues de Rouen, Gascon, Bercy, Hogan et Montgomery dans le quartier Centre-Sud.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1258393002

CA25 240275

Accorder une dérogation mineure relativement à un bâtiment dont la hauteur en étage est supérieure à la hauteur maximale prescrite pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-316)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder une dérogation mineure, notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à un bâtiment dont la hauteur en étage est supérieure à la hauteur maximale prescrite pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1257303002

CA25 240276

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel au rez-de-chaussée » relativement à l'aménagement d'un bureau administratif, destiné à la gestion des locataires de l'immeuble, pour le bâtiment situé au 1245, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel au rez-de-chaussée » tel que prévu au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'aménagement d'un bureau administratif destiné à la gestion des locataires de l'immeuble, au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1245, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.;

D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- Limiter l'usage « résidentiel au rez-de-chaussée » à un local, situé au rez-de-chaussée, adjacent à la façade donnant sur la rue Sherbrooke et formant le coin avec la façade donnant sur la rue de la Montagne. La largeur de la façade de ce local, sur la rue Sherbrooke, doit être d'au plus 7,4 mètres.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1256645002

CA25 240277

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 à 40.13.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240278

Autoriser, l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2055, rue Drummond, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2055, rue Drummond, et ce, conformément au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- Les locaux du rez-de-chaussée dont l'entrée donne sur la rue Drummond ne doivent pas être utilisés à des fins résidentielles;
- Aucun logement ne peut être aménagé au rez-de-chaussée.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1259276002

CA25 240279

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé aux 1341, boulevard René-Lévesque Est et 1160, rue Panet (Église Saint-Pierre-Apôtre)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » prévu au paragraphe 1 de l'article 301 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) pour le bâtiment situé aux 1341, boulevard René-Lévesque Est et 1160, rue Panet (Église Saint-Pierre-Apôtre), et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1254869006

CA25 240280

Refuser 2 demandes de permis en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De refuser les demandes de permis en suspens 3003368658 et 3003520100 ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme.

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1256926001

CA25 240281

Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement abrogeant Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) » et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.14 1254957003

CA25 240282

Adopter un nouveau règlement sur le bruit afin de remplacer le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., B-3), le Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102) ainsi que les ordonnances No 1, No 1-1 et No 2 du Règlement no 4996 sur le bruit – Avis de motion et dépôt

Vu les articles 4, 6 et 59 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 136.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47, 48 et 185.1 de l'annexe C de cette charte;

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE l'arrondissement souhaite assurer une meilleure cohabitation des fonctions commerciale, culturelle et résidentielle;

ATTENDU QUE l'arrondissement souhaite pérenniser les activités culturelles dans des secteurs à usages mixtes;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté la Politique de la vie nocturne montréalaise;

ATTENDU QUE le projet pilote afin d'identifier des alternatives réglementaires liées à la diffusion sonore émanant des lieux culturels recommande d'introduire le principe de l'émergence spectrale, une méthode de mesure basées sur la science et inspirées de pratiques reconnues internationalement;

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement sur les nuisances sonores à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

Ce règlement remplace le Règlement sur le bruit (R.R.V.M., B-3), le Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102) ainsi que les ordonnances No 1, No 1-1 et No 2 du Règlement no 4996 sur le bruit et vise un cadre réglementaire plus adapté à une cohabitation entre les activités culturelles et les autres usages présents sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

40.15 1258188010

CA25 240283

Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) » en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.16 1256645003

CA25 240284

Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal - Adoption du projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) » en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

40.16.1 1256645003

CA25 240285

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages - Avis de motion et adoption

D'adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.17 1254869008

CA25 240286

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages - Adoption du 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages.

Adoptée à l'unanimité.

40.17.1 1254869008

Levée de la séance

70.01

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 8 juillet 2025 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 27.

Valérie Plante Mairesse	Anne-Marie Lemieux Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA25 240xxx lors de la séance du conseil tenue le 8 juillet 2025.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257768012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 08:30

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257768012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257768012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 2025



PV_CCU_2025-06-12_CA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

12 juin 2025
8h30

Salle Espace citoyen(ne)s
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents :

M. Robert Beaudry, président
Mme Vicki Grondin, vice-présidente
Mme Danielle El Helou, membre
M. Réjean Martineau, membre
M. François St-Hilaire, membre
M. Michel Hardy, membre
Mme Maggie Cabana, membre

Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Mishnel Vincent, agent de recherche

Présentent leurs dossiers :

Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement et chef d'équipe
Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Fantine Chéné, conseillère en aménagement
Mme Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement
Mme Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement
M. Billy Chérubin, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
M. Louis Caudron, conseiller en aménagement

1. Ouverture de la séance

Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h33.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux

Le procès-verbal du comité du 8 mai 2025 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Articles 89 et 93			
4.1.1	3003549456	505, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable avec conditions
4.2 Projet particulier			
4.2.1	3003543715	311, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions et commentaires
4.3 Modification réglementaire			
4.3.1	S.O.	Concordance au *Règlement 01-282* - protection des milieux humides	Favorable
4.3.2	S.O.	Modification au *Règlement 01-282* — établissements d'hébergement touristique	Favorable
4.4 Dérogation mineure			
4.4.1	no à venir	300, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition et commentaire
4.4.2	3003525939	1272, rue Ontario Est	Favorable
4.4.3	3003554242	740, rue Notre-Dame Ouest	Favorable avec conditions
4.4.4	3003545705	189, avenue Viger Est	Favorable avec commentaire
4.5 Usage conditionnel			
4.5.1	3003548994	475, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable avec condition et commentaires
4.5.2	3003549000	400, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec condition
4.5.3	3003533756	1900, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec commentaire
4.5.4	3003553084 3003553083	2875, rue Hochelaga	Favorable
4.6 Titre VIII — Révision de projet			
4.6.1	3003530993	2000, rue Berri	Favorable
4.6.2	3003537922	3644, rue Peel	Favorable
4.6.3	3003526771	936, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.4	3003525027	2136, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable

4.6.5	3003523373	120, rue Sherbrooke Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.6	3003464017	3461, rue Simpson	Favorable
4.6.7	3003491208	747, rue du Square-Victoria	Favorable avec commentaire
4.6.8	3003520620	160, chemin du Tour de l'Isle	Favorable
4.6.9	3003526791	1595, rue Saint-Hubert	Favorable avec commentaire
4.6.10	3003490180	1961-1963, rue Tupper	Favorable
4.6.11	3003530898	1669-1717, rue Berri	Favorable
4.6.12	3003530538	111, boulevard Robert-Bourassa	Favorable
4.6.13	3003531830	2190, rue Sherbrooke Est	Favorable
4.6.14	3003525959	2075, boulevard Robert-Bourassa	Favorable
4.6.15	3003537647 3003537655	1836-1856 et 1860-1880, rue Dorion	Favorable
4.6.16	3003525621	2125, rue Saint-Marc	Favorable avec conditions
4.6.17	3003385941	3005, Le Boulevard	Favorable
4.6.18	3003533576	4140, chemin de Trafalgar	Favorable avec conditions
4.6.19	3003514323	3119, Le Boulevard	Favorable
4.6.20	3003491220	2006, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.21	3003063915	1550, rue Paxton	Favorable
4.6.22	3003545972	1, avenue du Casino	Favorable avec conditions et commentaires
4.6.23	3003524261	2875, rue Hochelaga	Favorable avec conditions et commentaires

4.7 Surhauteur

Aucun dossier

4.9 Autres dossiers

Aucun dossier

5. Prochaines séances

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le mardi 8 juillet 2025 et celle du comité aura lieu le jeudi 10 juillet 2025.

6. Varia

Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 11h53.

Robert Beaudry — date Président	Cascendra Barthelot — 2025-06-17 — date Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003549456
4.1.1

Objet :	**Article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation**
Endroit :	505, boulevard De Maisonneuve Est
Responsables :	Catherine Beaulieu et Charlotte Horny
Description :	La demande concerne la partie sud de l'îlot Voyageur, d'une superficie de 7 062 m² et située à l'intersection du boulevard De Maisonneuve des rues Saint-Hubert et Berri et de la ruelle de la Providence. La demande vise à autoriser la démolition complète du terminus d'autobus en prévision de la construction d'un projet majoritairement résidentiel d'une hauteur allant de 13 étages (41 m) à 25 étages (80m). Le site serait divisé en trois bâtiments accueillant respectivement logements sociaux, abordables et privés. Tout d'abord, il y a le bâtiment au nord en bordure de la rue Berri, comportant les logements sociaux (coopérative "Maison des savoirs"). Le bâtiment ne comporte pas de sous-sol. Un local pour les stationnements pour vélos, situé au rez-de-chaussée, sera accessible directement par la rue Berri. Ensuite se trouve le bâtiment plus au sud en bordure de la rue Berri, comportant des logements abordables destinés à la population étudiante et opéré par l'organisme UTILE. Une partie du rez-de-chaussée est réservé à l'UQAM pour sa galerie (924 m²) et un local d'une superficie minimale de 500 m² sera disponible pour la Ville de Montréal. Le bâtiment intègrera également un nouvel édicule de métro, à l'emplacement de l'accès existant. Le bâtiment ne comporte pas de sous-sol. Un local dédié au stationnement pour vélo (potentiel de 200 unités), situé au rez-de-chaussée, sera accessible par la ruelle. Finalement, les logements privés se trouveront dans le bâtiment en tête d'îlot, donnant sur la place Émilie-Gamelin, avec un rez-de-chaussée commercial (potentiel de trois locaux). Le local commercial central pourrait accueillir une épicerie. A cet effet, les quais de livraisons sont prévus à l'arrière du bâtiment. L'entrée résidentielle se situe sur la rue Saint-Hubert. Deux niveaux de stationnement

	souterrain, dont l'accès se fait par la ruelle, accueilleront 150 unités véhiculaires et 200 unités pour vélos. <u>Volumétrie et parti architectural</u> Le bâtiment de logement social, au nord, occupe presque 100 % du lot. Implanté de biais, il reprend l'angle de la BAnQ avec une ouverture vers le nord-ouest pour dégager la vue des occupants. À partir du 3ème niveau, le volume offre un retrait de façade côté ruelle (de 0,5 à 4 m), en continuité avec les bâtiments de logements abordables et de logements privés. Situé sur la limite latérale nord, le bâtiment présente une façade latérale aveugle. Le bâtiment de logement abordable occupe également presque 100 % du lot. L'édicule de métro, dont la façade a une largeur de 8 m, est situé en retrait de 3,4 m par rapport aux façades adjacentes. A partir du 3ème niveau, la façade côté ruelle est reculée d'environ 5 m, et sur Berri, le volume situé au sud de l'édicule de métro s'inscrit en angle, en continuité avec le bâtiment privé. La façade Berri présente un retrait d'environ 1,5 m à partir du 5ème niveau. Le bâtiment de logements privés s'inscrit en retrait de la ligne de lot du côté du boulevard De Maisonneuve, afin de respecter une servitude pour la STM, tout en s'alignant avec les bâtiments du boulevard De Maisonneuve. Un retrait supplémentaire de 4 m est proposé pour le coin ouest, en écho avec celui de la BAnQ. Sur la rue Berri, l'alignement suit celui du bâtiment abordable, le long de la ligne de lot. Côté Saint-Hubert, un retrait d'alignement de 4 m est proposé pour la portion accueillant l'entrée résidentielle et le gym, de manière à aligner le bâtiment avec les bâtiments de la rue. Un aménagement paysager est proposé dans la marge avant face à la rue Saint-Hubert et au boulevard De Maisonneuve. La section de biais (ouest) s'arrête à 22 étages, et l'autre section à 24. Le basilaire sera composé de brique rouge qui viendra contraster avec le mur rideau du 5e étage et de l'interstice entre les deux volumes en surhauteur qui eux, seront revêtus de panneaux de béton préfabriqués. Des balcons en loggias sont insérés dans le volume en surhauteur sur la façade De Maisonneuve. <u>Vent</u> L'étude éolienne réalisée par RWDI en date du 30 mai 2025 identifie la vitesse élevée du vent en hiver à l'ouest (Berri) et au sud-est (Berri coin De Maisonneuve) du bâtiment. Des modifications architecturales telles que le remodelage de la volumétrie de l'angle sud-est, l'ajout de texture de volume pourraient contribuer à atténuer la vitesse du vent aux niveaux inférieurs et à réduire les flux d'accélération du vent à cette intersection.

	<u>Circulation et gestion des matières résiduelles</u> Une dalle de propreté sera aménagée en bordure de la ruelle de la Providence pour chacun des trois volumes. De plus, un quai de chargement dans la partie sud du sud permettra les manœuvres sans entrave au domaine public et pourra desservir les futurs occupants commerciaux du bâtiment. Le projet déroge au *Règlement d'urbanisme (01-282)* et au Plan d'urbanisme : • Surhauteur (art.34): la surhauteur autorisée est de 65 m alors que la hauteur de l'édifice « Mondev » est de 80 m; • Retrait de surhauteur (art.34) : le retrait de surhauteur doit être présent sur au moins 80% de la largeur du bâtiment face à une voie publique adjacente alors que le retrait est sur 70% de la largeur face à la rue Saint-Hubert; • Densité maximale : le COS maximal autorisé est de 7, tandis que les trois bâtiments ont des COS respectivement de 9,2 (Social), 12 (UTILE) et 10,4 (Mondev). Le COS global atteint 10,9; • Usages (art.228 et 232 du Règlement) : l'usage "université" doit être autorisé par la procédure des usages conditionnels; un local situé au rez-de-chaussée ne peut pas être occupé par des usages résidentiels (gym) en bordure de la rue Saint-Hubert.
Élément particulier :	Le site se trouve dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions et balises de l'article 93 du PL31.
Considérant que :	Les usages demandés aux rez-de-chaussée sont compatibles et complémentaires avec le contexte environnant.
Considérant que :	Le projet prévoit l'aménagement de plus de 1200 logements à proximité des services et du transport en commun.
Considérant que :	Le projet intègre un bâtiment de logement social et un bâtiment de logement abordable.
Considérant que :	La démolition de l'ancienne gare d'autobus est recevable en regard du programme de densification majeure, du peu d'intérêt patrimonial du bâtiment existant et de l'incompatibilité entre la structure actuelle et les bâtiments proposés.

Considérant que :	L'emplacement est adapté pour les gabarits proposés.
Considérant que :	La mitoyenneté des volumes en surhauteur crée un effet de masse, en particulier sur la rue Berri, et que la hauteur des basilaires sur la rue Berri devrait être davantage inscrite dans le contexte de la rue.
Considérant que :	L'encadrement de la place Émilie-Gamelin, ainsi que la présence marquée des bâtiments environnants, appellent à un basilaire de massivité plus affirmée, afin renforcir l'expression du basilaire dans son contexte, de contrebalancer le détail des tours et d'unifier la tête d'îlot.
Considérant que :	La simplicité et l'unité architecturale des nouvelles constructions doit être favorisée.
Considérant que :	L'impact éolien est un enjeu important dans ce secteur et qu'il devrait être atténué le plus possible par la volumétrie même des bâtiments.
Considérant que :	Le bâtiment de logement social présente un mur aveugle sur toute sa façade latérale.
Considérant que :	L'édicule de métro devrait être plus visible.
Considérant que :	L'aménagement paysager dans la marge avant adjacent au boulevard De Maisonneuve devra être adapté à la forte fréquentation des lieux.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Bonifier le traitement du mur aveugle du bâtiment de logement social afin de favoriser une intégration urbaine intéressante.**
- **Favoriser le morcellement des volumes en surhauteur des trois bâtiments afin de distinguer les volumes.**
- **Simplifier le traitement architectural des basilaires et adapter leur hauteur en fonction du programme et des bâtiments adjacents.**
- **Proposer un traitement architectural plus sobre.**
- **Adapter la volumétrie des trois bâtiments pour répondre aux enjeux soulevés dans l'étude de vent réalisée par RWDI le 30 mai 2025.**
- **Proposer un traitement architectural plus massif et plus unifié pour le basilaire du bâtiment de logements privés, afin de bien ancrer le bâtiment au sol, marquer la tête d'îlot sur le boulevard de Maisonneuve et contrebalancer la finesse des détails des tours.**
- **Revoir l'intégration de l'édicule de métro afin de maximiser sa présence sur rue et la transparence de la façade sur sa pleine largeur, en évitant ainsi les recoins.**
- **Prévoir un plan d'affichage pour l'ensemble du projet.**

- Prévoir un aménagement paysager adapté à la forte fréquentation pour les marges avant.
- Éviter l'aménagement de logement au rez-de-chaussée en bordure de la rue ruelle de la Providence.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003543715
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	311, rue Sainte-Catherine Est
Responsables :	Louis Caudron et Olivier Légaré
Description :	La demande concerne le Centre Pierre-Péladeau (CPP), construit en 1992 selon les plans des architectes Jodoin, Lamarre, Pratte et Associés, ainsi que Dimitri Dimakopoulos. Il s'agit d'une extension du pavillon de musique de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) qui abrite la salle de spectacle Pierre-Mercure. La demande vise à autoriser la révision de l'ensemble des enseignes du CPP autour de son entrée située au 300 boulevard De Maisonneuve, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)*. Le projet prévoit le démantèlement de l'enseigne lumineuse existante, devenue vétuste, ainsi que la modification de la marquise, dont la surface d'affichage à lettres détachées est remplacée par une surface lumineuse blanche uniforme. Trois nouvelles enseignes sont également proposées : • une enseigne électronique – écran enchâssé dans un support en aluminium – accrochée en saillie de la façade sur le boulevard De Maisonneuve, permettant d'afficher la programmation du CPP et de diffuser des performances et événements, en direct ou en différé; • une inscription appliquée sur le vitrage au niveau de l'entrée et indiquant Salle Pierre-Mercure – Centre Pierre-Péladeau en lettres détachées; • un logo UQÀM rétroéclairé et apposé sur la façade donnant sur la rue Sanguinet. Le projet des trois nouvelles enseignes déroge à certains critères et aux dispositions de superficie et de nombre maximal d'enseignes du *Règlement d'urbanisme (01-282)* en raison d'une superficie totale

	proposée de 28,5 m² et parce qu'il porte le nombre d'enseignes à cinq sur le boulevard De Maisonneuve où le nombre est limité à trois.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	À la séance du 18 janvier 2022, le CCU a émis un avis favorable pour une demande de projet particulier visant à installer des enseignes. Le projet fut abandonné.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA 24-011)*, notamment par sa contribution à la qualité de l'espace public et à l'amélioration du paysage urbain, ainsi qu'à l'atteinte des objectifs énoncés dans le Plan d'urbanisme concernant le Quartier des spectacles.
Considérant que :	La proposition respecte plusieurs critères du *Règlement d'urbanisme (01-282)* relatifs aux enseignes électroniques, tels qu'une insertion harmonieuse avec l'architecture du bâtiment, le respect du voisinage résidentiel et la subordination de son caractère éphémère au caractère permanent de l'architecture.
Considérant que :	La proposition s'insère dans son contexte urbain, le Quartier Latin, et va contribuer à son animation et à améliorer la présence d'un établissement culturel peu visible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Limiter la superficie de l'enseigne Salle Pierre-Mercure / Centre Pierre-Péladeau à 25 % de la superficie totale du vitrage sur laquelle elle est installée et à une superficie n'excédant pas 4 m².**
- **Limiter la superficie de l'enseigne UQÀM à 2 m².**
- **Limiter le taux de luminance maximal de l'enseigne électronique à 5000 cd/m² entre l'heure du lever et celle du coucher du soleil, et 80 cd/m² entre l'heure du coucher et celle du lever du soleil, conformément à l'article 465 du *Règlement d'urbanisme (01-282).***
- **S'assurer que l'espace sous la marquise soit suffisamment éclairé pour éviter les incivilités et favoriser la perception de sécurité.**
- **Présenter un plan d'impact des projections lumineuses sur la rue pour la marquise rétroéclairée et pour l'écran de l'enseigne électronique.**

Par ailleurs, les membres suggèrent de retravailler l'intégration de la signalétique à l'architecture de l'entrée, notamment en mettant l'affichage du nom Salle Pierre-Mercure / Centre Pierre-Péladeau sur la marquise plutôt que sur le vitrage.

De plus, les membres souhaitent que l'angle de l'écran soient réduit et que sa luminosité soit ajustée à un seuil minimal, afin de limiter son impact visuel sur la rue et d'éviter une surenchère d'affichage électronique depuis la rue Saint-Denis.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
S.O
4.3.1

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – CONCORDANCE AUX DISPOSITIONS VISANT LES MILIEUX HUMIDES AJOUTÉES AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT**
Endroit :	S.O
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	Cette modification réglementaire au *Règlement d'urbanisme (01-282)* et au *Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M. c. O-1)* vise à assurer la concordance aux exigences visant les milieux humides d'intérêt récemment introduites au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Les principales modifications au *Règlement d'urbanisme (01-282)* sont les suivantes : • Ajout d'une section encadrant les activités interdites dans les milieux humides d'intérêt et leurs aires de protection, incluant les cas d'exemption; • Interdiction de planter des espèces envahissantes à moins de 100 mètres d'un milieu humide d'intérêt; • Intégration d'une carte localisant les milieux humides d'intérêt; • Ajout d'une annexe, précisant les exigences relatives à une étude de caractérisation des milieux humides. La principale modification au *Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M. c. O-1)* est la suivante : • Interdiction de morceler un lot situé dans un milieu humide d'intérêt ou son aire de protection, sous réserve de certaines exemptions.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La modification réglementaire répond à l'obligation de concordance au Schéma d'aménagement prescrit dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.
Considérant que :	La mesure contribue à la protection des écosystèmes sensibles et à la résilience climatique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
S.O
4.3.2

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – TERMINOLOGIE DES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE ET DES CATÉGORIES D'USAGE**
Endroit :	S.O
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	Cette modification réglementaire vise à permettre l'arrimage administratif du cadre réglementaire de l'arrondissement de Ville-Marie suite à l'adoption du nouveau règlement municipal 25-007 , soit le *Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique*, entré en vigueur le 17 mars 2025. Ce règlement vise à répondre aux enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements en location à long terme. Cette nouvelle règlementation est étendue à l'ensemble des 19 arrondissements de la Ville de Montréal. S'appliquant seulement aux résidences principales, cette nouvelle réglementation permet de mieux encadrer cette activité en répondant adéquatement à la demande de logement des personnes résidentes et celle des touristes. L'adoption du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique entraîne la nécessité d'un arrimage administratif du cadre réglementaire en arrondissement visant les éléments principaux suivants : • Introduction des définitions suivantes : o établissement d'hébergement touristique; o établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale; o résidence principale. • Autoriser les gîtes touristiques via la procédure d'usage conditionnel afin d'éviter les risques de confusion avec les nouveaux usages. o La modification ne viendrait pas modifier les secteurs où les gîtes touristiques sont déjà autorisés soit, dans

	les secteurs : R.2, R.3, M.1, M.2, M.3, M.4, M.5, M.6, M.7, M.8 et M.9.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
no à venir
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	300, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable:	Olivier Légaré
Description :	La demande concerne un bâtiment mixte commercial et résidentiel construit en 2024, le Maestria. Le bâtiment comporte trois volumes hors sol, dont deux tours reliées par une passerelle. Le projet a fait l'objet d'une autorisation en vertu du *Règlement sur les projets particuliers* afin, notamment, d'autoriser une occupation commerciale à un étage supérieur au rez-de-chaussée. Le projet était conforme aux dispositions de hauteurs et de densité du *Règlement d'urbanisme (01-282).* La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008),* l'installation de plusieurs enseignes non conformes aux dispositions d'affichage du règlement d'urbanisme, soit : • des enseignes dont le support est accroché au soffite surplombant le rez-de-chaussée; • une enseigne sur vitrage sur la façade de rez-de-chaussée de la rue Jeanne-Mance qui n'est pas uniquement constitué de verre; • une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m². La proposition déroge aux dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282)* suivantes : • l'article 501, qui prévoit que les enseignes doivent être installées sur une façade; • l'article 504, qui prévoit qu'une enseigne sur vitrage peut avoir une superficie d'au plus 2 m² si la façade du rez-de-chaussée n'est pas entièrement vitrée; • l'article 540, qui prévoit que la superficie maximale d'une enseigne de nom d'immeuble est d'au plus 1 m².

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition respecte les conditions d'autorisation d'une dérogation mineure, notamment, que le règlement pose préjudice au demandeur et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
Considérant que :	La proposition d'affichage est adaptée à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	La demande ne doit pas engendrer une surenchère d'affichage commercial.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Aucune enseigne de nom d'immeuble ne doit être installée sur un volume en surhauteur ou sur la passerelle.**

Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur s'assure que l'arrière des enseignes installées dans un soffite présente une qualité architecturale adéquate au bénéfice des usagers du bâtiment.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003525939
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1272, rue Ontario Est
Responsable:	Fantine Chéné
Description :	La demande concerne un site constitué de deux plex mixtes de trois étages, occupés par l'organisme à but non lucratif « Spectre de rue » depuis 2003. Le rez-de-chaussée comprend un centre d'injection supervisée, et les étages supérieurs des logements destinés à des personnes en situation d'instabilité résidentielle. Le lot intègre également une cour arrière entièrement minéralisée. La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, un agrandissement de 39 m^2 en cour arrière, non visible depuis la voie publique, et ce de manière à bonifier les services offerts par l'organisme « Spectre de rue » en y ajoutant des salles d'inhalation pouvant accueillir jusqu'à 8 utilisateurs. Le taux d'implantation projeté est égal à 87 %. Le projet vise également à végétaliser la portion résiduelle de la cour, en y plantant notamment un arbre colonnaire. La proposition déroge au taux d'implantation maximal prescrit par le *Règlement d'urbanisme (01-282)*, égal à 70 %.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)* puisque la réglementation applicable cause un préjudice sérieux au requérant.
Considérant que :	Le rez-de-chaussée ne peut être agrandi conformément à la réglementation d'urbanisme.

Considérant que :	Le projet n'aura pas d'impact sur le domaine public et aura pour effet de consolider une tête d'îlot densément construite ainsi que de bonifier les aménagements paysagers en cour arrière.
Considérant que :	La demande est conforme aux dispositions du *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047).*

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003554242
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	740, rue Notre-Dame Ouest
Responsable:	Charlotte Horny
Description :	La demande concerne un immeuble à bureau de 15 étages construit en 1974. Le bâtiment de 63 m est implanté à environ 7,8 m en retrait de la rue Notre-Dame. Il accueille des bureaux aux étages et des commerces au rez-de-chaussée. La cour avant comprend un aménagement paysager de part et d'autre des escaliers menant à l'entrée principale. La marge latérale ouest comprend une rangée d'arbustes. Le bâtiment fait face, sur la rue Notre-Dame, au parc de la tour de la Banque Nationale et au basilaire de la tour du 700, Saint-Jacques. La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, un agrandissement du bâtiment en cour avant pour le niveau du rez-de-chaussée. Dans le contexte de rénovation des fondations à l'avant du bâtiment, le propriétaire souhaite agrandir les locaux du rez-de-chaussée et rapprocher le bâtiment de la ligne de lot, et s'inscrire ainsi dans l'alignement dominant de la rue Notre-Dame. La construction a une hauteur de 5,8 m. La construction s'implantera à 1,5 m de la limite latérale ouest, à 2,6 m de la limite avant du terrain et entre 1,3 m et 2,2 m de la limite latérale est. Dans les marges latérales, l'implantation reprend celle des construction existantes (arrière de la rampe d'accès au stationnement souterrain à l'ouest et toit d'une salle mécanique semi-enfouie à l'est). A l'avant, la marge permet d'accueillir la rampe pour l'accès universel, puisque le niveau du rez-de-chaussée se situe à 0,96 m du niveau du trottoir. Le projet déroge aux dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282) suivantes* :

	• Hauteur minimale (art.11) : au moins 60 % de la façade doit respecter la hauteur minimale de 11 m tandis que la hauteur proposée pour l'agrandissement est de 5,8 m; • Marge latérale minimale (art. 81) : la marge à l'ouest est de 1,6 m au lieu du 3 m prescrit.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).*
Considérant que :	La proposition permet de respecter l'architecture du bâtiment tout en tendant à se conformer à la règlementation en vigueur.
Considérant que :	La proposition vient bonifier l'encadrement de la rue.
Considérant que :	Le projet sera présenté ultérieurement au CCU pour la révision de projet.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer un plan d'aménagement paysager.**
- **S'assurer d'une harmonisation entre la composition architecturale de l'agrandissement proposé et la sobriété du mur rideau du bâtiment existant, et d'aligner la construction sur les meneaux du mur rideau.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003545705
4.4.4

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	189, avenue Viger Est
Responsable:	Billy Chérubin
Description :	La demande concerne un lot situé dans la portion sud du Faubourg St-Laurent aux abords du Quartier Chinois, sur lequel est érigé un bâtiment de 6 étages construit en 1999, soit l'Hôpital Chinois de Montréal. De forme atypique, ce lot est délimité par trois voies publiques, soit l'avenue Viger au sud, l'avenue de l'Hôtel-de-Ville à l'est et la rue de Bullion à l'ouest. La partie sud-est de la cour avant visée pour la construction est clôturée par un mur de briques d'environ 2.5 m comportant quelques ouvertures verticales. Cet espace est adjacent à un avant-corps vitré au niveau du rez-de-chaussée et dont le toit sert de terrasse. La demande vise à permettre la construction d'une pagode chinoise prenant la forme d'une œuvre sculpturale, dans la partie centrale d'un jardin aménagé en cour avant du bâtiment. La construction qui, au sens du *Règlement d'urbanisme (01-282)* est considérée comme une dépendance, est d'une hauteur de 6, 91 m et a un diamètre de 5,13 m dans sa partie intérieure. Le toit pour sa part dépasse largement la partie intérieure avec un diamètre de 8,98 m. Les usagers pourront s'abriter sous la pagode puisqu'un dégagement de 2,8 m est proposé pour son entrée. Elle est apposée sur une dalle de béton qui est entourée d'un bassin d'eau pour une grande partie de son périmètre et d'une surface de bois pour la portion restante. La structure de la construction est composée de colonnes périphériques et de balustrades faites d'un matériau imitant le bois. Le toit, également en faux bois, est recouvert de tuiles imitant un style antique chinois. Selon les perspectives fournies par le demandeur, à partir des trottoirs opposés, la construction ne sera que très peu visible en raison du mur de brique servant de clôture pour la cour avant. Il est à noter que cette

	cour a fait l'objet d'une première phase de travaux pour l'aménagement du jardin pour lesquels un certificat d'aménagement paysager a été obtenu. La demande déroge à l'article 381 *du Règlement d'urbanisme (01-282)* qui indique que dans les secteurs concernés de catégorie d'usage R.3 et M7, une dépendance ne peut être construite dans une cour avant. La demande déroge également aux articles 3, 4 et 8 du *Programme de développement 95-156* quant à l'implantation, à l'alignement et aux marges ainsi qu'à l'aménagement paysager qui doivent être conformes aux conditions et aux plans qui s'y retrouvent. À cet effet, le plan d'implantation autorisé en 1995 ne comporte pas de dépendance dans le jardin.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).*
Considérant que :	Le programme de développement prévoyait l'aménagement d'un jardin exactement à cet emplacement et que l'ajout d'une pagode aura un impact positif sur cet aménagement, mais aussi pour les patients de l'hôpital.
Considérant que :	Le lot est atypique et qu'en appliquant les dispositions du règlement, aucun autre emplacement sur celui-ci ne pourrait accueillir une telle construction.
Considérant que :	Cette construction sera une œuvre emblématique pour l'hôpital et pour la communauté chinoise de Montréal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres tiennent à souligner leur appréciation de la qualité et du niveau de détail des rendus des plans paysagers présentés par le demandeur.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003548994
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	475, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	La demande concerne le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), au coin du boulevard De Maisonneuve et de le rue Berri. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle, est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, une occupation événementielle sur le parvis de la BAnQ. Le parvis accueillera, du 6 juillet au 15 octobre 2025, une installation conceptualisée par des étudiantes en design, lauréates d'un concours organisé dans le cadre de leur cursus. L'aménagement de 15'-9" par 41' comprend des bancs permettant de s'asseoir ou de s'allonger, disposés sous une toile blanche tendue formant une canopée légère au-dessus des assises et d'un espace central. Cette structure offre de l'ombre et peut également servir de support pour des projections. Les mardis, jeudis et samedis, des ateliers gratuits et ouverts au public seront proposés à 14h et 16h. Chacun de ces ateliers durera 45 minutes. La programmation, encore en cours d'élaboration, prévoit une diversité d'approches, incluant des performances, des activités participatives, des présentations et des rencontres avec des artistes ou intervenants invités. Le matériel requis, incluant micro et haut-parleurs, sera installé avant chaque séance et retiré après. En dehors des heures d'atelier, les installations resteront accessibles au public, favorisant ainsi la création de lieux de rencontre et d'échanges citoyens. Afin de garantir la propreté des lieux, un employé désigné par la Société de développement commercial du Quartier latin sera responsable du nettoyage complet du site après chaque atelier.

	L'événement se déploiera sur trois sites distincts, chacun accueillant des installations uniques ainsi que des ateliers en plein air. En plus du parvis de la bibliothèque, des activités auront également lieu dans la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, ainsi que dans le square Viger. Chaque site proposera une programmation adaptée à son contexte, favorisant la diversité des expériences offertes au public.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition satisfait partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.
Considérant que :	L'occupation proposée favorise l'animation de la rue et la vitalité culturelle du Quartier latin, en cohérence avec la vocation éducative et culturelle du secteur.
Considérant que :	La programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement commercial du Quartier latin, un partenaire reconnu.
Considérant que :	Certaines composantes de l'aménagement apparaissent peu adaptées aux dynamiques sociales et à l'environnement urbain immédiat, notamment en raison de la forte circulation automobile et de la présence marquée de populations vulnérables, ce qui pourrait entraîner des usages non souhaités ou prolongés de l'espace.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.**

Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur explore la possibilité d'apporter des modifications à l'installation de façon à mieux répondre aux particularités du contexte urbain et social du secteur et d'assurer sa durabilité face aux intempéries. Également, il serait souhaitable de prévoir un plan de gestion inclusif, en collaboration avec des organismes communautaires actifs dans le secteur, de façon à favoriser une cohabitation harmonieuse.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003549000
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	400, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	La demande concerne la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, située derrière la Chapelle Notre-Dame-de-Lourdes et accessible par la rue Sainte-Catherine Est. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle, est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, une occupation événementielle dans la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM. La cour intérieure accueillera, du 15 juin au 15 octobre 2025, des installations conceptualisées par des étudiantes en design, lauréates d'un concours organisé dans le cadre de leur cursus. Ces installations modulables prenant la forme de tables, dont les panneaux amovibles servent alternativement de toiture ou de chevalet. Les mardis, jeudis et samedis, des ateliers gratuits et ouverts au public seront proposés à 14h et 16h. Chacun de ces ateliers durera 45 minutes. La programmation, encore en cours d'élaboration, prévoit une diversité d'approches, incluant des performances, des activités participatives, des présentations et des rencontres avec des artistes ou intervenants invités. Le matériel requis, incluant micro et haut-parleurs, sera installé avant chaque séance et retiré après. En dehors des heures d'atelier, les installations resteront accessibles au public, favorisant ainsi la création de lieux de rencontres et d'échanges citoyens. Afin de garantir la propreté des lieux, un employé désigné par la Société de développement commercial du Quartier latin sera responsable du nettoyage complet du site après chaque atelier.

	L'événement se déploiera sur trois sites distincts, chacun accueillant des installations uniques ainsi que des ateliers en plein air. En plus de la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, des activités auront également lieu sur le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) ainsi que dans le square Viger. Chaque site proposera une programmation adaptée à son contexte, favorisant la diversité des expériences offertes au public.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	L'occupation proposée favorise l'animation sur la rue, l'appropriation citoyenne et la vitalité culturelle dans le Quartier latin.
Considérant que :	La programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement commercial du Quartier latin, un partenaire reconnu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante:

- **Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003533756
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1900, rue Sherbrooke Ouest
Responsables :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande concerne un site localisé dans l'îlot formé des rues Sherbrooke, Saint-Marc et Lincoln, face au Collège de Montréal et à l'intérieur de l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. La demande vise uniquement le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke qui comporte des logements sur l'ensemble des étages à partir du rez-de-chaussée. Selon les plans de la résolution CA19 240108, des espaces commerciaux sont prévus au sous-sol en bordure de la rue Saint-Marc. Puisque la résolution ne prévoit pas de dérogation à l'usage, il est possible d'autoriser l'usage conditionnel pour permettre l'aménagement de logement en sous-sol. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, le remplacement d'un espace non habitable par un espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée. La demande vise à réaménager le sous-sol, d'une superficie totale de 40 m^2, afin d'aménager 3 logements au sous-sol en remplacement du local commercial vacant. Un permis de transformation (3003516276) est présentement à l'étude en prévision des travaux. La proposition ne requiert aucun changement de l'enveloppe existante outre la condamnation de la porte sur la rue Saint-Marc.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de « Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice ». Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	Le bâtiment n'est pas impacté par une cuvette.
Considérant qu' :	Un aménagement gazonné est présent dans toutes les cours.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres se préoccupent que la superficie de plancher soit suffisante pour y aménager trois logements.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003553084, 3003553083 et 3003524261
4.5.4 et 4.6.23

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2875, rue Hochelaga
Responsables :	Andréanne Maltais-Tremblay et Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un site localisé à l'angle des rues Hochelaga et Wurtele. À l'est, il est bordé par l'emprise de la voie ferrée appartenant au Canadien National (CN). Au nord, un espace vacant est la propriété du Collège Sainte-Marie. La forme du lot, en L, est atypique et occupe l'entièreté du front de rue entre Wurtele et la voie ferrée. Le projet consiste à démolir les bâtiments sans fondation en cour latérale est et à l'arrière du bâtiment existant. Ces espaces seront remplacés par un agrandissement qui vise à permettre l'ajout d'ateliers d'artiste et d'artisan et d'espaces dédiés à différents médiums et activités (réparation de vélos, menuiserie, couture, photo, musique, céramique, verre soufflé, etc.). Le demandeur, LESPACEMAKER, est un organisme à but non-lucratif (OBNL) qui se définit comme un atelier de fabrication mutualisé et communautaire. L'entièreté des espaces est utilisée dans une optique de partage de connaissances et la location d'espaces se fait uniquement de façon temporaire. <u>Usage conditionnel pour « occupation évènementielle »</u> La demande vise à régulariser la présence de quatre conteneurs et de mobiliers urbains et la tenue d'activités socio-communautaires dans la cour avant pour une durée de 24 mois. Le projet comprend une scène de 22 m2, quatre tables et des chaises. Un éclairage d'ambiance à l'aide des guirlandes est prévu. Des espaces de stationnement pour les vélos et une stratégie de gestion des matières résiduelles sont également inclus dans le projet. Dix évènements culturels avec amplification sonore sont prévus, tels que des spectacles, des fêtes de quartier et des marchés. Les conteneurs accueillent les projets citoyens suivants : Le Cabanon (bibliothèque d'outils et d'objets mutualisés), Locomotion (partage de

	remorque à vélo), Tourne à gauche (répération de vélo), Récuperatum (recyclerie de matériaux), Fruits défendus (cueillette urbaine de fruits). <u>Usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle»</u> Le demandeur souhaite démolir deux bâtiments sans fondation - présents en cour latérale et arrière - afin d'agrandir le bâtiment et y ajouter une superficie de 588 m^2. Un usage conditionnel pour l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est nécessaire afin d'autoriser ce projet. Au rez-de-chaussée de l'agrandissement, un espace pour les grands projets est aménagé, ainsi que 2 studios insonorisés dédiés au vidéo et à la musique. Au deuxième étage, il est prévu d'aménager des espaces pour travailler le verre, l'argile, la céramique, la vitre et pratiquer la joaillerie et la photographie. <u>Révision de projet</u> Le projet d'agrandissement principal s'implante derrière le bâtiment actuel sur une portion du terrain en légère surélévation. Son rez-de-chaussée consiste en un vaste volume sans ouvertures de plus de 6 m de haut, qui est surmonté d'un 2e niveau. Visuellement, ce nouveau volume dépasse d'un étage le volume existant. Le rez-de-chaussée double hauteur comporte une seule ouverture, une porte double qui donne sur la ruelle, et ses autres murs sont aveugles. Son revêtement est proposé en blocs de béton naturel disposé en panneresse. Le 2^e niveau comporte 5 fenêtres sur la façade donnant sur la ruelle et plusieurs ouvertures sur la façade sud donnant sur la toiture du bâtiment existant. Les deux autres murs, dont celui donnant sur le chemin de fer, sont aveugles. Le revêtement proposé pour ce volume est constitué de panneaux isolants préfabriqués fini en métal de couleur argent sur les murs sud et ouest, et de blocs de béton sur les murs nord et est. Le 2^e agrandissement est prévu sur le coin sud-est du bâtiment existant. Il s'agit principalement d'espaces d'entreposage accessibles de l'intérieur. Le volume est massif, aveugle et recouvert de panneaux préfabriqués finis en métal. Une porte double permet un accès extérieur. Le volume est construit dans l'alignement du bâtiment principal et de même hauteur. Une grande terrasse est prévue sur le toit et des bacs de plantation pour un potager urbain seront proposés et mis à la disponibilité des usagers. Une superficie de toiture végétalisée est proposée également.
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les demandes d'usage conditionnel et de révision de projet répondent adéquatement aux objectifs, critères d'évaluation et conditions du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « occupation évènementielle » contribue à l'animation du secteur, en offrant notamment une programmation culturelle variée et un lieu de rassemblement citoyen.
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment vise une superficie moindre que celle présentement occupée par l'OBNL.
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment permet de pérenniser et de bonifier l'offre de l'OBNL.
Considérant qu' :	Étant donné le caractère industriel du lieu et du bâtiment, la proposition d'agrandissement est acceptable et qu'elle permet une meilleure utilisation du site.
Considérant que :	La matérialité proposée participe peu à mettre en valeur ou à enrichir le patrimoine architectural.
Considérant que :	Le nouveau volume de deux étages proposé au coin sud-est est hautement visible et que la proposition doit participer à la bonification des lieux.
Considérant que :	L'aménagement paysager permet un apport de végétalisation appréciable sur le site et que les arbres proposés sont d'une essence diversifiée et autorisée à l'annexe K.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard des demandes d'usage conditionnel.

Également, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de révision de projet aux conditions suivantes :

- **Explorer la possibilité d'apporter les modifications suivantes :**
  - **modifier la volumétrie de la nouvelle construction au coin sud-est de manière à la démarquer du volume existant;**
  - **utiliser l'opportunité d'exprimer la vocation du lieu pour proposer une intervention à caractère artistique sur les surfaces du nouveau volume au coin sud-est.**

- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres préconisent l'installation d'un éclairage adéquat afin d'assurer la sécurité du site. De plus, les membres souhaitent une amélioration de la qualité de la matérialité du mur donnant sur la ruelle.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003530993
4.6.1

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2000, rue Berri
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1923 selon les plans des architectes Henri Sicotte Labelle dans un style Art déco pour le compte de la compagnie J.B. Baillargeon Express LTD. Le bâtiment est situé à l'intersection des rues Ontario Est et Berri. Une photographie ancienne datant de 1925 permet de bien comprendre la morphologie d'origine de la rue et du bâtiment en question. C'est aujourd'hui un bâtiment de 6 étages, revêtu de pierre calcaire aux deux premiers étages et de tuiles de céramique aux étages supérieurs. Le tout, dans un traitement contemporain réalisé leur d'une rénovation majeure effectuée en 2017. La demande vise à autoriser l'installation d'une clôture de 3 mètres de haut servant d'écran acoustique au nouveau condenseur devant être installé en cour latérale. L'écran acoustique est composé d'une double paroi métallique perforée comportant un panneau de fibre isolante à l'intérieur.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'écran acoustique n'est pas conforme à l'article 6 du *Règlement sur les clôtures (CA-24225)* puisque sa hauteur dépasse 2 mètres.
Considérant que :	La hauteur de 3 mètres de l'écran acoustique est nécessaire pour réduire le bruit généré par l'équipement mécanique en dessous des limites acoustiques imposées.
Considérant que :	L'écran acoustique est situé dans un emplacement peu visible, avec un recul important et que celui-ci est situé derrière une clôture existante de 2,5 mètres, ce qui en réduira grandement la visibilité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003537922
4.6.2

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	3644, rue Peel
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1965 selon les plans des architectes Bland Lemoyne Edwards Shine dans un style moderne. Il est situé à l'intersection de la rue Peel et de l'avenue du Docteur-Penfield. Le bâtiment a été construit à l'arrière de l'ancienne résidence James Ross dessinée par l'architecte américain Bruce Price. L'édifice abrite l'Institut du droit corporatif. C'est un bâtiment de 6 étages, revêtu de panneau de béton. La demande vise à autoriser l'ajout d'une persienne sur le mur latéral ouest. La persienne est de couleur grise assortie aux panneaux de béton adjacents et ses dimensions correspondent à celle d'un panneau de béton. Cette grille est requise en raison du réaménagement intérieur d'une salle du 2e étage en salle d'apprentissage autochtone. Cette salle accueillera aussi des cérémonies de purification par la fumée connue sous le nom de « smudging ». La tenue de ces activités nécessite l'ajout d'un système de ventilation indépendant puisque le système d'aération existant de l'édifice est centralisé. Le positionnement et le dimensionnement de la grille ont été étudiés pour maximiser l'efficacité de la ventilation et minimiser son impact sur le bâtiment.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	L'aménagement de la nouvelle salle d'apprentissage autochtone nécessite l'ajout d'un système de ventilation indépendant et de la nouvelle persienne.
Considérant que :	La nouvelle persienne s'intègre adéquatement à la façade et au bâtiment.
Considérant que :	La nouvelle persienne est localisée à un emplacement peu visible de la voie publique.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003526771
4.6.3

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	936, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit vers 1907 selon les plans de l'architecte Alfred-Hector Lapierre dans un style beaux-arts monumental. Il est situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine Est et Saint-Timothée. C'est un bâtiment de 3 étages, revêtu de pierre calcaire avec détails décoratifs très élaborés se terminant par une corniche et un fronton au centre de sa façade principale. La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres du 2e et du 3e étage de la façade longeant la rue Saint-Timothée. Les 2e et 3e étages, anciennement des bureaux, sont actuellement en réaménagement pour la création de 23 unités de logement à la suite de la délivrance du permis 3001740473-24 pour les intérieurs seulement. En cours de réalisation, les concepteurs ont constaté que la composition de la toiture et de l'entretoit permettait difficilement le passage de puits mécaniques pour la ventilation des unités d'habitation. L'entretoit est en effet composé d'un plancher composé d'arches de terracotta supportées par des poutres d'acier et d'une partie supérieure composée d'une mince couche de béton (environ 4 pouces, 100m) soutenue par des murs en bois disposés à intervalles réguliers. De l'amiante est aussi présent dans l'espace. La proposition est de remplacer les fenêtres existantes par de nouvelles fenêtres à guillotine aux proportions 50/50 s'apparentant aux modèles d'origine. Pour assurer la ventilation des appartements, des persiennes sont ajoutées sur le haut des fenêtres. Ces persiennes mesurent 12 po (305 mm) de hauteur. Les persiennes et les fenêtres sont en aluminium de couleur noire.
Élément particulier :	Le bâtiment est désigné comme immeuble d'intérêt au *Règlement d'urbanisme (01-282)*, soit la « Banque d'épargne ».

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le bâtiment est désigné d'intérêt au niveau municipal sous de le nom de Banque d'épargne.
Considérant que :	La proposition permet la réintroduction d'un modèle similaire à l'original, soit des fenêtres à guillotine aux proportions 50 /50.
Considérant que :	Les conditions existantes de la toiture permettent difficilement le passage des conduits de ventilation nécessaires à l'aménagement des unités d'habitation en cours de réalisation.
Considérant que :	Les grilles de ventilation proposées sont intégrées adéquatement aux fenêtres.
Considérant que :	La proposition s'effectue dans les ouvertures existantes et n'a pas d'impact négatif sur l'architecture monumentale du bâtiment.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003525027
4.6.4

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2136, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 2015 selon les plans de l'architecte A.F. Coussa. C'est un bâtiment de 14 étages, revêtu de pierre grise sur son basilaire et d'un mur-rideau et de brique bleu-mauve pour sa partie supérieure. Le site comporte aussi une façade donnant sur la rue Tupper. La demande vise à autoriser la modification de la façade commerciale du rez-de-chaussée pour accueillir un nouveau concessionnaire automobile. La proposition consiste à ajouter deux retombées métalliques blanches créant un encadrement distinguant plus clairement l'espace commercial. Le revêtement du bandeau horizontal dans le mur-rideau est aussi modifié, la partie au-dessus du commerce en acier galvanisé est remplacée par un revêtement métallique blanc pour s'agencer aux nouvelles retombées allant jusqu'au sol. Le mur-rideau en verre longeant perpendiculairement l'entrée résidentielle à droite de la façade est conservé sur toute sa longueur. Les enseignes sont exclues de la présente demande.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La section de verre donnée latéralement sur l'entrée commerciale est conservée.
Considérant que :	La proposition a, en général, un impact mineur sur l'architecture.
Considérant que :	La proposition s'intègre adéquatement au système de mur-rideau existant et n'affecte pas les sections en maçonnerie structurant la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.
Robert Beaudry Président Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003523373
4.6.5

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	120, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1896 selon les registres fonciers de la Ville de Montréal. Le nom de l'architecte du bâtiment n'est pas connu et les plans originaux n'ont pu être retrouvés. L'édifice fait partie de l'important ensemble ecclésiastique du monastère du Bon-Pasteur. Il fut construit pour abriter le presbytère du complexe. Il est situé à l'intersection des rues Sherbrooke Est et De Bullion. C'est un bâtiment de 2 étages, revêtu de brique rouge sans ornementation, mais comportant une corniche sobre en brique et d'un important oriel au-dessus de la porte d'entrée. La demande vise à autoriser l'installation d'une clôture en bois longeant la rue de Bullion. Le bâtiment abrite le centre de la petite enfance Tour à Tour qui utilise la cour à l'arrière du bâtiment. La cour comporte déjà un muret de béton surmonté d'une grille en fer forgé et l'espace extérieur dédié au CPE comporte une deuxième clôture de type « frost » situé à l'arrière de la première. La proposition vise à remplacer une section de la clôture « frost » par une clôture en bois traitée visant à assurer la sécurité des utilisateurs de la cour. Il est à noter que les travaux ont déjà été réalisés et que la clôture a été installée pour que sa face finie soit vers la cour intérieure. La face la moins esthétique donne sur la rue De Bullion.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du monastère du Bon-Pasteur. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le but de l'intervention est d'assurer une meilleure sécurité de la cour et de limiter les possibilités d'interaction avec la population vulnérable du secteur.

Considérant que :	Les travaux ont été réalisés, mais que la face finie de la clôture n'est pas disposée du côté de la rue De Bullion.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer la section de clôture « frost » entre la partie déjà réalisée et la porte d'accès au nord et compléter la clôture en bois en ajoutant la section manquante pour uniformiser l'apparence.**
- **Réviser la proposition pour que les planches verticales de la clôture soient situées du côté de la rue pour présenter une finition plus esthétique.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Par ailleurs, les membres suggèrent que la clôture soit peinturée afin de bonifier son apparence. Le demandeur pourrait inviter les enfants de la CPE à produire une fresque.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003464017
4.6.6

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	3461, rue Simpson
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1923 selon les plans des architectes Barott & Blackader dans un style néo-géorgien. C'est un ensemble de 17 unités construit en terrasse, le tout est organisé autour d'une cour paysagée. Le complexe est situé du côté est de la rue Simpson au nord de la rue Sherbrooke Ouest. Les unités ont entre 2 et 3 étages et sont revêtues de brique rouge-brun, les murs se terminant par des corniches ouvragées et un toit plat. L'interface entre le bâtiment et la rue est aménagée avec des courettes et des murets de brique. La demande vise à autoriser l'agrandissement d'une terrasse existante. Ladite terrasse et une construction hors toit ont été autorisés avec la délivrance du permis 3001747255-24, les deux éléments respectaient les reculs prescrits. La terrasse agrandie ne respecte pas les reculs prescrits du double de la hauteur de chacune des composantes. Le garde-corps est en recul de 5'-0" (1524 mm) pour une hauteur de 4'-2" ½ (1283 mm) depuis la membrane du toit. Le dépassement depuis le parapet est de 2'-11' ½ (902 mm). Le garde-corps proposé est en aluminium, de couleur noire et comporte des barrotins droits sans ornementation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le garde-corps ne respecte pas le recul prescrit à l'article 21.6 2° du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.
Considérant que :	Le parapet, la largeur de la rue et la disposition du garde-corps réduiront grandement la visibilité de celui-ci.

Considérant que :	La proposition n'aura pas d'impact négatif sur l'architecture du bâtiment en raison du peu de visibilité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003491208
4.6.7

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	747, rue du Square-Victoria
Responsable :	Patrice Senécal, présenté par Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un bâtiment construit entre 1988 et 1991 selon les plans d'un important consortium d'architectes dans un style post moderne et intégrant plusieurs bâtiments existants. L'édifice occupe l'ensemble d'un îlot urbain qui est bordé des rues Saint-Jacques, du Square-Victoria Saint-Antoine et Saint-Pierre. Ce site est situé à l'extrémité nord-ouest du site patrimonial déclaré de Montréal. La façade ouest de l'ensemble inclut les bâtiments historiques de l'édifice Greenshields construit en 1899, du magasin-entrepôt Duncan-McIntyre construit en 1875 et de l'édifice de la Eastern Townships Bank construit en 1907. La demande vise à autoriser la modification du mur-rideau au-dessus de l'entrée situé dans l'axe de la ruelle des Fortifications. Cette entrée date de la création du Centre de commerce mondial de Montréal. Jusqu'à récemment, cette entrée était surmontée d'une l'enseigne ronde incluant une carte mondiale. Celle-ci a été retirée récemment, ce qui expose les meneaux sous-jacents abîmés par le percement des anciens ancrages. La proposition a pour but de recomposer la façade et les meneaux du mur-rideau pour donner plus de transparence et de visibilité au hall intérieur situé derrière. Le centre du mur-rideau sera composé d'un grand pan de verre encadré d'une baie de chaque côté. Le tout s'alignera avec la composition existante supérieure.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	L'ancienne composition des meneaux avait été élaborée en fonction de l'enseigne qui a été retirée et que l'affichage futur sera traité différemment.
Considérant que :	La proposition est élaborée avec soin et simplicité et qu'elle s'intègre adéquatement au mur-rideau et au bâtiment.
Considérant que :	La nouvelle disposition permet une plus grande perméabilité et visibilité entre l'atrium et le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres souhaitent que le lieu et l'entrée soient facilement identifiables au Centre de commerce mondial de Montréal.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003520620
4.6.8

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	160, chemin du Tour de l'Isle
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne le célèbre dôme du Pavillon des États-Unis qui a été conçu par Buckminster Fuller et Sadao Inc pour l'exposition universelle de Montréal en 1967. Au départ, la grande bulle géodésique était une structure de squelette en métal léger recouverte d'une enveloppe de panneaux d'acrylique transparents. À l'intérieur, diverses plateformes et dispositif d'exposition suspendue permettaient des projections et des mises en scène variées. Les structures de plateformes intérieures ont été conçues par Cambridge Seven & Partners. La demande vise à autoriser l'ajout de sanitaires au niveau belvédère du niveau 4 et l'augmentation en hauteur des parapets des bassins de toiture 1A, 1B, 2A, 2B, 2C, 7A, 7B, 7E et 7H. La proposition vise à permettre d'assurer que des services sanitaires soient disponibles au niveau du Belvédère pour desservir les événements qui y sont organisés. En effet aucun sanitaire public n'existe en ce moment au-delà du rez-de-chaussée. De nouveaux sanitaires seront également ajoutés dans la salle 7. Le bloc sanitaire serait construit dans le prolongement de l'escalier, sous la salle 7. Elle est prévue, recouverte de métal corrugué disposé à l'horizontale, à l'instar des autres volumes de service. Les percées visuelles principales sont maintenues. Le conduit de drainage sera visible sous la plateforme. Le surhaussement des parapets reprend le même détail que ceux précédemment approuvés en 2024.
Élément particulier :	À la séance du 11 avril 2024, le CCU a émis un avis favorable pour la réfection de bassins de toiture 3, 4D, 5B, 7C, 7D, 7F, 7G et 7K et l'augmentation en hauteur de 330mm des parapets.
Remarque importante :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.

Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	Le caractère unique et distinctif du bâtiment est sauvegardé et les caractéristiques architecturales protégées.
Considérant que :	Les travaux sont réalisés avec des matériaux et des détails architecturaux équivalents à ceux du bâtiment lui-même, et y sont compatibles.
Considérant que :	Les travaux sont requis pour assurer la mise aux normes et la pérennité du bâtiment.
Considérant que :	La proposition s'inscrit dans les objectifs du plan directeur de conservation de la Biosphère.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003526791
4.6.9

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1595, rue Saint-Hubert
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un site traversant entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-Christophe. Un bâtiment construit en 1962 est déjà existant sur la rue Saint-Hubert, la portion du site donnant sur la rue Saint-Christophe était restée vacante jusqu'à l'approbation d'un permis pour transformer le bâtiment existant et agrandir en front de rue sur Saint-Christophe. Le bâtiment est présentement en construction. La demande vise à autoriser des modifications au permis 3001548576-22 émis le 25 août 2022 et à la façade dont la modification a été approuvée en 2024. Les modifications sont proposées sur la façade de la rue Saint-Christophe, visant l'ajout d'un balcon au 2e étage et la modification du modèle de certaines fenêtres dans les mêmes ouvertures. Les travaux sont présentement en cours.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 9 juin 2022, le CCU a émis un avis favorable avec conditions, dont aucune ne concernait la façade de la rue Saint-Christophe. À la séance du 15 février 2024, le CCU a émis un avis favorable à un usage conditionnel pour la transformation du bâtiment résidentiel en hôtel et une révision de projet pour l'ajout de deux portes d'entrée au rez-de-chaussée et le retrait des panneaux métalliques en façade sur la rue Saint-Christophe.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que:	La proposition reste dans le même langage que la proposition initiale; les modifications apportées à la façade Saint-Christophe sont mineures et s'inscrivent dans une cohérence d'ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Néanmoins, les membres trouvent regrettable la présence d'équerres, et auraient souhaité que les balcons soient en porte-à-faux tel que prévu dans la version de plans pour permis.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003490180
4.6.10

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1961-1963, rue Tupper
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment construit vers 1885 et agrandi du côté de la rue Tupper entre 1890 et 1912 selon les cartes anciennes. Le nom de l'architecte du bâtiment n'est pas connu et les plans originaux n'ont pu être retrouvés. Il est situé à l'intersection des rues du Fort et Tupper. C'est un bâtiment de pierre sur la façade principale et de brique sur la longue façade de la rue Tupper. Il comporte 2 étages et un toit mansardé revêtu d'ardoise d'origine en écaille de poisson, c'est-à-dire de forme arrondie. L'avant-toit décoratif le long de la rue Tupper est actuellement revêtu de bardeaux d'asphalte. La demande vise à autoriser le remplacement partiel sans permis des tuiles d'ardoise du toit mansardé de la façade donnant sur la rue du Fort. Les tuiles arrondies d'origine qui étaient récupérables ont été récupérées et réinstallées. Les nouvelles tuiles de remplacement ont été choisies dans un profil carré et installées en bordure haute et basse de la toiture, venant créer un bandeau de tuiles arrondies au centre. Notons que la résidence contiguë a elle aussi une toiture de tuiles d'ardoise au profil arrondi. Les travaux ont été interrompus par les inspecteurs le 21 novembre 2024. La demande vise également à autoriser le remplacement des bardeaux d'asphalte de l'avant-toit du côté de la rue Tupper par des tuiles d'ardoise au profil carré de même teinte que celles installées en façade.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les propositions répondent adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	Pour le toit mansardé sur la rue du Fort, le remplacement des tuiles d'ardoise au profil carré ne respecte pas la forme d'origine arrondie des tuiles qui étaient toujours présentes sur le bâtiment.
Considérant que :	Le remplacement fait sans permis respecte toutefois la qualité du matériau et que son exécution est appréciable.
Considérant que :	La nature exacte du revêtement de l'avant-toit sur la rue Tupper n'est pas documentée.
Considérant que :	La proposition de remplacement du revêtement de l'avant-toit sur la rue Tupper en tuiles d'ardoises au profil carré est adéquate dans le contexte et plausible selon l'époque de construction, et qu'elle représente donc une belle amélioration.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003530898
4.6.11

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1669-1717, rue Berri
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 2015. L'édifice de l'îlot voyageur est situé à l'intersection des rues Berri et Ontario Est. La demande concerne les locaux dédiés au poste de police de quartier. La demande vise à autoriser le retrait d'une porte double et son remplacement par du mur-rideau et l'ajout d'une pellicule pare-balles. La demande est déposée dans le cadre de l'aménagement du poste de quartier 21 et son agrandissement dans l'actuel local du presse-café. Le verre pare-balle étant limité dans ses dimensions, un meneau horizontal est introduit dans la continuité de celui qui est déjà existant au local du poste de quartier 21.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La proposition est compatible avec les caractéristiques du bâtiment et en reprend les mêmes éléments.
Considérant que :	Le rythme des ouvertures est respecté.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003530538
4.6.12

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	111, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment de neuf étages construit en 2001. L'édifice est situé sur l'îlot formé par les rues Ottawa, Prince, Wellington et le boulevard Robert-Bourassa. L'intervention est prévue à l'angle du boulevard Robert-Bourassa et de la rue Wellington. La demande vise à autoriser, face au boulevard Robert-Bourassa au coin de la rue Wellington, le remplacement d'une section du mur-rideau par une porte et l'ajouter de mains-courantes à l'escalier menant à l'entrée de la suite 300. La façade vitrée actuelle sur le coin ne présente pas de portes.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La proposition est compatible avec les caractéristiques du bâtiment et en reprend les mêmes éléments.
Considérant que :	Le rythme des ouvertures est respecté et que la proposition permet de venir bonifier l'accès et l'animation du coin de rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003531830
4.6.13

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2190, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment de 3 étages construit en 1964. L'édifice est situé du côté sud de la rue Sherbrooke près de l'intersection des rues Sherbrooke Est et Parthenais. Le bâtiment est utilisé par Service correctionnel Canada. L'usage particulier y étant établi explique les besoins d'anonymat et de sécurité que le projet tente de corriger. La demande vise à autoriser le retrait du balcon de l'unité du rez-de-chaussée en façade et le remplacement de la porte et des fenêtres par une fenêtre en trois sections tel que les fenêtres existantes au-dessus, modifiées en 2023. La proposition reprend les subdivisions présentement en place et non la composition d'origine. Les subdivisions des ouvertures, ainsi que toute la façade, ont été complètement transformées depuis la construction du bâtiment. Les pans de verre de la partie supérieure seraient recouverts du côté intérieur par une pellicule givrée amovible, tandis que la partie basse des panneaux tympans est prévue de céramique frittée couleur gris pâle. Les briques existantes retirées sous les fenêtres seront récupérées et réutilisées pour combler la surface sous l'ouverture. La proposition de retrait du balcon vise à assurer la sécurité des occupants et réduire le risque d'intrusion. L'installation d'une pellicule givrée sur les fenêtres du local des Commissionnaires vise, principalement, à réduire la visibilité depuis l'extérieur et renforcer le sentiment de sécurité. Ces modifications répondent à des recommandations de sécurité formulées à la suite de l'évaluation du site à la suite d'un incident survenu en juillet 2022.
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	À la séance du 14 septembre 2023, le CCU a émis un avis favorable au remplacement de toutes les fenêtres du bâtiment, dont celle donnant sur le balcon en verre clair et une porte avec verre givré.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La transformation est globalement compatible avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment.
Considérant que :	L'ouverture en verre clair a déjà été approuvée au précédent comité en septembre 2023. La présente demande est une modification à la suite de cette demande.
Considérant que :	Des contraintes de sécurité justifient le retrait du balcon et l'ajout de pellicule givrée à la surface du verre.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003525959
4.6.14

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2075, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment de 16 étages construit en 1974. L'édifice est situé à l'intersection du boulevard Robert-Bourassa et de l'avenue du Président Kennedy. Cette tour a une jumelle, construite en 1972 sur le même îlot, au coin de l'avenue du Président Kennedy et de l'avenue Union. Le taux de vacance des étages est de 69%. La demande vise à autoriser, du 2e au 16e étage, la modification du mur-rideau, afin d'accommoder la transformation du bâtiment au bureau pour le remplacer par 196 unités de logement. La tour conserverait ses 8 commerces. Tout le système de mur-rideau est remplacé, la trame actuelle est conservée, toutefois des panneaux tympan opaques sont rajoutés afin d'accommoder les besoins des unités résidentielles. Aussi, les louvres qui étaient situées en partie basse des ouvertures seront retirées et de nouvelles grilles seront relocalisées vers le haut de l'ouverture afin d'éviter de percer les dalles entre les unités. Les meneaux sont remplacés par un modèle de forme et couleur brune identiques à l'existant. Le verre existant est simple avec une teinture en bronze, la proposition est un verre double, clair du côté intérieur et bronze à l'extérieur. La proposition est de remettre la même chose. Les panneaux tympan sont prévus de teinte brune. Chaque unité de logement bénéficiera de fenêtres ouvrantes avec limiteur d'ouverture.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	La proposition est compatible avec les caractéristiques du bâtiment et n'en modifie ni la trame ni les matériaux.
Considérant que :	La proposition permet de bonifier l'offre de logements au centre-ville.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003537647 et 3003537655
4.6.15

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1836-1856 et 1860-1880, rue Dorion
Responsables :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne deux bâtiments résidentiels contigus construits en 1986. L'édifice est situé à l'intersection de la rue Dorion et de l'avenue Lalonde. Les deux bâtiments résidentiels de 3 étages abritent 12 logements au total. Des perrons et rampes d'accès en béton sont construits en façade. La demande vise à autoriser le remplacement et la mise aux normes des rampes d'accès en béton dans le cadre de la réfection de la façade de ces deux bâtiments. Les garde-corps proposés en métal soudé de couleur noire mais d'un modèle légèrement différent afin de répondre aux normes actuelles. Le reste des composantes, tels que balcons et fenêtres, sont remplacés tels que l'existant d'origine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La proposition permet d'améliorer l'accessibilité universelle.
Considérant que :	La proposition reprend les mêmes caractéristiques que les composantes actuelles d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003525621
4.6.16

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2125, rue Saint-Marc
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment résidentiel locatif de 23 étages construit en 1976 et contenant 322 unités d'habitation. L'immeuble est situé entre le boulevard de Maisonneuve Ouest et la rue Lincoln dans le village Shaughnessy. Son architecture brutaliste moderniste est également représentée par d'autres bâtiments résidentiels à proximité du même gabarit et au traitement similaire. La demande vise à autoriser la modification, en cours avant, du dessus de la dalle du stationnement. Il est proposé d'ajouter 14 bacs de plantation préfabriqués en béton mesurant 24 x 60 x 30", modèle "Strata" de patio Drummond. Les plantations ne sont pas spécifiées. La modification est proposée dans le cadre d'un projet plus vaste de remplacement complet de la dalle de plafond du stationnement en sous-sol. Celle-ci démontre des enjeux de sécurité dus à des infiltrations majeures, qui obligent son remplacement complet. Les différents niveaux de dalle sont reproduits et l'aspect extérieur reprend l'apparence d'origine. Les bacs de plantation d'origine situés au sud du site sont conservés tels quels.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La proposition d'ajout de bacs de plantation de béton bonifie la végétalisation du site.

Considérant que :	La proposition de bacs de béton avec nervures verticales est compatible avec la matérialité spécifique du béton nervuré présente sur le site.
Considérant que :	La disposition et le format proposés pour les bacs ne respectent pas la composition architecturale d'origine encore présente devant le bâtiment et celle illustrée sur la photo d'archive de 1976.
Considérant que :	La proposition ne participe pas suffisamment à structurer et mettre en valeur les abords de l'entrée comme le faisait la composition d'origine.
Considérant qu' :	Il est acceptable que la proposition et la composition des bacs sur le site diffèrent de l'origine mais qu'elle doit s'en inspirer.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **S'adjoindre des services d'un-e architecte paysagiste afin d'obtenir une proposition pour la géométrie et la proportion des bacs de plantation.**
- **Pour l'entrée, proposer un aménagement composé de bacs de plantation qui s'inspire davantage de la composition d'origine et qui permettrait de structurer des espaces végétalisés, principalement du côté droit qui n'est pas situé sous la marquise.**
- **Choisir une couleur de béton pour les bacs, qui s'apparente le plus au béton naturel.**
- **Revoir la proposition à une séance ultérieure.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003385941
4.6.17

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	3005, Le Boulevard
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne le site d'un ensemble de bâtiments construit en 1981. Des travaux d'urgence ont nécessité le retrait de l'aménagement paysager afin de procéder à la réfection ponctuelle de la membrane recouvrant la dalle de toiture du stationnement souterrain. Ce faisant, l'aménagement paysager et le remplacement des clôtures et murets sont nécessaires. Selon les informations que nous avons pu obtenir, l'aménagement d'origine était conçu par paliers avec des bacs de plantation en bois et cerné de palissade de planches de bois disposées en diagonale. Les clôtures existantes sont en fin de vie et ne peuvent être réinstallées. Au fil du temps, des clôtures et des bacs de plantation de modèles variés ont été ajoutés sur le site, compromettant l'unité d'ensemble. La demande vise à autoriser, en cour arrière, le remplacement partiel de l'aménagement paysager, incluant des clôtures en bois et des bacs de plantation, à la suite des travaux de réfection de la membrane du toit du stationnement souterrain. Les clôtures sont proposées d'un modèle unique, en planches de bois traitées disposées à l'horizontale avec poteau de bois également. Les nouveaux revêtements de terrasse sont proposés en pavés permettant une certaine perméabilité. Les bacs de plantation sont proposés en bois traités. Au final, 64 % de surface végétalisée seront atteints pour la cour contrairement à ce qui est indiqué aux plans.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La conception globale tend à respecter l'aménagement d'origine de l'ensemble, en mettant en valeur le site et s'harmonisant avec le style architectural des bâtiments existants.
Considérant que :	Les clôtures, quoique d'un modèle différent, sont uniformes pour la zone des travaux et dans l'esprit de la conception d'origine. Elles pourront servir de modèle pour les interventions futures.
Considérant que :	Le pavage et les surfaces végétalisées permettent une certaine absorption sur le site.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003533576
4.6.18

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	4140, chemin de Trafalgar
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1962 selon les plans de Paul Lambert architecte. Il fait partie d'un ensemble de sept bâtiments construits en paires avec une implantation miroir. Construit sur un terrain avec une forte topographie, le bâtiment comporte une façade avant de trois étages, dont un garage au niveau de la rue, alors que la façade arrière ne comporte qu'un seul étage. Les façades du bâtiment sont recouvertes d'un parement de briques beiges et brunes. La demande vise à autoriser, en façade avant, le retrait de l'oriel existant en saillie et son remplacement par une ouverture vitrée tripartite. Cet oriel est situé à l'emplacement d'une ancienne loggia. Le bâtiment jumelé était à l'origine symétrique, la loggia de l'unité de gauche est toujours existante. Il est proposé une ouverture vitrée, divisée en trois parties égales, avec un ouvrant coulissant au centre. L'ouverture est proposée de type hybride en PVC intérieur et aluminium extérieur. La hauteur de l'ouvrant serait de 8'3" et une imposte horizontale viendrait combler l'ouverture dans le haut. Afin de conserver un alignement avec les meneaux existants des ouvertures d'origine au centre, il est proposé un meneau intermédiaire aligné avec les panneaux tympan recouvert de mosaïque des fenêtres centrales du jumelé. Un garde-corps en verre trempé de type juliette est proposé à l'intérieur de l'ouverture d'origine de la loggia. Les fenêtres seraient installées légèrement en retrait, permettant de conserver la lecture de l'ouverture de la loggia d'origine. La demande est déposée dans le cadre d'une demande plus vaste de remplacement d'autres fenêtres dans la façade qui sont remplacées conformément à la forme et apparence d'origine, donc non soumises à une approbation.

Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La lecture de l'ouverture de la loggia d'origine est préservée.
Considérant que :	Le pvc n'est pas un matériau acceptable dans le site du patrimoine, selon la division du patrimoine.
Considérant que :	La proposition présente un désalignement des meneaux avec l'ouverture existante sur la même façade à gauche.
Considérant que :	Les portes coulissantes ne seraient pas acceptées puisque la division tripartite deviendrait variable et mobile.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des fenêtres tripartites, de section d'aluminium, non coulissantes et surdimensionnées en hauteur afin de s'aligner avec les ouvertures d'origine à gauche. La portion imposte au-dessus doit être de verre clair.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003514323
4.6.19

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	3119, Le Boulevard
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1923 sur le lot 1 063 8052 du cadastre du Québec, sur le flanc ouest du mont Royal. L'emplacement est situé du côté nord de la voie publique nommée « Le Boulevard » et qui devient « The Boulevard » dans la Ville de Westmount à proximité. Il s'agit d'un bâtiment unifamilial jumelé de 2 étages de style traditionnel avec parement de brique et toiture plate. La cour arrière, comprenant divers niveaux de sol en terrasses successives et de dimensions limitées, est majoritairement occupée par une piscine creusée sur la terrasse supérieure, dont la construction a été autorisée par un permis de transformation (1000311103-03) en 2003. La demande vise à autoriser l'installation d'une nouvelle section de clôture de 1,2 m de hauteur afin de compléter l'enceinte de la piscine existante pour la séparer des autres espaces de vie extérieurs résiduels et respecter les exigences provinciales en matière de sécurité des piscines résidentielles. Celle-ci serait constituée de panneaux de verre transparent avec des supports individuels en acier inoxydable ou en aluminium noir fixés au sol (pavés de béton existants) et aucune excavation du sol ne serait requise pour ce projet. Elle serait implantée en forme de « L », en partie en retrait de moins 1 m des limites du bassin de la piscine (environ 0,6 m), au pourtour de la terrasse (« galerie ») du rez-de-chaussée, en contrebas de la terrasse de la piscine, vu la configuration particulière de cette cour arrière. Une petite section de clôture de bois existante, bordant l'escalier vers une cour anglaise donnant accès au sous-sol, serait retirée à cette fin. L'ensemble serait pourvu de 3 portes d'accès avec systèmes de fermeture et de verrouillage automatique.

	Également hors de l'enceinte de la piscine elle-même, une section supplémentaire d'environ 0,9 m de hauteur, avec main courante coordonnée aux supports, serait installée afin de faire office de garde-corps pour l'escalier montant vers la terrasse donnant accès au rez-de-chaussée du bâtiment et celui du sous-sol adjacent.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une révision de projet pour l'installation d'une clôture non conforme ainsi que pour la modification d'un aménagement paysager dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Considérant que :	Le modèle de clôture proposé est compatible avec les aménagements contemporains de cette cour arrière, déjà autorisés avant la déclaration du site patrimonial en 2005, et que son installation atypique, répondant d'abord à des impératifs de sécurité, ne serait pas perceptible hors de l'emplacement visé.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003491220
4.6.20

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2006, rue Saint-Denis
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande concerne un bâtiment de 3 étages avec un sous-sol situé au coin des rues Saint-Denis et Ontario. À l'exception du sous-sol, les autres étages du bâtiment sont occupés par l'établissement hôtelier « Opal ». Le restaurant « Arahova » est en opération depuis maintenant quelques semaines. Actuellement, plusieurs enseignes ont été installées sans certificat d'autorisation. La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes à plat pour l'occupant « Arahova ». L'enseigne à plat sur la façade Saint-Denis est centrée avec la fenestration existante alors que celle sur Ontario est installée de manière à dégager les escaliers en saillie. D'une superficie équivalente à 1,38 m2, les deux enseignes sont identiques. Elles sont composées de lettre détachée de couleur bleu et blanc, rétroéclairées. Les enseignes seront installées dans les joints de maçonnerie.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	Les enseignes sont subordonnées à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les enseignes s'intègrent de façon harmonieuse à la façade et à ses éléments architecturaux par le choix de l'aluminium noir qui fait un rappel à la tonalité de la nouvelle fenestration.
Considérant que :	La façade en bordure de la rue Ontario est considérée comme la façade secondaire sans accès au commerce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Retirer toutes les enseignes présentes sur les façades de l'établissement, installées sans autorisation.
- Réduire la superficie de l'enseigne sur la façade Ontario et l'installer à la droite de l'axe de la fenêtre et de l'escalier.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003063915
4.6.21

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1550, rue Paxton
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne le terrain d'un bâtiment qui a été démoli en 1984 par la Ville de Montréal, qui en était propriétaire. L'objectif était de redonner au lot sa configuration initiale. Il se situera à l'intersection de la rue Guy et de la rue Paxton, sur les lots 6 412 522 et 6 412 521. Le bâtiment adjacent contigu a été construit vers 1930 et il est situé à l'intersection des rues Notre-Dame Ouest et Guy. La demande vise à autoriser la construction d'un immeuble de 4 étages, comprenant 23 logements et un garage en sous-sol. Le revêtement prévu est de brique d'argile de couleur ocre. Le bâtiment est implanté dans le prolongement de celui de 3 étages existant au coin de Notre-Dame et Guy (il n'y aura aucun lien entre les 2 bâtiments), qui se trouve à être le seul point de repère de l'immeuble à construire, puisqu'il n'y a pas de voisin sur Paxton. L'entrée est située du côté de la rue Paxton. L'allure du projet est presque inchangée depuis le dernier CCU. Les modifications suivantes sont demandées dans le but d'améliorer la rentabilité du projet : • retrait du sous-sol et de l'allée d'accès véhiculaire qui était situé le long de la rue Paxton; • léger agrandissement en aire de bâtiment du côté de la rue Paxton, 220 pieds carrés au sol; • aménagement d'une cour paysagée face à la rue Paxton en remplacement de l'allée véhiculaire.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	À la séance du 15 avril 2021, le CCU reporte son avis à l'égard de la demande de construction dû au manque de précisions sur la matérialité du projet et sur son insertion dans le milieu.

	À la séance du 13 mai 2021, le CCU a émis un avis préliminaire favorable avec conditions à l'égard de la demande de construction. À la séance du 12 mai 2022, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande. Néanmoins, le permis n'a pas été émis, car le demandeur désirait faire des modifications au projet approuvé.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La proposition du bâtiment est quasi identique au projet approuvé en 2022.
Considérant que :	La proposition modifiée constitue une bonification du verdissement dans le secteur.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003545972
4.6.22

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1, avenue du Casino
Responsables :	Andréanne Maltais-Tremblay et Sébastien Aumais
Description :	La demande concerne un site localisé sur l'île Notre-Dame, l'une des deux îles formant le parc Jean-Drapeau. Cette île artificielle a été créée en 1965 pour accueillir l'Exposition universelle de 1967 (Expo 67). Elle abrite aujourd'hui plusieurs installations emblématiques, dont le circuit Gilles-Villeneuve, aménagé en 1978. Le site du Casino de Montréal comprend trois composantes principales : le bâtiment principal du casino (anciennement le Pavillon de la France), un pavillon de services (anciennement le Pavillon du Québec) et un stationnement semi-enfoui (ancien emplacement du Pavillon de la Grande-Bretagne) bordé d'espace de bureau construit dans les dernières années. La demande vise à autoriser l'ajout d'un hôtel de 7 étages comprenant 227 chambres sur le toit du stationnement existant situé à l'est du pavillon central du casino (Pavillon de la France). L'emplacement et la forme de l'hôtel ont été étudié soigneusement pour que l'ancien pavillon de la France conserve sa centralité et sa prépondérance. Le nouvel hôtel est en effet positionné à la même distance du centre du pavillon de la France que ce dernier l'est du centre du pavillon du Québec. Le gabarit et la hauteur du nouvel hôtel ont été conçus pour renforcer l'idée que les bâtiments existants et nouveau forment un ensemble, tout en se distinguant par leur forme et leur architecture. La volumétrie est composée de deux carrés juxtaposés évidés en leur centre. Le carré le plus bas (hauteur d'environ 28,27 mètres depuis le sol incluant le stationnement existant) est situé du côté du pavillon de la France alors que le plus haut (hauteur d'environ 35,77 mètres depuis le sol incluant le stationnement existant) s'en éloigne pour assurer le plus de visibilité au pavillon de la France de tous les points de vue. Les carrés évidés permettent de localiser toutes les circulations au centre et d'offrir des vues depuis toutes les chambres puisqu'elles sont toutes localisées à la périphérie extérieure. De plus, cette forme évidée permet d'offrir un apport de luminosité aux accès situés au niveau rez-

	de-jardin tout en offrant la même lumière aux végétaux qui couvrent le toit terrasse. L'hôtel est déposé sur un socle existant qui abrite un stationnement et des bureaux à son périmètre. La proposition inclut la végétalisation de la toiture pour offrir un rez-de-jardin naturalisé bonifiant les accès de l'hôtel. Ce rez-de-jardin permet aussi au projet de mieux s'intégrer au caractère naturel qu'a aujourd'hui acquise l'île Notre-Dame. L'accès véhiculaire se fait directement par le viaduc adjacent au niveau du rez-de-jardin et sous le cube le plus haut. La rampe d'accès existante pour le stationnement souterrain est conservée et intégrée au projet. Plusieurs liens piétons bordent le site et permettent d'accéder par l'intérieur du casino ou par site l'environnement immédiat. L'architecture de l'hôtel est sobre et épurée, la partie supérieure des façades est quadrillée par une trame rigoureuse en revêtement métallique blanc. Le reste de ces mêmes façades est largement vitré. Le rez-de-chaussée est quant à lui recouvert de mur-rideau ponctué de meneaux blancs et certains murs opaques répartis selon les besoins et espaces intérieurs. L'essentiel des équipements mécaniques sont intégrés en toiture dans des volumes en recul des façades. Le niveau rez-de-jardin comporte plusieurs secteurs et sous-secteur largement végétalisés comprenant différents types de végétaux et d'environnements allant de prairie herbacée à zone boisée. Certains espaces sont minéralisés pour accueillir les accès piétons et véhiculaires, une zone d'agora, un lounge et des espaces terrasses.
Élément particulier :	Le bâtiment est désigné comme immeuble d'intérêt au *Règlement d'urbanisme (01-282)*, soit « Le pavillon du Québec ».
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition d'usage accessoire « hôtel » permet de bonifier l'offre associée à l'équipement institutionnel qu'est le Casino de Montréal, mais aussi du grand parc récréatif et évènementiel qu'est le parc Jean-Drapeau.
Considérant que :	Le projet contribue à la mise en valeur du Casino de Montréal et du parc Jean-Drapeau, deux équipements de destination métropolitaine et internationale.
Considérant que :	Le projet est implanté sur une construction existante, que l'empreinte au sol n'est pas agrandie et que la proposition permet de transformer une installation aujourd'hui principalement réservée aux véhicules.
Considérant que :	La proposition présente un concept architectural s'intégrant adéquatement aux pavillons existants.

Considérant que :	La proposition présente une architecture soignée et intègre des matériaux de qualité.
Considérant que :	La proposition n'inclut pas de détails architecturaux sur la mise en œuvre concrète des intentions architecturales.
Considérant que :	La visibilité des volumes abritant la mécanique au toit devra être précisée.
Considérant que :	L'apparence des façades du niveau de plancher au-dessus du rez-de-jardin n'a pas été présentée dans le détail et devra être précisée.
Considérant que :	Certains volumes au-dessus du rez-de-jardin, par exemple le restaurant numéro 1 et la section spa, s'étendent au-delà de l'empreinte des carrés évidés situés au-dessus et que cela tend à complexifier l'apparence de la proposition.
Considérant que :	La viabilité des végétaux de tous les calibres proposés sur le niveau rez-de-jardin doit être démontrée.
Considérant que :	Les détails de verdissement de la toiture restent à être précisés et que certaines surfaces minéralisées pourraient être réduite pour bonifier le verdissement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Préciser et définir la proposition afin de permettre d'analyser adéquatement celle-ci et de répondre aux critères d'analyse.**
- **Fournir les détails architecturaux détaillés pour l'ensemble du bâtiment.**
- **Détailler plus spécifiquement les assemblages du revêtement métallique extérieur pour assurer la durabilité des assemblages et offrir une apparence uniforme avec des joints discrets.**
- **Assurer l'intégration des équipements mécaniques et des volumes les abritant pour minimiser leur visibilité.**
- **Réduire au minimum les volumes au sol qui s'étendent au-delà de l'empreinte des carrés évidés situés au-dessus.**
- **Fournir les élévations plus détaillées du niveau rez-de-jardin pour démontrer l'interaction de l'édifice avec les espaces extérieurs adjacents.**
- **Fournir les détails structuraux, des bacs des plantations et les épaisseurs de sols pour assurer la viabilité de tous les types de végétaux, incluant les grands arbres prévus.**
- **Minimiser les surfaces minérales sur le rez-de-jardin.**
- **Assurer la gestion des eaux de ruissellement sur le site dans l'aménagement paysager.**

- Prévoir l'emplacement des enseignes et assurer leur intégration à l'architecture du bâtiment. Les enseignes devront être discrètes et se subordonner à l'architecture.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres tiennent à souligner la qualité de la proposition architecturale et paysagère et des documents de présentation.

De plus, les membres suggèrent de prévoir l'intégration d'art public dans les espaces extérieurs.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257768013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025

De prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-02 15:11

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257768013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-07-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257768013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025



2025-06-25 PV_signé-RB.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

25 juin 2025
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Robert Beaudry, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
Monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement et chef d'équipe
Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
Madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement

Me Laura Floresco, secrétaire-recherchiste

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru les 14 et 18 juin 2025 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

Environ 27 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (1256645003).

Le président de l'assemblée indique que madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages (1254869008).

Le président de l'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Beaulieu présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *au nombre de chambres d'hôtel existantes dans l'arrondissement de Ville-Marie présentement;*
- *à la nécessité de permettre de l'hébergement touristique dans des résidences, considérant le nombre suffisant de chambres d'hôtel;*
- *à l'application de ces modifications et à la capacité de l'escouade, qui comprend une dizaine d'employés, de couvrir l'entièreté des territoires des 19 arrondissements de la Ville de Montréal;*
- *à la surveillance nécessaire pour assurer l'application des règlements municipaux et au manque d'articles prévus dans ces règlements pour permettre cette surveillance;*

- *au Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage conditionnel « résidence de tourisme » (CA-24-282.114) adopté en 2018;*
- *à un immeuble sur la rue Beaudry ayant obtenu un certificat de conformité pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale, mais qui fonctionne comme un hôtel, et qui occasionne beaucoup de nuisances pour les voisins;*
- *à l'application continue du Règlement CA-24-282.114 même après l'adoption du nouveau Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007) du conseil municipal;*
- *à la capacité de l'arrondissement d'appliquer le nouveau Règlement 25-007, considérant les difficultés pratiques à appliquer les règlements de l'arrondissement relativement aux hébergements touristiques;*
- *à l'article 141.1.1 du projet de règlement présenté;*
- *à l'article 3 du Règlement 25-007 qui limite la période autorisée pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale uniquement du 10 juin au 10 septembre de chaque année;*
- *au fait que le logement ne devrait pas servir à des fins de logement touristique, surtout pendant la crise de logement actuelle;*
- *à l'article 4 du Règlement 25-007, aux documents requis pour effectuer une demande de permis pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique, à la possibilité pour une personne de contourner les obligations du règlement, par exemple en fournissant un avis de cotisation dans lequel le demandeur a faussement déclaré une résidence comme étant principale, et à la possibilité de prévoir le dépôt d'autres types de documents au soutien d'une telle demande;*
- *à l'évaluation de l'efficacité de l'escouade;*
- *au paragraphe 4° de l'article 5 du Règlement 25-007 selon lequel une personne dont le permis d'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique a fait l'objet d'une révocation peut déposer une nouvelle demande de permis après qu'une année soit découlée depuis cette révocation;*
- *à la difficulté pour l'arrondissement de prouver le non-respect des règlements municipaux relatifs aux hébergements touristiques;*
- *à la possibilité de retirer le droit de déposer une nouvelle demande de permis pour un établissement ayant fait l'objet d'une révocation;*
- *à la définition de « gîte touristique » qui comprend un service de petit-déjeuner servi sur place et à la possibilité de contourner cette définition considérant le sens vague de « petit-déjeuner »;*
- *à la procédure à suivre en tant que citoyen qui constaterait une contravention à ces règlements municipaux.*

c) Résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 2187, rue Larivière, sur le lot 1 423 723, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - Projet L'Hirondelle (1257400004).

Le président de l'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux nombreuses dérogations prévues pour le projet;*
- *au secteur culturel qui est menacé par le secteur immobilier résidentiel;*
- *à la nécessité de prévoir un cadre réglementaire rigoureux pour permettre l'épanouissement des activités culturelles de la ville;*
- *à la demande de la Coop Lézarts que l'arrondissement s'engage à protéger les autres sites du quartier, telle que l'usine Grover, et les zones d'emploi dans le domaine de la production culturelle;*
- *à la demande de la Coop Lézarts que l'arrondissement assure qu'un dialogue soit entamé entre les promoteurs et les voisins du quartier pour prévoir, entre autres, des mesures compensatoires;*
- *à l'importance de diffuser l'information relative à ce projet et tout autre projet similaire pour que les citoyens puissent communiquer avec l'arrondissement et sachent comment intervenir dans le cadre de ces projets;*
- *à la difficulté de communiquer avec le promoteur pour bonifier le projet;*
- *à l'affichage non-obligatoire des avis publics sur les bâtiments visés par des projets approuvés en vertu de l'article 93 du projet de loi n^{o} 31;*
- *à la prise en considération des commentaires des citoyens lors de l'assemblée publique de consultation dans l'analyse du dossier par le conseil d'arrondissement et à la nécessité de prévoir une rencontre avec le promoteur pour assurer des changements au projet;*
- *aux balcons prévus sur la façade nord qui donneraient sur la cour de la Coop Lézarts;*
- *aux vues protégées depuis la rue Parthenais vers le pont Jacques-Cartier qui seraient affectées par ce projet;*
- *à l'aménagement de la rue Larivière et aux places de stationnement de rue qui disparaîtront après ces travaux;*
- *à l'article 129.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie qui prévoit certaines exigences relatives à la végétalisation d'un toit lors d'un projet de construction et à l'application de cette disposition au projet présenté;*
- *à la hauteur prévue pour l'immeuble et à l'effet qu'une hauteur de 6 étages aurait sur le mur végétalisé de la Coop Lézarts;*
- *aux raisons pour lesquelles la hauteur de 4 étages ne s'étend pas sur l'entièreté du bâtiment;*
- *à l'effet que cette dérogation à la hauteur aurait sur l'ensoleillement;*
- *à la végétalisation minimale prévue pour ce projet, bien que le secteur soit considéré un îlot de chaleur et une zone prioritaire à verdir, et à la possibilité de prévoir une végétalisation plus importante, considérant la crise climatique actuelle;*
- *à l'impact de la dérogation à la hauteur qui, contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier décisionnel 1257400004, ne sera pas « que légèrement perceptible à travers les bâtiments environnants »;*
- *à la vocation communautaire du projet qui semble être limitée à l'intérieur du terrain et non avec le voisinage et la communauté externe;*
- *aux raisons pour lesquelles la résolution serait adoptée par le conseil municipal et non le conseil d'arrondissement;*
- *aux modifications du Plan d'urbanisme et de mobilité et l'effet que ces changements auront sur le nombre de projets approuvés par le conseil d'arrondissement, et non le conseil municipal, en vertu de l'article 93 du projet de loi n^{o} 31;*
- *à l'importance de favoriser la communication avec les résidents du quartier;*
- *à la période limitée entre l'adoption du premier projet de règlement et l'adoption de la résolution, limitant ainsi la possibilité pour les résidents de discuter avec les promoteurs et peaufiner le projet;*
- *à la qualité de vie des résidents de la Coop Lézarts qui diminuerait si la dérogation à la hauteur est approuvée;*

- *aux futurs résidents de cet immeuble qui n'auraient aucune affinité avec le quartier et l'espace culturel et à l'identité culturelle du quartier qui serait ainsi brisée;*
- *à la possibilité pour l'arrondissement d'exiger que les promoteurs ciblent une clientèle particulière pour encourager et soutenir des travailleurs culturels avec du logement social;*
- *à l'existence ou non de mesures qui permettraient aux promoteurs de changer la vocation sociale du projet;*
- *à la distinction entre des logements sociaux et abordables et au fait que, contrairement à ce qui est écrit au dossier décisionnel 1257400004, le projet prévoit uniquement du logement social;*
- *au stationnement limité du secteur qui sera d'autant plus limité après l'aménagement de la rue Larivière et la construction de cet immeuble comportant 153 logements, et à l'impact important et négatif que cela aurait sur les employés des multiples organismes et entreprises dans le quartier qui auraient ainsi plus de difficulté à se déplacer dans le secteur.*

d) Résolution autorisant la réalisation d'un projet de développement sur les lots 1 424 948 et 1 424 952, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - Projet Havre Frontenac (1255289001).

Le président de l'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Monsieur Légaré présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *au projet de logement qui avait été prévu dans le passé, qui prévoyait une hauteur de 10 étages, et aux raisons pour lesquelles ce projet n'a jamais été réalisé;*
- *à la communication défaillante pour annoncer l'assemblée publique de consultation et à l'importance de communiquer directement avec les voisins du quartier;*
- *à la réaction des locataires des Tours Frontenac face à la dérogation à la hauteur de 20 étages pour cet immeuble;*
- *à l'effet que cette dérogation à la hauteur aurait sur l'ensoleillement;*
- *aux locataires des Tours Frontenac, dont plusieurs qui sont à mobilité réduite, aux problèmes de circulation que ce projet leur causerait, aux places de stationnements qui seraient principalement dédiées aux employés de la STM et aux mesures d'apaisement qu'il faudrait prévoir pour assurer le passage sécuritaire des résidents;*
- *aux commerces qui existent présentement dans le quartier et qui desservent une grande partie des locataires des Tours Frontenac;*
- *aux commerces qui seraient installés au rez-de-chaussée et à la possibilité de restreindre le type de commerce permis pour ne pas affecter les autres commerces qui sont déjà installés dans le quartier;*
- *au nombre insuffisant de logements sociaux prévus;*
- *aux taxes municipales et à la possibilité de prévoit un taux de taxes différencié pour les organismes sans but lucratif;*
- *à la date de début des travaux de construction;*
- *à la définition exacte de « logement abordable » et aux personnes qui peuvent y habiter;*
- *aux types de logements prévus pour ce projet, soient uniquement des logements locatifs—incluant des logements abordables—et sociaux;*

- *au site internet où ces informations peuvent être consultées;*
- *au propriétaire du site, soit la STM, et à la possibilité pour la STM de générer des revenus récurrents qui pourraient par la suite être réinvestis dans le transport en commun;*
- *au nombre de places de stationnement prévues;*
- *à la possibilité que le projet prévoit plutôt des condos que des logements locatifs et aux garanties prévues dans la réglementation municipale relatives à l'usage « résidentiel »;*
- *à d'autres projets qui prévoyaient la construction de logements abordables dans l'arrondissement, mais qui n'auraient pas respecté cette obligation;*
- *à la grande différence entre la hauteur d'une des tours prévues pour les logements locatifs, soit de 20 étages, et la hauteur de la tour prévue pour les logements sociaux, soit de 7 étages;*
- *au souhait des résidents que le secteur ne devienne pas un quartier à tours;*
- *à la possibilité d'assurer que les revenus de la STM qui proviennent de ce projet puissent spécifiquement financer le transport en commun dans le district de Sainte-Marie;*
- *aux exigences d'ensoleillement consécutif sur le domaine public qui doivent être respectées dans le cadre d'un projet de construction;*
- *à l'effet que la dérogation à la hauteur aurait sur les jardins des Tours Frontenac;*
- *à la typologie des logements qui n'a toujours pas été confirmée.*

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 20 h 22.

	2025-07-02		2025-07-02
M^{e} Laura Floresco	date	M. Robert Beaudry	date
Secrétaire d'assemblée		Président d'assemblée	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254957005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt d'un procès verbal de correction du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-182.142, adopté à la séance du Conseil d'arrondissement du 10 juin 2025 (CA25 240226) afin de corriger la numérotation du titre et des articles insérés par l'article 15

De prendre acte du dépôt du procès verbal de correction du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-182.142, adopté à la séance du Conseil d'arrondissement du 10 juin 2025 (CA25 240226) afin de corriger la numérotation du titre et des articles insérés par l'article 15.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 19:03

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254957005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt d'un procès verbal de correction du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-182.142, adopté à la séance du Conseil d'arrondissement du 10 juin 2025 (CA25 240226) afin de corriger la numérotation du titre et des articles insérés par l'article 15

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. L'article 27 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), stipule que le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier d'une municipalité prévues par toute loi.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240226 - Adopter, avec modifications, un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin, notamment, d'adopter des dispositions de zonage différencié, d'intégrer des dispositions favorables au logement social et au logement abordable et de corriger des dispositions de transition écologique - 1257303001

DESCRIPTION

L'article 15 du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-282.142 comporte les erreurs suivantes:

- une erreur dans la numérotation du titre de la section qui est insérée dans le Règlement 01-282 au moyen de l'article 15, celle-ci devant être numérotée VI.1 au lieu de VII.1
- une erreur dans la numérotation des articles qui sont insérés dans dans le Règlement 01-282 au moyen de l'article 15, celle-ci devant commencer à 663.1 au lieu de 657.1

Cette numérotation étant erronée et constituant une telle erreur, le titre de la section et des

articles insérés dans le Règlement 01-282 par l'article 15 du Règlement CA-24-282.142 sont numérotés correctement en conséquence.

JUSTIFICATION

À titre de secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, j'ai dûment modifié la numérotation du titre et des articles et déposé le présent procès-verbal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254957005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Dépôt d'un procès verbal de correction du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), CA-24-182.142, adopté à la séance du Conseil d'arrondissement du 10 juin 2025 (CA25 240226) afin de corriger la numérotation du titre et des articles insérés par l'article 15



PV de correction_Règlement CA-24-282.142 VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs
Division du greffe
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
☎ : 438 823-3978

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION
30 juin 2025

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QU'une telle erreur apparaît au règlement CA-24-282.142 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), afin, notamment, d'adopter des dispositions de zonage différencié, d'intégrer des dispositions favorables au logement social et au logement abordable et de corriger des dispositions de transition écologique » adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE les erreurs qui apparaissent de façon évidente au règlement CA-24-282.142 sont corrigées par la modification de l'article 15 comme suit :

« **15.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après le titre VI, du titre suivant :

« **TITRE VI.1**
ZONAGE DIFFÉRENCIÉ

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

663.1. Aux fins du présent titre :

1° un logement social désigne un logement social tel que défini à l'article 1 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) ;

2° un logement abordable désigne un logement qui respecte l'une des conditions suivantes :

a) il est détenu par un organisme à but non lucratif, une coopérative, un gouvernement, une société paramunicipale, une institution d'enseignement publique ou une fiducie d'utilité sociale pour une durée d'au moins 35 ans ;

b) il est réalisé dans le cadre d'un programme ou d'un projet d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires visant à offrir des propriétés abordables aux ménages et prévoyant un contrôle du prix de revente pour une durée d'au moins 35 ans.

663.2. Le présent titre s'applique à une construction majoritairement occupée par un usage résidentiel qui respecte l'une des conditions suivantes :

1° les unités résidentielles sont composées uniquement de logements sociaux ;

2° les unités résidentielles sont composées uniquement de logements sociaux et de logements abordables ;

3° les unités résidentielles sont composées uniquement de logements abordables.

CHAPITRE II
HAUTEURS ET DENSITÉS DIFFÉRENCIÉES

663.3. Malgré l'article 9, lorsque la hauteur maximale en étages est indiquée dans un secteur sur le plan "Hauteurs et densités différenciées" de l'annexe M, la hauteur en étages d'une construction conforme à l'article 663.2 doit être en tout point égale ou inférieure à la hauteur en étages maximale prescrite par secteur.

663.4. Malgré les articles 9 et 10, lorsque la hauteur maximale en mètres est indiquée dans un secteur sur le plan "Hauteurs et densités différenciées" de l'annexe M, la hauteur en mètres d'une construction conforme à 663.2 doit être en tout point égale ou inférieure à la hauteur en mètres maximale prescrite par secteur.

663.5. Malgré le premier alinéa de l'article 34, lorsque la surhauteur maximale est indiquée dans un secteur sur le plan "Hauteurs et densités différenciées" de l'annexe M, la hauteur d'une construction conforme à l'article 663.2 peut atteindre une hauteur en tout point égale à la surhauteur maximale prescrite, si son plan de façade présente un retrait pour la portion située au-dessus de 30 m et si ce retrait est présent sur au moins 80 % de la largeur du bâtiment face à une voie publique adjacente.

Une construction autorisée conformément au premier alinéa doit respecter les conditions prévues aux sous-sections 2, 3 et 4 de la section IV du chapitre II du titre II.

663.6. Malgré l'article 43, lorsque la densité est indiquée dans un secteur sur le plan "Hauteurs et densités différenciées" de l'annexe M, la densité d'une construction conforme à l'article 663.2 doit être égale ou inférieure à la densité maximale prescrite par secteur.

CHAPITRE III
AUTRES NORMES DE REMPLACEMENT

663.7. Malgré l'article 34.2, la superficie de plancher brute d'un étage d'une construction conforme à l'article 663.2 qui est situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite peut être supérieure à 750 m², si les étages situés à une hauteur supérieure à la hauteur en mètres maximale ont une superficie plancher inférieure aux superficies planchers des étages inférieurs.

Malgré le premier alinéa, dans un secteur où la hauteur en mètres maximale est inférieure à 30 m, une construction conforme à l'article 663.2 qui n'a aucun étage à une hauteur supérieure à 30 m peut avoir la même superficie plancher à chaque étage.

663.8. Une construction mentionnée à l'article 663.7 doit être approuvée conformément au titre VIII.

Afin d'atténuer l'impact d'un immeuble de grande hauteur et de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'espace public et du paysage urbain, une construction conforme au premier alinéa doit tenir compte des critères suivants :

1° pour un étage situé à une hauteur supérieure à la hauteur maximale prescrite au plan intitulé "Hauteurs et surhauteurs" de l'annexe A, tendre à avoir une superficie de plancher par étage inférieure à celle des étages situés en dessous de la hauteur en mètres maximale prescrite ;

2° favoriser une volumétrie élancée et des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des constructions en hauteur sur le domaine public, notamment :

a) les parcs et les places publiques ;

b) la rue de la Commune ;

c) la rue De La Gauchetière ;

d) la rue Notre-Dame ;

e) la rue Sainte-Catherine ;

f) la rue de la Visitation ;

g) la rue Wolfe ;

3° favoriser une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent.

663.9. Malgré l'article 128.1, une construction conforme à l'article 663.2 qui comporte un aménagement paysager visant à recouvrir une cour d'une surface imperméable peut avoir une superficie de végétalisation inférieure à 60 % si une partie de la cour comporte un revêtement perméable.

663.10. Malgré l'article 129.3, lors de la construction ou l'agrandissement d'une construction conforme à l'article 663.2, aucune superficie minimale ne doit être végétalisée si le revêtement de toit comporte un matériau dont l'indice de réflectance solaire (IRS) est d'au moins 78, attesté par les spécifications du fabricant ou par un avis d'un professionnel.

663.11. Malgré l'article 652.4, le nombre d'unités de stationnement pour vélo exigé pour une construction conforme à l'article 663.2 et comportant de 2 à 8 logements est de 2 unités.

663.12. Malgré l'article 652.5, le nombre d'unités de stationnement pour vélo exigé pour une construction conforme à l'article 663.2 et comportant 8 logements et plus est de 4 unités. ».

EN FOI DE QUOI, j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction, ce 30e jour du mois de juin 2025

Anne-Marie Lemieux, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1251920010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028

D'approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028 :

Inter-Val 1175	B
Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal	B

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 13:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251920010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2023, l'arrondissement de Ville-Marie a adopté la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie. Cette politique se veut un cadre de référence qui permet d'harmoniser, sur des bases équitables, les relations entre l'Arrondissement et les organismes du milieu. Elle vise également à instaurer un processus formel de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) qui œuvrent sur le territoire de l'arrondissement afin de répondre adéquatement aux besoins des citoyens en matière d'offre de services dans les domaines d'intervention de la culture, du sport, du loisir et du développement social.
Les organismes suivants ont déposé une demande de catégorisation auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement : Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240339 (1230173001) **-** Adopter la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie pour la période de 2023 à 2028.

DESCRIPTION

La Politique d'accès au soutien de Ville-Marie prévoit deux catégories : A ou B. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. Les OBNL seront informés par l'Arrondissement du type de soutien auquel ils pourront avoir droit à la suite de l'analyse de leur demande. L'obtention de la catégorie est déterminée en fonction du niveau de responsabilité de l'Arrondissement par rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens et de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'Arrondissement. La grille d'analyse permet de classifier les organismes en deux grandes catégories :
Catégorie A

Il s'agit d'une instance de concertation locale intersectorielle dûment incorporée, dont les membres partagent une planification commune, ou d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les compétences de l'Arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, une analyse partagée des besoins, une planification concertée avec l'Arrondissement, la

réalisation des activités et leur financement. L'utilisation effective des services est majoritairement utilisée par la population de l'arrondissement de Ville-Marie. Il y a également une évaluation conjointe avec l'Arrondissement des services rendus.

Catégorie B

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien avec les compétences de l'Arrondissement et qui intervient dans le milieu selon sa propre initiative. Il définit lui-même sa planification et ses activités. Il est connu de l'Arrondissement par son implication dans le milieu. Son action s'adresse directement à une partie de la population de l'arrondissement de Ville-Marie et contribue à l'amélioration de la qualité de vie.

Voici la catégorisation octroyée pour la demande de soutien reçue :

Inter-Val 1175	**B**
Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal	**B**

JUSTIFICATION

La Politique d'accès au soutien de Ville-Marie permet, selon des paramètres clairement établis, de soutenir les organismes dans la réalisation de leur mission en mettant à leur disposition un ensemble de ressources. Son application permet également une optimisation des ressources afin d'assurer aux citoyens une offre de service accessible, diversifiée, complémentaire et de qualité.
Les organismes dont il est question au présent sommaire respectent les conditions d'admissibilité et sont conformes aux critères contenus dans la politique. Lors de la demande de catégorisation, ils se sont engagés à respecter les exigences liées à la cote de catégorisation obtenue

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette cote de catégorisation obtenue, les organismes ne pourront bénéficier du soutien offert par l'Arrondissement afin de favoriser le développement d'une offre de service de qualité sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En juillet 2025 :

1. Confirmation de la cote de catégorisation obtenue à l'organisme demandeur;
2. Précision sur la nature du soutien offert;
3. Description des modalités d'attribution du soutien;

4. Identification de la personne répondante de l'Arrondissement pour l'OBNL.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Valérie LEDUC
Cheffe de division

Tél : 514 242-6126
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251920010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier, Montréal en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028



Grille d'analyse Montréal 2030_1251920010.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251920010
Unité administrative responsable : Division des sports et loisirs
Projet : *Approuver la catégorisation obtenue par les organismes Inter-Val 1175 et la Corporation Maison Lucien-L'Allier en vertu de la Politique d'accès au soutien de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028 .*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Soutenir l'offre de service des organismes à but non lucratif du territoire par un soutien financier, une offre de locaux ou une offre de biens et services pour la mise en œuvre de service et d'activités dans les champs de compétences de l'arrondissement au bénéfice de la population de l'arrondissement de Ville-Marie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires

D'accorder à LE GROUPE CENTCO INC., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 180 970,65 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-25-009;

D'autoriser une dépense de 36 194,13 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de LE GROUPE CENTCO INC.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 13:29

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

L'Arrondissement doit s'assurer de la conformité des entrées d'eau de ses infrastructures au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les immeubles utilisés ou destinés à être utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031). L'ajout de compteurs d'eau requis par ce règlement vise également les équipements de parc. La DAPAI a octroyé un contrat de services professionnels afin de procéder à la conception et la surveillance des travaux d'installation de compteurs d'eau et de mise aux normes des entrées d'eau dans les infrastructures situées dans les parcs et espaces publics de l'Arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240187 - 6 juin 2023 - Accorder un contrat à la firme Ponton Guillot inc. pour la fourniture de services professionnels en ingénierie pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux pour l'installation de compteur d'eau de certains ouvrages de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 362 826,51 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-23-006 – 1 soumissionnaire.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat pour l'installation de compteurs d'eau sur différentes infrastructures situées dans les parcs de l'Arrondissement. Ce projet s'aligne avec la vision et les orientations de la Ville de Montréal en matière de transition écologique et de lutte contre les changements climatiques (Montréal 2030).

Il vise notamment à :

- optimiser la gestion du patrimoine naturel riverain et aquatique grâce à l'ajout de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement, permettant de mesurer plus précisément le volume d'eau utilisé par la population.

Le présent dossier vise 14 installations de compteurs réparties sur 12 sites à travers tout l'Arrondissement. Ces installations font partie de la phase I du projet global. Une phase II est déjà en cours de conception et viendra compléter les révisions à faire au système existant. Les travaux du présent contrat portent principalement sur l'installation de compteurs d'eau et sur toutes les opérations requises à leur branchement, à leur connexion au réseau d'alimentation d'eau existant et à la mise aux normes du système dans lequel ils s'insèrent.

De façon non limitative, selon le site à traiter, le soumissionnaire devra :

- exécuter des travaux d'ordre mécanique ;
- exécuter des travaux de plomberie ;
- exécuter des travaux d'ordre électrique.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP-25-009 visant les travaux d'aménagement précités, au total neuf (9) représentants d'entreprises se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et cinq (5) entreprises ont déposé une soumission conforme.
Lancement: 2 mai 2025
Ouverture initiale: 20 mai 2025
Ouverture reportée: 27 mai 2025
Durée d'affichage de l'appel d'offres (initial): 18 jours
Durée d'affichage de l'appel d'offres (reportée): 25 jours

Addenda:

#1 - 16 mai 2025
#2 - 16 mai 2025

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (CONTINGENCES) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Centco	180 970,65 $	36 194,13 $	217 164,78 $
Tuyauterie Expert Inc.	192 813,08 $	38 562,62 $	231 375,70 $
Oslo Construction Inc.	216 948,63 $	43 389,73 $	260 338,36 $
Plomberie Noël Fredette Inc.	229 605,08 $	45 921,02 $	275 526,10 $
Mécanicaction Inc.	263 518,10 $	52 703,62 $	316 221,72 $
Dernière estimation réalisée ($)	223 864,75 $	73 935,25 $	297 800,00 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	260 125,33 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	19,78%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	99 056,94 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	45,61%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-80 635,22 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-27,08%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	14 210,92 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	6,54%

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que LE GROUPE CENTCO INC. (plus bas soumissionnaire conforme) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites en juin 2025.

Le montant de la soumission reçue comprend les taxes applicables en vigueur pour 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.
Un budget prévisionnel de contingences de 20 % soit un montant de 36 194,13 $ (taxes incluses) est requis pour les imprévus.

La dépense totale à autoriser est de 217 164,78 $ (taxes incluses).

73 % des ouvrages sont situés à l'ouest de la rue Atateken et 27 % des ouvrages sont situés à l'est.

Répartition des coûts				
Source de financement	Contrat travaux (avant taxes)	Contrat travaux (après taxes)	Contingences (après taxes)	**Total (après taxes)**
PDI - Arrondissement (27 %)	42 498,00 $	48 862,08 $	9 772,42 $	**58 634,49 $**
PDI - Corporatif (73 %)	114 902,00 $	132 108,57 $	26 421,71 $	**158 530,29 $**
Total	157 400,00 $	**180 970,65 $**	**36 194,13 $**	**217 164,78 $**

MONTRÉAL 2030

Voir la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis aux riverain.e.s sera distribué avant le début des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi: juillet 2025
Travaux : août à décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Laura FLORESCO)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tania DUMOUCHEL
architecte paysagiste

Tél : 438 824-1405
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Christiane RAIL
chef(fe) de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires




VMP-25-009_Aspect financier.pdf1258491002_Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tania DUMOUCHEL
architecte paysagiste

Tél : 438 824-1405
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1258491002

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Groupe Centco inc.	127934

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant						217 164,78 $		**217 164,78 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	18	août	2025	Date de fin :	19	décembre	2025

Formulaire complété par : Tania Dumouchel

Prénom, nom

Date et heure système : 17 juin 2025 15:16:56

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258491002*
Unité administrative responsable : *Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers, Direction des travaux publics*
Projet *:* Accorder un contrat à XXX, pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Dépense totale de XXX $, taxes incluses (contrat: XXX $ (taxes incluses) + contingences: XXX $ (taxes incluses) + incidences: XXX$ (taxes incluses) - Appel d'offres public VMP 25-009 - 5 soumissionnaires

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 2. Installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement, permettant de gérer la consommation d'eau de manière globale et de cerner les problématiques pour agir rapidement et réduire le gaspillage d'eau potentiel.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1258491002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Conseiller(-Ere) en gestion des ressources financieres

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS - DIVISION DU GREFFE - VILLE-MARIE
INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

Identification

Numéro de l'appel d'offres : VMP-25-009 Numéro du GDD : 1258491002

Titre de l'apppel d'offres : Installation de compteurs d'eau

Type d'adjudication : Plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2025 - 5 - 2 Nombre d'addenda émis : 2

Ouverture originalement prévue le : 2025 - 5 - 20 Date du dernier addeda émis : 2025 - 5 - 16

Ouverture effectuée le : 2025 - 5 - 27 Délai total accordé aux soumissionnaires excluant la date de publication et la date d'ouverture : 24 jours

Analyse des soummissions

Nombre de preneurs du cahier des charges : 9 Nombre de soummissions reçues : 5 % de réponses : 56

Nombre de soummissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: adminstratif et/ou technique
N/A	N/A

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jours Date d'échéance : 2025 - 8 - 25

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées (✓) et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	✓
Le Groupe Centco Inc.	180 970,65 $	✓
Tuyauterie Expert Inc.	192 813,08 $	
Oslo Construction Inc.	216 948,63 $	
Plomberie Noël Fredette Inc.	229 605,08 $	
Mécanicaction Inc.	263 518,10 $	

Information additionnelle

N/A

Préparé par: Laura Floresco Le : 2025 - 5 - 27

Ville-Marie
Montréal

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **VMP-25-009**

Soumissionnaire	NEQ	REQ[1]	Achat du cahier des charges sur le SEAO	Autorisation AMP	Attestation fiscale RQ[2]	Liste RGC[3]	RENA[4]	Liste RBQ[5]	Licence RBQ[6]	LFRI[7]	Charte de la langue française (Annexe S)	OQLF - Liste des entreprises non conformes au processus de francisation[8]	Granatie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionaire (Annexe H)	Prix	Conformité
Le Groupe Centco Inc.	1165903742	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	180 970,65 $	CONFORME
Tuyauterie Expert Inc.	1167231472	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	192 813,08 $	CONFORME
Oslo Construction Inc.	1160863412	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	216 948,63 $	CONFORME
Plomberie Noël Fredette Inc.	1176799899	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	229 605,08 $	CONFORME
Mécanicaction Inc.	1166046475	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	263 518,10 $	CONFORME

Listes et registres vérifiés en date du 2025-05-27.

[1] Registre des entreprises.

[2] Vérification volontaire de l'attestation de Revenu Québec.

[3] Registre des personnes inadmissibles en vertu du RGC mise à jour le 2024-11-08.

[4] Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

[5] Liste des licences restreintes, suspendues et annulées de la Régie du bâtiment du Québec.

[6] Registre des détenteurs de licence de la Régie du bâtiment du Québec.

[7] Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

[8] Liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Groupe H&L 180 chemin de la baie Rivière-Beaudette QC CAN J0P1Z0 legroupehl.com	Non diffusé	Julien Masse Téléphone: 4508076264 Courriel: jmasse@groupehl.ca	**Transaction: (20227955)** 2025-05-13 10:39	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Fédération québécoise des municipalités - FQM 1134 Grande-Allée Ouest, RC 01 Québec QC CAN G1S1E5	Donneur d'ouvrage	Julie Therrien-Meunier Téléphone: 418-651-3343 Courriel: jtherrien@fqm.ca	**Transaction: (20233935)** 2025-05-20 10:00	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Ne pas recevoir
PLOMBERIE NOËL FREDETTE INC. 225 Saint-François-Xavier Delson QC CAN J5B1X8	Non diffusé	Alex Proulx Téléphone: 4506359276 Courriel: alex.p@pnfi.ca	**Transaction: (20218398)** 2025-05-02 11:17	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OSLO CONSTRUCTION INC. 1099, rue Lévis Terrebonne QC CAN J6W5T8 https://osloconstruction.com	Publique	Mélanie Riopel Téléphone: 4504925469 Courriel: mriopel@osloconstruction.com	**Transaction: (20229129)** 2025-05-14 13:38	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20220039)** 2025-05-05 06:07	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02

				Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
MÉCANICACTION INC. 7877 av. Marco-Polo Montréal QC CAN H1E1N8	Publique	Amélie Pelletier Téléphone: 5146669770 Courriel: apelletier@mecanicaction.com	**Transaction: (20220605)** 2025-05-05 17:34	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Tuyauterie Expert inc 9000 Elmslie Montréal QC CAN H8R1V6 https://tuyauterie.ca/	Non diffusé	Yana Kateva Téléphone: 5143653663 Courriel: y.kateva@tuyauterie.ca	**Transaction: (20221640)** 2025-05-07 08:02	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Plomberie Lecomte Inc. (Historique) 2925 Cartier Saint-Hyacinthe QC CAN J2S1L4	Non diffusé	Michael Lecomte Téléphone: 4507743406 Courriel: comptabilite.lp@lecomte.ca	**Transaction: (20220171)** 2025-05-05 09:43	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Messagerie Mode privilégié (plan): Messagerie
LE GROUPE CENTCO INC. 6500 St-Jacques O Montréal QC CAN H4B1T6 http://www.centco.com	Publique	Sébastien Hamel Téléphone: 5144834550 Courriel: shamel@centco.com	**Transaction: (20221280)** 2025-05-06 14:34	20057217 - VMP-25-009_Addenda 01 Devis 2025-05-16 à 10:45 - Courriel Bordereau numérique 2025-05-16 à 10:45 - Courriel 20057339 - VMP-25-009_Addenda_02 Devis 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Plan 2025-05-16 à 15:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec
© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-25-009

FORMULAIRE DE SOUMISSION Contrat à prix unitaire
Section A - sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, Bureau d'accès Montréal, 800, boul. de Maisonneuve E. Montréal (Québec), H2L 4L8
2	5	2025	27	5	2025	

VMP-25-009 - Installation de compteurs d'eau

Description et sommaire de soumission		Montant
Total du coût engendré par l'installation de compteurs d'eau sur les appareils consommant de l'eau dans les parcs locaux de l'arrondissement		
Montant total avant taxes :	$	157,400.00
Taxe sur les produits et services 5 % :	$	7,870.00
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	$	15,700.65
Montant total :	**$**	**180,970.65**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165 9034 42

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Centco

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

6500 Saint-Jacques, Montréal (QC) H4B 1T6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-483-4550 p.236		
Antoine Caron, Estimateur	Télécopieur :	N/A		
	Courriel :	acaron@centco.com		
Signature:	Jour	Mois	Année	
	27	mai	2025	

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Installation de compteurs d'eau.

VMP-25-009

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 27 mai 2025, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 2 mai 2025 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Laura Floresco, secrétaire-recherchiste, en présence d'Hicham Karti, agent de recherche, Tania Dumouchel, architecte paysagiste, et Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Tuyauterie Expert inc	192 813,08 $
MÉCANICACTION INC.	263 518,10 $
OSLO CONSTRUCTION INC.	216 948,63 $
PLOMBERIE NOËL FREDETTE INC.	229 605,08 $
LE GROUPE CENTCO INC.	180 970,65 $

2025-05-27
Laura Floresco — date
Secrétaire-recherchiste

27-05-2025
Hicham Karti — date
Agent de recherche

2025-05-27
Tania Dumouchel — date
Architecte paysagiste

2025-05-27
Annie Hazel Roy — date
Préposée à la gestion des contrat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258491002 2 Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agent de recherche
Tél : 438-505-3171

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évalution foncière, Division de la mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

N° GDD : 1258491002

Taux taxes 2025: 1,0951303727

N° d'engagement 2025 : CC58491002

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7716063 Travaux d'infrastructures

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	158 530,28 $	144 759,27 $	144 760 $

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.195710.000000.45010.00000	132 108,57 $	120 632,73 $	120 633 $
Contingences	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.195710.028057.45010.00000	26 421,71 $	24 126,54 $	24 127 $
Total		**158 530,28 $**	**144 759,27 $**	**144 760 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1258491002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à LE GROUPE CENTCO INC., pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 217 164,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public VMP-25-009 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Resultat_appel_offres.pdf

Resume_analyse_conformite.pdf

SEAO_Liste_commandes.pdf

Section_A_Sommaire.pdf

VMP-25-009_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laura FLORESCO
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514-212-5326

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-589-7594
Division : Divison du greffe

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1258491002

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

D'accorder à LE GROUPE CENTCO INC., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'installation de compteurs d'eau sur plusieurs installations de l'arrondissement, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 180 970,65 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-25-009;
D'autoriser une dépense de 36 194,13 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2534220000 - Arrondissement

2025	2026	2027	Total
53,0			53,0

Projet: 34220

Sous-projet: 2534220010 - Corpo.

2025	2026	2027	Total
145,0			145,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2334220400 Instal de compteurs d'eau sur divers équip- Parcs et pl. publiques- VM Est

2025	2026	2027	Total
54,0			54,0

Projet: 34220

Sous-projet: 2344220420 Instal de compteurs d'eau sur divers équip- Parcs et pl. publiques- VM Ouest

2025	2026	2027	Total
145,0			145,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
217 164,78 $	198 300,39 $	180 970,65 $	165 250,33 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM58491002 au montant de 53 541,11 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 53 541,11 $ 27% de la dépense

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

48 862,08 $ 44 617,59 $ Contrat- Volet local-27%

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	07165	57201	000000	0000	195709	000000	45010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

9 772,42 $ 8 923,52 $ Contingences- Volet local-27%

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3819305	801550	07165	57201	000000	0000	195709	028057	45010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

132 108,57 $ 120 632,74 $ Contrat-Volet corpo-73%

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	195710	000000	45010	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

26 421,71 $ 24 126,55 $ Contingences- Volet corpo-73%

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	195710	028057	45010	00000

- Les crédits en provenance du service des finances font l'objet d'une intervention financière distincte au présent dossier décisionnel.
- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle
Conseillère en gestion des ressources financières
stephanie.houle2@montreal.ca

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 12:37:39

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1259891001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie. Autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses - Appel d'offres public n° 25-21022 – Quatre soumissionnaires conformes

D'accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'Arrondissement Ville-Marie et d'autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 25-21022.
D'imputer cette dépense totale conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 11:57

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259891001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie. Autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses - Appel d'offres public n° 25-21022 – Quatre soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel vise à recommander l'octroi d'un contrat pour fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes dans le Quartier culturel des Faubourgs situé dans l'arrondissement Ville-Marie. Ces structures serviront à mettre en valeur des œuvres imprimées dans le cadre de l'exposition culturelle Regarde!, qui en sera à sa 5e édition. Lors des premières quatre éditions, les structures utilisées étaient temporaires, installées au printemps puis démontées et entreposées à l'automne. Forte de cette expérience, l'Arrondissement souhaite désormais se doter de structures permanentes, intégrées à l'espace public, permettant la présentation d'œuvres d'arts visuels tout au long de l'année.
Ce projet s'inscrit dans une volonté de développer un milieu de vie créatif, inclusif et animé par la culture, en rendant l'art accessible à toutes et à tous dans l'espace urbain.

- L'arrondissement Ville-Marie retient les services professionnels de la firme 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) afin de réaliser la fabrication et l'installation des structures d'exposition culturelle extérieure ainsi que l'impression des dix-huit (18) œuvres et des neuf (9) cartels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 2259891002 - Attribution d'une convention de services professionnels à Studio Overhall Inc. de 51 738, 75 $ toutes taxes incluses pour la conception de structures d'exposition culturelle extérieure pour le Quartier culturel des Faubourgs.

DESCRIPTION

L'appel d'offres public numéro 25-21022.
Les soumissions ont été ouvertes le 19 juin 2025. Quatre soumissions ont été reçues. L'adjudicataire recommandé est la firme 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier), le plus bas soumissionnaire conforme.

L'objectif de l'appel d'offres est de faire fabriquer et installer neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie.

Les structures seront implantées sur les trottoirs de la rue Ontario Est, entre les rues Saint-Hubert et

Lespérance au cours de l'automne.

JUSTIFICATION

En choisissant d'installer des structures d’exposition permanentes, l'Arrondissement souhaite offrir un support d’exposition extérieur dédié à la mise en valeur des œuvres, assurer un accès continu à la culture en tout temps, dynamiser le quartier en enrichissant et diversifiant l'offre culturelle, renforcer son identité grâce à des structures distinctives intégrées au paysage urbain, promouvoir l'image de marque du Quartier culturel, intégrer les meilleures pratiques en accessibilité universelle et contribuer à la transition écologique.
L'appel d'offres portant le numéro 25-21022 visant l’acquisition de 9 structures d’exposition culturelle extérieures et permanentes ainsi que l’impression des dix-huit (18) œuvres et des neuf (9) cartels a été publié le 2 juin 2025 sur le système électronique d'appels d'offres (SÉAO) par le service de l'approvisionnement afin d'obtenir des propositions d'entreprises en mesure de répondre aux exigences de l'Arrondissement.

Voici les étapes de l'appel d'offres :

- Lancement : 2 juin 2025
- Ouverture des soumissions : 19 juin 2025;
- Addenda : deux (1 questions/réponses, 1 amendement);
- Délai accordé aux soumissionnaires : 16 jours;
- Nombre de preneurs de documents via le système électronique d'appels d'offres (SÉAO) : 6 (six);
- Nombre de soumissions reçues : 4 (quatre).

Le tableau des résultats des soumissions ci-dessous résume la liste des soumissionnaires conformes et les prix soumis (taxes incluses), les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels de l'Arrondissement de Ville-Marie et du Service de l'approvisionnement ainsi que le montant du plus bas soumissionnaire conforme :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9110-8027 Québec inc. (Escouade l'atelier)	177 277,65 $		177 277,65 $
Le Consortium Jack World inc.	204 773,23 $		204 773,23 $
9118-3210 Québec inc.	218 429,51 $		218 429,51 $
Acmé Décors inc.	367 725,88 $		367 725,88 $

Dernière estimation réalisée ($)	257 199,08 $		257 199,08 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	242 051,57 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	36,54%

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	190 448,23 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	107,43%

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-79 921,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-31,07%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	27 495,58 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	15,51%

L'ensemble des vérifications requises pour l'octroi du contrat a été complété le 25 juin 2025. À cette date, il a été confirmé que 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) ne figure ni sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ni sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie des personnes déclarées non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 177 277.65 $ taxes incluses. Voir interventions financières jointes au présent dossier.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 et répond aux objectifs suivants :
No. 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.
No. 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces structures permettront de mettre en valeur la création artistique locale et de favoriser l'accessibilité de l'art dans l'espace public. L'exposition présentera plus d'une quarantaine d'œuvres réalisées par une trentaine d'artistes issus de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce projet met également en lumière le travail de nombreux professionnels du milieu culturel, tels que des commissaires, rédacteurs, graphistes, imprimeurs, et bien d'autres, soulignant ainsi la richesse et la diversité des savoir-faire artistiques et techniques mobilisés. En plus de dynamiser l'espace urbain, cette initiative renforce le sentiment d'appartenance des citoyennes et citoyens à leur quartier et encourage leur participation à la vie culturelle du secteur. Elle contribue activement à l'essor de la citoyenneté culturelle à Ville-Marie et à Montréal, en rendant l'art présent et accessible au quotidien.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mi-juillet à fin septembre 2025 : fabrication des structures;

- Juillet 2025 : préparation trottoirs par la division des travaux publics de l'Arrondissement;
- Mi-octobre : installation des structures sur les trottoirs;
- Mi-fin octobre: vernissage de l'exposition.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ces dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Deborah LOISEAU)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dorothee BEZANCON
Agent(e) culturelle

Tél : 4388380072
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Roseline RICO
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259891001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie. Autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses - Appel d'offres public n° 25-21022 – Quatre soumissionnaires conformes

Grille d'analyse Montréal 2030 – GDD1259891001.pdf

Aspect financier_GDD_1259891001.xls

25-21022 Bordereau de prix sommaire.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dorothee BEZANCON
Agent(e) culturelle

Tél : 4388380072
Télécop. :

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259891001
Unité administrative responsable : Division Culture et bibliothèques
Projet :

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 15 – Les nouvelles structures d'exposition permettent à l'exposition extérieure Regarde! De devenir permanente. Cette exposition depuis cinq années met en avant plus d'une quarantaine d'œuvres et une trentaine d'artistes de Montréal et de l'arrondissement Ville-Marie. L'exposition fait également collaborer de multiples travailleurs culturels (commissaire, rédacteurs, imprimeurs, etc.) 20- L'exposition Regarde! Est une des actions majeures en lien avec le développement du Quartier culturel des Faubourgs au coeur de l'Arrondissement			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1259891001

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier)	324232

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant		177,277.65 $						**177,277.65 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	09	juillet	2025		31	octobre	2025

Formulaire complété par : Soraya Miranda

Prénom, nom

Date et heure système : 30 June 2025 13:13:43

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-21022
Titre de l'appel d'offres	Fabrication et installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Escouade l'atelier (9110-8027 QC inc)
Numéro d'entreprise (NEQ)	1160470622
Adresse du soumissionnaire	100 rue Goyer, local 110, La Prairie, J5R 5G5

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Aucune garantie de soumission exigée	

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Fabrication et installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourg dans l'arrondissement Ville-Marie	154 188,00 $	7 709,40 $	15 380,25 $	177 277,65 $

19 JUIN 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1259891001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie. Autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses - Appel d'offres public n° 25-21022 – Quatre soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-21022 PV.pdf 25-21022 Intervention.pdf 25-21022 Liste des commandes.pdf

25-21022 TCP court.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Deborah LOISEAU
Agent approvisionnement niveau 2
Tél : XXX-XXX-XXXX

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-30

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : XXX-XXX-XXXX
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0326

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 19 juin 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 25-21022

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fabrication et installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
9110-8027 QUÉBEC INC. (ESCOUADE L'ATELIER)	177 277,65 $
LE CONSORTIUM JACK WORLD INC.	204 773,23 $
9118-3210 QUÉBEC INC.	218 429,51 $
ACMÉ DÉCORS INC.	367 725,88 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 2 juin 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A.

Nesrine Rania KENIOUA
Signature numérique de Nesrine Rania KENIOUA
Date : 2025.06.26 15:13:07 -04'00'

Nesrine Rania Kenioua
Agente de bureau – Service du greffe

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-21022

No du GDD : 1259891001

Titre de l'appel d'offres : Fabrication et installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 6 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 19 - 6 - 2025

Ouverture faite le : 19 - 6 - 2025

Date du comité de sélection : n/a - - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 16 - 6 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 9 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 9 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ACMÉ DÉCORS inc.	367 725,88		N/A
ESCOUADE L'ATELIER (9110-8027 Québec inc.)	177 277,65	√	N/A
INTRAVERT (9118-3210 Québec inc.)	218 429,51		N/A
LE CONSORTIUM JACK WORLD inc.	204 773,23		N/A

Information additionnelle

6 soumisisonnaires ont acheté le cahier des charges. 4 ont déposé une offre:Acmé Décors inc., Escouade l'atelier (9110-8027 Québec inc.), Intravert (9118-3210 Québec inc.), Le Consortium Jack World inc. Aucun fournisseur a complété le formulaire de non-participation . 2 addendas ont été publiés au cours du processus: 1 questions/réponses, 1 amendement.

Préparé par : Déborah Loiseau

Le 26 - 6 - 2025

Liste des commandes

Numéro: 25-21022
Numéro de référence: 20074428
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Fabrication et installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

6 résultats **Résultats 1 à 6**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

9118-3210 QUÉBEC INC. 4275, montée Gagnon Terrebonne QC CAN J6Y0G7	Publique	Ariel Dumontier Téléphone: 5146555848 Courriel: ariel.dumontier@infravert.ca	**Transaction: (20245298)** 2025-06-03 16:20	20062493 - 25-21022 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Acmé Décors Inc. 1150 Louis-marchand Beloeil QC CAN J3G6S3 http://www.acmedecors.com	Non diffusé	Luc Mantha Téléphone: 514 349-3778 Courriel: luc@acmedecors.com	**Transaction: (20246875)** 2025-06-05 13:05	20062493 - 25-21022 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Le Consortium Jack World Inc. 11-650 rue Lucien-Beaudin Saint-Jean-sur-Richelieu QC CAN J2X5M3 www.jackworldinc.com	Non diffusé	Michael Jacques Téléphone: 5143600195 Courriel: info@jackworldinc.com	**Transaction: (20245785)** 2025-06-04 11:37	20062493 - 25-21022 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Escouade l'Atelier 100 rue Goyer suite 110 La Prairie QC CAN J5R5G5	Publique	Karine Massé Téléphone: 5148868472 Courriel: kmasse@escouadelatelier.com	**Transaction: (20249719)** 2025-06-10 10:37	20062493 - 25-21022 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Atelier Gris inc. 3810 St-Patrick, 1-D Montréal QC CAN H4E1A4	Publique	Steven Ouellet Téléphone: 5144429468 Courriel: info@ateliergris.com	**Transaction: (20255582)** 2025-06-16 11:40	20062493 - 25-21022 Devis Téléchargement 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
11631276 CANADA INC. 2730 de la Salle Jonquière QC CAN G7S2A7 http://www.enseignesesm.com	Publique	Martin Blanchette Téléphone: 4185483131 Courriel: soumissions@enseignesesm.com	**Transaction: (20247471)** 2025-06-06 08:50	20062493 - 25-21022 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel 20062494 - 25-21022 Addenda no.2 Devis 2025-06-16 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-21022

Agent d'approvisionnement
Déborah Loiseau

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Escouade l'atelier										
	0								154 188,00 $	177 277,65 $
Total (Escouade l'atelier)									**154 188,00 $**	**177 277,65 $**
Le Consortium Jack World inc.										
	0								178 102,40 $	204 773,23 $
Total (Le Consortium Jack World inc.)									**178 102,40 $**	**204 773,23 $**
Infravert										
	0								189 980,00 $	218 429,51 $
Total (Infravert)									**189 980,00 $**	**218 429,51 $**
Acme Dehors inc										
	0								319 831,16 $	367 725,88 $
Total (Acme Dehors inc)									**319 831,16 $**	**367 725,88 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1259891001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat à 9110-8027 Qc inc. (Escouade l'atelier) pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'arrondissement Ville-Marie. Autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses - Appel d'offres public n° 25-21022 – Quatre soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1259891001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1259891001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder un contrat à Escouade l'atelier pour la fabrication et l'installation de neuf structures d'exposition culturelle extérieures et permanentes pour le Quartier culturel des Faubourgs dans l'Arrondissement Ville-Marie et d'autoriser une dépense totale de 177 277.65 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 25-21022."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220 Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces

Sous-projet: 2534220000 - Arrondissement

2025	2026	2027	Total
162,0			162,0

Imputation

Projet: 34220 Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces

Sous-projet: 2534220020 Fabrication et installation de stèles sur la rue Ontario

2025	2026	2027	Total
162,0			162,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
177 277,65 $	161 878,12 $	177 277,65 $	161 878,12 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM59891001 au montant de 161 878,12 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 161 878,12 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3821325	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : **Contrat**

Dépenses (taxes incluses):
177 277,65 $

Crédits (Net ristourne):
161 878,12 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3821325	801550	07165	57401	000000	0000	203364	000000	45010	00000

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 872-2648
Date: **25-juin-25**

Date et heure système : 26 juin 2025 16:03:33

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc.), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc.(Go Cube inc.), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 11:55

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255876004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc.), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie veut se prévaloir de la clause 5 de prolongation du contrat avec la compagnie 9176-7277 Québec inc.(Go Cube inc.), pour une durée de 12 mois allant du 1er août 2025 au 1er août 2026, appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire), d'un montant totale de 157 990,14 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA 22-240469 : Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à 9176-7277 Québec inc.(Go Cube inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)
Résolution CA 20-240162 : Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à 9176-7277 Québec inc.(Go Cube inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

Résolution CA 18-240532 : Autoriser la prolongation pour une période additionnelle de un an, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, au contrat avec 9176-7277 Québec inc. F.A.S.R.A. GO CUBE pour l'enlèvement, le transport, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 118 731,81 $

DESCRIPTION

En 2024 - 2025, il y a eu une augmentation significative des évictions. Afin de poursuivre les services d'entreposage des biens déposés sur le domaine public lors des procédures d'éviction, l'arrondissement va se prévaloir de la ***clause 15.02 Renouvellement.***
Après évaluation du volume des évictions actuelles et en prévision de celles à venir, nous avons estimés que les fonds actuels seront insuffisants pour assurer le traitement des factures. Sans cette prolongation le service serait interrompu avant le mois de décembre 2025.
Le contrat est d'une durée de trois (3) ans avec une option de renouvellement de un (1) an.

JUSTIFICATION

Une dépense additionnelle de 86 231,25 $ taxes incluses pour l'année 2025;
Une dépense additionnelle de 71 758,89 $ taxes incluses pour l'année 2026;
Une dépense additionnelle totale de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 443 573,55 $ taxes incluses à 601 563,69 $ taxes incluses.

Les prix unitaires sont indexés de 2.7 % à la suite de l'application des dispositions décrites à l'article 2.03 « Variation des prix » des clauses au contrat.

Ce montant est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Après validations de conformité, le fournisseur n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prix unitaires pour la prolongation du contrat sont indexés de 2,7% par rapport aux prix unitaires de la 3e année du contrat. Le montant total du contrat pour la 3e année était de 153 836.55$ taxes incluses.
Le montant de la prolongation s'élève à 157 990,14$ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

La priorités Montréal 2030 : *La Ville de Montréal est fermement déterminée à ne laisser personne derrière et à renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté.* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les services faisant l'objet du présent appel d'offres sont interrompus, l'entreposage des biens des citoyens ainsi que la propreté du domaine public seront affectés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

NA

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date début : 1er août 2025
Date de fin : 1er août 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
chef(fe) de section - soutien general

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2025-06-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc.), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

22-19658 Contrat -Renouvellement.pdf20250612_Lettre prolongation.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf Aspect financier_GDD Éviction.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
chef(fe) de section - soutien general

Tél : - -
Télécop. : -

15.01 Expiration

À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat, le Contrat expire après une période de TRENTE-SIX (36) mois à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le DONNEUR D'ORDRE pour ce Contrat, selon la première de ces éventualités.

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois . Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins QUINZE (15) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

15.03 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.04 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

Direction des services administratifs et du greffe
800 boul De Maisonneuve Est, 19e
Montréal (Québecc) H2L 4L8

Ville-Marie Montréal

Le 13 juin 2025

Monsieur Christian Dusablon
9176-7277 Québec inc (Go Cube inc)
9301 rue Colbert
Montréal (Québec) H1J 1Z5

OBJET: **Avis de demande de prolongation de contrat**
No 22-19658 Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'Arrondissement de Ville-Marie

---

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : **8 juillet 2025**
Résolution : **CA25 240...**
No d'appel d'offres : **22-19658**
Option de prolongation de contrat : **Clause voir devis SECTION 2.03**

Nous vous informons que l'indexation obtenue est de 2.7%. L'indexation prévu pour l'option de renouvellement est calculée selon les modalités prévues lesquels sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.03.02. Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,

Nathalie Wagner Signature numérique de Nathalie Wagner Date : 2025.06.12 12:33:55 -04'00'

Représentant désigné par le directeur
Nathalie Wagner
Cheffe de section
(514) 701-5033

Nous, 9176-7277 Québec inc (Go Cube inc), adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Nom : Luigi Nuti Date : 12 juin 2025
Titre : Directeur des opérations

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255876004*
Unité responsable : Direction des travaux publics- Section soutien administrative
Projet : *Autoriser une prolongation du contrat de GoCube (9176-7277 Québec inc.), pour une période de 1 an, soit du 1 août 2025 au 1 août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 151 853,35 $ taxes incluses- Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La Ville de Montréal est fermement déterminée à ne laisser personne derrière et à renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255876004

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	GoCube (9176-7277 Québec inc.)	144772

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	**Total**
Montant			86 231,25 $	71 758,89 $				**157 990,14 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	août	2025	Date de fin :	01	août	2026

Formulaire complété par : Nathalie Wagner

Prénom, nom

Date et heure système : 27 juin 2025 14:11:37

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1255876004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat de 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc.), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée à 601 563,69 $ - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1255876004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabelle FORTIER
Cheffe de divison

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255876004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une prolongation du contrat accordé à 9176-7277 Québec inc. (Go Cube inc), pour une période de 1 an, soit du 1er août 2025 au 1er août 2026, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 157 990,14 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 157 990,14 $

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant	443 573,55 $	86 231,25 $	71 758,89 $					**601 563,69 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 144 266,06 $

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant	405 041,78 $	78 740,63 $	65 525,43 $					**549 307,83 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 144 266,06 $ Portion 2025: 78 740,63$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306112	03001	54590	014471	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM55876004
- Le bon de commande **1567348** sera amendé à la suite de la signature de la résolution du présent dossier.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8518

Date: **2025-06-27**

Date et heure système : 27 juin 2025 14:50:33

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

D'accorder à Ceveco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 1 187 725,09$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-25-007;

D'autoriser une dépense de 178 158,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 118 772,51 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 14:53

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256937002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux du présent dossier font partie du projet de remplacement des pavés de béton du Quartier des Spectacles (QDS).
La nature des travaux de remplacement des pavés du Quartier des Spectacles provient d'un rapport émis le 31 janvier 2022, à la fin 2021 un relevé terrain a été effectué pour identifier les pavés de béton détériorés nécessitant d'être remplacés par des pavés en bonnes conditions. Le projet couvre les rues:

Est / Ouest

Ontario entre Jeanne-Mance et Clark
Maisonneuve entre Balmoral et Clark
de Montigny entre Saint-Urbain et Clark
Sainte-Catherine entre de Bleury et Saint-Dominique

Nord / Sud

Balmoral entre Sainte-Catherine et Maisonneuve
Jeanne-Mance entre René-Lévesque et Ontario
Saint-Urbain entre Sainte-Catherine et Ontario
Clark entre de Montigny et Ontario

Autant les pavés détériorés sur la chaussée que sur les trottoirs seront remplacés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 0305 - Accepter les offres de services de l'ensemble des conseils d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs (RMT) sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) 2025 (GDD 1259796001)
CA25 240033 - 11 février 2025 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la

Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme de travaux de réfection mineure des trottoirs (RMT) (dossier 1258965002)

DESCRIPTION

Le contrat consiste à remplacer les pavés de béton détériorés du Quartier des Spectacles.
Le contrat inclus:

- la fourniture de 1300 m2 de nouveaux pavés de béton de différentes dimensions ainsi que de deux couleurs différentes, les nouveaux pavés devront avoir été analysés pour s'assurer qu'ils respectent les normes
- installation de 1100 m2 de nouveaux pavés de béton
- récupération 800 m2 de pavés en bonnes conditions, nettoyage des pavés et réinstallation par la suite à différents endroits sur les trottoirs et les rues du Quartier des Spectacles

Travaux à effectuer à partir du début septembre suite à période achalandé du Quartier des Spectacles.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, VMP-25-007, pour les travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles de l'arrondissement Ville-Marie, a été lancé le 21 mars 2025 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).
Sept (7) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
Les entreprises ont eu un délai de 28 jours afin de soumissionner;
Deux addendas ont été émis dans le cadre de cet appel d'offres.
Trois (3) entreprises ont déposé des soumissions le 17 avril à 11 heures.
De ce nombre deux (2) sont conformes.

Voici la liste des soumissionnaires conformes ainsi que les montants de leurs soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	Contigences 15% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Ceveco inc.	1 187 725 $	178 159 $	1 365 884 $
Les Entrepreneurs Bucaro	2 657 475 $	398 621 $	3 056 096 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 065 818 $	159 873 $	1 225 691 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	2 210 989,86 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	61,87 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	1 690 212 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	123,74 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	140 193 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	11,44 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	1 690 212 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	123,74 %

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme est Ceveco Inc. avec un montant de 1 187 725,09 $ taxes incluses.

L'écart entre l'estimation des travaux finale de type A et le plus bas soumissionnaire conforme est de 11,44%, ce qui est acceptable.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 17 avril 2025. Ces validations ont montré que :

Ceveco Inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;
Ceveco Inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
Ceveco Inc. a une autorisation de contracter de l'AMP;
Ceveco Inc. et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle;

Ceveco Inc. déclare qu'elle emploie moins de 50 employés, et n'est donc pas assujettie aux obligations prévues dans la Charte de la langue française.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Ceveco Inc. au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 1 187 725,09 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (15 %) est de 178 158,76 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents est de 118 772,51 $, incluant les taxes.

La dépense maximale autorisée du projet s'élève donc à 1 484 656,36 $.

Le financement de ce projet provient du SIRR.

SIRR-DGSA:

Un montant maximal de 1 355 689,15 $ net de ristournes de taxes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-049 PRR Planage- Programme revêtement Local CM 181159.

Cette dépense sera réalisée à 100 % en 2025 et prévue au PDI 2025-2034 de la Ville-centre dans le programme 55845 - Programme de réfection routière.

Le crédit net de ristourne de 542 275,66$ sera dédié pour la chaussées et 813 413,49$ pour les trottoirs.

40% pour la chaussée
60% pour les trottoirs

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé au mois de mai, les travaux prévus en septembre 2025 seront retardés et risquent de ne pas être complétés. L'état général des pavés de béton du QDS continuera de se détériorer et l'arrondissement va continuer de recevoir des plaintes et réclamations concernant des pavés détériorés qui ont causés des chutes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période. Le projet est également réalisé en étroite collaboration avec les gestionnaires du QDS.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :
Début travaux du contrat : septembre 2025.
Fin des travaux du contrat : décembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Laura FLORESCO)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Patrick RICCI, 25 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Éric BELLEVILLE
chef(fe) de division - voirie - arrondissement

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2025-04-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

Montreal 2030 GDD 1256937002 QDS.pdf

Aspect financier_GDD 1256937002 Pavé QDS 25 juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256937002*
Unité administrative responsable : *Travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie*
Projet : *Remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		**x**	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1256937002

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Ceveco Inc.	268997

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	**Total**
Montant			1 484 656,37 $					**1 484 656,37 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		septembre	2025	Date de fin :		décembre	2025

Formulaire complété par : Jonathan Labonté

Prénom, nom

Date et heure système : 25 juin 2025 12:01:36

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1256937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Résultat appel d'offres.pdf

Résumé analyse de conformité.pdf

SEAO_Liste des commandes.pdf

Section A - Sommaire_Ceveco Inc.pdf

VMP-25-007_PV_signé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laura FLORESCO
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514-212-5326

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-29

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-589-7594
Division : Divison du greffe

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS - DIVISION DU GREFFE - VILLE-MARIE
INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

Identification

Numéro de l'appel d'offres : VMP-25-007 Numéro du GDD : 1256937002

Titre de l'apppel d'offres : Quartier des Spectacles – Remplacement de pavés de béton.

Type d'adjudication : Plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2025 - 3 - 21 Nombre d'addenda émis : 2

Ouverture originalement prévue le : 2025 - 4 - 10 Date du dernier addeda émis : 2025 - 4 - 9

Ouverture effectuée le : 2025 - 4 - 17 Délai total accordé aux soumissionnaires excluant la date de publication et la date d'ouverture : 26 jours

Analyse des soummissions

Nombre de preneurs du cahier des charges : 7 Nombre de soummissions reçues : 3 % de réponses : 43

Nombre de soummissions rejetées : 1 % de rejets : 33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: adminstratif et/ou technique
Aménagement Côté Jardin Inc.	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jours Date d'échéance initiale : 2025 - 7 - 16

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées (✓) et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	✓
Ceveco Inc.	1 187 725,09 $	✓
Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	2 657 474,66 $	
Aménagement Côté Jardin Inc.	2 759 382,75 $	

Information additionnelle

N/A

Préparé par: Laura Floresco Le : 2025 - 4 - 28

Ville-Marie Montréal

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **VMP-25-007**

Soumissionnaire	NEQ	REQ[1]	Achat du cahier des charges sur le SEAO	Autorisation AMP	Attestation fiscale RQ[2]	Liste RGC[3]	RENA[4]	Liste RBQ[5]	Licence RBQ[6]	LFRI[7]	Frais 7%	Charte de la langue française (Annexe S)	OQLF - Liste des entreprises non conformes au processus de francisation[8]	Granatie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionaire (Annexe H)	Commentaire	Prix	Conformité
Ceveco Inc.	1144463719	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		1 187 725,09 $	CONFORME
Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	1144756336	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		2 657 474,66 $	CONFORME
Aménagement Côté Jardin Inc.	1143147123	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	NON	OK	OK	OK	OK	L'item II-IS-1100 "Assurances, garanties et frais généraux de chantier" dépasse 7% du total de la soumission avant taxes, ce qui entraîne le rejet automatique de la soumission.	2 759 382,75 $	NON CONFORME

Listes et registres vérifiés en date du 2025-04-17.

[1] Registre des entreprises.

[2] Vérification volontaire de l'attestation de Revenu Québec.

[3] Registre des personnes inadmissibles en vertu du RGC mise à jour le 2024-11-08.

[4] Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

[5] Liste des licences restreintes, suspendues et annulées de la Régie du bâtiment du Québec.

[6] Registre des détenteurs de licence de la Régie du bâtiment du Québec.

[7] Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

[8] Liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Domenico A. Scirocco Téléphone: 5149325600 Courriel: info@ventecinc.com	**Transaction: (20184138)** 2025-03-24 15:08	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Gazonex 1260 soucy Saint-Hubert QC CAN J4T1A3	Non diffusé	Alexandre Leclerc Téléphone: 4384039010 Courriel: info@gazonex.com	**Transaction: (20190908)** 2025-04-01 14:21	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal QC CAN H1H3L6	Publique	Andrea Bucaro Téléphone: 5143257729 Courriel: abucaro@bucaro.ca	**Transaction: (20191781)** 2025-04-02 16:12	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LANCO AMÉNAGEMENT INC. 1110 place verner Laval QC CAN H7C0K9 https://www.lancoamenagement.com	Publique	Kevin Langlois Téléphone: 4506614444 Courriel: kevinl@lancoamenagement.com	**Transaction: (20192666)** 2025-04-03 14:45	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AMÉNAGEMENT PROMOVERT 1388 Avenue de la Gare Mascouche QC CAN J7K2Z2 https://www.promovert.ca	Publique	Edi Najem Téléphone: 4509666006 Courriel: enajem@promovert.ca	**Transaction: (20193580)** 2025-04-04 09:12	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis

				2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AMÉNAGEMENT "CÔTÉ JARDIN" INC. 4303 rue hogan Montréal QC CAN H2H2N2	Non diffusé	Corinne Lortie Téléphone: 514-939-3577 Courriel: clortie@cotejardin.com	**Transaction: (20184829)** 2025-03-25 13:02	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CEVECO INC. 2970 Omer Ravary 100 Montréal QC CAN H1W3Z6 www.ceveco.ca	Non diffusé	Patrick Lapointe Téléphone: 514-521-1042 Courriel: p.lapointe@ceveco.ca	**Transaction: (20185975)** 2025-03-26 15:29	20048989 - VMP-25-007_Addenda01 Devis 2025-04-04 à 10:05 - Courriel 20049855 - VMP-25-007_Addenda02 Devis 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-09 à 09:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-25-007 add #2

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au comptoir Accès Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
21	3	2025	17	4	2025	

Travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles de l'arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles de l'arrondissement de Ville-Marie. Prendre note que le type du présent contrat est à prix unitaires.	**1 033 029,00 $**
Montant total avant taxes :	**1 033 029,00 $**
Taxe sur les produits et services 5 % :	**51 651,45 $**
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	**103 044,64 $**
Montant total :	**1 187 725,09 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : **1 144 463 719**

Si non inscrit au REQ, cocher ici

Je (Nous), soussigné(s) : **Ceveco Inc.**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable

2970 Rue Omer-Ravary, Bureau 100, Montréal, QC, H1W 3Z6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant tout la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :				
PATRICK LAPOINTE, ing. **Président Ceveco Inc.**	Téléphone : **(514) 521-1042** Télécopieur : **(514) 521-1048** Courriel : **p.lapointe@ceveco.ca**			
Signature	Jour	Mois	Année
	17	**04**	**2025**

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Quartier des Spectacles – Remplacement de pavés de béton.

VMP-25-007

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 17 avril 2025, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 21 mars 2025 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par Laura Floresco, secrétaire-recherchiste, en présence d'Aline Carole Fokam Massu, agente de recherche, et Jonathan Labonté, ingénieur.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Ceveco Inc.	1 187 725,09 $
Aménagement Côté Jardin Inc.	2 759 382,75 $
Les Entrepreneurs Bucaro	2 657 474,66 $

2025-04-17
Laura Floresco — date
Secrétaire-recherchiste

MCD 2025-04-17
Aline Carole Fokam Massu — date
Agente de recherche

17 AVRIL 2025
Jonathan Labonté — date
Ingénieur

_____ date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1256937002 - SIRR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-30

Angelica ALCA PALOMINO
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD : 1256937002

No d'engagement SIRR937002

Taux 1.095130373

Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

Provenance

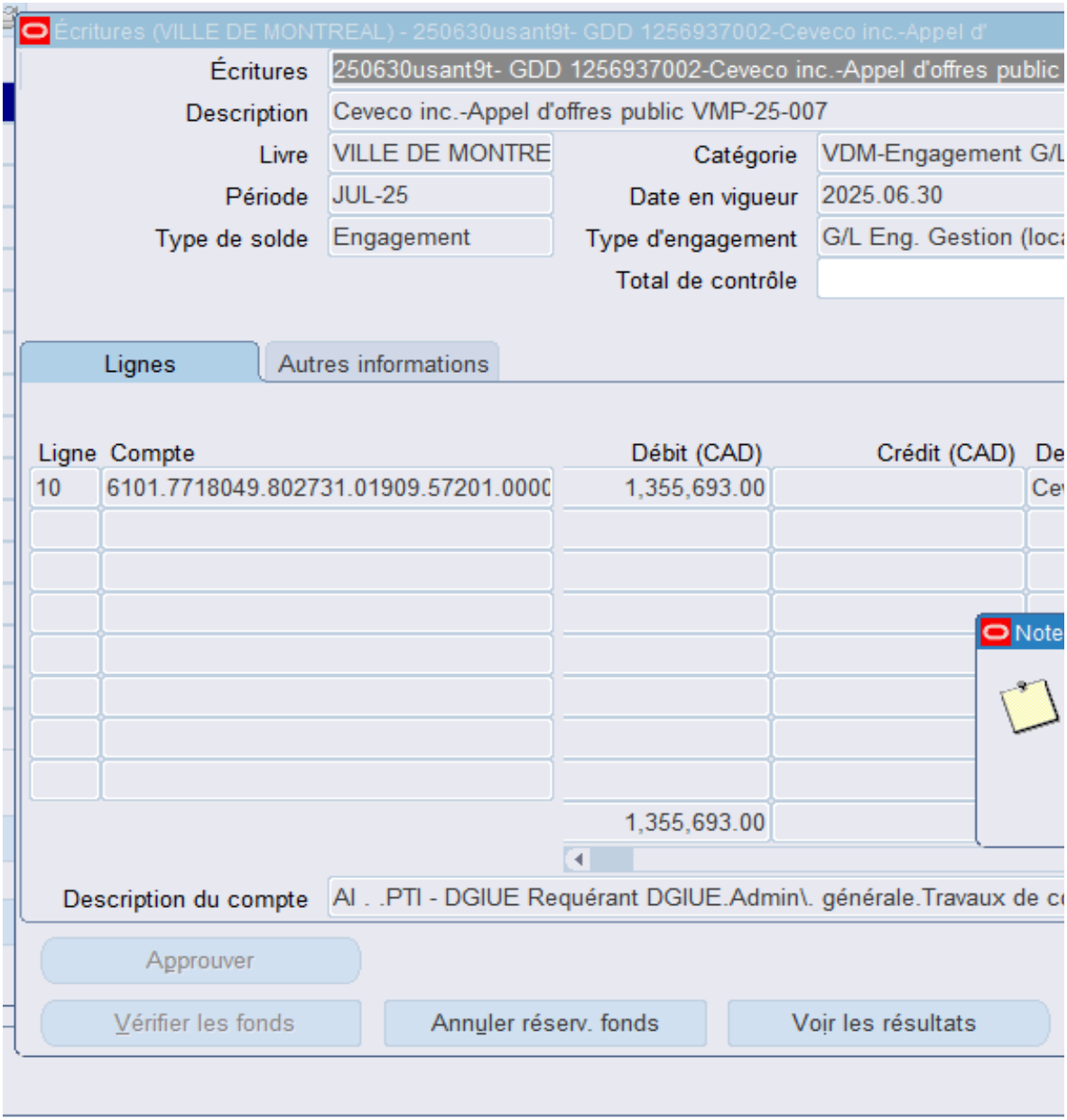
		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
18-049 PRR Planage,revêtement Local CM181159	6101.7718049.802731.01909.57201.000000.0000.183631.000000.98001.00000	1,291,286.24 $	1,484,656.36 $	1,355,689.15 $	1,355,693 $
Total provenance		**1,291,286.24 $**	**1,484,656.36 $**	**1,355,689.15 $**	**1,355,693 $**

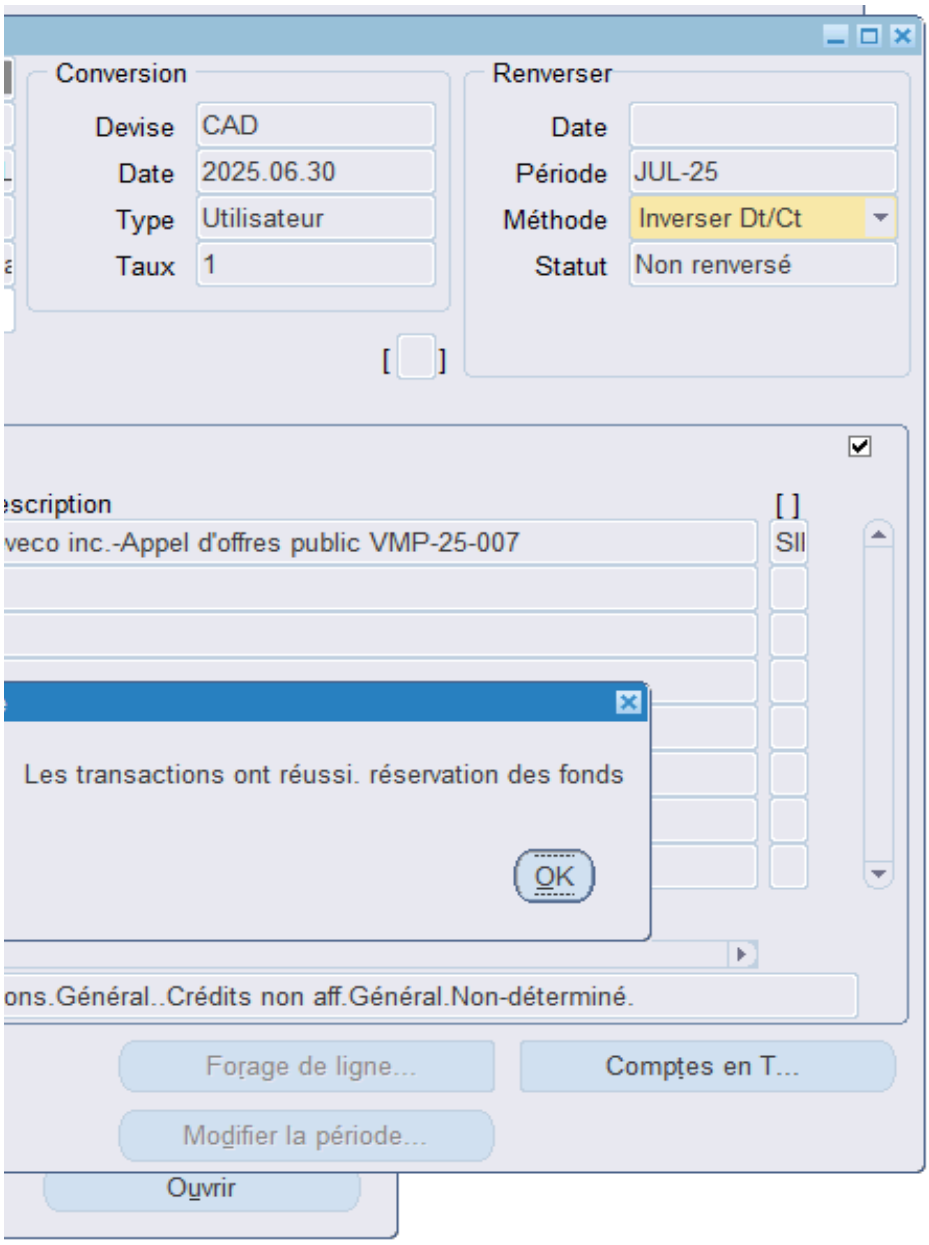
Imputation **17010 car c'est pour le quartier des spectacles avec des dalles de béton**

55845 - Programme de réfection routière - Chaussée		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur			
1.Travaux - Chaussée	6101.7718049.802731.03103.57201.000000.0000.205256.000000.17010.00000	413,211.60 $	475,090.04 $	433,820.53 $	433,821 $	1,187,725.09	40%	475,090.04
2.Contingences	6101.7718049.802731.03103.57201.000000.0000.205257.070008.17010.00000	61,981.74 $	71,263.50	65,073.08 $	65,074 $	178,158.76	40%	71,263.50
3, Incidences	6101.7718049.802731.03103.54301.000000.0000.205258.070003.17010.00000	41,321.16 $	47,509.00	43,382.05 $	43,383 $	118,772.51	40%	47,509.00
55845 - Programme de réfection routière - Troittoir		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur			
1.Travaux - trottoirs	6101.7718049.802731.03103.57201.000000.0000.205259.000000.17030.00000	619,817.40 $	712,635.05 $	650,730.79 $	650,731 $	1,187,725.09	60%	712,635.05
2.Contingences	6101.7718049.802731.03103.57201.000000.0000.205260.070008.17030.00000	92,972.61 $	106,895.26 $	97,609.62 $	97,610 $	178,158.76	60%	106,895.26
3, Incidences	6101.7718049.802731.03103.54301.000000.0000.205261.070003.17030.00000	61,981.74 $	71,263.51 $	65,073.08 $	65,074 $	118,772.51	60%	71,263.51
Total :		**1,291,286.24 $**	**1,484,656.36**	**1,355,689.15**	**1,355,693 $**			
Total imputation		**1,291,286.24 $**	**1,484,656.36 $**	**1,355,689.15 $**	**1,355,693.00 $**			

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projets:	**2025**	**2026**	**Ultérieur**	**Total**
55845 - Programme de réfection routière - Artériel	1,356	-	-	**1,356**
TOTAL	**1,356**	**-**	**-**	**1,356**


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 250630usant9t- GDD 1256937002-Ceveco inc.-Appel d'
Écritures
250630usant9t- GDD 1256937002-Ceveco inc.-Appel d'offres public
Description
Ceveco inc.-Appel d'offres public VMP-25-007
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Période
JUL-25
Date en vigueur
2025.06.30
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
De
10
6101.7718049.802731.01909.57201.0000
1,355,693.00
Ce
Note
1,355,693.00
Description du compte
Al . .PTI - DGIUE Requérant DGIUE.Admin\. générale.Travaux de c
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats


Conversion
Devise CAD
Date 2025.06.30
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période JUL-25
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
escription
veco inc.-Appel d'offres public VMP-25-007
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
ons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...
Ouvrir

De : Claude CARETTE <claude.carette@montreal.ca>
Envoyé : Wednesday, June 25, 2025 11:07:15 AM
À : Marc LABELLE <marc.labelle@montreal.ca>; Jean CARRIER <jean.carrier@montreal.ca>
Cc : Alain DUFRESNE <alain.dufresne@montreal.ca>; Nathalie FILLION <nathalie.fillion@montreal.ca>; Benoit DAGENAIS
Objet : TR : PDI pour travaux de pavés, Quartier des spectacles

Bonjour Marc et Jean,

Le cheminement du dossier GDD peut se poursuivre jusqu'à la recommandation en DA/DG en vu

Pour le SIRR, nous considérons ces sommes additionnelles dans le cadre de l'exercice d'évolutior

Merci aux équipes

Salutations

Claude Carette
Directeur général adjoint - Urbanisme, mobilité et infrastructures
Direction générale

275, rue Notre-Dame Est, 3e étage, bureau 03.123

<benoit.dagenais@montreal.ca>

ıe des instances locales en arrondissement de la semaine prochaine.

ı juillet 2025 du PDI 2025/34.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1256937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour des travaux de remplacement de pavés de béton dans le Quartier des Spectacles - Autoriser une dépense totale de 1 484 656,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-007 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Cette dépense est entièrement financée par le Service des Infrastructures du Réseau Routier (SIRR) et fait l'objet d'une intervention financière distincte. Il n'y a aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement Ville-Marie.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabelle FORTIER
Cheffe de divison

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

D'accorder à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales, au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 386 758,65 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-25-012;

D'autoriser une dépense de 77 351,73 $ $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 38 675,86 $, taxes incluses, à titre de budget pour frais de surveillance;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-03 10:52

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1256937005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) et du programme de réfection routière (PRR), l'arrondissement de Ville-marie a procédé à la publication d'un avis d'appel d'offres public afin d'obtenir des soumissions pour la réalisation des travaux de planage sur diverses rues de l'arrondissement.
Les travaux à réaliser dans le cadre du PCPR et du PRR consistent à réaliser le planage. Le nouveau revêtement de la chaussée sera mis en place par les cols bleus de l'arrondissement. Le choix des tronçons de rues a été déterminé par l'arrondissement en fonction du niveau de dégradation de la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240141 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de planage et revêtement dans le cadre du Programme complémentaire de planage-revêtement - réseau artériel (55856), GDD 1253466001
CA25 240145 - Autoriser une dépense pour une somme maximale de 1 105 592,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux reliés au Programme complémentaire de planage et revêtement 2025 sur diverses rues locales de l'arrondissement, GDD 1243466006.

DESCRIPTION

L'appel d'offres public VMP-25-012 a été lancé le 29 mai 2025 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 19 juin 2025, laissant ainsi un délai de 21 jours aux soumissionnaires pour préparer leurs documents de soumission. Les annonces ont paru dans le journal ainsi que sur le site électronique du SÉAO. Deux addendas ont été publiés :

- Le 6 et le 9 juin 2025 - Réponses aux questions des soumissionnaires

La validité des soumissions est de 90 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 16 septembre 2025.

JUSTIFICATION

Le processus d'appel d'offres public s'est déroulé du 29 mai au 19 juin 2025. Sur les trois (3) preneurs du cahier des charges, trois (3) entreprises ont déposé une soumission.
La plus basse soumission conforme est celle de Les Pavages Céka inc.

Le tableau des résultats des soumissions ci-dessous résume la liste des soumissionnaires conformes et les prix soumis

(taxes incluses), les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que le montant du plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	Contigences 20% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Pavages Céka inc.	386 759 $	77 352 $	464 110 $
Eurovia Québec Construction Inc.	583 968 $	116 794 $	700 761 $
Construction Viatek Inc.	755 616 $	151 123 $	906 739 $
Dernière estimation réalisée ($)	344 925 $	51 739 $	396 664 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	690 536,83 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	48,79 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	442 628 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	95,37 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	67 447 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	17,00 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	236 651 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	50,99 %

Parmi les trois (3) soumissions reçues et analysées, aucune n'a été jugée non conforme ni rejetée.

L'estimation de l'arrondissement a été établie à partir des prix reçus (été 2024) pour l'appel d'offres similaire VMP-24-012.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1), conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. Le plus bas soumissionnaire conforme est Les Pavages Céka inc. Une vérification directement sur le site internet de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) confirme que Les Pavages Céka inc. apparaît sur le REA (Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter).

Le décret 1049-2013 s'applique également aux sous-contrats rattachés directement ou indirectement au contrat visé, plus spécifiquement en ce qui a trait à des travaux portant pour le même objet et les mêmes matières et qui comportent

une dépense égale ou supérieure à 25 000 $. À ce stade du sommaire décisionnel, le plus bas soumissionnaire conforme n'a pas finalisé de contrats avec ses sous-traitants. Cependant, l'entrepreneur doit soumettre toutes les informations pertinentes de ses sous-traitants, avant le début de l'exécution du contrat, ainsi qu'une copie de l'autorisation de l'AMP détenue par le sous-traitant. Le suivi pour les sous-traitants visés par le décret 1049-2013 s'effectuera donc à cette étape.

Les Pavages Céka inc.. ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ni de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, ni de la liste des fournisseurs des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de le Ville de Montréal. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle de la Ville.

Suite aux travaux, une évaluation du rendement de Les Pavages Céka inc. sera faite conformément à la grille prévue au cahier des charges.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 386 758,65 $, incluant les taxes.
Le montant du budget prévisionnel de contingence (20 %) est de 77 351,73 $, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais de surveillance est de 38 675,86 $, incluant les taxes. Ce montant servira aux services professionnels pour la surveillance des travaux de planage.

La dépense maximale autorisée du projet s'élève donc à 502 786,24 $.

Cette dépense de 502 786,24 $ taxes incluses, représente un coût net de 459 110,86 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

La répartition du coût sera assumée à 50 % (251 393,12$) par le PDI de l'arrondissement Ville-Marie et l'autre 50 % (251 393,12$) sera assumé par la Direction de la Gestion des Infrastructures Urbaines et des Entraves (DGIUE).

Ce contrat sert à effectuer le planage des rues pour permettra aux équipes internes d'effectuer le resurfaçage (asphaltage) des rues.

Un montant maximal de 251 393,12 $ taxes incluses, ou **229 555,43 $** net de ristournes sera financé par le PDI de l'arrondissement. Cette dépense sera réalisée à 100% en 2025 et prévue au Programme de réfection routière - 55737 de l'Arrondissement de Ville-Marie. Le financement est répartit entre le PDI local (62%) de l'arrondissement pour les rues situées à l'est de Atateken et le PDI corpo (38%) de l'arrondissement pour les rues situées à l'ouest de la rue Atateken.

Un montant maximal de 251 393,12 $ taxes incluses, ou 229 555,43 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-008 Programme complémentaire de planage-revêtement - local CM17 0080. Cette dépense sera réalisée à 100% en 2025 et prévue au PDI 2025-2034 de la ville-centre dans le cadre du programme 55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - local.

Répartition des dépenses (taxes incluses)				
	Montant total	**PCPR - DGIUE 50%**	**PRR local 31%**	**PRR corpo 19%**
Travaux	386 758,65 $	193 379,33 $	119 895,18 $	73 484,14 $
Contingences	77 351,73 $	38 675,87 $	23 979,04 $	14 696,83 $
Frais de surveillance	38 675,86 $	19 337,93 $	11 989,52 $	7 348,41 $
Total	**502 786,24 $**	**251 393,12 $**	**155 863,73 $**	**95 529,39 $**

Total à financer : 502 786,24 $ (taxes incluses)

100% de la dépense est affectée aux chaussées et accessoires

Les travaux auront lieu sur les rues locales suivantes :

PCPR 2025 - et SDGC				longueur	largeur	superficie	projet corpo (38%)
1	Dorion	Rouen	Sherbrooke	230	11	2530	
2	Providence	St-Hubert	St-Hubert	150	8	1200	1200
3	St-Christophe	Ste-Catherine	René-Lévesque	190	9,5	1805	1805
4	Panet	Ste-Catherine	Maisonneuve	100	8	800	
5	Panet	René-Lévesque	Ste-Rose	100	8	800	
6	SDGC Hogan 2025	Hochelaga	de Rouen	50	9	450	
7	Projet fosses Dufresne	Larivière	Ontario				
8	SDGC St-Timothé	Ontario Est	Robin				
9	St-André	La Gauchetière	R-Lévesque	100	7	700	700
10	deBullion	Ontario Est, rue	Sherbrooke	220	7	1540	1540
11	Wolfe	Ontario Est, rue	Sherbrooke	250	7	1750	
12	La Gauchetière	Atateken	Berri	480	8	3840	3840
13	Champagne	Dufresne	Iberville	140	7,5	1050	
14	Logan	Dufresne	Iberville	135	12	1620	
15	de Rouen	Sheppard	Iberville	170	8	1360	
16	Logan	Fullum	Dufresne	150	11	1650	
17	Robin	St-Timothé	Wolfe	120	7,5	900	900
18	Plessis	Lafontaine	Ontario	190	12	2280	
19	Hogan	Hochelaga	deRouen	50	9	450	
20	Visitation	Robin	Maisonneuve	200	8	1600	
				3025		26325	9985

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux débuteront au mois de septembre 2025 et s'échelonneront sur quelques semaines pour se compléter au début du mois d'octobre 2025.
En termes de circulation, ces travaux engendreront des impacts de courte durée pour les résidents. De manière générale, la circulation locale sera maintenue en tout temps sur le tronçon, à l'exception de certains travaux particuliers. La circulation sera gérée telle que décrite dans le devis Maintien et gestion de la mobilité (DTSI-M) du cahier des charges.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avant le début des travaux, l’Arrondissement informera les citoyens des travaux prévus par courrier postal. Les responsables aux communications de l’arrondissement seront associés afin d’informer les citoyens au sujet des chantiers, par la diffusion d'information par le biais de l'infolettre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : CA du 8 juillet 2025, suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : début septembre 2025.
Fin des travaux : octobre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Laura FLORESCO)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-23

Benoit SAUVÉ
c/s travaux et auqeduc

Tél : 514-868-7340
Télécop. : benoit.sauve@ville.montreal.qc.ca

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

AMP Céka VMP-25-012.pdf

Grille d'analyse 2030 GDD 1256937005.pdf

aspect financier_GDD 1256937005 27 juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 juillet 2023

LES PAVAGES CÉKA INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN AGANIER
1143, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QC) J6R 0H6

N° de décision : 2023-DAMP-1988
N° de client : 3000233970
N° d'entreprise du Québec : 1160427812

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES PAVAGES CÉKA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 juillet 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

N° de dossier : 1256937005

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Pavages Céka inc.	370762

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Financement corporatif

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1			251 393,12 $					**251 393,12 $**
Montant-Source 2			251 393,12 $					**251 393,12 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**502 786,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**502 786,24 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début : jour (si connu) / septembre (mois) / 2025 (année)

Date de fin : jour (si connu) / novembre (mois) / 2025 (année)

Formulaire complété par : Jonathan Labonté (Prénom, nom)

Date et heure système : 27 juin 2025 14:59:22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256937005*

Unité administrative responsable : *Travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie*
Projet : *Planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR - 2024, asphaltage en régie)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		**x**	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1256937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Resultat_appel_offres.pdf

Resume_analyse_conformite.pdf

SEAO_Liste_commandes.pdf

Section_A_Sommaire.pdf

VMP-25-012_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laura FLORESCO
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514-212-5326

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-589-7594
Division : Divison du greffe

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS - DIVISION DU GREFFE - VILLE-MARIE
INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

Identification

Numéro de l'appel d'offres : VMP-25-012 Numéro du GDD : 1256937005

Titre de l'apppel d'offres : Travaux de planage dans l'arrondissement de Ville-Marie (Pour le PCPR – 2025, asphaltage en régie).

Type d'adjudication : Plus bas soumissionnaire conforme.

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2025 - 5 - 29 Nombre d'addenda émis : 2

Ouverture originalement prévue le : 2025 - 6 - 19 Date du dernier addeda émis : 2025 - 6 - 9

Ouverture effectuée le : 2025 - 6 - 19 Délai total accordé aux soumissionnaires excluant la date de publication et la date d'ouverture : 20 jours

Analyse des soummissions

Nombre de preneurs du cahier des charges : 3 Nombre de soummissions reçues : 3 % de réponses : 100

Nombre de soummissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: adminstratif et/ou technique
N/A	N/A

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jours Date d'échéance initiale : 2025 - 9 - 17

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées (✓) et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	✓
Les Pavages Céka inc	386 758,65 $	✓
Eurovia Québec Construction Inc.	583 967,73 $	
Construction Viatek inc	755 615,70 $	

Information additionnelle

N/A

Préparé par: Laura Floresco Le : 2025 - 6 - 19

Ville-Marie
Montréal

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **VMP-25-012**

Soumissionnaire	NEQ	REQ[1]	Achat du cahier des charges sur le SEAO	Autorisation AMP	Attestation fiscale RQ[2]	Liste RGC[3]	RENA[4]	Liste RBQ [5]	Licence RBQ[6]	LFRI[7]	Charte de la langue française (Annexe S)	OQLF - Liste des entreprises non conformes au processus de francisation[8]	Granatie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionaire (Annexe H)	Liste d'appareils	Prix	Conformité
Les Pavages Céka inc	1172284565	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	386 758,65 $	CONFORME
Eurovia Québec Construction Inc.	1169491884	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	583 967,73 $	CONFORME
Construction Viatek inc	1160427812	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	755 615,70 $	CONFORME

Listes et registres vérifiés en date du 2025-06-19.

[1] Registre des entreprises.

[2] Vérification volontaire de l'attestation de Revenu Québec.

[3] Registre des personnes inadmissibles en vertu du RGC mise à jour le 2024-11-08.

[4] Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

[5] Liste des licences restreintes, suspendues et annulées de la Régie du bâtiment du Québec.

[6] Registre des détenteurs de licence de la Régie du bâtiment du Québec.

[7] Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

[8] Liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

CONSTRUCTION VIATEK INC. 5270, Boul. Cléroux Laval QC CAN H7T2E8	Publique	Pierre Paquin Téléphone: 5143708371 Courriel: pierre.paquin@c-viatek.ca	**Transaction: (20241854)** 2025-05-29 16:52	20061046 - VMP-25-012 Addenda_01 Plan 2025-06-06 à 10:15 - Courriel Devis 2025-06-06 à 10:15 - Courriel 20061463 - VMP-25-012_Addenda 02 Devis 2025-06-09 à 18:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Eurovia Québec Construction Inc. 6200 St-Patrick Montréal QC CAN H4E1B3	Non diffusé	Jean Lantagne Téléphone: +1 514-766-2550 Courriel: estimation.montreal@euroviaqc.ca	**Transaction: (20242853)** 2025-05-30 16:20	20061046 - VMP-25-012 Addenda_01 Plan 2025-06-06 à 10:15 - Courriel Devis 2025-06-06 à 10:15 - Courriel 20061463 - VMP-25-012_Addenda 02 Devis 2025-06-09 à 18:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES PAVAGES CÉKA INC. 1138 Bd Sainte-marguerite Mercier QC CAN J6R2L1	Non diffusé	alain tremblay Téléphone: 4506996671 Courriel: atremblay@pavagesceka.com	**Transaction: (20241429)** 2025-05-29 09:33	20061046 - VMP-25-012 Addenda_01 Plan 2025-06-06 à 10:15 - Courriel Devis 2025-06-06 à 10:15 - Courriel 20061463 - VMP-25-012_Addenda 02 Devis 2025-06-09 à 18:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-25-012

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au comptoir Accès Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
29	**5**	**2025**	**19**	**6**	**2025**	

Travaux de planage de la chaussée, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de planage de la chaussée dans différentes rues de l'arrondissement Ville-Marie Prendre note que le type du présent contrat est à prix unitaires.	
Montant total avant taxes :	336 385,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	16 819,25 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	33 554,40 $
Montant total :	**386 758,65 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Si non inscrit au REQ, cocher ici

Je (Nous), soussigné(s): Les Pavages Céka inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1143, boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Québec) J6R 0H6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant tout la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-699-6671		
SYLVAIN AGANIER, PRÉSIDENT	Télécopieur : 450-699-1847		
	Courriel : info@pavagesceka.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	19	juin	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Travaux de planage dans l'arrondissement de Ville-Marie (Pour le PCPR – 2025, asphaltage en régie).

VMP-25-012

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 19 juin 2025, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 29 mai 2025 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par monsieur Hicham Karti, agent de recherche, en présence de Laura Floresco, secrétaire-recherchiste, Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats et de Jonathan Labonte, ingénieur c/e.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Eurovia Québec Construction Inc.	583 967,73 $
CONSTRUCTION VIATEK INC.	755 615,70 $
LES PAVAGES CÉKA INC.	386 758,65 $

19-06-2025
Hicham Karti — date
Agent de recherche

2025-06-19
Laura Floresco — date
Secrétaire-recherchiste

2025-06-19
Annie Hazel Roy — date
Préposée à la gestion des contrats

19 JUIN 2025
Jonathan Labonte — date
Ingénieur c/e

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1256937005 -Information comptable_Ville-Marie.pdf GDD 1256937005 - SIRR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Carlos Arturo CASTANEDA
Agent de recherche
Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-07-03

Catherine TOUGAS
Conseiller(-Ere) budgetaire

Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD : 1256937005

Taux taxes 2025: 1,0951303727

No d'engagement 2025 : CC56937005

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7716063 Travaux d'infrastructures

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	95 529,38 $	87 231,05 $	87 233 $

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7716063.801550.03103.57201.000000.0000.205165.000000.17025.00000	73 484,14 $	67 100,81 $	67 101 $
Contingences	6101.7716063.801550.03103.57201.000000.0000.205165.028057.17025.00000	14 696,83 $	13 420,16 $	13 421 $
Surveillance	6101.7716063.801550.03103.54301.000000.0000.205165.000000.17025.00000	7 348,41 $	6 710,08 $	6 711 $
Total		95 529,38 $	87 231,05 $	87 233,00 $

NO GDD : 1256937005

No d'engagement SIRR937005

Taux 1,095130373

Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

Provenance

55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
17-008 Planage et revêtement CM17 0080	6101.7717008.802731.01909.57201.000000.0000.183628.000000.98001.00000	218 650,25 $	251 393,12 $	229 555,43 $	229 558 $
Total provenance		**218 650,25 $**	**251 393,12 $**	**229 555,43 $**	**229 558 $**

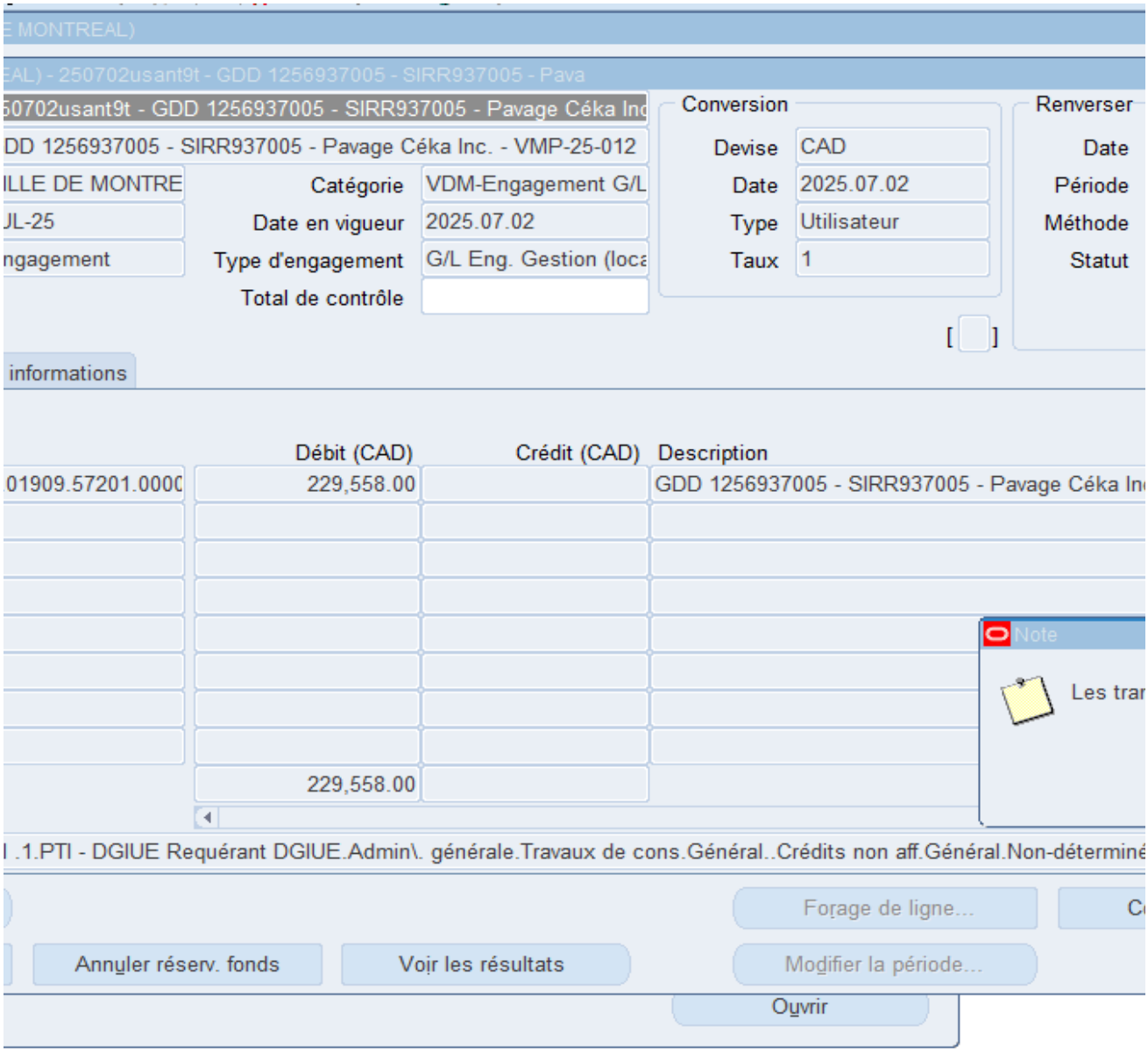
Imputation

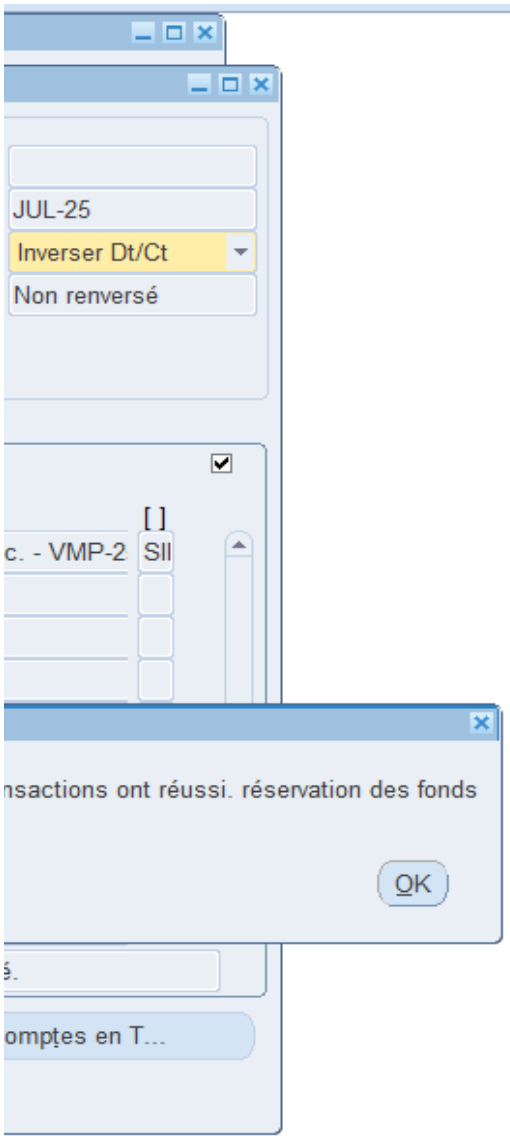
55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur			
1.Travaux - Chaussée	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.205322.000000.17025.00000	168 192,50 $	193 379,33 $	176 581,10 $	176 582 $	77 351,73	50%	38 675,87
2.Contingences	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.205322.070008.17025.00000	33 638,50 $	38 675,87	35 316,22 $	35 317 $	38 675,86	50%	19 337,93
3, Services professionnels	6101.7717008.802731.03103.54301.000000.0000.205323.000000.17025.00000	16 819,25 $	19 337,93	17 658,11 $	17 659 $	386 758,65	50%	193 379,33
Total :		**218 650,25 $**	**251 393,12**	**229 555,43**	**229 558 $**	502 786,24	50%	251 393,12
Total imputation		**218 650,25 $**	**251 393,12 $**	**229 555,43 $**	**229 558,00 $**			

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projets:	**2025**	**2026**	**Ultérieur**	**Total**
55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local	230	-	-	**230**
TOTAL	**230**	**-**	**-**	**230**


Entrer les engagements (VILLE DE
Écritures (VILLE DE MONTRE
Écritures
Description
Livre
Période
Type de solde
Lignes
Autres
Ligne
Compte
10
6101.7717008.802731.
Description du compte
Approuver
Vérifier les fonds


E MONTREAL)
EAL) - 250702usant9t - GDD 1256937005 - SIRR937005 - Pava
50702usant9t - GDD 1256937005 - SIRR937005 - Pavage Céka Inc
DD 1256937005 - SIRR937005 - Pavage Céka Inc. - VMP-25-012
ILLE DE MONTRE
JL-25
ngagement
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Date en vigueur
2025.07.02
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
2025.07.02
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Statut
[ ]
informations
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
01909.57201.0000
229,558.00
GDD 1256937005 - SIRR937005 - Pavage Céka In
229,558.00
Note
Les tran
I .1.PTI - DGIUE Requérant DGIUE.Admin\. générale.Travaux de cons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé
Forage de ligne...
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Modifier la période...
Ouvrir


JUL-25
Inverser Dt/Ct
Non renversé
[ ]
c. - VMP-2
SII
nsactions ont réussi. réservation des fonds
OK
omptes en T...

TR : Confirmation du financement de 250 000$ pour le GDD 1256937005 Général\Tous les Employés (non restreint)



Benoit CHAMPAGNE

À : Catherine TOUGAS; Angelica ALCA PALOMINO

Cc : Mario DUGUAY; Josee LESSARD; Alain DUFRESNE

Bonjour à tous,

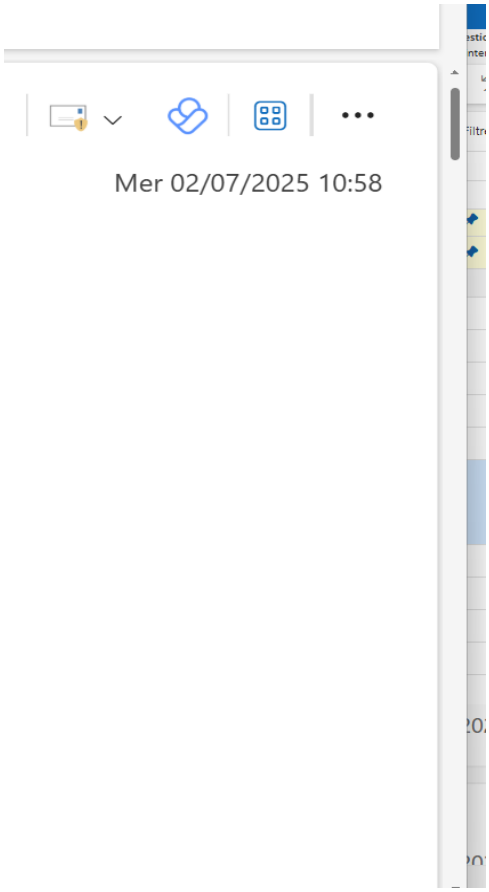
Voici l'autorisation de Claude pour le contrat de l'arrondissement Ville-Marie.

Veuillez noter qu'il s'agit d'un projet du programme 55857-PCPR Local 2025.

Merci de compléter vos interventions, le cas échéant.

Montréal

Benoît Champagne, ing., M.A.
Directeur


Mer 02/07/2025 10:58

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1256937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales (PCPR et PRR 2025) - Autoriser une dépense totale de 502 786,24 $, taxes, contingences et frais de surveillance inclus (appel d'offres public VMP-25-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1256937005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabelle FORTIER
Cheffe de divison

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1256937005

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de planage de la chaussée dans différentes rues locales, au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 386 758,65 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-25-012;

Autoriser une dépense de 77 351,73 $ $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Autoriser une dépense de 38 675,86 $, taxes incluses, à titre de budget pour frais de surveillance."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- La portion de la dépense qui concerne les rues locales à l'est de Atateken, au montant de **142 324,37 $ net de ristournes**, est financée par le Programme de réfection routière (PRR) local de l'arrondissement de Ville-Marie.
- La portion de la dépense qui concerne les rues locales à l'ouest de Atateken, au montant de **87 231,06 $ net de ristournes**, est financée par le Programme de réfection routière (PRR) corpo de l'arrondissement de Ville-Marie.
- La portion de la dépense qui concerne le programme planage complémentaire de planage et revêtement (PCPR), au montant de **229 555,43 $ net de ristournes**, est financée par le Service des infrastructures routières (SIRR) et fait l'objet d'une intervention distincte.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737
Sous-projet: 2555737000 - Arrondissement

2025	2026	2027	Total
142,0			142,0

Projet: 55737
Sous-projet: 2555737010 - Corpo.

2025	2026	2027	Total
87,0			87,0

Imputation

Projet: 55737
Sous-projet: 2555737305 Travaux de planage de la chaussée - Est de Atateken

2025	2026	2027	Total
142,0			142,0

Projet: 55737
Sous-projet: 2555737315 Travaux de planage de la chaussée - Ouest de Atateken

2025	2026	2027	Total
87,0			87,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
251 393,12 $	229 555,43 $	193 379,33 $	176 581,10 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM56937005 au montant de 142 324,37 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 142 324,37 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3824379	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

119 895,18 $ 109 480,28 $ Contrat - PDI local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3824379	801550	03103	57201	000000	0000	205164	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

23 979,04 $ 21 896,06 $ Contingences-PDI local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3824379	801550	03103	57201	000000	0000	205164	028057	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

11 989,52 $ 10 948,03 $ Surveillance-PDI local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3824379	801550	03103	54301	000000	0000	205164	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

73 484,14 $ 67 100,81 $ Contrat - PDI corpo

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	03103	57201	000000	0000	205165	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

14 696,83 $ 13 420,16 $ Contingences-PDI corpo

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	03103	57201	000000	0000	205165	028057	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

7 348,41 $ 6 710,08 $ Surveillance-PDI corpo

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	03103	54301	000000	0000	205165	000000	17025	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8518

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 17:04:04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254105008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025 / Approuver la nouvelle convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 31 décembre 2025, et autoriser une dépense maximale de 24 173 $, toutes taxes incluses

De résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, approuvé par la résolution CA24 240520, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025;
De payer à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-D'Alexandrie la somme restante de 12 698,06 $ pour couvrir les coûts des services encourus pour la période du 1er juin au 31 juillet 2025;

De retourner dans le compte de provenance les crédits inutilisés de 31 745,07 $;

D'accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour assurer l'entretien du centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie du 1er août au 31 décembre 2025;

D'autoriser une dépense maximale de 24 173,00 $, taxes incluses;

D'approuver la convention de services à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 14:04

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254105008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025 / Approuver la nouvelle convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 31 décembre 2025, et autoriser une dépense maximale de 24 173 $, toutes taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA) propose une programmation annuelle d'activités de loisirs accessible, variée, innovante et de qualité, destinée à la population de l'arrondissement de Ville-Marie, et plus particulièrement à celle du district Saint-Jacques.
À la suite de l'approbation de la convention de prêt d'un immeuble avec le CCLSCA, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite résilier, au 31 juillet 2025, le contrat de services accordé à l'organisme par la résolution CA24 240520, portant sur l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240520 (1244105007) : Approuver la convention de services professionnels et accorder un contrat de gré à gré à Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie pour l'année 2025, et autoriser une dépense maximale de 76 188,28 $, taxes incluses

DESCRIPTION

Puisque les services d'accueil et de surveillance sont désormais intégrés à la convention de prêt d'immeuble, le présent dossier vise à approuver une nouvelle convention de services afin d'assurer uniquement l'entretien du Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie pour la période du 1er août au 31 décembre 2025 et ainsi à octroyer un contrat de gré à gré au CCLSCA d'une dépense maximale de 24 173 $, taxes incluses.
L'organisme sera responsable de l'entretien de l'ensemble des locaux du Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie. Afin de soutenir la réalisation de ce mandat, l'Arrondissement assume

les coûts d'une partie des produits nécessaires à l'exécution des tâches d'entretien. Ceux-ci sont intégrés dans la soumission de l'organisme.

JUSTIFICATION

Le 16 juin 2025, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie a déposé une soumission répondant aux nouvelles conditions. L'organisme possède l'expérience et l'expertise nécessaires à la réalisation du mandat demandé par l'Arrondissement. De plus, ce dernier dispose des ressources nécessaires à l'exécution des obligations prévues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À la suite de la résiliation du contrat de services approuvé par la résolution CA24 240520, une somme de 31 745,07 $ sera retournée au compte de provenance d'origine. Une somme restante de 12 698,06 $ sera versée à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie pour couvrir les coûts des services encourus pour la période du 1er juin au 31 juillet 2025.
La dépense totale liée au nouveau contrat s'élève à 24 173 $ et sera imputée conformément aux indications figurant dans l'intervention financière jointe au dossier. Le paiement sera effectué après la prestation des services et sur réception de factures mensuelles.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse Montréal 2030 a été insérée dans les pièces jointes du sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce contrat de services, l'Arrondissement devrait confier l'entretien du centre à un tiers ne connaissant pas les particularités du bâtiment, ce qui pourrait entraîner une qualité de service inférieure à celle actuellement offerte par l'organisme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Résiliation du contrat de services approuvé par la résolution CA24 240520 : 8 juillet 2025
- Approbation de la nouvelle convention de services et octroi du contrat : 8 juillet 2025
- Début du contrat : 1er août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Valérie LEDUC
Cheffe de division - sports, loisirs

Tél : 514 242-6126
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-26



Convention : CCLSCA_2025_2_contrat_entretien.pdf

CONVENTION DE SERVICES
AVEC UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie iii de la loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Daphné Bouchard directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 138898036
Numéro d'inscription TVQ : 1006097568

Ci-après, appelé le **« Contractant »**

La Ville et le Contractant sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine du loisir;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant pour l'entretien du centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 3 des présentes;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description de la prestation de service du Contractant;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé.
« **Unité administrative** » :	désigne la Division des sports et des loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 à assurer l'entretien du Centre communautaire Sainte-Catherine-d'Alexandrie.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des honoraires qui lui sont payés par la Ville, le Contractant s'engage à :

4.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

4.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

4.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet de la présente convention;

4.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

4.5 divulguer au Responsable tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec sa prestation de services;

4.6 remettre au Responsable les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

4.7 assumer ses frais généraux, étant entendu qu'ils sont compris dans les honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention;

4.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément aux honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription de la TPS et de la TVQ;;

4.9 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence qu'il lui indique, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

4.10 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement des honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Responsable, lequel devra, selon le cas, obtenir l'autorisation de l'instance compétente de la Ville;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

4.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.12 se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

4.13 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire, et fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

4.14 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.15 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.16 malgré ce qui précède, le Contractant n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.17 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la date de la dernière signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

4.18 corriger à ses frais, à la demande du Responsable, tout rapport, travail, recherche ou document jugé, par ce dernier, de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1;

4.19 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.20 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ARTICLE 5
TRAITEMENT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Dans la mesure où le Contractant traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par le Contractant sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

6.4 lui payer les honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la présente convention de de l'Annexe 1;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui payer une somme maximale de vingt-quatre mille cent soixante-treize (24 173 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué sur présentation de factures mensuelles.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucuns honoraires payés au Contractant ne constituent une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder le total des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

10.1 Le Contractant déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

10.1.2 que les droits de propriété intellectuelle en lien avec tout document, tout travail, toute représentation, toute activité ou tout autre livrable réalisé dans le cadre de la présente convention, sous quelque forme que ce soit, ont été dûment acquittés et que ces documents, travail, représentations, activités et autres livrables peuvent valablement être utilisés ou avoir lieu, selon le cas;

10.1.3 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle et de renoncer à ses droits moraux, tel que prévu à l'article 12 de la présente convention;

10.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération du paiement des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

12.1 garantit la Ville qu'il est l'unique détenteur de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux livrables remis à la Ville aux termes de la présente convention;

12.2 cède à la Ville tous les droits de propriété intellectuelle et renonce à l'exercice de ses droits moraux sur tous les livrables remis à la Ville dans le cadre de la présente convention;

12.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme à but non lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des paragraphes 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er août 2025 et se termine, sous réserve des articles 13 et 15, au plus tard le 31 décembre 2025.

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 15
RÉSILIATION OU SUSPENSION

15.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. A la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes, tous les plans ainsi que tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention préalablement à l'avis d'intention et émettre une facture faisant état des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

15.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, le Contractant doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de ses services, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable.

15.3 Le Responsable peut suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit pour autant qu'il avise par écrit le Contractant de la suspension de l'exécution de ses services et ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

15.4 Lorsque le Responsable demande au Contractant de reprendre ses services après une suspension, celui-ci doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

15.5 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 17
DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

En signant la présente convention, le Contractant fait la déclaration suivante :

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée de la présente convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal

Le ____e jour de _____2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE

Par : _____
Daphné Bouchard
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution _____).

1254105008
SER-01
Révision : 29 avril 2025

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE LA PRESTATION DE SERVICE DU CONTRACTANT

INSTALLATION VISÉE PAR LE CONTRAT DE SERVICES

Nom de l'organisme :	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie
Adresse et téléphone :	1700 rue Atateken, Mtl H2L 3L5 / 514-524-6626

ENTRETIEN :

- Assurer l'entretien ménager de l'installation.
- Avoir en place un plan de sécurité et d'évacuation en cas d'urgence.
- Signaler à l'Arrondissement toute anomalie au regard de l'installation.

REDDITION DE COMPTES :

- Présenter un bilan financier indiquant les dépenses reliées à la présente convention de services.

CCLSCA
Centre communautaire
de loisirs
Sainte-Catherine
d'Alexandrie

1700 rue Atateken
Montréal, Qc
H2L3L5
514.5246626
www.cclsca.qc.ca

DEVIS – CONTRAT DE MAINTENANCE

POUR LA PERIODE ALLANT DU 1ER AOUT AU 31 DECEMBRE 2025.

ATTENDU QUE le **CCLSCA** œuvre dans le domaine de l'offre de services en activités en loisirs qui contribue au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire dans l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du CCLSCA, pour assurer l'entretien sanitaire de l'installation du CCLSCA;

ATTENDU QUE les coûts annuels ci-dessous ont été préalablement approuvés dans l'entente précédente ; 1244105007CCLSCA_2025_CONVENTIONSERVICESPRO:

ENTRETIEN/MAINTENANCE

Salaires	49 140,00 $
Avantages	8 320,00 $
Produits	555,20 $
Total annuel	**58 015,20 $**

Le présent DEVIS se présente ainsi :
Pour la période allant du 1er août au 31 décembre 2025.

SALAIRES	20 475 $
AVANTAGES	3 466,67 $
PRODUITS	231,33 $
TOTAL	**24 173 $**

Directrice Générale
Signé le 16 juin 2025, à Montréal

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254105008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025 / Approuver la nouvelle convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 31 décembre 2025, et autoriser une dépense maximale de 24 173 $, toutes taxes incluses

Aspect financier : CCLSCA _2025_Aspect financier GDD 1254105008.pdf

Formulaire – Sommaire de la démarche gré à gré :

CCLSCA_2025_entretien_Formulaire_GAG.pdf

Charte de la langue française :

CCLSCA VM_Déclaration charte langue francaise interactif.pdf

Montréal 2030 : CCLSCA_2025_MTL_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254105008

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	119746

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires: Entretien, accueil et surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant						24 173,00 $		**24 173,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	1	août	2025	Date de fin :	31	décembre	2025

Formulaire complété par : Linda Goulet (Prénom, nom)

Date et heure système : 17 juin 2025 11:28:19

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Montréal
Service de l'approvisionnement

FORMULAIRE – SOMMAIRE DE LA DÉMARCHE GRÉ À GRÉ

1. Identification

No. de document d'achat provisoire (DA/BC/Entente - *incomplet*)		Date de la demande	19 juin 2025
Description du projet d'achat	Assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie		
Nom du demandeur (Requérant)	Valérie Leduc		
Unité d'affaires (Requérant)	Division des sports et des loisirs – Arrondissement de Ville-Marie		
Approbateur du BC (Requérant)	Valérie Leduc		
Acheteur (émetteur du BC)	Bassin BC Approv. ☐	Autre :☐	

2. Déroulement de la démarche

2.1. Liste initiale et validation des règles de rotation

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Admissibilité *(RENA, RBQ, Registre RGC)*	Validation de la rotation des fournisseurs Rapports SIMON *(à annexer au document d'achat)*
N/A		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $
		Oui __ Non __	Date du rapport : _____ Nb. de contrats (90 jours) : ____ Montant : _____ $

2.2. Transmission de la demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Date demande de prix	Date de retour exigée	Date de retour réelle	Commentaires/ Relances
N/A					

2.3. Analyse comparative des soumissions suite à une demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Montant total de la soumission (avant taxes)	Délai promis	Durée de la garantie	Autres exigences
N/A					

Commentaires	Aucune démarche de sollicitation

3. Résultat final de la démarche et justification d'octroi

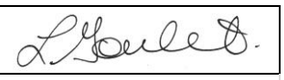
Fournisseur retenu	Centre communautaire Sainte-Catherine-d'Alexandrie	**Montant adjugé (avant taxes)**	23 173 $

Justification d'octroi	Il n'y a pas eu de sollicitation du marché car les dispositions des articles 573 et 573.1 et celles d'un règlement pris en vertu des articles 573.3.0.1 ou 573.3.0.2 de la Loi sur les cités et villes ne s'appliquent pas à un contrat qui est conclu avec un organisme à but non lucratif et qui est un contrat pour la fourniture de services autres que ceux énumérés comme exception au paragraphe 2.3° de l'article 573.3 ou que ceux en matière de collecte, de transport, de transbordement, de recyclage ou de récupération des matières résiduelles;

*** Ce formulaire dûment complété et approuvé, le(s) rapport(s) SIMON de validation du respect de règles de rotation, la ou les soumission(s) et tout autre document technique ou administratif doivent être joints au BC (ou entente) SIMON dans la section « Annexes » (catégorie : À l'approbateur).**

4. Signatures et approbation

Montréal
Service de l'approvisionnement

Démarche réalisée par	Linda Goulet	**Date**	19-06-2025	**Signature**	
Démarche approuvée par *(si différent à l'approbateur du document d'achat)*	Valérie Leduc	**Date**	19-06-2025	**Signature**	

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Daphné Bouchard **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** CCLSCA

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Daphné Nom : Bouchard

Date : 5 mai 2025 Signature : Signature numérique de Daphné Bouchard Date : 2025.05.05 17:33:45 -04'00'

Ville-Marie Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1254105008***
Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : ***Entretien du Centre communautaire Sainte-Catherine-d:Alexandrie***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Maintenir un milieu de vie qui permet à la population du quartier d'avoir accès à différents espaces de loisirs afin de partager des expériences positives.

Priorité 19 :

Assurer un milieu de vie sain et de qualité. Les principes et les valeurs qui guident ses actions sont l'accessibilité, la qualité, l'engagement, le respect des citoyens, de leurs différences et de leur diversité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1254105008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Résilier le contrat de services accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie en date du 31 juillet 2025 / Approuver la nouvelle convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie afin d'assurer l'entretien du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 31 décembre 2025, et autoriser une dépense maximale de 24 173 $, toutes taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1254105008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254105008

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"- Résilier le contrat de service professionnel de 76 188,28 $ accordé à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, approuvé par la résolution CA024 240520, relativement à l'entretien, l'accueil et la surveillance du Centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie au 31 juillet 2025;
- Payer à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-D'Alexandrie la somme restante de 12 698,06 $ pour couvrir les coûts des services encourus pour la période du 1er juin au 31 juillet 2025;
- Retourner dans le compte de provenance les crédits inutilisés de 31 745,07 $;
- Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour assurer l'entretien du centre Sainte-Catherine-d'Alexandrie du 1er août au 31 décembre 2025;
- Autoriser une dépense maximale de 24 173 $, taxes incluses;
- Et approuver la convention de services à cette fin. "

- Montant à retourner compte de provenance suite à la résiliation du contrat (taxes incluses) 31 745,07 $

Dossiers	2025
Dossier antérieur 1244105007 bc #1694161	76 188,28 $
Montant déjà dépensé janv. à mai 2025	31 745,15 $
Montant à payer pour les mois de juin et juillet 2025	12 698,06 $
Total	**31 745,07 $**

- Dépense totale à prévoir pour le présent contrat (taxes incluses): 24 173,00 $

	Années antérieures	2025
Montant		24 173,00 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour le présent contrat (nets de ristournes): 22 073,17 $

	Années antérieures	2025
Montant		22 073,17 $

Informations comptables:

Imputation (nets de ristournes)

Montant: 22 073,17 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07121	55401	014712	0000	000000	000000	00000	00000

- À ce jour, il a été effectué au fournisseur un versement total de 31 745,07 $, taxes incluses, couvrant les périodes de services de janvier à mai 2025. Un montant de 12 698,06 $, taxes incluses, doit être réservé au bon de commande #1694161 pour le versement des périodes de service des mois de juin et juillet 2025. La balance du bon de commande #1694161, soit un montant 31 745,07 $, taxes incluses, sera liquidée en totalité à la suite de la décision des instances. Ce montant libéré servira à l'ouverture du nouveau bon de commande en lien avec le nouveau contrat.

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-23**

Date et heure système : 25 juin 2025 08:19:06

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie situé au 1700, rue Atateken à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie à titre gratuit pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027

D'approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie situé au 1700, rue Atateken à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie à titre gratuit pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 14:08

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254105007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie situé au 1700, rue Atateken à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie à titre gratuit pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA) est un organisme bien établi qui offre, depuis de nombreuses années, une programmation de loisirs accessible, diversifiée et de qualité, principalement destinée aux résidents du district Saint-Jacques, dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Afin de réaliser sa mission, le CCLSCA occupe le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie, situé au 1700, rue Atateken. Ce lieu constitue un point d'ancrage essentiel pour la tenue des activités communautaires et récréatives du quartier.

Le présent dossier vient à approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240252 (1254105006) : Abroger la résolution CA24 240507 / Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2027, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme Soutien à la mission de base en sports et loisirs (PSMSL) » et accorder un soutien financier maximal de 256 503 $.

DESCRIPTION

Par son occupation du Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, l'organisme est en mesure de réaliser pleinement sa mission. L'organisme assure la gestion complète du bâtiment, incluant l'accueil, la surveillance et l'entretien sanitaire en plus de procéder à la gestion locative des locaux.
Afin de régulariser la situation locative de l'organisme du CCLSCA, l'Arrondissement propose de lui octroyer à titre gratuit une convention de prêt d'immeuble pour l'utilisation complète du Centre.

JUSTIFICATION

Le CCLSCA a su créer, au fil des années, un milieu de vie dynamique et inclusif au sein du Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie, au bénéfice de la population du district Saint-Jacques.
L'approbation de la convention de prêt d'immeuble permettra d'assurer la continuité de l'offre d'activités et de services à la communauté, en consolidant la présence de l'organisme dans ce secteur de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Arrondissement prête au CCLSCA, à titre gratuit, l'usage du Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027.
La valeur estimée de ce prêt d'immeuble s'élève à 353 128,40 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le prêt du Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie au CCLSCA permettra d'assurer la pérennité des services communautaires offerts à la population du district Saint-Jacques, en garantissant la continuité des activités de loisirs. Il vient également à reconnaître le rôle central que joue le CCLSCA dans la gestion quotidienne du centre, notamment en ce qui concerne l'accueil, la surveillance, l'entretien sanitaire et la coordination de l'occupation des locaux. Enfin, il offre au CCLSCA une stabilité essentielle pour planifier ses activités et consolide ainsi son rôle dans le développement communautaire du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Valérie LEDUC
Cheffe de division - sports, loisirs

Tél : 514 242-6126
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-23

Convention :



CCLSCA_convention_pret_immeuble_2025-2027 version signée.pdf

CONVENTION DE PRÊT D'UN IMMEUBLE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Daphné Bouchard, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 138898036
Numéro d'inscription TVQ : 1006097568

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre dans le domaine du loisir;

ATTENDU QUE l'Organisme a besoin d'un immeuble pour réaliser sa mission;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme en lui prêtant un Immeuble, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

PARAPHES	
Organisme DB	**Ville de Montréal**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description de l'Immeuble prêté;
« **Annexe 2** » :	désigne les responsabilités de la Ville et de l'Organisme relatives à l'entretien et à la réparation de l'Immeuble;
« **Immeuble** » :	désigne l'immeuble mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de sa mission et de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du prêt de l'Immeuble;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions du prêt de l'Immeuble à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de sa mission et de ses activités.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 **Conditions générales**

4.1.1 prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.1.2 utiliser l'Immeuble prêté par la Ville pour la réalisation de sa mission et exclusivement aux seules fins d'activités communautaires, culturelles, sportives et de loisirs;

4.1.3 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des occupants des immeubles voisins à l'Immeuble;

4.2 **Entretien et réparations**

4.2.1 maintenir en bon état de propreté l'Immeuble pendant la durée de la présente convention;

4.2.2 n'effectuer aucuns travaux d'aménagement, modification, transformation ou addition dans l'Immeuble sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

4.2.3 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans l'Immeuble ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit à l'Immeuble;

4.2.4 accorder à la Ville, ses mandataires, employés ou entrepreneurs, l'accès en tout temps à l'Immeuble aux fins de l'examiner, de le faire visiter ou d'y faire des modifications ou des réparations ou pour toutes autres fins que la Ville pourrait juger nécessaire, sujet toutefois à un préavis raisonnable, sauf pour les réparations urgentes qui ne requièrent aucun préavis;

4.2.5 fournir à la Ville toutes clés et codes de système d'alarme ou autres systèmes, qu'il installe dans l'Immeuble, le cas échéant, afin de lui permettre d'entrer dans l'Immeuble pour toute intervention, notamment en cas d'urgence;

4.2.7 veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans l'immeuble;

4.2.7 entretenir, réparer et remplacer tout équipement, matériel ou autre bien mis à sa disposition par la Ville, décrits à l'Annexe 1, mais défectueux, brisé ou devenu inutilisable en raison de son usage par l'Organisme, le cas échéant;

4.3 **Affichage**

4.3.1 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Immeuble sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4.3.2 respecter les normes de la Ville concernant l'identification de l'Immeuble prêté, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

4.4 **Sécurité de l'Immeuble**

4.4.1 s'assurer que l'Immeuble soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

4.4.2 produire, à ses frais, une procédure d'évacuation de l'Immeuble, selon les règles et codes en vigueur et la transmettre au Responsable pour approbation;

4.4.3 s'assurer que les issues de l'Immeuble et leur accès, ainsi que la signalisation qui s'y rattache soient en tout temps libres de toute obstruction ou encombrement;

4.4.4 n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans l'Immeuble et s'assurer de l'entreposage sécuritaire de produits d'entretien;

PARAPHES	
Organisme	**Ville de Montréal**
DB	

4.4.5 s’assurer que les usagers de l’Immeuble respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

4.5 **Autorisations et permis**

4.5.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l’usage de l’Immeuble et pour toute activité devant se tenir dans l’Immeuble et à payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, toutes les taxes municipales, scolaires et autres, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l’usage de l’Immeuble ou à toute activité se déroulant dans l’Immeuble;

4.6 **Respect des lois**

4.6.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou de ses assureurs;

4.6.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l’affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l’intérieur ou à l’extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.6.3 dans la mesure où l’Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l’Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n’encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.7 **Reddition de compte**

4.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être déposée aux dates suivantes :

- Au plus tard le 15 janvier 2026 pour la période comprise entre le 1er août et le 31 décembre 2025

- Au plus tard le 15 janvier 2027 pour la période 1er janvier au 31 décembre 2026
- Au plus tard le 30 juillet 2027 pour la période du 1er janvier au 30 juin 2027;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.7.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.7.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.7.4 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.8 **Documents de l'Organisme et conseil d'administration**

4.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.9 **Responsabilité**

4.9.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.9.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.9.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Pourvu que l'Organisme se conforme aux obligations prévues à la présente convention, la Ville s'engage à :

5.1 mettre l'Immeuble à la disposition de l'Organisme et lui donner libre accès pour la durée de la présente convention;

5.2 permettre et, par les présentes, permet à l'Organisme de sous-louer des locaux de l'Immeuble, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) la sous-location est permise uniquement à des fins d'activités sociales, communautaires, culturelles, sportives et de loisirs ou autres, à l'exclusion de toute activité de nature politique ou religieuse, incluant, mais sans s'y limiter, les mariages, baptêmes, cérémonies religieuses et autres sacrements, et elle doit respecter la vocation de l'Immeuble;

b) le loyer imposé au sous-locataire est établi à la discrétion de l'Organisme, mais doit demeurer raisonnable en comparaison des loyers exigés pour des locaux de même nature dans la région de Montréal;

c) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations de l'Organisme en vertu de la présente convention;

d) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage du local, accordant une protection pour une somme minimum de deux millions de dollars (2 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris la Ville; cette police d'assurance doit contenir un avenant indiquant qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie à la Ville; et

e) l'Organisme et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme prévues à la présente convention;

f) l'Organisme demeure responsable de tous dommages pouvant être causés par le sous-locataire au local ou à tout autre bien appartenant à la Ville;

g) fournir l'énergie (électricité, gaz naturel, eau chaude) nécessaire pour chauffer et utiliser l'Immeuble selon les besoins ordinaires de l'Organisme;

5.3 maintenir en bon état et entretenir l'Immeuble conformément aux prescriptions décrites dans l'Annexe 2;

5.4 remettre à l'Organisme un plan d'évacuation complet de l'Immeuble, selon les règles et codes en vigueur.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

6.1 L'Organisme déclare et garantit :

6.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

6.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 7
ASSURANCES

7.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

7.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

7.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout

PARAPHES	
Organisme	**Ville de Montréal**
DB	

recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 ou 8.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 8.2 ou 8.3, l'Organisme doit remettre l'Immeuble prêté selon les termes prévus à l'article 11 de la présente convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

ARTICLE 9
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1 août 2025 et se termine, sous réserve des articles 8 et 10, au plus tard le 30 juin 2027.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours. L'Organisme doit remettre l'Immeuble prêté selon les termes prévus à l'article 11 de la présente convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

10.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 11
REMISE DE L'IMMEUBLE

11.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 8 et 10, l'Organisme doit libérer l'Immeuble en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement de l'Immeuble et le

matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

11.2 Si l'Immeuble est rendu substantiellement inutilisable par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer l'Immeuble.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers l'Immeuble qui lui est prêté par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise à le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux,
Secrétaire d'arrondissement

Signé à Montréal le 21 juin 2025

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE

Par : _____
Daphné Bouchard,
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le ___ jour de juillet 2025 (Résolution CA_____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE PRÊTÉ

Nom de l'immeuble : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie

Adresse : 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5

Date de début et de fin du prêt de l'Immeuble : du 1er août 2025 au 30 juin 2027

Autres espaces accessibles ou prêtés à l'Organisme : N/A

Équipements et matériel prêtés : S.O.

Usage de l'Immeuble

L'Immeuble ne peut être utilisé qu'à des fins d'activités sociales, communautaires, culturelles, sportives et de loisirs ou autres, à l'exclusion de toute activité de nature politique ou religieuse, incluant, mais sans s'y limiter, les mariages, baptêmes, cérémonies religieuses et autres sacrements, et dans le respect de la vocation de l'Immeuble;

PARAPHES	
Organisme	**Ville de Montréal**
DB	

ANNEXE 2

RESPONSABILITÉS - ENTRETIEN ET RÉPARATIONS DE L'IMMEUBLE

En plus des Obligations de l'Organisme décrite à l'article 4 de la présente convention, l'Organisme devra respecter les responsabilités suivantes :

- S'engager à assumer la responsabilité de tout dommage qu'il pourrait causer à l'Immeuble, que ce soit en raison de ses activités, de l'entreposage de ses produits ou matériaux, ou encore à la suite de bris ou d'actes de vandalisme survenus pendant qu'il occupe les lieux.

- Permettre, durant les six (6) mois précédant de la présente convention ou de son renouvellement, à toute personne intéressée à louer L'Immeuble de venir les visiter les jours de semaine, entre 9 h et 17 h, et d'installer des affiches de location dans les vitrines.

- L'organisme pourra, à ses frais et après avoir obtenu une autorisation écrite de l'OMHM par le biais de l'Arrondissement, réaliser ou faire réaliser des travaux d'aménagement supplémentaires. Dans sa demande, elle devra décrire la nature et l'ampleur des travaux envisagés.

PARAPHES	
Organisme	**Ville de Montréal**
DB	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention de prêt d'immeuble pour le Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie situé au 1700, rue Atateken à l'organisme Centre communautaire Sainte-Catherine d'Alexandrie à titre gratuit pour la réalisation d'activités de loisirs pour la période du 1er août 2025 au 30 juin 2027

Charte de la langue française :

CCLSCA VM_Déclaration charte langue francaise interactif.pdf

Montréal 2030 : CCLSCA_2025-2027_Montréal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Daphné Bouchard **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** CCLSCA

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Daphné Nom : Bouchard

Date : 5 mai 2025 Signature : Signature numérique de Daphné Bouchard Date : 2025.05.05 17:33:45 -04'00'

Ville-Marie Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254105007
Unité administrative responsable : Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports et des loisirs
Projet : Convention de Prêt d'immeuble

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Soutenir l'offre de service des organismes à but non lucratif du territoire par un soutien financier, une offre de locaux ou une offre de biens et services pour la mise en œuvre de service et d'activités dans les champs de compétences de l'arrondissement au bénéfice de la population de l'arrondissement de Ville-Marie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254105011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1er juillet au 31 août 2025 et accorder un soutien financier maximal de 14 986,75 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 août 2025, avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine;
D'accorder à cette fin, une contribution financière maximale de 14 986,75 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 08:29

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254105011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1er juillet au 31 août 2025 et accorder un soutien financier maximal de 14 986,75 $

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'assurer la continuité des services en agriculture urbaine offerts par l'organisme Rencontres-Cuisines (Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation) durant la période estivale 2025, une relocalisation temporaire des activités est nécessaire en raison des travaux sur le site de la Promenade des saveurs.

L'organisme souhaite ainsi transférer ses activités sur d'autres espaces de jardinage disponibles dans le quartier Sainte-Marie. Cette démarche vise à maintenir l'accès aux services alimentaires et aux activités collectives pendant l'été, tout en amorçant la préparation des programmations automnale et hivernale lors de la réouverture de la Promenade des saveurs situé sur la rue Dufresne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Afin de pouvoir poursuivre ses activités lors des travaux sur le site de la Promenade des saveurs, l'organisme Rencontres-Cuisines (Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation) a adapté sa programmation pour les mois de juillet et août 2025. Les ateliers initialement prévus dans le projet de la Promenade des saveurs seront remplacés par des ateliers organisés dans d'autres jardins du quartier.
De plus, l'été sera également consacré à la préparation de l'occupation automnale et hivernale de la Promenade des saveurs. Cette phase comprendra la recherche et le développement d'un projet hivernal et de prolongation de la saison, la production des semis d'automne, ainsi que la mobilisation et la communication auprès de la communauté pour présenter la programmation à venir lors de la réouverture de la Promenade des saveurs, prévue pour le 1er septembre 2025.

JUSTIFICATION

En raison des travaux actuellement en cours sur la Promenade des saveurs, les projets

prévus visent à assurer la continuité des activités d'agriculture urbaine qui y sont offertes depuis plusieurs années. Cette continuité permettra de maintenir l'engagement des bénévoles et la participation citoyenne jusqu'à la réouverture du site, soit le 1er septembre 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution financière maximale de 14 986,75 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La présente convention vise à soutenir le développement de l'agriculture urbaine dans le quartier Sainte-Marie et de renforcer l'engagement bénévole, essentiel à la réalisation des activités de l'organisme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agent(e) de développement en partenariat avec l'organisme;

- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL;
- L'OBNL devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Valérie LEDUC
cheffe de division - sports, loisirs

Tél : 514 242-6126
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-26

Convention : RC_convention_E2025.pdf

Annexe 1 : RC_projet_E2025.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RENCONTRES-CUISINES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2375, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, Canada, H2K 2J5, agissant et représentée par Emily Balderston, codirectrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 890292188RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 11006489148DQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit au cœur du système alimentaire pour soutenir les personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il incarne le Droit à l'alimentation dans ses actions autour de trois volets d'interventions complémentaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatorze mille neuf cent quatre-vingt-six dollars et soixante-quinze cents (14 986,75 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements:

5.2.1 un premier versement au montant de treize mille quatre cent quatre-vingt-huit dollars et huit cents (13 488,08 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit dollars et soixante-sept cents (1 498,67 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er juillet 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2375 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, Canada, H2K 2J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Codirectrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'arrondissement

Signé à Montréal
Le ____e jour de _____ 2025

RENCONTRES-CUISINES

Par : _____
Emily Balderston
Codirectrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution _____).

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ANNEXE 1

PROJET

PROJET ESTIVAL 2025

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**
« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.
En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

DOCUMENTS	ÉCHÉANCE
Rapport final	30 jours après la fin du projet
Autres documents*	Sur demande

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'Arrondissement en version électronique dans les fréquences et les délais indiqués.

** L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de demander tout document jugé nécessaire*

PARAPHES	
Organisme	Ville de Montréal

Programmation Promenade des saveurs - modifications et ajustements en lien avec les délais de chantier

Étant donné les délais dans les travaux à la Promenade des Saveurs (PDS), le Carrefour Solidaire centre communautaire d'alimentation (CSCCA) propose de déplacer l'offre à travers ses autres espaces de jardinage dans le quartier. Nous avons élaboré une programmation qui nous permettra de rejoindre les membres de la communauté qui fréquentent habituellement la PDS et d'attirer d'autres groupes spécifiques tels que les aînés et les jeunes familles.

Voici la programmation qui devait avoir lieu en **juillet - août**:

- Un atelier hebdomadaire les lundis soirs ouvert à toustes - **remplacé par 9 ateliers drop-in dans nos autres jardins, puis aura lieu à la PDS en septembre**
- Un atelier hebdomadaire les vendredis matins pour Carrefour Saint-Eusèbe, Coup de Pouce et autres organismes du quartier pendant les mois de juillet-août- **déplacé et remplacé par des ateliers ponctuels de jardinage en famille avec des organismes du quartier**
- Des ateliers autour du "pôle d'agriculture urbaine" en partenariat avec Sentier urbain et la SEM: Ateliers ponctuels sur l'agriculture urbaine à la maison - **maintenus sur place**
- Des ateliers sur le site avec CPEs et camps de jour - **malheureusement annulés dû aux délais et à l'impossibilité de reproduire ces ateliers sur nos autres sites**

Jardin au sommet du courant - groupe déplacé

Cet été le CSCCA a accès à un tout nouvel espace de jardinage: le jardin Au sommet du courant. Nous y avons lancé une session de jardinage collectif qui se réunira une fois par semaine en alternant entre des activités de jardinage et des ateliers de cuisine collective avec les récoltes du jardin. Ces activités sont financées par le CSCCA, mais l'espace est assez grand pour pouvoir accueillir un deuxième groupe - nous proposons donc de déplacer l'atelier prévu pour les lundis soirs à la Promenade des saveurs à cet espace de jardinage dès le mois de juillet.

Pôle d'agriculture urbaine (1re étape) - maintenu

Une autre nouveauté de 2025, déjà prévue dans notre offre de service de la Promenade des Saveurs,, est notre partenariat avec Sentier Urbain et la SEM. Étant donné les domaines complémentaires de nos trois organismes, nous avons prévu une suite de

mini-ateliers pratiques sur l'agriculture urbaine à la maison qui auront lieu derrière la serre Emily-de-Witt pendant le mini-marché hebdomadaire de Sentier Urbain. Ceci nous permet aussi d'assurer une présence sur le site pendant les travaux sur la Promenade des Saveurs.

Préparation pour une occupation automnale et hivernale de la Promenade des Saveurs

Durant les mois de juillet et août, nous allons préparer l'ouverture officielle du jardin et l'occupation automnale et hivernale de la Promenade des Saveurs par:

- La recherche et le développement d'un projet hivernal et de prolongation de la saison
- La production des semis d'automne
- La mobilisation et la communication pour présenter la programmation automnale à la communauté

RESSOURCES HUMAINES JUILLET + AOÛT						
	Répétitions	**Durée**	**Nbr RH**	**Taux horaire***	**Total**	**Commentaires**
Ateliers ponctuels de jardinage drop-in	9	3	2	25.75	1390.5	Ce serait le groupe "en attente" du lundi soir
Atelier ponctuel Emily-de-Witt (pôle alimentaire mini-marché)	5	3	1	25.75	386.25	2 autres ont lieu en juin
Ateliers Jardinage en famille	2	3	2	25.75	309	
Préparation des ateliers	16	2.5	2	25.75	2060	Ajuster le nombre selon ce qu'on fait réellement
Coordination juillet-août	9	12	1	35.5	3834	
Communications pôle agriculture urbaine	5	2	1	35.5	355	L'autre moitié a lieu en mai-juin
Développement projet hivernal et prolongation de la saison	8	5	1	25.75	1030	
Recherche projet hivernal et prolongation de la saison coordo	8	5	1	35.5	1420	
Production de semis d'automne	10	3	2	25.75	1545	

CARREFOUR SOLIDAIRE
centre communautaire d'alimentation

Mobilisation	9	2	2	25.75	927	Recrutement, engagement, contact et suivi des participant-es et des partenaires
MATÉRIEL						
	Coût	**Qté**			**Total**	
Frais et matériel d'animation	30	11			330	
Frais admin		10%			1400	
Grand total					**14986.75**	
*incluent charges sociales						

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254105011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1er juillet au 31 août 2025 et accorder un soutien financier maximal de 14 986,75 $

Aspect financier : 1254105011 Aspect financier.pdf

Charte de la langue française :

2025 VM_Déclaration charte langue francaise interactif-signé EB.pdf

Montréal 2030 : RC_MTL_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254105011

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Rencontres-cuisines	133931

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget de la Direction culture, sports, loisirs et développement social

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	**Total**
Montant			14 986,75 $					**14 986,75 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 2

Date de début :	01	juillet	2025	Date de fin :	31	août	2025
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 27 juin 2025 15:44:05

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Emily Balderston **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Rencontres Cuisines (Carrefour Solidaire CCA)

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Emily Nom : Balderston

Date : 19 juin 2025 Signature : E Balderston

Ville-Marie Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1254105011***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : **Animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1 juillet au 31 août 2025**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

9. Consolider un filet social fort, **favoriser le lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs **répartis équitablement sur le territoire**

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 :
Le projet permettra de soutenir le développement de l'agriculture urbaine dans le quartier Sainte-Marie et de renforcer l'engagement bénévole, essentiel à la réalisation des activités de l'organisme.

Priorité 6 :
Le projet permettra de consolider les liens sociaux entre les résidentes et les résidents ainsi qu'à briser l'isolement des personnes vivant seules.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ***Des compteurs d'eau seront installés dans les drains de toit afin d'évaluer la performance du toit vert comme infrastructure verte lors de fortes averses dans les centre-ville dans un contexte de changement climatique.***	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1254105011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Rencontres-Cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine pour la période du 1er juillet au 31 août 2025 et accorder un soutien financier maximal de 14 986,75 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1254105011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254105011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention, se terminant le 31 août 2025, avec l'organisme Rencontres-cuisines pour l'animation de projets d'agriculture urbaine et accorder à cette fin, une contribution financière maximale de 14 986,75 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 14 986,75 $

	2025	2026	Total
Rencontres-cuisines	14 986,75 $		14 986,75 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 14 986,75 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	028087	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM54105011
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-23**

Date et heure système : 26 juin 2025 14:20:28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1252840016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2025, avec la Fondation JIA, pour finaliser le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 18 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 août 2025, avec La Fondation JIA pour le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 18 000$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 08:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1252840016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2025, avec la Fondation JIA, pour finaliser le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 18 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer à la revitalisation du Quartier chinois afin d'en faire un lieu d'ancrage social, culturel, communautaire et économique. Pour ce faire, une démarche consultative et participative auprès des résidentes et résidents ainsi que des organismes du quartier a été effectuée pour recueillir leurs préoccupations et identifier leurs aspirations à long terme. De cette démarche a découlé l'adoption d'un plan d'action 2021-2026, dont l'objectif général est de bâtir une vision commune de développement du Quartier chinois.

Quatre grandes orientations stratégiques ont été identifiées :

1. Qualité de vie, logement et espaces publics
2. Vitalité commerciale
3. Identité, rayonnement et patrimoine
4. Concertation du quartier

Le présent dossier vise à donner suite à l'objectif 2.3 du Plan d'action - *Encourager les initiatives pouvant dynamiser le quartier et générer de l'achalandage,* plus précisément :
2.3.1. Développer une identité de marque inclusive et concertée pour l'artère commerciale et la faire rayonner
2.3.3 Encourager et soutenir les initiatives permettant d'améliorer le milieu de vie et l'expérience commerciale

Une contribution financière a été accordée pour ce projet par le conseil d'arrondissement en date du 10 septembre 2024 (CA24 240361).
L'organisme n'a pas pu terminer le projet dans le respect de l'échéancier et la convention est maintenant échue. Une nouvelle convention est requise afin de permettre à l'organisme de terminer son projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DGA2248798003 – 17 décembre 2024 - Autoriser un virement budgétaire au montant de 1

025 000 $ en provenance du Service de développement économique vers l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030
CA24 240361 - 10 septembre 2024 | Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2025, avec la Fondation JIA, pour le projet Faire rayonner le Quartier chinois : au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 60 000 $;

CG24 0142 - 21 mars 2024 | Approuver deux avenants à la convention de subvention des phases I et II qui permettent l'extension de la durée de deux conventions établies entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (CG23 0112) jusqu'au 31 mars 2025 sans modifier les montants des contributions financières prévus;

CG21 0152 - 25 mars 2021 | Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 15 M$.

DESCRIPTION

La Fondation JIA est un OSBL incorporé dont le mandat est de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel du Quartier chinois de Montréal. Sa mission est d'entretenir et de promouvoir son patrimoine culturel à travers l'éducation, l'activation de l'espace et le développement d'approches immobilières communautaires.

L'objectif de ce projet est de permettre à la communauté de prendre le contrôle du narratif autour du Quartier chinois et, par conséquent, de présenter un quartier dynamique avec un secteur commercial diversifié et une économie sociale forte.

Une convention de contribution financière a été approuvée le 10 septembre 2024. La convergence de plusieurs projets dans une même période a nécessité une souplesse et une disponibilité accrue de la part de l'équipe causant un léger délai par rapport à l'échéancier décrit dans la demande initiale. L'organisme a été obligé de réajuster l'équipe et l'échéancier du projet. Deux autres collaborateurs ont accepté des rôles plus larges avec plus de responsabilités pour soutenir le chargé de projet. L'étape de planification a été retardée dû à la complexité de faire concorder les horaires des participants et collaborateurs. De plus, l'estimation du temps pour l'étape de montage n'était pas suffisant.

Pour ces raisons, l'organisme demande un délai supplémentaire pour compléter certaines actions prévues au projet, notamment le lancement officiel du site web et de la campagne promotionnelle.
Compte tenu que la convention est échue, une nouvelle convention est requise afin de prolonger la durée du projet.

Le montant de la contribution financière ainsi que la nature du projet ne subissent aucune variation et se résument ainsi :

ACTION	DÉTAIL	ÉCHÉANCIER
Volet 1. « Fabriquée au Quartier chinois » : mise en lumière des entreprises et des entrepreneurs actuels du Quartier chinois.	Récits photographiques de plusieurs membres de la communauté. Les photos seront affichés dans l'espace public, principalement sur la rue Clark. Le projet veut sensibiliser et	Lancement et mise en ligne des vidéos et photos produites pour le projet : fin juin, avec un 2e diffusion le 12 juillet Lancement officiel du site web, avec certaines données

	éduquer la communauté montréalaise sur l'histoire du Quartier chinois, sa communauté, ses entrepreneurs et les diverses familles. Mise en lumière d'entreprises marquantes du Quartier chinois avec différents supports multi médias.	analytiques (prévu en tandem avec la programmation de la Journée du Quartier chinois (12 juillet)
Volet 2. Nos histoires, notre identité : favoriser l'identité sociale et culturelle du Quartier chinois pour attirer une nouvelle génération d'entrepreneurs plate-forme numérique.	Bonification d'un site web qui mettra en lumière les histoires qui façonnent le Quartier chinois de Montréal Captations vidéo, transcriptions, photographies, PDF téléchargeables Nouvelles possibilités économiques en utilisant des histoires qui favorisent une "image de marque" pour le Quartier chinois de Montréal	

JUSTIFICATION

L'organisme a demandé un délai supplémentaire pour la réalisation de son projet et, à la suite de vérifications, l'arrondissement accepte de façon exceptionnelle de signer une nouvelle convention pour prolonger la durée du projet.
Cette prolongation exceptionnelle est justifiée en raison du fait que le projet a été réalisé en majorité et que seulement des actions de communication restent à finaliser.

Ce soutien financier s'inscrit dans la mise en œuvre de la Priorité 1 - Renforcer et promouvoir les signatures distinctives des quartiers de de la Stratégie Centre-Ville de la Ville de Montréal 2024-2030

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre du projet « Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières », un montant de 42 000 $ a déjà été versé à l'organisme selon les conditions prévues à la convention initiale (CA24 240361). Celle-ci étant échue, le montant résiduel de 18 000 $ ne sera pas versé. Toutefois, afin de permettre à l'organise de compléter le projet, la même somme (18 000 $) sera versée dans le cadre d'une nouvelle convention faisant l'objet du présent dossier. Les détails du financement se trouvent dans l'intervention financière du dossier. .

MONTRÉAL 2030

En 2030, le Quartier chinois historique de Montréal est un lieu d'ancrage social, communautaire et économique pour les communautés asiatiques de Montréal. Son milieu de vie inclusif, son patrimoine et ses espaces publics revalorisés, ainsi que les relations harmonieuses entre les acteurs locaux se traduisent par un sentiment d'appartenance partagé par toutes les générations du quartier. Son rayonnement culturel et commercial

concourt pleinement à la vitalité de la métropole et il incarne pour les Montréalaises et Montréalais, de toutes origines, un lieu d'échanges et de découvertes.
Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 (voir grille jointe), et ce, principalement en regard des priorités suivantes :
Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;
Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de cette entente avec la Fondation JIA permettra la finalisation du déploiement du projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières qui contribuera à promouvoir le Quartier chinois, ainsi que la conservation des patrimoines culturel matériel et immatériel qui y sont liés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 2 de la convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre de ce projet.
Le projet est déjà en cours et sera déployé jusqu'au 30 juillet 2025.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

10 juin : adoption de la résolution
12 juillet : événement de lancement
30 juillet : fin du projet
30 août : remise du bilan

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Thomas PELTIER, Service du développement économique

Stéphane DUPUPET, Service du développement économique
Mariana PEREZ-LEVESQUE, Service du développement économique

Lecture :

Anne-Marie LEMIEUX, 28 mai 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-831-0259
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-29

Mélissa LAPIERRE-GRANO
Chef de division

Tél : 514 868-3217
Télécop. :



1252840016_Convention_Faire rayonner le quartier chinois_2025 (1).pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009)

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION JIA,** personne morale régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est le 4288, rue Saint-André, Montréal, H2J2Z2, agissant et représentée par Parker Mah - Co-fondateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mandat de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel du Quartier chinois de Montréal. Sa mission est d'entretenir et de promouvoir son patrimoine culturel à travers l'éducation, l'activation de l'espace et le développement d'approches immobilières communautaires;

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière de la Ville dans le cadre du *Plan d'action pour le développement du Quartier chinois*, la réalisation du Projet Faire rayonner le Quartier chinois : au-delà des frontières, du 15 septembre 2024 au 31 juillet 2025, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers

vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par

l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-huit mille dollars (18 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en un versement :

5.2.1 un versement au montant de dix-huit mille dollars (18 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 août 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4288, rue Saint-André, Montréal, H2J2Z2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Co-fondateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

FONDATION JIA

Par : _____
Parker Mah, Co-fondateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 10e jour de juin 2025 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Le projet comporte deux volets :

1. "Fabriquée au Quartier chinois II" : mise en lumière des entreprises et des entrepreneurs actuels du quartier chinois

Dans le but de dévoiler les liens entre le contexte historique et humain du secteur, le projet “Fabriquée au Quartier chinois” a été créé pour découvrir les histoires humaines liées au quartier chinois de Montréal. Des personnes de tous âges, ethnies et expériences de vie ont été invitées à participer à la première phase de ce projet à l'été 2024 en se faisant photographier dans le quartier et en apportant un bref témoignage écrit relatant des souvenirs personnels, des histoires et des espoirs liés au quartier chinois. Le projet a pris de l'ampleur au fur et à mesure que de nouvelles personnes en prenaient connaissance. Il a été partiellement financé par la FCRR et une première itération sera lancée en septembre 2024. S'inspirant de l'expérience réussie du collectif Long Time No See (LTNS) de Toronto qui revendique et ranime le Quartier chinois de Spadina, la Fondation JIA affichera ces récits photographiques des membres de la communauté dans l'espace public.
Cette initiative à fort impact visuel met en valeur la résilience de la communauté. Nous allons afficher en septembre les photos à plusieurs endroits hautement visibles longeant la rue Clark.
Cette activité est ancrée dans la sensibilisation et l'éducation de la communauté et du grand public sur les gens de la communauté et leurs histoires. Pour cette demande de subvention, nous proposons de nous appuyer sur le succès et le momentum du projet “Fabriquée au Quartier chinois” pour lui donner une suite. Compte tenu du rôle essentiel joué par les multiples entreprises du quartier, nous souhaitons mettre en lumière les commerçants, les entrepreneurs et les travailleurs qui constituent le tissu économique du quartier. Nous nous concentrerons sur cinq entreprises patrimoniales : c'est-à-dire, des entreprises multigénérationnelles, familiales et établies de longue date, inspirées par des programmes réussis mis en œuvre à San Francisco et Vancouver. En reconnaissant leur histoire et leur réalité à l'aide de deux supports (photographie de style documentaire et courtes entrevues vidéo), nous ne faisons pas que promouvoir directement l'économie de ces entreprises, dont certaines luttent encore dans une réalité post-COVID, mais nous élevons également leur patrimoine culturel immatériel comme étant indispensable à l'identité culturelle et économique plus large du quartier chinois. Tous les documents seront disponibles en français et en anglais. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d’une forme de publicité culturelle puisant des vertus uniques et historiques de ces lieux, ce qui va amener également un impact économique sur leur commerce.

2. Nos histoires, notre identité : favoriser l'identité sociale et culturelle du quartier chinois pour attirer une nouvelle génération d'entreprises

Jusqu'à présent, le quartier chinois de Montréal s'est commercialisé par le biais de marqueurs d'identité culturelle plus ou moins communs aux autres quartiers chinois diasporiques de l'île de la Tortue : des dimensions commerciales et marchandes telles

que les restaurants, les produits alimentaires et les services. Bien que pragmatique, cette stratégie ne permet pas d'engager une nouvelle génération de membres de la communauté qui cherchent des moyens plus profonds de se connecter au lieu par le biais de valeurs et d'une vision partagée. Elle ne permet pas non plus de différencier le quartier chinois de Montréal commettant " spécial ". Pourtant, de nombreux aspects du quartier sont particuliers. Le rapport IRIS, “Quel modèle de développement pour le Quartier chinois de Montréal?” publié récemment, mentionne plusieurs exemples de pratiques innovantes et d'organisations d’économie sociale au Quartier chinois qui ont précédé historiquement la popularisation de ce terme. Pour cette partie du projet, la Fondation JIA s'appuierait sur des contenus multimédias nouveaux et existants pour créer un site Web remanié qui mettrait en lumière les histoires qui façonnent aujourd'hui le quartier chinois de Montréal. Ce contenu inclut des captations vidéo, des transcriptions (pour une meilleure accessibilité), des photographies et des PDF téléchargeables, autant de moyens d'accroître l'engagement réciproque entre nous et nos publics. Ce contenu contribuerait à nourrir de nouvelles possibilités économiques en utilisant des histoires qui favorisent une "image de marque" pour le quartier chinois de Montréal- une image qui est plus dynamique et riche dans toute la complexité de ses atouts culturels, économiques et patrimoniaux, contribuant ainsi à créer un environnement propice à une nouvelle génération d'entrepreneurs de production sociale et culturelle et à une nouvelle stratégie pour attirer des nouvelles entreprises. Elle permettrait également aux universitaires, chercheurs, activistes et artistes locaux d'accéder plus facilement aux histoires du quartier chinois de Montréal, ouvrant ainsi la voie à de futures collaborations. La Fondation JIA organisera et présentera le contenu d'une manière visuellement percutante dans le but de lancer la nouvelle plateforme à l'hiver 2024-2025.
La Fondation JIA continuera également à alimenter cette plateforme avec des histoires et du contenu de la saison de programmation automne-hiver à la Maison du Quartier chinois. La Fondation traduira et rendra disponible les histoires en français et en anglais, avec l'objectif de publier toutes les histoires d'ici mai 2025.

Le projet conduira à une plus grande diversification du paysage économique d’un Quartier chinois qui vise à développer des activités économiques socialement justes et orientées vers le local, et qui contribuent à la qualité de son environnement vivant et bâti.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

https://montreal.ca/articles/protocole-de-visibilite-ville-marie-29111

REDDITION DE COMPTES

Le bilan doit être remis au plus tard le 30 juillet 2025. Les indicateurs suivants devraient être partagés :

Volet 1
Nombre d'entreprises présentées
Nombre de vues de photos et de vidéos en ligne, sur notre site web
Nombre de personnes (employés, propriétaires d'entreprises) impliquées dans les productions photographiques / vidéographiques
Nombre de clics à partir de notre contenu vers le(s) site(s) des entreprises sélectionnées

Volet 2
Nombre de personnes atteintes via le site web de la Fondation JIA
Nombre de visites au nouveaux contenus mis en ligne vs. les contenus existants
Valeurs clés en SEO (mots-clés, temps d'engagement sur la page, diversification des origines géographiques des visiteurs)
Niveau d'engagement, soit direct (en personne) ou numérique (partages, références, nouveaux partenariats) relevant des contenus mis en ligne Nous tirerons une partie du soutien de nos deux autres projets phares, La Maison du Quartier chinois MTL et Réimaginer la rue Clark, pour renforcer la production de contenu et la sensibilisation.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1252840016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2025, avec la Fondation JIA, pour finaliser le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 18 000 $



CA24 240361_JIA_Conv_SIGNÉE.pdf



rayonner extention lettre 2025 FINAL.pdf



1252840016_Faire rayonner le Quartir chinois_Aspects Financiers_à faire (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-831-0259
Télécop. : -

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION JIA**, personne morale régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est le 4288, rue Saint-André, Montréal, H2J2Z2, agissant et représentée par Parker Mah - Co-fondateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mandat de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel du Quartier chinois de Montréal. Sa mission est d'entretenir et de promouvoir son patrimoine culturel à travers l'éducation, l'activation de l'espace et le développement d'approches immobilières communautaires.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Plan d'action pour le développement du Quartier chinois*, la réalisation du Projet Faire rayonner le Quartier chinois : au-delà des frontières, du 15 septembre 2024 au 31 mars 2025, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme**.**

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas

échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

PM

KR

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **soixante mille dollars (60 000$),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **vingt-quatre mille dollars (24 000$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de **dix-huit mille dollars (18 000$),** au plus tard le 15 décembre 2024, conditionnel la remise du bilan de mi-étape incluant un plan de communication détaillé sur la prochaine phase et budget révisé;

- et un troisième versement au montant de **dix-huit mille dollars (18 000$),** suite à la remise de reddition de compte, au plus tard le 31 mars 2025;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance

par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 4288, rue Saint-André, Montréal, H2J2Z2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Co-fondateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 1er e jour de octobre 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Katerine Rowan Signature numérique de Katerine Rowan Date : 2024.10.01 12:05:18 -04'00'

Katerine Rowan, Secrétaire d'arrondissement

Le 17 e jour de Septembre 2024

FONDATION JIA

Par : _____

Parker Mah, Co-fondateur

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel # 1242840021. Cette convention a été approuvée par la résolution CA24 240361 du conseil lors de la séance du 10 septembre 2024.

PM

ANNEXE 1

PROJET

Le projet comporte trois volets :

1. "Fabriquée au Quartier chinois II" : mise en lumière des entreprises et des entrepreneurs actuels du quartier chinois

   Dans le but de dévoiler les liens entre le contexte historique et humain du secteur, le projet "Fabriquée au Quartier chinois" a été créé pour découvrir les histoires humaines liées au quartier chinois de Montréal. Des personnes de tous âges, ethnies et expériences de vie ont été invitées à participer à la première phase de ce projet à l'été 2024 en se faisant photographier dans le quartier et en apportant un bref témoignage écrit relatant des souvenirs personnels, des histoires et des espoirs liés au quartier chinois. Le projet a pris de l'ampleur au fur et à mesure que de nouvelles personnes en prenaient connaissance. Il a été partiellement financé par la FCRR et une première itération sera lancée en septembre 2024.

   S'inspirant de l'expérience réussie du collectif Long Time No See (LTNS) de Toronto qui revendique et ranime le Quartier chinois de Spadina, la Fondation JIA affichera ces récits photographiques des membres de la communauté dans l'espace public. Cette initiative à fort impact visuel met en valeur la résilience de la communauté. Nous allons afficher les photos sur à plusieurs endroits hautement visibles longeant la rue Clark. Cette activité culturelle est ancrée dans la sensibilisation et l'éducation de la communauté et du grand public sur les gens de la communauté et leurs histoires.

   Pour cette demande de subvention, nous proposons de nous appuyer sur le succès et le momentum du projet Made in Chinatown pour lui donner une suite. Compte tenu du rôle essentiel joué par les multiples entreprises du quartier, nous souhaitons mettre en lumière les commerçants, les entrepreneurs et les travailleurs qui constituent le tissu économique du quartier. Nous nous concentrerons sur cinq entreprises patrimoniales : c'est-à dire, des entreprises multigénérationnelles, familiales et établies de longue date, inspirées par des programmes réussis mis en œuvre à San Francisco et Vancouver. En reconnaissant leur histoire et leur réalité à l'aide de deux supports (photographie de style documentaire utilisant une approche photojournalistique et courtes entrevues vidéo), nous ne faisons pas que promouvoir directement l'économie

de ces entreprises, dont certaines luttent encore dans une réalité post-COVID, mais nous élevons également leur patrimoine culturel immatériel comme étant indispensable à l'identité culturelle plus large de Chinatown. Tous les documents seront disponibles en français et en anglais.

Les indicateurs pour cet élément seraient les suivants

Nombre d'entreprises présentées

Nombre de vues de photos et de vidéos en ligne

Nombre de personnes (employés, propriétaires d'entreprises) engagées

2. Nos histoires, notre identité : favoriser l'identité sociale et culturelle du quartier chinois pour attirer une nouvelle génération d'entreprises

Jusqu'à présent, le quartier chinois de Montréal s'est commercialisé par le biais de marqueurs d'identité culturelle plus ou moins communs aux autres quartiers chinois diasporiques de l'île de la Tortue : des dimensions commerciales et marchandes telles que les restaurants, les produits alimentaires et les services. Bien que pragmatique, cette stratégie ne permet pas d'engager une nouvelle génération de membres de la communauté qui cherchent des moyens plus profonds de se connecter au lieu par le biais de valeurs et d'une vision partagées. Elle ne permet pas non plus de différencier le quartier chinois de Montréal comme étant " spécial ".

Pourtant, de nombreux aspects du quartier sont particuliers. Le rapport IRIS, "Quel modèle de développement pour le Quartier chinois de Montréal?" publié récemment, mentionne plusieurs exemples de pratiques innovantes et d'organisations d'économie sociale au Quartier chinois qui ont précédé historiquement la popularisation de ce terme.

Pour cette partie du projet, la JIA s'appuierait sur des contenus multimédias nouveaux et existants pour créer un site Web remanié qui mettrait en lumière les histoires qui façonnent aujourd'hui le quartier chinois de Montréal. Ce contenu inclurait des captations vidéo, des transcriptions (pour une meilleure accessibilité), des photographies et des PDF téléchargeables, autant de moyens d'accroître l'engagement réciproque entre nous et nos publics.

Ce contenu contribuerait à nourrir de nouvelles possibilités économiques en utilisant des histoires qui favorisent une "image de marque" pour le quartier chinois de Montréal - une image qui est plus dynamique et riche dans toute la complexité de ses atouts culturels et patrimoniaux, contribuant ainsi à créer un environnement propice à une nouvelle génération d'entrepreneurs de production sociale et culturelle, et potentiellement à une nouvelle stratégie d'attraction des entreprises.

Elle permettrait également aux universitaires, chercheurs, activistes et artistes locaux d'accéder plus facilement aux histoires du quartier chinois de Montréal, ouvrant ainsi la voie à de futures collaborations.

La Fondation JIA organisera et présentera le contenu d'une manière visuellement percutante dans le but de lancer la nouvelle plateforme à l'hiver 2024-2025. La Fondation JIA continuera également à alimenter cette plateforme avec des histoires et du contenu de la saison de programmation automne-hiver à la Maison du Quartier chinois. La Fondation traduira et rendra disponible les histoires en français et en anglais, avec l'objectif de publier toutes les histoires d'ici mai 2025.

Les indicateurs pour cet élément seraient les suivants

Nombre de personnes atteintes via le site web de la Fondation JIA

Nombre d'artistes et de nouveaux entrepreneurs touchés

Nous tirerons une partie du soutien de nos deux autres projets phares, Chinatown House II et Reimagine Clark Street, pour doubler la production de contenu et la sensibilisation.

Nous espérons également que notre projet conduira à une plus grande diversification du paysage économique du Quartier chinois qui vise à développer des activités économiques socialement justes et orientées vers le local et qui contribuent à la qualité de son environnement vivant et bâti.

3. Au-delà des frontières : atteindre un public mondial grâce à la plateforme Google Arts & Culture

En 2023, la Fondation JIA a accueilli le Forum Repenser le Quartier chinois, une rencontre d'organisateurs communautaires, chercheurs, urbanistes et citoyens du quartier chinois, avec le soutien de l'arrondissement Ville-Marie. À la suite de ce forum et des différentes connexions qui en ont découlé, le National Trust for Historic Preservation, une organisation patrimoniale basée à Washington, DC, a approché la Fondation JIA pour lui proposer de collaborer à son nouveau projet axé sur les récits numériques, Welcome to America's Chinatowns.

L'infrastructure du hub a été fournie par la plateforme Google Arts & Culture, une plateforme qui démocratise l'accès à différents biens culturels et artistiques mondiaux par le biais de partenariats avec des institutions muséales, des galeries d'art, des centres communautaires et des sites patrimoniaux. Le contenu est regroupé autour d'une plateforme avec un thème commun, dont la sélection de

contenu est assurée par une organisation partenaire, en l'occurrence le National Trust.

En tant que seule ville canadienne représentée sur cette plateforme, notre rôle était de donner vie à l'histoire du Quartier chinois de Montréal. Comme cette plateforme a une grande portée et qu'elle est indexée par le moteur de recherche le plus populaire au monde, le potentiel d'une plus grande visibilité était évident. Les histoires elles-mêmes peuvent ensuite être imbriquées dans notre site web ou même dans n'importe quel site web.

Après seulement quelques mois de mise en ligne, notre article intitulé "La lutte pour préserver le seul Quartier chinois francophone de Montréal" a été visionné des centaines de fois, ce qui a permis d'augmenter le trafic sur notre site web.

Sachant que le Quartier chinois est un moteur clé pour le tourisme dans toutes les grandes villes dotées d'un quartier chinois, le trafic local, régional et international provenant du tourisme est un élément clé de l'économie du Quartier chinois. Cette plateforme permettra de sensibiliser la population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières locales, aux réalités, mais aussi aux histoires du quartier chinois de Montréal et à son importance dans la ville de Montréal.

En tant que fournisseur privilégié de contenu canadien sur la plateforme Google Arts & Culture, notre objectif est de produire de 2 à 4 histoires, en français et en anglais, à publier sur le site. Voici quelques idées d'articles :

a. Le forum "Chinatown Reimagined" : Créer des liens entre les quartiers chinois dans l'espace et dans le temps

b. La Maison du Quartier chinois de Montréal : Transformer un espace inutilisé en un projet culturel réussi

c. Paifang : La communauté asiatique LGBTQ+ de Montréal se réapproprie son espace dans le quartier chinois.

Les indicateurs pour cet élément seraient les suivants

Nombre de visites à nos pages sur Google Arts & Culture au fil des mois

Nombre de visites à la page de la Fondation JIA référées de notre page Google Arts & Culture

Pour les trois volets, mais particulièrement pour le volet 1 “Fabriquée au Quartier chinois II”, nous allons miser sur notre partenariat avec la Table Ronde du Quartier chinois pour développer une stratégie de répertoriage et d’approche des commerçants qui seraient potentiellement intéressés à participer au projet.

L'économie actuelle du quartier chinois de Montréal est diversifiée et intergénérationnelle, et son marché est non seulement local, mais aussi régional et international. Nous espérons que

ces trois éléments permettront de mieux promouvoir les différents segments de l'économie et d'élargir sa base de marché.

En misant sur le développement d'une stratégie de visibilisation et promotion véritablement par et pour la communauté, nos objectifs seront de: 1) valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel du quartier chinois par la sensibilisation, le dialogue intergénérationnel et l'éducation et 2) tirer des enseignements de la communauté sur leurs besoins pour contribuer à nos réflexions pour un modèle de développement inclusif par et pour la communauté. Ces activités servent à renforcer les réseaux et les capacités de la communauté dans le cadre de notre vision à plus long terme du développement équitable.

Audience visée

L'audience visée par la Fondation JIA par ce projet reflète la grande diversité du quartier chinois de Montréal:

- Les commerçants et travailleurs du quartier chinois
- Chinois et diaspora asiatique de Montréal et des environs
- Jeunesse du Quartier chinois
- Résidents du Quartier chinois
- Académiques, chercheurs, urbanistes intéressés aux enjeux actuels du quartier
- Commaunuté queer asiatique du Grand Montréal
- Public général (passant, touriste par exemple)

Les différents publics cibles seront rejoints principalement à travers nos plateformes numériques. Certaines des activités, telles que le Projet d'affichage narratif et photographique "Fabriquée au Quartier chinois", seront accessibles en tout temps à l'extérieur à tout passant. Nous estimons que de manière générale, notre public cible est compris d'environ 80% de personnes de la diaspora asiatique et 20% de personnes d'autres communautés.

Pour l'ensemble des volets, pour surtout pour le volet "Fabriquée au Quartier chinois II", l'emphase sera mise sur l'engagement auprès des commerçants afin de raconter leur histoire de manière authentique.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

VILLE MARIE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes financés par Ville-Marie

Ville-Marie
Montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS
   - 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
   - 2.2 Relations médias et événements publics
   - 2.3 Publicité et promotion
   - 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS
   - 3.1 Normes graphiques et linguistiques
   - 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.

1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est

pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Ville-Marie
Montréal

2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'unique bailleur de fonds : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est partenaire du projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec d'autres partenaires financiers : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un collaborateur au projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres collaborateurs : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins

strictement promotionnelles et non commerciales.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : **@Arrondissement de Ville-Marie — Ville de Montréal**
- Pour une publication sur Facebook : **@centrevillemontreal**
- Instagram : **@centrevillemontreal**
- Twitter : **@CentrevilleMTL**

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête (au moins dix jours ouvrables à l'avance) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.

- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.

- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).

- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.

- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site

PM

d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.

- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze jours ouvrables à l'avance; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonné-e-s;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

PM

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

3.1.2 Respecter le positionnement du logo, qui est généralement dans la partie inférieure des documents. Le logo doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

- Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :
  - Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
  - La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.
- Hiérarchisation :
  La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

  Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.

  Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

PM
KR

- Ordre de préséance

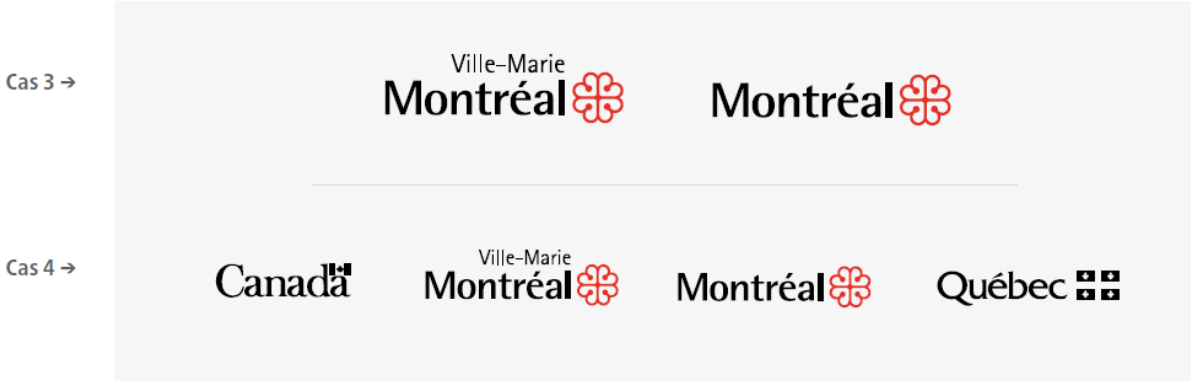
  Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution



financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 **Arrondissement**
à gauche du logo de la Ville de Montréal

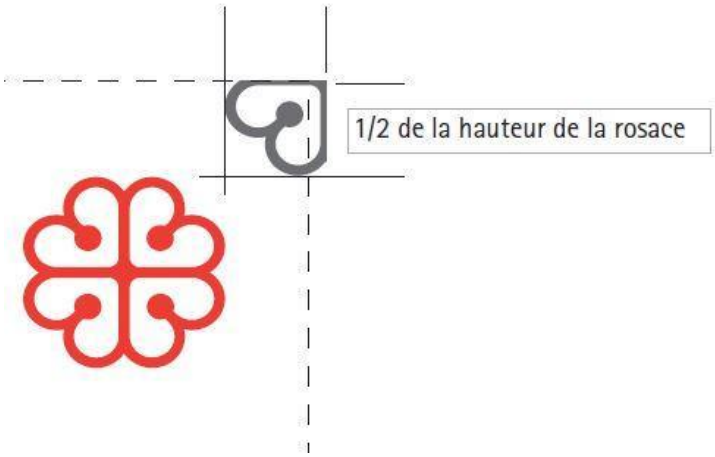
Cas 4 **Plusieurs instances gouvernementales**



Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

PM
KR

Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.4 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.5 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, dans un délai raisonnable pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, au moins cinq jours ouvrables avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, au moins cinq jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

PM
KR

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet au moins quinze jours ouvrables à l'avance.

IMPORTANT

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le *[titre du projet]* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

PM
KR

Board resolution

JIA Foundation

Resolution number: 12

Date: May 19, 2024

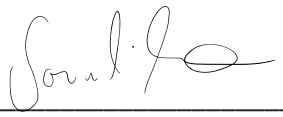
WHEREAS, JIA Foundation is working on the Chinatown House programming for the summer and fall 2024 to foster Chinatown's cultural heritage through education and space activation. The JIA Foundation aims to activate underutilized spaces in Chinatown through programming that is inclusive, culturally relevant, art and storytelling based, and intergenerational.

WHEREAS, JIA Foundation works closely with the City of Montréal to organize the in-person activities and has developed a formal partnership with the City of Montréal, the borough, and the Ministère de la Culture et des Communications for the Chinatown House MTL pilot project..

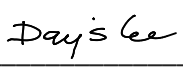
WHEREAS, the Board has assigned Parker Mah as the JIA Foundation representative to manage the site event for the in-person activities.

WHEREAS, the Board has reviewed the information provided by management regarding the in-person activities of the Chinatown House in spring and fall 2024. The Board has determined that the JIA Foundation representative is authorized to sign the Agreement with the borough, and if required, to amend it.

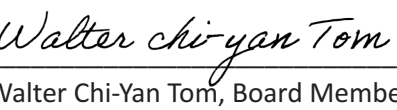
NOW THEREFORE, BE IT RESOLVED that the Board has approved and executed this resolution as of the date first set forth above.



Sonia li Trottier, Board Chair



Day's Lee, Board Member



Walter Chi-Yan Tom, Board Member

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 septembre 2024	Résolution: CA24 240361

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2025, avec la Fondation JIA, pour le projet Faire rayonner le Quartier chinois : au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 60 000 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Vicki Grondin

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2025, avec La Fondation JIA pour le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 60 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Cette dépense sera assumée par le Service du développement économique central.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1242840021

Katerine ROWAN
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 septembre 2024

FONDATION JIA

par la communauté pour la communauté

JIA 家 : famille / chez soi

Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

22 mai 2025

Sujet : demande de prolongation de la convention du projet Rayonner le Quartier chinois

Madame D'Arienzo,

Je vous écris afin d'émettre un demande formelle de prolongation de la convention de notre projet Rayonner le Quartier chinois – au delà des frontières, qui a été soutenu par l'Arrondissement Ville-Marie dans l'année 2024 – 2025.

Plusieurs défis nous ont obligé de retarder la finalisation des livrables du projet, notamment par rapport à la multiplication d'initiatives liées à d'autres projets et subventions, et la difficulté de réunir et raccorder divers acteurs de terrain.

Dans ce contexte, nous serons très reconnaissants si l'Arrondissement pourrait nous accorder jusqu'au 30 juillet 2025 pour livrer des actions supplémentaires dont :

1. Lancement officiel du site web, avec certaines données analytiques (prévu en tandem avec la programmation de la Journée du Quartier chinois (12 juillet))
2. Lancement et mise en ligne des vidéos et photos produites pour le projet Fabriqueés au Quartier chinois (Phase II) (prévu en amont, autour de fin juin, avec un 2e diffusion le 12 juillet).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distinguées.

Parker Mah
Directeur, opérations et programmation, Fondation JIA

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1252840016

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1.0

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	FONDATION JIA	675988

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires: Budget destiné à la stratégie centre-ville

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	18 000,00 $		**18 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	10.0	juin	2025.0		30.0	juillet	2025.0

Formulaire complété par : Cristina D'Arienzo

Prénom, nom

Date et heure système : 20 juin 2025 13:13:04

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1252840016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 août 2025, avec la Fondation JIA, pour finaliser le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières et accorder une contribution financière de 18 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1252840016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Conseiller(-Ere) en gestion des ressources financieres

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1252840016

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention, se terminant le 31 août 2025, avec La Fondation JIA pour le projet Faire rayonner le Quartier chinois: au-delà des frontières et accorder, à cette fin, une contribution de 18 000$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 18 000,00 $

	2025	**Total**
Fondation JIA	18 000,00 $	18 000,00 $

-

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 18 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	06501	61900	016491	0000	002234	028098	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM52840016
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-27**

Date et heure système : 27 juin 2025 12:11:48

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254680006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 45 000 $

D'approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* »;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 10 000 $ à Montréal la plus heureuse;

- 35 000 $ à Voies culturelles des faubourgs;

D'imputer cette dépense totale de 45 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 08:29

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254680006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 45 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de mieux encadrer les demandes de soutien financier déposées par divers organismes, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé en décembre 2016 la création du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (FSOC).*
Les objectifs du programme visent à offrir :

- Une aide ponctuelle à un organisme pour consolider sa présence dans l'arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- Une aide pour développer un projet;
- Un soutien aux partenaires culturels de l'Arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement;
- Une aide à des projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

L'aide financière accordée dans le cadre de ce fonds varie en fonction des montants disponibles et de l'appréciation du projet au regard des critères d'évaluation prévus à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240250 - 1254680005 adoptée le 10 juin 2025 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2025, avec Le Monastère dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 13 000 $.

CA25 240204 - 1254680003 adoptée le 6 mai 2025 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2025, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 91 000 $.

CA25 240075 - 1254680002 adoptée le 11 mars 2025 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2025, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 215 000 $.

CA25 240018 - 1258270003 adoptée le 11 février 2025 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2025, avec les organismes Art Souterrain et Lespacemaker, dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 32 500 $.

CA24 240358 - 1244680009 adoptée le 10 septembre 2024 : Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2025, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2024 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 96 500 $.

CA24 240307 1244680006 adoptée le 9 juillet 2024 Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2025, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2024 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 100 000 $.

CA23 240009 / 1228270012 adoptée le 7 février 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2023, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2023 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 55 000 $.

CA21 240316 / 1218270005 adoptée le 14 septembre 2021 : Approuver les conventions, se terminant le 31 août 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 43 000 $.

DESCRIPTION

Deux projets font l'objet de ce sommaire :

- **Montréal la plus heureuse - Expression de joie du temps de fêtes - Le 16 décembre 2025 - 10 000 $:** le 16 décembre prochain, la deuxième édition de *L'Expression de joie du temps des fêtes* animera le quartier Centre-Sud avec un parcours festif, artistique et inclusif. L'événement débutera à la bibliothèque Père-Ambroise avec des ateliers de création d'affiches animés par des artistes visuel(le)s professionnel·(le)s suivis d'un dîner communautaire dans les locaux de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS). Une déambulation musicale menée par le groupe Samajam partira ensuite de la bibliothèque pour rejoindre le parc Charles S. Campbell, en empruntant les rues de la Visitation, Ontario Est, Beaudry et Sainte-Catherine Est. Cette marche joyeuse, qui se déroulera sur les trottoirs sans entraver la circulation, culminera avec une animation rythmée de chant, danse et percussions brésiliennes dans le parc, lieu central de l'activité. L'événement se conclura par une distribution de thé et de biscuits « bonheur » dans une ambiance conviviale. Pensé avant tout pour les résident(e)s du quartier, ce projet vise à renforcer les liens sociaux, briser l'isolement et offrir un moment de chaleur humaine en période hivernale. Pour favoriser l'inclusion des personnes vulnérables, des collaborations sont prévues avec plusieurs organismes dont Spectre de rue et le Centre St-James. L'initiative repose également sur un solide réseau de partenaires confirmés ou en cours de confirmation, incluant la bibliothèque Père-Ambroise, l'ARCG, la Ruche d'Art Yéléma, Diversité artistique Montréal, Pas de la rue, Les chemins du Soleil, la pâtisserie A les sens ciel, Voies culturelles des faubourgs, le Centre communautaire LGBTQ+, L'Itinéraire, Au coup de pouce Centre-Sud, Maison Tangente, le Réseau pour la paix et l'harmonie sociale, le Mouvement de Paix, CABM, Accès Bénévolat, ainsi que plusieurs médias locaux (Radio Centre-Ville, CIBL, CFMB), PAAL, Vues d'Afrique, Microcrédit Montréal, Saphir Optimiste, Sandra Lucidi Videomaker et ID Créatives. En offrant une plate-forme festive de rencontre et d'expression, ce projet s'inscrit dans une démarche inclusive, solidaire et écoresponsable. La contribution de 10 000 $ à être octroyée par l'Arrondissement s'inscrit dans l'objectif de soutenir ses partenaires culturels pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement, du Plan stratégique Montréal 2030 et du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie. La convention prévoit un début à la date de signature et une fin au plus tard le 30 décembre 2025.

- **Voies culturelles des faubourgs - Plan d'action 2025-2026 - Juillet 2025 à juin 2026 - 35 000 $** : fondé en 2001, Voies culturelles des faubourgs est un regroupement multisectoriel montréalais qui réuni des organismes culturels, communautaires économiques ainsi qu'un bon nombre d'artistes professionnel(le)s dont les actions visent à développer la culture sous toutes ses formes dans le secteur est de l'arrondissement. À travers son plan d'action 2025-2026, l'organisme souhaite consolider sa structure, renforcer ses réseaux et poursuivre ses efforts de concertation et de développement afin de rester fidèle à sa mission. Le plan d'action proposé, qui s'étend jusqu'en juin 2026, tient compte de la réalité et des enjeux propres au secteur des faubourgs et s'articule sur trois axes d'intervention : assurer la pérennité de l'organisme, mobiliser les acteurs culturels locaux et contribuer au développement culturel du Centre-Sud. Il est aligné avec les priorités de concertation, de représentation et de promotion du milieu culturel local et prévoit des actions qui permettront à l'organisme de maintenir une structure organisationnelle stable, de consolider les ressources humaines et matérielles et de garantir la

continuité des actions de concertation, de mobilisation et de rayonnement culturel dans le secteur est de l'arrondissement. La contribution de 35 000 $ à être octroyée par l'Arrondissement s'inscrit dans l'objectif de soutenir ses partenaires culturels pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement, du Plan stratégique Montréal 2030 et du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie. La convention prévoit un début à la date de signature et une fin au plus tard le 30 juin 2026.

Aucun des organismes visés par le présent sommaire décisionnel ne figure sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation. Tous emploient moins de 50 personnes et par conséquent, ne sont pas assujettis aux obligations de francisation prévues par la Charte de la langue française.

Les descriptions détaillées des projets ainsi que les documents relatifs à la Charte de la langue française se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

Le soutien financier de 45 000 $ à être accordé par l'arrondissement de Ville-Marie est essentiel pour permettre la mise en œuvre d'initiatives culturelles structurantes qui répondent aux priorités locales en matière de développement culturel, de cohésion sociale et d'inclusion. Ces projets contribueront à améliorer la qualité de vie des résidentes et résidents en offrant une programmation culturelle de proximité, gratuite, diversifiée et accessible à toutes et à tous. En plus de favoriser le vivre ensemble et de renforcer le sentiment d'appartenance au quartier, ils soutiennent la consolidation des structures organisationnelles locales, la mobilisation des acteurs culturels du territoire et la continuité des actions de concertation et de rayonnement. En s'inscrivant dans une démarche inclusive, collaborative et ancrée dans la réalité du secteur est de l'arrondissement, ces initiatives participent activement à la vitalité culturelle et sociale du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau ci-dessous illustre la distribution du soutien financier totalisant la somme de 45 000 $ ainsi que les sommes accordées à ce même organisme lors des années antérieures :

ORGANISME		PROJET	SOUTIEN RECOMMANDÉ 2025	VALEUR APPROXIMATIVE DU SOUTIEN TECHNIQUE (si applicable)	SOUTIEN ACCORDÉ AU COURS DES ANNÉES ANTÉRIEURES								
					2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1.	Montréal la plus heureuse	Expression de joie du temps des fêtes	**10 000 $**	2 500 $	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	-	15 000 $
2.	Voies culturelles des faubourgs	Plan d'action 2024-2025	**35 000 $**	S/O	35 000 $ FSOC 5 000 $ PSIC V1	35 000 $ FSOC 5 000 $ PSIC V1	35 000 $ FSOC 5 000 $ PSIC V1	35 000 $ FSOC 5 000 $ PSIC V1	35 000 $ FSOC 10 000 $ PSIC V1	35 000 $ FSOC 5 000 $ PSIC V1	20 000 $ FSOC 16 250 $ PSIC V1-V2 275 000 $ Quartier culturel	70 000 $ FSOC 89 000 $ Quartier culturel 5 000 $ PSIC V1 275 000 $ Quartier culturel	6 000 $ PSIC V1 275 000 $ Quartier culturel 35 000 $ FSOC Plan d'action

TOTAL :	**45 000 $**	

Lorsque applicables, les coûts en soutien technique ont été estimés et sont inscrits à titre d'information pour donner un ordre de grandeur. Ces frais sont assumés par les divisions impliquées à même leurs budgets de fonctionnement. En aucun temps il ne sera utilisé à des fins de convention. Ces coûts englobent, entre autres, la coordination logistique de l'événement, le prêt de matériel, la collecte de déchets et de matières recyclables, le soutien en communications, etc.

Conformément aux pratiques en usage, le versement du soutien financier de 45 0000 $, consenti à même le budget de fonctionnement dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes œuvrant dans Ville-Marie* fera l'objet d'une convention avec l'organisme, jointe à la présente, et dans laquelle sont spécifiées les conditions et les modalités de versement.

Les contributions financières devront être versées conformément aux dispositions des conventions signées entre les parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030, car il vise à :

- **N^{O} 14 :** Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité;
- **N^{O} 15 :** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- **N^{O} 19 :** Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- **N^{O} 20 :** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution financière a pour but de soutenir la mise en œuvre d'initiatives culturelles structurantes qui favorisent le développement culturel et améliorent la qualité de vie des résidentes, des résidents de l'Arrondissement. Ces projets enrichissent l'offre culturelle locale en la rendant plus accessible, inclusive et représentative de la diversité du territoire. Ils favorisent la participation citoyenne, renforcent le sentiment d'appartenance et créent des espaces de rencontre et d'expression pour un large public. En soutenant les artistes et les organismes locaux, ils contribuent également à la professionnalisation du milieu culturel et à la consolidation des structures existantes. En outre, ces projets permettront de structurer durablement l'écosystème culturel du secteur grâce à un plan d'action concerté, axé sur la mobilisation, la mutualisation des ressources et la continuité des actions collectives. Ensemble, ces initiatives jouent un rôle clé dans la démocratisation de la culture, la revitalisation du quartier et la promotion d'une communauté plus solidaire, dynamique et culturellement vivante.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme s'engage à respecter les dispositions du *Protocole de visibilité à l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de Ville-Marie* et à accorder une visibilité à l'Arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du projet;

- Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'Arrondissement;
- Un rapport final incluant le bilan financier sur l'utilisation de l'aide accordée est requis trois mois après la date de fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-21

Roseline RICO
Cheffe de division - Culture et bibliotheques

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-26



CONV - MLPH - FSOC 2025.docx



CONV - VCF - PDA 2025-2026 - FSOC 2025.docx

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par M^{e} Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL LA PLUS HEUREUSE** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 3-5938, avenue du Parc, Montréal, (Québec), H2V 4H3, agissant et représentée par Madame Rossana Bruzzone, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 avril 2025;

Numéro d'inscription TPS : N/A

Numéro d'inscription TVQ : N/A

Numéro d'entreprise du Québec : 1173796617

Numéro de fournisseur Ville : 578523

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme produit et diffuse des activités qui promeuvent des rencontres interdisciplinaires et interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie pour la réalisation de son Projet *« Expression de joie du temps des fêtes »,* tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la culture, des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet conformément à l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention. La Ville de Montréal ne s'engage pas à prêter des équipements, à fournir des services techniques ou à assumer d'aucuns frais reliés à la location d'équipements ou autres requis par l'Organisme;

4.1.3 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.1.4 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 soumettre, le cas échéant, à la Ville, pour approbation, sa demande de tenue d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication publique, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres stipulés dans le *Guide pour la réalisation du bilan du projet soutenu* présenté à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, incluant un rapport financier qui indiquera clairement à quelles fins la contribution financière de la Ville a été utilisée et expliquant les écarts entres les prévisions et les résultats réels du Projet, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix jours (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix mille dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet *« Expression de joie du temps des fêtes »;*

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de huit mille dollars (8 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de deux mille dollars (2 000 $), soit 20%, conditionnel à la réception de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable, démontrant l'utilisation effective des sommes versées par la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

5.3.1 le Responsable peut suspendre ou annuler tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.3.2 le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3.3 l'Organisme doit rembourser à la Ville, dans les délais stipulés par le Responsable, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Arrondissement : madame Gina Tremblay, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8.

Pour l'Organisme : madame Rossana Bruzzone, directrice générale, sis au 3-5938, avenue du Parc, Montréal (Québec), H2V 4H3.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement Date

POUR L'ORGANISME

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Madame Rossana Bruzzone, directrice générale Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe du sommaire décisionnel 1254680006, le 8e jour de juillet 2025.

(Résolution _____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Le document Annexe 1 est inclus dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel et inclut le formulaire de demande de soutien financier et la description du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de Ville-Marie

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

2.1.2.1 Normes graphiques

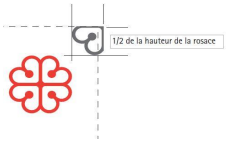
- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
  - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.3 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, un **minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il-y-a-lieu.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

☐ Les actions et les activités réalisées (nombre, date(s), durée, description, déroulement du projet, faits marquants, les statistiques de fréquentation, etc.

☐ La **Fiche de budget** (disponible sur le site Web du programme) mise à jour en complétant les colonnes appropriées et en justifiant les écarts entre les montants prévus et réels;

☐ Les changements ayant été apportés au projet par rapport à la proposition initiale, s'il y a lieu;

☐ Les objectifs atteints et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs). Si les objectifs annoncés n'ont pas été atteints, veuillez expliquer pourquoi;

☐ Le nombre d'artistes professionnels et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;

☐ L'impact du projet sur la population l'arrondissement de Ville-Marie;

☐ Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;

☐ Les moyens de communication utilisés pour joindre la population de l'Arrondissement ainsi que les outils de promotion utilisés;

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'Arrondissement;

☐ Trois photographies en haute résolution libre de droits du projet réalisé en format électronique;

☐ La revue de presse du projet, si disponible;

☐ Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Le bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet au responsable du dossier à l'Arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'Arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par M^{e} Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VOIES CULTURELLES DES FAUBOURGS,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2349, rue de Rouen, bureau 2 111, Montréal (Québec) H2K 1L8, agissant et représentée par, monsieur Martin Vinette, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 avril 2025;

Numéro d'inscription TPS : 144483195

Numéro d'inscription TVQ : 201051823

Numéro d'entreprise du Québec : 1160385614

Numéro de fournisseur Ville : 131378

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme produit et diffuse des activités qui promeuvent des rencontres interdisciplinaires et interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie pour la réalisation de son Projet *« Plan d'action 2025-2026 »,* tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la culture, des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet conformément à l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention. La Ville de Montréal ne s'engage pas à prêter des équipements, à fournir des services techniques ou à assumer d'aucuns frais reliés à la location d'équipements ou autres requis par l'Organisme;

4.1.3 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.1.4 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 soumettre, le cas échéant, à la Ville, pour approbation, sa demande de tenue d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication publique, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres stipulés dans le *Guide pour la réalisation du bilan du projet soutenu* présenté à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, incluant un rapport financier qui indiquera clairement à quelles fins la contribution financière de la Ville a été utilisée et expliquant les écarts entres les prévisions et les résultats réels du Projet, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix jours (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet *« Plan d'action 2025-2026 »;*

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de vingt-huit mille dollars (28 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de sept mille dollars (7 000 $), soit 20%, conditionnel à la réception de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable, démontrant l'utilisation effective des sommes versées par la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

5.3.1 le Responsable peut suspendre ou annuler tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.3.2 le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3.3 l'Organisme doit rembourser à la Ville, dans les délais stipulés par le Responsable, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 juin 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Arrondissement : madame Gina Tremblay, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8.

Pour l'Organisme : monsieur Martin Vinette, directeur général, sis au 2349, rue De Rouen, bureau 2.111, Montréal (Québec), H2K 1L8.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement Date

POUR L'ORGANISME

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Monsieur Martin Vinette, directeur général Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe du sommaire décisionnel 1254680006, le 8e jour de juillet 2025.

(Résolution _____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Le document Annexe 1 est inclus dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel et inclut le formulaire de demande de soutien financier et la description du projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de Ville-Marie

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

2.1.2.1 Normes graphiques

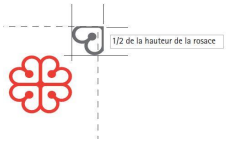
- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
  - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.3 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, un **minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il-y-a-lieu.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

☐ Les actions et les activités réalisées (nombre, date(s), durée, description, déroulement du projet, faits marquants, les statistiques de fréquentation, etc.

☐ La **Fiche de budget** (disponible sur le site Web du programme) mise à jour en complétant les colonnes appropriées et en justifiant les écarts entre les montants prévus et réels;

☐ Les changements ayant été apportés au projet par rapport à la proposition initiale, s'il y a lieu;

☐ Les objectifs atteints et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs). Si les objectifs annoncés n'ont pas été atteints, veuillez expliquer pourquoi;

☐ Le nombre d'artistes professionnels et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;

☐ L'impact du projet sur la population l'arrondissement de Ville-Marie;

☐ Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;

☐ Les moyens de communication utilisés pour joindre la population de l'Arrondissement ainsi que les outils de promotion utilisés;

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'Arrondissement;

☐ Trois photographies en haute résolution libre de droits du projet réalisé en format électronique;

☐ La revue de presse du projet, si disponible;

☐ Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Le bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet au responsable du dossier à l'Arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'Arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254680006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 45 000 $

Les documents suivants ont été déposés au bureau de la Division de la culture :

- Lettres patentes;

- Résolution du conseil d'administration;

- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;

- États financiers;

- Rapport annuel;

GDD 1254680006_Grille_analyse_MTL2030.pdf

Aspect financier_GDD_1254680006.xls

Annexe 2 - MLPH.pdf

Annexe 2 - VCF - PDA 2025-2026.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1254680006*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet *: Contribution financière dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- No 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- No 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

- No 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Favoriser le développement et la pérennité des organismes culturels et des artistes Montréalais grâce au soutien financier et accompagnement offerts – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

- Améliorer la qualité de vie des citoyens grâce à une offre culturelle diversifiée, de proximité et accessible à tous – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

- Augmenter le rayonnement et la vitalité artistique et culturelle de l'arrondissement – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254680006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Montréal la plus heureuse	578523
2.	Voies culturelles des faubourgs	131378

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Voici le détail de la demande de financement pour ce dossier :
10 000 $: Montréal la plus heureuse : verser la totalité de la somme en 2025;
35 000 $: Voies culturelles des faubourgs : 1er versement de 28 000 $ en 2025 ; 2e versement de 7 000 $ en 2026;

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant				38,000.00 $	7,000.00 $			**45,000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	09	juillet	2025		30	juin	2026

Formulaire complété par : Soraya Miranda
Prénom, nom

Date et heure système : 30 June 2025 11:30:55

Afficher les résultats

Personne interrogée 19

Anonyme

23315:00
Temps de remplissage

1. Votre adresse courriel : *

info@mtllaplusheureuse.org

2. Ce projet est présenté par : *

- ○ Un OBNL constitué sous l'autorité de la **Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C 2009, ch. 23);**
- ◉ Un OBNL constitué sous l'autorité de la p**artie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38);**
- ○ Un OBNL constitué sur la **Loi sur les coopératives du Québec (RLRQ, C. C-67.2).**

3. Numéro d'entreprise (NEQ ou NE) : *

1173796617

4. Nom légal de l'organisme demandeur (tel qu'il figure sur la charte et les lettres patentes) : *

Montréal la plus heureuse

5. Date d'incorporation de l'organisme : *

3 juillet 2018

6. Date de signature de la résolution du conseil d'administration appuyant le dépôt de la demande et autorisant un(e) représentant(e) désigné(e) : *

** La résolution doit avoir été émise il y a moins de trois (3) mois afin qu'elle soit acceptée.*

22 avril 2025

7. Prénom de la personne en charge de la demande (désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Rossana

8. Nom de famille de la personne en charge de la demande (si OBNL, désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Bruzzone

9. Titre de la personne en charge de la demande : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Directrice générale

10. Courriel de la personne en charge de la demande : *

info@mtllaplusheureuse.org

11. Numéro de téléphone de la personne en charge de la demande : *

** Veuillez inscrire le numéro de téléphone dans le format (514) 123-4567*

(514) 806-4057

12. Adresse postale complète de l'organisme : *

** Veuillez inscrire l'adresse dans le format suivant : Numéro civique - Rue - Numéro d'appartement, bureau, local - Ville - Code postal*

3-5938 avenue du Parc, Montréal, Québec , H2V 4H3

13. Site Web de l'organisme et du projet (s'il y a lieu) : *

https://www.mtllaplusheureuse.org/

14. Mission de l'organisme (selon les lettres patentes) *

Propager la joie et l'optimisme à travers Montréal par le biais de diverses activités artistiques et réalisations média, avec une attention particulière aux populations vulnérables.

15. Numéro de TPS (s'il y a lieu) : *

N/A

16. Numéro de TVQ (s'il y a lieu) : *

N/A

17. Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal (si disponible) :

** Pour recevoir un soutien financier de la Ville de Montréal, vous devez être inscrit au Fichier des fournisseurs et avoir un numéro de fournisseur actif. Voici le lien pour vous inscrire ou faire la mise à jour de votre dossier : **http://ville.montreal.qc.ca/fournisseur***

578523

18. Montant du soutien financier demandé **(taxes incluses)** : *

15000

19. Budget global du projet : *

39975

20. À quel(s) objectif(s) du programme le projet répond-t-il ? *

- [x] **1.** L'organisme requiert d'une aide ponctuelle pour consolider sa présence dans l'Arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- [ ] **2.** L'organisme requiert d'une aide pour développer un projet;
- [ ] **3.** L'organisme est un partenaire culturel de l'Arrondissement et requiert d'un soutien pour la réalisation de son plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement, et du Plan stratégique Montréal 2030, et du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie;
- [ ] **4.** L'organisme requiert d'une aide d'appoint pour la réalisation d'un projet d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

21. Titre du projet *

Expression de joie du temps des fêtes

22. Resumé du projet (130 mots maximum) *

(Concept et description générale)

L'Expression de joie du temps des fêtes est un événement artistique festif et rassembleur destiné à semer la joie sur son passage. Il consiste en 2 ateliers de création d'affiches, une déambulation en musique et une animation rythmée au chant et percussions brésiliennes. L'esprit dans lequel il a été conçu est d'offrir une occasion de rencontres et de partage, dans un moment qui peut être difficile à vivre, spécialement pour les populations vulnérables (aîné.e.s, personnes à faible revenu, communautés marginalisées). Au vu de l'impact positif de notre première édition, nous avons décidé de répéter l'expérience, cette fois-ci au courant de la semaine, avec la déambulation prévue pendant la pause du dîner, ce qui nous permettra de rejoindre des travailleur.euse.s et des organismes communautaires normalement fermés les samedis et dimanches.

23. Votre projet comporte-il une ou des œuvres visuelles destinées à être présentées ou exposées dans l'espace public ? Dans l'affirmative, veuillez joindre les images et les textes pour approbation au document PDF 1 et envoyer le tout par WeTransfer avant de commencer la production. **Les œuvres doivent s'adresser à un public de tous âges.** *

Note : l'Arrondissement se réserve le droit de demander le remplacement des images et des textes jugés non conformes aux attentes. Cette démarche vise à garantir un environnement inclusif et respectueux des sensibilités de toutes et tous.

- ( ) Oui. Je joindrai les images et les textes au document PDF 1 pour approbation avant de commencer la production.
- (•) Non, mon projet ne comporte pas d'œuvres visuelles à être présentées ou exposées dans l'espace public.

24. Historique du projet (100 mots maximum) *

(nouvelle création, reprise d'une activité ou d'une oeuvre, etc.)

Le dimanche 22 décembre 2024, nous avons organisé la première édition de l' Expression de joie du temps des Fêtes sur la Place du Village. 3 ateliers de création d'affiches ont été animés par Romain Bécourt, Marjorie Lovinsky et Aroma Jockey Jarome au son du DJ QTN Bass. Une chorégraphie originale, la danse des affiches, a été enseignée aux participant.e.s par Ariana Pirela Sanchez sur une musique originale jouée par la Burning BrasS Band. L'événement s'est terminé par une performance de la fanfare. L'Expression de joie du temps des fêtes a été une occasion de rencontres et de partage, tant pour les résident.e.s que pour les artistes, qui ont collaboré avec enthousiasme. Particulièrement remarquable a été l'impact sur les passant.e.s, et spécialement sur les populations marginalisées, qui ont interagi avec nos bénévoles.

25. Date(s) de réalisation du projet : *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu.

Le mardi 16 décembre 2025 entre le milieu de matinée et le début d'après-midi. Le montage et le démontage du chapiteau se feront le jour même.

26. Lieu (x) envisagé(s) du projet : *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec l'agent(e) culturel(le) en fonction des priorités de l'Arrondissement.

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

Les lieux se situent à cheval entre le quartier culturel et le Village, tels que définis dans le Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'Est de Ville-Marie. Voici dans les détails : Ateliers de création d'affiches à la bibliothèque Père-Ambroise (rue de la Visitation), qui fait partie du quartier culturel. Dîner dans une salle au Centre Yvon Deschamps de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS), juste en dessous. Déambulation de la bibliothèque jusqu'au parc Charles S. Campbell (Village) en passant par la rue de la Visitation, la rue Ontario E, la rue Beaudry (y compris devant le métro) et la rue Sainte-Catherine E. A noter que la déambulation se ferait sur le trottoir, sans entraver la circulation sur la route. Animation finale au parc Charles S. Campbell. Lieu au cœur du Village, facilement accessible en métro pour les personnes qui viendraient d'un peu plus loin, suffisamment grand pour accueillir notre chapiteau, nos musicien.ne.s et le public.

27. Nombre d'artistes professionnels impliqués dans le projet proposé et description de leur participation *

3 musicien.ne.s (groupe Samajam) de percussions qui vont faire une animation musicale pendant la déambulation joyeuse et une animation rythmée (chant, danse et percussions) une fois que nous serons arrivé.e.s au parc. 4 artistes visuel.le.s qui vont animer les ateliers de création d'affiches joyeuses à la bibliothèque (dans deux espaces déjà confirmés).

28. Détail et nombre d'activités ou de performances à présenter devant le public ainsi que leur durée : *

2 ateliers de création d'affiches joyeuses d'une durée d'1h30 à la bibliothèque Père-Ambroise
1 animation musicale pendant la déambulation d'une durée d'environ 25 minutes
1 animation rythmée au chant, danse et percussions brésiliennes d'une durée d'environ 35 minutes au parc Charles S. Campbell

29. Adéquation du projet avec la mission de l'organisme : *

Notre organisme a pour but de propager la joie partout dans Montréal à travers des initiatives artistiques qui réunissent les cultures et les générations, avec une attention particulière pour les personnes vulnérables. Ainsi, utiliser les arts pour susciter la surprise, la curiosité, la joie et l'émerveillement auprès de personnes diverses dans un moment de l'année qui peut être synonyme de stress, de tristesse et de solitude pour certain.e.s est dans la droite ligne de notre mission. Nous avons d'ailleurs organisé un événement de ce type l'année dernière (voir question 24) et d'autres activités dans le temps des fêtes en 2019 (en personne), 2020 et 2021 (en virtuel), car nous avons à cœur d'offrir de la chaleur humaine et des moments conviviaux et un accès à l'art pour tou.te.s, en particulier lors de cette période particulièrement délicat.

30. Description complète du projet : *

Détail des activités, le nombre de représentations, leur durée, les activités de médiation culturelle qui sont programmées et l'adéquation du projet avec les objectifs du programme.

L'expression de joie du temps des fêtes est un événement festif, intergénérationnel et valorisant le multiculturalisme local, gratuit et accessible à tou.te.s les citoyen.ne.s. Avec notre expression de joie, nous prenons le contrepied des "manifestations" traditionnelles et offrons une approche originale où les participant.e.s peuvent exprimer leur créativité et ce qui leur fait du bien à travers des affiches colorées réalisées par leurs soins et une déambulation en musique, des activités qui n'ont d'autre revendication que le bonheur. Voici le déroulé de l'événement : 10h - 2 médiations culturelles sous forme d'ateliers de réalisation d'affiches à la bibliothèque Père-Ambroise, animés par 4 artistes visuel.le.s professionnel.le.s liées aux Ruches d'art montréalaises ou à Diversité artistique Montréal 11h30 - Dîner offert par notre organisme pris collectivement dans le centre Yvon Deschamps au bas de la bibliothèque 12h - Départ de la déambulation en musique avec le groupe Samajam 12h25 - Arrivée au parc Campbell, médiation culturelle sous forme d'animation rythmée au chant, danse et percussions brésiliennes 13h - Distribution gratuite de biscuits bonheur et de thé pour un moment de partage festif. Mise à disposition du livre d'or. 13h30 - Fin de l'événement. Les ateliers de création d'affiches auront lieu le matin en intérieur dans la salle d'animation et les espaces publics de la bibliothèque Père-Ambroise. Cela dit, pour toucher un maximum de personnes différentes et leur permettre de participer activement, nous organiserons la déambulation joyeuse en musique et l'animation rythmée au chant, danse et percussions brésiliennes en extérieur, afin de créer surprise et émerveillement sur notre passage. Nous avons choisi spécifiquement l'heure du dîner pour rejoindre également les travailleur.euse.s sur leur pause et leur offrir une parenthèse bonheur appréciable pendant la saison hivernale et la période chargée qui précède souvent le temps des fêtes. Nous avons opté pour cette période de l'année car pour les personnes seules ou isolées, elle représente un défi, un moment difficile à vivre où le partage et la solidarité sont de la plus grande importance. Pour cette raison, nous comptons reprendre contact avec l'organisme Spectre de rue et le Centre St-James, afin d'être outillé.e.s pour entrer en relation avec les personnes vulnérables et assurer leur inclusion. De plus, nous offrirons aux participant.e.s du thé et des biscuits bonheur vers la fin de l'événement afin de renforcer les liens entre les gens, de réchauffer les cœurs et les corps et d'offrir de la convivialité à toutes les personnes présentes. Dans ce cadre, tout comme dans l'ensemble des activités de notre événement, nous prêterons une grande attention à l'inclusivité et à l'impact écologique, par exemple en offrant des biscuits végétaliens sans gluten préparés localement avec du chocolat noir équitable et en servant le thé dans des contenants compostables (voir question 38 pour plus de détails).

31. Discipline(s) visé(e-s) par le projet : *

- [ ] Arts du cirque
- [ ] Arts médiatiques
- [x] Arts de rue
- [x] Arts visuels et numériques
- [x] Danse
- [ ] Littérature et conte
- [ ] Métiers d'art
- [ ] Muséologie
- [x] Musique
- [ ] Patrimoine et architecture
- [ ] Théâtre
- [ ] Autre

32. Clientèle(s) cible(s) : *

- [x] Enfants
- [ ] Adolescent(e-s)
- [ ] Jeunes adultes (18-30 ans)
- [ ] Adultes (30-64 ans)
- [x] Aîné(e-s) (65 ans et plus)
- [x] Familles
- [ ] Personnes autochtones
- [ ] Personnes en situation de handicap ou ayant des limitations fonctionnelles
- [x] Personnes issues des communautés culturelles
- [x] Personnes vulnérables ou groupes marginalisés
- [x] Personnes de la diversité sexuelle et de genre (LGBTQ2+)

33. Nombre de participant(e-s) visé(e)s (en chiffres) : *

120 participant.e.s direct.e.s (55 estimé.e.s aux ateliers créatifs + 65 supplémentaires lors de la déambulation et du moment musical final), 700 personnes touchées (par la déambulation et le moment musical final, qui se fera en plein air)

34. Retombées du projet pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie : *

Les retombées de notre projet pour la population de l'arrondissement sont dans la droite ligne des orientations du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'Est de Ville-Marie. En effet, l'Expression de joie du temps des fêtes contribue à la vitalité des quartiers qu'elle touche et à assurer l'accessibilité d'une offre culturelle de proximité, gratuitement. Elle permet ainsi de favoriser la participation active aux arts et à la culture sous le prisme de la joie via des activités de médiation culturelle variées (arts visuels, musique) encourageant la participation intergénérationnelle et interculturelle chez les personnes de tous niveaux.
De plus, de par sa conception, le projet est une source de lien entre les citoyen.ne.s (tant les participant.e.s direct.e.s que les passant.e.s) et entre les acteur.rice.s du territoire, à savoir résident.e.s, organismes communautaires, institutions de la ville (bibliothèque).
Il permettra de créer des synergies au sein de l'arrondissement et de réunir une population et des organismes divers autour d'un dénominateur commun : la joie! Les participant.e.s et les passant.e.s pourront passer un moment convivial ensemble, se laisser surprendre dans leur quotidien et prendre part à ce beau moment d'allégresse collective, du début à la fin ou juste un petit instant, en fonction de leurs contraintes, ce qui permet une approche modulable et très accessible de la culture dans un quotidien chargé.
En outre, le fait d'organiser l'événement en s'appuyant sur des organismes établis dans le quartier permettra de favoriser la diversité, l'inclusion et l'expression de groupes plus vulnérables ou marginalisés (par exemple par le biais du partenariat avec l'ARGC - Aînés et retraités de la communauté gaie et L'Itinéraire).

35. Stratégies de communication pour rejoindre les publics ainsi que les outils de promotion qui seront privilégiés : *

Nous programmerons des publications régulières sur nos médias sociaux (Facebook et Instagram) pour mettre en valeur les artistes, les partenaires communautaires et les fournisseurs du quartier (ASCCS et Bistro Les Saveurs du Centre-Sud). Nous parlerons également de l'événement dans notre infolettre (1 100 abonné.e.s) et sur notre site Web.
Nous comptons également faire appel à La Clique des Communications pour les relations de presse, étant donné leur aide précieuse pour rejoindre de nombreux médias (télé, radio, journaux et blogues), lors des 5e et 6e éditions du Festival du Bonheur de Montréal.
Pour ce qui est de l'affichage, comme l'an dernier, nous mobiliserons notre équipe et nos bénévoles pour aller voir les commerçant.e.s et lieux communautaires du quartier, distribuer des pamphlets et afficher dans les rues proches, ainsi que dans différents lieux clés de la ville. Cette opération ''de proximité'' s'est avérée particulièrement féconde aussi pour inviter les résident.e.s.
Par ailleurs, nous pourrons aussi compter sur les organismes partenaires implantés localement pour diffuser notre événement et y faire participer leurs bénéficiaires, notamment Les chemins du soleil, l'ARCG, l'Itinéraire et la Bibliothèque Père-Ambroise, entre autres.
Enfin, nous ferons à nouveau appel à nos partenaires de rayonnement, dans le quartier, comme Voies culturelles des faubourgs et le Centre communautaire LGBTQ+, mais aussi en dehors (Réseau pour la paix et l'harmonie sociale, Mouvement de paix, le Centre Afrika…) (voir question 37 sur les partenariats). Ceux-ci diffuseront l'information via les moyens à leur disposition (médias sociaux, infolettre, affichage papier).

36. Échéancier détaillé du projet : *

Début juillet 2025
- diffusion de l'événement dans la programmation de la bibliothèque Père-Ambroise
Juillet-août 2025
- élaboration du plan d'action détaillé
Septembre-octobre
- rencontres avec les organismes partenaires,
- création des affiches sur la base de l'identité visuelle créée l'an dernier.
Octobre-novembre
- rencontres avec l'arrondissement (validation du trajet de déambulation en accord avec le SPVM, visite du site, autres démarches administratives),
Novembre-décembre
- diffusion et communication : en ligne (site web, médias sociaux, groupes communautaires, infolettres de partenaires), affichage public, présence radio, TV et journaux,
- mobilisation des ambassadeur.rice.s du bonheur (bénévoles)
Décembre
- réalisation de l'événement,
- envoi du sondage post-événement aux artistes et aux bénévoles
Janvier 2026
- rencontres bilan avec les organismes partenaires,
- événement de reconnaissance des équipes et des bénévoles,
- publication des reportages de l'événement sur les médias sociaux,
- valorisation des citoyen.ne.s participant.e.s via la publication d'entrevues réalisées lors de l'événement (vox pop), qui recueillent leurs récits et mettent en évidence leur sentiment d'appartenance au quartier et à Montréal

37. Partenaires et leur rôle détaillé dans le projet, s'il y a lieu : *

Nous pourrons compter sur les partenariats suivants : Bibliothèque Père-Ambroise : mise à disposition de la salle et de l'espace public, promotion et rayonnement - confirmé Aînés et retraités de la communauté gaie (ARCG) : participation à l'événement, promotion et rayonnement - confirmé Ruche d'Art Yéléma : animation des ateliers - (partenaire depuis 2022, confirmé Diversité artistique Montréal : découverte d'artistes pour l'animation des ateliers (partenaires depuis 2018, confirmé) Pas de la rue - participation à l'événement - en cours Association Les chemins du Soleil - participation à l'événement - en cours Pâtisserie A les sens ciel - réalisation de biscuits bonheur pour l'événement, livraison, rayonnement Centre St-James : soutien dans l'inclusion des personnes vulnérables - en cours Spectre de rue : soutien dans l'inclusion des personnes vulnérables - en cours Voies culturelles des faubourgs : rayonnement, mise en relation avec d'autres partenaires - en cours, Centre communautaire LBGTQ+ : rayonnement - confirmé, L'Itinéraire : participation à l'événement, promotion et rayonnement - en cours, Au coup de pouce Centre Sud : rayonnement - en cours, Maison Tangente : rayonnement et participation à l'événement - en cours, Réseau pour la paix et l'harmonie sociale : rayonnement - confirmé, Mouvement de Paix : rayonnement - confirmé, CABM et Accès Bénévolat : rayonnement auprès des bénévoles - confirmé, Médias locaux : Radio Centre-Ville, Radio CIBL, Radio CFMB - rayonnement - en cours, PAAL - Partageons le monde : rayonnement auprès des artistes - confirmé, Vues d'Afrique (volet arts visuels) : rayonnement auprès du grand public - confirmé, Microcrédit Montréal : rayonnement - confirmé, Saphir Optimiste : commandite partielle en services photo - confirmé, Sandra Lucidi Videomaker : commandite partielle en services vidéo - confirmé, ID Créatives : commandite partielle en services de graphisme et identité visuelle - confirmé.

38. Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet : *

Nous tenons à limiter le plus possible les répercussions écologiques de nos événements.
À cet effet, nous prendrons les mesures suivantes :
- Transport : nos communications insisteront sur l'accessibilité par les transports publics (station de métro la plus proche, arrêts de bus et stations de Bixi à proximité). Nous prendrons également en charge les billets de STM aller-retour pour nos bénévoles le jour de l'événement afin de les encourager à favoriser un moyen de transport durable.
- Approvisionnement : pour les ateliers créatifs, nous éviterons autant que possible d'acheter des matériaux neufs. Par exemple, nous utiliserons au maximum le matériel déjà sur place au sein de la bibliothèque, ainsi que des matériaux issus de dons ou de récupération (par exemple pour les affiches, des cartons dont se débarrassent des quincailleries, etc.).
- Gestion des matières résiduelles : pour les collations, nous privilégierons les contenants compostables ou tout au moins recyclables. La gestion de l'ensemble des déchets se fera de concert avec le lieu d'accueil et la mise à disposition de bacs dédiés, avec une communication et une visibilité adéquates.
- Alimentation : lors de notre événement, nous ferons appel à des commerçants locaux pour la préparation du dîner et des collations. Pour le dîner, nous ferons affaire avec le bistro Les saveurs du Centre-Sud, situé dans le centre Yvon Deschamps, qui nous fournira des crudités ainsi que des sandwichs (avec option végétarienne et végétalienne) pour 60 personnes. Notre partenaire de longue date, la pâtisserie A les sens ciel (métro Préfontaine), quant à elle, nous fournira en biscuits bonheur (végétaliens et sans gluten, avec indication de la composition et des allergènes) et en thé dans des verres compostables.
- Engagement : afin d'offrir de bonnes conditions d'implication à nos bénévoles, nous organiserons des rencontres de formation (avec une présentation des différents postes, de nos valeurs et de l'éthique à respecter). Nous leur fournirons aussi en amont le déroulé de l'événement ainsi que les coordonnées de la personne référente. Un événement de reconnaissance sera mis en place afin de remercier les bénévoles qui nous seront venu.e.s en aide.

39. Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet (vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet - 3 maximum) : *

Le dimanche 22 décembre 2024, nous avons organisé la première édition de l'Expression de joie du temps des fêtes sur la Place du Village (https://www.facebook.com/Mtllaplusheureuse/videos/1854908088671583). Dans ce cadre, nous avons collaboré avec la Ville, le SIM et plusieurs acteurs du quartier, notamment la SDC Village Montréal, l'organisme Arborescence, Voies culturelles des faubourgs et L'Itinéraire, sans oublier les commerces locaux pour l'affichage. Nous avons donc déjà établi des contacts dans le quartier et comptons nous appuyer dessus cette année encore.

Un événement similaire dont nous avons déjà réalisé 3 éditions est le festival Novembre en couleur, pour un total de 8 manifestations de joie dans ce contexte. Dans le cadre de la dernière édition (voir lien vers la vidéo : https://www.facebook.com/Mtllaplusheureuse/videos/1804392410313446), nous avons d'ailleurs collaboré avec trois bibliothèques (Vieux-Saint-Laurent, Saint-Léonard et Mordecai-Richler) et un musée (le MEM - Centre des mémoires montréalaises, dans Ville-Marie) pour les ateliers de création de pancartes joyeuses et la déambulation en musique. Nous avons donc l'habitude de bâtir des partenariats, d'avoir recours à des artistes, de gérer des bénévoles et d'organiser des événements hybrides avec une partie en intérieur et une autre en extérieur, en nous assurant d'un déroulé harmonieux et sécuritaire lors de la déambulation joyeuse.

40. Si vous croyez qu'un aspect essentiel à la compréhension de votre demande n'a pas été abordé ou mentionné dans les questions précédentes, indiquez-le ici (maximum 250 mots) : *

N/A

41. Je confirme que l'organisme qui dépose cette demande : *

Sélectionnez 7 options.

- [x] Est constitué en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) légalement constitué depuis six (6) mois à la date de dépôt de la demande;
- [x] A son siège social sur le territoire de la Ville de Montréal;
- [x] Exerce une activité culturelle professionnelle régulière dans une discipline reconnue;
- [x] Présentera l'événement ou le projet sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de la demande;
- [x] Soumet une demande complète et conforme aux objectifs du programme, aux orientations de l'Arrondissement et du plan stratégique Montréal 2030;
- [x] A remis le bilan d'activités soutenues antérieurement dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie, s'il y a lieu.
- [x] Est en règle avec les autres paliers du gouvernement ainsi qu'avec les différents services de la Ville (notamment quant à l'obtention de permis et le paiement de taxes).

42. **Engagement de l'organisme ou de l'artiste bénéficiaire**

Je soussigné(e), à titre de personne autorisée à déposer une demande de soutien financier dans le cadre du *Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie*, affirme avoir pris connaissance des conditions inhérentes du programme incluant les critères d'admissibilité, les règles applicables, les engagements et les obligations s'y rapportant et m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande d'aide financière, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de cette demande de soutien par l'arrondissement de Ville-Marie.

Je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;

J'accepte les conditions du programme et je conviens de respecter la décision du comité d'évaluation.

Je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets. *

Sélectionnez 3 options.

- [x] Oui, je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;
- [x] Oui, je m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande de soutien financier;
- [x] Oui, je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

43. Les deux (2) documents PDF avec tous les documents demandés ont été acheminés par **WeTransfer** (https://wetransfer.com) à **culturevm@montreal.ca** ? *

** Les demandes hors délais ou incomplètes ou les documents envoyés directement par courriel ne seront pas considérés.*

- ◉ Oui, c'est fait !

44. Date de la signature - L'envoi de ce formulaire par voie électronique fait foi de signature. *

29/05/2025

FICHE DE BUDGET

IDENTIFICATION	
ORGANISME/ARTISTE :	Montréal la plus heureuse
PROJET :	Expression de joie du temps des Fêtes
LIEU(X) :	Bibliothèque Père Ambroise et Parc Charles S. Campbell
DATE(S) :	Mardi 16 décembre 2025

INSTRUCTIONS : Ce formulaire doit être téléchargé et enregistré sur un ordinateur avant d'être rempli.
Afin d'accéder à toutes les fonctionnalités du formulaire, ouvrez-le avec **ADOBE ACROBAT READER DC**.
Ce logiciel est gratuit et peut être téléchargé facilement : acrobat.adobe.com/ca/fr/acrobat/pdf-reader.html

Ce modèle est à adapter selon votre projet. Veuillez Indiquer les revenus et dépenses strictement liées à celui-ci.
L'affectation du soutien financier de l'Arrondissement doit être inscrit dans la colonne correspondante.

REVENUS +

		REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	REVENUS PRÉVUS (À remplir lors du **dépôt** de la demande)	%	CONFIRMÉ	ANTICIPÉ	REVENUS RÉÉLS (À remplir lors de la **remise** du bilan)	%
SUBVENTIONS	**FÉDÉRAL** (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	PROVINCIAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Soutien à l'action bénévole (SAB)	0,00 $	500,00 $	1,3%				
	MUNICIPAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Subvention dans le cadre de ce programme	15.000,00 $	15.000,00 $	37,5%				
	TOTAL - SUBVENTIONS	**15.000,00 $**	**15.500,00 $**	**38,8%**			**0,00 $**	**0,0%**
REVENUS AUTONOMES	Contribution de l'organisme au projet	17.999,75 $	8.300,00 $	20,8%				
	Billetterie et entrées (# spectateurs(trice), # représentations x jrs d'activité)							
	Contribution des partenaires en argent							
	Contribution des partenaires en services	5.235,65 $	4.145,00 $	10,4%				
	Dons	0,00 $	430,00 $	1,1%				
	Campagne de financement							
	Vente de produits dérivés							
	Vente de boissons							
	Vente de nourriture							
	Autre (préciser) : Fondation Luc Maurice	0,00 $	4.000,00 $	10,0%				
	Autre (préciser) : Caisse de la culture Desjardins		5.000,00 $	12,5%				
	Autre (préciser) : Fondation JA Desève		2.600,00 $	6,5%				
	Autre (préciser) : Fondation de la Famille Brian Bronfman	4.000,00 $	0,00 $					
	TOTAL - REVENUS AUTONOMES	**27.235,40 $**	**24.475,00 $**	**61,2%**			**0,00 $**	**0,0%**
	TOTAL DES REVENUS	**42.235,40 $**	**39.975,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**

DÉPENSES -		DÉPENSES RÉELLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	DÉPENSES PRÉVUES À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES À remplir lors de la **remise** du bilan	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE	Salaires	10.826,40 $	12.500,00 $	31,3%	5.500,00 $			
	Honoraires profesionnels	630,00 $						
	Cachets	6.800,00 $	4.465,00 $	11,2%	3.000,00 $			
	Main-d'œuvre technique		1.200,00 $	3,0%				
	Droits d'auteurs, droits de reproduction							
	Achat de matériaux et/ou fournitures	121,88 $	300,00 $	0,8%				
	Aménagement de la salle ou du site	2.500,71 $	750,00 $	1,9%	400,00 $			
	Location de salle ou de site		80,00 $	0,2%	80,00 $			
	Location d'équipements	700,00 $	1.100,00 $	2,8%	420,00 $			
	Location d'installations sanitaires							
	Location de véhicules							
	Assurances	448,02 $	500,00 $	1,3%	150,00 $			
	Agence de sécurité							
	Autre (préciser) : Transport équipe	286,52 $	380,00 $	1,0%	150,00 $			
	Autre (préciser) : Nourriture et boissons	477,25 $	950,00 $	2,4%	600,00 $			
TOTAL CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE		**22.790,78 $**	**22.225,00 $**	55,6%	**10.300,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
COMMUNICATION, PROMOTION, DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS	Honoraires/Services professionels	6.149,91 $	5.000,00 $	12,5%				
	Relations de presse	4.803,20 $	3.250,00 $	8,1%	500,00 $			
	Médiation culturelle							
	Production d'outils électroniques et imprimés	158,07 $	650,00 $	1,6%				
	Graphisme	1.600,00 $	1.400,00 $	3,5%	1.000,00 $			
	Placements média	810,65 $						
	Médias sociaux	165,00 $	250,00 $	0,6%				
	Traduction	0,00 $	100,00 $	0,3%				
	Affichage		600,00 $	1,5%				
	Photographie / vidéo	3.300,00 $	3.300,00 $	8,3%	2.000,00 $			
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL COMMUNICATION, PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS		**16.986,83 $**	**14.550,00 $**	36,4%	**3.500,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
ADMINISTRATION (MAXIMUM 10% DES FRAIS)	Honoraires/Services professionels	563,78 $	1.000,00 $	2,5%	450,00 $			
	Frais généraux	1.894,01 $	2.000,00 $	5,0%	750,00 $			
	Autre (préciser) : Frais de bureau	0,00 $	200,00 $	0,5%				
	Autre (préciser) :							
TOTAL ADMINISTRATION		**2.457,79 $**	**3.200,00 $**	8,0%	**1.200,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
TOTAL DES DÉPENSES		**42.235,40 $**	**39.975,00 $**	100,0%	**15.000,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
SURPLUS /DÉFICIT		**0,00 $**	**0,00 $**			**0,00 $**		

PRÉCISIONS/NOTES/COMMENTAIRES

Au besoin, veuillez ajouter les précisions budgétaires (ventilation des coûts, explication des écarts, etc.)

Pour les revenus autonomes, en plus des revenus issus des fondations et de la Caisse de la culture, nous avons considéré une contribution de l'organisme de 8 300 dollars composée de différents éléments :
- une estimation de 1500$ de revenus issus de la vente de nos biscuits bonheur d'ici la fin de l'année 2025
- 200 heures de bénévolat professionnel (principalement pour les communications et l'administratif), estimées à 25$/h, soit 5000$
- 90 heures de bénévolat de la part des ambassadeur.rice.s du bonheur (dans différents rôles, avant, pendant et après l'événement), estimées à 20$/h, soit 1 800 dollars.

A noter que si la contribution de l'organisme lors de l'édition précédente était plus élevée, c'est surtout car, faute de budget, nous avons dû rémunérer les heures de travail de l'équipe salariée à 17 dollars de l'heure au lieu des 35 prévus. Par ailleurs, nos employées ont aussi effectué 160 heures supplémentaires non rémunérées. Ces heures supplémentaires et cet écart sur le taux horaire ont donc été ajoutés comme contribution de l'organisme pour la précédente édition. Or, cette année, nous avons choisi de nous fonder sur un taux horaire intermédiaire de 25 dollars de l'heure pour les salaires et avons prévu un budget salaires un peu plus important, puisque nous souhaitons être en mesure de rémunérer nos employées pour tout le travail effectué.

Concernant les commandites en services, nous avons confirmé des montants de 400 $ chaque pour des services de graphisme et conception de l'identité visuelle, des services photo et des services vidéo. A cela s'ajoute une commandite partielle de 270 dollars de la pâtisserie A les sens ciel (rabais sur 200 biscuits bonheur + thé offert pour les participant.e.s). Nous avons aussi confirmé un rabais de 175$ sur la location du chapiteau 20 x 20'. L'an dernier, le montant des commandites était plus élevé, tout simplement car nous avions plus d'équipement (5 chapiteaux avec 5 chauffe-terrasses) et que la fanfare nous avait aussi offert un rabais de 600 dollars sur ses services.
Nous avons aussi valorisé à 2 500 dollars la contribution en services des partenaires locaux pour le rayonnement et la mobilisation (la Bibliothèque Père-Ambroise pour 500 dollars, l'ARGC, les Chemins du Soleil, Voies culturelles des faubourgs, Pas de la rue et L'Itinéraire à hauteur de 400 dollars chaque).

Concernant les dépenses liées à l'événement, cette année nous avons considéré une rémunération de la coordination générale, de la direction artistique, de la mobilisation des partenaires et de la coordination des bénévoles à hauteur de 25$/h pour un total de 500 heures de travail.
Les cachets des artistes, quant à eux, se répartissent comme suit : 4 artistes visuel.le.s offrant une médiation culturelle : 550$ x 4 = 2200$; Samajam (3 musicien.ne.s pour 1 performance et une médiation culturelle) : 2265$, pour un total de 4465 dollars.
Nous avons aussi ajouté le bénévolat général sous forme de main d'oeuvre technique dans la partie réalisation (60 h valorisées à 20 dollars chaque, soit 1 200 dollars) et sous la rubrique Affichage dans la partie promotion (30h valorisées à 20 dollars chaque, soit 600 dollars).
Pour les relations de presse, notre budget se fonde sur l'estimation fournie par l'agence La Clique des communications (relations de presse bilingues sans présence à l'événement).
Pour la nourriture et les boissons, nous avons prévu 950 dollars de budget. En effet, en plus des biscuits bonheur et du thé, nous avons aussi considéré des sandwichs et des crudités auprès du bistro Les saveurs du Centre-Sud pour un montant de 475 dollars + des achats de verres compostables (25 dollars environ).

Pour le transport, nous avons pris en compte à la fois le transport de l'équipe (en amont de l'événement pour la coordination et taxis le jour J avec le matériel), celui des bénévoles (billets de STM aller-retour) et les frais de stationnement pour le groupe de musicien.ne.s (estimés à 30 dollars).

Pour les frais généraux, nous avons considéré une quote-part du loyer.

FICHE DE BUDGET

IDENTIFICATION	
ORGANISME/ARTISTE :	Montréal la plus heureuse
PROJET :	Expression de joie du temps des Fêtes
LIEU(X) :	Bibliothèque Père Ambroise et Parc Charles S. Campbell
DATE(S) :	Mardi 16 décembre 2025

INSTRUCTIONS : Ce formulaire doit être téléchargé et enregistré sur un ordinateur avant d'être rempli.
Afin d'accéder à toutes les fonctionnalités du formulaire, ouvrez-le avec **ADOBE ACROBAT READER DC**.
Ce logiciel est gratuit et peut être téléchargé facilement : acrobat.adobe.com/ca/fr/acrobat/pdf-reader.html

Ce modèle est à adapter selon votre projet. Veuillez Indiquer les revenus et dépenses strictement liées à celui-ci.
L'affectation du soutien financier de l'Arrondissement doit être inscrit dans la colonne correspondante.

REVENUS +

		REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	REVENUS PRÉVUS À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	CONFIRMÉ	ANTICIPÉ	REVENUS RÉÉLS À remplir lors de la **remise** du bilan	%
SUBVENTIONS	**FÉDÉRAL** (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	PROVINCIAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Soutien à l'action bénévole (SAB)	0,00 $	500,00 $	1,3%				
	MUNICIPAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Subvention dans le cadre de ce programme	15.000,00 $	15.000,00 $	37,5%				
	TOTAL - SUBVENTIONS	**15.000,00 $**	**15.500,00 $**	**38,8%**			**0,00 $**	**0,0%**
REVENUS AUTONOMES	Contribution de l'organisme au projet	17.999,75 $	8.300,00 $	20,8%				
	Billetterie et entrées (# spectateurs(trice), # représentations x jrs d'activité)							
	Contribution des partenaires en argent							
	Contribution des partenaires en services	5.235,65 $	4.145,00 $	10,4%				
	Dons	0,00 $	430,00 $	1,1%				
	Campagne de financement							
	Vente de produits dérivés							
	Vente de boissons							
	Vente de nourriture							
	Autre (préciser) : Fondation Luc Maurice	0,00 $	4.000,00 $	10,0%				
	Autre (préciser) : Caisse de la culture Desjardins		5.000,00 $	12,5%				
	Autre (préciser) : Fondation JA Desève		2.600,00 $	6,5%				
	Autre (préciser) : Fondation de la Famille Brian Bronfman	4.000,00 $	0,00 $					
	TOTAL - REVENUS AUTONOMES	**27.235,40 $**	**24.475,00 $**	**61,2%**			**0,00 $**	**0,0%**
	TOTAL DES REVENUS	**42.235,40 $**	**39.975,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**

DÉPENSES -		DÉPENSES RÉELLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	DÉPENSES PRÉVUES À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES À remplir lors de la **remise** du bilan	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE	Salaires	10.826,40 $	12.500,00 $	31,3%	5.500,00 $			
	Honoraires profesionnels	630,00 $	37428					
	Cachets	6.800,00 $	4.465,00 $	11,2%	3.000,00 $			
	Main-d'œuvre technique		1.200,00 $	3,0%				
	Droits d'auteurs, droits de reproduction							
	Achat de matériaux et/ou fournitures	121,88 $	300,00 $	0,8%				
	Aménagement de la salle ou du site	2.500,71 $	750,00 $	1,9%	400,00 $			
	Location de salle ou de site		80,00 $	0,2%	80,00 $			
	Location d'équipements	700,00 $	1.100,00 $	2,8%	420,00 $			
	Location d'installations sanitaires							
	Location de véhicules							
	Assurances	448,02 $	500,00 $	1,3%	150,00 $			
	Agence de sécurité		1500					
	Autre (préciser) : Transport équipe	286,52 $	380,00 $	1,0%	150,00 $			
	Autre (préciser) : Nourriture et boissons	477,25 $	950,00 $	2,4%	600,00 $			
TOTAL CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE		**22.790,78 $**	**22.225,00 $**	55,6%	**10.300,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
COMMUNICATION, PROMOTION, DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS	Honoraires/Services professionels	6.149,91 $	5.000,00 $	12,5%				
	Relations de presse	4.803,20 $	3.250,00 $	8,1%	500,00 $			
	Médiation culturelle		1500					
	Production d'outils électroniques et imprimés	158,07 $	650,00 $	1,6%				
	Graphisme	1.600,00 $	1.400,00 $	3,5%	1.000,00 $			
	Placements média	810,65 $						
	Médias sociaux	165,00 $	250,00 $	0,6%				
	Traduction	0,00 $	100,00 $	0,3%				
	Affichage		600,00 $	1,5%				
	Photographie / vidéo	3.300,00 $	3.300,00 $	8,3%	2.000,00 $			
	Autre (préciser) : site web	250	1000					
	Autre (préciser) :							
TOTAL COMMUNICATION, PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS		**16.986,83 $**	**14.550,00 $**	36,4%	**3.500,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
ADMINISTRATION (MAXIMUM 10% DES FRAIS)	Honoraires/Services professionels	563,78 $	1.000,00 $	2,5%	450,00 $			
	Frais généraux	1.894,01 $	2.000,00 $	5,0%	750,00 $			
	Autre (préciser) : Frais de bureau	0,00 $	200,00 $	0,5%				
	Autre (préciser) :							
TOTAL ADMINISTRATION		**2.457,79 $**	**3.200,00 $**	8,0%	**1.200,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
TOTAL DES DÉPENSES		**42.235,40 $**	**39.975,00 $**	100,0%	**15.000,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
SURPLUS /DÉFICIT		**0,00 $**	**0,00 $**			**0,00 $**		

PRÉCISIONS/NOTES/COMMENTAIRES

Au besoin, veuillez ajouter les précisions budgétaires (ventilation des coûts, explication des écarts, etc.)

Pour les revenus autonomes, en plus des revenus issus des fondations et de la Caisse de la culture, nous avons considéré une contribution de l'organisme de 8 300 dollars composée de différents éléments :
- une estimation de 1500$ de revenus issus de la vente de nos biscuits bonheur d'ici la fin de l'année 2025
- 200 heures de bénévolat professionnel (principalement pour les communications et l'administratif), estimées à 25$/h, soit 5000$
- 90 heures de bénévolat de la part des ambassadeur.rice.s du bonheur (dans différents rôles, avant, pendant et après l'événement), estimées à 20$/h, soit 1 800 dollars.

A noter que si la contribution de l'organisme lors de l'édition précédente était plus élevée, c'est surtout car, faute de budget, nous avons dû rémunérer les heures de travail de l'équipe salariée à 17 dollars de l'heure au lieu des 35 prévus. Par ailleurs, nos employées ont aussi effectué 160 heures supplémentaires non rémunérées. Ces heures supplémentaires et cet écart sur le taux horaire ont donc été ajoutés comme contribution de l'organisme pour la précédente édition. Or, cette année, nous avons choisi de nous fonder sur un taux horaire intermédiaire de 25 dollars de l'heure pour les salaires et avons prévu un budget salaires un peu plus important, puisque nous souhaitons être en mesure de rémunérer nos employées pour tout le travail effectué.

Concernant les commandites en services, nous avons confirmé des montants de 400 $ chaque pour des services de graphisme et conception de l'identité visuelle, des services photo et des services vidéo. A cela s'ajoute une commandite partielle de 270 dollars de la pâtisserie A les sens ciel (rabais sur 200 biscuits bonheur + thé offert pour les participant.e.s). Nous avons aussi confirmé un rabais de 175$ sur la location du chapiteau 20 x 20'. L'an dernier, le montant des commandites était plus élevé, tout simplement car nous avions plus d'équipement (5 chapiteaux avec 5 chauffe-terrasses) et que la fanfare nous avait aussi offert un rabais de 600 dollars sur ses services.
Nous avons aussi valorisé à 2 500 dollars la contribution en services des partenaires locaux pour le rayonnement et la mobilisation (la Bibliothèque Père-Ambroise pour 500 dollars, l'ARGC, les Chemins du Soleil, Voies culturelles des faubourgs, Pas de la rue et L'Itinéraire à hauteur de 400 dollars chaque).

Concernant les dépenses liées à l'événement, cette année nous avons considéré une rémunération de la coordination générale, de la direction artistique, de la mobilisation des partenaires et de la coordination des bénévoles à hauteur de 25$/h pour un total de 500 heures de travail.
Les cachets des artistes, quant à eux, se répartissent comme suit : 4 artistes visuel.le.s offrant une médiation culturelle : 550$ x 4 = 2200$; Samajam (3 musicien.ne.s pour 1 performance et une médiation culturelle) : 2265$, pour un total de 4465 dollars.
Nous avons aussi ajouté le bénévolat général sous forme de main d'oeuvre technique dans la partie réalisation (60 h valorisées à 20 dollars chaque, soit 1 200 dollars) et sous la rubrique Affichage dans la partie promotion (30h valorisées à 20 dollars chaque, soit 600 dollars).
Pour les relations de presse, notre budget se fonde sur l'estimation fournie par l'agence La Clique des communications (relations de presse bilingues sans présence à l'événement).
Pour la nourriture et les boissons, nous avons prévu 950 dollars de budget. En effet, en plus des biscuits bonheur et du thé, nous avons aussi considéré des sandwichs et des crudités auprès du bistro Les saveurs du Centre-Sud pour un montant de 475 dollars + des achats de verres compostables (25 dollars environ).

Pour le transport, nous avons pris en compte à la fois le transport de l'équipe (en amont de l'événement pour la coordination et taxis le jour J avec le matériel), celui des bénévoles (billets de STM aller-retour) et les frais de stationnement pour le groupe de musicien.ne.s (estimés à 30 dollars).

Pour les frais généraux, nous avons considéré une quote-part du loyer.

Ville-Marie
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Division de la culture et des bibliothèques
Section bibliothèques

Bibliothèque Père-Ambroise
2093, rue de la Visitation, 3e étage
Montréal, Qc H2L 3C9

Le 23 mai 2025

Rossana Bruzzone
Directrice générale et fondatrice
Montréal la plus heureuse

OBJET : Lettre d'appui au projet « Expression de joie du temps des fêtes »

Bonjour,

Par la présente, la bibliothèque Père-Ambroise de l'arrondissement de Ville-Marie souhaite confirmer son appui à votre demande de soutien financier présentée dans le cadre du fond de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie.

La bibliothèque Père-Ambroise sera heureuse de collaborer avec votre OBNL en accueillant à la bibliothèque, le 16 décembre 2025, un atelier de création d'affiches permettant aux citoyens et citoyennes de participer à la déambulation joyeuse en musique jusqu'au parc Charles-S.-Campbell. Nous travaillerons de concert avec vous pour publiciser l'activité et nous l'intégrerons à notre programmation d'automne 2025. Nous mettrons aussi à votre disposition notre salle d'animation et nos espaces publics.

Les activités de création artistique et littéraire répondent à un grand besoin d'affirmation et de réalisation de soi et elles plaisent énormément aux citoyennes et citoyens qui nous fréquentent. Briser l'isolement, mettre en avant le bonheur, développer la créativité et rendre notre espace le plus inclusif possible sont des valeurs qui nous rejoignent particulièrement.

Nous vous réitérons donc notre appui et vous souhaitons du succès dans vos démarches.

Veuillez agréer l'expression de mes cordiales salutations.

Isabelle Morrissette
Isabelle Morrissette
Cheffe de section
Bibliothèque Père-Ambroise

ARCG
Ainés et retraités
de la communauté gaie

23 mai 2025,

Objet : Lettre d'appui pour Montréal la plus heureuse dans le cadre de l'Expression de joie du temps des fêtes

Bonjour,

Je vous écris en appui de la demande de soutien financier dans le cadre du fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville Marie.

L'ARCG – Aînés et retraités de la communauté gaie est un organisme à but non lucratif œuvrant depuis 2001 dont la mission est de regrouper des personnes de la communauté de 50 ans et plus afin de les aider à briser leur isolement, à maintenir leur autonomie, leur équilibre, leur santé physique et mentale, leur participation sociale active et leur maintien dans la communauté.

Nous avons accueilli avec enthousiasme la proposition de la directrice générale de Montréal la plus heureuse Rossana Bruzzone, qui nous a contacté pour nous présenter l'événement ''Expression de joie du temps des fêtes''.

Nous serions ravis d'inviter nos membres à participer à l'atelier de création d'affiches joyeuses à la bibliothèque Père Ambroise, ainsi qu'à la déambulation et à l'atelier de percussions qui suivront.

Nous sommes prêts à collaborer en faisant la promotion auprès de nos membres, en participant à l'événement avec eux, en faisant rayonner l'événement via notre infolettre et nos réseaux sociaux, ainsi que via des affichages dans notre local.

Nous croyons que la participation à l'Expression de joie du temps des fêtes sera grandement bénéfique pour nos membres, surtout pour ceux qui souffrent à cause de l'isolement et du sentiment d'exclusion qui est souvent lié à cette période de l'année.

Nous avons hâte de commencer cette collaboration qui, nous en sommes certains, sera féconde.

N'hésitez pas à revenir vers moi si vous avez des questions ou si vous avez besoin de plus d'informations.

Meilleures salutations,

Gabriel Robichon

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ARCG - AÎNÉS ET RETRAITÉS DE LA COMMUNAUTÉ GAIE

DÉCLARATION CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Veuillez remplir ce formulaire de déclaration et joignez une copie du certificat de francisation en vigueur ou une copie de l'attestation de l'inscription délivrés par l'OQLF, s'il y a lieu.

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications ont été apportées à la *Charte de la langue française* qui ont un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Rossana Bruzzone **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) Montréal la plus heureuse

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Rossana Nom : Bruzzone

Date : 21-05-2025 Signature : Rossana Bruzzone

Afficher les résultats

Personne interrogée 21

Anonyme

319:17
Temps de remplissage

1. Votre adresse courriel : *

dg@voiesculturelles.qc.ca

2. Ce projet est présenté par : *

- (●) Un OBNL constitué sous l'autorité de la **Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C 2009, ch. 23);**
- ( ) Un OBNL constitué sous l'autorité de la p**artie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38);**
- ( ) Un OBNL constitué sur la **Loi sur les coopératives du Québec (RLRQ, C. C-67.2).**

3. Numéro d'entreprise (NEQ ou NE) : *

1160385614

4. Nom légal de l'organisme demandeur (tel qu'il figure sur la charte et les lettres patentes) : *

Voies culturelles des faubourgs

5. Date d'incorporation de l'organisme : *

18/10/2001

6. Date de signature de la résolution du conseil d'administration appuyant le dépôt de la demande et autorisant un(e) représentant(e) désigné(e) : *

** La résolution doit avoir été émise il y a moins de trois (3) mois afin qu'elle soit acceptée.*

22 avril 2025

7. Prénom de la personne en charge de la demande (désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Martin

8. Nom de famille de la personne en charge de la demande (si OBNL, désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Vinette

9. Titre de la personne en charge de la demande : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Directeur général

10. Courriel de la personne en charge de la demande : *

dg@voiesculturelles.qc.ca

11. Numéro de téléphone de la personne en charge de la demande : *

** Veuillez inscrire le numéro de téléphone dans le format (514) 123-4567*

(514) 526-2787

12. Adresse postale complète de l'organisme : *

** Veuillez inscrire l'adresse dans le format suivant : Numéro civique - Rue - Numéro d'appartement, bureau, local - Ville - Code postal*

2349, rue de Rouen, bureau 2.111, Montréal, Québec, H2K 1L8

13. Site Web de l'organisme et du projet (s'il y a lieu) : *

www.voiesculturelles.qc.ca

14. Mission de l'organisme (selon les lettres patentes) *

Rassemblant les intervenant culturels et les organismes communautaires, ayant un volet culturel important, du Centre-Sud de Montréal, Voies culturelles des faubourgs est un lieu de sensibilisation, de réflexion, de concertation, de coordination et d'intervention. À des fins purement culturelles, artistiques et sociales sans intention de gain pécuniaire pour ses membres, les objectifs de l'organisme sont : -Sensibiliser et développer l'intérêt et la curiosité de la population à la culture sous toutes ses formes, en faisant valoir la vitalité et le dynamisme culturels de ce quartier, par l'organisation d'événements et d'activités culturelles ou de promotion. -Faciliter le partenariat et les échanges, afin de créer une synergie et favoriser la mise en commun des expertises, des ressources humaines et matérielles de ce quartier. -Soutenir la concertation entre les intervenants culturels, afin de faire des représentations auprès des différentes instances et stimuler un développement culturel harmonieux et durable.

15. Numéro de TPS (s'il y a lieu) : *

14448 3195 RT0001

16. Numéro de TVQ (s'il y a lieu) : *

1201051823 TQ0002

17. Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal (si disponible) :

** Pour recevoir un soutien financier de la Ville de Montréal, vous devez être inscrit au Fichier des fournisseurs et avoir un numéro de fournisseur actif. Voici le lien pour vous inscrire ou faire la mise à jour de votre dossier : **http://ville.montreal.qc.ca/fournisseur***

131378

18. Montant du soutien financier demandé **(taxes incluses)** : *

35000

19. Budget global du projet : *

88800

20. À quel(s) objectif(s) du programme le projet répond-t-il ? *

- [ ] **1.** L'organisme requiert d'une aide ponctuelle pour consolider sa présence dans l'Arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- [ ] **2.** L'organisme requiert d'une aide pour développer un projet;
- [x] **3.** L'organisme est un partenaire culturel de l'Arrondissement et requiert d'un soutien pour la réalisation de son plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement, et du Plan stratégique Montréal 2030, et du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie;
- [ ] **4.** L'organisme requiert d'une aide d'appoint pour la réalisation d'un projet d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

21. Titre du projet *

Demande au fonctionnement pour la réalisation du plan d'action 2025-2026

22. Resumé du projet (130 mots maximum) *

(Concept et description générale)

Le soutien accordé via ce programme permettra à Voies culturelles des faubourgs de consolider sa structure organisationnelle et de mettre en oeuvre son plan d'action 2025-2026, notamment en conservant les ressources (humaines et matérielles) nécessaires à la réalisation de projets structurants pour le développement de la culture dans l'arrondissement Ville-Marie, à l'est du quartier des spectacles. Nous avons élaboré un plan de travail qui tient compte de la réalité des faubourgs et de ses enjeux et qui demeure en phase avec nos trois axes d'interventions; soit concerter, représenter et promouvoir le milieu culturel des Faubourgs.

23. Votre projet comporte-il une ou des œuvres visuelles destinées à être présentées ou exposées dans l'espace public ? Dans l'affirmative, veuillez joindre les images et les textes pour approbation au document PDF 1 et envoyer le tout par WeTransfer avant de commencer la production.
Les œuvres doivent s'adresser à un public de tous âges. *

Note : l'Arrondissement se réserve le droit de demander le remplacement des images et des textes jugés non conformes aux attentes. Cette démarche vise à garantir un environnement inclusif et respectueux des sensibilités de toutes et tous.

- ( ) Oui. Je joindrai les images et les textes au document PDF 1 pour approbation avant de commencer la production.
- (•) Non, mon projet ne comporte pas d'œuvres visuelles à être présentées ou exposées dans l'espace public.

24. Historique du projet (100 mots maximum) *

(nouvelle création, reprise d'une activité ou d'une oeuvre, etc.)

Fondé en 2001, Voies culturelles des faubourgs est un organisme sans but lucratif. Il est le premier regroupement multisectoriel montréalais qui rassemble sous un même toit une diversité d'organismes culturels, économiques et communautaires ainsi que bons nombre d'artistes. Il est un lieu de réflexion, de sensibilisation, de concertation, de coordination et d'intervention dont l'action est orientée vers le développement de la culture sous toutes ses formes. Voies culturelles des faubourgs contribue à la définition et à la reconnaissance de la culture dans sa richesse et sa multiplicité.

25. Date(s) de réalisation du projet : *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu.

1er juillet 2025-30 juin 2026

26. Lieu (x) envisagé(s) du projet : *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec l'agent(e) culturel(le) en fonction des priorités de l'Arrondissement.

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

Est de l'Arrondissement de Ville-Marie

27. Nombre d'artistes professionnels impliqués dans le projet proposé et description de leur participation *

75

28. Détail et nombre d'activités ou de performances à présenter devant le public ainsi que leur durée : *

Le plan d'action 2025-2026 détaillant l'ensemble du projet de fonctionnement de l'organisme se trouve annexé à la demande.

29. Adéquation du projet avec la mission de l'organisme : *

Le mandat que s'est donné Voies culturelles des faubourgs à travers son plan d'action 2025-2026 est fi dèle à sa mission, soit de développer l'intérêt de la population pour la culture en faisant valoir le dynamisme culturel sur un territoire donné, appelé les Faubourgs ou Centre-Sud.

30. Description complète du projet : *

Détail des activités, le nombre de représentations, leur durée, les activités de médiation culturelle qui sont programmées et l'adéquation du projet avec les objectifs du programme.

Le plan d'action 2025-2026 détaillant l'ensemble du projet de fonctionnement de l'organisme se trouve annexé à la demande.

31. Discipline(s) visé(e-s) par le projet : *

- [x] Arts du cirque
- [x] Arts médiatiques
- [x] Arts de rue
- [x] Arts visuels et numériques
- [x] Danse
- [x] Littérature et conte
- [x] Métiers d'art
- [x] Muséologie
- [x] Musique
- [x] Patrimoine et architecture
- [x] Théâtre
- [ ] Autre

32. Clientèle(s) cible(s) : *

- [x] Enfants
- [x] Adolescent(e-s)
- [x] Jeunes adultes (18-30 ans)
- [x] Adultes (30-64 ans)
- [x] Aîné(e-s) (65 ans et plus)
- [x] Familles
- [x] Personnes autochtones
- [x] Personnes en situation de handicap ou ayant des limitations fonctionnelles
- [x] Personnes issues des communautés culturelles
- [x] Personnes vulnérables ou groupes marginalisés
- [x] Personnes de la diversité sexuelle et de genre (LGBTQ2+)

33. Nombre de participant(e-s) visé(e)s (en chiffres) : *

Tous projets cumulés : entre 5000 et 15 000

34. Retombées du projet pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie : *

Au cours des dernières années, Voies culturelles des faubourgs a consolidé son travail de concertation, sa présence dans le quartier ainsi que ses réseaux. Ce travail s'est concrétisé pour les citoyen.ne.s et les acteur.rice.s du milieu autour de trois moments précis des dernières années, soit : la tenue d'un Sommet culturel dans le quartier en avril 2021, les célébrations de nos 20 ans de fondation à travers une programmation riche et variée en 2022, la participation et la mobilisation active autour du projet du Quartier culturel des faubourgs, depuis 2023, ainsi que le co-développement du Festival des Faubourgs depuis 2024.

35. Stratégies de communication pour rejoindre les publics ainsi que les outils de promotion qui seront privilégiés : *

Nos communications se déclinent sous deux angles, soit sur les canaux numériques, mais également sur une approche humaine basée sur des rencontres personnalisées avec des membres actuel.le.s, potentiel.le.s et de la population. Nous privilégions une perspective et des actions rassembleuses et positives qui permettent aux gens de se ré-approprier les faubourgs et d'y accoler une valeur identitaire forte. Entre autres actions, nous publions chaque deux semaines, une infolettre faisant la promotion des activités culturelles, des offres d'emplois et des projets culturels du quartier. Nous organisons des rencontres avec les artistes à proximité pour mieux connaître leurs besoins et nous maintenons une veille des événements des membres sur nos réseaux sociaux. Le soutien de l'arrondissement sera souligné par la présence de leur logo sur notre site web, notre infolettre et sur tous les outils promotionnels liés à nos projets spéciaux (affiches, bannières, programmes, cartons d'invitations).

36. Échéancier détaillé du projet : *

Exercice 2025-2026 (Se référer au plan d'action 2025-2026 pour plus de détails)

37. Partenaires et leur rôle détaillé dans le projet, s'il y a lieu : *

Nous avons de nombreux membres qui participent à la mise en oeuvre de nos actions du pland'action. En termes de partenaires fi nanciers, hormis l'Arrondissement Ville-Marie, nouscomptons principalement le Conseil des arts de Montréal, la CDC Centre-Sud, la CaisseDesjardins du Quartier-latin, la SDC Village, la Virée des ateliers, les député.e.s Manon Massé, Alexandre Leduc et Steven Guilbeault.

38. Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet : *

Toutes nos activités se déroulent dans le territoire de proximité (et facile d'accès par des modes écologiques pour notre public-cible, soit les citoyen.ne.s de l'Est de Ville-Marie). Nous consultons également la SEM-Écoquartier Sainte-Marie en prévision de chacune de nos principales activités afin d'en évaluer l'impact environnemental.

39. Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet (vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet - 3 maximum) : *

Pour plus de détails, veuillez vous référer à notre site web au www.voiesculturelles.qc.ca

40. Si vous croyez qu'un aspect essentiel à la compréhension de votre demande n'a pas été abordé ou mentionné dans les questions précédentes, indiquez-le ici (maximum 250 mots) : *

Je demeure disponible pour toutes questions, merci.

41. Je confirme que l'organisme qui dépose cette demande : *

Sélectionnez 7 options.

- [x] Est constitué en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) légalement constitué depuis six (6) mois à la date de dépôt de la demande;
- [x] A son siège social sur le territoire de la Ville de Montréal;
- [x] Exerce une activité culturelle professionnelle régulière dans une discipline reconnue;
- [x] Présentera l'événement ou le projet sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de la demande;
- [x] Soumet une demande complète et conforme aux objectifs du programme, aux orientations de l'Arrondissement et du plan stratégique Montréal 2030;
- [x] A remis le bilan d'activités soutenues antérieurement dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie, s'il y a lieu.
- [x] Est en règle avec les autres paliers du gouvernement ainsi qu'avec les différents services de la Ville (notamment quant à l'obtention de permis et le paiement de taxes).

42. **Engagement de l'organisme ou de l'artiste bénéficiaire**

Je soussigné(e), à titre de personne autorisée à déposer une demande de soutien financier dans le cadre du *Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie*, affirme avoir pris connaissance des conditions inhérentes du programme incluant les critères d'admissibilité, les règles applicables, les engagements et les obligations s'y rapportant et m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande d'aide financière, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de cette demande de soutien par l'arrondissement de Ville-Marie.

Je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;

J'accepte les conditions du programme et je conviens de respecter la décision du comité d'évaluation.

Je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets. *

Sélectionnez 3 options.

- [x] Oui, je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;
- [x] Oui, je m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande de soutien financier;
- [x] Oui, je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

43. Les deux (2) documents PDF avec tous les documents demandés ont été acheminés par **WeTransfer** (https://wetransfer.com) à **culturevm@montreal.ca** ? *

** Les demandes hors délais ou incomplètes ou les documents envoyés directement par courriel ne seront pas considérés.*

- (•) Oui, c'est fait !

44. Date de la signature - L'envoi de ce formulaire par voie électronique fait foi de signature. *

09/06/2025

FICHE DE BUDGET

IDENTIFICATION	
ORGANISME/ARTISTE :	Voies culturelles des faubourgs
PROJET :	FSOC 2024-2025 - Plan d'action annuel
LIEU(X) :	Est de Ville-Marie
DATE(S) :	Juillet 2024 - Juin 2025

INSTRUCTIONS : Ce formulaire doit être téléchargé et enregistré sur un ordinateur avant d'être rempli.
Afin d'accéder à toutes les fonctionnalités du formulaire, ouvrez-le avec **ADOBE ACROBAT READER DC**.
Ce logiciel est gratuit et peut être téléchargé facilement : acrobat.adobe.com/ca/fr/acrobat/pdf-reader.html

Ce modèle est à adapter selon votre projet. Veuillez Indiquer les revenus et dépenses strictement liées à celui-ci.
L'affectation du soutien financier de l'Arrondissement doit être inscrit dans la colonne correspondante.

REVENUS +

		REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	REVENUS PRÉVUS À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	CONFIRMÉ	ANTICIPÉ	REVENUS RÉÉLS À remplir lors de la **remise** du bilan	%
SUBVENTIONS	**FÉDÉRAL** (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Commandite député fédéral	500,00 $	500,00 $	0,2%	✔			
	PROVINCIAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Emploi-Québec	5.762,00 $	5.472,00 $	1,7%	✔			
	Commandites député.e.s	500,00 $	1.000,00 $	0,3%	✔			
	MUNICIPAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Subvention dans le cadre de ce programme	35.000,00 $	35.000,00 $	10,9%		✔		
	Arrondissement Ville-Marie (projet Quartier culturel des Faubourgs	83.200,00 $	89.000,00 $	27,7%	✔			
	Conseil des arts de Montréal (entente tripartite de fonctionnement)	35.000,00 $	35.000,00 $	10,9%	✔			
	Arrondissement de Ville-Marie (Nuit aux flambeaux 2025)	5.000,00 $	6.000,00 $	1,9%	✔			
	Arrondissement de Ville-Marie (Aide spéciale Festival des Faubourgs)		30.000,00 $	9,3%	✔			
	TOTAL - SUBVENTIONS	**164.962,00 $**	**201.972,00 $**	**62,9%**			**0,00 $**	**0,0%**
REVENUS AUTONOMES	Contribution de l'organisme au projet							
	Billetterie et entrées (# spectateurs(trice), # représentations x jrs d'activité)							
	Contribution des partenaires en argent	29.388,00 $	52.500,00 $	16,3%		✔		
	Contribution des partenaires en services		55.532,00 $	17,3%	✔			
	Dons							
	Campagne de financement	2.370,00 $	2.800,00 $	0,9%		✔		
	Vente de produits dérivés							
	Vente de boissons							
	Vente de nourriture							
	Autre (préciser) : Ville de Montréal (PSFEC)		5.000,00 $	1,6%	✔			
	Autre (préciser) : Revenus d'intérêts	3.415,00 $	3.000,00 $	0,9%		✔		
	Autre (préciser) : Revenus divers (participations, expertises)	859,00 $	500,00 $	0,2%		✔		
	Autre (préciser) :							
	TOTAL - REVENUS AUTONOMES	**36.032,00 $**	**119.332,00 $**	**37,1%**			**0,00 $**	**0,0%**
	TOTAL DES REVENUS	**200.994,00 $**	**321.304,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**

DÉPENSES -		DÉPENSES RÉELLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	DÉPENSES PRÉVUES À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES À remplir lors de la **remise** du bilan	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE	Salaires	140.258,00 $	155.572,00 $	48,4%				
	Honoraires profesionnels	18.960,00 $	37.428,00 $	11,6%				
	Cachets	11.449,00 $	62.932,00 $	19,6%				
	Main-d'œuvre technique							
	Droits d'auteurs, droits de reproduction							
	Achat de matériaux et/ou fournitures		2.000,00 $	0,6%				
	Aménagement de la salle ou du site							
	Location de salle ou de site		2.850,00 $	0,9%				
	Location d'équipements		2.100,00 $	0,7%				
	Location d'installations sanitaires							
	Location de véhicules							
	Assurances	500,00 $	500,00 $	0,2%				
	Agence de sécurité		1.500,00 $	0,5%				
	Autre (préciser) : Frais activités/réunion	1.430,00 $	2.635,00 $	0,8%				
	Autre (préciser) : Frais déménagement	1.000,00 $	1.811,00 $	0,6%				
TOTAL CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE		**173.597,00 $**	**269.328,00 $**	83,8%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
COMMUNICATION, PROMOTION, DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS	Honoraires/Services professionels	3.379,00 $	5.400,00 $	1,7%				
	Relations de presse		700					
	Médiation culturelle		1500					
	Production d'outils électroniques et imprimés	744,00 $	5.700,00 $	1,8%				
	Graphisme	975,00 $	7.500,00 $	2,3%				
	Placements média							
	Médias sociaux							
	Traduction							
	Affichage		100					
	Photographie / vidéo	2.080,00 $	8.125,00 $	2,5%				
	Autre (préciser) : site web	250,00 $	1.000,00 $	0,3%				
	Autre (préciser) :							
TOTAL COMMUNICATION, PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS		**7.428,00 $**	**27.725,00 $**	8,6%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
ADMINISTRATION MAXIMUM 10% DES FRAIS	Honoraires/Services professionels	7.704,00 $	13.300,00 $	4,1%				
	Frais généraux	12.265,00 $	10.951,00 $	3,4%				
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL ADMINISTRATION		**19.969,00 $**	**24.251,00 $**	7,5%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
TOTAL DES DÉPENSES		**200.994,00 $**	**321.304,00 $**	100,0%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
SURPLUS /DÉFICIT		**0,00 $**	**0,00 $**			**0,00 $**		

PRÉCISIONS/NOTES/COMMENTAIRES

Au besoin, veuillez ajouter les précisions budgétaires (ventilation des coûts, explication des écarts, etc.)

Revenus réels de la dernière année du projet en date du 31 mai 2024.

Contribution des partenaires en argent 52 500$
dont
1-Confirmé
Caisse Desjardins Quartier-Latin 5000$ (Festival)
CDC Centre-Sud 22500$ (QIR + Exposition)
Total : 27500$

2-Anticipé :
Caisse Desjardins Quartier-Latin 1000$ (NAF)
Nuit blanche Montréal 3000$ (NAF)
SDC Village 1500$ (NAF)
Chambre de commerce de l'Est de Montréal : 5000$ (Festival)
Enveloppes discrétionnaires député.e.s pronvinciaux et ministres (Tourisme et/ou Culture) : 12 000$ (Festival)
Commanditaires locaux : 2500$ (Festival)
Total : 25000$

Voies culturelles des faubourgs

Plan d'action - 2025-2026

Axe 1 · Assurer la pérennité de l'organisme

Stratégies	Objectifs	Actions	Responsable	Prochaine échéance	Indicateurs
1.1 Assurer l'efficience et le développement des modes d'opérations	1.1.1. Les responsabilités et les compétences requises sont claires au sein de l'organisation	Compléter le travail sur la Politique de ressources humaines	Direction générale (avec le soutien du comité RH)	Automne 2025	Développer un organigramme, une définition de tâches par poste et un processus de suivi est établi. Effectuer une évaluation annuelle des besoins en compétence, formation, recrutement et rémunération globale.
		Élaborer une stratégie de communication interne	Responsable des communications	Automne 2025	Un moyen de communication est adopté/créé à cette fin. Une réunion annuelle de bilan et perspectives est effectuée. Un outil de suivi budgétaire et un calendrier annuel sont réalisés.
	1.1.2. La distribution des ressources financières par modes d'opération et secteurs est claire	Affiner les outils de suivis budgétaires pour distinguer les budgets alloués aux différents modes d'opération et secteurs	Direction générale (avec le soutien de la trésorerie du CA)	Printemps 2026	Un outil de suivi budgétaire est créé et permet de visualiser une fois par année les budgets spécifiques alloués aux modes d'opérations et aux secteurs.
		Mettre en place un outil de suivi de la distribution des sources de financement par modes d'opération	Direction générale (avec le soutien de la trésorerie du CA)	Printemps 2026	Un outil de suivi budgétaire est créé en vu des prochains exercices financiers et permet de visualiser une fois par année quel bailleur de fonds et quelle part de son financement permet de financer chacun des modes d'opération
1.2 Consolider et développer la vie associative	1.2.1. La participation et l'engagement des membres est facilitée	Créer des sous-comités	Conseil d'administration (avec le soutien de direction générale)	Été 2025	Des sous-comités formés par des administrateurs en fonction des besoins stratégiques sont créés.
	1.2.2. Le profil des membres est diversifié et leur distribution sur le territoire est équilibrée	Réaliser une campagne de recrutement auprès de commerces à vocation culturelle	Agent.e de liaison	Printemps 2026	Un plan de recrutement est préparé en vue d'une mise en œuvre à temps pour le 25e et le Sommet
1.3 Renforcer la résilience financière de l'organisme	1.3.1. Diversifier le financement pour des co-productions culturelles fédératrices	Assurer un financement approprié pour les co-productions culturelles dans chaque secteur priorisé	Direction générale (avec le soutien du comité financement)	Été 2025	Le financement acquis est conservé dans l'exercice 2025-2026 pour le Festival des faubourgs et la Nuit aux flambeaux. Des pistes de financement sont identifiées pour des co-productions avec la SDC Village et la SDC Quartier Latin.
		Développer de nouveaux partenariats et projets de mutualisation dans les différents secteurs	Direction générale	Automne 2025	Une exploration d'au moins une piste de mutualisation est effectuée avec deux partenaires ciblés (SDC Village, SDC Quartier latin)
		Poursuivre les représentations auprès des bailleurs de fonds publics en culture	Direction générale (avec le soutien du comité financement)	Printemps 2026	2 rencontres/appels de représentation sont effectuées auprès de la majorité des bailleurs suivants : Arrondissement de Ville-Marie, Conseil des Arts de Montréal - Service de la culture (Montréal), CAC, Patrimoine canadien,CALQ, MCCQ
	1.3.2. Consolider et augmenter les sources de financement pour les activités de concertation et de représentation	Effectuer une veille et de la recherche sur d'autres pistes de financement innovantes	Direction générale (avec le soutien du comité financement)	Été 2025	Une demande de reconnaissance d'organisme de bienfaisance est déposée à l'ARC.
		Effectuer de la représentation pour le financement des tables de concertation culturelles	Direction générale	Automne 2025	Rencontrer les principales personnes candidates à la mairie de Montréal
		Assurer un financement approprié pour la concertation dans chaque secteur priorisé	Direction générale (avec le soutien du comité financement)	Printemps 2026	Deux pistes de financement sont explorées avec des fondations.

Axe 2 · Mobiliser les acteurs culturels locaux

Stratégies	Objectifs	Actions	Responsable	Prochaine échéance	Indicateurs
2.1 Affirmer le rôle de liaison entre les membres et les acteurs de développement local	2.1.1. Les liens sont resserrés entre les membres et entre les membres et les acteurs de développement local	Communiquer régulièrement aux membres, en valorisant leurs bénéfices et avantages	Responsable des communications (avec le soutien de la direction générale)	Hiver 2026	Un budget spécifique est déterminé pour les communications sur les activités de concertation de VCF. Un plan de communication est mis à jour annuellement, incluant un minimum de 2 communications envoyées aux membres chaque année. Des demandes pour financer la mise à jour du site web sont déposées. La liste à jour des avantages et bénéfices est établie.
		Concrétiser des occasions de réseautage	Agent.e de liaison (avec le soutien de la direction générale)	Printemps 2026	2 événements simples (co-)organisés par année qui permettent aux membres de rencontrer les membres de l'équipe, des acteurs de développement économique, du milieu communautaire, des commerces culturels et autres acteurs territoriaux.
2.2 Guider les membres pour contribuer au développement local et en bénéficier	2.2.1. Les membres collaborent avec les acteurs de développement local	Organiser ou contribuer à l'organisation d'une rencontre annuelle regroupant autour de la culture comme levier de développement local afin de favoriser la concertation pour l'ensemble du territoire	Agent.e de liaison (avec le soutien de la direction générale)	Automne 2025	Un événement par année (AGA, sommet, rencontre initiée par un partenaire local, etc.) organisé pour l'ensemble du territoire permet aux acteurs culturels de se concerter.
2.3 Fédérer au moyen de co-productions culturelles	2.3.1. Les membres coopèrent par l'entremise de co-productions culturelles fédératrices	Coordonner la co-production d'événements culturels fédérateurs avec les membres	Direction générale	Été 2025	2 co-production d'événements culturels fédérateurs par année, soit le Festival des Faubourgs et la Nuit aux Flambeaux. Les retombées des événements culturels fédérateurs en matière de concertation et de réseautage sont documentées et mis en valeur dans le rapport annuel.

Axe 3 · Contribuer au développement du Centre-Sud

Stratégies	Objectifs	Actions	Responsable	Prochaine échéance	Indicateurs
3.1 Affirmer le rôle crucial de la culture dans le développement local	3.1.1. L'expertise spécifique de Voies culturelles des faubourgs est reconnue	Effectuer des représentations publiques lors de moments-clés	Direction générale (avec le soutien du Responsable des communications)	Printemps 2026	3 prises de parole ou autre lors de consultation sur le développement culturel à l'échelle de Montréal et du Québec. Des communications sont effectuées sur chacune des prises de parole.
		Établir un plan de rayonnement de l'expertise organisationnelle	Direction générale (avec le soutien du comité stratégie / 25e)	Hiver 2026	5 participations annuelles aux comités de concertation et de développement local
3.2 Contribuer au développement local du Centre-Sud par la culture	3.2.1. Le Quartier culturel des Faubourgs contribue à la revitalisation, l'inclusion et la résilience	Coordonner et faciliter la participation des membres et partenaires du Quartier culturel des Faubourgs	Agent.e de liaison	Automne 2025	Une assemblée publique par année est réalisée avec la participation des membres et partenaires du Quartier culturel des Faubourgs. Un bilan annuel de la réalisation du plan quinquennal est réalisé avec la participation des membres et partenaires du Quartier culturel des Faubourgs. Un plan d'action par année est réalisé.
		Contribuer à la réalisation d'actions du Quartier culturel des Faubourgs en matière de concertation ou de co-production culturelle fédératrice	Direction générale (avec le soutien de l'Agente de liaison)	Hiver 2026	La gouvernance, le budget, le financement, la vision et les besoins en ressources humaines du Festival des Faubourgs sont clairement définis et stabilisés.
	3.2.2. Les acteurs culturels situés dans le Village se concertent et contribuent à son dynamisme	Poursuivre la production d'un parcours de la Nuit aux flambeaux dans le Village	Direction générale (en partenariat avec la SDC du Village	Hiver 2026	Le parcours du Village est pérénisé et se bonifie à partir de 2026.
	3.2.3. Les acteurs culturels du Quartier latin participent à sa revitalisation	Relancer le projet de parcours de la Nuit aux flambeaux dans le Quartier latin	Direction générale (en partenariat avec la SDC du Quartier latin	Hiver 2026	Un premier parcours Quartier latin est intégré à la Nuit aux flambeaux.

DÉCLARATION CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Veuillez remplir ce formulaire de déclaration et joignez une copie du certificat de francisation en vigueur ou une copie de l'attestation de l'inscription délivrés par l'OQLF, s'il y a lieu.

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications ont été apportées à la *Charte de la langue française* qui ont un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Martin Vinette **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) Voies culturelles des faubourgs

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Martin Nom : Vinette

Date : 9 juin 2025 Signature : M Vinette

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1254680006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec Montréal la plus heureuse et Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 45 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1254680006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254680006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 juin 2026, avec deux organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie» et accorder, à cette fin, les contributions suivantes :
- 10 000 $ à Montréal la plus heureuse;
- 35 000 $ à Voies culturelles des faubourgs."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 45 000,00 $

	2025	2026	Total
Montréal la plus heureuse	10 000,00 $	0,00 $	10 000,00 $
Voies culturelles des faubourgs	28 000,00 $	7 000,00 $	35 000,00 $
Total	**38 000,00 $**	**7 000,00 $**	**45 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 45 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM54680006
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables..

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 13:53:41

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254680007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 23 500 $

D'approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles* »;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 5 000 $ à Collectif d'édition et d'impression La Guillotine;

- 18 500 $ à Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG);

D'imputer cette dépense totale de 23 500 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 13:30

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254680007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 23 500 $

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à sa mission de permettre une plus grande accessibilité de ses citoyennes et citoyens aux arts et à la culture, et de favoriser leur participation à la vie culturelle, l'arrondissement de Ville-Marie a mis en place en 2003 un programme de soutien financier pour soutenir les initiatives, les projets et les événements culturels des organismes culturels sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Ce programme s'articule depuis 2008 en deux volets : Interventions dans l'espace public (Volet I) et Soutien à des projets structurants (Volet II).
S'adressant aux organismes culturels professionnels et aux artistes qui détiennent le statut d'artiste professionnel, le programme veut attirer des projets d'animation du secteur des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art, de la muséologie, des arts médiatiques, des communications, de la littérature, de l'édition, de la production audiovisuelle et du patrimoine. Les organismes communautaires qui présentent un projet doivent être associés à un organisme culturel ou à des artistes professionnels, ou comporter des activités ou une programmation culturelle professionnelle.

Le programme se divise en deux volets :

Volet 1 : Intervention dans l'espace public. Ce volet a pour objectif général de soutenir des initiatives, des projets et des événements culturels professionnels, ponctuels et d'une durée limitée, qui permettent d'animer un secteur et qui s'adressent principalement aux résidants avoisinants et à la population locale. Les objectifs spécifiques de ce volet sont les suivants :

1. Contribuent à la réalisation du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie ou à la revitalisation du Quartier chinois;
2. Contribuent au développement de formes d'animation urbaine interdisciplinaires innovantes et créatives;
3. Favorisent la participation et l'engagement de la population et le renforcement des liens sociaux;
4. Favorisent l'appropriation citoyenne des espaces (usage transitoire d'espaces vacants, ruelles, etc.) et le sentiment d'appartenance;
5. Mettent en valeur et/ou impliquent les artistes et les cultures soit autochtones et/ou de la diversité;
6. Sont inclusifs, accessibles et s'adressent aux publics éloignés de la culture ainsi qu'aux familles et au jeune public;
7. Embrassent notre nordicité et ont lieu en hiver;
8. Valorisent la langue française;
9. Sensibilise à la transition écologique dans sa thématique;

10. Contribuent à la mise en valeur du patrimoine de l'arrondissement.

Volet 2 : Soutien à des projets structurants. Ce volet du programme vise à soutenir des projets de développement culturel structurants pour l'arrondissement, au profit de la communauté locale et des résidentes et résidents dans une perspective durable. Les objectifs spécifiques de ce volet sont les suivants :

1. La création d'espaces de diffusion culturelle;
2. Le développement de la citoyenneté culturelle des résidentes;
3. La mise en place d'infrastructures culturelles accessibles gratuitement aux artistes ou résidentes et résidents;
4. La réalisation du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie ou à la revitalisation du Quartier chinois;
5. L'émergence de nouvelles dynamiques culturelles : nouveaux partenariats, concertation et engagement de plusieurs acteurs de la communauté d'horizons différents, développement de réseaux ou d'outils;
6. L'intégration des principes et les bonnes pratiques du développement durable et la sensibilisation à la transition écologique via l'art et la culture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240202 - 1254680004 adoptée le 6 mai 2025: Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2026, avec la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 13 000 $.
CA25 240073 - 1254680001 adoptée le 11 mars 2025 : Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 31 mars 2026, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 158 600 $.

CA24 240310 - 1244680007 adoptée le 9 juillet 2024 : Modifier la résolution CA24 240073 afin d'annuler la contribution financière de 25 000 $ accordée à deux organismes dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » de l'édition 2024.

CA24 240073 - 1244680002 adoptée le 12 mars 2024 : Approuver les conventions, se terminant le 15 mars 2025, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2024 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 178 700 $.

CA23 240065 - 1234680001 adoptée le 7 mars 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 15 juin 2024, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2023 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 201 100 $.

CA22 240119 - 1228270004 adoptée le 12 avril 2022 : Approuver les conventions, se terminant le 13 avril 2023, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 178 974 $.

CA21 240165 - 1214680005 adoptée le 11 mai 2021 : Approuver les conventions, se terminant le 11 mai 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 58 000 $.

DESCRIPTION

Deux projets font l'objet de ce sommaire :

- **Collectif d'édition et d'impression La Guillotine - Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable - Septembre 2025 à mai 2026 - 5 000 $:** dans le but d'offrir un atelier inclusif, accessible et solidaire aux citoyen(ne)s, artistes, collectifs et groupes communautaires, le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine propose la mise en oeuvre d'un projet d'accompagnement à la création artistique et aux arts imprimés qui est destiné aux citoyen(ne)s, artistes émergent(e)s, collectifs

et organismes communautaires de l'arrondissement de Ville-Marie. Axé sur l'autoédition et les arts imprimés écoresponsables, ce projet vise à démocratiser l'accès aux savoir-faire liés à l'édition et à l'impression, dans une perspective d'autonomie collective, de partage des connaissances et de justice sociale. Pendant huit mois, des ateliers hebdomadaires gratuits, animés par un(e) artiste professionnel(le) seront offerts dans un espace accessible et équipé, permettant aux participant(e)s de bénéficier d'un soutien technique personnalisé pour la réalisation de leurs projets artistiques. Quatre formations spécialisées en création littéraire, sérigraphie écoresponsable, impression risographique et reliure artisanale viendront enrichir l'offre, accompagnées de rendez-vous individuels pour répondre à des besoins spécifiques. Des activités de médiation culturelle sensibiliseront le public aux enjeux de l'écologie, de la justice sociale et de l'engagement artistique, tout en favorisant les échanges entre résident(e)s, artistes et organismes dans un esprit de collaboration interdisciplinaire. Deux journées portes ouvertes, en décembre et en mai, permettront de valoriser les œuvres produites, de mettre en lumière les démarches artistiques des participant(e)s et de renforcer les liens avec la communauté locale. Par cette initiative, La Guillotine soutient l'expression artistique indépendante, mutualise les ressources techniques, renforce les liens entre création et engagement citoyen, et promeut la transition écologique par l'art. La contribution de 5 000 $ à être octroyée par l'Arrondissement s'inscrit pleinement dans les objectifs du programme, notamment le développement de la citoyenneté culturelle, l'accessibilité aux infrastructures culturelles, la mise en œuvre du Plan d'action pour un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie ou la revitalisation du Quartier chinois, l'émergence de nouvelles dynamiques culturelles et l'intégration des principes du développement durable à travers l'art et la culture. La convention prévoit un début à la date de signature et une fin au plus tard le 30 mai 2026.

- **Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) - Murale en mosaïque en hommage à Normand Brathwaite - Août à décembre 2025 - 18 500 $** : la SPAG, en collaboration avec l'artiste céramiste Laurent Gascon, souhaite réaliser une 18e murale en mosaïque rendant hommage à Normand Brathwaite, figure emblématique de la culture québécoise, sur la façade d'un immeuble de l'OMHM situé au 1600, rue d'Iberville. Ce projet s'inscrit dans une série amorcée en 2007, qui vise à démocratiser l'accès à l'art, de mettre en lumière les personnalités marquantes du Québec et de faire de l'espace public un lieu de mémoire vivante et d'expression culturelle. Chaque année, une nouvelle murale conçue par l'artiste vient enrichir le parcours artistique à ciel ouvert, devenu au fil du temps un véritable patrimoine visuel du quartier. L'œuvre prévue, d'une superficie de 135 pi² et composée de 4 000 à 5 000 pièces de céramique, sera réalisée selon une technique distinctive de céramique pré-coupée, reconnue pour sa durabilité, sa richesse expressive et son adaptation idéale aux surfaces en brique. À travers cette nouvelle création, la SPAG souhaite souligner l'apport essentiel de Normand Brathwaite à la société québécoise. Artiste aux multiples talents (comédien, animateur, musicien), il est reconnu pour son énergie contagieuse, son humanité, son rôle pionnier dans les médias québécois et son engagement en faveur de l'inclusion et la diversité. Présent dans l'arrondissement Ville-Marie tout au long de sa carrière, il a contribué à ouvrir la voie à de nouvelles générations d'artistes issus de tous horizons. Le projet comprend également une programmation de médiation culturelle, animée par la SPAG, destinée en priorité aux résidents de l'OMHM et du quartier, afin de favoriser l'appropriation de l'œuvre par la communauté, stimuler les échanges et renforcer le sentiment d'appartenance. Cet ajout au parcours artistique de Laurent Gascon embellira le cadre de vie des résident(e)s, enrichira le paysage urbain et contribuera au rayonnement de l'Arrondissement. En rendant hommage à un artiste rassembleur, la murale favorisera l'appropriation de l'espace public, renforcera le sentiment d'appartenance et viendra nourrir un legs culturel vivant, inclusif et durable. La contribution de 18 500 $ à être octroyée par l'Arrondissement s'inscrit pleinement dans les objectifs du programme, notamment le développement de la citoyenneté culturelle, l'accessibilité aux infrastructures culturelles, la mise en œuvre du Plan d'action pour un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie, l'émergence de nouvelles dynamiques culturelles et l'intégration des principes du développement durable à travers l'art et la culture. La convention prévoit un début à la date de signature et une fin au plus tard le 31 décembre 2025.

Aucun des organismes visés par le présent sommaire décisionnel ne figure sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation. Tous emploient moins de 50 personnes et par conséquent, ne sont pas assujettis aux obligations de francisation prévues par la Charte de la langue française.

Les descriptions détaillées des projets ainsi que les documents relatifs à la Charte de la langue française se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie a fait du développement culturel l'une de ses priorités et s'engage à reconnaître et soutenir les initiatives qui y contribuent activement. Le soutien financier de 23 500 $ permettra à ces deux organismes de consolider leurs actions et de mettre en œuvre des projets favorisant la créativité, la création et l'expression artistique. Ce soutien contribuera également à renforcer l'accessibilité à la culture pour l'ensemble de la population et à appuyer les artistes locaux dans leur démarche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau ci-dessous illustre la distribution du soutien financier totalisant la somme de 23 500 $ et illustre les sommes accordées à ces organismes lors des années antérieures :

ORGANISME		PROJET	VOLET	SOUTIEN FINANCIER RECOMMANDÉ 2025	VALEUR APPROXIMATIVE DU SOUTIEN TECHNIQUE (si applicable)	SOUTIEN ANNÉES ANTÉRIEURES					
						2018	2019	2020	2021	2022	2023
1.	Collectif d'édition et d'impression La Guillotine	Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable	**II**	**5 000 $**	500 $	**-**	**-**	**-**	**-**	-	-
2.	Société pour promouvoir les arts gigantesques	Murale en mosaïque Hommage à Normand Brathwaite	**II**	**18 500 $**	2 500 $	30 000 $	15 000 $	18 000 $	18 000 $ (FSOC)	18 000 $	18 000 $
TOTAL :				**23 500 $**							

Les sommes attribuée à ces projets ont été accordées en fonction des budgets des projet, des fonds disponibles et des orientations de l'Arrondissement.

Les coûts en soutien technique ont été estimés et sont inscrits à titre d'information pour donner un ordre de grandeur. Ces frais sont assumés par les divisions impliquées à même leurs budgets de fonctionnement. En aucun temps il ne seront utilisés à des fins de convention. Ces coûts englobent, entre autres, la coordination logistique de l'événement, le prêt de matériel, la collecte de déchets et de matières recyclables, le soutien en communications, s'il y a lieu.

Les contributions financières devront être versées conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030, car il vise à :

- **No. 15 :** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- **No. 19 :** Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- **No. 20 :** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus d'améliorer le cadre de vie culturelle du secteur, la réalisation de ce projet permettra de renforcer le caractère culturel de l'arrondissement de Ville-Marie et d'améliorer la qualité de vie des résidents, des travailleurs culturels et des Montréalais et Montréalaises en général. Les activités proposées permettront également d'accroître le rayonnement et la vitalité artistique et culturelle du secteur grâce à une offre culturelle diversifiée, de qualité, gratuite et accessible à tous. Les échanges entre les créateurs et créatrices et les citoyens permettront le développement des liens durables avec la communauté artistique en plus d'accroître les retombées économiques du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes s'engagent à respecter les dispositions du *Protocole de visibilité à l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de V ille-M arie* et à accorder une visibilité à l'Arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du projet;

- Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'Arrondissement;
- Un rapport final incluant le bilan financier sur l'utilisation de l'aide accordée est requis trois mois après la date de fin du projet.

Cette participation financière sera remise à l'organisme selon les modalités de décaissement prévues dans le protocole d'entente qui sera signé par les parties dont une copie est jointe en annexe.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ces dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-06-21

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013
Télécop. :

Roseline RICO
Cheffe de division - Culture et bibliotheques

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-26



CONV - Coll_La_Guillotine - PSIC2025.docx



CONV - SPAG - PSIC2025.docx

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par M^e^ Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COLLECTIF D'ÉDITION ET D'IMPRESSION LA GUILLOTINE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2205, rue Parthenais bureau 210, Montréal. (Québec), H2K 3T3, agissant et représentée par Madame Roxane Bélisle, trésorière, dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 18 avril 2025;

Numéro d'inscription TPS : N/A

Numéro d'inscription TVQ : N/A

Numéro d'entreprise du Québec : 1178053188

Numéro de fournisseur Ville : 710159

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme produit et diffuse des activités qui promeuvent des rencontres interdisciplinaires et interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles pour la réalisation de son Projet *« Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable »,* tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la culture, des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet conformément à l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention. La Ville de Montréal ne s'engage pas à prêter des équipements, à fournir des services techniques ou à assumer d'aucuns frais reliés à la location d'équipements ou autres requis par l'Organisme;

4.1.3 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.1.4 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 soumettre, le cas échéant, à la Ville, pour approbation, sa demande de tenue d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication publique, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres stipulés dans le *Guide pour la réalisation du bilan du projet soutenu* présenté à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, incluant un rapport financier qui indiquera clairement à quelles fins la contribution financière de la Ville a été utilisée et expliquant les écarts entres les prévisions et les résultats réels du Projet, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix jours (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cinq mille dollars (5 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée *à la réalisation des activités de médiation culturelle qui seront réalisées dans le cadre du Projet « Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable ». Ces activités devront être gratuites et offertes en priorité à la population de l'arrondissement de Ville-Marie, sans qu'il soit nécessaire de détenir un abonnement;*

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quatre mille dollars (4 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de mille dollars (1 000 $), soit 20%, conditionnel à la réception de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable, démontrant l'utilisation effective des sommes versées par la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

5.3.1 le Responsable peut suspendre ou annuler tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.3.2 le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3.3 l'Organisme doit rembourser à la Ville, dans les délais stipulés par le Responsable, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 mai 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Arrondissement : madame Gina Tremblay, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8.

Pour l'Organisme : madame Roxane Bélisle, trésorière, sis au 2205, rue Parthenais, bureau 210, Montréal (Québec), H2K 3T3.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement Date

POUR L'ORGANISME

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Madame Roxane Bélisle, trésorière Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe du sommaire décisionnel 1254680007, le 8e jour de juillet 2025.

(Résolution _____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Le document Annexe 1 est inclus dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel et inclut le formulaire de demande de soutien financier et la description du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de Ville-Marie

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

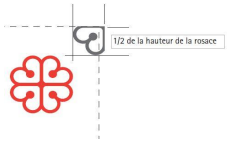
  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
  - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

  - Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.3 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, un **minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il-y-a-lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

☐ Les actions et les activités réalisées (nombre, date(s), durée, description, déroulement du projet, faits marquants, les statistiques de fréquentation, etc.

☐ La **Fiche de budget** (disponible sur le site Web du programme) mise à jour en complétant les colonnes appropriées et en justifiant les écarts entre les montants prévus et réels;

☐ Les changements ayant été apportés au projet par rapport à la proposition initiale, s'il y a lieu;

☐ Les objectifs atteints et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs). Si les objectifs annoncés n'ont pas été atteints, veuillez expliquer pourquoi;

☐ Le nombre d'artistes professionnels et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;

☐ L'impact du projet sur la population l'arrondissement de Ville-Marie;

☐ Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;

☐ Les moyens de communication utilisés pour joindre la population de l'Arrondissement ainsi que les outils de promotion utilisés;

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'Arrondissement;

☐ Trois photographies en haute résolution libre de droits du projet réalisé en format électronique;

☐ La revue de presse du projet, si disponible;

☐ Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Le bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet au responsable du dossier à l'Arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'Arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par M^{e} Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ POUR PROMOUVOIR LES ARTS GIGANTESQUES,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2915, rue Ontario Est, Montréal (Québec), H2K 1X7, agissant et représentée par Madame Charlotte Cottin, responsable de projet, dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 12 juin 2025;

Numéro d'inscription TPS : 142 205 863

Numéro d'inscription TVQ : 102 083 5211

Numéro d'entreprise du Québec : 1145977584

Numéro de fournisseur Ville : 117532

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme produit et diffuse des activités qui promeuvent des rencontres interdisciplinaires et interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles pour la réalisation de son Projet *« Murale en hommage à Normand Brathwaite »,* tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la culture, des sports, du loisir et du développement social ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet conformément à l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention. La Ville de Montréal ne s'engage pas à prêter des équipements, à fournir des services techniques ou à assumer d'aucuns frais reliés à la location d'équipements ou autres requis par l'Organisme;

4.1.3 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.1.4 obtenir l'approbation écrite de la Directrice avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 soumettre, le cas échéant, à la Ville, pour approbation, sa demande de tenue d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication publique, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres stipulés dans le *Guide pour la réalisation du bilan du projet soutenu* présenté à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, incluant un rapport financier qui indiquera clairement à quelles fins la contribution financière de la Ville a été utilisée et expliquant les écarts entres les prévisions et les résultats réels du Projet, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix jours (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-huit mille cinq cents dollars (18 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet *« Murale en hommage à Normand Brathwaite »*;

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quatorze mille huit cents (14 800 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de trois mille sept cents dollars (3 700 $), soit 20%, conditionnel à la réception de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable, démontrant l'utilisation effective des sommes versées par la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

5.3.1 le Responsable peut suspendre ou annuler tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.3.2 le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3.3 l'Organisme doit rembourser à la Ville, dans les délais stipulés par le Responsable, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par la Directrice après examen des pièces justificatives.

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Arrondissement : madame Gina Tremblay, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8.

Pour l'Organisme : madame Charlotte Cottin, chargée de projet, sis au 2915, rue Ontario Est, Montréal (Québec), H2K 1X7.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement Date

POUR L'ORGANISME

Signé à _____ ,

Par : _____ _____
Madame Charlotte Cottin, chargée de projet Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe du sommaire décisionnel 1254680007, le 8e jour de juillet 2025.

(Résolution _____).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Le document Annexe 1 est inclus dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel et inclut le formulaire de demande de soutien financier et la description du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes et des artistes financés par l'arrondissement de Ville-Marie

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

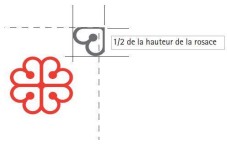
  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
  - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

  - Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.3 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, un **minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il-y-a-lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

GUIDE POUR LA RÉALISATION DU BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- Le bilan critique du projet réalisé incluant les éléments suivants :

☐ Les actions et les activités réalisées (nombre, date(s), durée, description, déroulement du projet, faits marquants, les statistiques de fréquentation, etc.

☐ La **Fiche de budget** (disponible sur le site Web du programme) mise à jour en complétant les colonnes appropriées et en justifiant les écarts entre les montants prévus et réels;

☐ Les changements ayant été apportés au projet par rapport à la proposition initiale, s'il y a lieu;

☐ Les objectifs atteints et la façon dont ils ont été mesurés (indicateurs qualitatifs et quantitatifs). Si les objectifs annoncés n'ont pas été atteints, veuillez expliquer pourquoi;

☐ Le nombre d'artistes professionnels et de partenaires impliqués dans le projet ainsi que leurs rôles respectifs;

☐ L'impact du projet sur la population l'arrondissement de Ville-Marie;

☐ Les actions prises pour tenir un événement écoresponsable;

☐ Les moyens de communication utilisés pour joindre la population de l'Arrondissement ainsi que les outils de promotion utilisés;

☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'Arrondissement;

☐ Trois photographies en haute résolution libre de droits du projet réalisé en format électronique;

☐ La revue de presse du projet, si disponible;

☐ Toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Le bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet au responsable du dossier à l'Arrondissement.

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

REVENUS	**REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**REVENUS PRÉVUS (à remplir lors du dépôt de la demande)**				**REVENUS RÉÉLS (à remplir lors de la remise du bilan final)**	
SUBVENTIONS		**REVENUS PRÉVUS**	**MONTANT CONFIRMÉ**	**MONTANT ANTICIPÉ**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Fédéral (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Provincial (précisez les programmes)			☐	☐			
			☐	☐			
			☐	☐			
Municipal (précisez les programmes)			☐	☐			
Service de la culture			☐	☐			
Conseil des arts de Montréal			☐	☐			
Arrondissement de Ville-Marie (ce programme) :			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			☐	☐			
TOTAL DES SUBVENTIONS							
REVENUS AUTONOMES							
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			☐	☐			
Commandites (précisez)			☐	☐			
Commandites en biens et services (précisez)			☐	☐			
Dons (précisez)			☐	☐			
Campagne de financement (précisez)			☐	☐			
Contribution de l'organisme demandeur			☐	☐			
Contribution des partenaires en argent			☐	☐			
Contribution des partenaires en services			☐	☐			
Vente de produits dérivés			☐	☐			
Vente de boisson			☐	☐			
Vente de nourriture			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
Autre (précisez)			☐	☐			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			-	-			
TOTAL DES REVENUS			-	-			

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 3 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet et doit comporter les revenus et les dépenses en lien celui-ci. Le budget doit être équilibré. Les colonnes « REVENUS PRÉVUS » et DÉPENSES PRÉVUES » devront être complétées lors du dépôt de la demande de financement. Les colonnes « REVENUS RÉÉELS » et DÉPENSES RÉELLES» devront être complétées lors de la remise du bilan final du projet. L'affectation de la contribution de l'aide de l'Arrondissement doit être clairement indiquée. Les écarts entre les prévisions et les résultats réels doivent être expliqués.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Lieu (x) et date (s) de réalisation _____

DÉPENSES	**DÉPENSES RÉÉLLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET**	**DÉPENSES PRÉVUES** (à remplir lors du dépôt de la demande)		**DÉPENSES RÉÉLLES** (à remplir lors de la remise du bilan final)	
RÉALISATION ET PRODUCTION		**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DU SOUTIEN DE VILLE-MARIE**
Salaires et avantages sociaux					
Honoraires professionnels					
Main-d'œuvre technique					
Cachets					
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction					
Location de salle ou de site					
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)					
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)					
Matériel					
Location d'un système de communication					
Location d'installations sanitaires					
Location de véhicules					
Assurances					
Agence de sécurité					
Service ambulancier (premiers soins)					
Achat de boisson					
Achat de nourriture					
Achat de produits dérivés					
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE RÉALISATION ET PRODUCTION					
PROMOTION ET PUBLICITÉ					
Relations de presse					
Frais de représentation					
Dossiers de presse					
Cartons d'invitation, frais de vernissage					
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression					
Placements média (journaux, internet, télé, radio)					
Frais de traduction					
Frais d'affichage					
Photographie					
Production vidéo					
Bannières, oriflammes					
Autre (précisez)					
TOTAL DÉPENSES DE PROMOTION ET PUBLICITÉ					
ADMINISTRATION					
Salaires et avantages sociaux					
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi					
Frais de déplacement et de représentation					
Location de bureaux					
Autre (précisez)					
TOTAL ADMINISTRATION					
TOTAL DES DÉPENSES					
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES					

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254680007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 23 500 $

Les documents suivants ont été déposés au bureau de la Division de la culture :

- Lettres patentes;
- Résolution du conseil d'administration;
- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;
- États financiers;
- Rapport annuel;

Annexe 2 - Guillotine.pdf

Annexe 2 - SPAG - Murale NB.pdf

GDD 1254680007_Grille_analyse_MTL2030.pdf

Aspect financier_GDD_1254680007.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013
Télécop. :

Afficher les résultats

Personne interrogée 18

Anonyme

85:25
Temps de remplissage

1. Votre adresse courriel : *

la_guillotine@riseup.net

2. Ce projet est présenté par : *

- ○ Un OBNL constitué sous l'autorité de la **Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C 2009, ch. 23);**
- ◉ Un OBNL constitué sous l'autorité de la p**artie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38);**
- ○ Un OBNL constitué sur la **Loi sur les coopératives du Québec (RLRQ, C. C-67.2).**

3. Numéro d'entreprise (NEQ ou NE) : *

1178053188

4. Nom légal de l'organisme demandeur (tel qu'il figure sur la charte et les lettres patentes) : *

Collectif d'édition et d'impression La Guillotine

5. Date d'incorporation de l'organisme : *

4 octobre 2022

6. Date de signature de la résolution du conseil d'administration appuyant le dépôt de la demande et autorisant un(e) représentant(e) désigné(e) : *

** La résolution doit avoir été émise il y a moins de trois (3) mois afin qu'elle soit acceptée.*

18 avril 2025

7. Prénom de la personne en charge de la demande (désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Roxane

8. Nom de famille de la personne en charge de la demande (si OBNL, désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Bélisle

9. Titre de la personne en charge de la demande : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Trésorière

10. Courriel de la personne en charge de la demande : *

roxane.belisle@gmail.com

11. Numéro de téléphone de la personne en charge de la demande : *

** Veuillez inscrire le numéro de téléphone dans le format (514) 123-4567*

(438) 764-1936

12. Adresse postale complète de l'organisme : *

** Veuillez inscrire l'adresse dans le format suivant : Numéro civique - Rue - Numéro d'appartement, bureau, local - Ville - Code postal*

2205 Parthenais, #210, Montréal, H2K 3T3

13. Site Web de l'organisme et du projet (s'il y a lieu) : *

https://la-guillotine-edition.square.site/a-propos

14. Mission de l'organisme (selon les lettres patentes) *

La mission du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine est de promouvoir les arts imprimés et l'auto-édition; d'établir un atelier d'impression et de reliure; de produire des objets imprimés artisanaux; de soutenir les luttes pour la justice sociale et environnementale et de rendre accessibles les techniques d'impression, de reliure et d'édition à des artistes émergents.

15. Numéro de TPS (s'il y a lieu) : *

n/a

16. Numéro de TVQ (s'il y a lieu) : *

n/a

17. Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal (si disponible) :

** Pour recevoir un soutien financier de la Ville de Montréal, vous devez être inscrit au Fichier des fournisseurs et avoir un numéro de fournisseur actif. Voici le lien pour vous inscrire ou faire la mise à jour de votre dossier : **http://ville.montreal.qc.ca/fournisseur***

710159

18. Montant du soutien financier demandé **(taxes incluses)** : *

12000

19. Budget global du projet : *

30600

20. À quel(s) objectif(s) du programme le projet répond-t-il ? *

- [x] **1.** L'organisme requiert d'une aide ponctuelle pour consolider sa présence dans l'Arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- [x] **2.** L'organisme requiert d'une aide pour développer un projet;
- [ ] **3.** L'organisme est un partenaire culturel de l'Arrondissement et requiert d'un soutien pour la réalisation de son plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'Arrondissement, et du Plan stratégique Montréal 2030, et du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie;
- [ ] **4.** L'organisme requiert d'une aide d'appoint pour la réalisation d'un projet d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

21. Titre du projet *

Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable

22. Resumé du projet (130 mots maximum) *

(Concept et description générale)

Ce projet vise à offrir des plages horaires régulières de soutien technique et d'accompagnement personnalisé en autoédition et en arts imprimés écoresponsables, à l'intention des citoyens et citoyennes du quartier, des groupes et organismes communautaires, des collectifs d'artistes et des artistes émergents qui inscrivent leur pratique dans une perspective de justice sociale et de développement durable. L'intention du projet est de mettre en partage nos installations et les savoirs techniques liés à l'impression écoresponsable, dans une perspective de médiation culturelle et de mutualisation des ressources.

23. Votre projet comporte-il une ou des œuvres visuelles destinées à être présentées ou exposées dans l'espace public ? Dans l'affirmative, veuillez joindre les images et les textes pour approbation au document PDF 1 et envoyer le tout par WeTransfer avant de commencer la production. **Les œuvres doivent s'adresser à un public de tous âges.** *

Note : l'Arrondissement se réserve le droit de demander le remplacement des images et des textes jugés non conformes aux attentes. Cette démarche vise à garantir un environnement inclusif et respectueux des sensibilités de toutes et tous.

- ( ) Oui. Je joindrai les images et les textes au document PDF 1 pour approbation avant de commencer la production.
- (•) Non, mon projet ne comporte pas d'œuvres visuelles à être présentées ou exposées dans l'espace public.

24. Historique du projet (100 mots maximum) *

(nouvelle création, reprise d'une activité ou d'une oeuvre, etc.)

Au cours des cinq années d'existence du collectif, nous avons pu poursuivre notre mission en accompagnant plusieurs groupes, artistes et organismes et en maintenant des partenariats féconds avec plusieurs d'entre eux. Jusqu'en janvier 2024, nous étions localisés dans un centre communautaire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Suite à l'éviction du bâtiment, nous nous sommes installés au Chat des artistes et notre atelier est maintenant pleinement fonctionnel. Afin de nous familiariser avec notre nouveau quartier, de régulariser nos activités et de pouvoir accompagner un plus grand nombre de projets, nous souhaitons offrir des plages horaires régulières ou une personne en charge du soutien technique et de l'accompagnement assure une permanence à l'atelier.

25. Date(s) de réalisation du projet : *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu.

18 août 2025 au 16 mai 2025

26. Lieu (x) envisagé(s) du projet : *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec l'agent(e) culturel(le) en fonction des priorités de l'Arrondissement.

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

Le projet se déroulera dans l'atelier du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine, situé au Chat des artistes au 2205 rue Parthenais

27. Nombre d'artistes professionnels impliqués dans le projet proposé et description de leur participation *

Le projet sera coordonné par une professionnelle en arts imprimés, qui offrira un soutien technique sur une base hebdomadaire, et les ateliers spécialisés seront offerts par quatre artistes de différents domaines (création littéraire, sérigraphie écoresponsable, impression au risographe et reliure artisanale).

28. Détail et nombre d'activités ou de performances à présenter devant le public ainsi que leur durée : *

En plus des plages horaires hebdomadaires qui se dérouleront de septembre 2025 à mai 2026 et des quatre formations techniques spécialisées, deux journées de portes-ouvertes (en décembre et en mai) seront organisées pour permettre aux participants de présenter leurs projets et leurs œuvres à un plus large public.

29. Adéquation du projet avec la mission de l'organisme : *

L'objectif du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine est d'offrir un atelier inclusif, accessible et solidaire à l'intention des citoyens, artistes, collectifs, groupes communautaires et organisations qui se mobilisent pour la justice sociale et la justice environnementale, en leur donnant accès à des outils de production de différents objets d'art imprimés. Plutôt que de fournir un service d'impression transactionnel, la Guillotine vise à accompagner les groupes et les personnes dans la réalisation de leurs projets artistiques, en partageant les savoirs et les techniques liés à l'impression et à l'édition dans une perspective d'autonomie collective. Le projet Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable s'inscrit pleinement dans la mission de l'organisme, en permettant d'ouvrir ses portes à un plus grand nombre et sur une base plus flexible. En encourageant la création de liens avec les citoyens et citoyennes, organismes communautaires et collectifs du quartier Ville-Marie, ce projet permettra au collectif de poursuivre sa mission de partage des techniques et des savoirs en lien avec l'auto-édition et les arts imprimés.

30. Description complète du projet : *

Détail des activités, le nombre de représentations, leur durée, les activités de médiation culturelle qui sont programmées et l'adéquation du projet avec les objectifs du programme.

Le projet se déploiera sur une période de 8 mois à partir de septembre 2025. Il comprendra des plages horaires régulières de soutien technique et des ateliers pratiques, offrant une aide concrète pour la réalisation de projets d'autoédition et d'art imprimé. Les activités seront organisées sur une base hebdomadaire avec des horaires flexibles pour permettre à un maximum de citoyens et d'artistes de bénéficier de l'accompagnement. 1. Plages horaires hebdomadaires : Chaque semaine, trois plages horaires seront ouvertes pour offrir un soutien technique personnalisé. Les participants seront encouragés à s'inscrire sur une plateforme en ligne à l'avance, mais l'accès à l'atelier sera libre, en respectant les limites des installations. Ces ateliers seront animés par une professionnelle en édition et en arts imprimés. La durée de chaque plage sera de 6 heures, permettant aux participants de travailler sur leurs projets, de poser des questions et de recevoir des conseils pratiques sur les techniques d'impression et de création. Quatre formations spécialisées seront organisées, durant lesquelles des intervenants artistiques viendront offrir une formation technique : création littéraire, sérigraphie écoresponsable, impression au risographe et reliure artisanale. 2. Accompagnement personnalisé : En plus des plages ouvertes, des rendez-vous individuels seront disponibles, sur demande, pour les groupes communautaires ou les artistes émergents qui nécessitent un suivi particulier ou un soutien plus approfondi dans la réalisation de leurs projets. 3. Activités de médiation culturelle : Nous organiserons des sessions de médiation culturelle visant à sensibiliser les participants aux enjeux de l'autoédition, de l'art imprimé écoresponsable et de la transition écologique dans le domaine artistique. Ces séances permettront de faire le lien entre la pratique artistique et l'engagement sociétal, en particulier la justice sociale et environnementale. En outre, nous organiserons deux journées de portes ouvertes (en décembre et en mai 2025), où les participants pourront présenter leurs projets réalisés grâce à l'accompagnement du collectif, favorisant ainsi l'échange et la collaboration entre les créateurs et la communauté locale.

31. Discipline(s) visé(e-s) par le projet : *

- [ ] Arts du cirque
- [ ] Arts médiatiques
- [ ] Arts de rue
- [x] Arts visuels et numériques
- [ ] Danse
- [x] Littérature et conte
- [ ] Métiers d'art
- [ ] Muséologie
- [ ] Musique
- [ ] Patrimoine et architecture
- [ ] Théâtre
- [ ] Autre

32. Clientèle(s) cible(s) : *

- [ ] Enfants
- [ ] Adolescent(e-s)
- [x] Jeunes adultes (18-30 ans)
- [x] Adultes (30-64 ans)
- [x] Aîné(e-s) (65 ans et plus)
- [ ] Familles
- [ ] Personnes autochtones
- [ ] Personnes en situation de handicap ou ayant des limitations fonctionnelles
- [x] Personnes issues des communautés culturelles
- [x] Personnes vulnérables ou groupes marginalisés
- [x] Personnes de la diversité sexuelle et de genre (LGBTQ2+)

33. Nombre de participant(e-s) visé(e)s (en chiffres) : *

75

34. Retombées du projet pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie : *

Le projet du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine apportera des retombées significatives pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie en termes d'inclusion sociale, de participation culturelle et de durabilité écologique.

Accessibilité à la culture et à la création artistique :
Le projet permettra à une large diversité de citoyens, artistes et groupes communautaires d'accéder à un atelier d'édition et d'impression, avec un accompagnement personnalisé. L'atelier deviendra un espace inclusif où les résidents de Ville-Marie pourront exprimer leur créativité et développer des projets artistiques. Cela renforcera l'accès à la culture et permettra à des artistes émergents, ainsi qu'à des collectifs et groupes communautaires, d'explorer des pratiques créatives tout en étant soutenus par des professionnels. En permettant aux artistes et aux groupes locaux d'utiliser l'atelier pour développer et diffuser leurs projets, La Guillotine participera à la valorisation de la culture locale et au rayonnement des créateurs de Ville-Marie.

Renforcement de la solidarité et de la cohésion sociale :
En créant un environnement collaboratif, l'atelier favorisera les échanges entre citoyens et artistes de divers horizons. Cela contribuera à renforcer le tissu social et à encourager des projets collectifs qui rassemblent des individus autour de valeurs communes telles que la justice sociale et la solidarité. Le projet offrira également des opportunités pour les groupes vulnérables de s'impliquer dans des activités culturelles et créatives, renforçant ainsi les liens entre les communautés locales.

Sensibilisation à l'écoresponsabilité et à la transition écologique :
Le projet mettra en avant des pratiques écoresponsables dans l'édition et l'impression. En utilisant des matériaux durables et en adoptant des méthodes de production respectueuses de l'environnement, le projet sensibilisera la communauté à l'importance de la transition écologique. Les activités de médiation permettront également de diffuser des bonnes pratiques et d'encourager les citoyens et artistes à adopter des approches créatives et responsables, réduisant ainsi l'empreinte écologique de la production artistique dans l'arrondissement.

35. Stratégies de communication pour rejoindre les publics ainsi que les outils de promotion qui seront privilégiés : *

Pour assurer une large diffusion de notre projet et rejoindre un public diversifié, nous mettrons en place une stratégie de communication combinant outils numériques et actions de terrain. Durant le mois qui précède le début des plages horaires, nous ferons une tournée des organismes du quartier pour présenter le projet et diffuser du matériel d'information. Nous privilégierons les réseaux sociaux (Facebook, Instagram) pour partager régulièrement du contenu engageant : témoignages de participants, démonstrations en direct, et mises en avant des créations réalisées lors des ateliers. Un site web mis à jour servira de plateforme centrale pour les inscriptions et informations détaillées. Une infolettre mensuelle qui sera diffusée aux partenaires et aux participants permettra de maintenir un lien avec notre communauté. De plus, nous diffuserons du matériel d'information dans des librairies du quartier avec qui avons déjà des partenariats, ou un échantillon des œuvres créées dans le cadre du projet sera également exposé. Enfin, des événements comme les journées portes ouvertes renforceront notre visibilité et mobiliseront de nouveaux publics.

36. Échéancier détaillé du projet : *

Août 2025 : Préparation et démarrage
1. Installation des ressources et planification
- Mise en place de l'équipe de travail pour le projet (soutien technique, médiation culturelle, coordination).
- Aménagement de l'espace de travail pour garantir l'accessibilité et l'efficacité des ateliers.
- Acquisition de matériel supplémentaire si nécessaire (encre, papier, outils, etc.).
- Élaboration des outils de communication pour promouvoir les plages horaires d'accompagnement.
- Planification de la première série d'ateliers et de médiation culturelle.
- Établissement d'une grille tarifaire solidaire.

2. Lancement de la communication et ouverture des inscriptions
- Annonce de l'ouverture des plages horaires d'accompagnement via les canaux de communication (site web, réseaux sociaux, affiches locales).
- Mise en place d'un système d'inscription et de la prise de rendez-vous.

Septembre à mai 2025 : Début des activités régulières
1. Lancement des plages horaire d'accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable
- Mise en place des sessions régulières d'accompagnement personnalisé
- Accompagnement des citoyens, groupes communautaires et artistes émergents dans leurs projets d'autoédition et d'arts imprimés.
- Évaluation des premiers retours des participants pour ajuster le programme.

2. Activités de médiation culturelle
- Octobre 2025 : Organisation d'un atelier participatif sur la création littéraire
- Novembre 2025 : Organisation d'un atelier participatif sur la sérigraphie écoresponsable
- Décembre 2025 : Organisation d'un journée de porte-ouverte
- Mars 2026 : Organisation d'un atelier participatif sur l'impression écoresponsable au risographe
- Avril 2026: Organisation d'un atelier participatif sur la reliure artisanale
- Mai 2026 : Organisation d'un journée de porte-ouverte

37. Partenaires et leur rôle détaillé dans le projet, s'il y a lieu : *

Le projet Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable repose sur plusieurs types de partenariats stratégiques avec des groupes communautaires, des collectifs et organismes artistiques, ainsi que des librairies solidaires. Ces collaborations permettront de mutualiser les ressources, de favoriser l'accès à la culture et à l'art, et de promouvoir des pratiques écoresponsables. Groupes communautaires : Les groupes communautaires collaborateurs joueront un rôle important dans l'organisation d'activités de médiation culturelle. Ces groupes aideront à orienter des participants issus de diverses communautés, notamment ceux qui pourraient avoir un accès limité à des ressources créatives et techniques. Ils participeront également à l'intégration des activités dans des projets spécifiques à leurs membres, facilitant ainsi l'accès à l'atelier et à l'accompagnement personnalisé. Nous avons déjà des ententes avec trois organismes communautaires qui participeront au projet : Le Tour de Lire, l'OPDS et le Comité BAILS. Collectifs et organismes artistiques : Les collectifs et organismes artistiques seront invités à utiliser les ressources techniques de l'atelier pour leurs projets collectifs. Ces partenaires bénéficieront d'un accès privilégié aux équipements d'impression et à l'expertise du collectif, leur permettant de développer des projets d'autoédition dans une démarche écoresponsable. Ils contribueront également à la diffusion des projets réalisés au sein de la communauté artistique locale. Nous avons confirmé un partenariat avec la coopérative Coup d'griffe et nous continuerons à développer de tels partenariats. Librairies solidaires : Les librairies solidaires participeront à la diffusion des projets réalisés par les participants du projet, en mettant en avant leurs créations et en organisant des événements pour promouvoir les œuvres produites. Ces librairies solidaires agiront également comme des relais pour l'information sur les activités du projet, renforçant ainsi la visibilité et l'accès du public aux initiatives créatives issues du programme. Nous avons confirmé des partenariats avec deux librairies du quartier Ville-Marie : la coopérative l'Euguélionne et la coopérative La Livrerie.

38. Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet : *

Le respect de l'environnement et la promotion de la justice sociale et environnementale sont au cœur de la mission du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine. Depuis sa fondation, notre collectif intègre des pratiques écoresponsables à toutes ses activités afin d'offrir une alternative durable et équitable aux techniques d'impression polluantes.

L'impression écoresponsable : Risographie et sérigraphie
L'impression au risographe constitue une alternative écologique alignée sur nos valeurs. Ce procédé utilise des encres végétales, sans solvants ni produits chimiques nocifs, et consomme peu d'énergie. Il réduit l'empreinte écologique tout en garantissant une production efficace, favorisant ainsi l'économie circulaire et une impression non toxique pour les artistes et travailleurs impliqués.

En complément, nous utilisons la sérigraphie avec des encres à l'eau, évitant ainsi les encres plastisols riches agents chimiques polluants. Cette méthode limite la toxicité des processus d'impression, préservant ainsi la qualité artistique tout en réduisant l'impact environnemental. Elle contribue également à la protection des sols et des eaux en minimisant l'utilisation de produits chimiques.

Gestion responsable des matériaux et réduction des déchets :
Notre atelier privilégie l'utilisation de papiers recyclés ou certifiés écologiques, issus de forêts gérées de manière responsable. Nous optimisons la production pour minimiser les déchets et réutilisons les chutes de papier et les encres usagées. Cette démarche s'inscrit dans une approche de gestion durable visant à limiter le gaspillage et l'exploitation excessive des ressources naturelles.

Éducation et sensibilisation à la justice environnementale :
En plus de nos activités de production, nous jouons un rôle de sensibilisation et de transmission des savoirs liés à l'éco-production. Nos ateliers et formations permettent aux citoyens, artistes et groupes communautaires de découvrir et d'adopter des pratiques d'impression durable.

Nos actions de médiation culturelle démocratisent l'accès aux techniques écoresponsables et encouragent l'émergence de nouvelles initiatives créatives respectueuses de l'environnement. En partageant nos connaissances, nous contribuons à un changement durable dans le secteur de l'édition et de l'impression.

39. Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet (vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet - 3 maximum) : *

Depuis nos débuts, nous avons accompagné de nombreux artistes, groupes ou collectifs dans la réalisation de projets imprimés, en mettant de l'avant un accompagnement humain, technique et solidaire. Parmi nos expériences les plus significatives, nous avons soutenu la création du projet Versions du vivant, une zine-album du groupe post-rock Sauf les drones et une œuvre collective explorant les liens entre écologie et narration, en collaboration avec plusieurs artistes. Nous avons aussi accompagné l'auteur Remo dans la réalisation de sa bande dessinée L'enfant-homme, en l'appuyant à toutes les étapes, de la conception à l'impression.

https://la-guillotine-edition.square.site/product/versions-du-vivant/17?cp=true&sa=true&sbp=false&q=false
https://la-guillotine-edition.square.site/product/l-enfant-homme-bande-dessin-e-par-remo/20?cp=true&sa=true&sbp=false&q=false

40. Si vous croyez qu'un aspect essentiel à la compréhension de votre demande n'a pas été abordé ou mentionné dans les questions précédentes, indiquez-le ici (maximum 250 mots) : *

Le Portfolio de l'organisme sera joint aux documents qui accompagnent la demande.

41. Je confirme que l'organisme qui dépose cette demande : *

Sélectionnez 7 options.

- [x] Est constitué en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) légalement constitué depuis six (6) mois à la date de dépôt de la demande;
- [x] A son siège social sur le territoire de la Ville de Montréal;
- [x] Exerce une activité culturelle professionnelle régulière dans une discipline reconnue;
- [x] Présentera l'événement ou le projet sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de la demande;
- [x] Soumet une demande complète et conforme aux objectifs du programme, aux orientations de l'Arrondissement et du plan stratégique Montréal 2030;
- [x] A remis le bilan d'activités soutenues antérieurement dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie, s'il y a lieu.
- [x] Est en règle avec les autres paliers du gouvernement ainsi qu'avec les différents services de la Ville (notamment quant à l'obtention de permis et le paiement de taxes).

42. **Engagement de l'organisme ou de l'artiste bénéficiaire**

Je soussigné(e), à titre de personne autorisée à déposer une demande de soutien financier dans le cadre du *Fonds de soutien financier aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie*, affirme avoir pris connaissance des conditions inhérentes du programme incluant les critères d'admissibilité, les règles applicables, les engagements et les obligations s'y rapportant et m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande d'aide financière, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de cette demande de soutien par l'arrondissement de Ville-Marie.

Je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;

J'accepte les conditions du programme et je conviens de respecter la décision du comité d'évaluation.

Je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets. *

Sélectionnez 3 options.

- [x] Oui, je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;
- [x] Oui, je m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande de soutien financier;
- [x] Oui, je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

43. Les deux (2) documents PDF avec tous les documents demandés ont été acheminés par **WeTransfer** (https://wetransfer.com) à **culturevm@montreal.ca** ? *

** Les demandes hors délais ou incomplètes ou les documents envoyés directement par courriel ne seront pas considérés.*

- ◉ Oui, c'est fait !

44. Date de la signature - L'envoi de ce formulaire par voie électronique fait foi de signature. *

29/04/2025

FICHE DE BUDGET

IDENTIFICATION	
ORGANISME/ARTISTE :	Collectif d'édition et d'impression La Guillotine
PROJET :	Accompagnement solidaire en auto édition et impression écoresponsable
LIEU(X) :	Atelier de La Guillotine, au Chat des artistes (2205 Parthenais)
DATE(S) :	Du 18 août 2025 au 16 mai 2025

INSTRUCTIONS : Ce formulaire doit être téléchargé et enregistré sur un ordinateur avant d'être rempli.
Afin d'accéder à toutes les fonctionnalités du formulaire, ouvrez-le avec **ADOBE ACROBAT READER DC**.
Ce logiciel est gratuit et peut être téléchargé facilement : acrobat.adobe.com/ca/fr/acrobat/pdf-reader.html

Ce modèle est à adapter selon votre projet. Veuillez Indiquer les revenus et dépenses strictement liées à celui-ci.
L'affectation du soutien financier de l'Arrondissement doit être inscrit dans la colonne correspondante.

REVENUS +

		REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	REVENUS PRÉVUS À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	CONFIRMÉ	ANTICIPÉ	REVENUS RÉÉLS À remplir lors de la **remise** du bilan	%
SUBVENTIONS	**FÉDÉRAL** (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	PROVINCIAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	CALQ - Écoresponsabilité et mutualisation		12.000,00 $	39,2%		✔		
	MUNICIPAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Subvention dans le cadre de ce programme		12.000,00 $	39,2%		✔		
	TOTAL - SUBVENTIONS	**0,00 $**	**24.000,00 $**	**78,4%**			**0,00 $**	**0,0%**
REVENUS AUTONOMES	Contribution de l'organisme au projet		3.600,00 $	11,8%	✔			
	Billetterie et entrées (# spectateurs(trice), # représentations x jrs d'activité)							
	Contribution des partenaires en argent							
	Contribution des partenaires en services							
	Dons							
	Campagne de financement							
	Vente de produits dérivés		1.000,00 $	3,3%		✔		
	Vente de boissons							
	Vente de nourriture							
	Autre (préciser) : Ccontribution des partcipants selon une grille solidaire		2.000,00 $	6,5%		✔		
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
	TOTAL - REVENUS AUTONOMES	**0,00 $**	**6.600,00 $**	**21,6%**			**0,00 $**	**0,0%**
	TOTAL DES REVENUS	**0,00 $**	**30.600,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**

DÉPENSES -

		DÉPENSES RÉELLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	DÉPENSES PRÉVUES À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES À remplir lors de la **remise** du bilan	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE	Salaires		21.500,00 $	70,3%	12.000,00 $			
	Honoraires profesionnels							
	Cachets		2.000,00 $	6,5%				
	Main-d'œuvre technique							
	Droits d'auteurs, droits de reproduction							
	Achat de matériaux et/ou fournitures		2.500,00 $	8,2%				
	Aménagement de la salle ou du site							
	Location de salle ou de site							
	Location d'équipements							
	Location d'installations sanitaires							
	Location de véhicules							
	Assurances							
	Agence de sécurité							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE		**0,00 $**	**26.000,00 $**	85,0%	**12.000,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
COMMUNICATION, PROMOTION, DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS	Honoraires/Services professionels		1.050,00 $	3,4%				
	Relations de presse							
	Médiation culturelle							
	Production d'outils électroniques et imprimés		550,00 $	1,8%				
	Graphisme							
	Placements média							
	Médias sociaux							
	Traduction							
	Affichage							
	Photographie / vidéo							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL COMMUNICATION, PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS		**0,00 $**	**1.600,00 $**	5,2%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
ADMINISTRATION (MAXIMUM 10% DES FRAIS)	Honoraires/Services professionels							
	Frais généraux		500,00 $	1,6%				
	Autre (préciser) : Loyer et frais de local		2.500,00 $	8,2%				
	Autre (préciser) : Entretien installations							
TOTAL ADMINISTRATION		**0,00 $**	**3.000,00 $**	9,8%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
TOTAL DES DÉPENSES		**0,00 $**	**30.600,00 $**	100,0%	**12.000,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
SURPLUS /DÉFICIT		**0,00 $**	**0,00 $**			**0,00 $**		

PRÉCISIONS/NOTES/COMMENTAIRES

Au besoin, veuillez ajouter les précisions budgétaires (ventilation des coûts, explication des écarts, etc.)

Le lundi, 29 avril 2025

Coopérative Coup d'Griffe
5570 Cartier local B03
Montréal (Québec) H2H 1X9

Objet : Appui au projet « Accompagnement solidaire en auto édition et impression écoresponsable »

À qui de droit,

Nous sommes une association d'artistes dont le travail s'articule principalement autour du médium de la sérigraphie, incluant: illustration, collage, art imprimé et art visuel, micro-édition et livre-objet. Nous cherchons à offrir une alternative financièrement viable pour l'accès à des installations, de l'équipement, une expertise professionnelle et mettre nos efforts en commun pour faciliter la création et la diffusion.

Coup d'Griffe est donc heureuse d'apporter son soutien au collectif d'édition et d'impression La Guillotine dans le cadre du projet « Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable ». Ce projet vient combler un vide au niveau de l'accès à des infrastructures, des savoirs-faire et du matériel de production pour l'auto-édition, la micro-édition et les arts imprimés.

Nous collaborons déjà régulièrement avec La Guillotine pour nos différents projets.Nous sommes particulièrement sensible à l'approche d'inclusion, de partage des savoirs et de respect de l'environnement du collectif - qui entre en résonance directe avec les valeurs de notre coopérative.

Notre engagement dans ce projet s'inscrit dans notre volonté commune de soutenir la création, la diffusion et le rayonnement des arts imprimés et de la micro-édition, tout en consolidant un réseau d'entraide et de solidarité dynamique et inclusif.

Jessica Roy

Jessica Roy
Présidente, Coopérative Coup d'Griffe
info@coupdgriffe.org

Montréal, 28 avril 2025

Bonjour,

La présente vise à confirmer notre statut de partenaire de La Guillotine.

Nous nous engageons à relayer les informations concernant le projet *Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable* à travers nos réseaux, notre site web, notre infolettre de même qu'en librairie.

De plus, nous assurons un espace adéquat à la promotion des créations réalisées dans le cadre du projet, offrant de ce fait une visibilité tant au projet qu'aux participant.es dudit projet.

N'hésitez pas à nous contacter.

Mylène Abboud et Marie Odile Cormier

Co-propriétaires de la librairie coopérative La Livrerie
1376, rue Ontario Est,
Montréal, H2L 1S1
438-476-6647



LIBRAIRIE · FÉMINISTE · BOOKSTORE

L'Euguélionne

Montréal - Tio'tia:ke - Mooniyang
24 avril 2025

Objet : Appui au projet « Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable »

L'Euguélionne est une **librairie féministe et queer** située dans le Village, à Montréal-Tio'tia:ke - Mooniyang. Fondée en 2016, elle se distingue comme un espace inclusif, engagé et communautaire, mettant de l'avant les voix des femmes, des personnes LGBTQIA+, racisées et marginalisées. À travers une vaste sélection de livres — essais, romans, bandes dessinées, zines et ouvrages jeunesse — l'Euguélionne valorise les écrits militants, les perspectives critiques et les maisons d'édition indépendantes. Elle accorde une **place centrale aux zines et à l'art imprimé**, reconnus pour leur **accessibilité, leur portée politique et leur capacité à transmettre des savoirs alternatifs et des récits personnels** souvent absents des circuits traditionnels.

Bien plus qu'un simple commerce, la librairie agit comme un lieu de rencontre et de réflexion, accueillant régulièrement des événements littéraires, des lancements, des discussions et des ateliers. La librairie milite pour une **culture du livre accessible, diversifiée et politique, où la littérature devient un outil d'émancipation et de transformation sociale**. Elle joue un rôle crucial dans le paysage culturel de Montréal, en créant un espace sécuritaire et solidaire pour toutes les identités. Soucieuse de justice sociale, L'Euguélionne est aussi organisée en coopérative, affirmant son engagement envers des valeurs d'autogestion, de solidarité et de résistance.

L’Euguélionne souhaite **donner son appui** au collectif d’édition et d’impression **La Guillotine**. Nous connaissons et suivons le travail du collectif depuis sa fondation.Dans le cadre du projet *Plages horaires créatives et solidaires : accompagnement en autoédition et en arts imprimés écoresponsables*, la librairie jouera un rôle en tant que **relais communautaire et lieu de diffusion**. En tant que coopérative féministe et queer bien ancrée dans le tissu social de l’arrondissement Ville-Marie, L’Euguélionne mettra à disposition ses espaces pour faire **circuler l’information liée au projet**, en affichant les horaires, dépliants et documents de communication destinés au grand public. Sa participation permettra de **toucher un public engagé et curieux**, déjà sensible aux pratiques artistiques alternatives et aux enjeux d’inclusion.

De plus, L’Euguélionne **accueillera une sélection des œuvres produites par les participant·es du projet**, qui seront présentées sur ses étalages. En offrant cette vitrine aux créations en autoédition et en arts imprimés, la librairie contribue activement à la valorisation de pratiques artistiques émergentes, tout en soutenant la diffusion de récits singuliers et de démarches indépendantes. Ce partenariat s’inscrit dans la continuité de son engagement pour une culture du livre et de l’imprimé accessible, critique et diversifiée.

En espérant que vous choisirez d’accorder votre soutien à ce beau projet, n’hésitez pas à nous contacter pour toute question complémentaire.

Bien à vous,

Joée Stéphanie Dufresne
Administratrice, coopérative de solidarité l’Euguélionne, librairie féministe

Comité BAILS
1935 Rue Cuvillier #200,
Montréal, QC H1W 1R2
Tél. (514) 522-1817
Courriel : info@comite-bails.org

Objet : Lettre d'appui au projet d'ateliers de La Guillotine

24 avril 2025, Montréal

Madame, Monsieur,
Le Comité BAILS est un organisme communautaire établi dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal/Tiohtià:ke, depuis plus de 30 ans. Notre mission est de promouvoir, avec nos membres, le logement social et de faciliter son accès, ainsi que de défendre les droits des personnes mal-logées.

Nous inscrivant nous aussi dans une démarche d'inclusion et d'éducation populaire, nous croyons fermement aux vertus de la démocratisation de l'art et de la littérature.
Endosser tour à tour différents rôles dans le processus de fabrication d'un objet d'art ou littéraire (conception, production, voire diffusion) est une excellente façon de s'initier à la pratique artistique, en plus de stimuler les imaginaires.

C'est pourquoi notre organisme est vivement intéressé à participer au projet du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et à le cadre de « Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable » à l'automne 2025 et à l'hiver 2026.

Qui plus est, le projet de La Guillotine est en droite ligne avec notre mission et nos stratégies de mobilisation. Grâce aux plages horaires que le collectif propose, nous désirons : a) développer et renforcer les liens de confiances mutuels entre nos membres; b) susciter ou entretenir chez elleux un sentiment d'appartenance à l'organisme, une identification à celui-ci de même qu'à ses symboles ; c) favoriser la promotion de nos services et de nos activités par et pour la communauté du quartier, en diversifiant les types de médiums utilisés.

Pour connaître La Guillotine de longue date, nous avons confiance en sa démarche et en la qualité de son travail. Nous croyons qu'il serait avantageux pour leur collectif comme pour notre organisme d'ouvrir un espace pour se rencontrer, pour créer et pour élargir ensemble nos imaginaires. Nous espérons pour cela que le collectif puisse bénéficier des subventions nécessaires pour mettre sur pied ses ateliers.

Veuillez recevoir nos chaleureuses salutations,

Léandre Plouffe

Organisateur communautaire

Le Tour de lire
1935 Cuvillier
Montréal, Qc, H1W 3A4

Montréal, le 21 avril 2025

Le Tour de lire est un groupe populaire en alphabétisation situé dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Notre approche est collective et notre perspective est celle de l'éducation populaire et de la transformation sociale. Nous travaillons aussi à défendre les droits des personnes peu scolarisées et à contrer l'exclusion et la pauvreté dont elles sont victimes. Pour réaliser notre mission, nous utilisons des moyens adaptés aux réalités des personnes et de leur environnement.

Notre organisme est intéressé à participer au projet du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine dans le cadre de «Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable» à l'automne 2025 et à l'hiver 2026. Notre organisme produit annuellement plusieurs publications sur papier (projets d'écriture des membres réalisés lors de nos ateliers, journal des participant.e.s, etc.). Il serait très intéressant pour les membres du Tour de lire de s'initier à de nouvelles manières de mettre en forme leurs productions écrites. Le fait de pouvoir apprendre de nouvelles techniques peut constituer une source supplémentaire de motivation pour nos membres et contribuer à rehausser leur estime personnelle. Le fait de pouvoir opter pour une forme originale pour nos productions écrites peut aussi grandement contribuer à leur attrait, et ce autant pour nos membres que dans une optique de les faire rayonner à l'extérieur de notre organisme. Nous avons appris à connaître les membres de la Guillotine lorsque nous étions locataires dans le même immeuble. Nous savons que cette équipe sera à l'écoute des besoins particuliers de nos membres et saura les accueillir dans un environnement bienveillant et inclusif, ce qui représente des conditions essentielles pour assurer un échange significatif pour nos membres. La Guillotine montre un grand intérêt à mettre ses ressources au service de projets collectifs portés par la communauté, ce qui les distingue d'autres acteurs de leur milieu.

Bien à vous,

Stéphanie Thibault, formatrice et cogestionnaire

Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)
3340 Ontario Est, Montréal (Québec), H1W 1P7
Téléphone : (514) 527-0700
Courriel : info@opdsrm.com

Montréal, le 23 avril 2025

Objet : appui au Collectif d'édition et d'impression La Guillotine

L'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS) est une organisation de défense des droits des personnes à l'aide sociale. Elle a pour mission de permettre d'améliorer nos conditions de vie par la compréhension des causes de notre appauvrissement et par l'action sur celles-ci.

Pour accomplir sa mission, l'OPDS offre un espace d'accueil, d'écoute, d'échanges et de débats qui stimule et mobilise afin de défendre nos droits. De plus, l'OPDS est gérée par ses militantes aussi bien sur le plan de son fonctionnement que sur la détermination de ses priorités de lutte.

Notre organisme est particulièrement intéressé à participer au projet du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine dans le cadre de « Accompagnement solidaire en autoédition et impression écoresponsable » à l'automne 2025 et à l'hiver 2026.

Comme nous effectuons régulièrement des activités de confection de bannières, de pancartes et d'affiches dans le cadre des mobilisations auxquelles nous participons, mais aussi parce que nous publions trois à quatre fois par année notre journal L'OPDS en direct, ce projet est une superbe occasion pour les membres de l'OPDS de recevoir des formations par un collectif avec lequel nous avons déjà collaboré dans le passé, notamment avec l'organisation d'une assemblée populaire sur la pauvreté dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en avril 2023. Cela permettra d'impliquer davantage de membres de notre organisme en les outillant dans le processus créatif.

C'est pourquoi nous espérons que le collectif recevra la subvention et, incidemment, permettra à nos membres de bénéficier de leur accompagnement et de leur expérience!

En espérant que la demande du Collectif d'édition et d'impression La Guillotine sera accueillie favorablement.

E. Cree

Emmanuel Cree
Coordonnateur à l'OPDS

DÉCLARATION CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Veuillez remplir ce formulaire de déclaration et joignez une copie du certificat de francisation en vigueur ou une copie de l'attestation de l'inscription délivrés par l'OQLF, s'il y a lieu.

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications ont été apportées à la *Charte de la langue française* qui ont un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Roxane Bélisle **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) Collectif d'édition et d'impression La Guillotine

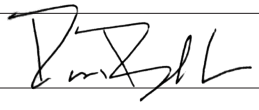
Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Roxane Nom : Bélisle

Date : 2025-04-29 Signature : 

Afficher les résultats

Personne interrogée 32 | Anonyme | 84:18 Temps de remplissage

1. Votre adresse courriel : *

direction@bainmathieu.ca

2. Ce projet est déposé dans le volet suivant : *

- (●) Volet I : Interventions dans l'espace public;
- ( ) Volet II : Soutien à des projets structurants;

3. Ce projet est présenté par : *

- ( ) Un artiste professionnel reconnu selon la Loi sur le statut professionnel de l'artiste du ministère de la Culture et des Communications du Québec;
- (●) Un OBNL constitué sous l'autorité de la **Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C 2009, ch. 23);**
- ( ) Un OBNL constitué sous l'autorité de la **partie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38**);
- ( ) Un OBNL constitué sur la **Loi sur les coopératives du Québec (RLRQ, C. C-67.2).**

4. Numéro d'entreprise (NEQ ou NE), s'il y a lieu : *

Si vous êtes un artiste, veuillez inscrire "Sans objet".

1145977584

5. Nom légal de l'organisme (tel qu'inscrit dans les lettres patentes) / Nom d'artiste : *

Société Pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG)/ Bain Mathieu

6. Si OBNL, veuillez la date d'incorporation : *

Si vous êtes un artiste, veuillez inscrire "Sans objet".

16 juillet 1996

7. Si OBNL, date de signature de la résolution du conseil d'administration appuyant le dépôt de la demande et autorisant un(e) représentant(e) désigné(e) : *

** La résolution doit avoir été émise il y a moins de trois (3) mois afin qu'elle soit acceptée.*

Si vous êtes un artiste, veuillez inscrire "Sans objet".

Jeudi 12 juin 2025

8. Prénom de la personne en charge de la demande (si OBNL, désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Charlotte

9. Nom de famille de la personne en charge de la demande (si OBNL, désignée par résolution du conseil d'administration) : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Cottin

10. Titre de la personne en charge de la demande : *

** Cette personne sera la signataire de l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie advenant l'acceptation de la demande de soutien financier.*

Chargée de projet événementiel

11. Courriel de la personne en charge de la demande : *

info@bainmathieu.ca

12. Numéro de téléphone de la personne en charge de la demande : *

** Veuillez inscrire le numéro de téléphone dans le format (514) 123-4567*

438 770 2100

13. Adresse postale complète de l'organisme / artiste : *

** Veuillez inscrire l'adresse dans le format suivant : Numéro civique - Rue - Numéro d'appartement, bureau, local - Ville - Code postal*

2915 RUE ONTARIO E, Montréal, QC H2K 1X7

14. Site Web de l'organisme / l'artiste / le projet (s'il y a lieu) : *

https://bainmathieu.ca/

15. Mission de l'organisme (selon les lettres patentes) *

Si vous êtes un artiste, veuillez inscrire "Sans objet".

La mission principale est de fournir un espace abordable et de soutenir les artistes et les communautés.

16. Numéro de TPS (s'il y a lieu) : *

142 205 863

17. Numéro de TVQ (s'il y a lieu) : *

102 083 5211

18. Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal (si disponible) : *

** Pour recevoir un soutien financier de la Ville de Montréal, vous devez être inscrit au Fichier des fournisseurs et avoir un numéro de fournisseur actif. Voici le lien pour vous inscrire ou faire la mise à jour de votre dossier : **http://ville.montreal.qc.ca/fournisseur***

117532

19. Montant du soutien financier demandé **(taxes incluses)** : *

21 100$ CAD

20. Budget global du projet : *

21 100$ CAD

21. Si vous déposez dans le **Volet I**, à quel(s) objectif(s) du programme le projet répond-t-il ? *

- [ ] **Je dépose dans le Volet II**
- [ ] **1.** Contribue à la réalisation du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie ou à la revitalisation du Quartier chinois;
- [x] **2.** Contribue au développement de formes d'animation urbaine interdisciplinaires innovantes et créatives;
- [x] **3.** Favorise la participation et l'engagement de la population et le renforcement des liens sociaux;
- [x] **4.** Favorise l'appropriation citoyenne des espaces (usage transitoire d'espaces vacants, ruelles, etc.) et le sentiment d'appartenance;
- [x] **5.** Met en valeur et/ou implique les artistes et les cultures soit autochtones et/ou de la diversité;
- [x] **6.** Est inclusif, accessible et s'adresse aux publics éloignés de la culture ainsi qu'aux familles et au jeune public;
- [ ] **7.** Embrasse notre nordicité et a lieu en hiver;
- [x] **8.** Valorise la langue française;
- [ ] **9.** Sensibilise à la transition écologique dans sa thématique;
- [x] **10.** Contribue à la mise en valeur du patrimoine de l'Arrondissement.

22. Si vous déposez dans le **Volet II**, à quel(s) objectif(s) du programme le projet répond-t-il ? *

- [x] **Je dépose dans le Volet I;**
- [ ] **1.** Vise la création d'espaces de diffusion culturelle;
- [ ] **2.** Vise le développement de la citoyenneté culturelle des résidentes et résidents de l'Arrondissement;
- [ ] **3.** Vise à mettre en place d'infrastructures culturelles accessibles gratuitement aux artistes ou résidentes et résidents de l'Arrondissement;
- [ ] **4.** Contribue à la réalisation du Plan d'action pour le développement d'un quartier culturel dans l'est de Ville-Marie ou à la revitalisation du Quartier chinois;
- [ ] **5.** Contribue à l'émergence de nouvelles dynamiques culturelles: nouveaux partenariats, concertation et engagement de plusieurs acteurs de la communauté d'horizons différents, développement de réseaux ou d'outils;
- [ ] **6.** Contribue à l'intégration des principes et les bonnes pratiques du développement durable et la sensibilisation à la transition écologique via l'art et la culture;
- [ ] **7.** Contribue à la mise en valeur du patrimoine de l'Arrondissement.

23. Titre du projet *

Murale en Hommage à Normand Brathwaite

24. Résumé du projet (130 mots maximum) *

(Concept et description générale)

La SPAG/Bain Mathieu souhaite réaliser une murale en hommage à Normand Brathwaite, figure emblématique de la culture québécoise, sur la façade du 1600 rue d'Iberville, un immeuble de l'OMHM situé dans l'arrondissement de Ville-Marie. Réalisée par le céramiste Laurent Gascon, cette œuvre prendra la forme d'une mosaïque de 135 pi² composée de 4 000 à 5 000 pièces de céramique. Depuis 17 ans, Laurent Gascon est soutenu par la SPAG et Ville-Marie, et ses murales s'inscrivent dans le patrimoine artistique local. Ce projet vise à valoriser l'art public, promouvoir la diversité et renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens. En raison du refus récent au Programme d'art mural, un soutien exceptionnel est demandé via le PSIC afin de permettre la concrétisation de cette 18e œuvre, porteuse de sens et d'héritage culturel.

25. Votre projet comporte-il une ou des œuvres visuelles destinées à être présentées ou exposées dans l'espace public ? Dans l'affirmative, veuillez joindre les images et les textes pour approbation au document PDF 1 et envoyer le tout par WeTransfer avant de commencer la production.
Les œuvres doivent s'adresser à un public de tous âges.
*

Note : l'Arrondissement se réserve le droit de demander le remplacement des images et des textes jugés non conformes aux attentes. Cette démarche vise à garantir un environnement inclusif et respectueux des sensibilités de toutes et tous.

- (•) Oui. Je joindrai les images et les textes au document PDF 1 pour approbation avant de commencer la production.
- ( ) Non, mon projet ne comporte pas d'œuvres visuelles à être présentées ou exposées dans l'espace public.

26. Historique du projet (100 mots maximum) *

(nouvelle création, reprise d'une activité ou d'une oeuvre, etc.)

Depuis 2007, la SPAG/Bain Mathieu soutient le céramiste Laurent Gascon dans la réalisation de murales en céramique qui enrichissent l'espace public de l'arrondissement de Ville-Marie. À raison d'une œuvre par année, 17 murales ont été créées, chacune rendant hommage à une figure marquante de la culture québécoise. Ce projet à long terme vise à démocratiser l'accès à l'art, renforcer l'ancrage communautaire et inscrire durablement la mémoire culturelle dans le paysage urbain. Il contribue au rayonnement artistique du quartier et à faire du Bain Mathieu un acteur central du développement culturel de proximité à Montréal.

27. Date(s) envisagé(e-s) du projet : *

Précisez les dates de début et de fin du projet ainsi que les dates de montage et de démontage, s'il y a lieu.

Les choix finaux seront faits en collaboration avec l'agent(e) culturel(le) en fonction des priorités de l'Arrondissement.

En août 2025 - octobre 2025, si possible !

28. Lieu(x) envisagé(s) du projet : *

Les choix finaux seront faits en collaboration avec l'agent(e) culturel(le) en fonction des priorités de l'Arrondissement.

Si le projet est retenu, vous serez tenu(e) d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations municipales et permis d'occupation du domaine public requis, s'il y a lieu.

1600 rue d'Iberville, Montréal, QC H2K 4L3v

29. Nombre d'artistes professionnels impliqués dans le projet proposé et description de leur participation *

Un artiste céramiste muraliste : Laurent Gascon

30. Détail et nombre d'activités ou de performances à présenter devant le public ainsi que leur durée : *

Dans le cadre de la médiation culturelle, la SPAG/ BAIN MATHIEU a pris la décision d'en assurer nous-mêmes l'organisation. Nous mettrons en place une programmation d'activités culturelles destinées en priorité aux résidents du OMHM et aux habitants du quartier. Par ailleurs, notre longue collaboration avec Laurent Gascon – que nous accompagnons depuis près de vingt ans – nous place en position privilégiée pour faire rayonner l'artiste et son œuvre.

31. Adéquation du projet avec la mission de l'organisme ou la démarche artistique : *

Le projet s'inscrit pleinement dans la mission de la SPAG, qui vise à promouvoir l'art et à favoriser l'accès à la culture pour tous. Depuis plus de 17 ans, la SPAG soutient la démarche de Laurent Gascon, dont les œuvres rendent hommage à des figures culturelles québécoises tout en valorisant la mémoire collective. La murale dédiée à Normand Brathwaite incarne cette volonté de créer un art ancré dans la communauté, inclusif et porteur de sens, en parfaite adéquation avec les valeurs de rayonnement culturel de notre organisme.

32. Description complète du projet : *

Détail des activités, le nombre de représentations, leur durée, les activités de médiation culturelle qui sont programmées et l'adéquation du projet avec les objectifs du programme.

Depuis 2007, la S.P.A.G./Bain Mathieu soutient activement le travail de Laurent Gascon, dont les murales en céramique s'intègrent pleinement au patrimoine culturel de l'arrondissement de Ville-Marie. À travers ses œuvres, Laurent met à l'honneur une figure du Québec, tout en ancrant ses créations dans l'espace urbain. Cette 18e murale viendrait enrichir ce parcours artistique unique, en rendant hommage à un artiste qui a marqué plusieurs générations de Québécois par son énergie, son humour, son humanité et son engagement.
Normand Brathwaite, comédien, animateur, musicien et figure incontournable du paysage médiatique québécois, incarne la diversité et la vitalité culturelle de notre société. Il nous apparaît naturel de le voir figurer dans le quartier Ville-Marie, où des dizaines de murales réalisés par Laurent Gascon honorent de grandes personnalités culturelles. L'œuvre prévue s'inscrirait sur le mur d'un immeuble de l'OMHM – un lieu symbolique, reflétant les valeurs d'inclusion, de diversité et de proximité que Normand Brathwaite incarne si bien.
La murale prendrait la forme d'une mosaïque en céramique composée de 4 000 à 5 000 pièces, couvrant une surface d'environ 135 pi². Grâce à une technique distinctive de céramique pré-coupée, l'artiste réalisera un portrait vibrant et expressif, parfaitement adapté au support de brique et à l'espace environnant. La technique employée, durable et intemporelle, garantit la pérennité de l'œuvre.
Ce projet ne constitue pas seulement une réalisation artistique : il participe activement à l'appropriation de l'espace public par les citoyens, au sentiment d'appartenance et à la vitalité du quartier.
À travers cette demande, la SPAG souhaite poursuivre sa mission de valorisation de l'art public et du patrimoine en soutenant une œuvre qui contribuera au rayonnement culturel de Ville-Marie. La série de murales de Laurent Gascon attire, année après année, un public diversifié et curieux, tout en renforçant les liens communautaires. L'exposition permanente à ciel ouvert que nous bâtissons depuis 17 ans est un legs précieux, façonné avec constance, respect et passion.

33. Discipline(s) visé(e-s) par le projet : *

- [ ] Arts du cirque
- [ ] Arts médiatiques
- [x] Arts de rue
- [ ] Arts visuels et numériques
- [ ] Danse
- [ ] Littérature et compte
- [ ] Métiers d'art
- [ ] Muséologie
- [ ] Musique
- [x] Patrimoine et architecture
- [ ] Théâtre
- [ ] Autre

34. Clientèle(s) cible(s) : *

- [x] Enfants
- [x] Adolescent(e-s)
- [x] Jeunes adultes (18-30 ans)
- [x] Adultes (30-64 ans)
- [x] Aîné(e-s) (65 ans et plus)
- [x] Familles
- [x] Personnes autochtones
- [x] Personnes en situation de handicap ou ayant des limitations fonctionnelles
- [x] Personnes issues des communautés culturelles
- [x] Personnes vulnérables ou groupes marginalisés
- [x] Personnes de la diversité sexuelle et de genre (LGBTQ2+)

35. Nombre de participant(e-s) visé(e)s (en chiffres) : *

86 unités résidentielles, le nombre total de participants visés environ 1 000 personnes

36. Retombées du projet pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie : *

Visible depuis la rue d'Iberville, elle favorisera la fierté locale, renforcera le sentiment d'appartenance et enrichira le quotidien des résidents, notamment ceu de l'OMHM. En valorisant la diversité culturelle et l'histoire vivante du Québec, cette murale contribuera à l'animation urbaine, à la démocratisation de l'art et à la cohésion sociale. Elle s'inscrit dans une démarche durable de revitalisation culturelle du quartier par et pour la communauté.

37. Stratégies de communication pour rejoindre les publics ainsi que les outils de promotion qui seront privilégiés : *

Des affiches seront installés dans le quartier, notamment dans les espaces communautaires et les bâtiments de l'OMHM. Une campagne sur les réseaux sociaux Facebook & Instagram permettra de documenter les étapes de création de la murale et de susciter l'intérêt. Un communiqué de presse sera diffusé aux médias locaux et culturels. L'inauguration fera l'objet d'un événement public visant à rassembler les résidents.

38. Échéancier détaillé du projet : *

Août
Semaine 1–2 :Début immédiat de l'installation de la mosaïque sur le mur du 1600 rue d'Iberville. Documentation des étapes pour la communication (photos, vidéos, entrevues avec l'artiste).
Semaine 3–4 : Poursuite de la pose de la murale.

Septembre
Semaine 1 : Poursuite de la pose de la murale. Planification de l'événement d'inauguration (logistique, invitations, coordination communautaire).
Semaine 2–3 : Poursuite de la pose de la murale. Planification de l'événement d'inauguration (logistique, invitations, coordination communautaire).
Semaine 4 :Inspection finale, nettoyage du site, validation technique. Communication sur les réseaux sociaux, envoi du communiqué de presse.

Octobre
Semaine 1–2 : Tenue de l'inauguration officielle de la murale avec les résidents, partenaires et médias.

Semaine 3–4 :
Bilan du projet, collecte des retombées et documentation finale.

39. Partenaires et leur rôle détaillé dans le projet, s'il y a lieu : *

Laurent Gascon - Artiste Céramiste Muraliste
Charlotte Cottin - Chargée de projet événementiel
René Jacques - Directeur du Bain Mathieu

40. Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet : *

La mosaïque est réalisée à partir de céramique durable, résistante aux intempéries, réduisant ainsi le besoin d'entretien ou de remplacement à long terme. De plus, la céramique s'auto-nettoient par la pluie.

41. Expériences antérieures démontrant votre capacité à réaliser ce projet (vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet - 3 maximum) : *

https://artpublicmontreal.ca/artiste/gascon-laurent/

42. Si vous croyez qu'un aspect essentiel à la compréhension de votre demande n'a pas été abordé ou mentionné dans les questions précédentes, indiquez-le ici (maximum 250 mots) : *

Cette année, pour la première fois en 17 ans, notre demande au Programme d'Art mural n'a pas été retenue. Nous nous permettons aujourd'hui de solliciter un soutien exceptionnel pour concrétiser un projet qui nous tient profondément à cœur : la création d'une murale en hommage à Normand Brathwaite, une figure emblématique de la culture québécoise, réalisée par l'artiste céramiste Laurent Gascon. L'œuvre serait installée sur la façade du 1600 rue d'Iberville, un bâtiment appartenant au parc immobilier de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM).
Dans cet esprit, et avec l'espoir de lui donner une nouvelle chance de voir le jour, nous nous tournons aujourd'hui vers vous, le Programme de soutien financier aux initiatives culturelles (PSIC). Nous croyons sincèrement que ce projet, tant par sa portée symbolique que par la qualité artistique qu'il incarne, s'inscrit pleinement dans les objectifs du programme et mérite d'être soutenu.

43. Je confirme que l'organisme ou l'artiste qui dépose cette demande : *

Sélectionnez 7 options.

- [x] Est constitué en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) légalement constitué depuis six (6) mois à la date de dépôt de la demande ou est un artiste professionnel au sens de la Loi sur le statut professionnel de l'artiste du ministère de la Culture et des Communications du Québec;
- [x] A son siège social ou sa résidence / lieu de pratique artistique sur le territoire de la Ville de Montréal;
- [x] Exerce une activité culturelle professionnelle régulière dans une discipline reconnue;
- [x] Présentera l'événement ou le projet sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de la demande;
- [x] Soumet une demande complète et conforme aux objectifs du programme, aux orientations de l'Arrondissement et du plan stratégique Montréal 2030;
- [x] A remis le bilan d'activités soutenues antérieurement dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, s'il y a lieu;
- [x] Est en règle avec les autres paliers du gouvernement ainsi qu'avec les différents services de la Ville (notamment quant à l'obtention de permis et le paiement de taxes).

44. **Engagement de l'organisme ou de l'artiste bénéficiaire**

Je soussigné(e), à titre de personne autorisée à déposer une demande de soutien financier dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles de l'arrondissement de Ville-Marie*, affirme avoir pris connaissance des conditions inhérentes du programme incluant les critères d'admissibilité, les règles applicables, les engagements et les obligations s'y rapportant et m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande d'aide financier, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de cette demande de soutien par l'arrondissement de Ville-Marie.

Je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;

J'accepte les conditions du programme et je conviens de respecter la décision du comité d'évaluation;

Je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets. *

Sélectionnez 3 options.

- [x] Oui, je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de Ville-Marie;
- [x] Oui, je m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande de soutien financier;
- [x] Oui, je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

45. Les deux (2) documents PDF avec tous les documents demandés ont été acheminés par **WeTransfer** (https://wetransfer.com) à **culturevm@montreal.ca** ? *

** Les demandes hors délais ou incomplètes ou les documents envoyés directement par courriel ne seront pas considérés.*

- ◉ Oui, c'est fait !

46. Date de la signature - L'envoi de ce formulaire par voie électronique fait foi de signature. *

13/06/2025

FICHE DE BUDGET

IDENTIFICATION	
ORGANISME/ARTISTE :	S.P.A.G., Bain Mathieu & Artiste Muraliste Laurent Gascon
PROJET :	Murale en céramique en Hommage à Normand Brathwaite
LIEU(X) :	1600 rue d'Iberville
DATE(S) :	2025-2026

INSTRUCTIONS : Ce formulaire doit être téléchargé et enregistré sur un ordinateur avant d'être rempli.
Afin d'accéder à toutes les fonctionnalités du formulaire, ouvrez-le avec **ADOBE ACROBAT READER DC**.
Ce logiciel est gratuit et peut être téléchargé facilement : acrobat.adobe.com/ca/fr/acrobat/pdf-reader.html

Ce modèle est à adapter selon votre projet. Veuillez Indiquer les revenus et dépenses strictement liées à celui-ci.
L'affectation du soutien financier de l'Arrondissement doit être inscrit dans la colonne correspondante.

REVENUS +

		REVENUS RÉÉLS DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	REVENUS PRÉVUS À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	CONFIRMÉ	ANTICIPÉ	REVENUS RÉÉLS À remplir lors de la **remise** du bilan	%
SUBVENTIONS	**FÉDÉRAL** (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	PROVINCIAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	MUNICIPAL (NOMMEZ LE PROGRAMME)							
	Subvention dans le cadre de ce programme		21.100,00 $	100,0%				
	TOTAL - SUBVENTIONS	**0,00 $**	**21.100,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**
REVENUS AUTONOMES	Contribution de l'organisme au projet							
	Billetterie et entrées (# spectateurs(trice), # représentations x jrs d'activité)							
	Contribution des partenaires en argent							
	Contribution des partenaires en services							
	Dons							
	Campagne de financement							
	Vente de produits dérivés							
	Vente de boissons							
	Vente de nourriture							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
	TOTAL - REVENUS AUTONOMES	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,0%**			**0,00 $**	**0,0%**
	TOTAL DES REVENUS	**0,00 $**	**21.100,00 $**	**100,0%**			**0,00 $**	**0,0%**

DÉPENSES -

		DÉPENSES RÉELLES DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET	DÉPENSES PRÉVUES À remplir lors du **dépôt** de la demande	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	DÉPENSES RÉELLES À remplir lors de la **remise** du bilan	%	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE	Salaires							
	Honoraires profesionnels							
	Cachets		15.600,00 $	73,9%				
	Main-d'œuvre technique							
	Droits d'auteurs, droits de reproduction							
	Achat de matériaux et/ou fournitures		1.100,00 $	5,2%				
	Aménagement de la salle ou du site							
	Location de salle ou de site							
	Location d'équipements							
	Location d'installations sanitaires							
	Location de véhicules							
	Assurances							
	Agence de sécurité							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE		**0,00 $**	**16.700,00 $**	79,1%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
COMMUNICATION, PROMOTION, DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS	Honoraires/Services professionels							
	Relations de presse		700,00 $	3,3%				
	Médiation culturelle		1.500,00 $	7,1%				
	Production d'outils électroniques et imprimés							
	Graphisme		250,00 $	1,2%				
	Placements média							
	Médias sociaux							
	Traduction							
	Affichage		100,00 $	0,5%				
	Photographie / vidéo							
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL COMMUNICATION, PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE PUBLICS		**0,00 $**	**2.550,00 $**	12,1%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
ADMINISTRATION (MAXIMUM 10% DES FRAIS)	Honoraires/Services professionels							
	Frais généraux		1.850,00 $	8,8%				
	Autre (préciser) :							
	Autre (préciser) :							
TOTAL ADMINISTRATION		**0,00 $**	**1.850,00 $**	8,8%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**
TOTAL DES DÉPENSES		**0,00 $**	**21.100,00 $**	100,0%	**0,00 $**	**0,00 $**	0,0%	**0,00 $**

SURPLUS /DÉFICIT	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

PRÉCISIONS/NOTES/COMMENTAIRES

Au besoin, veuillez ajouter les précisions budgétaires (ventilation des coûts, explication des écarts, etc.)

Depuis 17 ans, nous assurons un accompagnement soutenu à l'artiste céramiste Laurent Gascon. À ce titre, nous prenons en charge l'ensemble des conditions liées à sa résidence artistique au Bain Mathieu, incluant l'hébergement ainsi que la fourniture d'une partie du matériel requis pour la réalisation de ses œuvres.

Dans le cadre de la médiation culturelle, nous avons pris la décision d'en assurer nous-mêmes l'organisation, notamment au Bain Mathieu. Forts de l'expérience acquise au fil des années, nous avons constaté que cette approche permet une meilleure adéquation avec les besoins spécifiques du milieu. Nous mettrons ainsi en place une programmation d'activités culturelles destinées en priorité aux résidents du HLM et aux habitants du quartier. Par ailleurs, notre longue collaboration avec Laurent Gascon – que nous accompagnons depuis près de vingt ans – nous place en position privilégiée pour faire rayonner l'artiste et son œuvre.

Office municipal
d'habitation
de Montréal

400, boulevard Rosemont, Montréal (Québec) H2S 0A2 • www.omhm.qc.ca

Montréal, le 26 février 2025

Monsieur René Jacques
Président
SPAG et du Bain Mathieu
2915, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2K 1X7

Objet : Approbation du projet de murale en hommage à Normand Brathwaite

Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous exprimer notre soutien et d'approuver la réalisation d'une murale en hommage à Normand Brathwaite sur l'un de nos immeubles à loyer modique, situé au 1600, rue d'Iberville, dans le quartier Ville-Marie. Nous vous remercions d'avoir choisi un bâtiment du parc immobilier de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour ce projet.

Au-delà de la célébration du talent exceptionnel de Normand Brathwaite, cette œuvre enrichira le paysage culturel et visuel du quartier. Elle contribuera à dynamiser le milieu, à offrir une création artistique accessible à tous et à mettre en valeur la diversité et l'engagement social qui caractérisent notre communauté.

Nous saluons la sensibilité avec laquelle vous avez intégré l'histoire et les valeurs du quartier dans ce projet. Nous sommes convaincus que cette murale renforcera le sentiment d'appartenance et de fierté des résidants.

Soutenir des initiatives artistiques favorisant l'inclusion, la diversité et l'expression culturelle fait partie de nos engagements, et ce projet s'inscrit pleinement dans cette vision.

Veuillez considérer cette lettre comme une approbation officielle pour la réalisation de la murale sur le mur de l'immeuble situé au 1600, rue d'Iberville. Nous avons hâte de voir cette œuvre prendre vie et d'en constater l'impact positif sur la communauté.

Dans l'attente de la concrétisation de ce beau projet, je vous prie de recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.

Rouzier Métellus

Rouzier Métellus
Directeur intérimaire
Service de la gestion des milieux de vie

DÉCLARATION CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Veuillez remplir ce formulaire de déclaration et joignez une copie du certificat de francisation en vigueur ou une copie de l'attestation de l'inscription délivrés par l'OQLF, s'il y a lieu.

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications ont été apportées à la *Charte de la langue française* qui ont un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), René Jacques **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) S.P.A.G / Bain Mathieu

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : René Nom : Jacques

Date : 12/06/2025 Signature : René Jacques Signature numérique de René Jacques Date : 2025.06.12 15:58:27 -04'00'

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1254680007*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet *: Contribution financière dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- No 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- No 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

- No 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Favoriser le développement et la pérennité des organismes culturels et des artistes Montréalais grâce au soutien financier et accompagnement offerts – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

- Améliorer la qualité de vie des citoyens grâce à une offre culturelle diversifiée, de proximité et accessible à tous – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

- Augmenter le rayonnement et la vitalité artistique et culturelle de l'arrondissement – ***Priorités No. 15, 19 et 20;***

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254680007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Collectif d'édition et d'impression La Guillotine	710159
2.	Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)	117532

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Voici les détails du soutient financier à verser :
5000 $: Collectif d'édition et d'impression La Guillotine : 1 er versement de 4 000 $ en 2025 et 2e versement de 1 000 $ en 2026;
18 500 $: Société pour promouvoir les arts gigantesques SPAG : versement de la totalité de la somme en 2025

	Années antérieures						Années ultérieures	**Total**
Montant				22,500.00 $	1,000.00 $			**23,500.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 10

Date de début :	9	juillet	2025	Date de fin :	30	mai	2026
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Soraya Miranda

Prénom, nom

Date et heure système : 27 June 2025 20:04:03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1254680007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine et la Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG) dans le cadre de l'édition 2025 du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles » et accorder une contribution totale de 23 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1254680007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254680007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 30 mai 2026, avec deux organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie» et accorder, à cette fin, les contributions suivantes :
- 5 000 $ à Collectif d'édition et d'impression La Guillotine;
- 18 500 $ à Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 23 500,00 $

2025	2026	Total
22 500,00 $	1 000,00 $	23 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 23 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM54680007
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 12:18:39

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

D'approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

D'accorder à cette fin les contributions suivantes :

- 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud;
- 31 113 $ à la Inter-action du quartier Peter-McGill;
- 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent;

D'imputer cette dépense totale de 94 839 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 11:58

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL ou Initiative montréalaise) entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. Elle est le résultat d'un engagement de partenariat entre Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier – CMTQ, la Direction régionale de santé publique (DRSP), du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL), des cinq centres intégrés de santé et de services sociaux (CIUSSS) de Montréal, de la Ville de Montréal – Service de la diversité et de l'inclusion sociale et des arrondissements.

L'Initiative montréalaise vise à contribuer au développement social dans les quartiers en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations relativement à des enjeux priorisés par le milieu notamment dans les domaines de la santé, de l'aménagement urbain, de l'environnement, de l'éducation, de l'économie, de l'habitation, du transport, de la sécurité, de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de la culture, des sports, des loisirs et de tous autres enjeux interpellant les partenaires de la communauté.

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- Mettre à la disposition des quartiers des ressources dédiées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, au développement du leadership et de la capacité collective

d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent;
- Contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;
- Favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'améliorer la qualité et les conditions de vie.

En 2012, les partenaires financiers de l'Initiative montréalaise ont bonifié le financement alloué aux Tables de quartier afin de mieux soutenir les quartiers dans le développement d'une vision intégrée et concertée du développement local.

En 2013-2014, un comité de travail composé de représentants des partenaires de l'Initiative montréalaise a actualisé le document *Orientations et paramètres de gestion et de l'évaluation* . En 2015, un nouveau cadre de référence précisant les finalités de l'Initiative montréalaise et clarifiant les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier est adopté et remplace le document précédent.

Après des travaux d'actualisation menés en 2022 et 2023 avec les parties prenantes des 4 réseaux partenaires, une nouvelle version du cadre de référence est adoptée au conseil municipal du 17 juin 2024 (séance du 18 juin) pour une entrée en vigueur au 1er juillet 2024. Cette dernière renforce notamment le partenariat à l'échelle locale et régionale, allège la structure de gouvernance et instaure des balises advenant la création de nouvelles tables de quartier.

La présente démarche vise à confirmer la reconnaissance et l'engagement du conseil d'arrondissement envers les Tables de quartier, dans le respect du cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

La contribution totale versée par les trois partenaires financiers pour la période 2025-2026 s'élève à un peu plus de 4 M$ et représente un minimum de 123 000$ par Table de quartier. En effet, certaines Tables de quartier voient leur financement accru grâce à une contribution supplémentaire de leur arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 2017 du 11 décembre 2024 : Autoriser la réception d'une aide financière totalisant 55 000 000 $ provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) pour lutter contre la pauvreté et l'Exclusion sociale dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité et de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales pour la période du 1e avril 2024 au 31 mars 2029 / Approuver un projet de convention financière entre la ministre de la Solidarité et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette aide financière
CG24 0551 du 24 octobre 2024 : Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

CM24 0739 du 17 juin 2024 : Adopter le cadre de référence révisé de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local qui entrera en vigueur à compter du 1er juillet 2024.

CG24 0210 du 18 avril 2024 : Approuver la réception d'une somme de 11M$ confiée à la Ville de Montréal par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025.

CG23 0200 du 20 avril 2023 : Approuver la lettre (addenda 2) de confirmation de la prolongation de l'Entente administrative 2018-2023 sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité par laquelle la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action

communautaire confie à la Ville de Montréal la gestion d'une enveloppe de 11 M$ majorant ainsi le montant total du soutien accordé de 45 574 610 $ (CG à venir) à 56 574 610 $, pour la période du 1er avril 2023 au 31 mars 2024 (auxquels s'additionnent les 5,25 M$ versés pour la période du 1er avril au 31 octobre 2018, dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité 2013-2018 (CG18 0372), pour un total de 61 824 160 $) / Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent au revenu additionnel correspondant

CA25 240071 en date du 11 mars 2025 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour soutenir leurs actions en développement social des quartiers et accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 75 000 $

CA24 240495 du 10 décembre 2024 : Autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme Table de concertation Inter-Action du quartier de Peter McGill, pour des fins d'utilisation administrative au Centre culturel et communautaire Sanaaq sis au 1200, rue Du Sussex, pour la période visée du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025

CA24 240308 du 9 juillet 2024 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2025, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

CA23 240346 du 10 octobre 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 15 octobre 2024, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour soutenir leurs actions en développement social des quartiers et accorder à cette fin une contribution totale de 75 000 $

CA23 240198 du 6 juin 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2024, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

CA22 240213 du 7 juin 2022 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2023, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local / Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

CA21 240215 en date du 8 juin 2021 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2022, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

CA20 240165 du 12 mai 2020 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2021, dans le cadre de « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local » et accorder une contribution de 32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, une contribution de 31 113 $ à la Table inter-action du quartier Peter-McGill et une contribution de 31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour une contribution totale de 94 839 $

CA19 240255 du 9 juin 2019 : Modifier la résolution CA17 240250, modifier les conventions avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et avec la Table de quartier Peter-McGill, pour la période 2019-2020, afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CA18 240247 du 8 mai 2018 : Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

CA17 240250 du 9 mai 2017 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2020, avec trois organismes, accorder une contribution totale 137 097 $ conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et accorder une contribution additionnelle de 16 380 $ pour ces mêmes trois organismes pour la période 2017-2018, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité

DESCRIPTION

La Corporation de développement communautaire du Centre-Sud (CDC CS) a pour mission la concertation locale et multisectorielle des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale et des institutions qui desservent la population du quartier. Elle anime la Table de développement social Centre-Sud et la démarche entourant le déploiement de l'approche Quartiers inclusifs et résilients (QIR) de Sainte-Marie. Le P*lan de quartier Centre-Sud 2023-2028* a été adopté. Pour la prochaine année, la CDC CS soutiendra le milieu dans la réalisation des actions qui se déploieront autour de quatre principaux enjeux : 1) l'alimentation; 2) la culture; 3) le logement; et 4) la mixité sociale.
La Table Inter-Action du quartier Peter McGill a pour mission de favoriser le rassemblement et la concertation entre les personnes qui résident, commercent, travaillent, étudient ou vivent de façon marginale dans le quartier et les organismes publics et communautaires qui les desservent. Au cours de la prochaine année, la Table poursuivra la réalisation de son plan d'action visant à intervenir sur trois axes : 1) un centre-ville à échelle humaine; 2) une vie de quartier engageante et enrichissante et 3) une communauté solidaire. Ce plan s'échelonne jusqu'en 2026.

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) a pour mission de favoriser la communication, les échanges et la concertation entre les différents acteurs du faubourg Saint-Laurent, pour tout ce qui touche le mieux-être des diverses catégories de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent. Les actions du Plan de quartier Faubourg Saint-Laurent 2023-2028 vise à intervenir sur six thèmes principaux : 1) la cohabitation sociale inclusive dans des espaces publics sécuritaires; 2) le logement accessible, 3) l'accès aux produits et aux services de proximité; 4) la création d'un carrefour communautaire multigénérationnel; 5) le soutien à une Stratégie centre-ville, ami des familles et 6) la mobilité active, la sécurité et les aménagements du territoire quatre saisons.

JUSTIFICATION

Les Tables sont des acteurs privilégiés du développement du territoire et interviennent en collaboration avec l'Arrondissement sur plusieurs dossiers répondant aux préoccupations locales. Le soutien accordé permet de concrétiser l'action 2.6) *Contribution à l'Initiative mon tré alais e de soutien au développement social* inscrite dans l'engagement *Déployer une offre de services dans les quartiers, en adéquation avec les besoins des populations,* du plan d'action Solidarité, équité, inclusion de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget alloué par l'Initiative montréalaise pour la période 2024-2025, pour chacune des trois tables est réparti de la manière suivante :

Tables de quartier	Contribution annuelle 2025-2026 et partenaires financiers										TOTAL
	Centraide	DRSP	Ville de Montréal								
			AVM	% du projet financé	SDIS	% du projet financé	Sous-total Ville	Ville / MTESS	% du projet financé	Grand total Ville	

Corporation de développement communautaire Centre-Sud	75 000 $	19 923 $	14 000 $	11 %	2 233 $	2 %	16 233 $	16 380 $	13 %	32 613 $	127 536 $
Interaction du quartier Peter-McGill	75 000 $	17 423 $	- $	0 %	14 733 $	12 %	14 733 $	16 380 $	16 %	31 113 $	123 536 $
Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	75 000 $	17 923 $	- $	0 %	14 733 $	14 %	14 733 $	16 380 $	16 %	31 113 $	124 036 $
Total des contributions financières	225 000 $	55 269 $	14 000 $		31 699 $		45 699 $	49 140 $		94 839 $	375 108 $

Concernant la contribution allouée par le **Service de la diversité et de l'inclusion sociale** (imputation : 2101.0010000.101565.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000) (DA 876037)

- Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale à même le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

Concernant la contribution allouée par **l'Entente administrative Ville-MESS** (imputation : 1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000) (DA 876037)

- Cette contribution financière demeure non récurrente.
- Le budget alloué demeure entièrement financé par le gouvernement du Québec (le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).
- Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Concernant la contribution allouée par **l'Arrondissement** dans le cadre de ce dossier (Imputation : 2438.0010000.306121.05803.61900.016491.0000.002580.000000.00000)

- Cette dépense annuelle de 14 000$ est entièrement assumée à même le budget de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) pour la période 2025-2026.

Par ailleurs, compte tenu de la complexité des réalités et de la multiplication des dossiers demandant une attention soutenue et face au rôle accru joué par les Tables nécessitant une implication et un suivi avec les équipes de l'Arrondissement, une contribution non récurrente de 25 000 $ a été accordée à chacune des trois tables pour une période d'un an se terminant le 31 mars 2026. Cette contribution visait à permettre le maintien de ressources humaines dédiées œuvrant sur les dossiers de l'aménagement urbain, la sécurité urbaine et l'occupation des espaces publics; la crise du logement; l'adaptation aux changements climatiques et les grands travaux d'infrastructures.

De plus, Inter-Action du quartier Peter-McGill occupe un espace d'une superficie de 63,8.mètres carrés au centre Sanaaq. En concordance avec la *Politique d'accès au soutien de Ville-Marie* , le loyer est à coût nul pour l'organisme. Selon le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2025* , la valeur locative annuelle de l'espace est évaluée à 16 237 $.

Le soutien global de l'Arrondissement (support direct et indirect) à la mission des tables de quartier représente donc une somme de 105 237 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle du Plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement des communautés locales.
- Développement de priorités communes et d'actions concertées.
- Meilleure utilisation des ressources disponibles.
- Plus grande mobilisation des citoyens et des groupes.
- Réduction de la pauvreté.
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications des organismes doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe B des conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme. Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eve GAUTHIER, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Eve GAUTHIER, 5 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-06-04

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Valérie LEDUC
chef(fe) de division - sports, loisirs et developpement social en arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-20

CDC Centre-Sud



1255179004_conv_IMSDSL_CDC CS.pdf

Interaction Peter-McGill



1255179004_conv_IMSDSL_IQPMG.pdf

Faubourg Saint-Laurent



1255179004_conv_IMSDSL_TCFSL.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1855, rue du Havre, suite 107, Montréal, Québec, H2K 2X4, agissant et représentée par François Bergeron, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local est le résultat d'un engagement formel de ses partenaires : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal, d'adhérer aux principes et aux paramètres de gestion du Cadre de référence - l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après le « Cadre de référence »);

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social, l'Organisme a pour mission globale de contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, notamment les documents prévus aux annexes 2 et 3 du Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, joint à l'Annexe 3 de la présente convention;

2.7 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-DEUX MILLE SIX CENT TREIZE dollars (32 613 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- un versement au montant de TRENTE-DEUX MILLE SIX-CENT TREIZE dollars (32 613,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1855, rue du Havre, suite 107, Montréal, Québec, H2K 2X4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2025

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par :_____
François Bergeron, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le Xe jour de ……. 2025 (Résolution (CA ……).

ANNEXE 1
PROJET

La Ville de Montréal reconnaît et accorde un soutien financier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, à l'Organisme qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui répond aux caractéristiques et remplit les rôles plus amplement décrits dans le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, aux pages 14 et 15 jointes en Annexe 3 de la présente convention (ci-après le « Cadre de Référence »).

Sans limiter la généralité des termes et conditions prévues aux pages 14 et 15 du Cadre de référence, l'Organisme qui anime et coordonne une Table de quartier doit s'assurer :

1- que la Table de quartier respecte les caractéristiques suivantes :

- est intersectorielle en favorisant la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social;
- est multiréseaux en mobilisant et réunissant les acteurs provenant des milieux communautaires, associatifs, institutionnels, privés ainsi que les citoyens;
- est structurée et permanente et soit dotée de mécanismes de fonctionnement concrets, pérennes et inclusifs;
- valorise le réseautage et la synergie en favorisant le partage des différentes expertises pour alimenter les travaux et générer des pistes d'actions mobilisatrices en fonction des enjeux locaux.

2- que la Table de quartier accomplit les rôles suivants :

- se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic;
- anime un forum;
- planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action;
- suscite ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie des citoyens;
- documente et évalue son fonctionnement et ses activités à travers une autoévaluation;
- réfléchit avec ses partenaires locaux, soit le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux et la Ville sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de VilleMarie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3
CADRE DE RÉFÉRENCE DE L'INITIATVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **INTERACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1200, rue Sussex, Montréal, Québec, H3H 0E3, agissant et représentée par Stéphane Febbrari, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local est le résultat d'un engagement formel de ses partenaires : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal, d'adhérer aux principes et aux paramètres de gestion du Cadre de référence - l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après le « Cadre de référence »);

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social, l'Organisme a pour mission globale de contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;
ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, notamment les documents prévus aux annexes 2 et 3 du Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, joint à l'Annexe 3 de la présente convention;

2.7 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-UN MILLE CENT TREIZE dollars (31 113 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- un versement au montant de TRENTE-UN MILLE CENT TREIZE dollars (31 113 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1200, rue Sussex, Montréal, Québec, H3H 0E3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2025

INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL

Par :_____
Stéphane Febbrari, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le Xe jour de ……. 2025 (Résolution (CA …….).

ANNEXE 1
PROJET

La Ville de Montréal reconnaît et accorde un soutien financier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, à l'Organisme qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui répond aux caractéristiques et remplit les rôles plus amplement décrits dans le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, aux pages 14 et 15 jointes en Annexe 3 de la présente convention (ci-après le « Cadre de Référence »).

Sans limiter la généralité des termes et conditions prévues aux pages 14 et 15 du Cadre de référence, l'Organisme qui anime et coordonne une Table de quartier doit s'assurer :

1- que la Table de quartier respecte les caractéristiques suivantes :

- est intersectorielle en favorisant la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social;
- est multiréseaux en mobilisant et réunissant les acteurs provenant des milieux communautaires, associatifs, institutionnels, privés ainsi que les citoyens;
- est structurée et permanente et soit dotée de mécanismes de fonctionnement concrets, pérennes et inclusifs;
- valorise le réseautage et la synergie en favorisant le partage des différentes expertises pour alimenter les travaux et générer des pistes d'actions mobilisatrices en fonction des enjeux locaux.

2- que la Table de quartier accomplit les rôles suivants :

- se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic;
- anime un forum;
- planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action;
- suscite ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie des citoyens;
- documente et évalue son fonctionnement et ses activités à travers une autoévaluation;
- réfléchit avec ses partenaires locaux, soit le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux et la Ville sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de VilleMarie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3
CADRE DE RÉFÉRENCE DE L'INITIATVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local est le résultat d'un engagement formel de ses partenaires : Centraide du Grand Montréal, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal et de la Ville de Montréal, d'adhérer aux principes et aux paramètres de gestion du Cadre de référence - l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (ci-après le « Cadre de référence »);

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social, l'Organisme a pour mission globale de contribuer au développement social dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, notamment les documents prévus aux annexes 2 et 3 du Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, joint à l'Annexe 3 de la présente convention;

2.7 « **Responsable** » : La Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer

de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner

l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE dollars (31 113 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- un versement au montant de TRENTE-ET-UN MILLE CENT TREIZE dollars (31 113 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts

et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai

qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2025

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le Xe jour de ……2025 (Résolution (CA …….).

ANNEXE 1
PROJET

La Ville de Montréal reconnaît et accorde un soutien financier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, à l'Organisme qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui répond aux caractéristiques et remplit les rôles plus amplement décrits dans le Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, aux pages 14 et 15 jointes en Annexe 3 de la présente convention (ci-après le « Cadre de Référence »).

Sans limiter la généralité des termes et conditions prévues aux pages 14 et 15 du Cadre de référence, l'Organisme qui anime et coordonne une Table de quartier doit s'assurer :

1- que la Table de quartier respecte les caractéristiques suivantes :

- est intersectorielle en favorisant la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social;
- est multiréseaux en mobilisant et réunissant les acteurs provenant des milieux communautaires, associatifs, institutionnels, privés ainsi que les citoyens;
- est structurée et permanente et soit dotée de mécanismes de fonctionnement concrets, pérennes et inclusifs;
- valorise le réseautage et la synergie en favorisant le partage des différentes expertises pour alimenter les travaux et générer des pistes d'actions mobilisatrices en fonction des enjeux locaux.

2- que la Table de quartier accomplit les rôles suivants :

- se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic;
- anime un forum;
- planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action;
- suscite ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie des citoyens;
- documente et évalue son fonctionnement et ses activités à travers une autoévaluation;
- réfléchit avec ses partenaires locaux, soit le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux et la Ville sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de VilleMarie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3
CADRE DE RÉFÉRENCE DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

1255179004_Aspect financier_IMSDSL.pdf

1255179004_Tables de quartier_Montréal_2030.pdf

Annexe 3 Cadre de référence

Annexe 3_Cadre Reference_IMSDSL.pdf

CDC Centre-Sud

CONFIRMINVEST_IMSDSL_CDC_Centre-Sud 2025-2026.pdf

REQ CDCCS_2025.pdf

CDC-charte-langue-francaise-interactif_AVM-2025.pdf

RA_23-24_CDC CS.pdf

Plan d'action CDC 2024-2025.pdf

Interaction Peter-McGill

CONFIRMINVEST_IMSDSL_Table de quartier Peter-McGill_ 2025-2026.pdf

REQ Inter-Action PMG_2025.pdf Declaration-charte-langue-francaise-interactif_PMG.pdf

RA_23-24_IQPMG.pdf

Faubourg Saint-Laurent

CONFIRMINVEST_IMSDSL_Table_Faubourg_St-Laurent_2025-2026.pdf

REQ Table Faubourg St-L_2025.pdf

TCFSL-vm-declaration-charte-langue-francaise-interactif-2025.pdf RA 23-24_TFSL.pdf

Plan action 2024-2025_TFSL.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179004

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud	152307
2.	(Table) Inter-Action du quartier Peter McGill	327786
3.	Table de concertation du faubourg Saint-Laurent	121458

Financement : Sources multiples

Source 1 : Financement corporatif

Source 2 : Budget de fonctionnement

Source 3 :

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Pour CDC Centre Sud : contribution de 14 000$ de AVM, budget DCSLDS; contribution de 2 233$, budget du SDIS; contribution de 16 380$, budget Ville/MESS. Pour Inter-Action PMG : contribution de 14 733 $, budget du SDIS et contribution de 16 380$, budget Ville/MESS. Pour la TCFSL : contribution de 14 733 $, budget du SDIS; contribution de 16 380$, budget Ville/MESS. Imputation SDIS : 2101.0010000.101565.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000 | Imputation Ville-MESS : 1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000 | Imputation AVM : 306121-05803-61900-016491

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		80 839,00 $						**80 839,00 $**
Montant-Source 2		14 000,00 $						**14 000,00 $**
Total	**0,00 $**	**94 839,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**94 839,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début : 1 (jour (si connu)) avril (mois) 2025 (année)

Date de fin : 31 (jour (si connu)) mars (mois) 2025 (année)

Calcul du nombre de mois entre les dates de début et de fin indiquées (risque d'erreur à ± un mois)

#NOMBRE!

Formulaire complété par : Martin Crépeau (Prénom, nom)

Date et heure système : 13 mai 2025 10:09:25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255179004
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie*
Projet : Financement des tables de quartier conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous et Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire			

Le présent sommaire vise à reconduire le financement des trois tables de quartier de l'Arrondissement (Corporation de développement communautaire Centre-Sud (CDC CS, Inter-action du quartier Peter-McGill et Table du faubourg Saint-Laurent) dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL). À travers leurs activités, les Tables contribuent à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion et contribuent à l'inclusion sociale de personnes à risque/en situation vulnérabilité ou de marginalité.

Les Tables favorisent l'implication et la participation citoyenne sous diverses formes et visent à rejoindre l'ensemble de la population gravitant dans son secteur d'intervention, peu importe le statut, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le statut économique des personnes. À travers leur mandat, elles mobilisent également les milieux communautaire, économique et institutionnel pour agir sur des enjeux touchant l'intégration et la qualité de vie des personnes (logements, développement du quartier, employabilité, cohésion sociale, intégration des nouvelles populations, etc.)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CADRE DE RÉFÉRENCE

INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL



Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Des quartiers où il fait bon vivre!



CADRE DE RÉFÉRENCE

INITIATIVE MONTRÉALAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Ce document a été édité par le Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, composé de représentant·es des réseaux suivants :

Centraide du Grand Montréal

Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ)

Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et les CIUSSS de la région de Montréal

Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal et les arrondissements

Révision linguistique
Justine Israël

Mise en page
Justine Israël

Photos
Benoit Debaix (p.1) | Amarilys Way (p.3) | Yves Bellavance (p.10 et 30) | Vivre St-Michel en santé (p.11)
Meghan Sagesse (p.13) | CDC Action-Gardien de Pointe St-Charles (p.19)

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-925484-00-4

Préambule

Ensemble pour un Montréal équitable, inclusif et solidaire

Les quatre partenaires de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) sont très heureux de poursuivre leur engagement envers les communautés locales via ce cadre de référence.

Depuis maintenant presque deux décennies, ce cadre de référence a permis de consolider des structures permanentes de solidarité sociale dans tous les coins de Montréal : les Tables de quartier. Il a également favorisé le développement de collaborations fructueuses entre les quatre partenaires régionaux (Ville de Montréal, Direction régionale de santé publique, Centraide du Grand Montréal, Coalition montréalaise des Tables de quartier) afin d'agir sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

L'IMSDSL est désormais un acquis important pour la communauté montréalaise et, comme l'a si bien démontré la pandémie de COVID-19, les Tables de quartier sont des acquis incontournables dans les diverses communautés locales.

Il s'agit d'une initiative innovante qui réunit des partenaires financiers et les structures soutenues financièrement dans une gouvernance partagée, qui laisse aux communautés le soin d'établir elles-mêmes les priorités d'action pour agir sur l'amélioration des conditions de vie, qui permet de développer une vision globale et intégrée du quartier, puisque tous les enjeux sont interconnectés, qui allège le processus de reddition de comptes tripartite, et, surtout, qui dote les quartiers d'une structure permanente, un lieu pivot dans le quartier.

Cette originalité et ce partenariat innovant font l'envie de plusieurs. Nous sommes l'objet d'études et nous accueillons plusieurs demandes d'information à ce propos. Nous en sommes fiers·ères.

L'IMSDSL est en constante évolution et nous sommes convaincus que cette nouvelle mouture du cadre de référence permettra d'aller encore plus loin et de placer l'IMSDSL au cœur du développement social à Montréal. Ensemble, nous allons continuer à bâtir un Montréal équitable, solidaire, inclusif.

Sommaire

8 HISTORIQUE

10 LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL ET SES PRINCIPES D'ACTION

12 ORIENTATIONS

13 1. Les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

14 2. Les fondements de l'Initiative montréalaise

16 3. Les grands principes de l'Initiative montréalaise

17 4. L'engagement des partenaires de l'Initiative montréalaise

20 5. Les structures de fonctionnement

22 6. Les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier

24 LES PARAMÈTRES DE GESTION ET D'ÉVALUATION

25 1. La reddition de comptes et le renouvellement du financement

28 2. La place de l'évaluation dans l'Initiative montréalaise

31 ANNEXES

31 Annexe 1 - Critères d'analyse de la reddition de comptes

36 Annexe 2 - Documents à fournir par les Tables de quartier

37 Annexe 3 - Étapes du processus de reddition de comptes

38 Annexe 4 - Éléments du diagnostic

Liste des abréviations

CIUSSS
Centre Intégré Universitaire de Santé et de services sociaux

CGM
Centraide du Grand Montréal

CMTQ
Coalition montréalaise des Tables de quartier

DRSP
Direction régionale de santé publique

SDIS
Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal

PIC
Projet impact collectif

TQ
Table de quartier

Ligne du temps

1970-1980

Émergence des 1ères Tables de quartier

1990

Nouvelles Tables de quartier

Dans la mouvance du réseau Ville-Santé auquel adhère la Ville de Montréal.

1994

19 TQ

19 Tables de quartier

1997

20 TQ

20 Tables de quartier financées

Programme de soutien financier au développement social local (PSFDSL).

Premier partenariat entre Centraide du Grand Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence SSS de Montréal et la Ville de Montréal.

2002

27 TQ

27 Tables de quartier financées

Soutien de la DRSP destiné à la création de TQ dans les nouveaux arrondissements suite aux fusions municipales.

2003-2004

30 TQ

30 Tables de quartier financées

Consolidation des financements du PSFDSL après le Sommet de Montréal de juin 2002.

2004

Comité de pilotage permanent

Travaux d'actualisation du PSFDSL vers la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat.

2006

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Premier Cadre de référence de l'IM.

Modèle de partenariat unique au Québec intégrant un modèle de gouvernance, d'harmonisation des contributions financières et des outils de gestion.

2011

Évaluation de l'IM et révision du Cadre de référence.

2015

Adoption d'une nouvelle version du cadre de référence

Précision des rôles et responsabilités des partenaires.

Dissociation des pratiques d'évaluation des critères de reddition de comptes.

2023

32 TQ

32 Tables de quartier financées

2024

Actualisation du Cadre de référence

Renforcement de la mise en oeuvre et des partenariats.

Démarche pour rehausser les financements.

Historique

Depuis plus de 50 ans, les communautés des quartiers montréalais se sont investies dans des actions locales en raison des enjeux qui touchent directement leurs conditions de vie et leur environnement immédiat. Pour ce faire, elles ont mis sur pied, au fil des ans, des Tables de concertation en développement social, les Tables de quartier, dans l'objectif d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations locales.

1970-1990

Les premières Tables de quartier se sont structurées à la fin des années 1970 et durant les années 1980. Dans la mouvance du réseau Villes-Santé de l'Organisation mondiale de la santé, auquel adhère la Ville de Montréal, d'autres Tables de quartier sont mises sur pied au début des années 1990.

1994

En 1994, la Ville de Montréal, constatant le dynamisme communautaire de plusieurs quartiers, décide, en consultation avec ses partenaires, de privilégier, de renforcer et d'étendre le volet local du mouvement. Elle affirme sa volonté de soutenir, dans chaque quartier, une Table locale de concertation œuvrant à l'amélioration de la qualité de vie. Dix-neuf Tables locales de concertation reçoivent ainsi un financement de la Ville de Montréal.

1997

En 1997, Centraide du Grand Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et la Ville de Montréal décident de s'unir pour créer conjointement le Programme de soutien financier au développement social local, lequel intègre 20 Tables de quartier correspondant à 20 quartiers sociologiques de Montréal.

2000-2002

À la suite des fusions municipales, la Direction de santé publique lance en 2000 un programme de soutien au développement social destiné aux nouveaux arrondissements de la nouvelle Ville de Montréal. Elle retient sept territoires dans lesquels elle s'engage, en partenariat avec le CLSC local, à soutenir la mise en place d'une Table de quartier intersectorielle et multiréseaux. Cette décision permet la création, au début des années 2000, de nouvelles Tables de quartier, principalement dans les anciennes villes de banlieue de Montréal.

2003-2004

Lors du Sommet de Montréal tenu en 2002, une des priorités adoptées veut que le Programme de soutien au développement social local soit élargi à l'ensemble de la nouvelle ville. Des annonces de consolidation du financement du programme par ses partenaires financiers suivent en 2003 et 2004. Trente Tables de quartier seront alors financées.

À partir de 2004, une importante démarche de révision du Programme de soutien financier au développement social local est amorcée. Pour ce faire, un comité de travail est formé. Un comité de pilotage permanent est également mis en place pour guider le développement de ce qui devient l'Initiative montréalaise.

2006

En 2006, l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local entre officiellement en vigueur, avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion. Le document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation* est adopté par les partenaires de l'Initiative montréalaise. Il s'agit d'un modèle de partenariat unique au Québec. Unique, d'abord parce que des partenaires financiers d'horizons et de missions différents acceptent d'harmoniser leurs contributions financières et de réaliser une gestion conjointe permettant d'accorder aux Tables de quartier un financement pour trois ans, renouvelable. Ensuite, parce que les Tables de quartier, à travers la Coalition montréalaise des Tables de quartier, ont été des partenaires impliqués dans toutes les étapes du développement du programme.

2007

En 2007, le comité de pilotage commande la réalisation d'une étude sur les conditions favorables à la concertation locale. Les conclusions de celle-ci guident l'élaboration du premier plan de développement (2009-2011) de l'Initiative montréalaise.

2011

L'année 2011 marque quant à elle la cinquième année d'existence de l'Initiative montréalaise et, comme prévu, le modèle de concertation fait l'objet d'une évaluation. Les résultats sont connus en mai 2011 et la mise à jour du Cadre en 2015 vise à répondre directement à l'une des recommandations, soit de mieux préciser les rôles et responsabilités des partenaires ainsi que les critères d'évaluation des Tables de quartier.

2015-2020

Depuis l'adoption du cadre de référence de l'IMSDSL en 2015, le contexte du développement des communautés dans les quartiers montréalais a beaucoup évolué. De nouvelles ressources ont été mises en place, comme le Projet impact collectif (PIC), certains programmes ou mesures ont été en évaluation ou en révision, comme le Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) ou les mesures de la santé publique. La Ville de Montréal et certains arrondissements ont aussi adopté des politiques et des plans d'action, notamment en développement social.

De plus, la pandémie de COVID-19 a permis de reconnaître les Tables de quartier comme un lieu privilégié pour l'action collective et comme partenaire incontournable en développement social dans les quartiers.

2021

Dans l'objectif de renforcer les capacités des communautés locales par le biais des Tables de quartier et d'identifier les moyens nécessaires pour que les Tables puissent pleinement jouer leur rôle, les quatre partenaires de l'IMSDSL ont amorcé à l'automne 2021 un chantier d'actualisation qui a mené au présent document. Ces travaux ont permis de constater que ce cadre de référence était toujours pertinent, mais des modifications y ont été apportées pour renforcer le partenariat.

Le développement social local et ses principes d'action

En septembre 2012, le Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal adoptait une nouvelle définition du développement social. Nous la reprenons ci-dessous afin de saisir dans une perspective plus large comment l'Initiative montréalaise s'inscrit dans le développement social.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif, et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale[1].

Les partenaires de l'Initiative montréalaise se sont entendus pour retenir la définition suivante du développement social local, qui s'inspire de celle qui est indiquée plus haut. Les notions d'ancrage territorial et d'actions collectives y ont été ajoutées afin de mieux circonscrire l'environnement dans lequel évoluent les Tables de quartier.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Le développement social local réfère à un processus coopératif construit et porté ensemble par les acteurs et par les citoyens d'un territoire local qui vise l'amélioration des potentiels individuels et collectifs et des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et environnemental. Ce processus s'appuie sur une vision globale et adopte une approche intégrée qui reconnaît l'interrelation des dimensions du développement et qui vise la complémentarité des interventions.



[1] Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal, Règlements généraux adoptés lors de l'AGA de septembre 2012.

Les principes d'action associés au développement social local sont[2] :

- la participation des individus et des communautés locales aux décisions et aux actions qui les concernent;
- l'empowerment (développement des capacités);
- le partenariat et l'action intersectorielle;
- la réduction des inégalités sociales;
- l'harmonisation et la promotion de politiques publiques favorables à l'amélioration des conditions de vie et au bien-être.

De plus, un autre principe important que nous reconnaissons consiste à favoriser la mise en place d'approches différenciées selon les réalités locales.

NOTE : Le développement social local et le développement des communautés sont ici entendus comme étant synonymes.



[2] Principes tirés ou adaptés du document de travail *Des indicateurs élaborés en fonction des principes d'action associés au développement des communautés*, Jean Tremblay, Institut national de santé publique, 12 mars 2013, 7 p. et *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés*, Institut national de santé publique, 2002, 50 p.

Orientations

1 Les objectifs de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

L'OBJECTIF PRINCIPAL

L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local vise à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales en contribuant au renforcement du pouvoir d'agir collectif (niveau local et régional). Elle contribue au développement social dans les quartiers de Montréal en réunissant un maximum d'acteurs régionaux et locaux en développement social et en soutenant financièrement la concertation des acteurs locaux en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des populations, relativement aux enjeux priorisés par les milieux. Pour atteindre ces objectifs, les partenaires donnent aux Tables de quartier ce mandat de concerter la communauté dans le quartier.



LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

En reconnaissant le rôle central des Tables de quartier dans le développement social des quartiers et en leur accordant un soutien financier, l'Initiative montréalaise vise plus spécifiquement à :

- mettre à la disposition des quartiers des ressources destinées à la mobilisation et à la concertation des acteurs locaux, et au développement du leadership et de la capacité collective d'agir du milieu, afin de maximiser leur pouvoir d'intervenir sur les enjeux qui les touchent;
- contribuer à la mise en place ou au renforcement d'un espace permettant aux acteurs locaux de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de se mobiliser autour d'objectifs communs pour le développement de leur communauté;
- favoriser l'action collective et intégrée des communautés locales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour améliorer la qualité et les conditions de vie.

2 Les fondements de l'Initiative montréalaise

UN PARTENARIAT ENGAGEANT LES PALIERS RÉGIONAL ET LOCAL

L'Initiative montréalaise est le résultat d'un engagement formel de partenaires à adhérer, tant sur le plan régional que local, aux objectifs, aux principes et aux paramètres de gestion et d'évaluation du présent cadre de référence.

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan régional sont :

Centraide du Grand Montréal

La Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ)

La Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal

Les partenaires de l'Initiative montréalaise sur le plan local sont :

- Centraide du Grand Montréal, à travers la participation de leur conseiller·ères attitré·es à l'échelle locale;
- les Tables de quartier;
- les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS); et
- les arrondissements de la Ville de Montréal.

NOTE : Lorsqu'une Table de quartier est située ou intervient dans une autre municipalité que la Ville de Montréal (ex. Ouest de l'Île), ces municipalités sont invitées à agir comme partenaire local.

LA RECONNAISSANCE D'UN MÉCANISME DE CONCERTATION

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent des mécanismes locaux de concertation intersectorielle et multiréseaux, structurés et permanents, ci-après appelés « Tables de quartier ». Ces Tables correspondent aux caractéristiques et s'engagent à remplir les rôles pour lesquels elles sont mandatées dans ce cadre de référence (p. 22-23).

LE FINANCEMENT ET LE MAILLAGE DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Dans tous les cas, Centraide, la Direction régionale de santé publique (DRSP) et la Ville de Montréal, ci-après appelés « partenaires financiers » de l'Initiative montréalaise, maillent leur contribution financière selon les ressources budgétaires dont ils disposent afin de soutenir un organisme à but non lucratif (OBNL) mandataire.

Toutefois, selon les quartiers, le financement peut être accordé à un OBNL :

- dont la structure et la mission correspondent au mandat de la Table de quartier; ou
- qui assume le mandat d'animer et de coordonner un mécanisme de concertation (Table de quartier) distinct de sa propre entité (ex. : une corporation de développement communautaire).

Ce partenariat financier peut accueillir de nouveaux partenaires financiers dans la mesure où ils adhèrent au cadre de référence de l'Initiative montréalaise et où leur participation a fait l'objet d'une approbation par le comité de pilotage.

Dans l'éventualité où l'un des partenaires financiers se retire de l'Initiative montréalaise, il doit en aviser les autres partenaires par un préavis écrit, minimalement deux ans avant l'entrée en vigueur de ce retrait.

UNE GESTION CENTRALISÉE

L'Initiative montréalaise est soumise à une gestion centralisée ayant comme objectif la mise en application et le respect des orientations et des paramètres de gestion et d'évaluation décrits dans le présent document. Les partenaires financiers mettent au point et gèrent, de manière interne, des mécanismes compatibles avec ces paramètres de gestion et d'évaluation.

ADHÉSION DE NOUVELLES TABLES DE QUARTIER

Le présent Cadre de référence est établi en fonction du nombre de Tables de quartier (32) et de la capacité de financement des partenaires financiers actuels (2024). Advenant la volonté d'un milieu de fonder une nouvelle Table dans un quartier qui en est dépourvu et de soumettre une demande de financement à l'Initiative montréalaise, son analyse se fera au cas par cas en fonction de la pertinence de la demande et des ressources disponibles des bailleurs de fonds. Les partenaires n'ont aucune obligation de financer de nouvelles Tables de quartier, mais doivent fournir une réponse explicative à toute demande. Il est recommandé que les porteurs de projet de nouvelle Table de quartier communiquent avec la CMTQ pour recevoir de l'information.

3 Les grands principes de l'Initiative montréalaise

Les cinq thèmes énoncés ci-dessous constituent les grands principes qui guident la mise en œuvre de l'Initiative montréalaise. Plus particulièrement, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent que :

1. **La Table de quartier est établie dans un lieu d'appartenance géographique.** Ce dernier peut découler d'un découpage administratif où être ancré dans un quartier sociologique. Dans les deux cas, il peut couvrir un territoire composé de plusieurs milieux de vie (voisinages, quartiers, paroisses, etc.).

2. **L'autonomie des Tables de quartier et leur capacité d'adaptation aux dynamiques locales sont deux pierres angulaires de la concertation.** Ainsi, les moyens et les structures mis en place pour répondre aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier qui sont décrits dans ce cadre de référence sont déterminés par les acteurs locaux dans le respect des dynamiques locales.

3. **La Table de quartier favorise la participation de tous les acteurs (multiréseaux)**, y compris les citoyens, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi d'actions portant sur l'ensemble des éléments qui influent sur la qualité et les conditions de vie (intersectorialité).

4. **L'Initiative montréalaise contribue à réduire les inégalités sociales** et, en conséquence, à éviter de creuser les iniquités territoriales.

5. **L'Initiative montréalaise reconnaît plus spécifiquement l'importance et l'apport des organismes communautaires** dans la concertation et dans la mise en œuvre des actions collectives pour améliorer les conditions de vie des populations locales. Ces organismes jouent un rôle moteur dans l'action concertée locale et cet aspect de leur mission doit être reconnu et soutenu par leurs partenaires financiers.

4 L'engagement des partenaires de l'Initiative montréalaise

En adoptant ce cadre de référence, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent la légitimité du mandat d'animation de la concertation qui est donné aux Tables de quartier et s'engagent à participer à sa réalisation, notamment en contribuant à ce que la Table de quartier soit un lieu privilégié de planification et d'arrimage des interventions en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales dans le quartier.

Plus précisément, les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent leur responsabilité partagée pour agir sur des enjeux sociaux ciblés tant au niveau local que régional et qu'ils sont parties prenantes du développement social dans les quartiers. De plus, selon leur palier d'intervention local ou régional, ils s'engagent à participer à la concertation pour intervenir sur les différents enjeux ou dossiers reliés au développement social local.

LES PRIORITÉS D'ACTION IDENTIFIÉES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE :

- identifier un nombre limité d'enjeux transversaux (2 à 5) liés aux piliers de l'IMSDSL en matière de lutte contre la pauvreté et/ou identifiés à partir des plans d'action des Tables de quartier;
- assurer la contribution et l'engagement des partenaires sur ces enjeux;
- tenir périodiquement un Rendez-vous (idéalement aux 2 ans), permettant d'identifier les pas réalisés dans la mise en œuvre de l'Initiative. En plus des partenaires régionaux, ces Rendez-vous rassembleront l'ensemble des Tables de quartier, des arrondissements, CIUSSS et d'autres collaborateurs stratégiques avec le but de créer une synergie et un arrimage au sein de l'écosystème en développement social;
- soutenir la CMTQ afin d'augmenter sa capacité à se positionner et à intervenir au plan régional (de façon complémentaire aux Tables de quartier).

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTENAIRES RÉGIONAUX DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE DANS LA CONCERTATION RÉGIONALE :

(Centraide, CMTQ, Direction régionale de santé publique, Ville de Montréal)

- offrir un soutien financier (Centraide, Ville de Montréal, DRSP) aux instances de concertations locales intersectorielles et multiréseaux (Tables de quartier) du territoire;
- communiquer les priorités stratégiques et les retombées de l'IM ;
- mobiliser des partenaires et des ressources dans le but de planifier et mettre en œuvre des actions concertées visant la promotion ou le soutien à la concertation locale;
- faire connaître le travail réalisé par les Tables de quartier au sein de chacun des réseaux partenaires.;
- intervenir régionalement sur des enjeux dépassant le rayon d'action des Tables de quartier;
- effectuer des arrimages avec les instances, les programmes financiers, appels de projets et les démarches régionales visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales et avec d'autres bailleurs de fonds soutenant des initiatives de développement local.
- mettre à la disposition de l'IMSDSL les ressources humaines pertinentes et nécessaires (professionnelles et gestionnaires) afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre des actions adoptées et priorisées (ex : suivi du plan stratégique, suivi-évaluation-apprentissages, communications, suivi des engagements des partenaires etc.).

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTENAIRES LOCAUX DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE DANS LA CONCERTATION LOCALE [3] :

(Arrondissements et CIUSSS, Centraide)

- contribuer à titre de membre et/ou de partenaire de la Table de quartier à différents travaux permettant d'atteindre les objectifs fixés collectivement et soutenir au besoin les comités de travail;
- transmettre des données à jour (portrait), disponibles relatives à leur domaine d'intervention;
- collaborer à la mise à jour du diagnostic, à la planification, à l'élaboration du plan de quartier, à sa mise en œuvre et au suivi des actions qui en découlent;
- faire connaître le travail réalisé par la Table de quartier à l'intérieur de leur organisation;
- reconnaître et valoriser les planifications locales réalisées par les Tables de quartier et y contribuer en tant que partenaire de l'IMSDSL selon les besoins et les ressources disponibles..
- favoriser la cohérence entre la planification en développement social des Tables et celles des autres partenaires de l'IMSDSL (notamment l'Arrondissement).

[3] Les Tables de quartier sont des partenaires locaux à part entière. Leurs caractéristiques et rôles sont énoncées à la section 6.

LE SOUTIEN À LA COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER

Les partenaires de l'Initiative montréalaise reconnaissent également que la CMTQ joue un rôle spécifique et important en développement social à Montréal. Une part importante de ses actions consiste à intervenir régionalement sur des enjeux touchant les conditions et la qualité de vie des Montréalais. La CMTQ offre également un soutien essentiel aux Tables de quartier avec un réseau de partage et d'échanges sur les pratiques et les enjeux de la concertation locale. Enfin, elle fait rayonner l'action concertée locale, le modèle des Tables de quartier et leurs retombées. La CMTQ contribue ainsi à renforcer l'impact de l'Initiative montréalaise. En conséquence, l'Initiative montréalaise soutiendra également la mission de la CMTQ.

RESPECT DES ENGAGEMENTS

Au niveau régional

Les partenaires régionaux de l'IMSDSL organisent, dans le cadre d'un comité de pilotage, une rencontre annuelle pour évaluer l'état du partenariat et identifier des mesures permettant l'amélioration ou l'atteinte des objectifs poursuivis.

Au niveau local

Les partenaires locaux de l'IMSDSL s'entendent pour organiser périodiquement (idéalement de façon annuelle) une rencontre pour évaluer l'état du partenariat et identifier des mesures permettant l'amélioration de celui-ci. Des rencontres d'urgence peuvent être organisées au besoin.

En cas de non-respect des engagements d'un partenaire, tant au niveau régional que local, la situation pourra faire l'objet d'une discussion au comité de pilotage qui verra, s'il y a lieu, des actions à entreprendre.



5 Les structures de fonctionnement

1 COMITÉ DE PILOTAGE DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Le comité de pilotage a pour mandat de protéger l'intégrité de l'Initiative montréalaise, de déterminer ses grandes orientations stratégiques et de s'assurer de leur respect. Il s'assure également du développement et de la promotion de l'Initiative montréalaise.

- Il est composé de gestionnaires des quatre réseaux.
- Des représentants locaux de chaque réseau participent aux rencontres du comité.
- Les professionnels du comité de coordination assistent aux rencontres dans un rôle de soutien.
- Le comité de pilotage est décisionnel sur l'ensemble des sujets touchant l'IM. Chaque réseau de partenaires dispose d'un droit de vote.
- Il se dote d'un plan d'action et en assure et l'évaluation.
- Il confirme annuellement les sommes allouées par chacun des partenaires financiers à l'Initiative montréalaise et valide les recommandations du comité de coordination relatives au renouvellement triennal ou au versement annuel du financement (selon les circonstances, un huis clos pourra s'appliquer ou encore les représentants de la CMTQ pourront choisir de se retirer des discussions).
- Il organise un rendez-vous stratégique, idéalement aux 2 ans, à l'intention de l'ensemble des acteur·trices du réseau de développement social montréalais.
- Il poursuit le dialogue en continu afin que les Tables aient les ressources nécessaires pour jouer leur rôle.

Le comité de pilotage est composé de représentants provenant des réseaux suivants et veille à assurer une répartition équitable de la représentation de ceux-ci :

- Centraide du Grand Montréal
- Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ)
- Direction Régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et des CIUSSS de la région de Montréal
- Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal et des arrondissements

2 COMITÉ DE COORDINATION DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Le comité de coordination est composé de professionnels issus de chacun des quatre réseaux décrits précédemment.

- **Il a pour mandat d'assurer la mise en œuvre du plan d'action, d'effectuer la gestion courante et de faire la promotion de l'Initiative montréalaise.**
- **Il est responsable de l'analyse conjointe de la reddition de comptes annuelle et triennale et de la rétroaction appropriée aux Tables de quartier (sans la présence de la CMTQ).**
- **Il est responsable de déterminer et de respecter les mécanismes internes de son réseau, visant l'arrimage avec ses représentants locaux afin de tenir compte de leur analyse.**
- **Il transmet au comité de pilotage ses recommandations concernant le financement octroyé aux différentes Tables de quartier et les conditions ou attentes s'y rattachant lorsque pertinent.**

6 Les caractéristiques et les rôles d'une Table de quartier

L'Initiative montréalaise reconnaît et finance un OBNL mandataire qui s'engage à animer et à coordonner une Table de quartier qui correspond aux caractéristiques et joue les rôles définis dans cette section.

LES CARACTÉRISTIQUES

La Table de quartier est intersectorielle.

Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local.

La Table de quartier est structurée et permanente.

Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu.

La Table de quartier est multiréseaux.

Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.

La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie.

Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.

LES RÔLES

En animant un processus concerté global dans son quartier, la Table de quartier remplit les rôles suivants :

La Table se donne une vision commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier à partir d'un diagnostic selon les ressources et le financement disponible.

La Table de quartier se donne périodiquement une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement de son quartier en se dotant d'un Portrait de quartier, en procédant à un diagnostic et en élaborant un Plan de quartier identifiant les enjeux, priorités et changements souhaités (voir annexe 4 pour des exemples).

La Table de quartier anime des démarches et des espaces de participation et d'échanges.

À travers divers espaces de participation citoyenne et multiréseaux, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.

La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action.

Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux (préférablement alimentée par des consultations) et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.

La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie.

Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à sa mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.

La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités (autoévaluation).

Elle met en œuvre selon son cycle de planification, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.

La Table de quartier réfléchit avec les partenaires locaux de l'Initiative montréalaise sur les conditions entourant le partenariat et les collaborations.

Elle organise au moins une fois par période triennale une rencontre avec ses partenaires locaux de l'Initiative montréalaise (arrondissemenst et CIUSSS) afin d'échanger sur l'état de leur partenariat et de leurs collaborations.

Les paramètres de gestion et d'évaluation

Cette deuxième partie du cadre de référence a pour but de préciser les objectifs et les processus de la reddition de comptes et de l'évaluation dans le cadre de l'Initiative montréalaise. Elle vise également à préciser les rôles et les responsabilités des partenaires et des instances dans ces activités.

1 La reddition de comptes et le renouvellement du financement

OBJECTIFS ET FINALITÉS DE LA REDDITION DE COMPTES

Dans le cadre de l'Initiative montréalaise, le terme « reddition de comptes » réfère au processus par lequel chaque Table de quartier transmet annuellement, dans les délais prescrits, l'ensemble des documents demandés par les partenaires financiers.

La mise en place d'un processus formel de reddition de comptes vise à permettre aux partenaires financiers :

- de s'assurer que les fonds octroyés à la Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise servent aux fins auxquelles elles sont destinées;
- de s'assurer que la Table de quartier correspond aux caractéristiques et accomplit les rôles d'une Table de quartier précisés au cadre de référence (p. 22-23);
- d'octroyer le financement aux Tables de quartier.

RENOUVELLEMENT DU FINANCEMENT ET VERSEMENT ANNUEL

Annuellement, les membres du comité de coordination procèdent conjointement à l'analyse de la reddition de comptes déposée par la Table de quartier. Selon le calendrier triennal de la reddition de comptes, cette dernière fera l'objet d'une analyse approfondie (pour le renouvellement triennal du financement) d'une analyse sommaire (pour le versement annuel du financement). À la suite de l'analyse conjointe, plusieurs types de rétroaction peuvent être transmis à la Table de quartier.

Lorsque la Table répond aux attentes relatives aux caractéristiques et aux rôles d'une Table de quartier (voir annexe 1), le comité de coordination transmet à cette dernière une lettre recommandant le renouvellement triennal ou le versement annuel du financement. Cette lettre peut faire l'objet de commentaires lorsque cela s'avère pertinent.

Dans les cas où la Table de quartier ne répond pas aux attentes, et ce même dans le cadre d'un renouvellement triennal, le comité de gestion peut transmettre différents types de rétroaction en suivant une gradation et toujours dans une perspective de dialogue et de recherche de solutions constructives. La Table de quartier pourra demander au comité de coordination la tenue d'une rencontre afin d'obtenir des explications relatives à cette décision. Ainsi, selon la situation, le comité de coordination pourra recommander :

1. **le renouvellement triennal du financement avec conditions;**
2. **le versement annuel du financement avec demande de redressement ou suivi particulier;**
3. **la non-reconduction du financement dans les cas où aucune entente pour un plan de redressement n'est possible.**

CRITÈRES D'ANALYSE DE LA REDDITION DE COMPTES

Le processus d'analyse de la reddition de comptes réfère à un ensemble de critères objectivement vérifiables et établis en fonction des caractéristiques et des rôles attendus d'une Table de quartier, tels que définis aux pages 22 et 23 du cadre de référence. Le tableau des critères de la reddition de comptes se trouve à l'annexe 1.

Les documents devant être transmis par les Tables de quartier dans le cadre de la reddition de comptes sont présentés à l'annexe 2. L'information fournie par ces dernières doit permettre une appréciation de la conformité à l'ensemble des critères définis à cette fin. Au besoin, les membres du comité de coordination feront le suivi avec la Table de quartier pour obtenir toute information manquante.

RÔLES DES INSTANCES DANS LE PROCESSUS D'ANALYSE DE LA REDDITION DE COMPTES

Le processus d'analyse de la reddition de comptes se fait sur le plan régional par les trois partenaires financiers de l'Initiative montréalaise : Centraide, la Direction régionale de santé publique et la Ville de Montréal. Le comité de coordination de l'Initiative montréalaise est mandaté pour réaliser ce processus.

Chacun des partenaires financiers s'est doté d'un mécanisme interne d'analyse de la reddition de comptes qui lui permettra de faciliter la gestion régionale du renouvellement du financement des Tables de quartier.

Les recommandations du comité de coordination sont transmises pour validation et approbation aux instances suivantes :

- les partenaires financiers du comité de pilotage de l'Initiative montréalaise, qui reçoit les recommandations pour validation;
- les instances décisionnelles de chaque partenaire financier, qui approuvent le versement du financement accordé aux Tables de quartier.

GESTION DES MÉSENTENTES

En cas de mésentente entre les membres du comité de coordination sur les recommandations à transmettre à une Table de quartier, le dossier est présenté aux partenaires financiers du comité de pilotage, qui prendra la décision finale. Ce dernier peut, s'il le juge nécessaire, faire appel à des ressources externes de son choix qui lui permettront de mieux comprendre la problématique et de prendre une décision.

PROCÉDURE DE RÉVISION DE LA DÉCISION

La procédure d'appel d'une décision vise à s'assurer que les Tables de quartier ont un droit de recours advenant le cas où une décision prise par le comité de coordination est jugée non conforme aux paramètres établis dans le cadre de référence.

Les étapes d'un appel sont :

1. Dans un délai d'au plus 45 jours suivant la réception de la lettre du comité de coordination, la Table de quartier communique avec ce dernier afin d'obtenir des précisions et de mieux comprendre les motifs de la décision et/ou les attentes et conditions.

2. Si le conseil d'administration de la Table de quartier le souhaite, le comité de coordination peut rencontrer la direction et les membres du conseil d'administration de la Table pour répondre à leurs questions.

3. À la suite de cette prise de contact, si la Table de quartier juge que la décision (ou les attentes et les conditions) n'est toujours pas conforme aux paramètres du cadre de référence, elle peut, dans un délai d'au plus 45 jours, adresser une demande de révision au comité de pilotage. La lettre devra préciser les aspects qui apparaissent non conformes au cadre de référence et indiquer clairement les modifications souhaitées.

4. Le comité de pilotage étudie la demande et fait parvenir sa réponse à la Table de quartier dans un délai de 30 jours suivant la date de la réception de la demande de révision.

ÉTAPES DU PROCESSUS DE LA REDDITION DE COMPTES ET DU FINANCEMENT

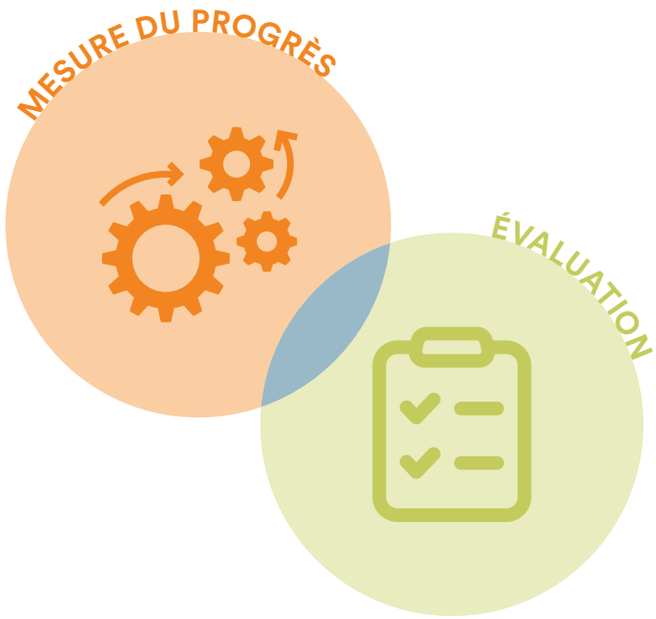
Le processus de la reddition de comptes et du financement comporte différentes étapes qui sont présentées sous forme de tableau à l'annexe 3.

2 La place de l'évaluation dans l'Initiative Montréalaise

Les activités d'évaluation ayant une pertinence pour l'Initiative montréalaise se réfèrent à deux approches complémentaires : la mesure du progrès et l'évaluation.

La **mesure du progrès** permet de suivre en continu et de documenter les réalisations et le progrès vers l'atteinte des objectifs établis par la collectivité.

L'**évaluation** consiste quant à elle en la cueillette systématique d'information sur les activités d'une initiative ou d'une action, ainsi que sur les effets, l'influence et les impacts constatés.



Les principes généraux :

- Comme l'Initiative montréalaise soutient des processus à long terme visant à trouver des solutions collectives à certains problèmes complexes au sein des collectivités locales, autant la mesure du progrès que l'évaluation doivent être au service de l'apprentissage continu.
- Les activités de mesure du progrès et d'évaluation sont développées et mises en œuvre à deux niveaux différents :
  - **sur le plan local** (territoire de Table de quartier), de manière autonome par les Tables de quartier;
  - **sur le plan régional**, par les quatre partenaires, sur les retombées de l'IMSDSL et du partenariat régional.

L'AUTOÉVALUATION DES ACTIVITÉS ET DES RÉSULTATS PAR LES TABLES DE QUARTIER

Pour les quatre partenaires de l'IMSDSL, il est essentiel que chaque Table de quartier intègre des processus d'évaluation de son fonctionnement, des actions collectives et des retombées de son action. L'adoption de telles pratiques permet d'améliorer le fonctionnement de la concertation en tirant profit des apprentissages retenus.

Chaque Table de quartier, selon ses ressources et ses capacités, est responsable d'intégrer des pratiques d'autoévaluation et de définir son cadre d'évaluation et les moyens retenus pour le faire.

Les partenaires régionaux de l'IMSDSL veilleront à ce que chaque Table remplisse ses responsabilités à cet égard, tel que stipulé dans la section sur les rôles des Tables de quartier.

Chaque Table aura à définir son propre cadre d'évaluation, sans ingérence de la part des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

Les principes suivants devraient être pris en compte dans les processus d'autoévaluation :



L'approche d'évaluation favorise la participation d'acteurs variés du milieu dans la planification et la réalisation du processus.



L'approche d'évaluation favorise l'expression de tous dans une perspective constructive et d'amélioration continue.



Sans s'y restreindre, l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) peut s'avérer un outil d'analyse pertinent pour apprécier ces principes.

Selon le stade de développement de la mobilisation, des approches différentes à l'évaluation pourront être utilisées d'une Table de quartier à une autre.

L'ÉVALUATION DES RETOMBÉES DE L'INITIATIVE MONTRÉALAISE

Par la mise en œuvre d'une évaluation des retombées de l'Initiative montréalaise, les partenaires cherchent à connaître les impacts de l'IMSDSL sur le développement social local, dont les effets du travail des Tables de quartier.

Plus particulièrement, les objectifs sont les suivants :

1. connaître les effets du partenariat de l'Initiative montréalaise, dont sa contribution à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers;

2. dégager des constats quant à la pertinence et à la valeur de l'action des Tables de quartier ainsi que des investissements qui la soutiennent;

3. dégager des constats quant aux éléments pouvant faire l'objet d'efforts d'amélioration, afin d'accroître l'efficacité et l'efficience du partenariat de l'IMSDSL, de l'action des Tables et des investissements qui la soutiennent;

4. contribuer aux connaissances plus globales (à Montréal, au Québec, hors Québec) sur les résultats et les impacts de l'action intersectorielle territoriale;

Le processus d'évaluation des retombées de l'Initiative montréalaise et de ses effets pourra s'appuyer sur plusieurs sources d'information comme, par exemple, la documentation publique des Tables de quartier, la documentation remise à l'IMSDSL lors de la reddition de comptes ou le contenu des diverses rencontres périodiques avec les Tables de quartier.

Cette évaluation relèvera du comité de pilotage de l'IMSDSL qui verra à en établir l'objet et la fréquence et à désigner les ressources nécessaires à sa réalisation. Cette évaluation, distincte des processus d'analyse liés à la reddition de comptes des Tables de quartier, ne pourra servir à porter un jugement sur l'action individuelle des tables.



ANNEXE 1

Critères d'analyse de la reddition de comptes

	CRITÈRES - ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	CRITÈRES - ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
A. SAINE GESTION DES FONDS		
La subvention est utilisée pour soutenir les activités liées à l'exercice des rôles pour lesquels la Table est reconnue par l'Initiative montréalaise, et notamment au fonctionnement, à l'animation et à la coordination de la Table de quartier et de ses comités.	Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise.	Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table donnent un portrait complet, exact et à jour de la situation financière, et permettent de s'assurer de l'utilisation des fonds pour les fins convenues de l'Initiative montréalaise.
	Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire.	Les états financiers vérifiés et les prévisions budgétaires de la Table témoignent d'une saine gestion des fonds. Entre autres, la Table n'a pas accumulé de déficits importants et démontre la capacité de retrouver l'équilibre budgétaire.
	L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.	L'accumulation et la gestion des surplus se font dans le respect des règles administratives des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise.

	CRITÈRES - ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	CRITÈRES - ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
B. CARACTÉRISTIQUES		
1. La Table de quartier est intersectorielle. Elle invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social local.	La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires.	La structure de la Table regroupe des acteurs locaux des principaux secteurs et réseaux concernés par le développement social, à titre de membres ou de partenaires.
2. La Table de quartier est multiréseaux. Elle mobilise et réunit les acteurs de son territoire (communautaires, associatifs, institutionnels et privés) ainsi que des citoyennes et citoyens pour s'engager dans une démarche concertée comprenant les différentes étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi du plan d'action. Les points de vue différents sont pris en compte dans une optique de recherche de consensus.		La Table mène des actions de mobilisation auprès des acteurs concernés.
		Les modes de recrutement, d'accueil, de sensibilisation et de valorisation des membres et des partenaires sont diversifiés.
		La Table possède des outils de communication et d'information destinés à ses membres, à ses partenaires et à la population en général.
		La Table mène des actions pour mobiliser des citoyens et favoriser leur participation aux différentes étapes du cycle de la planification et de l'action.

	CRITÈRES - ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	CRITÈRES - ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
B. CARACTÉRISTIQUES *(SUITE)*		
3. La Table de quartier est structurée et permanente. Elle se dote de mécanismes concrets pour assurer son fonctionnement. Elle s'inscrit de façon durable dans la communauté. Son mode de gouvernance regroupe une diversité d'acteurs locaux et reflète son ancrage local et son engagement à répondre à son milieu. Par son mode de fonctionnement inclusif, elle est à l'écoute des préoccupations de la communauté et favorise la participation des acteurs locaux à travers l'ensemble de ses activités.		Les objectifs et les règles de fonctionnement de la Table : • sont cohérents avec les caractéristiques reconnues par l'Initiative montréalaise; • reflètent des processus décisionnels démocratiques; • font l'objet, au besoin, d'une revalidation ou d'une révision. Le CA (ou autre instance de gouvernance désignée) est nommé démocratiquement, reflète la diversité des membres, reçoit ses mandats et rend des comptes à l'assemblée des membres ou des partenaires. La Table favorise la participation d'une diversité d'acteurs locaux à ses activités.
4. La Table de quartier valorise le réseautage et la synergie. Elle favorise le partage des différentes expertises permettant d'alimenter les travaux et de générer des pistes d'action mobilisatrices. En fonction des enjeux, elle peut aussi réaliser des actions en collaboration avec d'autres Tables de quartier.		*Certains critères relatifs à cet aspect sont couverts par d'autres caractéristiques et rôles de la Table.* Les modes d'action de la Table favorisent l'intersectorialité : - Mise à profit des différentes expertises du milieu. - Détermination d'enjeux et de pistes d'action qui font appel à la contribution d'acteurs affiliés à des secteurs d'intervention différents. - Actions menées, lorsque pertinent, avec d'autres Tables de quartier.

	CRITÈRES - ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	CRITÈRES - ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
C. RÔLES		
5. La Table de quartier anime un forum. À travers divers espaces de participation, elle favorise à intervalles réguliers l'échange d'information. Elle stimule l'établissement d'une vision commune des enjeux ayant un impact local. Elle suscite des discussions axées sur des pistes de solution concrètes.		Il existe un ou de plusieurs mécanismes permettant l'échange régulier d'information, la discussion, le débat d'enjeux et le suivi des préoccupations partagées entre les membres et partenaires.
6. La Table de quartier se donne une vision globale et commune des enjeux et des potentiels de développement du quartier à partir d'un diagnostic. Périodiquement (idéalement aux cinq ans), elle parraine une activité de diagnostic mettant en relief les enjeux locaux liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à la qualité et aux conditions de vie.		La Table a mené une première démarche de diagnostic global et s'assure de son renouvellement périodique (année de réalisation).
		La démarche de diagnostic mobilise la participation d'une diversité d'acteurs locaux.
		L'analyse de la situation et des besoins locaux (le diagnostic) est documentée et partagée.
		La Table peut décrire les éléments de la vision commune qui rallie le milieu (les changements que l'on cherche à produire collectivement).
7. La Table de quartier planifie ses priorités sous la forme d'un plan d'action. Sur la base de son diagnostic local, d'une lecture de l'évolution des besoins sociaux et d'une analyse de facteurs environnementaux, elle invite les acteurs locaux, incluant les citoyens, à participer à l'établissement collectif des priorités et axes de travail.		La Table a réalisé une première démarche de planification en fonction des priorités du quartier et s'assure de son renouvellement périodique.
		La démarche de planification mobilise une diversité d'acteurs locaux.
		Les priorités et les axes de travail retenus au plan d'action reflètent les enjeux et les opportunités définis au diagnostic.
		La Table fait le suivi du plan d'action, apporte les ajustements pertinents et fait ressortir les modifications apportées.
		Les différents aspects du plan identifient les porteurs.

	CRITÈRES - ANALYSE SOMMAIRE VERSEMENT ANNUEL DU FINANCEMENT	CRITÈRES - ANALYSE APPROFONDIE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DU FINANCEMENT
C. RÔLES *(SUITE)*		
8. La Table de quartier suscite et/ou coordonne des actions contribuant à des impacts sur la qualité et les conditions de vie. Conformément à son plan d'action, elle soutient la création de comités de travail autour d'actions concrètes. Elle appuie les divers comités, suscite l'apport des acteurs du milieu à leur mise en œuvre et favorise l'atteinte des objectifs.		La Table établit clairement les rôles et les responsabilités de son équipe de travail, des membres et des partenaires dans la mise en œuvre et le suivi des actions. Il y a une cohérence entre les priorités établies et les points ci-dessous : • les mandats et la composition des comités de travail ou des Tables porteuses; • les autres lieux d'action ou de représentation investis par la Table.
9. La Table de quartier documente et évalue son fonctionnement et ses activités. Elle met en œuvre au moins une fois par période triennale, en fonction de ses capacités et de ses ressources, des moyens pour évaluer ses mécanismes internes de fonctionnement et ses principales réalisations et retombées, en faisant appel à la participation de ses membres ainsi qu'à des partenaires et à des acteurs mobilisés.		La Table documente ses actions en termes de processus et de résultats.
		La Table évalue ses mécanismes de fonctionnement.
		La Table anime une démarche d'évaluation en adéquation avec les objectifs inscrits au plan d'action et s'assure de son renouvellement périodique.
		Les objectifs et les stratégies du plan d'action se prêtent à une évaluation des résultats.
		Les grands principes directeurs de l'autoévaluation tels que formulés dans le cadre de référence de l'Initiative montréalaise sont respectés.

ANNEXE 2

Documents à fournir par les Tables de quartier

ANALYSE SOMMAIRE

VERSEMENT *ANNUEL* DU FINANCEMENT

1. **Rapport d'activités du dernier exercice** rédigé et adopté par le conseil d'administration ou l'AGA de la Table de quartier

   Lorsque le rapport d'activités **ne comprend pas** les informations ci-dessous, la Table doit aussi transmettre :

   - **liste à jour des membres** de la Table;
   - **composition du conseil d'administration;**
   - **liste des comités d'action** de la Table de quartier et leur composition;
   - **modification à l'organigramme** présentant le fonctionnement (s'il y a lieu).

2. **États financiers vérifiés ou audits signés par deux administrateurs**

3. **Prévisions budgétaires pour l'année en cours**

4. **Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec**

5. **Procès-verbal de la dernière AGA de la Table ou du mandataire**

6. **Preuve d'assurance responsabilité civile**

ANALYSE APPROFONDIE

RENOUVELLEMENT *TRIENNAL* DU FINANCEMENT

En plus des documents demandés pour le versement annuel du financement :

1. **Modifications aux règlements généraux** *(s'il y a lieu)*

2. **Modifications aux lettres patentes** *(s'il y a lieu)*

3. **Plan d'action triennal**

4. **Demande de renouvellement du financement à l'Initiative montréalaise pour les trois prochaines années** appuyée d'une résolution du CA de la Table

5. **Tout autre document permettant une meilleure compréhension des activités réalisées.** Par exemple :

   - **portrait/diagnostic;**
   - **actes d'un forum;**
   - **bilan de l'évaluation** du fonctionnement ou des activités.

ANNEXE 3

Étapes du processus de reddition de comptes

ÉTAPES	QUI	OUTILS	ÉCHÉANCIER
1. Annonce du début du processus de reddition de comptes	Comité de coordination	Envoi d'un courriel aux Tables de quartier	2e semaine d'octobre
2. Envoi de la reddition de comptes	Tables de quartier	Voir annexe 2 (Documents à fournir)	Avant le 2e vendredi de novembre
3. Analyse de la reddition de comptes par chaque partenaire financier	Partenaires financiers	Voir annexe 1 (Critères)	Novembre-décembre-janvier
4. Mise en commun de l'analyse de la reddition de comptes	Comité de coordination	Voir annexe 1 (Critères)	Début février
4.1. Formulation de recommandations conjointes	Comité de coordination	Cadre de référence Partie 2 – Section 1, p. 25	Début mars
5. Préparation des lettres en fonction du type de rétroaction prévu	Comité de coordination	Lettres types	Mi-mars
6. Validation des lettres et recommandations de suivi	Comité de pilotage	Projet de lettres communes	Fin mars
7. Envoi des lettres aux Tables de quartier sans suivi	Comité de coordination	Lettres finales	2e semaine d'avril
8. Rencontre avec les partenaires de l'IMSDSL et les TQ ayant des points de suivis	Comité de coordination	Rencontres	Fin avril, début mai
9. Recommandations finales pour les TQ ayant des points de suivis	Comité de coordination	Lettres finales	Mi-mai
10. Approbation du financement	Instances décisionnelles de chaque partenaire financier	Lettres et autres documents à définir selon chaque partenaire financier	Mai-septembre

ANNEXE 4

Exemples d'éléments considérés dans le diagnostic réalisé par les Tables :

- l'accessibilité des services communautaires et institutionnels, incluant les services de santé et les services sociaux;
- l'accessibilité des infrastructures adéquates (sports, loisirs, culture, bibliothèques, etc.) et des commerces de proximité;
- l'accessibilité des activités et des solutions alternatives économiques (emplois, initiatives d'économie sociale, sécurité alimentaire, etc.);
- la qualité, la salubrité et la sécurité de l'environnement (cadre bâti, accessibilité du logement, aménagement urbain, transport, espaces publics, etc.);
- la saine cohabitation et la mixité sociale;
- la scolarisation et la réussite éducative;
- l'amélioration du revenu (emplois, employabilité, prestations diverses);
- la participation active des citoyennes et citoyens de toutes origines à la vie démocratique (incluant les personnes plus vulnérables ou marginalisées);
- tout autre enjeu interpellant les partenaires de la communauté.

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Le Comité de pilotage de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local est composé de représentant·es des réseaux suivants :

Centraide
du Grand Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal
Québec

Coalition montréalaise des tables de quartier

Montréal

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

Centraide
du Grand Montréal

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Est-de-
l'Île-de-Montréal
Québec

COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER

Montréal



Registraire des entreprises Québec

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-03-04 14:45:23

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1144129567
Nom	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD DE MONTRÉAL

Adresse du domicile

Adresse	2187 rue Larivière Montréal (Québec) H2K1P5 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	CDC Centre-Sud
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Bergeron
Prénom	François
Adresse	2187 rue Larivière Montréal (Québec) H2K1P5 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-24
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-24
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1985-08-22 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2024-12-03

Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-12-03 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2025	2026-01-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2025-01-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	REGROUPEMENT ET REPRÉSENTATION D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 6 à 10
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	Aucun renseignement n'a été déclaré.

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	L'Écuyer
Prénom	Roxanne
Date du début de la charge	2015-11-04
Fonctions actuelles	Président

Adresse du domicile	567 rue Fortune Montréal (Québec) H3K2R7 Canada

Nom de famille	Pomerleau-Cloutier
Prénom	Noémie
Date du début de la charge	2019-09-19
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2-1894 av. Valois Montréal (Québec) H1W3M4 Canada

Nom de famille	Larouche
Prénom	Valérie
Date du début de la charge	2021-10-07
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	561 rue Cuvillier Montréal (Québec) H1W2Z6 Canada

Nom de famille	Margueron
Prénom	Philippe
Date du début de la charge	2021-10-07
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1651 rue de Ville-Marie Montréal (Québec) H1V3K2 Canada

Nom de famille	Giroux
Prénom	Éric
Date du début de la charge	2022-06-08
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	9215 rue Basile-Routhier Montréal (Québec) H2M1T5 Canada

Nom de famille	Vinette
Prénom	Martin
Date du début de la charge	2022-09-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2-2503 rue Frontenac Montréal (Québec) H2K3A2 Canada

Nom de famille	St-Onge
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2022-09-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4152 rue d'Argentenay Terrebonne (Québec) J6X1B5 Canada

Historique

Nom de famille	CARON
Prénom	GISÈLE
Date du début de la charge	2008-06-01
Date de la fin de la charge	2022-04-30
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	2629 rue Marquette Longueuil (Québec) J4K4K3 Canada

Nom de famille	LEROUX
Prénom	SUZANNE
Date du début de la charge	2008-06-01
Date de la fin de la charge	2021-10-07
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	11326, ALFRED MONTRÉAL-NORD (QUÉBEC) H2G5B9

Nom de famille	MICHAUD
Prénom	ERIC
Date du début de la charge	2009-06-01
Date de la fin de la charge	2011-06-01
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	7082 rue De La Roche Montréal (Québec) H2S2E7 Canada

Nom de famille	BERGERON
Prénom	FRANÇOIS
Date du début de la charge	2009-06-01
Date de la fin de la charge	2012-05-01
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	924 44e Avenue Montréal (Québec) H8T2L1 Canada

Nom de famille	DE PEYRELONGUE
Prénom	BENOIST
Date du début de la charge	2010-06-01
Date de la fin de la charge	2011-02-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2299, PARTHENAIS MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K4S4

Nom de famille	De-Guire
Prénom	Benoit
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2012-05-30

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1220 rue Plessis Montréal (Québec) H2L2W9 Canada

Nom de famille	McLean
Prénom	Shirley
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2012-09-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	290 av. de Dulwich Saint-Lambert (Québec) J4P2Z1 Canada

Nom de famille	Dénommé
Prénom	Pierre
Date du début de la charge	2011-09-01
Date de la fin de la charge	2021-10-07
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1619 rue de la Visitation Montréal (Québec) H2L3C2 Canada

Nom de famille	Savard
Prénom	Caroline
Date du début de la charge	2010-06-01

Date de la fin de la charge	2012-06-25
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	3455 rue De Bullion Montréal (Québec) H2X3A1 Canada

Nom de famille	Strauss
Prénom	Martin
Date du début de la charge	2012-09-27
Date de la fin de la charge	2014-05-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	8376 av. Henri-Julien Montréal (Québec) H2P2J4 Canada

Nom de famille	DeGuire
Prénom	Benoit
Date du début de la charge	2012-06-01
Date de la fin de la charge	2021-06-28
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1836 rue Nicolet Montréal (Québec) H1W3K9 Canada

Nom de famille	Boilon

Prénom	Annie
Date du début de la charge	2012-09-27
Date de la fin de la charge	2015-09-17
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	11604 rue De La Gauchetière (P.-a.-T.) Montréal (Québec) H1B2H7 Canada

Nom de famille	Drolet
Prénom	Christine
Date du début de la charge	2012-09-27
Date de la fin de la charge	2014-09-18
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	436 rue Savard Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2W1Y7 Canada

Nom de famille	AUGER
Prénom	SOPHIE
Date du début de la charge	2014-10-30
Date de la fin de la charge	2016-09-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5600 rue Hochelaga Montréal (Québec) H1N3L7 Canada

Nom de famille	DANIEL
Prénom	LÉONARD
Date du début de la charge	2014-10-30
Date de la fin de la charge	2018-09-20
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2139 rue De Champlain Montréal (Québec) H2L2T1 Canada

Nom de famille	Raymond
Prénom	Martin
Date du début de la charge	2018-09-20
Date de la fin de la charge	2022-09-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	53 rue Latour Saint-Basile-le-Grand (Québec) J3N1L1 Canada

Nom de famille	Obregon-Ida
Prénom	René
Date du début de la charge	2018-09-20
Date de la fin de la charge	2019-09-20
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	2601 rue du Verger Mascouche (Québec) J7K1E5 Canada

Nom de famille	Guillotte
Prénom	Blaise
Date du début de la charge	2021-10-07
Date de la fin de la charge	2022-02-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6232 rue Cartier Montréal (Québec) H2G2V5 Canada

Dirigeants non membres du conseil d’administration

Nom de famille	Bergeron
Prénom	François
Fonctions actuelles	Principal dirigeant : Direction générale
Adresse du domicile	924 44e Avenue Montréal (Québec) H8T2L1 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-12-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-09-19
Déclaration de mise à jour courante	2022-11-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-09-22
Déclaration de mise à jour courante	2022-03-14
Déclaration de mise à jour courante	2021-10-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-09-16
Déclaration de mise à jour courante	2021-06-28

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-09-24
Déclaration de mise à jour courante	2019-11-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-09-17
Déclaration de mise à jour courante	2018-10-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-09-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-09-15
Déclaration de mise à jour courante	2016-10-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-09-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-09-15
Déclaration de mise à jour courante	2014-12-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-09-18
Déclaration de mise à jour courante	2014-01-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-09-23
Déclaration de mise à jour courante	2012-10-17
Avis de correction	2012-09-12
Déclaration de mise à jour courante	2012-07-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-07-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-07-16
État et déclaration de renseignements 2010	2010-12-08
État et déclaration de renseignements 2009	2009-10-13
Déclaration annuelle 2008	2009-06-05

Type de document	Date de dépôt au registre
Avis de défaut	2009-02-12
Déclaration modificative	2008-11-06
Déclaration modificative	2008-09-08
Déclaration modificative	2008-09-08
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	2008-09-08
Déclaration modificative	2008-06-06
État et déclaration de renseignements 2007	2007-11-27
Déclaration modificative	2007-11-01
Déclaration annuelle 2006	2007-01-13
Déclaration modificative	2006-04-05
Déclaration annuelle 2005	2006-02-14
Déclaration annuelle 2004	2005-07-06
Avis de défaut	2005-06-09
Déclaration annuelle 2003	2004-08-09
Avis de défaut	2004-05-20
Déclaration annuelle 2002	2003-01-15
Déclaration annuelle 2001	2002-03-19
Déclaration annuelle 2000	2000-10-16
Déclaration annuelle 1999	1999-09-23
Déclaration annuelle 1998	1999-04-15
Déclaration annuelle 1997	1999-03-17

Type de document	Date de dépôt au registre
Avis de défaut	1998-05-25
Lettres patentes supplémentaires	1998-05-11
Déclaration annuelle 1996	1996-12-02
Déclaration annuelle 1995	1995-12-19
Déclaration d'immatriculation	1995-03-24

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2012-09-12

Nom

Nom	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD DE MONTRÉAL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2008-09-08
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Nom	ALERTE CENTRE-SUD
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	1985-08-22
Date de déclaration du retrait du nom	2008-09-08

Situation	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Table de développement social Centre-Sud
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2012-07-16
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autre nom	ALERTE CENTRE-SUD
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2008-09-08
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autre nom	CDC CENTRE-SUD
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2006-04-05
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autre nom	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2006-04-05
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autre nom	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD DE MONTRÉAL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2006-04-05
Date de déclaration du retrait du nom	2008-09-08
Situation	Antérieur

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), François Bergeron **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** CDC Centre-Sud

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : François Nom : Bergeron

Date : 2025/02/13 Signature : 

Ville-Marie Montréal

2024 | 2025

PLAN D'ACTION

CDC CENTRE-SUD

1

Collaborer pour
plus d'impact collectif

2

Informer les personnes
qui habitent
& fréquentent le quartier

3

Augmenter
l'influence des organismes
communautaires dans les
processus décisionnels
ayant un impact
dans le quartier

4

Assurer la pérennité et
la stabilisation des actions
auprès de nos membres
et nos partenaires

1 • COLLABORER POUR PLUS D'IMPACT COLLECTIF

	Objectifs	Actions spécifiques
Axe 1 Favoriser la connaissance, la collaboration et l'action en complémentarité entre les organismes communautaires du quartier	**Animer la vie associative de la CDC avec différents moments de rencontre.**	• Animer 2 assemblées des membres; • Animer 2 rencontres de bienvenue; • Animer 1 moment festif.
	Rendre visible l'expertise, l'impact et les réalisations des groupes communautaires dans le développement socio-économique du quartier et sur la qualité de vie des citoyen·nes	• Renforcer la stratégie de contenu pour mettre en avant les services des organismes communautaires auprès du quartier • Faire voir les impacts des organismes communautaires membres sur le quartier • Apprendre à mieux connaître nos publics cibles et identifier les stratégies/outils pour les atteindre adéquatement
	Avoir un portrait juste et détaillé de la réalité organisationnelle de nos membres ainsi que de leur perception de la CDC Centre-Sud	• Effectuer une Tournée des membres, en faire l'analyse et diffuser les résultats.
Axe 2 Soutenir le co-renforcement de la capacité d'agir collective des organisations	**Faciliter les échanges d'expertise entre les membres de la CDC Centre-Sud**	• Offrir 2 formations pour nos membres • Réaliser l'événement : Forum des intervenant·es • Coanimer 2 Espaces gestion • Animer un cercle d'échange sur l'évaluation • Partager les expertises et pratiques inspirantes des membres dans l'infolettre interne
Axe 3 Coordonner la Table de développement social du quartier	**Coordonner la mise en œuvre du plan de quartier de la TDS**	• Animer les instances de la TDS Centre-Sud (comité de pilotage, chantiers thématiques et journée de quartier); • Soutenir la réalisation des priorités des chantiers thématiques. • Coordonner l'évaluation du Plan de quartier
	Coordonner, avec ses partenaires, une stratégie de mobilisation de ressources pour soutenir la réalisation du plan d'action de la TDS	• Assurer la mise en œuvre des projets dans le cadre du Projet d'impact Collectif 2 (PIC2) de Centraide; • Assurer la mise en œuvre du projet pilote « Quartier Inclusif et Résilient » (QIR); • Contribuer au développement d'actions en lien avec la Stratégie d'intervention collective pour le Village.
Axe 4 Faire du 2187 Larivière un milieu d'échange et de collaboration pour les organismes et la population.	**Contribuer, avec ses partenaires, à l'idéation d'une nouvelle vocation pour l'immeubles**	• Explorer la possibilité d'ajouter une fonction communautaire au projet

2 • INFORMER CEUX ET CELLES QUI HABITENT ET FRÉQUENTENT LE QUARTIER

	Objectifs	Actions spécifiques
Axe 1 Transmettre de l'information accessible et inclusive aux populations du quartier	**Rendre accessible des outils de communication adaptés à la population du quartier**	• Développer une procédure d'évaluation des outils de communication • Se former sur le langage clair et simple et débuter l'ajustement de nos contenus

3 • AUGMENTER L'INFLUENCE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS AYANT UN IMPACT SUR LE QUARTIER

	Objectifs	Actions spécifiques
Axe 1 Coordonner des stratégies de plaidoyer sur les enjeux locaux, auprès des décideurs public et privé, en collaboration avec les organismes communautaires du quartier	**Permettre à la CDC Centre-Sud et aux organismes communautaires d'avoir des positions qui font consensus dans le quartier, lors de leurs activités de représentation.**	• Animer un mécanisme de co-construction des plaidoyers qui favorise la contribution des acteur·trices clés et mettre en œuvre une stratégie de diffusion de plaidoyer sur la place publique; • Assurer la circulation des enjeux locaux au sein des instances de concertations où siège la CDC Centre-Sud : TNCDC, CMTQ, lors de ses activités de représentations.

4 • VOLET ORGANISATIONNEL : ASSURER LA PÉRENNITÉ ET LA STABILITÉ DES ACTIONS DE LA CDC CENTRE-SUD AUPRÈS DE NOS MEMBRES ET NOS PARTENAIRES

	Objectifs	Actions spécifiques
Axe 1 Recentrer les énergies de la CDC Centre-Sud autour de sa mission	**Clarifier les rôles fondamentaux de la CDC Centre-Sud dans ses interactions auprès de ses membres, ses partenaires et du quartier**	• Communiquer clairement, auprès de ses partenaires, le rôle et les responsabilités de la CDC Centre-Sud. • Réinvestir les résultats de la tournée des membres dans la mise à jour de la planification stratégique de la CDC Centre-Sud;
Axe 2 Mettre en place les conditions favorables à une gestion saine et efficace de la CDC Centre-Sud	**Doter la CDC Centre-Sud des ressources humaines, matérielles et financières nécessaire à la réalisation de ces mandats**	• Effectuer la relocalisation de l'organisation et offrir un environnement de travail adapté aux besoins des employé·es; • S'assurer du maintien et du développement de l'équipe de travail; • Harmoniser les pratiques infonuagiques et en assurer l'intégration auprès de l'équipe

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-03-04 14:46:07

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1161186490
Nom	INTER-ACTION DU QUARTIER PETER MCGILL

Adresse du domicile

Adresse	1857 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H1J9 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Inter-Action du quartier Peter-Mcgill
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Febbrari-Vermette
Prénom	Stéphane
Adresse	1857 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H1J9 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2002-12-04
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2002-12-04
Date de fin d’existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2002-12-04 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2024-11-28
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-11-28 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2025	2026-01-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2025-01-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	CONCERTATION DÉVELOPPEMENT SOCIAL

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 6 à 10
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	0%

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	Pelletier
Prénom	Étienne
Date du début de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Trésorier

Adresse du domicile	2289 rue du Souvenir Montréal (Québec) H3H1S3 Canada

Nom de famille	Morissette
Prénom	Diane
Date du début de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1506-1550 av. du Docteur-Penfield Montréal (Québec) H3G1C2 Canada

Nom de famille	Clément-Francia
Prénom	Manuela
Date du début de la charge	2022-10-18
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	1518-3450A rue Drummond Montréal (Québec) H3G1Y2 Canada

Nom de famille	Charic
Prénom	Jemima
Date du début de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	550 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A1B9 Canada

Nom de famille	Wolfe
Prénom	Shylah
Date du début de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1445 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3G1M8 Canada

Nom de famille	Bariteau

Prénom	Marie-Lou
Date du début de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4590 av. Jeanne-d'Arc Montréal (Québec) H1X2E3 Canada

Nom de famille	Quirion
Prénom	Nicolas
Date du début de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3271 av. Haig Montréal (Québec) H1N3E9 Canada

Nom de famille	Tapiero
Prénom	Laure
Date du début de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1240 rue Saint-Marc Montréal (Québec) H3H2E5 Canada

Historique

Nom de famille	GIGUÈRE
Prénom	JOHANNE
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2011-06-07
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	304 rue Hétu Repentigny (Québec) J5Z5A8 Canada

Nom de famille	TABLIERO

Prénom	MARICARMEN
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2011-06-07
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1314 rue Martineau Montréal (Québec) H2L2B7 Canada

Nom de famille	BOURDAGES
Prénom	JEAN-YVES
Date du début de la charge	2010-07-13
Date de la fin de la charge	2012-06-13
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1185, ST-MARC MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H2E4

Nom de famille	PAIEMENT
Prénom	JEAN
Date du début de la charge	2010-07-13
Date de la fin de la charge	2012-06-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5700, CHEMIN DE LA CÔTE-DES- NEIGES MONTRÉAL (QUÉBEC) H3T2A8

Nom de famille	RODRIGUES
Prénom	CLEMENTINA
Date du début de la charge	2011-06-15
Date de la fin de la charge	2013-06-13
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1430, DE LA MONTAGNE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3G1Z5

Nom de famille	SHANAHAN
Prénom	STEVE
Date du début de la charge	2010-07-17
Date de la fin de la charge	2012-06-13
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	1457, VICTOR HUGO MONTRÉAL (QUÉBEC) H3C4P3

Nom de famille	ZIKOVSKY
Prénom	CLAIRE
Date du début de la charge	2011-06-15
Date de la fin de la charge	2012-06-13
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1506, VICTOR HUGO MONTRÉAL (QUÉBEC) H3C4P2

Nom de famille	SMITH
Prénom	JENNA
Date du début de la charge	2010-07-13
Date de la fin de la charge	2012-06-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1410, RUE PIERCE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H2K2

Nom de famille	GAUTHIER
Prénom	ANNIE
Date du début de la charge	2010-07-13
Date de la fin de la charge	2014-10-02
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	800, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L4L8

Nom de famille	Leclerc
Prénom	Lucette
Date du début de la charge	2011-06-07
Date de la fin de la charge	2012-06-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	711-3480 rue Simpson Montréal (Québec) H3G2N7 Canada

Nom de famille	Goldfarb
Prénom	Lilia
Date du début de la charge	2011-06-07
Date de la fin de la charge	2015-10-14
Fonctions actuelles	Président Administrateur
Adresse du domicile	3-3390 boul. Saint-Joseph E Montréal (Québec) H1X1W6 Canada

Nom de famille	Martel
Prénom	Louise
Date du début de la charge	2012-06-13
Date de la fin de la charge	2014-04-15
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	103-2121 RUE St-Mathieu Montréal (Québec) H3H2J3 Canada

Nom de famille	Adou
Prénom	Yannick

Date du début de la charge	2012-06-13
Date de la fin de la charge	2014-10-02
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	303-2166 BOUL. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H2E6 Canada

Nom de famille	Lebire
Prénom	Jonathan
Date du début de la charge	2012-06-13
Date de la fin de la charge	2016-10-25
Fonctions actuelles	Président Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada

Nom de famille	Smith
Prénom	Jenna
Date du début de la charge	2012-06-13
Date de la fin de la charge	2014-10-02
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1410 RUE Pierce Montréal (Québec) H3H2K2 Canada

Nom de famille	Leclerc
Prénom	Lucette
Date du début de la charge	2012-06-13
Date de la fin de la charge	2014-12-31
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	711-3480 rue Simpson Montréal (Québec) H3G2N7 Canada

Nom de famille	Adamson
Prénom	Claire
Date du début de la charge	2013-09-26
Date de la fin de la charge	2019-10-31
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	1812 rue Baile Montréal (Québec) H3H1P4 Canada

Nom de famille	Fitzgerald
Prénom	Eryn
Date du début de la charge	2013-09-26
Date de la fin de la charge	2015-10-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6-418 boul. Saint-Joseph E Montréal (Québec) H2J1J5 Canada

Nom de famille	Augier
Prénom	Cédric
Date du début de la charge	2013-09-26
Date de la fin de la charge	2016-10-25
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	12062 61e Avenue (R.-d.-P.) Montréal (Québec) H1C2B9 Canada

Nom de famille	Jansen
Prénom	Fred
Date du début de la charge	2014-01-07
Date de la fin de la charge	2016-10-25

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	110 av. de Cameron Crescent Pointe-Claire (Québec) H9R4E1 Canada

Nom de famille	Almeida
Prénom	Luanda
Date du début de la charge	2014-02-11
Date de la fin de la charge	2019-10-31
Fonctions actuelles	Président Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	2100-666 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A1E7 Canada

Nom de famille	Contin
Prénom	Mabel
Date du début de la charge	2014-10-02
Date de la fin de la charge	2016-10-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	8 rue Rockledge Court Montréal (Québec) H3H1A6 Canada

Nom de famille	Paiement
Prénom	Jean
Date du début de la charge	2015-03-11
Date de la fin de la charge	2016-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1801 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H1J9 Canada

Nom de famille	Pfeuty

Prénom	Dana
Date du début de la charge	2015-10-14
Date de la fin de la charge	2017-10-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1240 rue Saint-Marc Montréal (Québec) H3H2E5 Canada

Nom de famille	Rayside
Prénom	Ron
Date du début de la charge	2015-10-14
Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1215 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1R5 Canada

Nom de famille	Bourdouxhe
Prénom	Étienne
Date du début de la charge	2016-07-01
Date de la fin de la charge	2016-10-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	500-5700 ch. de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3T2A8 Canada

Nom de famille	Lajeunesse
Prénom	Marilyn
Date du début de la charge	2015-10-14
Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur

Adresse du domicile	1196 av. Seymour Montréal (Québec) H3H2A5 Canada

Nom de famille	Edey
Prénom	Susan
Date du début de la charge	2015-10-14
Date de la fin de la charge	2017-10-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1455 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3G1M8 Canada

Nom de famille	Vaillancourt
Prénom	Jacynthe
Date du début de la charge	2016-10-25
Date de la fin de la charge	2020-10-22
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	1440 rue Pierce Montréal (Québec) H3H2K2 Canada

Nom de famille	Bouchez
Prénom	Thérèse
Date du début de la charge	2016-10-25
Date de la fin de la charge	2018-10-30
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	C42-3940 ch. de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3H1W2 Canada

Nom de famille	Gauthier
Prénom	Ève
Date du début de la charge	2016-10-25

Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1801 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H1J9 Canada

Nom de famille	Michaud
Prénom	Éric
Date du début de la charge	2016-10-25
Date de la fin de la charge	2018-10-30
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1710 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3E7 Canada

Nom de famille	Adou
Prénom	Yannick
Date du début de la charge	2017-10-25
Date de la fin de la charge	2020-10-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1007-2121 rue Tupper Montréal (Québec) H3H1P1 Canada

Nom de famille	Campbell
Prénom	Art
Date du début de la charge	2017-10-25
Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Président Trésorier
Adresse du domicile	1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada

Nom de famille	Gherbi

Prénom	Amel
Date du début de la charge	2018-10-30
Date de la fin de la charge	2023-10-19
Fonctions actuelles	Président Administrateur
Adresse du domicile	7611 av. Henri-Julien Montréal (Québec) H2R2B4 Canada

Nom de famille	Morrissette
Prénom	Pierre
Date du début de la charge	2018-10-30
Date de la fin de la charge	2019-10-31
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	300-2015 rue Drummond Montréal (Québec) H3G1W7 Canada

Nom de famille	Helyar
Prénom	Darrell
Date du début de la charge	2018-10-30
Date de la fin de la charge	2019-10-31
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1551 rue Victor-Hugo Montréal (Québec) H3C4P3 Canada

Nom de famille	Kelly
Prénom	Louis-Thomas
Date du début de la charge	2019-10-31
Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	3-3425 rue Sainte-Famille Montréal (Québec) H2X2K6 Canada

Nom de famille	Sanchez
Prénom	Bernard
Date du début de la charge	2019-10-31
Date de la fin de la charge	2020-10-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1932 rue Tupper Montréal (Québec) H3H1N5 Canada

Nom de famille	Côté
Prénom	Vincens
Date du début de la charge	2019-10-31
Date de la fin de la charge	2020-10-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1240 rue Saint-Marc Montréal (Québec) H3H2E5 Canada

Nom de famille	Jahesh
Prénom	Victoria
Date du début de la charge	2019-10-31
Date de la fin de la charge	2021-10-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	310-1857 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3H1J9 Canada

Nom de famille	Graveline
Prénom	Carole
Date du début de la charge	2020-10-22

Date de la fin de la charge	2023-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	845 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A0G4 Canada

Nom de famille	Fahey
Prénom	Kaitlin
Date du début de la charge	2020-10-22
Date de la fin de la charge	2022-10-18
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3625 rue Aylmer Montréal (Québec) H2X2C3 Canada

Nom de famille	Boulos-Winton
Prénom	Marina
Date du début de la charge	2020-10-22
Date de la fin de la charge	2022-10-18
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1430 rue Chomedey Montréal (Québec) H3H2A7 Canada

Nom de famille	Faber
Prénom	Andrew
Date du début de la charge	2020-10-22
Date de la fin de la charge	2023-06-30
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1333 av. Lajoie Montréal (Québec) H2V1P6 Canada

Nom de famille	Crevier

Prénom	Brigitte
Date du début de la charge	2021-10-26
Date de la fin de la charge	2022-10-18
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada

Nom de famille	Derrien
Prénom	Christophe
Date du début de la charge	2021-10-26
Date de la fin de la charge	2022-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1240 rue Saint-Marc Montréal (Québec) H3H2E5 Canada

Nom de famille	Clarke
Prénom	Andrea
Date du début de la charge	2021-10-26
Date de la fin de la charge	2022-10-18
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	F137-1455 boul. De Maisonneuve O Montréal (Québec) H3G1M8 Canada

Nom de famille	Castanheira
Prénom	Glenn
Date du début de la charge	2021-10-26
Date de la fin de la charge	2023-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	580-2000 rue Peel Montréal (Québec) H3A2W5 Canada

Nom de famille	Martel
Prénom	Catherine
Date du début de la charge	2022-01-01
Date de la fin de la charge	2023-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1240 rue Saint-Marc Montréal (Québec) H3H2E5 Canada

Nom de famille	Simioni
Prénom	Rachel
Date du début de la charge	2022-10-18
Date de la fin de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1530 rue Victor-Hugo Montréal (Québec) H3C4P2 Canada

Nom de famille	Forgues
Prénom	Michel
Date du début de la charge	2022-10-18
Date de la fin de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1440 rue Stanley Montréal (Québec) H3A1P7 Canada

Nom de famille	Boussiki
Prénom	Steves
Date du début de la charge	2022-10-18

Date de la fin de la charge	2023-01-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1000-550 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A1B9 Canada

Nom de famille	Baxter
Prénom	Graham
Date du début de la charge	2023-06-30
Date de la fin de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	805 rue Sherbrooke O Montréal (Québec) H3A0B9 Canada

Nom de famille	lamoudi
Prénom	lamia
Date du début de la charge	2023-06-30
Date de la fin de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	645 av. Wolseley Côte-Saint-Luc (Québec) H4X1W6 Canada

Nom de famille	woodrough
Prénom	Marieve
Date du début de la charge	2023-06-30
Date de la fin de la charge	2024-10-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4554 av. Earnscliffe Montréal (Québec) H3X2P2 Canada

Dirigeants non membres du conseil d’administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d’administration n’a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-11-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-12-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-11-10
Déclaration de mise à jour courante	2022-04-14
Déclaration de mise à jour courante	2022-04-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-11-02
Déclaration de mise à jour courante	2020-12-15

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-10-24
Déclaration de mise à jour courante	2019-11-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-11-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-08-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-09-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-07-02
Déclaration de mise à jour courante	2013-11-07
Déclaration de mise à jour courante	2013-10-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-09-30
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2013-09-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-07-25
Déclaration de mise à jour courante	2011-07-11
Déclaration annuelle 2011	2011-06-18
Déclaration modificative	2011-01-25
Déclaration annuelle 2010	2010-09-28
Déclaration modificative	2010-07-26
Déclaration modificative	2009-11-26
État et déclaration de renseignements 2009	2009-09-05
Déclaration annuelle 2008	2008-06-20
État et déclaration de renseignements 2007	2007-10-31
Déclaration modificative	2007-02-06
État et déclaration de renseignements 2006	2006-07-04
Déclaration annuelle 2005	2006-04-26
Déclaration annuelle 2004	2004-11-15
Déclaration annuelle 2003	2004-08-12

Type de document	Date de dépôt au registre
Avis de défaut	2004-05-20
Déclaration initiale	2003-02-19
Certificat de constitution	2002-12-04

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2004-08-12

Nom

Nom	INTER-ACTION DU QUARTIER PETER MCGILL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2002-12-04
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	PETER MCGILL COMMUNITY COUNCIL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2004-08-12
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autre nom	TABLE DE QUARTIER PETER MCGILL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2004-08-12

Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Stephane Febbrari Vermette **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Interaction du quartier Peter-McGill

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Stephane Nom : Febbrari Vermette

Date : 13-2-2025 Signature : 

Ville-Marie Montréal

Registraire des entreprises Québec

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-03-04 14:46:53

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1161256319
Nom	LA TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Adresse du domicile

Adresse	1700 rue Atateken Montréal (Québec) H2L3L5 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2003-01-16
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2003-01-16

Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2003-01-16 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2024-06-20
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-05-17 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2025	2025-10-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2024-10-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	TABLE VISE À FACILITER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DU QUARTIER AU NIVEAU ÉCONOMIQUE. MISSION:FAVORISER COMMUNICATION ÉCHANGES CONCERTATION ENTRE ACTEURS DU MILIEU.

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 1 à 5
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	Non tenue de déclarer cette information

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	Robillard
Prénom	François
Date du début de la charge	2014-05-15
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1411-2120 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2K0C4 Canada

Nom de famille	Ton-nu
Prénom	Tra-Mi Truong
Date du début de la charge	2017-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1243 rue Saint-Christophe Montréal (Québec) H2L3W5 Canada

Nom de famille	Laviolette-Noiseux
Prénom	Hélène
Date du début de la charge	2020-05-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6-10557 av. Péloquin Montréal (Québec) H2C2K4 Canada

Nom de famille	Couture
Prénom	Stéphane
Date du début de la charge	2021-05-26
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	125 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada

Nom de famille	Lessard
Prénom	Catherine
Date du début de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	440 rue Jacques-Rousseau Sainte-Julie (Québec) J3E2E3 Canada

Nom de famille	Bouchard
Prénom	Patricia

Date du début de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1438 rue Gabrielle-Roy Saint-Jérôme (Québec) J7Z7C7 Canada

Nom de famille	Chiu
Prénom	May
Date du début de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	102-6513 av. du Parc Montréal (Québec) H2V4J1 Canada

Nom de famille	Bonnefous Méplon
Prénom	Valérie
Date du début de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	400 rue De Gentilly O Longueuil (Québec) J4H2A2 Canada

Nom de famille	Rondy
Prénom	Gabrielle
Date du début de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2157 rue Frontenac Montréal (Québec) H2K2Z5 Canada

Nom de famille	Alary
Prénom	Colette
Date du début de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	1409-450 RUE Sherbrooke E Montréal (Québec) H2L1J8 Canada

Nom de famille	Pascal
Prénom	Noemie
Date du début de la charge	2024-06-12
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2-1462 boul. Saint-Joseph E Montréal (Québec) H2J1M5 Canada

Nom de famille	Baillargeon
Prénom	Cédric
Date du début de la charge	2024-06-12
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1451 rue Vimont Montréal (Québec) H1V3K8 Canada

Nom de famille	Lamy
Prénom	Geneviève
Date du début de la charge	2024-05-29
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	808-4900 boul. de l'Assomption Montréal (Québec) H1T0A2 Canada

Nom de famille	Almanzar Valdez
Prénom	Ana Cécilia
Date du début de la charge	2024-06-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6-255 boul. De Maisonneuve E Montréal (Québec) H2X1J6 Canada

Historique

Nom de famille	DEMERS
Prénom	ROSARIO
Date du début de la charge	2003-06-01
Date de la fin de la charge	2015-05-21
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	150 rue Sherbrooke E Montréal (Québec) H2X0A5 Canada

Nom de famille	CHRÉTIEN
Prénom	RICHARD
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2013-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	504-130 rue De La Barre Longueuil (Québec) J4K1A4 Canada

Nom de famille	LANGLAIS
Prénom	JANICK
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2011-12-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1908 rue Cartier Montréal (Québec) H2K4E6 Canada

Nom de famille	CHAGNON
Prénom	MARTINE
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2011-08-31

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	105 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada

Nom de famille	FRENETTE
Prénom	MIREILLE
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2013-05-16
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	5664 rue Cartier Montréal (Québec) H2G2T9 Canada

Nom de famille	GINGRAS
Prénom	ALAIN
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2016-05-25
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	843 rue Saint-Timothée Montréal (Québec) H2L5C7 Canada

Nom de famille	VINCELETTE
Prénom	FRANCINE
Date du début de la charge	2010-05-21
Date de la fin de la charge	2019-05-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1691 av. Woodland Montréal (Québec) H4E2J2 Canada

Nom de famille	GAUTHIER
Prénom	ANNIE

Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2016-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	800, BOUL. MAISONNEUVE EST, 7E ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L4L8

Nom de famille	JUTEAU
Prénom	DANIELLE
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2013-05-16
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	150, ONTARIO EST MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X1H1

Nom de famille	LI
Prénom	XIXI
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	987, RUE CÔTÉ, 4 ÉTAGE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Z1L1

Nom de famille	RAINVILLE
Prénom	CLAUDE
Date du début de la charge	2012-05-17
Date de la fin de la charge	2012-08-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1750, SAINT-DENIS, APP. 202 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X3K6

Nom de famille	ROY
Prénom	FERNAND
Date du début de la charge	2010-05-31
Date de la fin de la charge	2011-05-17
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1643, ST-HUBERT MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L3Z1

Nom de famille	SUTCLIFFE
Prénom	ROBERT
Date du début de la charge	2010-05-31
Date de la fin de la charge	2011-05-17
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1229, DE BULLION MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X2Z3

Nom de famille	Laviolette
Prénom	Hélène
Date du début de la charge	2011-09-01
Date de la fin de la charge	2013-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	105 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada

Nom de famille	Beaulieu
Prénom	Marie-Simone
Date du début de la charge	2011-06-01
Date de la fin de la charge	2013-05-16
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	88 RUE Charlotte Montréal (Québec) H2X4E2 Canada

Nom de famille	Tardif
Prénom	Serge
Date du début de la charge	2012-05-17
Date de la fin de la charge	2017-06-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1237 rue Sainte-Élisabeth Montréal (Québec) H2X3C3 Canada

Nom de famille	Marmouz
Prénom	Abdel
Date du début de la charge	2012-05-17
Date de la fin de la charge	2013-05-16
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1101-88 RUE Charlotte Montréal (Québec) H2X4E2 Canada

Nom de famille	Louch
Prénom	Mark
Date du début de la charge	2012-05-17
Date de la fin de la charge	2016-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	264 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2X1L4 Canada

Nom de famille	Zizka
Prénom	Rita
Date du début de la charge	2013-05-16

Date de la fin de la charge	2017-06-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	403-2004 boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X2T2 Canada

Nom de famille	Brochu
Prénom	Jean-Pierre
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2014-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	204-1051 RUE St-Denis Montréal (Québec) H2X3J3 Canada

Nom de famille	O'Dwyer
Prénom	Philip
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2018-06-06
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	202-1750 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6 Canada

Nom de famille	Vadlamudy
Prénom	Sandhia
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2019-05-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1300 rue Sanguinet Montréal (Québec) H2X3E7 Canada

Nom de famille	Chrétien

Prénom	Richard
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	504-130 rue De La Barre Longueuil (Québec) J4K1A4 Canada

Nom de famille	Juteau
Prénom	Danielle
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2014-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	150 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1H1 Canada

Nom de famille	Laviolette
Prénom	Hélène
Date du début de la charge	2013-05-16
Date de la fin de la charge	2015-05-21
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	105 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada

Nom de famille	Tarditi
Prénom	Clotilde
Date du début de la charge	2014-05-15
Date de la fin de la charge	2021-05-26
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur

Adresse du domicile	150 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1H1 Canada

Nom de famille	Robertson
Prénom	Jennie
Date du début de la charge	2015-05-21
Date de la fin de la charge	2019-05-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	102-2026 rue De Bullion Montréal (Québec) H2X3Z3 Canada

Nom de famille	Bessar
Prénom	Yamina
Date du début de la charge	2015-05-21
Date de la fin de la charge	2019-12-31
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	105 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada

Nom de famille	Frohn
Prénom	Winnie
Date du début de la charge	2015-05-21
Date de la fin de la charge	2019-05-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	10822 av. Durham Montréal (Québec) H2C2G9 Canada

Nom de famille	Farrell
Prénom	Karine
Date du début de la charge	2016-05-25

Date de la fin de la charge	2018-06-06
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	210 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2X1L1 Canada

Nom de famille	Lefebvre
Prénom	Éric
Date du début de la charge	2016-05-25
Date de la fin de la charge	2024-05-08
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	1435 rue Saint-Alexandre Montréal (Québec) H3A2G4 Canada

Nom de famille	Ducharme
Prénom	Jean
Date du début de la charge	2016-05-25
Date de la fin de la charge	2018-05-23
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	405-416 boul. René-Lévesque E Montréal (Québec) H2L2K8 Canada

Nom de famille	Landry
Prénom	Anik
Date du début de la charge	2017-06-14
Date de la fin de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	1789A rue Saint-André Montréal (Québec) H2L3T9 Canada

Nom de famille	Marois-Blanchet
Prénom	Catherine
Date du début de la charge	2018-07-19
Date de la fin de la charge	2019-05-22
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	6821 31e Avenue Montréal (Québec) H1T3E9 Canada

Nom de famille	Figliuzzi
Prénom	Sandra
Date du début de la charge	2018-05-23
Date de la fin de la charge	2020-05-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	107-440 rue De La Gauchetière E Montréal (Québec) H2L2M5 Canada

Nom de famille	Simoneau
Prénom	Marcel
Date du début de la charge	2017-11-08
Date de la fin de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	400 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2L2C5 Canada

Nom de famille	Pontbriand
Prénom	Alexandra
Date du début de la charge	2019-05-22
Date de la fin de la charge	2024-05-08

Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	1280 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1R6 Canada

Nom de famille	Onar
Prénom	Florence
Date du début de la charge	2019-05-22
Date de la fin de la charge	2021-05-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1003-1625 rue Clark Montréal (Québec) H2X2R4 Canada

Nom de famille	Lecesve
Prénom	Angélique
Date du début de la charge	2019-05-22
Date de la fin de la charge	2021-05-26
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	352 rue Émery Montréal (Québec) H2X1J1 Canada

Nom de famille	Saint-Louis
Prénom	Marie
Date du début de la charge	2019-05-22
Date de la fin de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	66 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2X1K6 Canada

Nom de famille	Menono
Prénom	Marie-Pascaline

Date du début de la charge	2020-05-26
Date de la fin de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1782A rue Saint-André Montréal (Québec) H2L3T8 Canada

Nom de famille	Diaz
Prénom	Jérémy
Date du début de la charge	2021-05-26
Date de la fin de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	201 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2X1L2 Canada

Nom de famille	Côté
Prénom	Lucie
Date du début de la charge	2021-05-26
Date de la fin de la charge	2022-05-25
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	150 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1H1 Canada

Nom de famille	Auger
Prénom	Sophie
Date du début de la charge	2021-05-26
Date de la fin de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1211 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2L2H1 Canada

Nom de famille	Pelletier
Prénom	Mélanie
Date du début de la charge	2022-05-25
Date de la fin de la charge	2024-05-08
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	400 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2L2C5 Canada

Nom de famille	Jansen
Prénom	Christiane
Date du début de la charge	2022-05-25
Date de la fin de la charge	2024-06-11
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	707-165 rue De La Gauchetière O Montréal (Québec) H2Z1X6 Canada

Nom de famille	Kennet-Belmont
Prénom	Jean-Paul
Date du début de la charge	2022-05-25
Date de la fin de la charge	2023-06-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	110 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2X1K7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2024-06-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-05-17
Déclaration de mise à jour courante	2023-07-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-05-31
Déclaration de mise à jour courante	2022-06-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-05-27
Déclaration de mise à jour courante	2021-06-10
Déclaration de mise à jour courante	2021-06-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-05-28
Déclaration de mise à jour courante	2020-06-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-05-12

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2007	2020-03-03
Déclaration annuelle 2006	2020-03-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-06-13
Déclaration de mise à jour courante	2018-07-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-05-10
Déclaration de mise à jour courante	2017-06-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-05-17
Déclaration de mise à jour courante	2016-07-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-01
Déclaration de mise à jour courante	2015-07-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-05-25
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-05-18
Déclaration de mise à jour courante	2013-11-05
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2013-08-27
Déclaration de mise à jour courante	2013-06-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-06-19
Déclaration de mise à jour courante	2012-08-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-05-10
Déclaration annuelle 2011	2011-05-17
Déclaration modificative	2010-08-05
État et déclaration de renseignements 2010	2010-06-12
État et déclaration de renseignements 2009	2009-05-22
Déclaration modificative	2008-09-25
État et déclaration de renseignements 2008	2008-06-13
Déclaration modificative	2008-06-04
Avis de défaut	2008-02-25

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2005	2006-03-24
Déclaration annuelle 2004	2004-10-07
Déclaration initiale	2003-04-15
Certificat de constitution	2003-01-16

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2003-01-16

Nom

Nom	LA TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2003-01-16
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Marc-André Fortin **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Marc-André Nom : Fortin

Date : 2025-02-13 Signature : Marc-André Fortin

Ville-Marie Montréal



M. François Bergeron, directeur général
Corporation de développement communautaire Centre-Sud
2187 Rue Larivière
Montréal, (Québec), H2K 1P5

Montréal, le 20 mai 2025

Objet : Versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse sommaire de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2024, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de 128 000$. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochains mois, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Veuillez prendre note que pour la prochaine reddition de comptes, à moins que la présente lettre ne précise d'autres modalités, vos documents devront être déposés avant le au plus tard le 14 novembre 2025. Rappel : assurez-vous que votre dossier de reddition de compte est complet au moment du dépôt (vous trouverez le détail des documents exigés en annexe du cadre de référence).

Constats en lien avec l'analyse sommaire
Aucun enjeu.

Recommandation de financement et exigences particulières :
Versement annuel.
Vous recevrez votre allocation selon les modalités de chacun des partenaires financiers.
Veuillez recevoir, monsieur, nos cordiales salutations.

Pour le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local,

Chloé Geoffroy, Kaouther Ksibi, Ève Gauthier
Co-coordonnatrices – comité de coordination
**Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

M. Stéphane Febbrari, Coordonnateur
Table de quartier Peter McGill
1857, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 215
Montréal (Québec) H3H 1J9

Montréal, le 20 mai 2025

Objet : Versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse sommaire de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2024, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de 127 000$. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochains mois, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Veuillez prendre note que pour la prochaine reddition de comptes, à moins que la présente lettre ne précise d'autres modalités, vos documents devront être déposés avant le au plus tard le 14 novembre 2025. Rappel : assurez-vous que votre dossier de reddition de compte est complet au moment du dépôt (vous trouverez le détail des documents exigés en annexe du cadre de référence).

Constats en lien avec l'analyse sommaire
Aucun enjeu

Recommandation de financement et exigences particulières :
Versement annuel.
Vous recevrez votre allocation selon les modalités de chacun des partenaires financiers.

Veuillez recevoir, mesdames, nos cordiales salutations.

Pour le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local,

Chloé Geoffroy, Kaouther Ksibi, Ève Gauthier
Co-coordonnatrices – comité de coordination
**Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*

Initiative montréalaise
de **soutien** au **développement**
social local

M. Marc-André Fortin, directeur
Table de concertation du Faubourg St-Laurent
1700, rue Atateken
Montréal (Québec) H2L 3L5

Montréal, le 20 mai 2025

Objet : Versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier dans le cadre de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Monsieur,

Pour donner suite à l'analyse sommaire de la reddition de comptes que vous avez déposée à l'automne 2024, nous avons le plaisir de vous annoncer que le comité des partenaires financiers de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local* recommande le versement annuel 2025-2026 du financement de votre Table de quartier.

La contribution financière totale minimale prévue pour la prochaine année est de 124 000$. L'octroi de cette subvention est sujet à l'approbation par les instances décisionnelles de Centraide du Grand Montréal, de la Direction régionale de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et de la Ville de Montréal. Les confirmations vous seront transmises, dans les prochains mois, suivant les modalités de chacun des partenaires financiers.

Veuillez prendre note que pour la prochaine reddition de comptes, à moins que la présente lettre ne précise d'autres modalités, vos documents devront être déposés avant le au plus tard le 14 novembre 2025. Rappel : assurez-vous que votre dossier de reddition de compte est complet au moment du dépôt (vous trouverez le détail des documents exigés en annexe du cadre de référence).

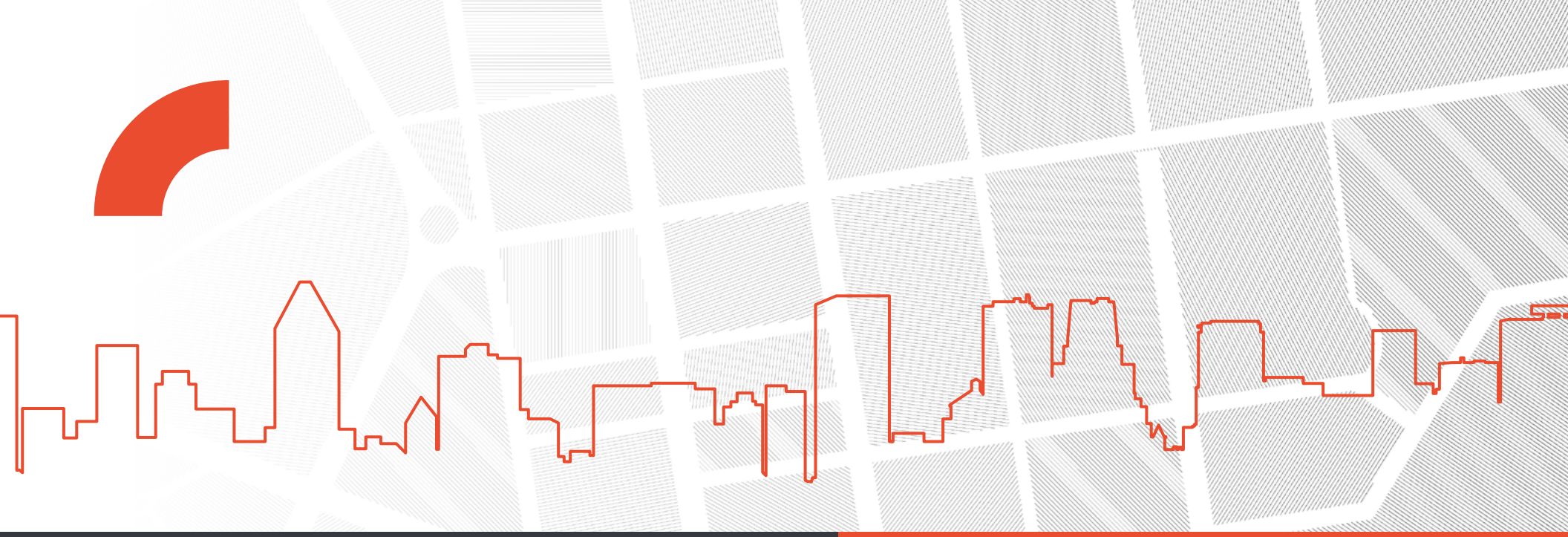
Constats en lien avec l'analyse sommaire

Aucun enjeu

Recommandation de financement et exigences particulières :
Versement annuel.
Vous recevrez votre allocation selon les modalités de chacun des partenaires financiers.
Veuillez recevoir, monsieur, nos cordiales salutations.

Pour le comité des partenaires financiers de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local,

Chloé Geoffroy, Kaouther Ksibi, Ève Gauthier
Co-coordonnatrices – comité de coordination
**Le comité des partenaires financiers est composé de gestionnaires représentant les trois partenaires financiers*



RAPPORTS D'ACTIVITÉS 2023-24

PLAN D'ACTION 2024-25

Faubourg Saint-Laurent

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Table des matières

3 **Mot du président et du coordonateur**

4 **Introduction**

4 **Rappel de la vision du plan de quartier**

5 Transversal :
information et mobilisation

8 Changement 1
Cohabitation sociale inclusive dans des espaces publics sécuritaires

12 Changement 2
Logement accessible

15 Changement 3
Services de proximité

17 Changement 4
Création d'un carrefour communautaire multigénérationnel

19 Changement 5
Stratégie centre-ville ami des familles

21 Changement 6
Mobilité active, sécurité et aménagements quatre saisons

23 **Mécanisme de suivi du plan de quartier**

24 **Le membrariat de la Table**

24 **Coup d'œil statistique sur les communications**

25 **Un mot sur la CMTQ**

26 **Annexe – L'équipe et le CA de la Table**

Mot du **président et du coordonnateur**

Chers membres de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent,

L'année 2023-2024 a donné le coup d'envoi de notre tout nouveau Plan de quartier, un plan ambitieux de développement social local pour le faubourg. Ce plan se décline en 6 grands changements :

→ La cohabitation sociale inclusive

→ Le logement accessible

→ L'accès aux services de proximité

→ La création d'un carrefour communautaire multigénérationnel

→ La Stratégie centre-ville ami des familles

→ La mobilité active

Deux éléments marquants retiennent notre attention cette année. Le premier est le travail sur le Plan de communication de la Table, un nouvel outil pour renforcer nos liens et la mobilisation de nos membres. Ce plan sera dévoilé à l'assemblée générale du 29 mai 2024.

Le second concerne le déploiement du Projet Impact Collectif (PIC) dans le faubourg sur le thème de la cohabitation sociale inclusive. En effet, le PIC a permis de remobiliser l'ensemble des partenaires en cohabitation et d'animer des espaces de réflexions et de discussions vitaux pour la saine dynamique du quartier. Alors que l'itinérance prend de l'ampleur et que la crise du logement fait des ravages partout au Québec, et plus particulièrement au centre-ville de Montréal, les espaces d'échange sur la cohabitation sont plus que jamais nécessaires.

Nous aimerions remercier sincèrement le conseil d'administration et le conseil exécutif de la Table pour leurs judicieux accompagnements, ainsi que toute l'équipe qui contribue au rayonnement de l'organisme et à la mise en œuvre des priorités de quartier. Le Conseil d'administration fait preuve d'une grande implication dans les affaires de la Table, tout en étant soucieux de sa représentativité du quartier.

Un gros MERCI également à nos bailleurs de fonds, d'une part ceux de l'initiative Montréalais de développement social local – la Ville de Montréal, Centraide et la Direction régionale de santé publique -, et d'autre part ceux qui ajoutent leur contribution à l'enveloppe de base – l'Arrondissement de Ville-Marie, les fondations impliquées dans le Projet impact collectif et la Fondation Lucie et André Chagnon.

Bonne lecture!

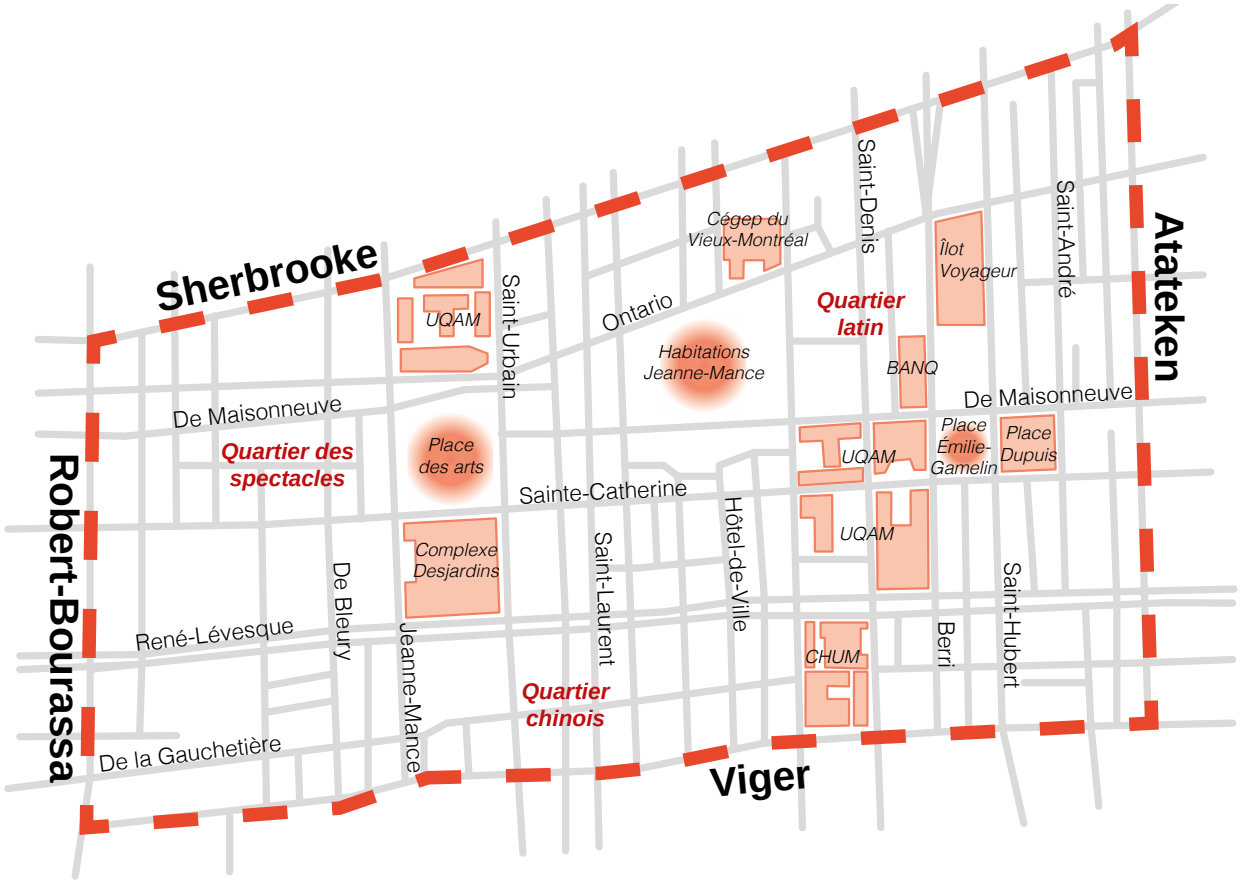
François Robillard, président
Marc-André Fortin, coordonnateur

Introduction

Le plan de quartier 2023-28 de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, adopté en juin 2023, a guidé les actions de l'équipe de la Table et de ses partenaires tout au long de l'année. L'équipe vous propose cette année de jumeler le Rapport d'activités à son Plan d'action 2024-25 afin de faciliter les liens logiques entre les actions accomplies et prévues. Ce document reprend la forme du Plan de quartier pour témoigner de l'évolution de nos projets respectifs et des actions collectives qui seront posées.

Rappel de la Vision du **Plan de quartier**

Le faubourg Saint-Laurent au cœur d'un centre-ville habité : un milieu de vie dynamique et inclusif qui favorise le mieux-être et veille à répondre aux besoins des populations diversifiées sur le territoire.



Transversal : **information et mobilisation**



Afin de mieux promouvoir sa mission, de mobiliser des ressources, de renforcer les liens de collaboration et de bâtir des partenariats pour optimiser son impact, la Table se donne comme objectif de déployer une stratégie de communication mobilisatrice.

Activités 2023-24

La Table s'implique activement dans sa démarche d'élaboration du plan de communication. Pour s'outiller, elle participe à la communauté de pratique (CdP) «Communications des Tables de quartier». Cette Initiative de la Coalition montréalaise des Tables de quartier permet aux chargés de communication des Tables de partager leurs expériences et des outils ainsi que d'optimiser leurs stratégies.

À l'automne, la Table a diffusé un sondage afin de :

- Connaitre les besoins en communication de ses membres,
- diagnostiquer les canaux de communication existants,
- définir les actions à déployer à l'interne comme à l'externe et
- identifier les différents types d'informations et les canaux de communication à privilégier selon les objectifs de communication.

Quant aux lieux d'implication, la Table a identifié des actions visant à clarifier et à promouvoir ses espaces de participation.

Par ailleurs, la Table et son comité de partenaires en communication ont pu valider et bonifier la stratégie de mobilisation. Afin d'assurer la transversalité des communications, ce comité a développé un mécanisme de suivi qui pourra être mis en œuvre et qui lui permettra de mobiliser efficacement ses ressources en se donnant des objectifs à la portée de tous pour les quatre prochaines années.





Avril 2023

13 avril: Participation à la 1ère rencontre de la CdP Communications des Tables de quartier sur le thème « *Des comms inspirées et mobilisantes comment y arriver ?* »

2 aout : 2ème rencontre de la CdP Communications des Tables de quartier pour déterminer les thèmes et le calendrier de l'année 2023-2024, créer le comité de planification et du réseautage

5 octobre : 3ème rencontre de la CdP sur le thème « Le plan de communication pour les Tables de quartier. *Partages d'expérience, exercice pratique et clinique de communication* »

29 novembre : 1ère réunion d'équipe de la TCFSL pour effectuer une analyse FFMO sur les mécanismes de communication à l'interne

19 janvier : Conception/envoi du sondage aux membres de la TCFSL pour évaluer leurs connaissances à propos de la Table, l'utilisation des outils de communication et leur implication dans le plan de quartier

15 février : Participation à la 4ème rencontre de la CdP Communications des Tables de quartier sur le thème « Nouvelles des quartiers : comment faire parler de nous dans les médias ? »

21 février : 1ère rencontre du comité de partenaires en communication de la TCFSL pour l'analyse/discussion des résultats du sondage

Mars 2024

Transversal : **information et mobilisation**



Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Développement et mise en œuvre d'un plan de communication	• Comité logement Ville-Marie • CIUSSS • Spectre de rue • UQAM-Service des communications • Centre Communautaire Radisson • Table Ronde du Quartier Chinois • Action Centre-Ville • Corporation d'habitations Jeanne-Mance • Carrefour de Ressources en Interculturel	1. Validation en équipe de la stratégie de mobilisation et d'information élaborée par les membres 2. Présentation du plan de communication et des outils de suivi du plan de quartier au CA et à l'AGA. 3. Planification du déploiement du plan de communication. 4. Déploiement du plan de communication 5. Collecte de données en prévision de l'évaluation du Plan de communication	**Avril 2024** **Mai 2024** **Juin – Septembre 2024** **Septembre 2024 – 2028** **Janvier – Février 2025**

CHANGEMENT 1

Cohabitation sociale inclusive dans des espaces publics sécuritaires



Rappel du changement : Les personnes qui fréquentent et habitent le faubourg Saint-Laurent, incluant les personnes en situation de marginalité (PSM), sont informées des occasions de rencontre, et leurs expertises et réalités sont connues et reconnues. Ainsi, elles participent activement à la cohésion sociale en créant des espaces publics inclusifs et sécuritaires.

Activités 2023-24

À la fin de l'année passée, la démarche PIC n'avait pas permis de converger vers une initiative collective. Le comité de pilotage a donc repris différents éléments évoqués lors des rencontres collectives, et a bâti un plan d'action pour le Comité Cohabitation. Celui-ci s'articule autour de 4 axes :

→ concertation : renforcer le comité, qui passe d'un espace d'échange d'informations à un comité pouvant développer des projets collectifs.

→ pouvoir d'agir : contribuer à augmenter le pouvoir d'agir des personnes impliquées (résident·es, personnes en situation de marginalité (PSM), ...) pour mettre en place des solutions aux enjeux de cohabitation.

→ déstigmatisation et sensibilisation : outiller les personnes en matière de cohabitation, développer des occasions de rencontre, et développer une vision commune des espaces publics.

→ soutien à la réponse aux besoins de base des PSM.

Des sous-comités ont alors été créés pour mettre en place les actions choisies.

Une démarche d'évaluation a permis d'émettre des recommandations pour favoriser la participation aux instances de concertation en cohabitation.

La Table a aussi contribué à différentes rencontres avec les personnes résidant à proximité du refuge PAQ-Hôtel des Arts, dont une marche exploratoire du secteur et 2 rencontres avec M. Beaudry. Les rencontres se sont aussi poursuivies au sein du comité conjoint avec les partenaires de Milton-Parc.

La Table a poursuivi son implication dans le comité Bon voisinage de Cactus, auprès du CAVI (Comité pour l'avenir du Village), au sein du Comité Cohabitation sociale et marginalités urbaines de l'UQAM. Elle contribue également à développer un programme d'activités estivales sur la rue Berger.

Elle a assuré sa présence au colloque d'Architecture sans frontière sur le thème « Architecture + Itinérance : Habiter la ville sans ancrage au logement » et a présenté un kiosque à l'Espace quartiers de Montréal en commun.

Avril 2023

- **1er juin :** Présentation d'une ébauche de plan d'action en cohabitation sociale; travail collectif pour prioriser les moyens à entreprendre.
- **6 septembre :** Plan d'action final
- **Octobre :** dépôt de la demande PIC à Centraide.
- Début du déploiement du plan d'action par la création de sous-comités.
- **8 novembre :** Rencontre du Comité Cohabitation
- **12 mars :** Rencontre du Comité Cohabitation

Mars 2024

CHANGEMENT 1

Cohabitation sociale inclusive dans des espaces publics sécuritaires



Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Poursuivre le déploiement du plan d'action pour le Comité Cohabitation, comprenant des initiatives d'impact collectif en lien avec la cohabitation sociale (PIC)	Comité Cohabitation *(voir composition sous le tableau)* Comité coordonnateur actuel : • TCFSL • CIUSSS (développement des communautés) • Arrondissement de Ville-Marie • SPVM • SDS • Spectre de rue • Auberge Le Tournant	Poursuivre les rencontres du Comité Cohabitation et en consolider le fonctionnement (règles de collaboration, membership, composition du comité coordonnateur, ...) Poursuivre les travaux des comités de travail sur les projets du plan d'action : • Réseau d'installations sanitaires : – cartographie des toilettes publiques – mise en place d'une stratégie pour pallier les trous de service – poursuite des travaux avec l'ajout de douches, buanderies, et autres services de base à la cartographie • Sensibilisation et déstigmatisation : – développer des outils de sensibilisation – développer une programmation d'activités estivales visant à rapprocher les différentes populations – évaluer l'impact de ces activités – planifier une programmation reprenant les recommandations de l'évaluation	**4 fois /an** **Printemps 2024** **Automne 2024** **Hiver 2025** **Printemps 2024** **Printemps 2024** **Automne 2024** **Hiver 2025**

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
		• Vision commune sur les espaces publics : Créer des espaces de discussion sur différentes thématiques liées aux espaces publics, lors des rencontres du comité et lors de rencontres spécifiques • Développer des mécanismes permettant la participation des personnes marginalisées, en collaboration avec les organismes qu'elles fréquentent Faire le suivi du plan d'action ainsi que sa révision annuelle	**Toute l'année** **Toute l'année** **Suivi : à chaque rencontre du comité coordonnateur.** **Mise à jour : septembre 2024**
2 Maintenir le soutien de la Table aux différents comités locaux ou thématiques dans le quartier	• CAVI • Cactus • Comité Hôtel-des-Arts/ Milton-Parc		**Toute l'année**

Membres du comité Cohabitation :

- Spectre de rue
- Cactus Montréal
- Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS)
- Société de développement social (SDS)
- Poste de quartier 21
- Action-Réinsertion Le Sac à dos
- Arrondissement de Ville-Marie
- Coopérative Les Valoristes
- SDC du Quartier latin
- SDC du Village
- CIUSSS-CSMTL
- Sentier Urbain
- Exeko
- MaChambre
- Old Brewery Mission
- Table ronde du Quartier chinois
- Service à la famille chinoise
- Rayside Labossière
- Espace LGBTQ+
- Bureau de Manon Massé
- Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ)
- Plusieurs citoyen·nes
- Accueil Bonneau
- Auberge Le Tournant
- Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
- Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)
- Carrefour de ressources en interculturel Centre-Sud (CRIC)
- Corporation d'habitations Jeanne-Mance
- UQAM : Service aux collectivités; École de travail social; Syndicat des employé·es de l'UQAM; Service de la prévention et de la sécurité.

CHANGEMENT 2

Logement accessible



Rappel du changement : Le faubourg Saint-Laurent voit se construire des projets de logements sociaux accessibles financièrement et universellement et qui sont adaptés à tous les types de ménages, au cœur d'un environnement vert.

Activités 2023-24

L'année 2023-24 a été principalement marquée par l'attente de la vente effective de deux sites potentiels destinés à du logement social dans le quartier : l'îlot Voyageur Sud et l'hôpital de la Miséricorde. Alors que le site de la Miséricorde faisait l'objet d'une vente, différentes rondes de révision des projets soumis par les acheteurs ont occasionné des retards dans son développement. À ce jour, aucun acquéreur n'a encore été annoncé par la SQI.

L'appel d'offres pour le développement de l'îlot Voyageur Sud a quant à lui été publié à la fin mars 2024.

Dans les deux cas, la Table milite activement avec ses partenaires désignés pour l'inclusion d'un maximum de logement social sur ces sites.

Mentionnons aussi, le suivi dans le projet de la Maison du Savoir et de la Littérature (MSL) qui a fait partie du pavillon du Canada à la Biennale d'architecture de Venise pendant la seconde moitié de 2023. La Biennale a été l'occasion de redessiner l'architecture de la MSL, de donner une reconnaissance internationale au projet et de mobiliser d'autres partenaires du milieu pour le bonifier.

De plus, la concertation locale en logement, Habiter Ville-Marie, a entamé une révision de sa Stratégie de développement. La TCFSL y participe activement, notamment en y intégrant les données statistiques sur son secteur et en identifiant des priorités de développement.

Avril 2023

- **10 mai 2023 :** Date de tombée pour les projets d'acquisition de la Miséricorde
- **20 mai 2023** Inauguration de la Biennale de Venise – Exposition du projet-manifeste MSL
- **3 novembre 2023 :** Visite du site de la Miséricorde avec l'attachée politique de Pierre Fitzgibbon
- **Décembre 2023 :** Début du processus de révision et de mise à jour de la Stratégie de développement d'Habiter Ville-Marie. Document de l'ancienne Stratégie en ligne ici.
- **Janvier 2024 :** Réactivation du comité de développement de la Maison du Savoir et de la Littérature en vue du lancement de l'appel de projets
- **26 mars 2024 :** Lancement de l'appel d'offres pour le développement de l'îlot Voyageur Sud

Mars 2024

CHANGEMENT 2

Logement accessible



Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Développer des projets immobiliers aux usages mixtes dont la composante résidentielle est exclusivement sociale ou communautaire	**Maison du savoir et de la littérature (MSL)** • Maison des gens de lettres • TCFSL • Atelier Big City • Atelier Habitation Montréal • Comité logement Ville-Marie **Quadrilatère de la Miséricorde** • Comité logement Ville-Marie • Maison du Père • Musée de la Miséricorde • TCFSL • Coopérative Testan • Groupe CDH • Atelier habitation Montréal	**Maison du Savoir et de la Littérature** 1. Identifier un promoteur privé pour déposer un projet en consortium 2. Soutenir intensivement le comité des partenaires de la MSL dans l'élaboration de la proposition pour le lot social 3. Définir un montage financier crédible et une facture architecturale innovante 4. Déposer le projet MSL **Quadrilatère de la Miséricorde** 1. Rencontrer l'acquéreur du site de la Miséricorde désigné par la SQI et découvrir la vision de redéveloppement du site 2. Négocier un maximum d'inclusion de logements sociaux sur le site, notamment pour les 2 porteurs, et un espace commémoratif 3. Revendiquer un lotissement distinct des ailes destinées au logement social 4. Concevoir l'architecture des ailes sociales et les montages financiers nécessaires à la réalisation des projets	**Avril 2024** **Avril à août 2024** **Juin 2024** **13 Août 2024** **Avril 2024** **Mai à août 2024** **Mai à août 2024** **Automne 2024**

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
2 Mettre à jour et diffuser les études sur les besoins en logement	• Comité logement Ville-Marie • Rayside-Labossière • Avec le soutien des 3 Tables de quartier de l'Arrondissement	– Terminer les portraits du logement par quartier, et le diagnostic en matière de logement pour Ville-Marie – Définir en comité de rédaction une première version du Plan d'action pour le logement dans Ville-Marie, le valider à la concertation sectorielle et définir les leviers de développement – Présenter la Stratégie d'Habiter Ville-Marie dans les instances des Tables de quartier de l'Arrondissement et aux élu·es	**Mai-Juin 2024** **Décembre 2024** **Hiver 2025**
3 Développer des projets de logements sociaux et communautaires sur des sites avec un fort potentiel de développement	• TCFSL • Comité logement Ville-Marie • Table ronde du quartier chinois • Fondation Jia	Lancer le chantier « Repenser la Rue Clark » dans le Quartier chinois, en partenariat avec le Comité logement, la Fondation Jia et la Table ronde du Quartier chinois. La démarche vise 3 objectifs principaux : 1. Une cartographie et un recensement des atouts de la rue Clark, des propriétés, des partenaires et des potentiels de développement 2. Une vision d'aménagement intégrant du logement social et des espaces communautaires 3. Un renforcement des capacités des structures locales à soutenir et développer des projets immobiliers	**Lancement en septembre 2024 – Démarche prévue sur une période de 18 mois**

CHANGEMENT 3

Services de proximité



Rappel du changement : Une offre variée de locaux et de terrains abordables est disponible pour les activités communautaires et commerciales, assurant ainsi l'accès aux produits et services de proximité.

Activités 2023-24

Dès l'automne 2023, la Table de quartier a voulu saisir une opportunité de financement de la Direction régionale de santé publique (DRSP) en matière de sécurité alimentaire. La DRSP offre du financement aux quartiers n'ayant pas encore mis sur pied une structure collective en sécurité alimentaire, et permet de concevoir un projet pendant une première année. Le faubourg a décidé d'utiliser de récentes cartographies sur les déserts alimentaires ethnoculturels réalisées par une petite équipe de l'université Concordia, et de monter un projet de Guichet alimentaire multiculturel, en partenariat avec le Centre d'entraide et de ralliement familial (CERF).

Le guichet alimentaire offrira aux ménages défavorisés du quartier des aliments de première nécessité en grande quantité et à prix abordables. La période 2024-25 servira à cibler les principaux produits qu'achètent les ménages défavorisés, dont ceux issus de la diversité culturelle.

Parallèlement, la Table a entamé des discussions avec Entremise et Espace Ville Autrement pour mieux cerner sa contribution à l'activation d'espaces vacants dans le quartier, si possible au bénéfice des groupes communautaires.

Avril 2023

- **Novembre-Décembre 2023 :** Montage du projet de Guichet alimentaire multiculturel du faubourg Saint-Laurent
- **Février 2024 :** Conclusion d'une entente pour l'aménagement d'un jardin dans le Quartier chinois au coin Viger et de Bullion
- **Février 2024 :** Rencontres exploratoires avec Entremise et Espace Ville Autrement sur les collaborations possibles
- **Mars 2024 :** Confirmation des fonds pour le Guichet alimentaire multiculturel et affichage du poste de chargé·e de projet

Mars 2024

CHANGEMENT 3

Services de proximité



Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Mettre en place un projet favorisant la sécurité alimentaire	• TCFSL • CHJM • CERF • Action Centre-Ville	1. Cibler les principaux produits qu'achètent les ménages défavorisés, dont ceux issus de la diversité culturelle : 30 relevés de garde-manger et 250 sondages 2. Monter un projet de guichet alimentaire offrant un nombre limité de produits de base en grande quantité et à faible coût. 3. Identifier un local et un partenaire commercial pour l'approvisionnement	**Mai à août 2024** **Automne 2024** **Hiver 2025**
2 Faciliter l'occupation temporaire des locaux et des terrains vacants	• Entremise • Espace Ville Autrement	Participer aux planifications et rejoindre le conseil d'administration d'Espace Ville Autrement, un projet collectif dédié à la réflexion sur l'occupation transitoire et son déploiement dans l'espace public et les espaces vacants. Appuyer la reconduction des usages temporaires à l'îlot Voyageur jusqu'au déclenchement effectif du chantier	**Dès avril 2024** **Été 2024**

CHANGEMENT 4

Création d'un carrefour communautaire multigénérationnel



Rappel du changement : Le Carrefour communautaire est une priorité pour le quartier et a pour objectif d'offrir des services communautaires de proximité à la population, un espace de rencontre pour tous les groupes d'âge et des locaux adaptés aux organismes engagés dans la démarche.

Activités 2023-24

L'OBNL de développement du Carrefour communautaire s'est officiellement incorporé le 23 mars 2023 et soufflé sa première bougie cette année.

Quelques semaines avant son incorporation, les membres regroupés dans l'OBNL ont déposé les plans architecturaux et la demande de financement auprès du programme fédéral Bâtiments communautaires verts et inclusifs (BCVI), pour environ 8 M$. En date du 31 mars 2024, le BCVI n'avait toujours pas rendu sa décision, mais nous savons que notre projet est toujours dans la course.

Les organismes du Carrefour communautaire ont réalisé le bilan des 7 premières années de développement, ont tenu une réflexion stratégique sur leur apport financier et ont présenté le projet aux élu·es. Plusieurs éléments du développement, notamment l'accessibilité du Carrefour, son modèle de propriété et sa gouvernance, dépendent de partenaires externes qui attendent le verdict du BCVI avant de se prononcer.

L'OBNL a pu renforcer sa structure administrative en 2023-24, notamment en ouvrant un compte bancaire, et a poursuivi ses réflexions sur une gouvernance nuancée entre l'inclusivité et le pragmatisme du développement immobilier.

Avril 2023

- **Juin 2023 :** Réception des lettres patentes de l'OBNL de développement
- **Septembre 2023 :** Rédaction des tâches et mandats d'un·e futur·e chargé·e de projet pour la réalisation du Carrefour commnautaire
- **Décembre 2023 et janvier 2024 :** Rédaction du Bilan des 7 premières années de développement du Carrefour communautaire
- **Février-Mars 2024 :** Rédaction du plan d'action stratégique pour les 3 prochaines années de développement, avec le financement du BCVI ou non

Mars 2024

CHANGEMENT 4

Création d'un carrefour communautaire multigénérationnel

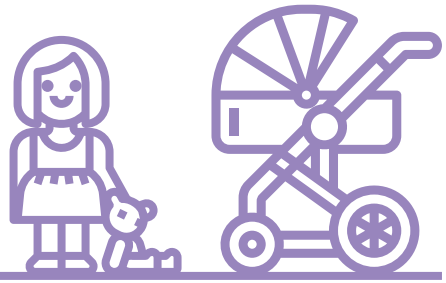


Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Développer un projet de Carrefour communautaire multigénérationnel hébergeant des organismes communautaires dans le secteur des Habitations Jeanne-Mance	• TCFSL • CHJM • CERF • Action Centre-Ville • FEEJAD • Go Jeunesse • CPE Fleur de Macadam • CIUSSS-CSMTL • Groupe CDH	1. Rencontrer des bailleurs de fonds pour l'embauche d'un·e chargé·e de projet dédié·e au développement du Carrefour	**Avril et mai 2024**
		2. Accompagner les groupes porteurs dans le calcul de leur contribution financière au projet	**Juin 2024**
		3. Calculer un loyer prévisionnel pour les groupes locataires	**Été 2024**
		4. Confirmer l'apport du CPE et de Mu dans le Carrefour, selon les réalités financières et organisationnelles distinctes de ces organismes	**Septembre 2024**
		5. Rédiger et adopter un code d'éthique inter-organisme	**Automne 2024**
		6. Dessiner une version architecturale finale du Carrefour avec une nouvelle répartition des espaces privatifs v/s collectifs	**Automne 2024**
		7. Chiffrer la contribution de l'Arrondissement pour le chalet du parc et les modalités d'accès au bâtiment	**Hiver 2025**

CHANGEMENT 5

Stratégie centre-ville ami des familles



Rappel du changement : Le faubourg Saint-Laurent déploie une stratégie «Centre-ville Ami des familles» visant à développer un milieu de vie vert et sécuritaire, offrant des infrastructures nécessaires au développement des enfants.

Activités 2023-24

Après avoir repris ses réunions mensuelles avec ses collaborateurs en 2023, le Comité école réinscrit le projet d'école parmi les priorités du quartier. Afin de garantir que le projet soit à la fois inclusif et ouvert à la communauté environnante, le comité poursuit ses discussions sur les modèles d'école les plus adaptés. Actuellement, un partenariat école-université focalisé sur la formation du personnel scolaire semble le plus opportun.

De ce fait, et en tirant parti du contexte de la relance du Quartier latin, le comité a établi une collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM dont l'objectif est double. Le premier objectif vise à identifier et décrire les modèles internationaux de partenariat école-université favorisant l'apprentissage des élèves et le développement professionnel du personnel. Le second vise à obtenir un portrait clair des organisations qui interviennent déjà auprès des jeunes dans le secteur, pour une meilleure inscription du projet d'école dans son milieu et pour définir les domaines dans lesquels s'articulera le partenariat école-université.

En outre, le comité continue à entretenir et à développer des canaux de communication avec d'autres acteurs clés tels que la Ville, le Ministère de l'Éducation et le CSSDM, qui étudient différents enjeux liés à la construction d'écoles en centre-ville. Le Comité école a rassemblé un argumentaire pour renforcer la valeur d'une école de centre-ville auprès de ces parties prenantes.

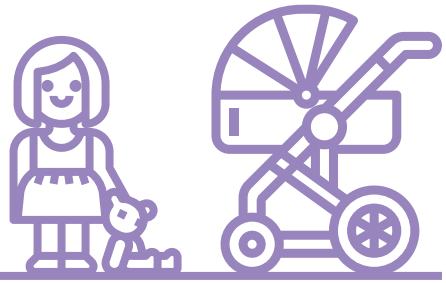
Avril 2023

- **26 octobre :** Rencontre du Comité École pour redémarrer et établir la stratégie du comité
- **6 décembre :** Rencontre du Comité École pour discuter des défis et des alternatives du projet
- **30 janvier :** Rencontre du Comité École pour enrichir l'argumentaire du projet école et discuter des avantages d'un partenariat école-université
- **29 février :** Rencontre du Comité École pour discuter autour de la proposition d'un projet de recensement de modèles d'écoles pour venir appuyer le projet d'une école/centre de formation
- **7 mars :** Rencontre de l'équipe de la Table avec la vice-rectrice de l'UQAM associée à la relance du Quartier latin, madame Priscilla Ananian
- **27 mars :** Rencontre du Comité École pour discuter autour du projet de recensement de modèles d'écoles et les arguments pour renforcer le projet

Mars 2024

CHANGEMENT 5

Stratégie centre-ville ami des familles

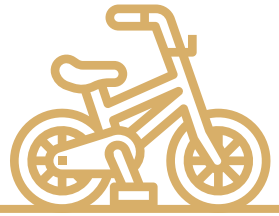


Plan d'action 2024-25

STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Développer la stratégie Centre-ville ami des familles	• Comité-École • TCFSL • Tables sectorielles jeunesse	Évaluer l'opportunité d'ajouter la tâche de la *Stratégie centre-ville ami des familles* au Comité-École Veiller à intégrer des éléments sur la cohabitation sociale et sur le bien-être des familles dans les objectifs du comité mobilité	**Octobre 2024** **Février 2025 ou en fonction des résultats de l'évaluation**
2 Développer un projet d'école publique primaire dans le quartier	• TCFSL • Comité-École (parents, CHJM, Service aux collectivités de l'UQAM) • Faculté de l'éducation de l'UQAM	Mobiliser les partenaires et les organismes famille et jeunesse autour du projet Poursuivre les suivis auprès de la Ville et établir des liens avec le Ministère et le CSSDM Appuyer la réflexion sur le projet d'école par une recension des écrits scientifiques présentant des modèles évalués et leur contexte spécifique d'implantation, cela afin de formuler une proposition pour une école préscolaire-primaire qui aurait des liens proximaux avec l'UQAM dans le faubourg Saint-Laurent	**Avril 2024 - Avril 2025** **Septembre 2024 – Avril 2025** **À partir de septembre 2024**
3 Favoriser le maillage des services vers les nouveaux arrivants	• CHJM • Organismes communautaires des HJM • CIUSSS	Soutenir l'agente de milieu auprès des familles des faubourgs, trouver un financement stable pour le poste Arrimer le travail de milieu de l'agente avec les besoins de la population des HJM, notamment en suscitant les rencontres entre l'agente de milieu, les organismes de ce secteur, l'agente de développement social des HJM et des représentant·es des résident·es des HJM	**Avril à septembre 2024** **Rencontre d'arrimage à l'hiver 2025**

CHANGEMENT 6

Mobilité active, sécurité et aménagements quatre saisons



Rappel du changement : La sécurité des déplacements actifs est assurée par des aménagements adaptés et des mécanismes rigoureux d'entretien des voies publiques quatre saisons.

Activités 2023-24

Au cours de la dernière année, la Table a commencé à planifier la mise en œuvre d'un projet permettant de diagnostiquer les défis de la mobilité active sur le territoire. En 2023-24, plusieurs organisations partenaires de la Table ont été approchées pour fonder un comité de mobilité et définir leurs enjeux : la Société écocitoyenne de Montréal, la Table ronde du Quartier chinois et le Centre communautaire Radisson. Plusieurs urgences vécues par ces organismes, notamment liées à leurs locaux, ont ralenti la mobilisation. La formation d'un comité mobilité avec ces partenaires est désormais prévue pour l'automne 2024.

De plus, la Table participe à diverses activités liées à la mobilité active, l'aménagement, le verdissement et l'entretien 4 saisons du quartier. En outre, elle collabore avec d'autres organisations et institutions du territoire pour la réalisation de projets de verdissement, notamment dans le Quartier chinois.

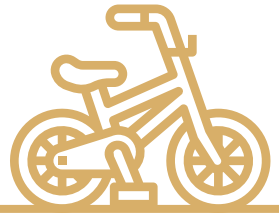
Avril 2023

- **23 septembre:** Participation au forum « Repenser le Quartier chinois »
- **29 novembre :** Participation à la présentation des projets pour revitaliser le paysage urbain du quartier chinois
- **5 mars :** Participation à la séance « Favoriser la durabilité et la vitalité culturelle dans le quartier chinois »
- **9 avril:** Participation à la conférence « Urbanisme collaboratif : autonomisation de la communauté grâce à la technologie et au processus de conception collaborative »

Mars 2024

CHANGEMENT 6

Mobilité active, sécurité et aménagements quatre saisons



Plan d'action 2024-25

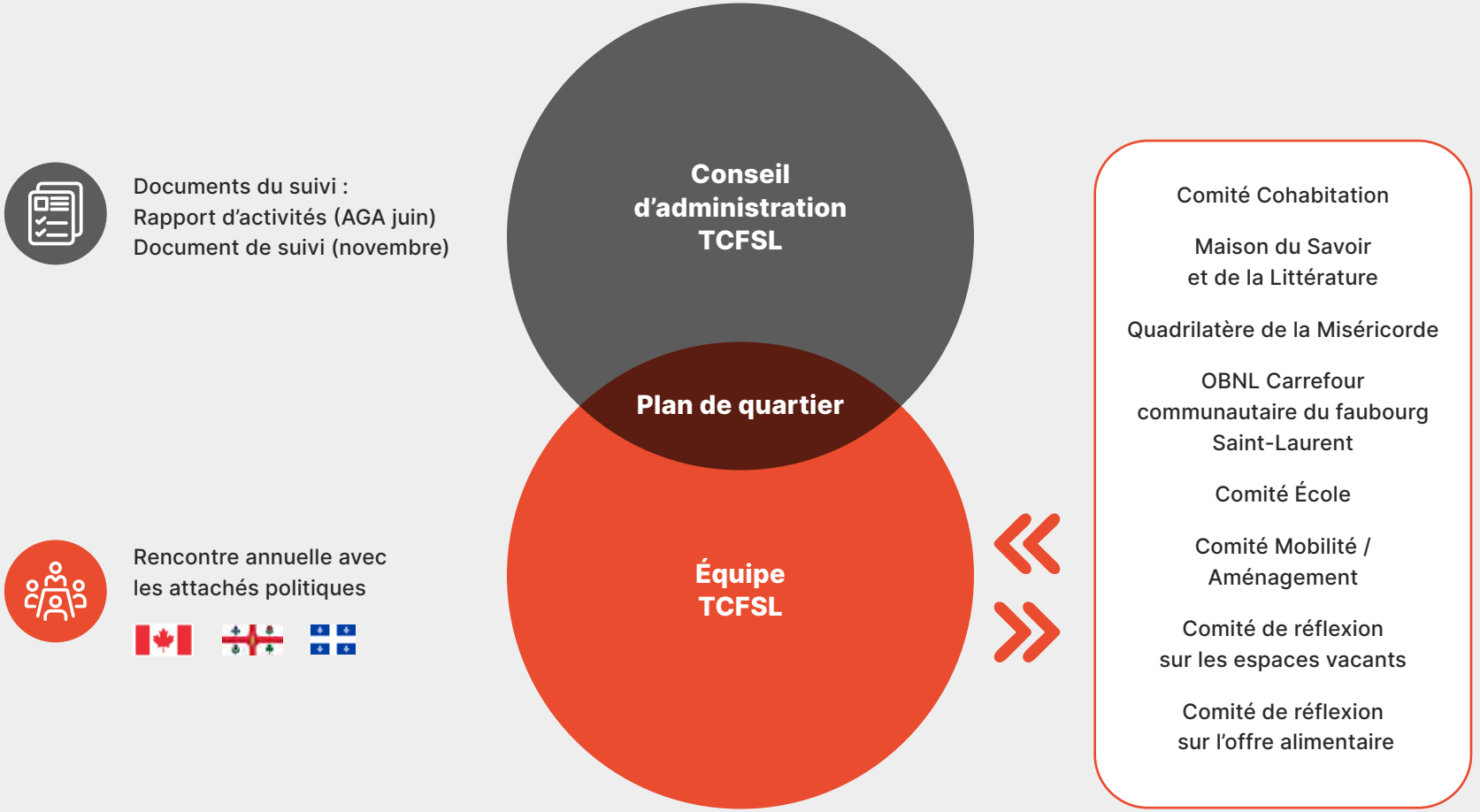
STRATÉGIES D'ACTION	COLLABORATEURS-TRICES	ÉTAPES	ÉCHÉANCIER
1 Mettre en place un comité mobilité : aménagement, verdissement et entretien 4 saisons	Participant.es potentiel.les du comité mobilité : • Centre Radisson • ACV • Comité-École • CHJM • ROAF • Arrondissement Ville-Marie • UQAM • Table ronde du Quartier chinois	Rédaction et dépôt d'un projet pour financer les activités du comité mobilité Créer un Comité mobilité et explorer des collaborations possibles avec : l'Association pour la mobilité active de Ville-Marie (AMA-VM), Vélo Québec, Piétons Québec, Chez Émilie et le département d'études urbaines de l'UQAM Entamer un diagnostic des enjeux de la mobilité active quatre saisons	**Été 2024** **Octobre 2024** **À partir de décembre ou à déterminer selon les priorités des porteurs du comité mobilité**

Mécanisme du suivi **du plan de quartier** 2023-28

Le mécanisme de suivi ainsi que l'organigramme des différents comités de la Table seront revus au cours de l'année 2024-25. Cette révision permettra de définir les lignes directrices pour la prise de décision au Comité cohabitation dans le cadre du Projet Impact Collectif (PIC) et de mieux diriger les communications de la Table auprès des partenaires intéressés.

Documents du suivi :
Rapport d'activités (AGA juin)
Document de suivi (novembre)

Rencontre annuelle avec
les attachés politiques



- Comité Cohabitation
- Maison du Savoir et de la Littérature
- Quadrilatère de la Miséricorde
- OBNL Carrefour communautaire du faubourg Saint-Laurent
- Comité École
- Comité Mobilité / Aménagement
- Comité de réflexion sur les espaces vacants
- Comité de réflexion sur l'offre alimentaire

Le membrariat **de la Table**

Le membrariat demeure gratuit pour toutes les catégories de membres. Le formulaire d'adhésion est disponible en ligne.

En 2023-24, 9 nouveaux membres organismes (Les Valoristes - Coopérative de solidarité, Voies culturelles des faubourgs, Hébergement jeunesse le Tournant, Sentier Urbain, Ma Chambre, École nationale de Théâtre du Canada, Table ronde du quartier chinois de Montréal, Carrefour de ressources en interculturelle Centre-Sud, et Espace LGBTQ+), 3 nouveaux membres travailleurs (Catherine Trudelle (UQAM), Christian Robert (L'autre Montréal), et Winnie Frohn (Association professeurs (es) retraités de l'UQAM) et 2 nouvelles résidentes (Delphine Derome et Marion Fivel) ont rejoint les rangs de la Table. La TCFSL termine l'année avec 151 membres répartis comme suit :

→ 55 résident·es;

→ 25 travailleur·euses / étudiant·es / bénévoles

→ 71 organismes / groupes.

Coup d'œil statistique **sur les communications**

AUDIENCE **FACEBOOK**

Adeptes : 306

GENRE

Hommes 31.20% **Femmes 68.80%**

AUDIENCE **INFOLETTRE**

347 contacts
277 d'entre eux sont des abonné·es.

12 infolettres envoyées l'année dernière

Un mot **sur la CMTQ**

En 2023-24, la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ) a poursuivi son appui aux Tables de quartier locales et son travail sur de nombreux chantiers d'envergure, notamment :

→ la révision de l'Initiative Montréalaise (le financement de base de la Table) en collaboration avec les autres partenaires de l'Initiative, notamment pour une bonification à 300 000$ par année;

→ la reddition de compte auprès de la Fondation Lucie et André Chagnon pour la contribution financière aux Tables de quartier;

→ le relais des besoins communautaires pour répondre à deux crises : celle du logement et celle des locaux communautaires. Elle a notamment lancé une étude de faisabilité pour la mise sur pied d'une Société acheteuse pour les locaux communautaires à Montréal.



Annexe – L'équipe et le CA de la Table

Équipe de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Marc-André Fortin P.
Coordonnateur

Anne-Marie Zecchinello
Adjointe administrative

Judikaëlle Marterer
Chargée de concertation et de projets collectifs

Jorge Herrera
Chargé de communication et de concertation

Membres du Conseil d'administration de la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent 2023-2024

Tra-Mi Ton-Nu
Résidente

Colette Alary
Résidente

Stéphane Couture
Résident

Christiane Jansen
Résidente

François Robillard
Résident

Hélène Laviolette
Action Centre-Ville

Alexandra Pontbriand
Spectre de rue

Catherine Lessard
CIUSSS Centre-Sud de l'Ile de Montréal

Valérie Méplon
Le Sac à dos

Gabrielle Rondy
SDC du Village

Patricia Bouchard
Corporation d'habitations Jeanne-Mance

Mei Chiu
Table ronde du quartier chinois

Geneviève Lamy
UQAM – Service aux collectivités

Éric Lefebvre
Partenariat du Quartier des spectacles

Catherine Trudelle
UQAM


CARON
BUILDING
PRÉSENCE
AUTOCHTONE
Moldavie I Moldavia
Troupe de danse
Moldave Vatra

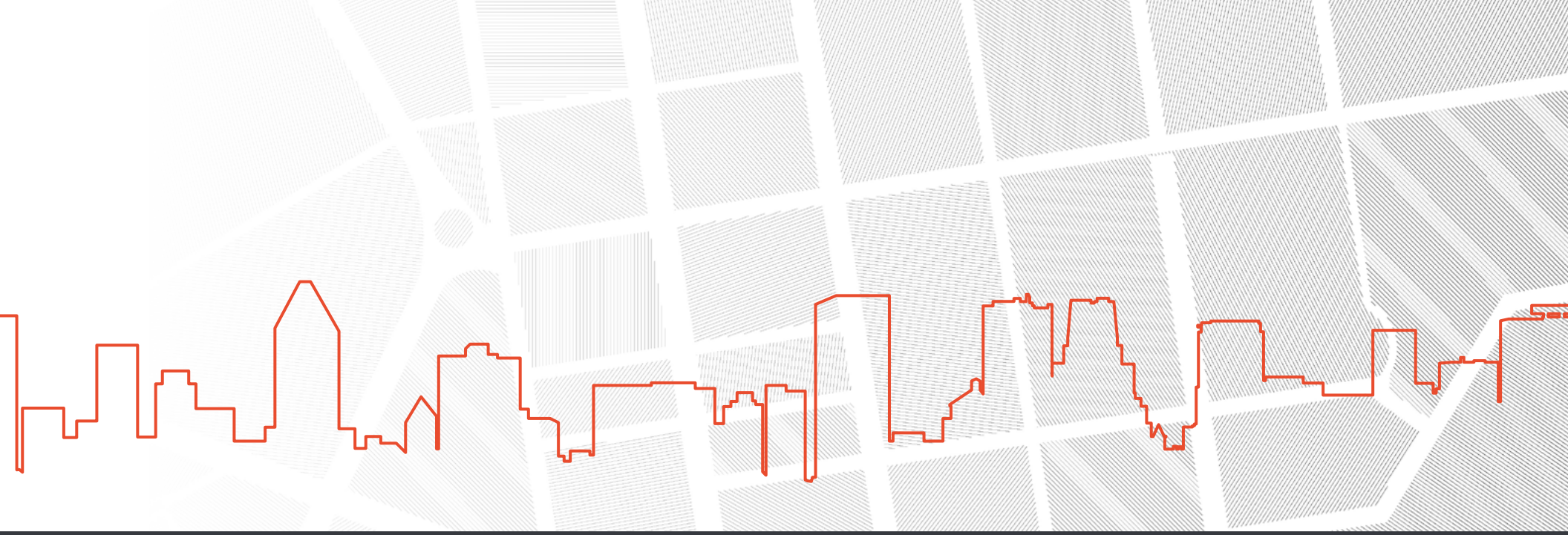


Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

1700 rue Atateken,
Montréal, Québec H2L 3L5

514 288-0404

info@faubourgstlaurent.ca

faubourgstlaurent.ca



CDC CENTRE-SUD

2023 | 2024

RAPPORT D'ACTIVITÉS

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la direction	3
Notre mission	4
Notre travail au quotidien	5
Regard sur l'année	6
Équipe et conseil d'administration	7
Une organisation apprenante	8
Trois principes directeurs	10
Vie associative	12
Une année marquante	22
Transfert d'expertises	28
Évaluation	30
Financement	33
Communications	34



MOT DE LA DIRECTION

Denis Langlois a dit que « la vie est un long fleuve tranquille… », permettez-nous d'en douter, au regard de la dernière année qui fut loin de l'être.

Cette dernière a été marquée par la fin du processus de planification stratégique. Ce dernier s'est échelonné sur les deux dernières années et a culminé par la présentation du nouveau plan d'action de la Table de développement social Centre-Sud lors de la toute première journée de quartier en mars dernier. Ce plan, animé par des principes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'équité, la diversité et l'inclusion, ainsi que la transition socioécologique, représente un travail et une contribution gigantesque de l'ensemble de la communauté centre-sudoise. Il nous semble important ici de la remercier, particulièrement les citoyen·nes, pour la confiance qu'elle a eue en la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour piloter ce grand voyage. Il fut tout aussi exigeant que gratifiant.

Langlois poursuit avec « … ce sont les rives qui sont dangereuses. »

En effet, quelques écueils ont émergé au cours de l'année. Le déménagement forcé des organismes sis au 2187 rue Larivière est sans doute un des plus significatifs. Après onze années de cohabitation, la dispersion des organismes ailleurs sur le territoire va laisser un vide sur les avantages de la collocation des missions et des idées.

Nous avons également dû faire face à quelques épisodes houleux au cours de cette année. En effet plusieurs mouvements de personnel sont à signaler. Toutefois ces départs s'inscrivent dans une volonté de relevé de nouveaux défis ou de répondre à un projet de vie significatif. Nous nous réjouissons pour elles et eux et leur souhaitons le meilleur. Une pensée particulière va à Marlies, comparse de 8 dernières années, siempre tendràs un lugar especial en nuestros corazones.

Heureusement il reste des moments d'éclaircie, le retour de Sarah et l'arrivée de nouvelles collègues dynamiques et motivées. Votre contribution, comme celle de l'ensemble de l'équipe, est essentielle et significative pour réaliser la mission de la CDC Centre-Sud et répondre aux aspirations de notre communauté.

En terminant, nous désirons remercier les membres du conseil d'administration qui nous éclairent et nous supportent à tous les moments. Un immense merci à nos partenaires municipaux, du réseau des services sociaux, du développement économique et social et à nos élu·es, la confiance dont vous faites preuve à notre égard nous touche sincèrement.

À l'ensemble de nos organismes communautaires membres, nous vous remercions pour votre engagement quotidien à contribuer au mieux-être des personnes qui vivent dans ce quartier. Si le quartier est si merveilleux, c'est beaucoup grâce à vous.

Roxanne L'Écuyer
Présidente du Conseil d'administration

François Bergeron
Président directeur général

NOTRE MISSION

Soutenir. Mobiliser. Concerter.

Notre rôle est d'être une structure de soutien dont la mission est la concertation.

Notre but ?
Élaborer des démarches collectives pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

En bref, on fait travailler des gens ensemble pour améliorer les conditions de vie des Centre-Sudois·es.

CDC CENTRE-SUD

Représenter les organismes communautaires

Favoriser la participation active du milieu communautaire au développement socioéconomique du milieu

2 volets d'actions pour assurer une transformation sociale par et pour le quartier

Coordonner la Table de quartier

Soutenir l'instance locale de concertation intersectorielle et multiréseaux du quartier

TDS CENTRE-SUD

Créatrice de liens pour un quartier solidaire, inclusif et à notre image !

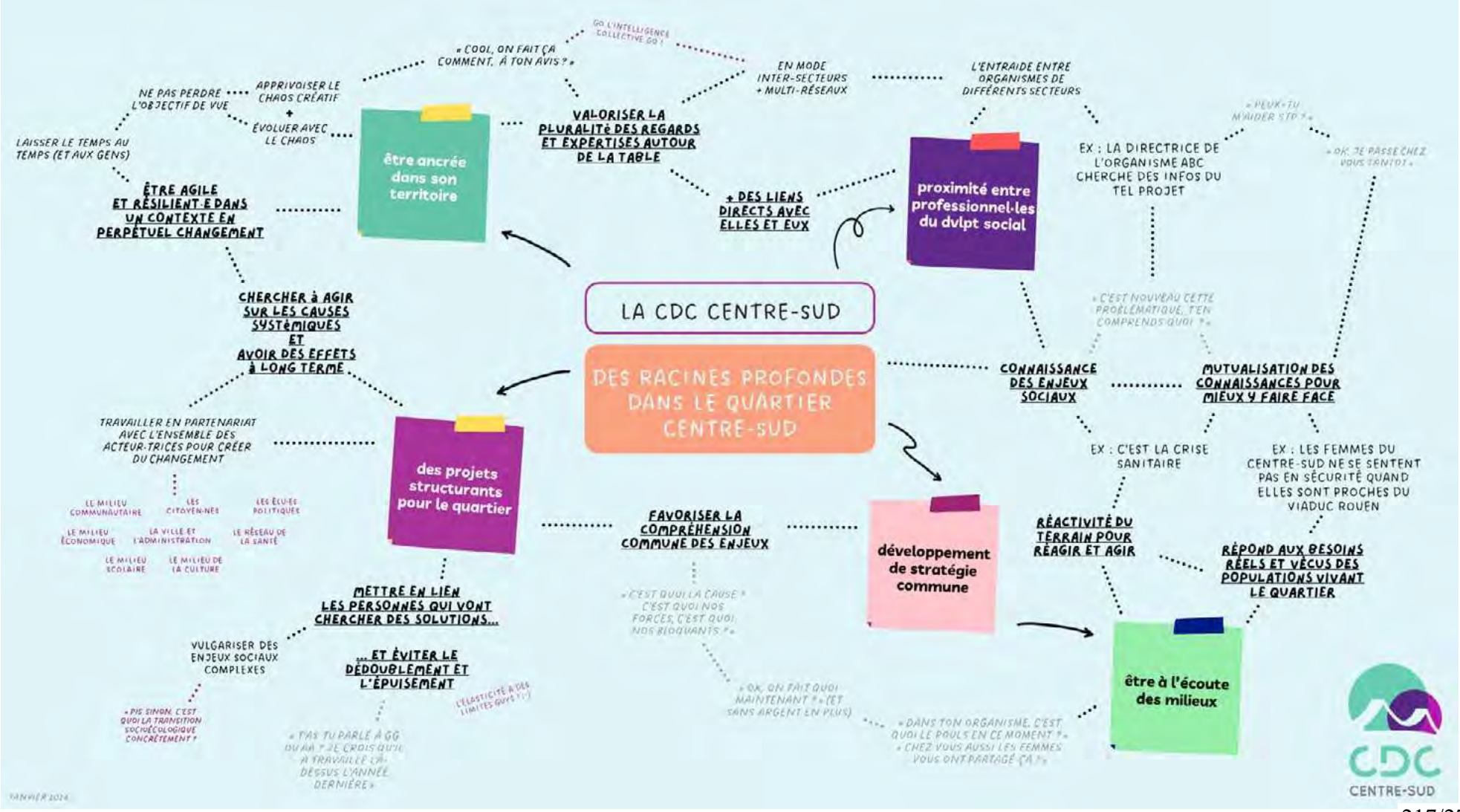
NOTRE TRAVAIL AU QUOTIDIEN

Être à l'écoute des milieux et être ancré dans notre territoire

En tant que structure de soutien au développement social local, notre rôle est d'élaborer des démarches permettant au quartier ; c'est-à-dire, les personnes et les organisations, de se coordonner pour opérer du changement dans le Centre-Sud.

Pourquoi fait-on ça ?

→ **Parce que nous croyons que le processus collectif est le moyen efficace qui assure la réalisation de changement durable.**



REGARD SUR L'ANNÉE

CASSIS

Accompagner la mutualisation des ressources des organismes en sécurité alimentaire

UNE ÉQUIPE AGILE

Se former sur une diversité de thématiques pour mieux accompagner le quartier dans ses changements et ses ambitions

PLAIDER POUR DU LOGEMENT ABORDABLE

Coordonner une stratégie de plaidoyer réclamant l'augmentation et le maintien de logements abordables pour les ménages à faibles revenus

NOUVEAU SITE WEB

Lancement d'un nouveau site Internet mettant en valeur le rôle de la CDC Centre-Sud et les possibilités d'action dans le quartier

77 MEMBRES

Soutenir, accompagner et représenter nos organismes communautaires au sein d'instances et d'espaces variés

FEST'ÉVAL DES 3 PRINCIPES

Questionner les projets collectifs du plan de quartier au regard des principes de transition socioécologique, de lutte contre la pauvreté et d'équité, de diversité et d'inclusion

PORTRAIT DU CENTRE-SUD

Partager la mise à jour du portrait du quartier pour mieux comprendre ses enjeux, besoins et les populations qui y habitent

TRANSITION EN COMMUN

S'impliquer sur le comité de coordination ou encore aux journées thématiques pour renforcer nos actions en transition socioécologique

QIR

Faciliter la collaboration entre le milieu communautaire et l'arrondissement pour réduire les iniquités dans le quartier de Sainte-Marie

SAVOIRS COLLECTIFS

Partager les savoirs issus des démarches collectives au travers du jeu *Opérer le changement social*, un cercle d'apprentissage en pratique évaluative ou encore via le carnet Praxis

ÉQUIPE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

François Bergeron
Directeur général

Estelle Lefebvre-Millette
Coordonnatrice au soutien de l'équipe et gestion des ressources humaines

CONCERTATION

Alexandra Tanguay

Alexandre Savoie *(jusqu'en août 2023)*

Annik Reinhardt

Audrey-Anne Lamarche

Bernadette Bindzi

Diana Hor *(jusqu'en mars 2024)*

Elany Mejia

Éléonord Robert D'Amour

Marlies Trujillo Torres *(jusqu'en août 2023)*

COMMUNICATION

Sarah Darnaudet

Fanny Latreille-Beaumont *(intérim jusqu'en janvier 2024)*

Laurence Dompierre-Major *(intérim jusqu'en mars 2024)*

RECHERCHE ET ANALYSE

Gabriel Giroux *(jusqu'en mars 2024)*

Roxanne L'Écuyer, Présidente
Directrice, Société écocitoyenne de Montréal

Valérie Larouche, Trésorière
Directrice, Mères avec pouvoir

Philippe Margueron, Secrétaire
Directeur général, La Relance Jeunes et Famille

Éric Giroux, Administrateur
Directeur, Écomusée du fier monde

Daniel St-Onge, Administrateur
Coordonnateur au développement,
Mouvement pour l'intégration et la rétention en emploi (MIRE)

Martin Vinette, Administrateur
Directeur, Voies culturelles des faubourgs



UNE ORGANISATION APPRENANTE

Le monde est en constant changement, surtout avec les grandes transformations sociales qui s'opèrent dans le quartier. La CDC Centre-Sud tente de suivre et de faire au mieux pour évoluer avec lui. Être à l'écoute du terrain permet de garder cette réactivité et d'ajuster nos actions.

Pour réaliser notre mandat, nous développons une culture organisationnelle pour valoriser l'apprentissage, notamment :

- La capacité d'apprendre, car apprendre, ça s'apprend.
- L'esprit critique, en remettant en cause les modèles et en se demandant pourquoi
- L'apprentissage continu pour améliorer nos pratiques en profondeur

→ **Découvrez en plus sur Praxis**

UNE ÉQUIPE FORMÉE SUR UNE VARIÉTÉ DE SUJETS

Pratique et posture

- Communication authentique
- ADS+ (approche différenciée selon les sexes)
- Pratiques d'évaluation dans les organismes de sécurité alimentaire
- Introduction aux perspectives autochtones et décolonisation
- Captation des apprentissages

«

Avec la communication authentique, cela vient renforcer l'idée chez moi que TOUT se dit, mais que TOUT est dans la manière !

Que naviguer dans la zone de confiance au sein d'un collectif, c'est un défi, mais que rien n'est insurmontable !

Projet collectif

- Mobiliser l'action intersectorielle
- Impact collectif et prise de décision collective
- Mobiliser l'action collective

Logement

- Perspectives internationales sur le logement social et communautaire
- Équité et territoire pour des milieux de vie justes
- Gentrification, théorie et pratiques
- Gestion du changement pour accélérer les transformations urbaines
- Vulnérabilité et résilience en temps de pandémie
- Histoire du mouvement communautaire au Québec



L'amélioration de nos pratiques amène des changements en profondeur et des changements durables

→ Réflexion collective sur le bilan et les perspectives de l'organisation

→ Suivi individuel deux fois par année

→ Investigation de nos biais mentaux

→ Communication des formations stratégiques/à réinvestir

→ S'interroger sur notre plus-value et rôle à jouer selon le contexte

→ Réfléchir à notre raison d'être

→ Évaluer le changement qui s'opère dans Centre-Sud

Notre posture à la CDC Centre-Sud

→ **Gestionnaire de projet**

Nous créons des projets collectifs et accompagnons les personnes dans la mise en œuvre.

→ **Designer social**

Nous élaborons des processus permettant la recherche de solution répondant aux enjeux sociaux complexes.

→ **Facilitatrice de prise de décision**

Nous mettons en place les conditions gagnantes pour faire émerger l'intelligence collective et favoriser la prise de décision en groupe.

→ **Évaluatrice de changement**

Nous développons des démarches collectives d'évaluation participative de changement.

→ **Apprenante**

Nous sommes agiles et nous nous demandons souvent « pourquoi ».



TROIS PRINCIPES DIRECTEURS

- → **Équité, diversité et inclusion**
- → **Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**
- → **Transition socioécologique**

Ces principes orientent nos intentions et percolent jusque dans les actions communautaires du quartier. Ils expriment notre volonté d'une transformation sociale, structurelle et multiniveau à travers l'action collective et sociale. Ayant à cœur le concept clé de justice sociale, ils affirment notre engagement vis-à-vis de l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être des personnes du quartier.

Pour promouvoir ces principes, l'équipe a participé à divers événements :

- Semaine de Transition en commun
- Fête de la transition socioécologique organisée par la Société Écocitoyenne de Montréal (SÉM)
- Cohorte ClimatIC pour la transition socioécologique
- Diner-causerie à la CDC à la Côte-des-Neiges
- Rencontres d'Espace quartiers



Outils de réflexion à disposition

- → **Diagramme de Venn**
- → **Les questions à se poser pour ses projets**

Les outils de travail en lien avec ces principes ont été partagés avec nos membres et partenaires dans le but d'entamer et d'approfondir des conversations sur la transition socioécologique dans notre milieu.



ÊTRE LA VOIX ET SOUTENIR ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DU QUARTIER

VIE ASSOCIATIVE

La CDC Centre-Sud est le regroupement multisectoriel de 77 organismes communautaires du quartier. Nous les soutenons, les mobilisons et les représentons pour développer plus d'impact collectif.

RENFORCER LE MILIEU COMMUNAUTAIRE

Être membre de la CDC Centre-Sud, c'est faire partie d'un réseau où la solidarité et le partage prennent tout leur sens. C'est aussi avoir l'assurance qu'une équipe est mobilisée au quotidien pour faire rayonner les organisations et consolider leurs capacités! Ainsi, une série d'événements et d'outils ont renforcé la vie communautaire du quartier :

Concerter et réseauter

- 4 assemblées communautaires pour partager leurs préoccupations et leurs défis
- 1 barbecue festif pour célébrer leurs impacts dans le quartier

→ **Favorise la création de solidarité et les collaborations**



Informer et outiller

- 3 rencontres de bienvenue données aux nouvelles personnes employées des organismes du quartier souhaitant en savoir plus sur nous et la concertation dans le Centre-Sud
- 11 infolettres internes pour informer de l'actualité communautaire, pour apprendre à travers différents outils et lectures, mais aussi pour découvrir les bons coups des membres
- 1 présentation de l'indice d'équité territoriale
- 3 formations portant sur la diversité et les biais inconscients en milieu de travail, le logement social et le travail du sexe 101

→ **Renforce le pouvoir d'agir du milieu communautaire**



Portrait de quartier

Nos membres ont pu bénéficier de la mise à jour du portrait du Centre-Sud pour comprendre ses enjeux, besoins et les populations qui y habitent.

→ Découvrez-le

NOS MEMBRES 2023-2024

Action Centre-Ville
Action-Réinsertion/Le Sac à dos
Aînés et retraités de la communauté gaie
Arborescence Québec
Association citoyenne du Village de Montréal
Association les Chemins du Soleil
Association sportive et communautaire du Centre-Sud
Atelier des lettres en alphabétisation
Au Coup de pouce Centre-Sud
Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation
Carrefour St Eusèbe
Centre associatif polyvalent d'aide hépatite C
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal
Centre d'entraide et de ralliement familial
Centre de soir Denise Massé
Centre récréatif Poupart
Centre St-Pierre
Chez Émilie maison d'entraide populaire
CITIM
CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Coalition montréalaise de lutte à l'homophobie
Comité logement Ville-Marie de Montréal
Comité social Centre-Sud
Conseillers en développement de la main-d'œuvre
Coop les Valoristes
Coopérative d'habitation Lézarts
Coopérative du Havre Frontenac
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart
CRIC Centre-Sud
Dans la rue
Écomusée du fier monde
En Marge 12-17
Ensemble pour le respect de la diversité
Entraide Leo Theoret
Entraide pour hommes de Montréal
Espace Adrianna
Espace LGBTQ+
Famille pour l'entraide et l'éducation des jeunes et des adultes
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
G.I.T.
Gestion des Trois Pignons
Go Jeunesse
Groupe d'entraide à l'intention des personnes séropositives/VHC et itinérantes
Inclusion sport
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Institut national canadien pour les aveugles
Intégration jeunesse du Québec
Interloge
Jeunesse Lambda
L'Autre Montréal
La Relance Jeunes et Familles
Les amiEs du courant Sainte-Marie
Logis Phare
Ma Chambre
Maison de la culture Janine-Sutto
Mère avec pouvoir
Méta d'Âme
Mouvement pour l'intégration et la rétention en emploi
Nouveau Théâtre Expérimental
Office municipal d'habitation de Montréal
Opération placement jeunesse
Option Consommateur
Oxy-Jeunes
Pastorale sociale Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve
PROJET T.R.I.P.
PVSQ
Réseau des lesbiennes du Québec
Réseau Habitation Femmes de Montréal
RÉZO
Ruelle de l'avenir
Sentier Urbain
Sidalys
Société écocitoyenne de Montréal
Société Saint-Vincent de Paul de Montréal
Spectre de rue
Télévision communautaire Frontenac
Voies culturelles des faubourgs

Soutenir nos membres

Bras dessus, bras dessous avec nos membres

2240 Fullum

Ce projet d'occupation et de gestion d'un immeuble par et pour des organismes communautaires a pris concrètement son envol cette année. Depuis juin 2023, de nouveaux locataires ont rejoint le projet, facilitant ainsi la répartition de la charge de travail entre les partenaires. Grâce à cela, l'entente d'usufruit avec le propriétaire a été finalisée et l'assemblée générale de fondation de l'organisme Gestion Fullum-Harmony a eu lieu. Ces réalisations permettront d'augmenter les efforts de recrutement d'autres membres. Encore cette année, en plus de la participation du CIUSSS, de Loco-Montréal et de la CDC Centre-Sud, le projet compte également sur l'appui de la députée Manon Massé et de Centraide du Grand-Montréal.

Espace LGBTQ+

La CDC Centre-Sud continue de suivre les avancées de ce projet. En effet, il constitue une réponse structurante aux besoins des organismes qui desservent la communauté LGBTQ+. Notre soutien s'articule principalement autour de conseils de gouvernance et de financement.



Déménagement des locaux communautaires du 2187 rue Larivière

Une inspection de l'immeuble au 2187 rue Larivière a mis en lumière un grave problème dans les fondations du bâtiment. Face au risque, la fondation Lucie et André Chagnon, propriétaire de l'édifice, a donc demandé à l'ensemble des organismes communautaires locataires de quitter les lieux. C'est ainsi que le CDC Centre-Sud déménagera en octobre 2024. À titre de gestionnaire de l'immeuble, mais aussi comme Corporation de développement communautaire, nous avons accompagné et soutenu les locataires membres pour la recherche de locaux dans le quartier. Nous sommes très heureux que la Relance Jeunes et Famille, la SEM, Voies culturelles des faubourgs et MIRE aient pu trouver de nouveaux espaces. La CDC Centre-Sud reste toutefois associée à la Fondation pour l'élaboration du projet qui prendra place sur le site actuel.

→ **Pour découvrir l'histoire du déménagement, écoutez le reportage de Radio-Canada.**

Nos coups de pouce

- → **Discussion sur les enjeux culturels et territoriaux du Centre-Sud avec Voies culturelles des Faubourgs**
- → **Support à l'animation des ateliers du forum de Mères avec pouvoir « Ensemble, brisons le cercle de précarités des femmes »**
- → **Soutien à la démarche de médiation culturelle de Voies culturelles des Faubourgs pour l'exposition « Un quartier en définition »**
- → **Soutien à l'organisation de la Fête des récoltes de Sentier Urbain**
- → **Écoute et soutien pour l'organisme Entraide Léo-Théorêt pour leur projet de « friperie »**

Encourager des projets collectifs

AUPRÈS DES TABLES SECTORIELLES

Quartier culturel des faubourgs

La CDC Centre-Sud siège au comité de gouvernance depuis sa création en juin 2023. Cette année, Quartier culturel a priorisé les orientations stratégiques de son plan d'action. En plus de mettre en œuvre une campagne de visibilité, le comité fut interpellé sur l'intégration d'un volet culturel et d'art public dans les aménagements de la future rue «éponge» que deviendra la rue Larivière.

CÉAF – Comité d'action féministe

Audrey-Anne assiste au comité mené par le CÉAF, pour faciliter la mise en lien avec les autres organismes sectoriels du quartier. Cela favorise la compréhension de leurs actions locales et permet de mieux soutenir leur mobilisation.

Association citoyenne du Village de Montréal

L'Arrondissement Ville-Marie a sollicité la CDC Centre-Sud pour soutenir la constitution d'une nouvelle association citoyenne pour les personnes résidant dans le Village. Alexandra et Éléonord ont ainsi animé une série de rencontres pour l'élaboration de l'organisation. Le collectif a alors bénéficié de notre expertise pour établir leurs valeurs, le choix de la structure juridique et le type de gouvernance. L'assemblée de fondation en juin 2024 a lancé officiellement la création de l'association et la fin de l'accompagnement.

Regroupement des organismes aînés des Faubourgs (ROAF)

Depuis 2023, Bernadette assiste aux rencontres du ROAF. Cet appui favorise un arrimage dans la vie collective du quartier et une plus grande visibilité des enjeux des personnes aînées, comme avec la participation à l'activité «micro-ouvert» de la Journée de quartier, la marche de pèlerinage dans le cadre des promenades de Jane ou encore la diffusion d'un bottin des ressources.

Pôle Frontenac

Cette concertation, animée par l'arrondissement Ville-Marie, discute des défis de cohabitation et de sécurité autour du pôle Frontenac. La CDC Centre-Sud profite de cet espace pour nommer les enjeux et besoins exprimés dans le plan de quartier 2023-2028. En outre, ce lieu est propice au partage d'informations essentielles pour mieux comprendre les dynamiques du Centre-Sud et élaborer des solutions adaptées.

Habiter Ville-Marie

La CDC Centre-Sud participe à l'élaboration de la stratégie de développement 2024 de la table de concertation en logement Habiter Ville-Marie. Cette démarche répond aux enjeux soulevés durant la planification stratégique de la TDS 2023-2028, soit la rareté de logements économiquement accessibles et la forte attente pour des logements sociaux et communautaires.

Table de concertation et d'intervention pour une garantie alimentaire dans le Centre-Sud (CIGAL)

Annik et Bernadette ont épaulé les membres de la Table CIGAL dans leurs démarches politiques. Notamment, l'envoi d'une lettre au ministre des Services sociaux, M. Lionel Carmant, pour demander une augmentation des fonds du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC). La CDC Centre-Sud continue d'appuyer les réflexions sur la poursuite d'une stratégie d'influence.

AUPRÈS DES PROJETS COLLECTIFS

Personnes demandeuses d'asile

Face à la forte augmentation des demandes issues des personnes à statut migratoire précaire sur le territoire, la CDC Plateau Mont-Royal, la Table des Faubourgs, la CDC Centre-Sud et le CIUSSS du Centre-Sud de l'île de Montréal se sont regroupés à l'hiver 2023. L'objectif est de créer une démarche interquartier de soutien aux organismes touchés par l'urgence. En ont résulté un plan d'action et un bottin de ressources pour les intervenant·es de première ligne.



Comité sur l'avenir du Village (CAVI)

Alexandra et Éléonord ont animé deux rencontres du CAVI pour aborder les enjeux dans le Village et mieux comprendre son portrait sociodémographique. Ces rencontres permettent également de s'informer sur les actions mises en place pour améliorer les conditions de vie, créant ainsi un espace de concertation en adéquation au quartier.

Projet agent·es de milieu

Estelle et Elany participent au comité de soutien/financement pour le projet d'Agent·es de milieu. Ce projet est le fruit d'un travail collectif pour combler le besoin de rejoindre, accompagner et référer les familles isolées et vulnérables du Centre-Sud. Ces familles pourront ainsi avoir accès aux services et ressources disponibles dans le quartier. Le projet est chapeauté par le CRIC, avec l'appui du CIUSSS Centre-Sud, de la Table des Faubourgs, de l'OMHM et des Tables jeunesse du quartier.

La concertation ne sert pas à jaser pour jaser.

La concertation sert à mener à des changements structurants !

Vie de quartier

Dès qu'elle le peut, la CDC Centre-Sud se joint aux événements du quartier. Être à l'écoute c'est bien, participer c'est encore mieux !



Marche contre les violences sexistes - CÉAF



Activité de bénévolat de l'équipe pour les paniers de Noël - Carrefour Solidaire CCA



Jour de la Terre – Sentier Urbain



Éclipse solaire avec le chantier mixité sociale



Fête de la transition socioécologique - SEM

Mais aussi

- Fête des Récoltes de Sentier Urbain
- Vernissage de l'exposition des Bâtisseuses du CÉAF
- Ateliers de discussion du CRIC sur la diversité culturelle, les enjeux LGBTQ et l'islamophobie
- Marche exploratoire ADS+ du Centre d'écologie urbaine de Montréal en lien avec les travaux sur Ste-Catherine – CÉUM et Ville de Montréal
- Comité collection écomuséale de l'Écomusée du fier monde
- Célébration des 30 ans de Sentier Urbain
- Étude du potentiel commercial du Village – SDC du Village
- Rencontre d'échange sur la cohabitation sociale et la sécurité urbaine, secteur pôle Frontenac – Arrondissement Ville-Marie
- Lancement du projet Récits POM de Oxy-Jeunes
- Vernissage de l'exposition permanente de l'écomusée du fier monde
- Participation à la Fresque du climat de la SEM

Représenter le milieu communautaire

TABLE NATIONALE DES CDC (TNCDC)

La TNCDC a pour mission de regrouper les 65 CDC du Québec et de les soutenir dans leurs objectifs. De plus, elle promeut la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local. Elle réalise le tout dans une perspective de justice sociale ainsi que de développement global et durable de notre société. En plus de participer aux trois rencontres nationales, la CDC Centre-Sud contribue plus particulièrement aux comités suivants :

Financement

Le comité a le mandat de déposer des recommandations en lien avec les travaux avec la MESS et le SACAIS quant aux diverses stratégies de financement.

PPE2

Il met en place des outils pour favoriser la participation pleine et entière et la prise de parole égalitaire. Cette année, le comité s'est penché sur les pratiques inclusives à employer, sur nos biais inconscients à travers une lunette intersectionnelle et sur la valorisation de la diversité des parcours au sein du réseau des CDC.

Philanthropie

Il anime une démarche de réflexion et de positionnement du réseau face à l'action philanthropique et l'exécution de mandat gouvernemental dans la communauté.

Gestion et prévention de crise

Le comité développe une proposition de projet avec le SACAIS pour renforcer la capacité d'agir du réseau des CDC en matière de gestion/prévention de crise.

COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER (CMTQ)

La CMTQ regroupe les 32 Tables de quartier de Montréal. Elle intervient à l'échelle de Montréal avec l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population montréalaise. Elle offre des espaces de soutien pour ses membres, permettant de favoriser l'entraide et l'échange de pratiques ou d'informations, pour un réseau de Tables de quartier fort et solidaire.

En plus des rencontres statutaires, la CDC Centre-Sud a participé plus particulièrement à :

- Grande fête des Tables de quartier CMTQ
- Le Lac-à-l'épaule
- Au Forum ouvert sur la mobilisation
- Les quartiers à Table !

Atelier pour une définition de la transition socioécologique

La CDC Centre-Sud a co-animé, avec la CMTQ, un atelier en vue d'identifier les bases d'une définition de la transition socio-écologique pour les Tables de quartier. Une vingtaine de Tables étaient présentes afin de réfléchir aux éléments essentiels à retrouver dans une telle définition. La suite en 2024-2025 !



Cégep du Vieux Montréal

La CDC Centre-Sud a exposé son travail et son rôle en développement social local auprès de la cohorte de Techniques de travail social du Cégep du Vieux Montréal.

Dans le cadre du cours d'intervention dans les communautés, l'équipe a présenté à 3 groupes d'étudiant·es la possibilité de choix de carrière professionnelle et de développement des communautés que constitue la Corporation.

« 3 occasions de faire le lien entre théorie et pratique terrain, 3 occasions de donner envie de venir travailler à la CDC Centre-Sud et de s'engager en travail social »

Diana Hor, ex chargée de concertation

TRANSITION EN COMMUN (TEC)

L'année 2023-2024 est marquée par diverses implications avec l'organisme Transition en commun (TeC), notamment via notre :

- Implication comme membre du comité de coordination
- Participation aux journées thématiques autour de la question de la transition socioécologique dans les quartiers de Montréal et les récits de la transition socioécologique.
- Collaboration à la coordination d'Espace quartiers
- Accueil de l'équipe de Transition en commun ainsi qu'une cinquantaine de personnes issues de divers milieux lors de la visite du Centre-Sud. Cette visite a mieux fait connaître différentes initiatives en transition socioécologique menées par des groupes du quartier et a approfondi la compréhension de enjeux liés à la transition dans le Centre-Sud.


© Omar Sfayhi

COMITÉ VIGIE DES FAUBOURGS

La CDC Centre-Sud participe au tout nouveau comité vigie des Faubourgs mis en place dans la dernière année sur le territoire. Il est un mécanisme d'information et de concertation en cas d'événement traumatique créant une onde de choc dans un milieu. À ce titre, la CDC Centre-Sud agit en tant que courroie de transmission d'informations entre les parties prenantes du comité vigie et de ses membres communautaires. L'objectif est d'avertir et de solliciter de manière efficace et pertinente.

Prise de position

PLAIDOYER LOGEMENT

L'accès et le maintien de logements abordables sont des enjeux préoccupants pour le quartier. Nos organismes communautaires ont alerté la CDC Centre-Sud à plusieurs reprises sur ce défi majeur pour les personnes qu'ils rejoignent. Ainsi, depuis septembre 2023, l'équipe mobilise ses membres autour d'un plaidoyer réclamant l'amélioration de l'offre de logements abordables dans le quartier.

Le comité plaidoyer a été mis en place pour faciliter la co-construction d'une prise de position collective. Cela permet de réagir aux enjeux d'actualité qui ont un impact sur le quartier et de développer des stratégies d'influence auprès des décideur·euses. Merci aux organismes membres du comité pour leur implication : Carrefour St-Eusèbe, CODEM, Comité logement Ville-Marie, Coop Faubourg M'Lasse, Espace LGBTQ+ et Ma chambre. Le lancement du plaidoyer aura lieu en septembre 2024, à suivre sur nos réseaux !



MANIFESTATIONS

La CDC prend position ! Nous avons joint notre voix à plusieurs autres lors de grandes manifestations organisées pour défendre la place et affirmer l'importance du milieu communautaire et de l'action communautaire autonome :

- Manifestation du FRACA 6

→ **Lire le communiqué de presse**

- Manif-action Les horreurs de la CAQ

«

Le sous-financement chronique met en péril la capacité des organismes de réaliser leur mission alors que les besoins de la population augmentent. Le rôle du communautaire doit enfin être pris en considération dans le filet social et être dignement financé.

François Bergeron, directeur général de la CDC Centre-Sud



AGIR DE MANIÈRE CONCERTÉE POUR UN CENTRE-SUD PLUS JUSTE ET DURABLE

UNE ANNÉE MARQUANTE

Un nouveau plan de quartier

Une fois de plus, le Centre-Sud s'est surpassé en matière de mobilisation et de créativité ! Forts du travail effectué par les comités durant l'année précédente quant aux changements souhaités, les partenaires se sont réunis en chantiers thématiques dès l'automne 2023. Chacun des chantiers a alors créé son plan d'action concret afin de rassembler et de mettre en œuvre des projets transformateurs dans le quartier.

→ **Tout le travail de planification stratégique accompli depuis les deux dernières années a ainsi abouti dans un plan de quartier 2023-2028 !**

Lancé durant la Journée de quartier en mars 2024, ce fut l'occasion de mobiliser l'ensemble des parties prenantes à prendre part aux actions mises en place par la TDS Centre-Sud.

Depuis l'été 2024, les comités issus des chantiers initient leurs projets respectifs. L'équipe de la CDC est fière d'accompagner le Centre-Sud en animant et en coordonnant les différents lieux de concertation liés au plan de quartier.

> *« Nous sommes aux premières loges pour voir se déployer la force du collectif et la créativité de nos partenaires quant à l'amélioration des conditions de vie des résident·es du Centre-Sud ! »*



Plan de quartier

Découvrez les 15 projets collectifs pour un Centre-Sud plus juste et durable d'ici 2028 !

→ **Je veux tout savoir !**

La Table de développement social (TDS) Centre-Sud tente une autre gouvernance pour son plan de quartier 2023-2028. Ainsi, en remplacement des assemblées régulières, trois espaces de concertation voient le jour : le comité de pilotage, les chantiers thématiques et la Journée de quartier.

> *« Cette nouvelle gouvernance permettra au quartier de rester réactif face au contexte en ajustant de manière agile les réponses développées collectivement. »*

Par ces espaces ouverts et participatifs, la **notion de coresponsabilité** est mise de l'avant en reconnaissant le leadership des partenaires du quartier dans la mise en œuvre et la coordination des actions du plan. Ce travail se déploie dans le respect des ressources et des limites de chacun·e, à travers un engagement moral et formel, qui mise sur la complémentarité.

→ **L'équipe s'implique dans cette démarche collective en coordonnant les divers espaces de concertation pour supporter le travail réalisé par les partenaires.**

Cela se traduit entre autres par l'animation des différents lieux de concertation, le soutien à la recherche de financement, le pilotage du système d'évaluation commun, la mobilisation autour de l'adhésion au plan et l'accompagnement des partenaires dans la mise en œuvre de leurs projets.

Deux ans de co-création pour un Centre-Sud + juste et durable

PHASE 1
PRINTEMPS/ÉTÉ 2022

→ On écoute, on échange !

261 personnes vivant et/ou travaillant dans le quartier ont partagé leurs besoins et aspirations pour le Centre-Sud





PHASE 2
AUTOMNE/HIVER 2023

→ On priorise, on décide

70 personnes vivant, travaillant ou fréquentant le Centre-Sud ont priorisé 8 enjeux pour le quartier





PHASE 3
HIVER/PRINTEMPS 2024

→ On créé, on planifie !

4 comités de travail ont établi les bases du futur plan de quartier notamment les changements à atteindre et les stratégies d'action





PHASE 4
HIVER/PRINTEMPS 2024

→ On se met en action !

4 chantiers thématiques (logement, mixité sociale, alimentation et culture) ont structuré le plan de quartier en identifiant des projets collectifs pour un Centre-Sud qui répond aux besoins et aspirations exprimés par le quartier







CHANTIER CULTURE

CHANGEMENT SOUHAITÉ

→ **En 2028, il y a un contexte d'opportunités pour que les artistes soient mieux considéré·es et reconnu·es comme un moteur identitaire du quartier**

PROJETS

La Place de la création

Faire le plein de culture dans une ambiance décontractée grâce à une programmation d'arts vivants et d'arts visuels

Porté par : Arrondissement Ville-Marie

Partenaires : Au coup de pouce, Oxy-Jeunes et Voies culturelles des faubourgs

Plateforme des artistes

Consulter, réseauter et outiller les artistes pour renforcer l'écosystème artistique du Centre-Sud. Favoriser la reconnaissance des artistes en tant que moteur identitaire et de vitalité du quartier

Porté par : Voies culturelles des faubourgs

Partenaire : CODEM/CJE

Les Fantastiques

Mobiliser les personnes de la médiation socioculturelle du quartier (professionnelles, institutionnelles ou communautaires) afin de favoriser la collaboration et les interactions dynamiques entre artistes, œuvre et citoyen·nes

Porté par : Au coup de pouce, Écomusée du fier monde et la Maison de la culture Janine-Sutto



« *La diversité des secteurs et des expertises représentés au sein du chantier s'est avérée une force mobilisatrice pour s'attaquer de façon créative aux enjeux liés à la culture et proposer de projets innovants qui répondent au changement souhaité pour le quartier*

Elany, chargée de concertation chantier Culture



CHANTIER LOGEMENT

CHANGEMENT SOUHAITÉ

→ **En 2028, il y a une plus grande proportion de locataires qui sont logés de façon pérenne dans des habitations de qualité, adaptées et accessibles économiquement dans Centre-Sud**

PROJETS

Jeu J'habite ici

Identifier les 30 actions citoyennes pour agir sur la crise du logement grâce au jeu et à la pensée systémique

Porté par : Pascale Félizat

Partenaires : gardien·nes de jeu et citoyen·nes

Plaidoyer sur l'abordabilité

Mobiliser les organismes et résident·es du quartier pour influencer les décisions et instances publiques sur l'abordabilité du logement

Porté par : CDC Centre-Sud

Partenaires : Comité plaidoyer (Carrefour Saint-Eusèbe, CODEM/CJE, Comité logement Ville-Marie, Coop Faubourg à m'lasse, Espace LGBTQ+, Ma chambre) et les organismes membres de la CDC Centre-Sid

Mobilisation autour des sites spécifiques

Développer des projets immobiliers sociaux et communautaires dans des sites stratégiques ciblés par la communauté

Porté par : Habiter Ville-Marie

Partenaires : Comité logement Ville-Marie et CDC Centre-Sud



«

Ces initiatives sont toutes animées par la même volonté : permettre aux résident·es du Centre-Sud de faire entendre leurs voix dans le contexte immobilier particulier que nous connaissons. La CDC Centre-Sud est fière de s'associer à des partenaires et des citoyen·nes déterminé·es à reprendre le pouvoir de la situation.

Annik, chargée de concertation chantier Logement

CHANTIER ALIMENTATION

CHANGEMENT SOUHAITÉ

→ **En 2028, il y a un réseau solidaire, connu et reconnu d'offre alimentaire saine, abordable et accessible afin que toustes puissent se nourrir dignement dans Centre-Sud**

PROJETS

Je mange, donc je vote

Éduquer sur le droit à l'alimentation en vue des scrutins électoraux (municipales, provinciales et fédérales)

Porté par : CARAA
Partenaires : Carrefour solidaire, CDC Centre-Sud et Tiers Lieu

CASSIS

Mutualiser les ressources alimentaires dans le quartier Sainte-Marie

Porté par : CDC Centre-Sud
Partenaires : Organismes de la Table CIGAL

Trousse Manger dans le Centre-Sud

Bonifier la trousse pour un meilleur accès aux ressources alimentaires

Porté par : Carrefour solidaire
Partenaires : CIUSS et les organismes de la Table CIGAL

Revendication sur les demandes locales et au droit en alimentation

Mobiliser et outiller pour faire valoir le droit de l'alimentation dans le quartier

Porté par : Table CIGAL
Partenaires : Organismes membres et partenaires de la Table CIGAL

Carte Proximité

Améliorer le rayonnement et l'impact de la carte Proximité tout en bonifiant son offre alimentaire

Porté par : Carrefour solidaire
Partenaires : DRSP/CIUSS et les organismes distribuant la carte Proximité



« *Chapeau à l'implication et l'engagement des membres du CARAA (Comité d'action et de réflexion pour l'autonomie alimentaire) ! Ces personnes résidentes dans Centre-Sud sont accompagnées par le Carrefour solidaire centre communautaire d'alimentation dans la réalisation d'actions militantes autour du droit à l'alimentation.*

Annik, chargée de concertation chantier Alimentation



CHANTIER MIXITÉ SOCIALE

CHANGEMENT SOUHAITÉ

→ **En 2028, le Centre-Sud est un modèle d'inclusion et de cohésion sociale qui favorise la participation citoyenne**

PROJETS

Cohabitation dans les espaces verts publics du quartier

Organiser des activités de verdissement et d'horticulture pour les citoyen·nes et les personnes en situation de marginalité pour créer des liens

Porté par : Société écocitoyenne de Montréal et Sentier urbain
Partenaires : Arrondissement Ville-Marie, Ma Chambre et Spectre de rue

Le Pommier

Favoriser la solidarité et l'inclusion dans le quartier grâce aux commerces mettant à disposition certains services (toilettes, eau, électricité, etc.) aux personnes en situation d'itinérance

Porté par : Spectre de rue
Partenaire : Arrondissement Ville-Marie

Guide Mieux vivre dans le Centre-Sud

Informer les populations de l'histoire, des réalités et des ressources du quartier

Porté par : CDC Centre-Sud
Partenaires : Arrondissement Ville-Marie, CÉAF, CODEM/CJE et Ma Chambre

Des espaces communautaires pour TOUSTES

Étudier et promouvoir le développement de locaux communautaires dans le quartier

Porté par : Espace LBGTQ+
Partenaires : Arrondissement Ville-Marie et CDC Centre-Sud



« *Nous sommes particulièrement fières du travail accompli dans le cadre du chantier. Les progrès ont été réalisés aisément grâce à la multidisciplinarité des partenaires impliqués. Les réflexions, débats et préoccupations ont été abordés avec une vision commune pour le bien-être des citoyens·nes du Centre-Sud. Nous sommes convaincues que cette collaboration contribuera à renforcer la cohésion sociale du quartier. Nous sommes impatientes de voir les projets collectifs portés par des organismes communautaires se développer !*

Alexandra et Éléonord, chargées de concertation
chantier Mixité Sociale

Financement pic 2

Dans le cadre de l'appel à financement du Projet Impact Collectif 2, les organismes communautaires de la CDC Centre-Sud ont décidé de prioriser l'atteinte du changement visé le chantier mixité sociale. Pour nos membres, en raison de la complexité de l'enjeu, il est évident que l'approche de l'impact collectif est idéale pour aborder cet enjeu social crucial. C'est ainsi qu'une demande de financement a été déposée et acceptée. Ce soutien permettra de soutenir la réalisation des différents projets collectifs du chantier et de les pérenniser.

TRANSFERT D'EXPERTISES

Conserver et consolider les réussites

Bilan de Notre Quartier Nourricier (NQN)

Notre Quartier Nourricier a été un projet phare de la planification stratégique 2018-2023. Cinq années d'action collective riches en apprentissages et en expériences formatrices pour le quartier et le noyau de partenaires impliqués. Pour les partager à d'autres initiatives locales ou nationales, un bilan a été réalisé. Un outil précieux pour démarrer une démarche collective en sécurité alimentaire. Ce bilan met aussi en lumière l'inestimable engagement des partenaires et leur contribution à la communauté du Centre-Sud. NQN évolue désormais sous une nouvelle forme, mais ses retombées se font encore ressentir et alimentent les actions en cours dans le plan de quartier 2023-2028.

→ **Découvrez le bilan**

Soupe Locale Centre-Sud

Soupe Locale Centre-Sud continue de rayonner ! Un balado lui a été consacré pour mettre en valeur les impacts positifs des Soupes Locales dans leur communauté en matière d'inclusion.

→ **Épisode 6 - L'inclusion sociale**

L'équipe accompagne un groupe de personnes impliquées dans le quartier qui souhaitent perpétuer ces soirées de participation citoyenne. À suivre !

Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud (CAGPCS)

La CDC Centre-Sud a présenté les fruits du travail du Comité aux Rendez-vous Collectivités viables 2024 – Vivre en ville lors d'un panel traitant de la participation citoyenne et des personnes marginalisées. L'événement a rassemblé plus de quatre-cents personnes professionnelles et élues des milieux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de la politique municipale, de la santé publique, des sciences sociales et de l'action communautaire.



Renforcer et partager nos savoirs

Lancement du jeu de cartes «Opérer le changement social»

Lors de la toute première Journée des savoirs ouverts de Projet Collectif, Diana et Éléonord ont animé un atelier sur le jeu de cartes en évaluation créé à partir de notre démarche d'évaluation du plan de quartier 2018-2023. Les personnes participantes ont pu tester le jeu à partir de mises en situation. Cette expérience a mis en lumière que ce jeu permet l'approfondissement des réflexions sur les freins et les leviers liés aux projets que l'on mène.



Face à un enjeu choisi en groupe, ce jeu vous aidera à vous questionner autour des «accélérateurs de changement» à utiliser et des «freins de changement» à prendre en compte.

→ Téléchargez le jeu

Cercle d'apprentissage en pratique évaluative

Le cercle d'apprentissage en pratique évaluative réinvestit nos compétences développées lors des animations de la communauté de pratique «mieux lutter contre l'exclusion sociale» et de la mise en œuvre de la démarche participative d'évaluation de changement.

Animer cet espace d'échanges a accrut une meilleure connaissance des pratiques d'évaluation auprès de nos organismes communautaires membres, mais surtout d'opérer un rapprochement entre les organismes participants et une plus grande confiance en eux pour faire de l'évaluation grâce aux outils mis à leur disposition.

Projet Collectif

De novembre 2023 à février 2024, la CDC Centre-Sud a fait partie de la 2e cohorte en édition des savoirs ouverts menée par Projet Collectif. Sur 12 semaines, Diana s'est formée et a partagé ses apprentissages autour de la mobilisation, rédaction et édition de savoirs stratégiques de la CDC Centre-Sud. En a résulté la sortie du tout premier carnet de notes. Il met en lumière notre expertise en tant que structure de soutien de l'impact collectif et notre rôle incontournable pour mener des changements structurants à l'aide de la concertation.

→ **Lire le carnet de notes**

Les plus pour la CDC Centre-Sud

- → **Renforcer sa capacité à documenter des savoirs stratégiques et les diffuser.**
- → **Développer une réflexion critique sur le savoir, savoir-faire et savoir-être de la CDC.**
- → **Apprendre à assurer une diffusion ouverte des savoirs.**
- → **Faire rayonner son expertise.**
- → **Se familiariser avec la plateforme En Commun.**

ÉVALUATION

Le plan de quartier 2023-2028 est doté d'une démarche d'évaluation participative et évolutive. Cette démarche approche constatera les apprentissages réalisés au cours des prochaines années afin de les réinvestir.

→ **L'objectif est de comprendre les changements - dans les pratiques collectives, les postures et les discours - qui s'opèreront dans le Centre-Sud grâce aux projets du plan de quartier**

Cette année,

- Une trousse à outils est en élaboration pour aider les organismes communautaires dans la documentation formelle et systématique des effets et impacts de leurs projets sur les personnes.
- Les partenaires du plan ont mis au jeu leur projet à travers la loupe de la grille des 3 principes. Durant le Fest'Éval, ils ont eu l'opportunité de se questionner sur les valeurs, les principes et les effets de leurs projets au regard de la transition socioécologique, de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ou encore de l'équité, diversité et inclusion. Pour l'équipe de la CDC Centre-Sud, leurs réflexions nous permettront de cibler les efforts d'éducation populaire à mettre en œuvre concernant ces principes. Ce fut aussi l'occasion de continuer à bonifier et améliorer la grille des balises.

→ **Pour plus d'information sur la démarche d'évaluation, consultez le plan de quartier.**









♥ **Merci à Yann Pezzini pour son accompagnement afin de peaufiner cette démarche et bonifier les outils d'évaluation.**

Quartiers inclusifs et résilients (QIR)

La démarche des Quartiers inclusifs résilients (QIR) cherche à réduire les iniquités dans les quartiers les plus vulnérables de Montréal. Jusqu'en 2025, trois milieux cumulant plusieurs fragilités ont été sélectionnés pour le déploiement du projet pilote dont le quartier Sainte-Marie, situé dans l'arrondissement Ville-Marie.

→ **Afin d'améliorer les conditions de vie des citoyen·nes, l'approche QIR vise à augmenter l'efficacité des interventions municipales tout en mettant à contribution l'expertise des tables de quartier ainsi que la sphère communautaire. Les aspirations de la collectivité sont alors portées par les différentes tables de quartier aidant à cette démarche innovante.**

NOTRE RÔLE

Nos connaissances approfondies des enjeux populationnels et notre mission de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale font de la CDC Centre-Sud un collaborateur incontournable dans la mise en œuvre de l'approche QIR à Sainte-Marie. Notre capacité à mobiliser les organismes membres, les citoyen·nes ainsi qu'une variété de partenaires favorise l'émergence de coopérations fructueuses avec l'administration municipale pour lutter contre les iniquités et transformer ce milieu. S'appuyant sur les actions déjà prévues et menées par l'arrondissement, la CDC Centre-Sud demeure donc une interlocutrice clé, pour faciliter notamment la collaboration avec le communautaire afin de mieux répondre aux besoins de la population. Enfin, la CDC Centre-Sud contribue et participe vivement au sein de la gouvernance locale en vue de la planification de la Stratégie d'intervention intégrée.

CASSIS, UNE PREMIÈRE ACTION

Tout en poursuivant le développement des nombreux projets contenus dans son plan de quartier, la CDC Centre-Sud considère le QIR comme une opportunité supplémentaire d'intervention dans Sainte-Marie.

Un des objectifs du programme est de faire converger les leviers de financement. Donc, lorsqu'un appel à projets internes de Montréal en commun, volet montréalais du Défi des villes intelligentes, a été lancé pour financer des initiatives en mobilité et en alimentation, les trois milieux se sont mobilisés pour soumettre une demande dans ce cadre. Le volet Alimentation a été sélectionné dans Sainte-Marie, posant ainsi les bases pour ce qui allait devenir le Projet CASSIS.

Avec CASSIS, les organismes en sécurité alimentaire veulent

→ **METTRE EN RÉSEAU leurs services alimentaires**

→ **MUTUALISER leurs ressources et infrastructures présentes**

→ **METTRE À L'ÉCHELLE des solutions existantes**

→ **AMÉLIORER l'offre alimentaire des personnes défavorisées**



OCTOBRE 2023

Lancement officiel

Présentation des particularités de Sainte-Marie

DÉCEMBRE 2023

Priorisation locale

Présentation du milieu communautaire Sainte-Marie

Planification de la stratégie d'intervention

MAI 2024

Présentation de la stratégie d'intervention aux élu·es et comités de direction de l'arrondissement

Rencontre stratégique Pôle Frontenac avec l'arrondissement et les services centraux

JUIN 2024

QIRmesse célébration des avancées des 3 milieux

ZOOM SUR - COMMUNAUTÉ ALIMENTAIRE SOLIDAIRE SOCIALE INCLUSIVE SUPERVISÉE (CASSIS)

→ **CASSIS désire offrir un meilleur accès à l'alimentation à des populations vulnérables du quartier Centre-Sud et encourager sa participation.**

La mise en place d'un projet de mutualisation est une opportunité pour explorer de nouveaux champs des possibles. CASSIS se veut plus que le simple échange des équipements, mais aussi la chance d'expérimenter la mutualisation en canalisant ses efforts autour de l'approvisionnement et de la logistique. La volonté est la pérennisation des organismes communautaires en sécurité alimentaire dans le Centre-Sud pour faire du quartier un véritable pôle alimentaire communautaire.

Depuis son démarrage en décembre 2023, Bernadette accompagne les organismes participants avec succès à la :

- Création de liens de confiance et de collaboration
- Élaboration de la gouvernance, des responsabilités et des tâches dans le cadre d'un projet collectif
- Création des comités de travail logistique et approvisionnement

Les organismes participants

Au coup de pouce, Carrefour Solidaire CCA, Carrefour Saint Eusèbe, Le CERF, Chez Émilie, Information Alimentaire Populaire Centre-Sud, Sentier Urbain, Entraide Léo Théorêt, PAS de la Rue



© Annie Laurin

« Nous observons déjà et nous nous réjouissons de voir des collaborations entre organismes communautaires qui ont les mêmes défis financiers, matériels et de ressources humaines.

Bernadette Bindzi, chargée de concertation

VIE ORGANISATIONNELLE





Financement

En 2022, la CDC Centre-Sud a pu compter sur un rattrapage significatif de la subvention du SACAIS destiné à sa mission. Évidemment ce montant ne couvre pas l'entièreté des aspirations, mais a permis, nous l'espérons, de mieux jouer notre rôle auprès de nos membres. Toutefois, l'ampleur des besoins auxquels sont confrontés quotidiennement l'ensemble des organismes communautaires ne fait que mettre en lumière le manque d'engagement de l'état.

COMITÉ FINANCEMENT

Nonobstant ce constat, une de nos principales préoccupations, était de mobiliser les ressources nécessaires pour la réalisation du nouveau plan de quartier. La CDC Centre-Sud a donc mis en place un comité. Son mandat était de créer un répertoire des sources de financement disponible. Mais également, de nourrir les réflexions des différents comités de travail de la planification de la Table de quartier.

Enfin, il devait proposer un processus de priorisation d'un changement spécifique qui constituerait le cœur de la demande du support du Projet d'Impact Collectif (PIC) de Centraide.

QIR

La nouvelle approche QIR, axée sur une plus grande collaboration entre les organismes locaux et l'ensemble des services de la Ville de Montréal, permet d'entrevoir la possibilité d'augmenter l'impact des interventions de nos groupes dans le secteur périphérique du métro Frontenac.



© Annie Laurin

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS D'AGIR

Depuis deux ans, la CDC Centre-Sud peut compter sur l'appui financier de la Fondation Lucie et André Chagnon. Grâce à deux ententes, l'une avec la TNCDC et l'autre avec la CMTQ, nous disposons de ressources pour améliorer nos actions et nos interventions dans la collectivité. Il faut souligner que c'est la CDC Centre-Sud qui définit ses besoins et les moyens qu'elle désire mettre de l'avant. La grande souplesse de ces investissements est significative et renforce notre capacité d'autodétermination des solutions correspondantes aux nécessités de notre communauté.

COMMUNICATIONS

L'année a été marquée par la poursuite du soutien accru à la promotion et à la mobilisation autour de la création du plan de quartier 2023-2028. La mise en valeur des actions des membres et l'accessibilité de l'information ont été également le fil directeur de la stratégie. L'enjeu est maintenant de renforcer nos acquis et de continuer à clarifier nos messages. La consolidation de l'adhésion au plan est aussi un défi.

UN NOUVEAU SITE INTERNET

Après la refonte de l'image de marque de la CDC Centre-Sud, ce fut au site Internet de faire peau neuve ! La confusion de l'information, de nos différents volets d'intervention ainsi qu'une navigation peu intuitive ont motivé ce désir de changement.

Ainsi, pendant plus d'une année, la structure a été revue en profondeur. L'objectif était de faciliter l'exploration tant pour les résident·es, nos organismes communautaires membres, partenaires, mais également pour les personnes curieuses d'en découvrir plus. Il est maintenant plus aisé d'accéder aux ressources du quartier, de connaître les formes d'implication dans Centre-Sud et de mieux comprendre notre modèle d'action. Ce travail fut possible grâce à la contribution de toute l'équipe pour la création de contenu, l'agence Pilon Design et aussi la coordination du projet par la chargée des communications.



MOBILISER ET PROMOUVOIR LE PLAN DE QUARTIER

Avec la création du plan de quartier Centre-Sud, les communications ont encore joué une fonction essentielle dans la mobilisation et le partage d'information. S'assurer de livrer un message clair et invitant ont participé aux conditions gagnantes de ce plan. Également, la transparence a été au cœur de la stratégie de contenu. C'est ainsi qu'une série d'articles ont été publiés pour expliciter l'approche, les rôles des chantiers et leurs avancées. Enfin, toujours dans une perspective d'inclusivité, différents canaux de diffusions ont été explorés. Que ce soit bien évidemment sur les réseaux sociaux, mais aussi par de l'affichage public. La forte mobilisation à la Journée de quartier, mais encore tout au long de la démarche, confirme que nos efforts ont porté leurs fruits. Le rôle structurel et fondamental des communications pour la CDC Centre-Sud n'est donc plus à démontrer.



♥ Nos fiertés

→ 4 022 adeptes de nos réseaux sociaux

La constance du rythme de publications, mais aussi l'adaptation et la variété du contenu permettent d'avoir un nombre d'abonné·es important sur Facebook, Instagram et LinkedIn.

→ 17 infolettres externes

La vitrine de nos activités et réalisations ainsi que de la vitalité de nos organismes communautaires membres envoyée aux deux semaines à près de 1000 personnes.

→ 34 % de taux d'ouverture de l'infolettre au quartier

Un taux bien supérieur à la moyenne de 20 % observée auprès de tous les secteurs confondus selon Brevo.

PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS

Les actions de la CDC Centre-Sud ne seraient pas possibles sans le soutien de :

Montréal

Ville-Marie Montréal

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales Québec

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal Québec

Centraide du Grand Montréal

PROJET IMPACT COLLECTIF

Fondation Lucie et André Chagnon

La CDC est membre de :

TNCDC

Coalition montréalaise des tables de quartier

CRÉDITS

Coordination

Sarah Darnaudet

Rédaction

L'équipe de la CDC Centre-Sud

Révision

Annik Reinhardt

Éléonord Robert-D'Amour

Estelle Lefebvre-Millette

François Bergeron

Sarah Darnaudet

Conception graphique

Guylaine Provencher

Crédit photo

Annie Laurin

CDC Centre-Sud

CMTQ

Omar Sfayhi

Sean Watanyk



CDC CENTRE-SUD

2187, rue Larivière, Montréal (Québec) H2K 1P5

514 521-0467 • www.cdccentresud.org

RAPPORT ANNUEL

2023-2024

TABLE DE QUARTIER
PETER MCGILL
COMMUNITY TABLE







TABLE DE MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR 3

ÉQUIPE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION 4

À PROPOS DE LA TABLE 5

RAPPORT DES ACTIVITÉS 2023-2024 6

APERÇU FINANCIER 16

LES MEMBRES DE LA TABLE 17

REMERCIEMENTS 18

MOT DE LA PRÉSIDENTE

La table de quartier Peter McGill a connu un nouvel élan cette année par la diversification de ses activités pour répondre aux besoins du milieu et à la consolidation des liens entre organismes, résidents et institutions. Le portrait de quartier paru récemment nous indique non seulement l'augmentation de la population depuis 2021 mais la diversité accrue du milieu au plan culturel et socio économique. Ce portrait confirme donc que les axes de travail de la Table sont encore les bons à bien des égards (ex. lutte à la pauvreté, aide à l'intégration des nouveaux venus, obtention de services de premier plan comme écoles, logements abordables/sociaux, installations récréatives). Y arriver est souvent une course à obstacles. Voilà pourquoi il faut saluer l'implication des membres de la Table et bien entendu le travail remarquable de l'équipe permanente et de son directeur. Leur vigilance de tous les jours, leur enthousiasme, leur détermination permettent d'aller de l'avant. Le projet de Maison de quartier depuis mars 2024 en est une démonstration vibrante. Le Centre Sanaaq pour sa part sera l'expression de l'existence d'un communauté Peter McGill concrète et vivante.

DIANE MORISSETTE, Présidente

MOT DU DIRECTEUR

L'année 2023-2024 a marqué un tournant dans l'histoire de la Table de quartier. D'une part, l'équipe de travail s'est considérablement agrandie et nous pouvons voir aujourd'hui tout le potentiel d'une Table de quartier avec des ressources effectives. Dans un même temps, nous avons entrepris de nombreux projets auprès des familles, des aînés, des jeunes et des personnes plus isolées de notre quartier. Parmi ceux-ci, la Maison de quartier a vu le jour et nous a montré l'étendue des possibilités d'un centre-ville vivant lorsque nous avons accès à des espaces publics pour animer des activités de qualité aux résidents. L'année a aussi été marquée par le retour en France de notre collègue Marion Steiner qui a travaillé 10 ans avec nous à mettre les bases de ce qu'est en train de devenir notre Table Peter-McGill. Je la remercie chaleureusement pour tous ces beaux moments passés ensemble. Je remercie également tout le reste de notre belle équipe qui travaille fort chaque semaine pour construire le tissu social de notre centre-ville. Merci enfin à nos partenaires et bailleurs de fonds qui alimentent notre organisation de savoirs précieux et d'engagements hors pairs. Après maintenant plus de 11 ans au sein de la Table de quartier, je suis très fier d'où nous en sommes rendus comme communauté et je nous souhaite une autre belle année remplie de projets et de belles réalisations, à commencer par l'arrivée du Centre Sanaaq tant attendu par notre milieu !

STÉPHANE FEBBRARI, Directeur

TABLE DE QUARTIER PETER MCGILL COMMUNITY TABLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DIANE MORISSETTE, Présidente
Résidente

MANUELA CLÉMENT FRENCIA, Vice présidente
Résidente

ÉTIENNE PELLETIER, Trésorier
Résident

GRAHAM BAXTER
Université McGill

JEAN-SÉBASTIEN MATTE
SAESEM

RACHEL SIMIONI
Résidente

MARIE-ÈVE WOODROUGH
CREMCV

MICHEL FORGUES
YMCA Centre-Ville

LAMIA LAMOUDI
CJE Centre-Ville

SHYLAH WOLFE
Concordia Food Coalition

NOTRE ÉQUIPE

STÉPHANE FEBBRARI
Directeur

PÉNÉLOPE ANGELIN
Agente de mobilisation

EMILY COGHLAN
Chargée de concertation en aménagement urbain

SARAH MAILLÉ-ABXGI
Chargée de concertation ainé.e.s et immigration

MEGHAN SAGESSE
Agente de vie associative

NAOUAL BELOUAH
Chargée de concertation jeunesse et familles et co-coordonnatrice Maison de quartier

STÉPHANIE GODBOUT
Agente de milieu - Maison de quartier

SABINE PHILIPPIDÈS
Agente de milieu familles et co-coordonnatrice Maison de quartier

CÉLIA VIDAL
Chargée de communication

EMMA CAMPBELL
Chargée de concertation sécurité alimentaire et cohabitation

ASHLEY HUANG
Agente de mobilisation

CLARICE RODRIGUES DE CARVALHO
Chargée de concertation en aménagement urbain

NOTRE MISSION

La mission de la Table de quartier Peter-McGill est de rassembler les résidents et les groupes de Peter-McGill autour d'initiatives visant à améliorer la qualité de vie, les services offerts et le sentiment d'appartenance.

La Table vise à promouvoir un sentiment d'appartenance au quartier et une participation active à la vie communautaire, et à créer un lieu de parole où les acteurs peuvent exprimer leurs préoccupations et déterminer collectivement des priorités d'action afin de se donner le pouvoir d'améliorer la qualité de vie dans le quartier.

PLAN D'ACTION

Notre plan d'action pour l'année 2023-2024 a été défini selon 3 axes principaux :

Axe 1 - **Un centre-ville à échelle humaine**

Axe 2 - **Une vie de quartier engageante et enrichissante**

Axe 3 - **Une communauté solidaire**

UNE IDENTITÉ VISUELLE CONSOLIDÉE

Au cours de l'année écoulée, la Table de quartier Peter-McGill a mis l'accent sur la consolidation de son image de marque. Cette démarche stratégique visait à renforcer notre présence dans la communauté et à mieux communiquer nos valeurs et nos objectifs. En nous concentrant sur notre image de marque, nous souhaitons améliorer la reconnaissance de notre organisation et renforcer notre lien avec les résidents du quartier.

De nouvelles couleurs ont également été définies pour mieux refléter l'identité et les valeurs de la Table. Grâce à ce nouvel espace en ligne, nous espérons offrir une plateforme dynamique et accessible à tous les résidents de Peter-McGill, permettant ainsi de renforcer davantage notre impact dans le quartier.

Le travail est loin d'être terminé, car nous poursuivons nos efforts avec le développement d'un nouveau site web en cours de construction. Ce site moderne et intuitif sera un outil clé pour partager nos initiatives, nos actualités et nos événements, tout en facilitant l'engagement et la participation de la communauté.

RAPPORT DES ACTIVITÉS
2023-2024

REPRÉSENTATIONS

Encore une fois cette année, la direction de la Table a soutenu les travaux de la Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ) à titre de président en participant activement (10 rencontres) aux travaux de son conseil d'administration et à des démarches de représentation auprès de bailleurs de fonds actuels. Ces démarches ont mené à l'ajout de **25 000$ annuel et récurrent** à chacune des Tables de la Ville, y compris celle de Peter-McGill.

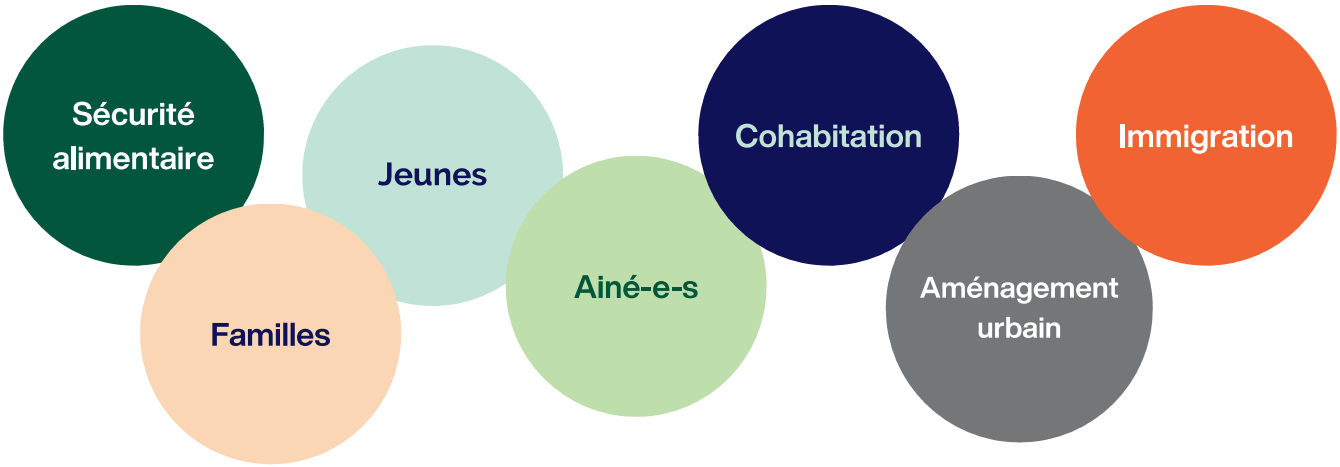
Dans un même temps, une quinzaine de rencontres ont eu lieu avec les représentants de la Ville (élus, fonctionnaires), dont environ une dizaine consacrées aux discussions à propos du futur Centre Sanaaq qui devrait ouvrir ses portes au printemps 2025 et accueillir les nouveaux bureaux de la Table de quartier. Le lieu se veut un centre culturel et communautaire pour répondre au besoin d'installations sociales des habitantes et habitants de Peter-McGill.

La Table a également participé activement au dossier sur l'avenir du YMCA par le biais de rencontres de représentations, et de participation au comité-conseil de vente du YMCA. Des lettres ont été envoyées à 4 ministres différents et 2 rencontres ont eu lieu avec les cabinets des ministres de la Métropole et du Sports/Loisirs. La Mairesse de Montréal, le responsable de l'urbanisme, le chef de cabinet de la Mairesse, le conseiller municipal, la députée provinciale et le président des YMCA du Québec ont également été rencontrés pour plaidoyer en faveur du maintien du bâtiment à des fins communautaires. Une intervention a aussi été faite au conseil d'Arrondissement.

Des rencontres de représentation, une lettre ouverte aux médias et une intervention au conseil d'arrondissement ont aussi été fait pour plaidoyer en faveur de la création d'un comité de réflexion sur l'enjeu du maire d'Arrondissement non-élu dans Ville-Marie. Cette demande a été refusée par l'Arrondissement.

Enfin, des rencontres ont eu lieu entre les trois tables de quartier de l'Arrondissement et la direction de celle-ci menant à un financement ponctuel de **25 000$** provenant de l'Arrondissement Ville-Marie.

NOS CHAMPS D'ACTION



LA MAISON DE QUARTIER

Cette année a été marquée par le lancement de la Maison de quartier. Voulue comme un laboratoire social, elle a pour objectif d'apporter aux familles, ainé-e-s et grand public un lieu de rassemblement et de réseautage accessible et gratuit dans leur quartier. Aménagée et adaptée pour tout le monde (jeux, jouets, tables...), elle donne aussi l'opportunité aux jeunes adultes d'accéder à un espace de coworking adapté et d'un possible accompagnement (ex : CJE).

Par ce projet nous souhaitons faire la démonstration de l'importance des lieux de partage, de socialisation et des espaces communautaires dans le quartier et de développer et promouvoir l'implication et la mobilisation citoyenne dans l'organisation de la maison de quartier (bénévolat, activité, comité...).

100 000 $ **Financement initial reçu pour la Maison de quartier.**

24 000 $
supplémentaires reçus de la Ville, qui ont notamment permis le financement d'une agente de milieu.

+10
évènements et activités organisés

80
personnes participantes lors de son inauguration !



Le **1 mai 2024,** inauguration festive de la Maison de quartier.



Quels sont les publics principaux de la Maison de quartier ?
Majoritairement des familles mais de plus en plus d'adultes seul viennent pour travailler ou profiter des ordinateurs.

Quel est l'avenir de ce projet ?
Plusieurs options s'offrent à nous, nous sommes en pleine recherche de financement et de possible autre local pour nous accueillir, l'idée étant de maintenir la maison de quartier sur le long terme.



Le **28 mai 2024,** première assemblée de quartier se déroulant à la MDQ, une trentaine de personnes participantes ont été comptabilisées.

LE PORTRAIT DE QUARTIER MIS À JOUR

Après une première version du portrait de quartier de Peter-McGill en 2020, nous avons décidé de le mettre à jour cette année avec les nouvelles données démographiques dont nous disposons. Ce travail à été réalisé avec la firme **Rayside Labossière** que nous remercions.
Ce portrait a pour but d'illustrer au mieux toutes les caractéristiques de ce secteur de la ville et en comprendre, de manière claire, les enjeux qui subsistent tels que le manque d'espaces verts et communautaires, ainsi que les disparités en termes de conditions de vie (valeur du logement, revenus, chômage...).

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

La population de Peter-McGill est en constante augmentation depuis 1986. La croissance démographique a été majeure entre les années 2016 et 2021, avec 9 448 nouvelles personnes résidentes pour cette période. Il s'agit d'une croissance majeure de 26,4 % comparativement à celle observée entre 2011 et 2016 qui représentait seulement 6,2 % d'augmentation.

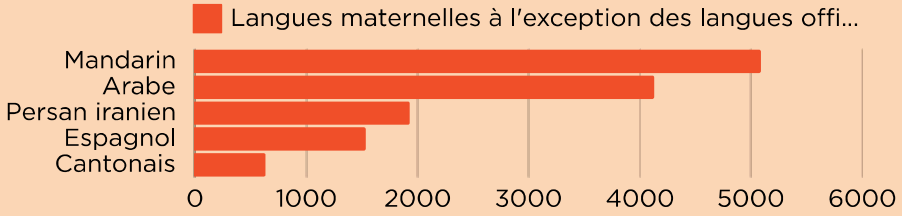


Évolution de la population à Peter-McGill de 2016 à 2021

LANGUES

16 410 résident.e.s de Peter-McGill ne parlent que l'anglais, soit 36,3 % de la population. Cette proportion est plus élevée qu'à Montréal (27,2 %) et Ville-Marie (13,7 %), tandis qu'elle a augmenté depuis 2016 (33,6 %) dans Peter-McGill.

La majorité (52,2 %) des résident.e.s de Peter-McGill a une langue non officielle comme langue maternelle, soit 21 280 personnes

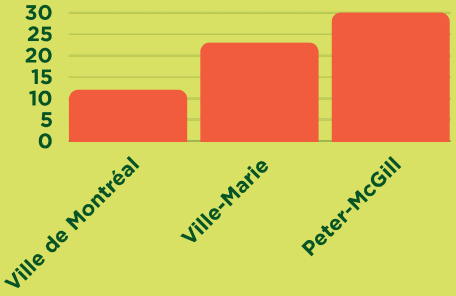


REVENUS

PRÈS D'UNE PERSONNE SUR TROIS VIT SOUS LE SEUIL DE FAIBLE REVENU

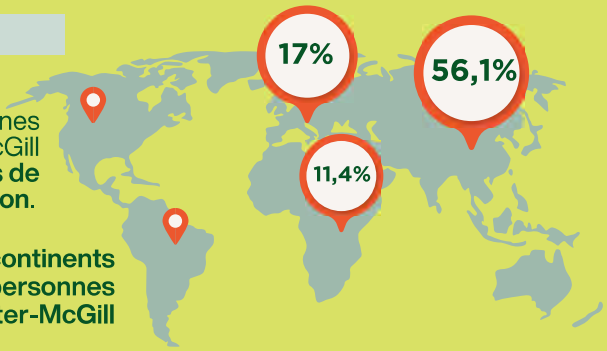
Alors que Ville-Marie est l'arrondissement montréalais avec la plus grande fréquence de faible revenu, Peter-McGill présente un taux encore plus élevé que celui de l'arrondissement. À titre comparatif, 11,6 % de la population montréalaise est dans la même situation.
Ce taux a légèrement baissé depuis 2016, qui était à 33,3 % (Statistique Canada, 2016). La forte présence d'étudiant.e.s dans le secteur pourrait être en partie à la source de cette tendance.

Concentration (en %) de personnes sous le seuil de faible revenu.



IMMIGRATION

67,1 % des personnes habitant à Peter-McGill sont **issues de l'immigration.**



Pourcentages des continents d'origine des personnes immigrantes à Peter-McGill

MÉNAGES

8605 (32,0 %)

DES MÉNAGES SONT FAMILIAUX À PETER-McGILL.

14 870 (55,3 %)

PERSONNES VIVENT SEULES DANS PETER-McGILL, SOIT LA MAJORITÉ DES LOGEMENTS.

AMÉNAGEMENT URBAIN

Le projet d'impact collectif (PIC) de la Table de quartier de Peter-McGill se concentre sur les enjeux et **problématiques d'aménagement urbain, notamment le manque d'espaces verts et publics et les besoins en logement social.**

113 300 $ — **Financement reçu de la Ville pour l'année 2023-2024**

129 400 $ — **Financement reçu du PIC**

Ces budgets sont répartis entre entre les organismes du quartier

Projet « Un toit pour tous »

- Favoriser l'accès au logement social et abordable aux résidents-es du quartier Peter-McGill par le développement de nouvelles unités de logements sociaux.

  Ce projet a entraîné la création d'un nouveau comité sur le logement social qui vise à approfondir le débat sur les enjeux crées par la gentrification du centre-ville et la crise du logement.

3 cafés-discussion

- 26 octobre 2023 — La cohabitation
- 2 novembre 2023 — Le YMCA centre-ville et démocratie municipale
- 8 novembre 2023 — Les enjeux de logement touchant les familles



- **22 mars 2024, Forum logement social**

  Pendant une journée les participantes et participants ont pu discuter des défis du logement en centre-ville et participer à des ateliers tels qu'une marche exploratoire du quartier, des discussions sur le logement social et un atelier créatif portant sur le thème "Comment créer un toit pour tous ?".

47 personnes participantes

- **Création d'un comité logement social**

  Ce comité réuni des citoyennes et citoyens qui souhaitent discuter des enjeux de logement social dans le centre-ville.

  4 rencontres citoyennes ont eu lieu.



Peter-McGill en mouvement

Peter-McGill en mouvement est un projet développé par la Table et plusieurs de ses partenaires : Innovation Jeunes, Le Monastère, le CJE Centre-Ville et Action réfugiés Montréal. Une série d'événements culturels et sportifs pour profiter des espaces extérieurs et communautaires du quartier ont été créés durant l'été 2024 : olympiades, jams, ateliers artistiques, cirque, olympiades...

- **11 ateliers ont été organisés par Pénélope, notre agente de mobilisation promouvoir et valoriser les espaces verts du quartier.**
- **55 personnes participantes comptabilisées au total.**



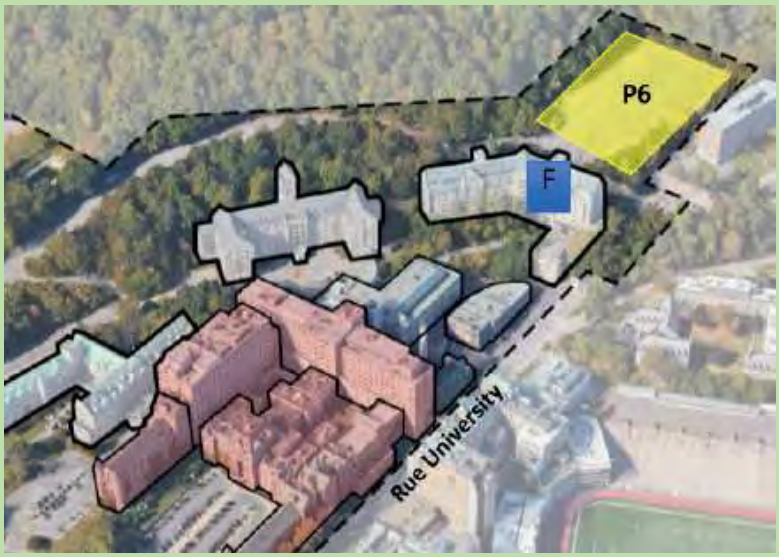


Projet **Espaces verts**

Le Comité vie de quartier vise à créer et animer davantage des espaces verts dans le quartier.



- En **juillet 2023**, plusieurs activités dont la création d'une murale, des barbecues ou soirées cinéma pour les résident-e-s ont eu lieu à l'espace Hawarden.



- En **avril 2024** une étude de faisabilité a été réalisée pour explorer le potentiel de développement de l'agriculture urbaine à l'arrière de l'ancien Hôpital Royal-Victoria à Montréal (P6).

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le comité sécurité alimentaire a été formé pour **soutenir les groupes dans la mise en œuvre d'initiatives en sécurité alimentaire.** Le comité vise à réduire les obstacles financiers, sociaux et physiques à une alimentation adéquate par le développement de projets collectifs et durables.

12
organismes actifs au sein du comité



Lancement du programme Coins Cuisine

- Cette année, en mai nous avons officiellement lancé le programme Coins Cuisines avec l'aide d'un sous-comité de supervision composé de cinq partenaires et de la Maison de Quartier.
- Nous avons inauguré les Coins Cuisines en créant une page web communautaire, en promouvant les activités de cuisine communautaire avec l'aide à l'innovation et en mettant en place un système de prêt GRATUIT de matériel de cuisine à la Maison de Quartier.
  - **22 abonnés dès son lancement à la bibliothèque d'équipement.**

260 000 $

Financement total pour le programme Coins cuisine, à raison de 65 000 $/an sur 4 ans avec la possibilité de demander une bonification de 15 000 $/an pour les 2 dernières années du programme en novembre.

Partenaires financés : Alima et Innovation Assistance.
Autres Partenaires du comité coordination du financement PASTA : CABM, Centre des Réfugiées, & Sollicite.

COHABITATION

Le mandat de Cohabitation vise à **favoriser une meilleure compréhension et inclusion entre les personnes vulnérables et marginalisées** du quartier et les résidents, étudiants, commerçants et autres groupes. Il cherche à réduire les inégalités et à harmoniser la disponibilité, l'accès et l'utilisation des ressources et des espaces communautaires pour tous les groupes démographiques par le biais d'activités de collaboration avec de multiples intervenants sur des questions de santé, de sécurité et de bien-être général du quartier.

+40
participants engagés dans les Brigades

- Le projet principal du mandat de cohabitation est les **Brigades de bien-être** du quartier, avec Résilience, Chez Doris, Sollicite (anciennement la SAESEM) et la Communauté Hadley depuis cette année.
- Première réunion des services aux résidents en situation d'itinérance le 17 juin.

280 000 $

Financement total de l'arrondissement Ville-Marie jusqu'en décembre 2025 pour les Brigades.

AÎNÉS

Le comité aînés a pour objectif de **briser l'isolement auprès des aînés, réduire les barrières d'accès aux ressources** (en lien avec la mobilité mais aussi l'accès à l'information - ex: fracture numérique).
Le comité aînés rassemble des représentants de divers organismes pour améliorer la qualité de vie des aînés du quartier. Il identifie leurs besoins, coordonne des activités, et élabore des orientations annuelles. Le comité promeut aussi l'inclusion sociale et le vieillissement actif, tout en assurant un suivi des initiatives en faveur des aînés.

9 organismes font partie du comité

54 personnes ont répondu au sondage

- Élaboration du sondage ainé-e-s pour mieux connaître les besoins et attentes des plus de 55 ans dans le quartier. Il était possible de remplir le sondage en ligne ou en personne.
- Création d'un bottin de ressources pour contrer la fracture numérique.



Le **13 juin**, nous avons organisé le **Forum ainé-e-s** à la Maison de quartier, qui a regroupé une **trentaine de personnes participantes.** Lors de cet évènement, les ainé-e-s pouvaient venir rencontrer des organismes locaux et profiter d'ateliers et de conférences dans une ambiance conviviale.

JEUNES

L'objectif du comité jeunesse est de rassembler les partenaires jeunesse autour de la table afin de trouver ensemble des solutions répondant aux enjeux des jeunes du quartier. Le comité a plusieurs projets pour l'année 2024-2025 : définir l'offre d'agent de milieu jeunesse, trouver de nouveaux financements, travailler sur un plan pluriannuel, mettre en place des événements à l'année répondant aux besoins des jeunes, monter un comité de jeunes...

12 organismes font partie du comité



- Mise en place de kiosques du communautaire à l'école FACE sur le sujet de la persévérance scolaire.
- Coalition d'un conseil des jeunes en partenariat avec le conseil des jeunes de Jennifer Maccarone.

15 personnes participantes à la foire de santé mentale



- Le **25 mai 2024**, Foire de santé mentale
- Réalisation d'activités thématiques favorisant la **santé mentale positive** (image corporelle positive et relations sexuelles saines et égalitaires, etc.)

RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Ce projet repose sur une enveloppe du CIUSSS pour que les professionnels du secteur puissent créer des projets pour la communauté.

Plusieurs évènements ont eu lieu en ce sens :

- Meli-melo pour Noël
- Meli-melo photo professionnelle
- Lunch and learn : Persévérance scolaire
- Lunch and learn : Repérer une personne vulnérable au suicide (*Centre de prévention de suicide de Montréal*)
- Lunch and learn : Projet Éclaireurs (*CIUSSS*)
- Lunch and learn : Service jeunesse et famille du CIUSSS
- Lunch and learn : Programme en employabilité SEED de McGill
- Lunch and learn : Immigration humanitaire (*Montréal city mission*)
- Foire de santé mentale pour les jeunes





LE RÉSEAU D'ÉCLAIREURS

A aussi été mis en place le réseau d'Éclaireurs, un projet de santé mentale initié par le ministère de la Santé et des Services sociaux, qui vise à augmenter la capacité d'adaptation et de résilience des individus et des communautés pendant et après une pandémie.

11
Éclaireurs ont été recruté-e-s

Cette initiative de promotion de la santé psychologique permet d'identifier et de soutenir les gens dont l'état psychologique est fragile, tout en facilitant l'accès aux ressources et aux services. Les Éclaireurs sont des personnes significatives ou des intervenant(e)s déjà présents dans leur milieu et formés aux premiers soins psychologiques.

IMMIGRATION

Le comité de concertation en immigration regroupe divers acteurs (organismes, services publics, associations) pour améliorer l'intégration des personnes immigrantes. Il vise à identifier leurs besoins, coordonner les services et élaborer des actions favorisant leur inclusion sociale et économique. Le comité assure également un suivi des initiatives et encourage la collaboration entre les parties prenantes pour faciliter l'accueil et l'intégration des immigrants.

20
organismes font partie du comité

projet INclusion

Début du projet **INclusion** avec le CREMCV et le CIUSSS.

L'objectif est d'élaborer et mettre en œuvre un plan local intégré d'inclusion sociale visant à favoriser l'accueil, l'établissement durable, et la pleine participation des personnes immigrantes et d'autres minorités ethnoculturelles sur le territoire de Peter McGill.

647 000 $

Financement reçu par la Fondation Chagnon pour les trois prochaines années.

FAMILLES

Le comité famille centre ville rassemble les partenaires familles du quartier dans le but de répondre aux enjeux et besoins des familles, grâce à des projets collectifs et concertés. L'idée étant de rendre le quartier le mieux adapté possible aux familles, avec une offre de service diversifiée et en accord avec les attentes et les profils de celles-ci.

15 organismes membres du comité familles

15 000 $

Financement reçu cette année de la DRSP pour permettre la **distribution de paniers** comprenant des essentiels pour bébé ainsi que des produits d'alimentation aux familles du quartier.

350 paniers ont été distribués cette année

60 familles ont bénéficié des paniers

La **Maison de quartier** a permis de créer un nouveau lieu de rencontre avec les familles. Cet espace nous permet notamment la distribution des paniers, ou de créer des moments de rencontre entre les parents et les enfants.









Plusieurs activités ont eu lieu cette année :

- 31 octobre 2023 — Halloween au CUSP : 100 familles participantes
- 9 décembre 2023 — Fête de fin d'année : 40 familles participantes
- 28 mars 2024 — Chasse aux cocos : 20 familles participantes
- 8 avril 2024 — Activité éclipse
- 11 mai 2024 — Pique-nique des mamans
- 20 juin 2024 — Dernier jour d'école

VIE ASSOCIATIVE

Cette année a été marquée par l'embauche en **septembre 2023** d'une **agente de vie associative.** L'objectif pour cette année était de développer le *membership*, d'animer la vie associative auprès des partenaires et résident-e-s, soutenir les bénévoles, et de promouvoir la Table de quartier.

Gestion des membres

Nous avons comptabilisé **36 nouveaux membres** durant l'année 2023-2024.

- 18 membres résidents ;
- 6 membres étudiants;
- 11 membres d'une association étudiante, d'un organisme, d'une instituions ou d'un groupe communautaire;
- 1 membre commercial.

Club de lecture

Durant cette année, a été mis sur pied le club de lecture, 5 rencontres ont eu lieu au total. Celles-ci se déroulent désormais à la maison de quartier.
Nous sommes également ravis d'avoir pu lancer une nouvelle collaboration avec la **librairie Argo.** Nos membres bénéficieront désormais d'un rabais de 10 % sur les livres du club de lecture !

4
participant-e-s réguliers au club de lecture

Activités



En **décembre 2023**, a eu lieu le **Potluck de Noël**, qui a rassemblé une trentaine de personnes.

Nous avons organisé une série de **visites guidées** du quartier Peter-McGill qui ont eu lieu en **Juin 2024.** L'une était centrée sur le nord du village Shaughnessy et l'autre sur le sud du village. Nous avons pu donner ces visites grâce aux résidents Jean-Yves Bourdage et Claire Adamson qui ont été les guides de ces visites.



APERÇU FINANCIER 2023-2024

Financement

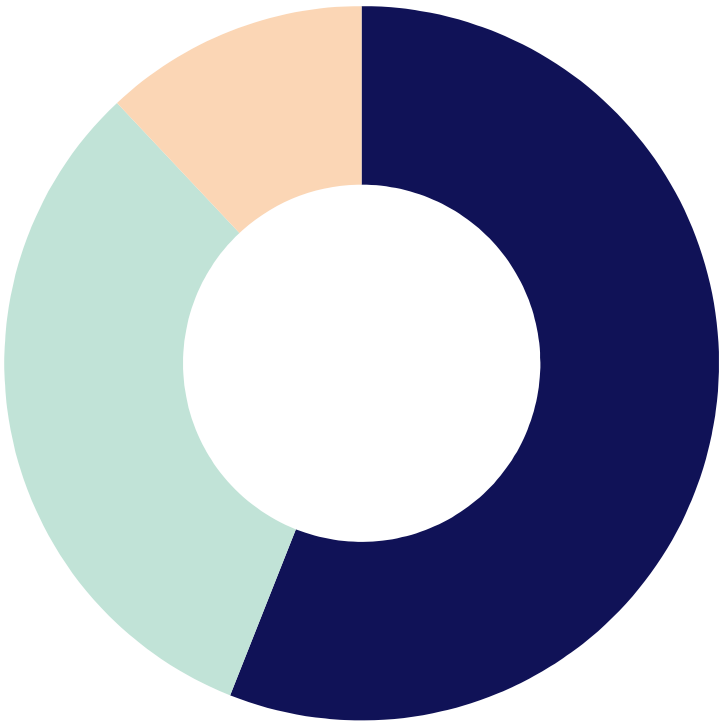
35% Centraide
PIC, Initiative Montréalaise

34% Gouvernement du Québec
DRSP

13% Ville de Montréal
Ville-Marie, Initiative Montréalaise

18% Dons et revenus divers
Fondations, fonds de relance





Dépenses

56% Salaires

32% Transferts de fonds aux organismes pour projets collectifs

12% Frais de fonctionnement

LES MEMBRES DE LA TABLE DE QUARTIER PETER-MCGILL

Résident.e.s

En 2023-2024, la Table comptait 154 membres résident.e.s.

Institutions

Arrondissement de Ville-Marie
Bibliothèque et centre d'informatique Atwater
Bureau de la députée de Jennifer Maccarone
Collège Lasalle
Concordia University
CIUSSS Centre-Ouest de l'île de Montréal
Coopérative de la Montagne Verte
École de technologie supérieure (ÉTS)
École FACE
École de restauration et du tourisme de Montréal
English Montreal School Board
Evangel Pentecostal Church
Musée des beaux-arts de Montréal
Musée Redpath
Office Municipal d'habitation de Montréal
Trafalgar School for girls
Université Concordia
Université McGill - Social Equity and Diversity Education Office

Organismes

Action des femmes handicapées Montréal
Afghan Women's Centre
Amis de la Montagne (Les)
L'anonyme
Armée du Salut - centre booth
Art Déco Montréal
Association des familles du parc Percy-Walters
Association du Village Shaughnessy
Association récréative de Milton-Parc
Association des résidents de Victor-Hugo/Lucien l'Allier
Association Salam-Paix de Montréal
Bibliothèque des jeunes de Montréal
Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville
Catholic Action Montreal
Centre Greene
Centre de la jeunesse et de la famille Batshaw
Centre d'Action Bénévole de Montréal
Centre d'Amitié Autochtone
Centre d'écoute Face-à-Face
Centre de réfugiés
Centre des femmes de Montréal
Chez Doris
Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT
Comité Logement Ville-Marie
CPE Dawson
CPE Jardin de fruits
CPE l'enfanfreluche
CPE McGill
Cybercap
Direction Chrétienne
Dispensaire diététique de Montréal
E.N.C.O.R.E
English Language Arts Network
Entraide bénévole Métro
Équiterre
Evangel Montréal
Exeko
Fondation des services communautaires catholiques inc.
Fondation Jeunes Étoiles
Foyer pour femmes autochtones de Montréal
FRJ
Garderie Lasalle des petits
Groupe communautaire l'Itinéraire
Groupe Harmonie
Iciéla
Innovation Jeunes
Institut des troubles de l'apprentissage
INTER-LOGE
Jubilee Montréal
Librairie coopérative de solidarité Université Concordia
Maison Benoît Labre
Moisson Montréal
Net Impact Montréal
NOVA Montréal
Office Municipal d'Habitation de Montréal
Projet Chance
Projet Love
Projets Autochtones du Québec
SAESEM (Éco-quartier Peter-McGill)
Seniors Action Quebec
Social Justice Connection
St. Georges' Anglican Church
St Jax Montréal
St Stephen's Anglican Church
Tel-Aide
Voyagez Futé Montréal
WomenAWARE
Y des femmes de Montréal
Yellow Door
YES Montreal
YMCA centre-ville

REMERCIEMENTS

Centraide du Grand Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Québec

Ville-Marie Montréal

Jennifer Maccarone
Députée / MNA Westmount—Saint-Louis

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER

La Table de quartier Peter-McGill est fière de faire partie des 30 membres de la Coalition montréalaise des Tables de quartier

Fondation Lucie et André Chagnon

TABLE DE QUARTIER PETER MCGILL COMMUNITY TABLE

1857 boul. de Maisonneuve O. #319
Montreal, QC H3H 1J9
514 934-2280
info@petermcgill.org
www.petermcgill.org

tabledequartierpetermcgill
Table de quartier Peter-McGill
@monpetermcgill

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_ 1255179004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget

Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

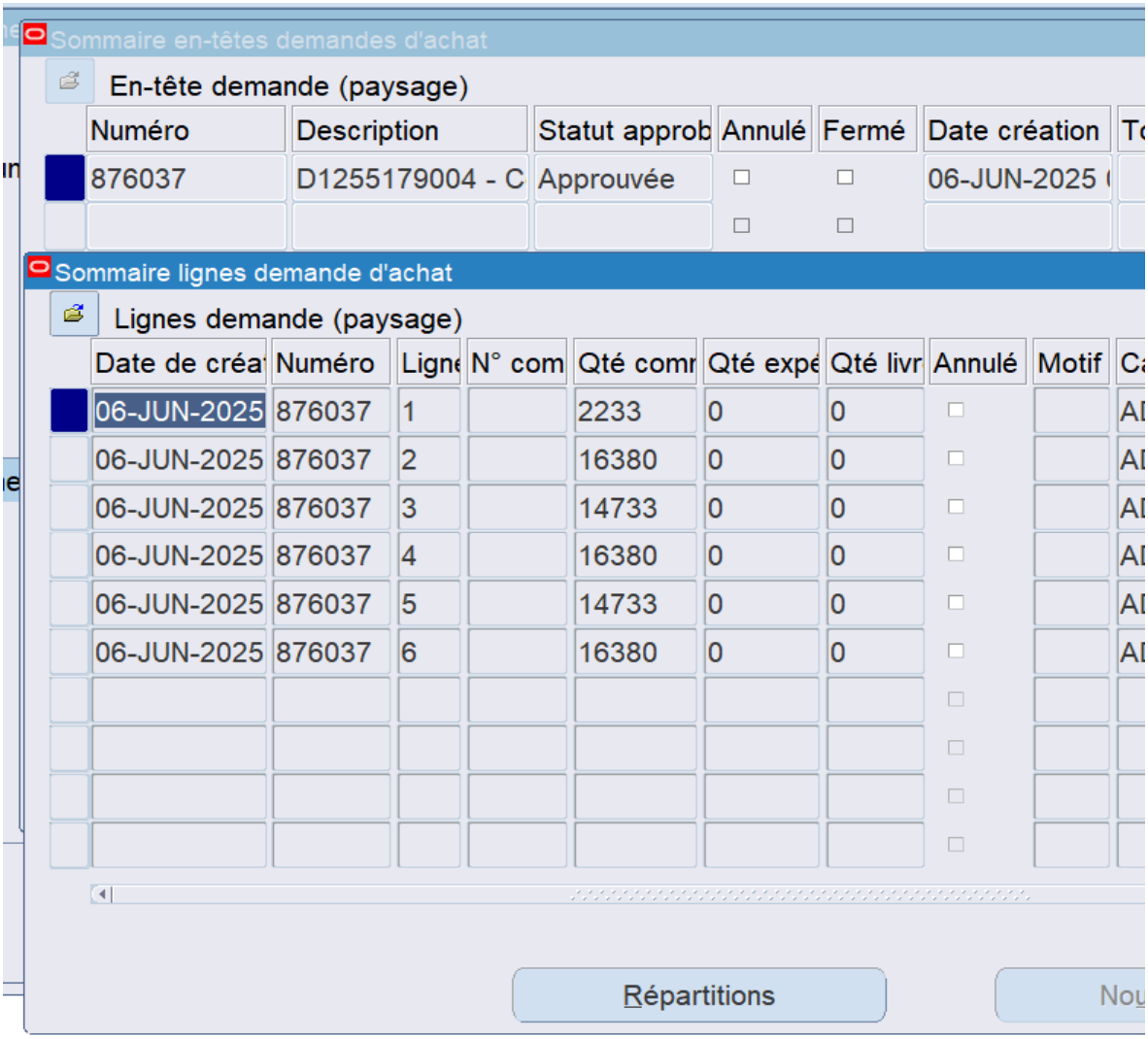
Francine LEBOEUF
Professionnelle domaine d'expertise- Chef d'équipe
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

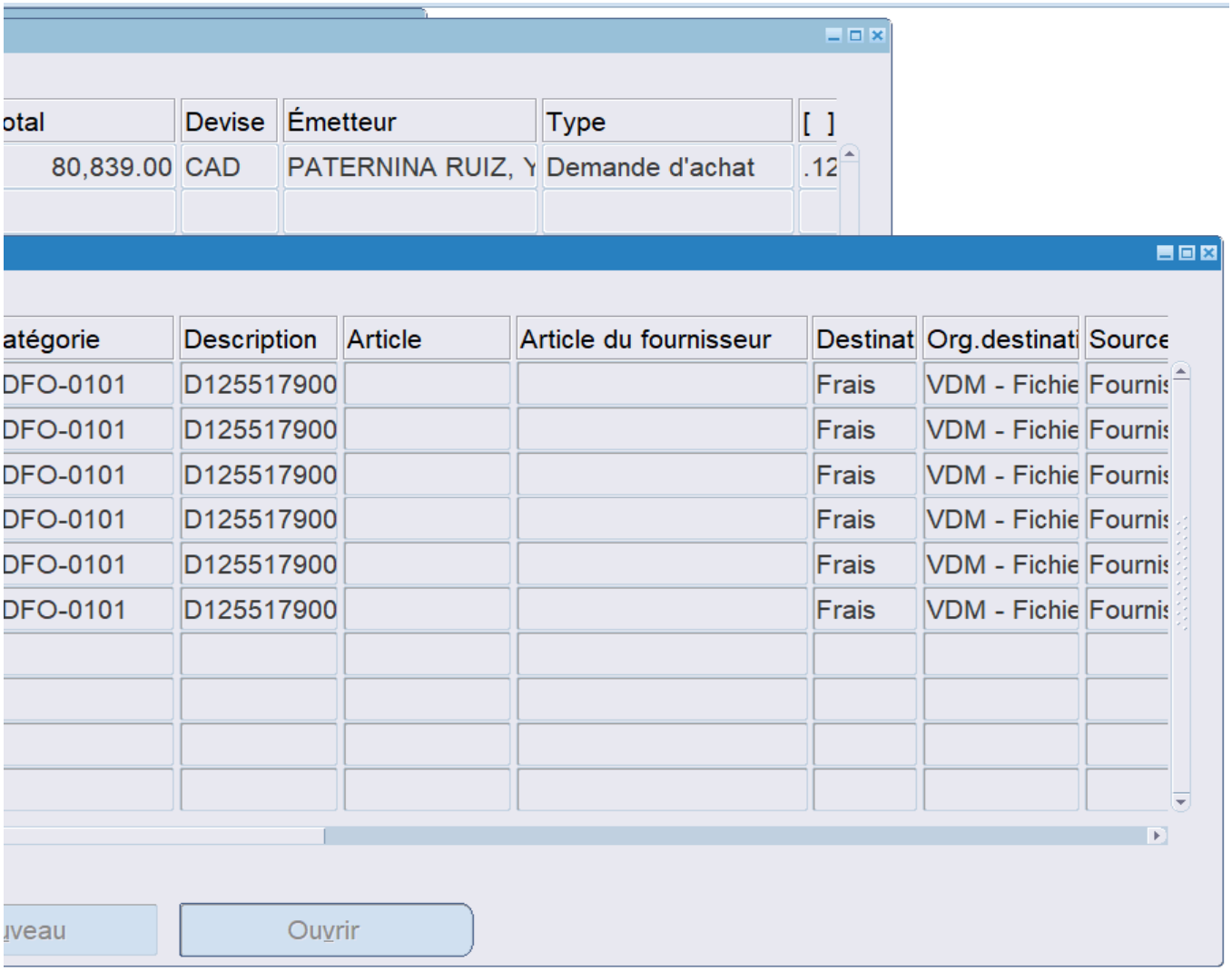
Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $.

Imputation de la dépense

Clé comptable d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2025-2026
2101.0010000.101565.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division Partenariats territoriaux/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/	Corporation de développement communautaire Centre-Sud	Table de quartier	2,233 $
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/			16,380 $
2101.0010000.101565.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division Partenariats territoriaux/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/	Interaction du quartier Peter-McGill	Table de quartier	14,733 $
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/			16,380 $
2101.0010000.101565.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division Partenariats territoriaux/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/	Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	Table de quartier	14,733 $
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003662.052146.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Ville-Marie/Général/			16,380 $
Total				**80,839 $**

Les fonds ont été réservés par la DA 876037




otal
Devise
Émetteur
Type
[ ]
80,839.00
CAD
PATERNINA RUIZ, Y
Demande d'achat
.12
atégorie
Description
Article
Article du fournisseur
Destinat
Org.destinati
Source
DFO-0101
D125517900
Frais
VDM - Fichie
Fournis
uveau
Ouvrir

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1255179004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 839 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1255179004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Conseiller(-Ere) en gestion des ressources financieres

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"D'approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Inter-Action du quartier Peter-McGill et la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent pour le soutien au développement social des quartiers, conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;
D'accorder à cette fin les contributions suivantes :
32 613 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud;
31 113 $ à la Inter-action du quartier Peter-McGill;
31 113 $ à la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent;"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 14 000,00 $

	2025	2026
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	14 000,00 $	0,00 $
Total	**14 000,00 $**	**0,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 14 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM55179004
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle

Conseillère en gestion des ressources financières

stephanie.houle2@montreal.ca

Date: **2025-06-20**

Date et heure système : 20 juin 2025 11:59:49

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255179005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud;
D'accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-20 09:59

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1255179005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $

CONTENU

CONTEXTE

À la suite d'une démarche de planification stratégique tenue par la Table de développement social Centre-Sud, la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, en association avec Rayside-Labossière Architectes, a créé en 2021, le Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud (CAGPCS) qui s'intéresse particulièrement au développement urbain dans le secteur du PPU des Faubourgs. Le CAGPCS vise à ce que le quartier exprime ses souhaits face aux changements anticipés, qu'il soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population et que la société civile soit impliquée dans le processus de développement des projets d'aménagement. À travers ses activités, le CAGPCS contribue à :

- initier et maintenir des dialogues entre les parties prenantes;
- faire émerger des opportunités de développement qui répondent aux besoins et aspirations de la communauté.

L'objectif spécifique visé par les activités du CAGPCS est d'ouvrir et maintenir des dialogues avec les promoteurs et propriétaires de terrains à fort potentiel de développement afin de trouver des zones de collaborations pour que le redéveloppement du sud-est du quartier ait des retombées positives sur la qualité de vie des populations du Centre-Sud (logement, aménagement, verdissement, emplois locaux, équipements collectifs, etc.).

Le comité de coordination du CAGPCS, composé de la CDC Centre-Sud et Rayside-Labossière Architectes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240179 en date du 10 mai 2022 : Approuver les conventions, se terminant le 30 avril 2023 avec deux organismes de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de deux projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 68 280 $
CA19 240275 en date du 5 juin 2019 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, pour la mise en oeuvre de la stratégie de concertation locale dans le quartier des Faubourgs et accorder une contribution de 23 000 $

DESCRIPTION

Le CAGPCS est responsable de :

- Tenir des rencontres avec les promoteurs afin de déterminer les zones de collaborations;
- Établir des liens étroits avec la Direction de l'aménagement urbain et la mobilité (DAUM);
- Participer activement au mécanisme de suivi du Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs;
- Organiser et animer des rencontres, comités de travail, assemblées publiques et thématiques réunissant les parties prenantes;
- Soutenir en continu la communauté dans l'expression de ses priorités et souhaits;
- Mobiliser la communauté autour d'opportunités de développement émergentes;
- Développer et maintenir des relations entre les parties prenantes;
- Documenter l'évolution et les effets du projet.

JUSTIFICATION

La CDC Centre-Sud est le regroupement multisectoriel du secteur. Elle a pour mandat de soutenir la concertation locale afin de contribuer à la prise en compte des besoins de la population dans le développement du territoire et son expertise est reconnue dans le milieu. Elle collabore positivement sur plusieurs dossiers avec l'Arrondissement. Elle a mis en place le CAGPCS et en coordonne les travaux depuis ce moment. Les activités du CAGPCS contribuent à alimenter les réflexions autour de la planification et du déploiement du PPU des Faubourgs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient du Fonds de soutien financier en développement social et représente 31% des coûts du projet. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention.

	2025	Durée	2026	Durée
Corporation de développement communautaire Centre-Sud	22 500 $	5 mois	2 500 $	4 mois

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle du Plan stratégique Montréal 2030, en regard de la priorité suivante :

- 10. « Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure coordination entre les différents acteurs œuvrant au développement territorial et social du quartier.

- Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement des communautés locales;
- Plus grande mobilisation et implications des citoyens et des groupes;
- Accroissement de la reconnaissance de l'expertise de la société civile dans le développement des projets
- Développement de priorités communes et d'actions concertées;
- Amélioration de l'acceptabilité sociale des grands projets grâce à un dialogue ouvert en amont de leur approbation par l'arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications des organismes doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme. Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christophe RIPEAU, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-04

Valérie LEDUC
chef(fe) de division - sports, loisirs et developpement social en arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-12



1255179005_convention_CAGPCS_CDC.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Fonds de soutien financier en développement social

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 1855, rue du Havre, suite 107, Montréal, Québec, H2K 2X4, agissant et représentée par François Bergeron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s.o.
Numéro d'inscription TVQ : s.o.

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme soutient, mobilise et concerte les acteur et actrices locaux pour développer un quartier solidaire, inclusif et représentatif de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Fonds de soutien financier en développement social;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables

	ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de vingt-deux mille cinq cents dollars (22 500,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de deux mille cinq cents dollars (2 500,00 $) au plus tard dans les trente (30) jours de la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable, lequel est dû le 30 mai 2026;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 1er août 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 avril 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1855, rue du Havre, suite 107, Montréal, Québec, H2K 2X4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le __e jour de _____ 2025 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Voir les documents *Demande de financement CAGPCS 2025* et CAGPCS Budget 25-26 en p.j. du sommaire

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de VilleMarie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux mille cinq cents dollars (22 500,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un second versement au montant de deux mille cinq cents dollars (2 500,00 $) au plus tard dans les trente (30) jours de la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable, lequel est dû le 30 mai 2026.

Le rapport sera constitué des éléments suivants, tel quel présenté dans la demande de contribution :

- Sommaire des éléments soulevés dans les activités du CAGPCS et des actions municipales et privées menées en lien avec les objectifs du PPU depuis 2021;

- Analyse des pratiques du CAGPCS et réflexions sur les modèles possibles pour les suites;

- Compte-rendu de l'événement de présentation du rapport d'évaluation et de la stratégie.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255179005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $



1255179005_Aspect financier CAGPCS 25-26_CDC.pdf



Demande de financement CAGPCS 2025.pdf



CAGPCS budget 25-26.pdf



CDC-charte-langue-francaise-interactif_AVM.pdf



Résolutions omnibus 2024_CDC CS.pdf



1255179005_CDC_CAGPCS_Montréal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud	152307

Financement : Autre

Précision #imputation du Fonds de soutien : 306121-05803-61900-016491

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 500,00 $	2 500,00 $					**25 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

Date de début :	01	août	2025	Date de fin :	30	avril	2026
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 13 mai 2025 11:18:30

DEMANDE DE FINANCEMENT

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DES GRANDS PROJETS CENTRE-SUD

AOÛT 2025 À AVRIL 2026

Corporation de développement communautaire Centre-Sud
1855 rue du Havre, Montréal, H2K 2X4
François Bergeron
Directeur général
dg@cdccentresud.org

PROFIL DE L'ORGANISME :

La CDC Centre-Sud est le regroupement multisectoriel des organismes communautaires qui desservent la population du territoire Centre-Sud. Elle est titulaire du mandat d'encadrement du mécanisme de concertation locale de quartier dans le cadre du programme de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, et coordonne la Table de développement social Centre-Sud ainsi que la démarche de Quartier Inclusif et Résilient de Sainte-Marie.

DESCRIPTION DU PROJET :

À la suite d'une démarche de planification stratégique tenue par la Table de développement social Centre-Sud, la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, en association avec Rayside-Labossière Architectes, a créé le Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud (CAGPCS). Le CAGPCS vise à ce que le quartier exprime ses souhaits face aux changements anticipés, qu'il soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population et que les organismes communautaires et citoyen.ne.s soient impliqué.e.s dans le processus de développement des projets d'aménagement. Inspiré par les démarches d'accords au bénéfice à la communauté (Community benefit agreements) qui ont cours aux États-Unis et ailleurs au Canada, le CAGPCS souhaite :

- Ouvrir des dialogues entre les parties prenantes (décideurs publics, entrepreneurs et communauté) ;
- Faire émerger des opportunités de développement qui répondent aux besoins et aspirations de la communauté.

L'objectif spécifique visé par les activités du CAGPCS est d'ouvrir des dialogues avec les promoteurs et propriétaires de terrains à fort potentiel de développement afin de trouver des zones de collaborations pour que le redéveloppement du sud-est du quartier ait des retombées positives sur la qualité de vie des populations du Centre-Sud (logement, aménagement, verdissement, emplois locaux, équipements collectifs, etc.).

Le comité de coordination du CAGPCS, composé de la CDC Centre-Sud et Rayside-Labossière Architectes, est responsable de :

- Tenir des rencontres avec les promoteurs afin de déterminer les zones de collaborations;
- Établir des liens étroits avec la Direction de l'aménagement urbain et la mobilité (DAUM);
- Participer activement au mécanisme de suivi du Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs;
- Organiser et animer des rencontres, comités de travail, assemblées publiques et thématiques réunissant les parties prenantes;
- Soutenir en continu la communauté dans l'expression de ses priorités et souhaits;
- Mobiliser la communauté autour d'opportunités de développement émergentes;
- Développer et maintenir des relations entre les parties prenantes;
- Documenter l'évolution et les effets du projet.

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LA PÉRIODE DE MAI 2025 À AVRIL 2026

Suivi des principaux grands projets en cours : en continu

Nous maintenons un suivi régulier avec les principaux promoteurs de secteur pour évaluer l'avancement des projets, respecter les échéanciers et résoudre les éventuelles problématiques rencontrées.

Participation au comité de suivi du PPU des Faubourgs : en continu

Nous maintenons un suivi régulier et une participation active aux rencontres du comité mis en place par la ville de Montréal

Rapport d'évaluation des retombées des activités du CAGPCS et élaboration d'une stratégie de pérennisation : Mai 2025 à septembre 2025

Le CAGPCS, créé officiellement avec l'adoption du PPU des Faubourgs, a mené depuis juin 2021 pas moins de cinq tables rondes et deux Grandes rencontres, en plus de plusieurs séances de travail sur différentes thématiques, comme le logement et l'offre commerciale. Bien que le comité ait produit des documents de synthèse à la suite de chacune de ces activités, il devient pertinent d'évaluer plus précisément les retombées globales de ces initiatives. Après la réussite de la dernière Grande rencontre et en prévision des prochaines élections municipales, le moment est opportun pour mener une telle démarche.

Le rapport pourra ainsi dresser un sommaire des différents éléments soulevés lors des activités du CAGPCS pour chacune des thématiques touchant le quartier. Il mettra ensuite ces éléments en relation avec le contenu du PPU de 2021, ainsi qu'avec le suivi des actions mises en œuvre depuis.Finalement, il sera l'occasion de porter une réflexion sur les suites des activités du CAGPCS, dans la mesure où le contexte du développement du secteur entre dans une nouvelle phase. Il importe donc d'évaluer les pratiques et les stratégies du CAGPCS, et de préciser des pistes d'action pour les suites.

Livrables:
- Sommaire des éléments soulevés dans les activités du CAGPCS et des actions municipales et privées menées en lien avec les objectifs du PPU depuis 2021
- Analyse des pratiques du CAGPCS et réflexions sur les modèles possibles pour les suites

Événement de présentation du rapport d'évaluation et de la stratégie: Octobre 2025

Dans le contexte des élections municipales, le CAGPCS compte organiser un événement permettant de réunir les personnes candidates avec les membres de la société civile pour faire le point sur les suites du PPU des Faubourgs et l'avenir du Centre-Sud. Grâce au rapport synthèse produit précédemment, cet événement pourra être alimenté de façon riche et mener à des échanges utiles pour la communauté du Centre-Sud. Cet événement permettrait d'aller chercher des engagements pour la collaboration des partenaires pour la suite des activités du CAGPCS.

Livrables:
- Préparation de l'événement, collecte d'informations et montage de la présentation
- Animation et prise de notes lors de l'événement
- Production du compte-rendu

RETOMBÉES POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE :

- Amélioration de l'acceptabilité sociale des grands projets grâce à un dialogue ouvert en amont de leur approbation par l'arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal.
- Renforcement du suivi du Plan particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs grâce à une collaboration entre la Ville de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie et la société civile.

- Meilleure coordination entre les différents acteurs œuvrant au développement territorial et social du quartier.
- Accroissement de la reconnaissance de l'expertise de la société civile dans le développement des projets, complémentaire à celle des autorités locales.

UTILISATION DU FINANCEMENT DEMANDÉ À L'ARRONDISSEMENT :

Depuis 2023, le CAGPCS ne peut plus compter sur le financement du Projet d'Impact Collectif de Centraide. Nous sommes actuellement en démarche pour trouver d'autres sources de financement et espérons obtenir des réponses positives prochainement.

Dans ce contexte, l'arrondissement Ville-Marie contribuera à environ 30% des frais totaux, le reste étant assumé par la CDC Centre-Sud, Rayside-Labossière Architectes et un partenaire en cours de démarchage. Une contribution pour certains frais logistiques sera également demandée aux promoteurs immobiliers du secteur.

Budget en pièce jointe

Postes budgétaires								
			Prévisions totales	**Contribution Arr. Ville-Marie**	**Contribution Promoteurs ou autres**	**Contribution Rayside Labossière**	**Contribution CDC CS**	**Contribution autres**
Personnel lié au projet								
Titre : Chargé développement stratégique								
Taux ($)	**Heures/sem**	**Nb. semaines**						
50	3	52	**7 800,00**	2 000,00			2 800,00	3 000,00
Titre : Chargé de projet								
Taux ($)	**Heures/sem**	**Nb. semaines**						
35	10	52	**18 200,00**	6 000,00			6 200,00	6 000,00
Titre : Ressources techniques								
Taux ($)	**Heures/sem**	**Nb. semaines**						
100	8	52	**41 600,00**	16 500,00		9 100,00		16 000,00
SOUS-TOTAL			**67 600,00**	**24 500,00**	**0,00**	**9 100,00**	**9 000,00**	**25 000,00**
Frais d'activités								
Équipement : achat ou location			**200,00**		100,00		100,00	
Fournitures, matériel d'animation			**250,00**		250,00			
Photocopies, publicité			**100,00**				100,00	
Déplacement								
Locaux, conciergerie ou surveillance			**3 000,00**		3 000,00			
Formation, représentation								
Assurance (frais supplémentaires)								
Autres: Honoraires d'animation			**3 000,00**	500,00	500,00		2 000,00	
SOUS-TOTAL			**6 550,00**	**500,00**	**3 850,00**	**0,00**	**2 100,00**	**0,00**
Frais administratifs								
Frais administratifs du projet (10%)			**7 415,00**				7 415,00	
SOUS-TOTAL			**7 415,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 415,00**	**0,00**
TOTAL DES CONTRIBUTIONS			**81 565,00**	**25 000,00**	**3 850,00**	**9 100,00**	**18 515,00**	**25 000,00**

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), François Bergeron **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** CDC Centre-Sud

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : François Nom : Bergeron

Date : 2025/02/13 Signature : 

Ville-Marie Montréal

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la Corporation de Développement Communautaire Centre-Sud tenue le 19 septembre 2024 à Montréal.

RÉSOLUTION 2024-09-19-XX

Résolution omnibus

Il est résolu que François Bergeron, directeur général de la CDC Centre-Sud, soit désigné en tant que personne autorisée à effectuer les démarches en vue d'assurer le financement de l'organisme et de ses projets, de signer les documents nécessaires, à représenter l'organisme auprès des partenaires et bailleurs de fonds ainsi que pour toutes transactions commerciales ou professionnelles.

ADOPTÉE

Copie conforme certifiée



_____

Philippe Margueron, secrétaire

Montréal, le 19 septembre 2024

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255179005
Unité administrative responsable : *Div des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie*
Projet : COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DES GRANDS PROJETS CENTRE-SUD 2025-2026

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 10 « Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision ».			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 10 « Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision ». Le présent sommaire vise à accorder une contribution financière à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour l'animation du Chantier d'accompagnement des grands projets (CAGPCS). Le CAGPCS vise à ce que le quartier exprime ses souhaits face aux changements anticipés, qu'il soit planifié et adapté selon la diversité des besoins de la population et que les organismes communautaires et citoyen-ne-s soient impliqué-e-s dans le processus de développement des projets d'aménagement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1255179005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud afin de soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1255179005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-04

Isabelle FORTIER
Cheffe de divison

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour soutenir les démarches et actions du Chantier d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud;

  Accorder, dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social, une contribution totale de 25 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2025	2026	Total
Montant	-	22 500,00 $	2 500,00 $	25 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $ Contribution pour la Corporation de développement Centre-Sud

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM55179005
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8518

Date: **2025-06-04**

Date et heure système : 04 juin 2025 13:42:56

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255179006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine;
D'accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-25 14:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1255179006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal

CONTENU

CONTEXTE

La sécurité est un droit et une condition essentielle à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des personnes et des communautés. Plus que jamais, la Ville de Montréal est engagée à renforcer son action afin de garantir un tel droit, notamment en déployant des initiatives de prévention structurantes et durables, en investissant pour assurer des milieux de vie de qualité et en favorisant un accès plus équitable aux opportunités qu'offre la Ville.
Le nouveau programme pluriannuel Prévention Montréal vise à offrir des milieux de vie solidaires, inclusifs et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants, aux jeunes ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité. Il est doté d'un budget total de 42,5 M$ sur trois ans et se décline en deux axes principaux :

- Axe 1 : Développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité
- Axe 2 : Prévention en sécurité urbaine

Les stratégies, les actions et les projets qui découlent du programme s'adressent prioritairement aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans et s'emploient à agir sur les facteurs qui influencent la sécurité des personnes et des milieux de vie, tout en misant sur les forces vives et transformationnelles de l'action communautaire dans les quartiers.

Le programme Prévention Montréal vise, à court terme, à favoriser, soutenir et renforcer :

- la mobilisation, l'engagement, la connaissance et la capacité de la population et des partenaires à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille;
- la mise en place d'initiatives visant le développement du plein potentiel des enfants, des jeunes et de leur famille;
- le déploiement de projets en prévention de la violence qui améliorent la sécurité vécue et perçue des enfants, des jeunes et de leur famille, ainsi que des milieux susceptibles de connaître le plus d'insécurité.

Prévention Montréal conduit, à moyen et long terme, à :

- lever les principaux obstacles vécus par les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité et à risque d'exclusion;
- atténuer les facteurs de risque affectant leur développement et leur sécurité;
- offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires.

Ancré au cœur de la vision et des ambitions de Montréal 2030 et du plan d'action Solidarité, équité, inclusion, ce nouveau programme pluriannuel est le résultat d'une démarche de convergence de quatre initiatives municipales prenant fin en 2022, à savoir le Fonds diversité et inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables, le Programme d'intervention de milieu pour les jeunes (PIMJ), le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (PPVJ) et la mesure d'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU).

Un appel de projets pour l'Arrondissement s'est déroulé du 17 juillet au 2 octobre 2023. Dix projets ont été approuvés par le conseil d'arrondissement, lors de la séance du 5 décembre 2023.

Tel que précisé dans le cadre de référence de Prévention Montréal de l'Arrondissement, une somme annuelle a été réservée pour 2024 et pour 2025 dans chacun des deux axes, afin de soutenir des projets répondant à des besoins émergents au cours de cette période. La sélection du présent projet s'est fait en conformité avec la Directive de l'Arrondissement encadrant le processus d'évaluation des appels de propositions visant à attribuer des contributions financières à des organismes.

Go Jeunesse, mandaté par les Table jeunesse du Centre-Sud et 6-12, a déposé le projet de la ligne de basket du Centre-Sud, afin d'en maintenir les activités en 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 2148 en date du 21 décembre 2022 : Approuver le cadre de référence du programme Prévention Montréal 2023-2025, doté d'un budget totalisant 42 446 420 $ sur trois ans / Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 26 429 464 $ attribuée au volet local dudit programme pour les années 2023, 2024, 2025 / Autoriser le virement d'une somme de 19 453 143 $ pour 2023, 2024 et 2025, à raison de 6 484 381 $ par année, en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les 19 arrondissements (1229703001)
CA23 240199 en date du 6 juin 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec cinq organismes afin de prolonger le soutien accordé à la réalisation de leurs projets visant à soutenir le développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité ou la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 94 134,02 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité

et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal

CA23240020 en date du 7 février 2023 : Approuver les conventions modifiées (addenda) avec Aînés et retraités de la communauté gaie, le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal inc. (CEAF), Go jeunesse et Les YMCA du Québec afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023, pour assurer une période de transition entre le programme d'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) et le déploiement du nouveau programme Prévention Montréal. Autoriser une dépense additionnelle de 107 168,85 $ en provenance du budget 2023 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, majorant ainsi la contribution totale de 84 631,01 $ à 191 799,86 $

CA22 240446 en date du 6 décembre 2022 : Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du « Programme d'intervention pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 16 471 $, majorant ainsi la contribution totale de 50 413,50 $ à 66 884,50 $

CA22 240268 en date du 5 juillet 2022 : Modifier les conventions avec les organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 (dans le cadre de la période de transition 2022) du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 31 décembre 2022 et autoriser une dépense de 20 550 $, majorant ainsi la contribution à ces organismes de 29 863,50 $ à 50 413,50 $

CA21 240379 en date du 5 octobre 2021 : Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et accorder une contribution totale de 29 863,50 $

DESCRIPTION

Go jeunesse

Nom du projet : GSS # 13104 | Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS)
Montant de la contribution recommandée : 10 000 $
Durée : 4 mois (septembre à décembre 2025)
Brève description du projet : Projet concerté de la table jeunesse du Centre-Sud et de la table 6-12 ans, qui existe depuis 2016. Ce projet s'adresse aux jeunes âgé-e-s de 7 à 17 ans du Centre-Sud. Cette édition 2025 du projet vise à préserver les acquis des éditions passées tout en perfectionnant la formule pour que les participant-e-s puissent développer leurs habiletés physiques, mentales et sociales à travers la pratique d'un sport en pleine expansion. La LBCS offre aux jeunes un espace inclusif pour pratiquer ce sport, sans barrière financière ou de compétences. Au-delà du sport, elle agit comme un levier d'intégration sociale et de lutte contre le décrochage scolaire et l'exclusion et est un moyen de développer des compétences personnelles, sociales et émotionnelles. La LBCS inculque des valeurs essentielles telles le respect, la discipline personnelle, le travail d'équipe et la communication positive tout en créant des liens communautaires solides dans un quartier multiculturel. Pour plusieurs des participant-e-s, le basketball représente une soupape de sûreté face au stress qu'ils ou elles vivent dans leur vie personnelle.
Projet réalisé dans le cadre de l'axe 1

JUSTIFICATION

Ancré dans les ambitions de Montréal 2030 et du plan d'action Solidarité, équité, inclusion, Prévention Montréal engage la Ville à offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais

un accès à des services de qualité et de proximité qui répondent à leurs besoins. Le programme Prévention Montréal est un levier d'action local et régional incontournable afin de concrétiser notre engagement vers des milieux de vie sécuritaires, solidaires et inclusifs. Les organismes portant les projets sont tous membres actifs des concertations sectorielles touchant l'enfance, la jeunesse ou les familles et les projets ont été mis en place afin de soutenir le développement de quartier où les enfants, les jeunes et leurs famille s'épanouissent. La réalisation des projets soumis contribueront à :

- réduire les inégalités en contribuant au développement global des enfants et des jeunes dans leur environnement;
- diminuer l'isolement social pouvant être vécues par certaines familles;
- appuyer la mise en place d'initiatives ciblées en prévention de la violence chez les enfants et les jeunes à risque de commettre ou de subir la violence;
- favoriser la concertation des groupes jeunesse, enfance ou famille.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 10 000 $, est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement, suite au virement budgétaire effectué du Service de la diversité et de l'inclusion sociale approuvé à la résolution CE22 2148.
Imputation axe 1 :
2438.0010000.306121.05803.61900.016491.0000.004671.052146.00000.00000

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale et n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'Arrondissement.

Organisme	Projet	Axe de Prévention Montréal	Contributions antérieures				Soutien recommandé pour 2025	% du projet financé
			2020	2021	2022	2023		
Go jeunesse	Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS)	1	19 427 $	16 960 $	37 026 $	25 680 $	10 000 $	31 %

MONTRÉAL 2030

Les projets financés dans le cadre du programme Prévention Montréal contribuent à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement aux priorités:

- 8. « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »;

- 9. « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »;

- 10. « Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision »;

- 18. « Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire »;

- 19. « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Soutenir les jeunes et offrir des opportunités de développement personnel, psychologique et sportif en leur offrant un milieu de vie favorable;

- Contribuer à assurer un milieu de vie sécuritaire pour les diverses populations;
- Contribuer à l'inclusion des diverses populations;
- Favoriser, soutenir et renforcer la mobilisation et l'engagement de la population, des communautés et des actrices et acteurs locaux autour des questions de sécurité, à développer la connaissance sur ceux-ci et à renforcer le leadership local et les capacités d'actions;
- Améliorer la sécurité vécue et perçue de la population au sein de son quartier et de la ville, avec une attention particulière aux personnes et aux milieux plus susceptibles de vivre le plus d'insécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Romain NEVEU, Ville-Marie
Pier Alexandre LEMAIRE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Romain NEVEU, 17 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-03

Roseline RICO
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-12



125517979006_Convention_Go jeunesse_Basket.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PRÉVENTION MONTRÉAL : PROGRAMME DE PRÉVENTION EN SÉCURITÉ URBAINE POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **GO JEUNESSE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 200 rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S.O.
Numéro d'inscription T.V.Q. : S.O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 867380495RR002

Ci-après, appelé (l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le programme Prévention Montréal dont l'objectif est d'offrir des milieux de vie solidaires, inclusifs et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants, aux jeunes ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité (ci-après le « **Programme** »);

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme milieu de vie propice à la découverte et à l'initiation de nouvelles activités éducatives, sportives et culturelles en vue de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique et qu'il agit comme fiduciaire de la Table jeunesse;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;
ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme et que les conditions prévues à ce programme s'appliquent de façon supplétive à la présente Convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant

dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, de la Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

Fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, doivent être conservés par l'Organisme et demeurer disponibles afin que toute personne autorisée par la Ville puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie jusqu'à six (6) ans suivant la Date de terminaison.

4.10 Sous-traitance

Ne pas faire exécuter par des tiers, notamment en sous-traitance, toute partie du Projet prévu selon les modalités définies à la présente Convention sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du Responsable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de DIX MILLE dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de NEUF MILLE dollars (9 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de MILLE dollars (1 000 $), au plus tard dans les trente (30) jours de l'approbation, par le Responsable, du rapport final, lequel est dû le 31 janvier 2026

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale. L'Organisme devra rembourser à la Ville toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente Convention.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts

et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme a présenté à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans

le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention, que ce soit en vertu de l'article 8.1 ou de tout autre article de la présente Convention.

8.3 Sous réserve de l'article 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

8.4 Nonobstant l'article 8.3, la Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées à l'Organisme si elle résilie la Présente Convention parce qu'elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par

accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
CONFIDENTIALITÉ

L'Organisme s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la Ville, les données, analyses ou résultats inclus dans les Rapports ou quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 L'Organisme déclare et garantit :

13.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

13.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

13.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente

Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200 rue Ontario Est, suite 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 19e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2025

GO JEUNESSE

Par : _____
Valérie Koporek, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2025 (Résolution …… …….).

ANNEXE 1
PROJET

Voir pièce jointe au sommaire : PROJET-13104-Ligue Basket_Go Jeunesse

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

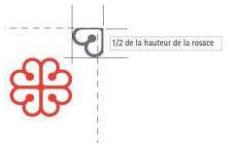
    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255179006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal



125517979006_Aspect financier_Go jeunesse_Basket.pdf



1255179006_Montréal 2030_P Mtl_GJ_Basket.pdf



PROJET-13104-Ligue Basket_Go Jeunesse.pdf



Charte langue francaise_Go Jeunesse.pdf



REQ 2025 Go Jeunesse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Go jeunesse	565797

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Imputation Prévention Montréal
Axe 1 : 2438.0010000.306121.05803.61900.016491.0000.004671.052146.00000.00000

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant		10 000,00 $						**10 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	septembre	2025	Date de fin :	31	décembre	2025

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 04 juin 2025 14:50:00

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255179006
Unité administrative responsable : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie
Projet : Ligue de basket du Centre-Sud 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 9: « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »;
- 19. « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet permettra, à des échelles diverses, de

- ∉ Contribuer à l'inclusion des diverses populations;
- ∉ Diminuer l'isolement social pouvant être vécues par certaines familles et le développement de liens sociaux forts;
- ∉ Réduire les comportements à risque chez les jeunes (violence, intimidation, incivilités et méfaits dans l'espace public, etc.);
- ∉ Soutenir les jeunes et offrir des opportunités d'implication sociale et de développement personnel, psychologique et sportif en leur offrant un milieu de vie favorable;
- ∉ Favoriser, soutenir et renforcer la mobilisation et l'engagement de la population, des communautés et des actrices et acteurs

locaux autour des questions de sécurité, à développer la connaissance sur ceux-ci et à renforcer le leadership local et les capacités d'actions;

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

#13104 - Ligue de basketball Centre-Sud (LBCS) - Demande de soutien financier (envoyée le 28 mai 2025 à 14:34)

Nom de l'organisme	Mission
Go jeunesse (service des Loisirs St-Jacques)	Go Jeunesse est un organisme de bienfaisance reconnu par le ministère du Revenu qui vient en aide aux jeunes, aux familles et aux populations de milieux défavorisés et vulnérables. Grâce à la pratique régulière d'activités sportives et/ou éducatives qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique, Go Jeunesse offre un milieu de vie propice à la découverte et l'initiation à de nouvelles activités. Étant bien enraciné dans son quartier depuis maintenant plus de 50 ans, il offre une structure d'accueil saine et sécuritaire, ainsi qu'un encadrement qui favorise la cohésion sociale, la concertation, l'implication citoyenne et le partenariat avec les organismes du milieu. Nous souhaitons soutenir le développement et l'inclusion des populations vivant au sein de nos milieux de vie et cela passe par l'acceptation de toutes les personnes sans aucunes distinctions genre, ethnie, orientation sexuelle, classe ou handicap

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - Appel de projets Prévention Montréal 2024-2025 | Axe 1 Développement de l'enfant et du jeune - Axe 2 Prévention en sécurité urbaine (Prévention Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Ligue de basketball Centre-Sud (LBCS)

Numéro de projet GSS: 13104

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Valérie
Nom: koporek
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 872-8021
Numéro de télécopieur:
Courriel: valeriekoporek@gojeunesse.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Valérie
Nom: koporek
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2025-09-01	2025-12-21

Date limite de réception du rapport final
2026-01-21

Résumé du projet

La Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS), active depuis 2016 dans l'arrondissement Ville-Marie, offre aux jeunes de 7 à 17 ans un espace inclusif pour pratiquer ce sport, sans barrière financière ou de compétence. Au-delà du sport, elle agit comme un levier d'intégration sociale, un outil pour contrer le décrochage scolaire et l'exclusion, et un moyen de développer des compétences personnelles, sociales et émotionnelles. En s'appuyant sur les coachs comme modèles et accompagnateurs, la LBCS inculque des valeurs essentielles telles que le respect, la discipline et le travail d'équipe, tout en créant des liens communautaires solides dans un quartier multiculturel. Cette nouvelle édition cherche à consolider ses acquis tout en innovant pour maximiser l'impact auprès des jeunes et des familles.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcer la sécurité et l'inclusion des jeunes tout en augmentant la visibilité du projet

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer les habiletés physiques, mentales et sociales des participants à travers la pratique du sport.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Séances de basketball de 2h, 2 fois par semaine au Cégep du Vieux Montréal ou chez les partenaires participants au projet pour deux divisions (7- 12 ans et 12-17 ans)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	6	2	2	2	40

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités de prévention et de sensibilisation (intimidation, violence, discrimination, respect des diversités)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	6	1	0,5	2	40

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Accompagnement individuel des jeunes identifiés à risque

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	84	1	0,5	1	1

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Organiser 4 tournois inter-arrondissements de basketball impliquant un minimum de 4 équipes locales, afin de renforcer leur sentiment d'appartenance à leur quartier et leur intégration sociale.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
1 ou 2 matchs amicaux d'exhibition (intégration d'anciens joueurs ou invités spéciaux pour attirer l'attention avec un BBQ au parc Toussaint Louverture)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	3	4	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Préparation des 4 tournois et remise des récompenses et bannières de champions

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	3	10	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Proposer des activités encadrées aux membres de la ligue

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités axées sur les habiletés sportives, le respect, l'esprit d'équipe, l'inclusion, échanges sur la gestion des conflits et la communication non violente

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	2	1	2	10	10

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	une hausse de personnes présentes lors des tournois inter-arrondissements; Croissance du nombre de followers et d'interactions sur les réseaux sociaux

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser le développement global des jeunes en réduisant les inégalités et en luttant contre l'exclusion sociale

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Renforcement des compétences sociales et personnelles (gestion des émotions et des conflits)

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers sur la gestion des émotions : Séances pour apprendre à gérer le stress et la pression pendant les matchs.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	6	2	0,10	2	40

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Favoriser le développement global des jeunes en réduisant les inégalités et en luttant contre l'exclusion sociale

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Permettre à tous les jeunes de participer, indépendamment de leur situation financière

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	6	2	2	2	40

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Équipement fourni : Distribution de matériel (ballons, chaussures, maillots) pour garantir l'accès équitable.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	6	2	2	2	40

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Cegep du vieux Montreal
No civique: 255
Rue: Ontario E
Code postal: H2X 1X6
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Malépart
No civique: 2633
Rue: Ontario E
Code postal: H2K 1W8
Ville ou arrondissement: Ville-Marie
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Axe 1 - Objectif 1.2 : Réduire les inégalités en contribuant au développement global des enfants et des jeunes dans leur environnement - Prévention Montréal**: Développement des compétences et des habiletés
- **Axe 1 - Objectif 1.2 : Réduire les inégalités en contribuant au développement global des enfants et des jeunes dans leur environnement - Prévention Montréal**: Fracture numérique, isolement social et civisme
- **Axe 1 - Objectif 1.2 : Réduire les inégalités en contribuant au développement global des enfants et des jeunes dans leur environnement - Prévention Montréal**: Concertation et développement des connaissances du milieu

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	110	27	0	137

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Autres ou ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Tous les jeunes de 7 à 17 ans sans aucune discrimination

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
La LBCS a toujours été une ligue récréative centrée sur l'inclusion de tous, peu importe le niveau de jeu, le sexe, l'appartenance culturelle, etc. Cependant, nous avons réalisé à travers les années que nos activités sont fréquentées en grande majorité par des garçons. Les barrières psychologiques sont parfois très difficiles à briser, surtout chez les adolescents où l'écart physiologique entre les sexes devient plus important. C'est aussi un symptôme de la dynamique générale du sport québécois où les figures d'autorité sont majoritairement des hommes et des stéréotypes sociaux prévalent encore aujourd'hui. Ainsi, la ligue met en place des efforts ciblés depuis 2019 afin d'attirer davantage de filles dans nos activités . Pour nous cela passe principalement par un processus de recrutement délibérément orienté vers l'embauche de coachs féminins . Cela permet aux participantes d'avoir un modèle féminin au sein de la ligue et que les enjeux reliés à la place des filles dans le sport soient mieux compris par l'équipe d'entraineur en général.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: table 6 et 12 ans et jeunesse (les 2 tables)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: N/A
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 2A1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre Jean-Claude Malépart

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Prêt de local		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2633 rue OntarioE
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 1W8

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: sous réserve de prêt Gym au Cégep du Vieux Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 800 Boul. de Maisonneuve E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	22 134,00 $	Oui
Soutien administratif		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource: Renee Eve Dionne
Adresse courriel: renee-eve.dionne.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 475-2055
Adresse postale: 4625, de Lorimier,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2H 2B4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Association Sportive Communautaire Centre Sud

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2093 rue de la Visitation
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 3C9

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	28,00 $	4,00	0,00 $	34	1	3 808,00 $
Coordonnateur(trice)	25,00 $	20,00	0,00 $	34	1	17 000,00 $
Intervenant(e)	30,00 $	10,00	0,00 $	12	1	3 600,00 $
Total						**24 408,00 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
2 marqueurs Table des officiels (1 marque + 1 chrono)	2 040,00 $	2		4 080,00 $
Coachs pratiques	454,00 $	3		1 362,00 $
Coachs tournois	1 100,00 $	3		3 300,00 $
Arbitres	3 000,00 $	2		6 000,00 $
Total				**14 742,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**22 134,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet** ℹ
Chargé(e) de projet	1 132,00 $	0,00 $	1 176,00 $	**2 308,00 $**	3 808,00 $
Coordonnateur(trice)	3 375,00 $	0,00 $	8 625,00 $	**12 000,00 $**	17 000,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier 2 marqueurs Table des officiels (1 marque + 1 chrono) (*poste forfaitaire*)	720,00 $	0,00 $	3 360,00 $	**4 080,00 $**	4 080,00 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**0,00 $**	**22 134,00 $**		
Autre poste : veuillez l'identifier Coachs pratiques (*poste forfaitaire)*	482,00 $	0,00 $	880,00 $	**1 362,00 $**	1 362,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coachs tournois (*poste forfaitaire)*	1 580,00 $	0,00 $	1 720,00 $	**3 300,00 $**	3 300,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Arbitres (*poste forfaitaire)*	900,00 $	0,00 $	4 200,00 $	**5 100,00 $**	6 000,00 $
Intervenant(e)	1 811,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 811,00 $**	3 600,00 $
Total	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**19 961,00 $**	**29 961,00 $**	**39 150,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**0 %**			

Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 173,00 $**	**2 173,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**6,76 %**			

Total	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**22 134,00 $**	**32 134,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

A propos de la Ligue de Basket du Centre-Sud : Il est important de noter que la ligue existe depuis 2016, mais que c'est seulement depuis mi-2024 que Go Jeunesse a repris la fiducie à la Table de concertation jeunesse 6-12. Nous devrons également, lors de cette deuxième moitié de l'année, financer les gyms qui ne sont plus financés par l'arrondissement, ce qui explique une hausse des coûts. De nouvelles ententes seront prévues afin de trouver des solutions qui viendront atténuer les frais reliés à la ligue. En 2024, nous n'avons pas soumis de demande de financement, car les enveloppes budgétaires étaient déjà allouées. En 2025, nous avons reçu une subvention de la DRSP pour une demi-année, couvrant la période de janvier à mai. Afin d'assurer une continuité, une meilleure visibilité et un impact accru de la Ligue, nous considérons qu'un financement annuel est essentiel pour répondre pleinement aux besoins des jeunes. La Ligue rejoint les clientèles des secteurs Ville-Marie Est et Ouest et collabore étroitement avec la Table jeunesse, ainsi qu'avec ses membres, notamment le Centre Malépart, le Centre Poupart et Go Jeunesse, pour promouvoir l'inclusion sociale à travers ce sport collectif. La Ligue de Basket du Centre-Sud (LBCS) est un projet concerté dont l'objectif principal est l'engagement et l'épanouissement des jeunes vulnérables. Elle offre un accès à des ressources sportives, éducatives et sociales adaptées à leurs besoins spécifiques. Par le biais du basketball, les jeunes développent leurs compétences personnelles et relationnelles, tout en évoluant dans un espace où ils se sentent soutenus et valorisés. De plus, la Ligue met en œuvre des programmes visant à réduire les écarts sociaux, économiques et éducatifs en créant des opportunités pour les jeunes, tout en tenant compte de leur environnement familial et communautaire. **Un impact croissant depuis 2016**: depuis sa création, la Ligue a connu une croissance constante, accueillant chaque année de nouveaux participants et soutenant plusieurs dizaines de jeunes en situation de vulnérabilité. L'année 2025 marque un tournant important avec le retour des familles dans les habitations Jeanne-Mance (HJM), où se situent les bureaux de Go Jeunesse, accueillant environ 200 nouvelles familles. La Ligue agit comme un levier puissant pour renforcer la confiance en soi et les aptitudes au leadership, promouvoir l'esprit d'équipe et les valeurs de collaboration, encourager la persévérance scolaire et prévenir le décrochage. C'est pour toutes ces raisons que nous souhaitons développer une nouvelle mouture de ce projet collectif avec un rayonnement accru dans l'arrondissement. En effet, nous voulons élever la ligue et permettre à tous les jeunes du milieu d'interagir avec d'autres membres venant d'autres arrondissements, et suivre ces équipes à travers les réseaux sociaux et les documentaires qui seront postés régulièrement. Nous sommes convaincus que la Ligue de Basket du Centre-Sud est plus qu'un simple projet sportif : elle est un outil d'intégration sociale et un moteur de changement positif pour les jeunes de notre communauté.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution 20241024-1.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20241217-020631.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Valerie koporek **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Go Jeunesse

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : valerie Nom : koporek

Date : 6 avril 2025 Signature : Valerie Koporek

Ville-Marie Montréal

Registraire des entreprises Québec

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-05-30 00:00:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143971712
Nom	GO JEUNESSE

Adresse du domicile

Adresse	3004-200 RUE Ontario E Montréal (Québec) H2X1H3 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Go Jeunesse
Adresse	3004-200 RUE Ontario E Montréal (Québec) H2X1H3 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-21
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-21
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1968-11-18 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2025-05-12
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-07-03 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de	2025-11-15

2025	
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2024-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9697
Activité	Centres récréatifs

Précisions (facultatives)	-

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	-

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 6 à 10
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	0%

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	Demers
Prénom	Fréderic
Date du début de la charge	2014-10-15
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	8552 rue Drolet Montréal (Québec) H2P2H9 Canada

Nom de famille	Gaye
Prénom	Néma
Date du début de la charge	2019-05-27
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1D av. de Galais Laval (Québec) H7N2Y3 Canada

Nom de famille	Andoni
Prénom	Cristina
Date du début de la charge	2023-04-24
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	2261 av. Prince-George Montréal (Québec) H2K1S8 Canada

Nom de famille	Ntsama Owona
Prénom	Elisabeth Adidja
Date du début de la charge	2024-06-20
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	22-419 boul. La Fayette Longueuil (Québec) J4K3A4 Canada

Nom de famille	Maazouzi
Prénom	Yousra

Date du début de la charge	2024-09-19
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	350 BLVD de Maisonneuve Montreal (Québec) H3A0B4 Canada

Nom de famille	Dorcent
Prénom	Jasmine
Date du début de la charge	2025-04-24
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	207-4801 2e Avenue Montréal (Québec) H1Y0E3 Canada

Nom de famille	Marshall
Prénom	Kevin
Date du début de la charge	2025-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6074 av. Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A1N2 Canada

Historique

Nom de famille	SAKHIDAD
Prénom	MARI

Date du début de la charge	2010-06-15
Date de la fin de la charge	2012-07-10
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1760 rue Sanguinet Montréal (Québec) H2X3G3 Canada

Nom de famille	CHOLETTE
Prénom	NADINE
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2014-05-14
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	7564, AVENUE HENRI-JULIEN MONTRÉAL (QUÉBEC) H2R1B5

Nom de famille	ROVETTE
Prénom	MARIE-PIERRE
Date du début de la charge	2011-07-05
Date de la fin de la charge	2012-07-10
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	6983, CHAMBORD MONTRÉAL (QUÉBEC) H2E1W5

Nom de famille	Maisonneuve

Prénom	Marie-Laurence
Date du début de la charge	2012-07-10
Date de la fin de la charge	2014-05-14
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5176 av. de l'Esplanade Montréal (Québec) H2T2Z3 Canada

Nom de famille	Cote
Prénom	Lucie
Date du début de la charge	2012-07-10
Date de la fin de la charge	2012-07-10
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	10155 rue Verville Montréal (Québec) H3L3E4 Canada

Nom de famille	Gagnon
Prénom	Maxime
Date du début de la charge	2012-07-10
Date de la fin de la charge	2018-04-24
Fonctions actuelles	Président Administrateur
Adresse du domicile	8622 rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2P2P3 Canada

Nom de famille	Saint-Gemain
Prénom	Laurent
Date du début de la charge	2012-07-10
Date de la fin de la charge	2015-04-29
Fonctions actuelles	Vice-président Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	6720 2e Avenue Montréal (Québec) H1Y2Z6 Canada

Nom de famille	Coté
Prénom	Lucie
Date du début de la charge	2012-07-10
Date de la fin de la charge	2016-04-27
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	10155 rue Verville Montréal (Québec) H3L3E4 Canada

Nom de famille	Fakum
Prénom	Afrozie
Date du début de la charge	2013-05-08
Date de la fin de la charge	2018-05-24

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6-142 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1H1 Canada

Nom de famille	Bustamante
Prénom	Maria Léonor
Date du début de la charge	2014-05-14
Date de la fin de la charge	2016-10-04
Fonctions actuelles	Secrétaire Trésorier
Adresse du domicile	6850 rue Pinard Brossard (Québec) J4W2Y7 Canada

Nom de famille	Carboni
Prénom	Alexandre
Date du début de la charge	2014-05-14
Date de la fin de la charge	2016-10-04
Fonctions actuelles	Vice-président Secrétaire Trésorier
Adresse du domicile	10145 rue Berri Montréal (Québec) H3L2G7 Canada

Nom de famille	Malric

Prénom	Benoit
Date du début de la charge	2016-09-24
Date de la fin de la charge	2018-12-17
Fonctions actuelles	Vice-président Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	381 rue de Bellechasse Montréal (Québec) H2S1X1 Canada

Nom de famille	Idrissa Bokoye
Prénom	Amadou
Date du début de la charge	2016-06-01
Date de la fin de la charge	2023-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	16-1101 rue du Glacis Montréal (Québec) H2L5E5 Canada

Nom de famille	Rousseau
Prénom	Gabriella
Date du début de la charge	2016-12-15
Date de la fin de la charge	2024-04-30

Fonctions actuelles	Vice-président Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	5670 rue Marc-Sauvalle Montréal (Québec) H4E4E1 Canada

Nom de famille	Zagbib
Prénom	Hafedh
Date du début de la charge	2016-12-15
Date de la fin de la charge	2020-04-28
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	202-5060 ch. Circle Montréal (Québec) H3W2A1 Canada

Nom de famille	Benziada
Prénom	Yamina
Date du début de la charge	2018-05-22
Date de la fin de la charge	2023-04-24
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	6570 rue Mazarin Montréal (Québec) H4E2X5 Canada

Nom de famille	Rodrigues Barreto

Prénom	Edison
Date du début de la charge	2018-12-17
Date de la fin de la charge	2021-03-30
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	601-125 rue Charlotte Montréal (Québec) H2X1M2 Canada

Nom de famille	Tremblay
Prénom	Maxime
Date du début de la charge	2020-04-28
Date de la fin de la charge	2025-04-24
Fonctions actuelles	Vice-président Secrétaire Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	833 rue Gault Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H3Y5 Canada

Nom de famille	Tuyet Nguyen
Prénom	Anh
Date du début de la charge	2021-12-06
Date de la fin de la charge	2022-05-09
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	2119 rue Jean-Talon E Montréal (Québec) H2E1V4 Canada

Nom de famille	Ghali
Prénom	Asma
Date du début de la charge	2023-06-01
Date de la fin de la charge	2025-01-30
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2050 rue Panet Montréal (Québec) H2L3A5 Canada

Nom de famille	Senaud
Prénom	Mathilde
Date du début de la charge	2023-09-07
Date de la fin de la charge	2024-09-02
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	201-1290 rue Sherbrooke E Montréal (Québec) H2L1M1 Canada

Dirigeants non membres du conseil d’administration

Nom de famille	Valérie
Prénom	Koporek

Fonctions actuelles	Principal dirigeant : Directrice générale
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	3701 av. Coloniale Montréal (Québec) H2X2Y7 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2025-05-12
Déclaration de mise à jour courante	2025-03-18
Déclaration de mise à jour courante	2025-03-04
Déclaration de mise à jour courante	2024-10-29
Déclaration de mise à jour courante	2024-07-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-07-03
Déclaration de mise à jour courante	2023-09-14
Déclaration de mise à jour courante	2023-09-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-06-13
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-06-01
Déclaration de mise à jour courante	2022-01-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-12-15
Déclaration de mise à jour courante	2021-06-08
Déclaration de mise à jour courante	2021-03-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-10-06
Lettres patentes supplémentaires	2020-09-18
Déclaration de mise à jour courante	2020-05-04
Déclaration de mise à jour courante	2020-01-07
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2019-12-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-07-22
Déclaration de mise à jour courante	2018-09-04

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-05-23
Déclaration de mise à jour courante	2018-05-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-07-24
Déclaration de mise à jour courante	2017-05-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-11-17
Déclaration de mise à jour courante	2016-05-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-06-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-03-18
Déclaration de mise à jour courante	2014-11-27
Lettres patentes supplémentaires	2014-07-02
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-04-17
Déclaration annuelle 2009	2013-01-08
Déclaration annuelle 2007	2013-01-08
Déclaration annuelle 2006	2013-01-08
Déclaration annuelle 2011	2012-12-13
Lettres patentes supplémentaires	2012-11-19
Déclaration de mise à jour courante	2012-08-22
Déclaration de mise à jour courante	2012-08-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-08-21
Déclaration de mise à jour courante	2011-10-27

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2010	2010-11-19
Avis de défaut	2010-02-24
Déclaration annuelle 2008	2009-07-16
Avis de défaut	2009-02-19
Avis de défaut	2008-03-06
Avis de défaut	2008-03-03
Déclaration annuelle 2005	2007-06-15
Avis de défaut	2006-06-20
Déclaration annuelle 2004	2005-05-30
Déclaration annuelle 2003	2003-12-02
Déclaration annuelle 2002	2002-10-25
Déclaration annuelle 2001	2002-01-28
Déclaration annuelle 2000	2000-11-20
Déclaration annuelle 1999	1999-10-25
Déclaration annuelle 1998	1999-03-30
Déclaration annuelle 1997	1997-11-04
Déclaration annuelle 1996	1996-12-13
Déclaration annuelle 1995	1995-11-20
Déclaration d'immatriculation	1995-03-21

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2020-01-07

Nom

Nom	GO JEUNESSE
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2019-12-20
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Nom	SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTRÉAL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	1968-11-18
Date de déclaration du retrait du nom	2019-12-20
Situation	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Service des Loisirs St-Jacques
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2020-01-07
Date de déclaration du retrait du nom	

Situation	En vigueur

Autre nom	Loisirs St-Jacques
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2016-11-17
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1255179006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine - Accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1255179006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Conseiller(-Ere) en gestion des ressources financieres

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-12

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2025 avec Go Jeunesse afin de soutenir les activités de la Ligue de basketball du Centre-Sud (LBCS) qui contribuent à la prévention en sécurité urbaine;
D'accorder à cette fin une contribution totale de 10 000 $ en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 10 000,00 $

	2025	2026
Go Jeunesse	10 000,00 $	0,00 $
Total	**10 000,00 $**	**0,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	05803	61900	016491	0000	004671	052146	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM55179006
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle

Conseillère en gestion des ressources financières

stephanie.houle2@montreal.ca

Date: **2025-06-09**

Date et heure système : 09 juin 2025 17:04:45

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255179007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet "Une porte pour tou-te-s" et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicables

D'approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet *Une porte pour tou-te-s* ;
D'accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicable;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 10:41

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255179007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet "Une porte pour tou-te-s" et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicables

CONTENU

CONTEXTE

Le projet *Une porte pour tou-te-s* du Comité Logement de Ville-Marie de Montréal (CLVM) était auparavant soutenu dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024). Lors du plus récent appel de projets de cette entente visant à soutenir des projets pour la période 2025-2029, l'organisme a soumis à nouveau son projet, qui n'a pas retenu par le comité de sélection. Compte tenu des enjeux liés à la crise du logement, le CLVM sollicite une demande de contribution à l'Arrondissement de Ville-Marie, via son budget de fonctionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240244 du 11 juin 2024 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2025, avec quinze organismes pour la réalisation de projets dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et accorder une contribution totale de 493 735 $, incluant les taxes si applicables
CA23 240201 du 6 juin 2023 : Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2024, avec quinze organismes pour la réalisation de projets dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et accorder une contribution totale de 440 722 $, incluant les taxes si applicables

CA20 240170 du 12 mai 2020 : Approuver les conventions avec différents organismes dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et accorder des contributions totalisant 1 064 436 $

DESCRIPTION

La crise du logement actuellement vécue à un impact important sur la population de Ville-Marie, notamment les familles avec enfants, les aînés et les personnes issues de l'immigration. Par la réalisation de son projet, le CLVM souhaite :

- Une amélioration des conditions de logement de résidents à faible ou modeste revenu;
- Le développement ou l'amélioration du pouvoir d'agir individuel ou collectif afin de faire valoir les besoins et influencer le développement de projets de logements sociaux;
- Une utilisation accrue par les résidents à faible ou modeste revenu des différentes ressources du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté.

Plus particulièrement, le projet vise à :

- augmenter l'accès pour les ménages à faible ou modeste revenu à un logement social dans un projet accompagné par le CLVM;
- favoriser la prise de parole et l'expression des besoins en matière de logement des ménages à faible ou modeste revenu de l'Arrondissement, par les ménages concernés;
- augmenter le nombre de demandeurs qui deviennent membres de l'organisme ou qui participent à des activités de mobilisation collective;
- faire mieux connaître les projets de logements sociaux en voie d'être livrés, de même que la façon d'accéder aux nouveaux logements développés;
- augmenter les références mutuelles de résidents à faible ou modeste revenu de l'Arrondissement entre le CLVM et les organismes locaux œuvrant au niveau de la lutte à la pauvreté.

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit en lien avec les plans d'action des tables de quartier de l'Arrondissement, de même qu'avec plusieurs politiques, stratégies ou règlements de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal.
Le soutien accordé concrétise l'engagement *Assurer un accès à un logement abordable, accessible et salubre* du Plan d'action 2021-2025 Solidarité, équité, inclusion de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient du budget de la Direction de l'Arrondissement. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. La contribution de l'Arrondissement permet de financer 85 % du coût du projet.

	2025	**2026**
Comité Logement Ville-Marie de Montréal	22 500 $	2 500 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle du Plan stratégique Montréal 2030, en regard de la priorité suivante :

- 7. « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Prise en compte de manière intégrée des différents enjeux liés au développement du logement social

- Développement de priorités communes et d'actions concertées
- Plus grande mobilisation de la population et des organisations
- Amélioration globale de la qualité et des conditions de vie

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Gina TREMBLAY
Directrice - Culture, sports, loisirs et

développement social

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2025-06-25



1255179007_Convention_CLVM_Porte pour tou-te-s.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est,19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ LOGEMENT VILLE_MARIE DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1710, rue Beaudry, bureau 206, Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Éric Michaud, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour promouvoir et défendre les droits des locataires, assurer un encadrement adéquat du marché privé de l'habitation et développer une alternative sociale durable à celui-ci: le logement social, dans la perspective de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une

faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en DEUX versements :

5.2.1 un premier versement au montant de VINT-DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un second versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENTS dollars (2 500 $) dans les trente (30) jours suivant l'approbation, par le représentant, du rapport final, lequel est dû le 30 avril 2026.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 9 juillet 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la

Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 1710, rue Beaudry, bureau 206, Montréal, Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

<u>Élection de domicile de la Ville</u>

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2025

COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE DE MONTRÉAL

Par : _____
Éric Michaud, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025 (Résolution _____).

ANNEXE 1
PROJET

Voir pièce jointe au sommaire : *Demande 2025_CLVM_Porte pour tou-t-es*

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».
2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

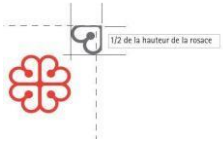
Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

- **«** Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de VilleMarie. **»**
- **«** L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**
- « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3
REDDITION DE COMPTES

Le projet vise à atteindre les résultats suivants :

- D'ici 2026, nos activités auront permis à 150 résidants à faible ou modeste revenu d'améliorer leurs conditions de logement en ayant un meilleur accès au logement privé ou au logement social
- D'ici 2026, nos activités auront permis à 100 résidants d'améliorer leur pouvoir d'agir afin de faire valoir leurs besoins et d'influencer le développement de logements sociaux répondant à ceux-ci
- D'ici 2026, les résidents à faible ou modeste revenu utilisent davantage les différentes composantes du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement

Pour les atteindre ces cibles, les activités suivantes sont prévues :

- Tenir des tables d'information lors des fêtes de quartier organisées par des concertations
- Aider des personnes accompagnées ou non par des intervenants dans leur recherche de logement privé-social par la distribution d'outils d'aide à la recherche de logement
- Référer des demandeurs de logements sociaux inscrits sur notre liste auprès de projets de logements sociaux existants ainsi qu'auprès de porteurs de projets en voie d'être livrés dans le cadre de leur processus de sélection des locataires et assurer un suivi de la sélection des locataires référés
- Donner des séances d'information sur le logement social dans nos locaux ou chez des organismes du quartier œuvrant en matière de lutte à la pauvreté
- Établir une stratégie de communication afin de faire connaitre les projets de logements sociaux en voie d'être livrés aux citoyens et partenaires, notamment diffuser l'information et organiser des assemblées publiques d'information
- Participer au travail de concertation
- Soutenir des demandeurs, dont les familles et ainés, dans l'expression publique de leurs besoins dans le cadre d'activités de mobilisation et dans les forums appropriés
- Soutenir la mobilisation collective des demandeurs dans le cadre d'activités publiques en invitant les organismes partenaires à y prendre part
- Inviter les demandeurs de logements sociaux, à participer aux comités de mobilisation ou aux activités de mobilisation collective et à devenir membre
- Soutenir les demandeurs (en particulier les familles et ainés) dans l'expression publique de leurs besoins dans le cadre d'activités de mobilisation collective
- Diffuser auprès des citoyens les outils d'information produits par d'autres organismes partenaires œuvrant en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement
- Référer les personnes qui utilisent nos services vers d'autres organismes partenaires

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255179007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet "Une porte pour tou-te-s" et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicables



1255179007_Aspect financier_CLVM.pdf



Demande 2025_CLVM_Porte pour tou-t-es.pdf



CharteLangueFrancaise_CLVM.pdf



REQ 2025_CLVM.pdf



1255179007_Montréal 2030_CLVM_Porte.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	COMITE LOGEMENT VILLE-MARIE DE MONTREAL	133317

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget de la Direction de l'arrondissement.

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 500,00 $	2 500,00 $					**25 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	juillet	2025	Date de fin :	31	mars	2026

Formulaire complété par : Martin Crépeau

Prénom, nom

Date et heure système : 20 juin 2025 15:48:25

Comité logement Ville-Marie
1710, rue Beaudry, l
Montréal (Québec)

Titre du projet

Une porte pour tou-te-s

Mise en contexte

L'arrondissement de Ville-Marie compte 37360 ménages locataires, qui représentent 73% de l'ensemble des ménages. Or, 41 % de ces ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu à se loger et 22 % y consacrent plus de 50 % de leur revenu.

L'augmentation importante des loyers, plus élevée que celle des revenus, entre 2016 et aujourd'hui, fragilise particulièrement une proportion importante de ces ménages, dont certaines catégories, telles que les familles avec enfants et les aînés, notamment ceux issus de l'immigration, sont particulièrement vulnérables. Notre projet s 'inscrit en lien avec les plans d'action des tables de quartier de l'arrondissement, de même qu'avec plusieurs politiques, stratégies ou règlements de l'Arrondissement de Ville-Marie, de la Ville de Montréal ou de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Notre organisme porte, depuis 2012, un projet qui a évolué au fil du temps, mais dont l'objectif général vise à favoriser l'accès au logement pour les familles avec enfants et les aînés à faible ou modeste revenu et à développer le pouvoir d'agir individuel ou collectif autour de cet enjeu. Pour ce faire, nous avons mis en place une base de données qui nous permet d'administrer notre service d'information et de soutien aux locataires, une liste de requérants de logements sociaux pour l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que le membership de notre organisme. Cette base de données nous permet notamment de documenter les besoins des ménages de l'arrondissement en matière de logement social, de même que les principaux enjeux auxquels sont confrontés les locataires de l'arrondissement. Ainsi, en 2024, notre service d'information a traité 1354 problématiques, dont 42% avaient trait à l'accès au logement.

Depuis maintenant une quinzaine d'années, un développement immobilier intensif est à l'œuvre sur le territoire de l'Arrondissement de Ville-Marie. Entre 2010 et 2023 inclusivement, le territoire de l'arrondissement a accueilli 38 271 mises en chantier résidentielles, soit 33% de l'ensemble des mises en chantier de la ville de Montréal. Or, de ce nombre, on ne compte que 1186 mises en chantier de logements sociaux, soit 3% du total.

Suite notamment à une mobilisation des citoyens et organismes communautaires de l'arrondissement, la planification de grands projets immobiliers privés à venir dans l'arrondissement prévoit heureusement l'inclusion d'une proportion plus importante de logements sociaux : Ilot Voyageur, Esplanade Cartier, Radio-Canada, Molson, Hôpital de la Miséricorde, TVA et secteur Bridge Bonaventure ; tandis que des terrains publics ont aussi été réservés pour la réalisation de logement sociaux (terrains municipaux au coin des rues St-Antoine et de la Montagne ou dans le Quartier chinois). L'administration de notre liste, à travers ce projet, nous permettra notamment de faire valoir les besoins des ménages (familles et aînés notamment) et d'alimenter la sélection des locataires dans ces futurs projets.

Description du projet

Notre projet s ’inscrit en soutien au travail d’Habiter Ville-Marie (HVM), de même qu'à celui des tables de concertation familles et aînés de l’arrondissement, des tables de concertation de quartier (TDS-CS, TCFSL, TQPM, Table ronde du quartier chinois), de l’Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal en matière d’habitation et de lutte à la pauvreté.

Le projet vise à avoir trois impacts principaux auprès des citoyens :

• Une amélioration des conditions de logement de 150 résidants à faible ou modeste revenu
• Le développement ou l’amélioration du pouvoir d’agir individuel ou collectif de la part de 100 résidants afin de faire valoir leurs besoins et influencer le développement de projets de logements sociaux
• Une utilisation accrue par les résidants à faible ou modeste revenu des différentes ressources du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté dans l’arrondissement

Ce projet s'inscrit en complémentarité avec certains éléments de notre mission, mais vient y ajouter un volet essentiel, soit le contact direct avec les citoyens ayant des besoins en matière de logement social, ainsi que leur information, leur formation et leur accompagnement dans l'expression publique de leurs besoins ainsi que dans leur implication dans le développement de projets d'habitation susceptibles d'y répondre.

Résultats visés

• D'ici 2026, nos activités auront permis à 150 résidants à faible ou modeste revenu d'améliorer leurs conditions de logement en ayant un meilleur accès au logement privé ou au logement social
• D'ici 2026, nos activités auront permis à 100 résidants d'améliorer leur pouvoir d'agir afin de faire valoir leurs besoins et d'influencer le développement de logements sociaux répondant à ceux-ci
• D'ici 2026, les résidents à faible ou modeste revenu utilisent davantage les différentes composantes du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement

Objectifs

• Accès pour les ménages à faible ou modeste revenu à un logement social dans un projet que nous accompagnons
• Expression publique des besoins en matière de logement des ménages à faible ou modeste revenu de l'arrondissement, de la part des ménages concernés
• Augmentation du nombre de demandeurs qui deviennent membres de notre organisme ou qui participent à des activités de mobilisation collective
• Les projets de logements sociaux en voie d'être livrés, de même que la façon d'accéder aux nouveaux logements développés, sont mieux publicisés et connus de la population
• Augmentation des références de résidants à faible ou modeste revenu de l'arrondissement de la part de notre organisme auprès d'autres organismes locaux œuvrant au niveau de la lutte à la pauvreté
• Augmentation des références de résidants à faible ou modeste revenu de l'arrondissement auprès de notre organisme de la part d'autre organismes locaux œuvrant au niveau de la lutte à la pauvreté

Activités

• Tenir des tables d'information lors des fêtes de quartier organisées par des concertations
• Aider des personnes accompagnées ou non par des intervenants dans leur recherche de logement privé-social par la distribution d'outils d'aide à la recherche de logement
• Référer des demandeurs de logements sociaux inscrits sur notre liste auprès de projets de logements sociaux existants ainsi qu'auprès de porteurs de projets en voie d'être livrés dans le cadre de leur processus de sélection des locataires et assurer un suivi de la sélection des locataires référés
• Donner des séances d'information sur le logement social dans nos locaux ou chez des organismes du quartier œuvrant en matière de lutte à la pauvreté
• Établir une stratégie de communication afin de faire connaitre les projets de logements sociaux en voie d'être livrés aux citoyens et partenaires, notamment diffuser l'information et organiser des assemblées publiques d'information
• Participer au travail de concertation
• Soutenir des demandeurs, dont les familles et ainés, dans l'expression publique de leurs besoins dans le cadre d'activités de mobilisation et dans les forums appropriés
• Soutenir la mobilisation collective des demandeurs dans le cadre d'activités publiques en invitant les organismes partenaires à y prendre part
• Inviter les demandeurs de logements sociaux, à participer aux comités de mobilisation ou aux activités de mobilisation collective et à devenir membre
• Soutenir les demandeurs (en particulier les familles et ainés) dans l'expression publique de leurs besoins dans le cadre d'activités de mobilisation collective
• Diffuser auprès des citoyens les outils d'information produits par d'autres organismes partenaires œuvrant en matière de lutte à la pauvreté dans l'arrondissement
• Référer les personnes qui utilisent nos services vers d'autres organismes partenaires

Échéancier

Le projet se déroulera du 1er juillet 2025 au 31 mars 2026

Budget

	AVM	CLVM	Total
Salaires et av. soc.	24 979,50$		24 979,50
Honoraires - conseil	20,50$	1 979,50$	2 000,00$
Administration		2 500,00	2 500,00$
Total	25 000,00$	4 479,50	29 479,50$

Montant demandé

25 000 $

Montréal

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (« CHARTE »)

La *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (PL 96 sanctionné le 1er juin 2022), prévoit des modifications à la Charte de la langue française (la Charte) et à d'autres lois s'appliquant aux organismes municipaux. Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à la passation de tout contrat par les municipalités, quelle que soit sa valeur et sa nature (article 152.1 de la Charte). En vertu de ces nouvelles dispositions, toute entreprise ayant un établissement au Québec et qui emploie durant une période de 6 mois, 50 personnes ou plus doit, pour se voir octroyer un contrat, se conformer aux nouvelles exigences de la Charte. Par conséquent, la Ville doit s'assurer que votre entreprise respecte les dispositions de la Charte.

À cet effet, veuillez remplir le formulaire ci-dessous et nous le retourner par courriel à l'adresse _____ OU par la poste à l'adresse _____, dans un délai de _____.

Je, soussigné.e, à titre de représentant.e autorisé.e de Comité logement VM de Mtl *(nom de l'entreprise ou de l'organisme)* (ci-après l'« Entreprise ») déclare que (*cocher* ***une*** *des cases ci-dessous*) :

☐ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec.

☑ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec.

☐ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois.

☐ (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (cocher **une** des 4 cases ci-dessous):

- ☐ je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient une attestation d'application d'un programme de francisation de l'OQLF;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient un accusé de réception de l'analyse de sa situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;
- ☐ je déclare que l'Entreprise détient une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que l'Entreprise s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que l'Entreprise n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si l'Entreprise a reçu une telle offre, elle a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Et j'ai signé, le X 3 février 2025

ÉRIC MICHAUD
Nom – représentant.e de l'Entreprise

X
Signature – représentant.e de l'Entreprise

Registraire des entreprises Québec

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-06-19 00:00:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1144631935
Nom	COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE DE MONTRÉAL

Adresse du domicile

Adresse	1710, RUE BEAUDRY, BUREAU 2.6 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L3E7

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Comité logement Ville-Marie de Montréal
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Michaud
Prénom	Éric
Adresse	26-1710 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3E7 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-05-15
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-05-15
Date de fin d’existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1981-07-21 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2025-01-30
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-11-12 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2025	2025-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2024-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	DÉFENSE DE DROIT DES LOCATAIRES

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	8641
Activité	Garderies pour enfants
Précisions (facultatives)	PROMOTION DU LOGEMENT SOCIAL

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 1 à 5
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	0%

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	Belam
Prénom	Yasmine

Date du début de la charge	2019-11-19
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	7064 rue des Écores Montréal (Québec) H2E2V8 Canada

Nom de famille	Prud'homme
Prénom	Lise
Date du début de la charge	2021-11-11
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	1283 rue De Champlain Montréal (Québec) H2L2R9 Canada

Nom de famille	Bourque
Prénom	François-Antoine
Date du début de la charge	2020-12-10
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1424 rue Fullum Montréal (Québec) H2K3M1 Canada

Nom de famille	Deniger
Prénom	Roxanne
Date du début de la charge	2023-11-23
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1640 rue Lepailleur Montréal (Québec) H1L6E1 Canada

Nom de famille	Duclos
Prénom	Jean
Date du début de la charge	2024-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	5-2158 rue Disraeli Montréal (Québec) H2K4N4 Canada

Nom de famille	Querry
Prénom	André
Date du début de la charge	2024-11-06
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	204-1865 rue de la Visitation Montréal (Québec) H2L3C5 Canada

Nom de famille	Carrier
Prénom	Jean-François
Date du début de la charge	2025-01-28
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	7942 rue Sagard Montréal (Québec) H2E2T3 Canada

Historique

Nom de famille	ALTADER
Prénom	ABDELKADER
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2013-11-19
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	16-1850 rue Wolfe Montréal (Québec) H2L3J8 Canada

Nom de famille	CÔTÉ
Prénom	PHILIPPE
Date du début de la charge	2006-11-20
Date de la fin de la charge	2012-02-02

Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	2503 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2K2K1 Canada

Nom de famille	FOURNIER
Prénom	AUDE
Date du début de la charge	2008-11-20
Date de la fin de la charge	2012-02-02
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	6742 rue De Saint-Vallier Montréal (Québec) H2S2P9 Canada

Nom de famille	QUERRY
Prénom	ANDRE
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2013-11-19
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	1633 rue de la Visitation Montréal (Québec) H2L3C2 Canada

Nom de famille	JOLY
Prénom	GUYLAINE
Date du début de la charge	2009-11-20
Date de la fin de la charge	2012-02-02
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	5539 9e Avenue Montréal (Québec) H1Y2J7 Canada

Nom de famille	ROUSSEAU
Prénom	GINETTE

Date du début de la charge	2009-11-20
Date de la fin de la charge	2012-02-02
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4072 rue Parthenais Montréal (Québec) H2K3T9 Canada

Nom de famille	POULIN
Prénom	JEAN
Date du début de la charge	2011-11-20
Date de la fin de la charge	2012-11-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2184 rue Florian Montréal (Québec) H2K2P3 Canada

Nom de famille	Chartrand
Prénom	Yves
Date du début de la charge	2012-02-02
Date de la fin de la charge	2012-11-13
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2049 av. Gascon Montréal (Québec) H2K2W3 Canada

Nom de famille	Beaulieu
Prénom	Ginette
Date du début de la charge	2012-02-02
Date de la fin de la charge	2012-11-13
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	21-1950 av. des Érables Montréal (Québec) H2K3V2 Canada

Nom de famille	Malo
Prénom	Pierre
Date du début de la charge	2012-02-02
Date de la fin de la charge	2012-11-13
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	12-1771 RUE St-Hubert Montréal (Québec) H2L1Z3 Canada

Nom de famille	Duplessis-Lalonde
Prénom	Arnaud
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2018-11-20
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3768 RUE DRAPER MONTRÉAL (Québec) H4A2N9 Canada

Nom de famille	Beaulieu
Prénom	Ginette
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2018-11-20
Fonctions actuelles	Président Vice-président
Adresse du domicile	420-2177 rue Logan Montréal (Québec) H2K4S2 Canada

Nom de famille	Laforce
Prénom	Norman
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2014-02-27

Fonctions actuelles	Secrétaire Trésorier
Adresse du domicile	709-2066 rue Favard Montréal (Québec) H3K3E8 Canada

Nom de famille	Hogue
Prénom	Nicole
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2013-11-19
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	508-4920 rue La Fontaine Montréal (Québec) H1V1R7 Canada

Nom de famille	Poulin
Prénom	Jean
Date du début de la charge	2012-11-13
Date de la fin de la charge	2025-01-28
Fonctions actuelles	Président Vice-président Secrétaire
Adresse du domicile	2184 rue Florian Montréal (Québec) H2K2P3 Canada

Nom de famille	Beauchamp
Prénom	Véronique
Date du début de la charge	2013-11-19
Date de la fin de la charge	2016-11-22
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	103-2159 rue Cartier Montréal (Québec) H2K4E9 Canada

Nom de famille	Deniger

Prénom	Roxanne
Date du début de la charge	2013-11-19
Date de la fin de la charge	2017-11-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1458 rue Davidson Montréal (Québec) H1W2Y2 Canada

Nom de famille	Noël
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2013-11-19
Date de la fin de la charge	2016-11-22
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3-1581 rue Montcalm Montréal (Québec) H2L3H3 Canada

Nom de famille	Querry
Prénom	André
Date du début de la charge	2014-02-27
Date de la fin de la charge	2019-11-19
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	204-1865 RUE DE LA VISITATION MONTREAL (Québec) H2L3C2 Canada

Nom de famille	Kristofferson-Dugré
Prénom	Geneviève
Date du début de la charge	2016-11-22
Date de la fin de la charge	2020-12-10
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5903 rue Beaulieu Montréal (Québec) H4E3E7 Canada

Nom de famille	Duchesne
Prénom	Sylvain
Date du début de la charge	2016-11-22
Date de la fin de la charge	2019-11-19
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1271 rue Robin Montréal (Québec) H2L1W8 Canada

Nom de famille	Noël
Prénom	Daniel
Date du début de la charge	2017-11-28
Date de la fin de la charge	2019-11-19
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	3-1581 rue Montcalm Montréal (Québec) H2L3H3 Canada

Nom de famille	Djemyssi
Prénom	Agathe
Date du début de la charge	2018-11-20
Date de la fin de la charge	2019-06-19
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1-2045 rue Beaudry Montréal (Québec) H2L3G4 Canada

Nom de famille	Bériau
Prénom	Louise
Date du début de la charge	2018-11-20
Date de la fin de la charge	2021-11-11

Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	1605 rue Alexandre-DeSève Montréal (Québec) H2L2V8 Canada

Nom de famille	Larose
Prénom	Lise
Date du début de la charge	2019-11-19
Date de la fin de la charge	2020-12-10
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	213-4555 rue Ontario E Montréal (Québec) H1V3P9 Canada

Nom de famille	Berthiaume
Prénom	Diane
Date du début de la charge	2019-11-19
Date de la fin de la charge	2020-12-10
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3-2200 rue Lespérance Montréal (Québec) H2K2N9 Canada

Nom de famille	Chrétien
Prénom	Marie-Soleil
Date du début de la charge	2019-11-19
Date de la fin de la charge	2021-11-11
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1-2010 rue Montcalm Montréal (Québec) H2L3H7 Canada

Nom de famille	Leclaire
Prénom	Michel

Date du début de la charge	2020-12-10
Date de la fin de la charge	2022-11-16
Fonctions actuelles	Vice-président Administrateur
Adresse du domicile	35-1950 av. des Érables Montréal (Québec) H2K3V2 Canada

Nom de famille	Landry
Prénom	Lucien
Date du début de la charge	2020-12-10
Date de la fin de la charge	2024-08-01
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	1486 rue Panet Montréal (Québec) H2L2Z3 Canada

Nom de famille	Bourque
Prénom	François
Date du début de la charge	2020-12-10
Date de la fin de la charge	2020-12-10
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1424 rue Fullum Montréal (Québec) H2K3M1 Canada

Nom de famille	Boutin
Prénom	Barbara
Date du début de la charge	2021-11-11
Date de la fin de la charge	2023-11-23
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	2-1243 rue Dorion Montréal (Québec) H2K4A2 Canada

Nom de famille	McMahon
Prénom	Kevin
Date du début de la charge	2022-11-16
Date de la fin de la charge	2024-05-15
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	305 rue Linden Rosemère (Québec) J7A3H7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d’administration

Nom de famille	Michaud
Prénom	Éric
Fonctions actuelles	Principal dirigeant : Coordonnateur
Adresse du domicile	7082 rue De La Roche Montréal (Québec) H2S2E7 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2025-01-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-11-12
Déclaration de mise à jour courante	2024-09-05
Déclaration de mise à jour courante	2023-11-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-05-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-11-30
Déclaration de mise à jour courante	2021-12-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-11-24
Déclaration de mise à jour courante	2021-02-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-11-05
Déclaration de mise à jour courante	2019-11-21
Déclaration de mise à jour courante	2019-06-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-06-17
Déclaration de mise à jour courante	2019-02-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-12-11
Déclaration de mise à jour courante	2017-01-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-11-27
Déclaration de mise à jour courante	2014-03-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-01-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-11-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-02-02

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2010	2010-09-28
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom - Partie I, II ou III)	2010-04-27
Déclaration modificative	2010-02-03
Déclaration annuelle 2009	2010-01-26
Déclaration annuelle 2005	2009-04-21
Déclaration annuelle 2008	2009-04-21
Déclaration annuelle 2007	2007-11-27
Déclaration annuelle 2006	2007-02-27
Avis de défaut	2006-06-20
Déclaration annuelle 2004	2005-03-01
Déclaration annuelle 2003	2004-02-16
Déclaration annuelle 2002	2003-02-07
Déclaration annuelle 2001	2002-03-06
Déclaration annuelle 2000	2001-02-23
Déclaration annuelle 1999	2000-07-12
Avis de défaut	2000-05-25
Déclaration annuelle 1998	1999-02-25
Déclaration annuelle 1997	1997-10-31
Déclaration modificative	1997-05-21
Déclaration annuelle 1996	1997-04-09
Déclaration annuelle 1995	1997-02-20
Avis de défaut	1996-06-08
Déclaration d'immatriculation	1995-05-15

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2010-04-27

Nom

Nom	COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE DE MONTRÉAL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2010-04-27
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

Nom	COMITÉ-LOGEMENT CENTRE-SUD DE MONTRÉAL
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	1981-07-21
Date de déclaration du retrait du nom	2010-04-27
Situation	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255179007
Unité administrative responsable : *Dir de la culture, des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie*
Projet : Une porte pour tou-te-s

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 7 « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. » • Une amélioration des conditions de logement de résidents à faible ou modeste revenu; • Le développement ou l'amélioration du pouvoir d'agir individuel ou collectif afin de faire valoir les besoins et influencer le développement de projets de logements sociaux; • Une utilisation accrue par les résidents à faible ou modeste revenu des différentes ressources du continuum de service en matière de lutte à la pauvreté.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1255179007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet "Une porte pour tou-te-s" et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicables

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1255179007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1255179007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 mars 2026 avec le Comité Logement Ville-Marie de Montréal pour la réalisation du projet Une porte pour tou-te-s et accorder une contribution de 25 000 $, incluant les taxes si applicable."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2025	2026	**Total**
Montant		22 500,00 $	2 500,00 $	**25 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306121	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM55179007
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables..

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 09:15:10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1259693006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de contribution financière, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes à but non lucratif dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions financières totalisant 30 000 $ à cette fin

D'approuver six conventions, se terminant le 30 septembre 2025, dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie ;
D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 2 353 $ à l'Association les Chemins du soleil;
- 10 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.;
- 3 529 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 4 706 $ au Centre récréatif Poupart;
- 7 059 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart;
- 2 353 $ à Go jeunesse.

D'imputer cette dépense totale de 30 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 13:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259693006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions de contribution financière, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes à but non lucratif dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions financières totalisant 30 000 $ à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal » (PALÎM) ainsi que le « Programme d'accompagnement en loisir de Montréal » et le « Programme Accès Loisir pour les personnes ayant une limitation fonctionnelle » (CIALM) visent à favoriser l'accessibilité aux loisirs pour les personnes ayant une limitation fonctionnelle, en aidant à financer le salaire de personnes en accompagnement lors d'une activité. Ces deux programmes sont rendus possibles, respectivement, grâce au soutien financier du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et de la Ville de Montréal (Service de la diversité et de l'inclusion sociale, SDIS).

Depuis plusieurs années, le SDIS de la Ville de Montréal confit la coordination des fonds municipaux du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) à AlterGo. En 2022, de nouvelles informations relatives à la responsabilité légale de la Ville font en sorte que l'intégralité des opérations de la gestion des fonds municipaux sont confiées entièrement au SDIS. En 2025, le PALÎM devient le CIALM mais conserve son objectif de financement avec l'axe 2 : Accompagnement Loisir avec soutien financier.

Le PALÎM octroie un financement grâce à la contribution du gouvernement provincial. Le CIALM est encadré et financé par la Ville de Montréal par l'intermédiaire du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Prendre note que le financement reçu permet à l'organisme d'embaucher un ou plusieurs accompagnateurs pour accueillir et soutenir ces enfants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240309 (1249693004) Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2024, avec l'Association les chemins du soleil, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Corporation

du Centre Jean-Claude-Malépart, Go jeunesse et le Centre récréatif Poupart Inc., dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder à cette fin des contributions financières totalisant 30 000 $

DESCRIPTION

Le « Programme accessibilité aux loisirs » (PAL) de l'arrondissement de Ville-Marie vient bonifier le financement permettant à des organismes desservant la population de l'arrondissement d'offrir des activités de manière inclusive à la population. Ce programme permet aux camps de jour de l'arrondissement, qui reçoivent une aide financière des deux programmes susmentionnés (PALÎM et CIALM), de voir bonifier leurs moyens financiers, afin de répondre aux besoins en camps de jour des familles qui ont un ou des enfants ayant une limitation fonctionnelle.
En 2025, l'Arrondissement souhaite octroyer un montant de 30 000 $ dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » (PAL) de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de compléter les enveloppes offertes aux camps de jour par le PALÎM et le CIALM.

JUSTIFICATION

Les projets retenus permettent de rendre plus inclusive l'offre de service en camps de jour de l'arrondissement en permettant l'accueil de tous les enfants sans égard à leur capacité physique ou intellectuelle. Les contributions financières contribuent à l'embauche de personnes qualifiées en accompagnement pour les enfants ayant une limitation fonctionnelle. Dans la mesure du possible ces enfants sont intégrés aux groupes et activités régulières du camp de jour. Le personnel en accompagnement sera à même de formuler des aménagements nécessaires à la pleine participation d'enfants vivant avec une limitation.

Pour cette année, le soutien financier de l'Arrondissement permettra l'embauche de 32 accompagnateurs afin d'accueillir des enfants ayant un cumul de diagnostics et de limitations fonctionnelles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe de 30 000 $ pour le « Programme accessibilité aux loisirs » est disponible dans le budget de fonctionnement de la Division des sports et des loisirs.
Ayant déposé des projets conformément aux critères du Programme, six organismes recevront un montant de 1 176 $ par accompagnateur embauché afin de compléter les montants octroyés par le PALÎM et/ou le CIALM.

Organismes	**Contribution 2025**	**Nombre d'enfants**	**Nombre d'accompagnateurs**
Association les Chemins du soleil	2 353 $	4	2
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	10 000 $	20	15
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	3 529 $	4	3
Centre récréatif Poupart Inc.	4 706 $	6	4
Corporation du Centre Jean-Claude Malépart	7 059 $	8	6
Go jeunesse	2 353 $	4	2
TOTAL	**30 000 $**	**46**	**32**

Cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Priorité du plan d'action en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie : Accessibilité aux activités culturelles, sportives et de loisirs aux personnes handicapées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications de l'organisme doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 3 des conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec l'échéancier convenu et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie :

- 23 juin 2025 : Début des camps de jour;
- 15 août 2025 : Fin des camps de jour;
- 30 septembre 2025 : Remises des rapports d'inscriptions (incluant les codes postaux), les rapports de fréquentation et bilan de projet;
- Octobre 2025 : Rencontre de bilan de la table municipale des camps de jour de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Romain NEVEU
Agent de développement

Tél : 514-968-0238
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-19

Valérie LEDUC
Cheffe de division, Division des sports et loisirs

Tél : 514 2426126
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-25

Association les Chemins du soleil



ACDS Convention PAL.pdf



ANNEXE 1 - ACDS PAL Formulaire de dépôt signé.pdf

Association sportive et communautaire du Centre-Sud



ASCCS INC Convention PAL.pdf



ANNEXE 1 ASCCS PAL - Formulaire de dépôt signé.pdf

Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie



CCLSCA Convention PAL.pdf



ANNEXE 1 2025 CCLSCA - Demande PAL.pdf

Centre récréatif Poupart Inc



CRP Inc Convention PAL.pdf



ANNEXE 1 CRP Inc PAL - Formulaire de dépôt.pdf

Corporation du Centre Jean-Claude Malépart



CCJCM Convention PAL.pdf



ANNEXE 1 CCJCM PAL - Formulaire de dépôt.pdf

Go jeunesse

GJ Convention PAL.pdf

ANNEXE 1 2025 GJ PAL - Demande finale corrigé.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE PRÊT D'INSTALLATION CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2040 rue Alexandre-DeSève, Montréal, Québec, H2L 2W4, agissant et représentée par Daniel Lauzon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité : 106729890RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la description des Installations et de l'équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;

« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;
« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	a session printemps-été du 16 avril au 31 août 2025
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre 2025 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet.

4.2 **Installations**

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 **Autorisations et permis**

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre 2025 un tableau des revenus et dépenses réels du Projet soutenu par la présente convention;

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour

chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS dollars (2 353 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versement :

5.1.2.1 un versement au montant de DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS dollars (2 353 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore

engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 2040 rue Alexandre-DeSève, Montréal, Québec, H2L 2W4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL

Par : _____
Daniel Lauzon, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

Voir pièce joint «ANNEXE 1 2025 ACDS PAL formulaire de dépôt signé.pdf»

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations, décrites dans la partie B de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. s'assurer que ses usagers de l'Installations respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

11. maintenir les Installations en bon état de propreté durant son usage et faire l'entretien ménager à la suite de son usage, le cas échéant;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble.

B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Alexandre-DeSève	2040, rue Alexandre-DeSève, Montréal, QC H2L 2W4	Local sur le RDC 009, papeterie, salle communautaire 016, partie centrale du hall d'entrée, local tatamis 110, 2e étage au complet local 202/206 (tatamis), 201/207, 208 rangement au sous-sol				
Chalet du parc des Vétérans	1655, avenue Papineau Montréal (Québec) H2K 4H7	Espace à aire ouverte; 2 casiers de rangement; Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune				

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

positionnement.

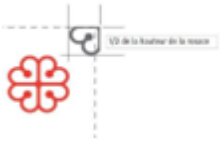
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de «ANNEXE 1 2025 ACDS PAL formulaire de dépôt signé.pdf du formulaire de dépôt.»

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Association Les Chemins du Soleil
Adresse de l'organisme :	2040, Rue Alexandre-DeSève, Montréal
Province :	Québec
Code postal :	H2L 2W4
Numéro d'enregistrement :	1143918911
Nom représentant-e :	Daniel Lauzon
Fonction :	Directeur général
Téléphone :	438-380-5893
Courriel :	daniel.lauzon@lescheminsdusoleil.org
Date du début de projet :	2025-06-23
Date de fin du projet :	2025-08-15
Date de dépôt :	31 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 31 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	Pour l'instant, nous avons 6 jeunes inscrit.e.s pour lesquels nous aimerions pouvoir offrir un accompagnement. Nous souhaitons rester à 2 ou 3 jeunes pour 1
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	8
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	Un.e accompagnateur.trice par jour - Trois acompagnateur.trice.s embauché.e.s qui s'alternent
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	TSA - Offrir un espace sécurisant, une structure et un accompagnement privilégié, afin d'aider les enfants à mieux s'intégrer aux groupes et aux activités. Notre but est de faire en sorte que ces jeunes soient le plus confortables possibles dans notre CCL pour qu'ils et elles bénéficient des biens faits du loisir comme n'importe quel jeune.
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	100% proviennent de Montréal (6 jeunes) 33% de Hochelaga (2 jeunes) 66% de Ville-Marie (4 jeunes)
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	25 par semaine (Service de garde pour 5$ de plus)
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	Puisque nous offrons un camp de jour qui se veut de proximité et ouvert à tou.te.s, nous misons beaucoup sur nos petit ratio (1 animateur.trice pour 6-7 jeunes) pour assurer un service inclusif et bienveillant.

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	TÂCHES EFFECTUÉES	FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE
Animateur.trice Accompagnateur.trice	Assurer une présence positive et dynamique aux heures d'animations. Assurer l'encadrementet la sécurité des jeunes.	DAFA, RCR, Formations maison, Formation AlterGo
	Appliquer les règlements de l'organisme. Établir des liens significatifs avec les jeunes. Aménagement des espaces d'animations.	
	Plannification des activités. Participer aux réunions d'équipes et/ou faire les suivis nécéssaires.	
	Rédiger les rapports et journaux de bord. Veiller à la propreté des locaux. Autres tâches connexes	

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions	**Gouvernement du Canada**					
	Précisez	EEC	0,00 $	☐		0,00 $
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		6 022,76 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Ville de Montréal					
	PALM (2025-2027)		0,00 $			0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		2 353,00 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	(A) Total des subventions		**8 375,76 $**	**0,00 $**	**8 375,76 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.*	Frais inscriptions		900,00 $	☐	☑	0,00 $
	Dons		0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonomes		**900,00 $**	**0,00 $**	**900,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)			**9 275,76 $**	**0,00 $**	**9 275,76 $**	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
	Accompagnateur 1	16x22,14x8+17%	3 315,69 $	0,00 $	
	Accompagnateur 2	16x21,94x8+17%	3 294,72 $	0,00 $	
	Accompagnateur 3	12x23,73x8+17%	2 665,35 $	0,00 $	
	Accompagnateur 4		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 5		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 6		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 7		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 8		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 9		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 18		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 19		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 20		0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
(D) Total salaires et avantages sociaux			**9 275,76 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

(H) BUDGET TOTAL (C-D)	**0,00 $**		**0,00 $**	**0,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Association Les Chemins du Soleil

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Daniel Lauzon

Date : 2025-05-29

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- [x] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- [x] La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- [x] Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- [x] Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- [x] Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2093, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C9, agissant et représentée par Martine Pelletier, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 6001374

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de d'améliorer la qualité de vie des résidents du quartier en leur fournissant des installations et des activités diversifiées, constructives et abordables en fonction des besoins. L'Association sportive et communautaire du Centre-Sud Inc. est un lieu de rencontre accueillant situé au cœur du quartier, qui propose aux jeunes, aux adultes, aux familles et aux aînés un grand choix d'activités sportives, récréatives, culturelles, éducatives et environnementales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à

	même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social) de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de DIX MILLE dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versements :

5.2.1 un versement au montant de DIX MILLE dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de

toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 2093, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

<u>Élection de domicile de la Ville</u>

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux,
secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD INC.

Par : _____
Martine Pelletier, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Voir pièce jointe au sommaire : «ANNEXE 1 ASCCS PAL - Formulaire de dépôt signé.pdf»

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».
2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

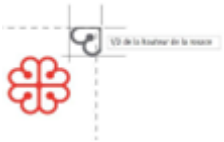
  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de «ANNEXE 1 ASCCS PAL - Formulaire de dépôt signé.pdf»

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.
Adresse de l'organisme :	2093, rue de la Visitation
Province :	Québec
Code postal :	H2L 3C9
Numéro d'enregistrement :	1142311191
Nom représentant-e :	Martine Pelletier
Fonction :	Directrice générale
Téléphone :	514 522-2246
Courriel :	direction@asccs.qc.ca
Date du début de projet :	2025-06-16
Date de fin du projet :	2025-08-15
Date de dépôt :	31 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 31 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	45
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	7 semaines et 3 jours
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	17 + 2 accompagnateurs volants
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	Déficience intellectuelle ou motricielle. TDAH. TSA. Déficience de langage. Trouble de comportement Déficience intellectuelle légere Déficience intellectuelle moyenne Déficience intellectuelle sévère
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	38 % Ville-Marie, 48% Ville de Montréal (autre), 13% extérieur de Montréal
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	110$
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	**TÂCHES EFFECTUÉES**	**FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE**
Accompagnateur/trice	Accompagner un ou plusieurs enfants ayant une limitation fonctionnelle en répondant adéquate ment à leurs besoins; • Sensibiliser les enfants du groupe à la différence;	Formation Altergo sur les Camps de jour inclusifs + formation scolaire pour ceux/celles qui en sont titulaires
Aide accompagnateur/trice	Assure le remplacement des accompagnateur absent (donc prend leur tâche + assurent un rôle d'animateurs volant (organisation grand jeux)	Formation Altergo sur les Camps de jour inclusifs + formation scolaire pour ceux/celles qui en sont titulaires
Accompagnateur/trice cheffe	Assure le management et la coordination de l'équipe d'accompagnateur. Peut être amené(e) à remplacer un(e) accompateur/trice	Formation Altergo sur les Camps de jour inclusifs + formation scolaire pour ceux/celles qui en sont titulaires

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions						
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		32 000,00 $	☐	☑	0,00 $
	Autres (précisez)				☐	0,00 $
	Ville de Montréal					
	PALM (2025-2027)	CIALM (ex-PALM)	7 000,00 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		10 000,00 $	☑		0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	(A) Total des subventions		**49 000,00 $**	**10 000,00 $**	**39 000,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites,*	Frais inscriptions		21 000,00 $	☐	☑	0,00 $
	Contribution ASCCS		97 999,83 $		☑	0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonomes		**118 999,83 $**	**0,00 $**	**118 999,83 $**	**0,00 $**
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)					
	Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**167 999,83 $**	**10 000,00 $**	**157 999,83 $**	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
				0,00 $	
	Accompagnateur 1	360*17,50*1,11	6 993,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 2	360*19,78*1,11	7 904,09 $	0,00 $	
	Accompagnateur 3	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 4	360*18,22*1,11	7 280,71 $	0,00 $	
	Accompagnateur 5	360*25*1,11	9 990,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 6	360*19,53*1,11	7 804,19 $	0,00 $	
	Accompagnateur 7	360*18,94*1,11	7 568,42 $	0,00 $	
	Accompagnateur 8	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 9	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10	360*18,22*1,11	7 280,71 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12	360*18,22*1,11	7 280,71 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14	360*18,88*1,11	7 544,45 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15	360*18,22*1,11	7 280,71 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
	Respo Accomp	360*25*1,11	9 990,00 $	0,00 $	
	Accomp Cheffe	360*22,93*1,11	9 162,83 $	0,00 $	
	Patch Accomp 1	360*18,54*1,11	7 408,58 $	0,00 $	
	Patch Accomp 2	360*20,18*1,11	8 063,93 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**167 999,83 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
	(H) BUDGET TOTAL (C-D)		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Martine Pelletier

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Martine Pelletier

Date : 2025-05-22

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- [x] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- [ ] La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- [x] Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- [ ] Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Martine Pelletier

Date : 2025-05-22

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- [x] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- [ ] La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- [x] Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- [ ] Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- [x] Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

6 Ratification du rapport final et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues

Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administration désigné par votre organisme.

Nous, soussigné : Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.

Nom de l'organisme

_ Certifions que les renseignements fournis dans ce rapport final sont exacts et complets;

_ Certifions que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.□

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Martine Pelletier

Date :

☑ Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

VRAI
FAUX

OUI

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Daphné Bouchard, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 138898036
Numéro d'inscription TVQ : 1006097568

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'être un milieu de vie ouvert à tous, où le loisir communautaire représente l'outil privilégié pour accompagner les membres dans les domaines de l'éducation populaire, du loisir sportif et culturel et favoriser l'épanouissement de la clientèle dans une approche favorisant la prise en charge par le participant et l'amélioration de la qualité de vie collective et citoyenne;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi

	que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de TROIS MILLE CINQ CENT VINGT-NEUF dollars (3 529 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versement :

5.2.1 un versement au montant de TROIS MILLE CINQ CENT VINGT-NEUF dollars (3 529 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux,
secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE

Par : _____
Daphnée Bouchard, directrice
générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Voir pièce jointe au sommaire : «ANNEXE 1 2025 CCLSCA Demande PAL.pdf»

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».
2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

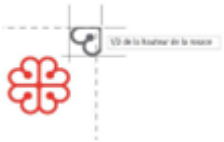
  - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
  - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de «ANNEXE 1 2025 CCLSCA Demande PAL.pdf»

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie
Adresse de l'organisme :	1700, rue Atateken
Province :	Québec
Code postal :	H2L3L5
Numéro d'enregistrement :	1144368041
Nom représentant-e :	Daphné Bouchard
Fonction :	Directrice Générale
Téléphone :	(514) 524-6626
Courriel :	administration@cclsca.qc.ca
Date du début de projet :	2025-06-23
Date de fin du projet :	2025-08-15
Date de dépôt :	31 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 31 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	7 1:1
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	24
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	3
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	Troubles du Spectre de l'autisme
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	50% Ville-Marie 50% - Autres arrondissements
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	70$/tarif régulier ou 35$/tarif réduit (piur familles économiquement défavorisées).
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	Nous avons reçu plus d'une quinzaine de demandes de places. 10 enfants ayant déjà fréquenté notre camp ont demandé à revenir. Malheureusement, même en coordonnant les semaines pour les familles demandant moins de 8 semaines et en étudiant les dossiers en vue d'offrir du 2 : 1 (2 enfants pour un

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	TÂCHES EFFECTUÉES	FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE
Acconmpagnateur(trice)	Être présent auprès de « son» ou «ses» jeunes tout au long de la journée de camp; Assurer l'intégration de l'enfant dans les activités régulières du camp; Soutenir et encourager l'enfant dans ses efforts en veillant, en tout temps, au respect de son intégrité et de ses capacités; Organiser et animer, au besoin, des activités récréatives et éducatives adaptées à l'âge de l'enfant qui lui est confié; Effectuer diverses tâches d'hygiène et d'alimentation essentielle (selon la condition de l'enfant); Intervenir en situation de conflit ou de crise; Assurer la sécurité de l'enfant et appliquer les règles et règlements en matière de sécurité.	Expériences de travail dans un poste similaire, en éducation spécialisée en animation ou en loisir; expériences significatives en intervention ou en animation auprès d'enfants avec ou sans besoins particuliers; n'avoir aucun antécédent judiciaire.

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions	**Gouvernement du Canada**					
	Précisez		0,00 $	☐		0,00 $
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		8 429,00 $		☐	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Ville de Montréal					
	PALM (2025-2027)		0,00 $			0,00 $
	Autres (précisez)	CIALM 2025/2027	5 372,00 $	☐	☐	0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		3 529,00 $	☐		0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	(A) Total des subventions		**17 330,00 $**	**3 529,00 $**	**13 801,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.*	Frais inscriptions		1 680,00 $	☐	☐	0,00 $
	Dons		0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonomes		**1 680,00 $**	**0,00 $**	**1 680,00 $**	**0,00 $**
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**19 010,00 $**	**3 529,00 $**	**15 481,00 $**	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
	Accompagnateur 1	280h*18$+853,3	5 893,37 $	0,00 $	
	Accompagnateur 2	280h*18$+853,3	5 893,37 $	0,00 $	
	Accompagnateur 3	280h*18$+853,3	5 893,37 $	0,00 $	
	Accompagnateur 4		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 5		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 6		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 7		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 8		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 9		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 18		0,00 $	0,00 $	

	Accompagnateur 19		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 20		0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
(D) Total salaires et avantages sociaux			**17 680,11 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
(H) BUDGET TOTAL (C-D)			**1 329,89 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Daphné Bouchard

Date : 2025-05-31

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- ☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- ☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- ☐ La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- ☐ Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- ☐ Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- ☐ Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

6 Ratification du rapport final et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville

Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du V

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administ désigné par votre organisme.

Nous, soussigné : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Nom de l'organisme

_ Certifions que les renseignements fournis dans ce rapport final sont exacts et complets;

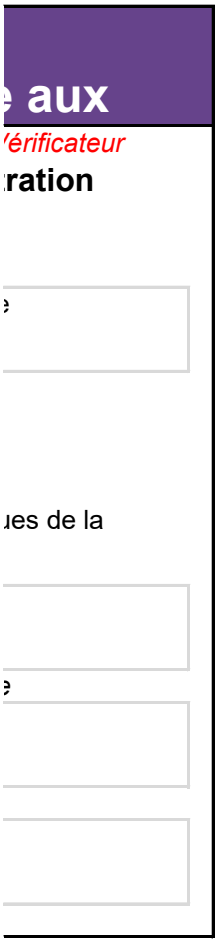
_ Certifions que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévu réalisation du Plan d'action/Projet.□

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Daphné Bouchard

Date :


aux
érificateur
ration
ues de la

VRAI
FAUX

OUI

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE PRÊT D'INSTALLATION CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est 2421 Rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1, agissant et représentée par Vivianne Roy, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 867380495RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1008115661DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 867380495 RR002

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une programmation pour les jeunes de 5 à 17 ans du quartier couvrant les secteurs d'activités tels que le loisir, le sport, les arts, la culture, l'animation et l'entraide, permettant ainsi l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la description des Installations et de l'équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;

« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;
« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	a session printemps-été du 16 avril au 31 août 2025
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre 2025 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet.

4.2 **Installations**

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 **Autorisations et permis**

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre 2025 un tableau des revenus et dépenses réels du Projet soutenu par la présente convention;

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour

chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de QUATRE MILLE SEPT CENT SIX dollars (4 706 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versement :

5.1.2.1 un versement au montant de QUATRE MILLE SEPT CENT SIX dollars (4 706 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet

ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 2421 RUE La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1, et tout avis doit être adressé à l'attention De la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante].

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.

Par : _____
Vivianne Roy, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

Voir pièce joint «ANNEXE 1 2025 CRP Inc PAL formulaire de dépôt.pdf»

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations, décrites dans la partie B de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. s'assurer que ses usagers de l'Installations respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

11. maintenir les Installations en bon état de propreté durant son usage et faire l'entretien ménager à la suite de son usage, le cas échéant;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble.

B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	**Adresse**	**Espace prêté**	**Date de début de la Session**	**Date de fin de la Session**	**Jours**	**Heures**
Centre Poupart	2421, rue La Fontaine H2K 2A1,	L'ensemble des locaux	Annuel	annuel		
Chalet Parc Olivier-Robert		Salle commune Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune				
École Champlain	2260, rue Logan	Gymnase double, cour d'école et salle de classe selon l'entente avec la CSSDM	25 juin 2024	16 août 2025	Lundi au vendredi	06h45 à 19h

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

positionnement.

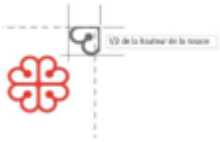
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de «ANNEXE 1 2025 CRP Inc PAL formulaire de dépôt.pdf»

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Centre récréatif Poupart inc.
Adresse de l'organisme :	2421 rue La Fontaine, Montréal
Province :	Québec
Code postal :	H2K 2A1
Numéro d'enregistrement :	1143183706
Nom représentant-e :	Vivianne Roy
Fonction :	Directrice générale
Téléphone :	5145247543
Courriel :	viviannerroy.dg@crpoupart.qc.ca
Date du début de projet :	2025-06-24
Date de fin du projet :	2025-08-15
Date de dépôt :	30 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 30 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	3x1:1 et 1x1:2
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	8
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	4
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	TOP, TSA, TDA/H/i
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	100%
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	60$ les 2 premières semaines et 75$ les suivantes
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	N/A

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	**TÂCHES EFFECTUÉES**	**FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE**
Accompagnateur	Soutenir les enfants selon leur niveau d'autonomie et leurs besoins particuliers en tenant compte du moyen d'intervention qui sera préconisé dans une approche individualisée	Avoir 18 ans, de l'expérience pertinente, étudiant en sciences sociales ou en intervention. Patience et intérêt pour la clientèle.
Accompagnateur	Idem	Idem
Accompagnateur	Idem	Idem
Accompagnateur	Idem	Idem

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions	**Gouvernement du Canada**					
	Précisez		0,00 $	☐		0,00 $
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		10 000,00 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)	PAFCCL	5 290,00 $		☑	0,00 $
	Ville de Montréal					
	CIALM (2025-2027)		0,00 $			0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		4 706,00 $	☑		0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	(A) Total des subventions		**19 996,00 $**	**4 706,00 $**	**15 290,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.*	Frais inscriptions		2 600,00 $	☐	☑	0,00 $
	Dons		0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonome		**2 600,00 $**	**0,00 $**	**2 600,00 $**	**0,00 $**
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**22 596,00 $**	**4 706,00 $**	**17 890,00 $**	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
	Accompagnateur 1	17,25x35h00x8	5 649,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 2	17,25x35h00x8	5 649,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 3	17,25x35h00x8	5 649,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 4	17,25x35h00x8	5 649,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 5		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 6		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 7		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 8		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 9		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 18		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 19		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 20		0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	

			0,00 $		0,00 $	
			0,00 $		0,00 $	
(D) Total salaires et avantages sociaux			**22 596,00 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
(H) BUDGET TOTAL (C-D)			**0,00 $**		**0,00 $**	**0,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Centre récréatif Poupart inc.

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Vivianne Roy

Date : 2025-05-29

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- [x] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- [ ] La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- [x] Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- [ ] Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- [x] Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

6 Ratification du rapport final et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues

Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administration désigné par votre organisme.

Nous, soussigné : Centre récréatif Poupart inc.

Nom de l'organisme

_ Certifions que les renseignements fournis dans ce rapport final sont exacts et complets;

_ Certifions que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.□

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Vivianne Roy

Date :

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Centre récréatif Poupart inc.

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Vivianne Roy

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Vivianne Roy

Date : 2025-05-29

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- [x] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande — 16 juin 2025
- [ ] La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- [x] Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- [ ] Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- [x] Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ET DE PRÊT D'INSTALLATION
CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2633 Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, agissant et représentée par Elsa Lavigne, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141283093 RT
Numéro d'inscription TVQ : 11451167661
Numéro d'organisme de charité : 14128 3093 RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration de la qualité de vie de la population qu'il dessert en lui offrant des programmes, des activités et des événements à caractère éducatif, culturel, sportif, physique, social, environnemental, scientifique et de loisirs communautaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la description des Installations et de l'équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;

« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	a session printemps-été du 16 avril au 31 août 2025
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre 2025 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet.

4.2 Installations

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre 2025 un tableau des revenus et dépenses réels du Projet soutenu par la présente convention;

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale SEPT MILLE CINQUANTE-NEUF dollars (7 059$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versement :

5.1.2.1 un versement au montant de SEPT MILLE CINQUANTE-NEUF dollars (7 059 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 2633 Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, et tout avis doit être adressé à l'attention De la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART

Par : _____
Elsa Lavigne, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

Voir pièce joint « ANNEXE 1 2025 CCJCM PAL formulaire de dépôt.pdf »

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations, décrites dans la partie B de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. s'assurer que ses usagers de l'Installations respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

11. maintenir les Installations en bon état de propreté durant son usage et faire l'entretien ménager à la suite de son usage, le cas échéant;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble.

B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Jean-Claude Malépart	2633, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2K 1W8	Installation	Annuel	Annuel		Selon la programmation
Salle de musculation	2633, Ontario Est, H2K 1W8		Annuel	Annuel		Selon la programmation
Bureau administratif	2633, Ontario Est, H2K 1W8		Annuel	Annuel		Selon la programmation
Bureau de l'accueil au rdc	2633, Ontario Est, H2K 1W8		Annuel	Annuel		Selon la programmation
2 locaux de rangement	2633, Ontario Est, H2K 1W8		Annuel	Annuel		Selon la programmation

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur

positionnement.

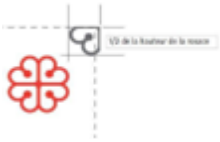
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de « ANNEXE 1 2025 CCJCM PAL formulaire de dépôt.pdf »

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Corporation du centre Jean-Claude-Malépart
Adresse de l'organisme :	2633 rue Ontario E Montréal
Province :	Québec
Code postal :	H2K1W8
Numéro d'enregistrement :	1145116761
Nom représentant-e :	Marc Arseneault
Fonction :	Coordonnateur à l'animation
Téléphone :	514-521-6884
Courriel :	marseneault@ccjcm.ca
Date du début de projet :	2025-06-25
Date de fin du projet :	2025-08-15
Date de dépôt :	31 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 31 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	8
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	8
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	8
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	Communication, Sécurité, Déplacement, Orientation.
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	70% - Ville-Marie 15 % - Rosemont-La Petite-Patrie 15% - Extérieur de Montréal
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	90$ / semaine
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	TÂCHES EFFECTUÉES	FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE
Accompagnateur.trice	Assurer l'accompagnement individualisé d'enfants ayant des besoins particuliers, en collaboration avec l'équipe d'animation, afin de favoriser leur inclusion, sécurité et bien-	La formation de 3h d'altergo ou la CACDJ. Aucune expérience est demandé, mais 'expérience en

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions	**Gouvernement du Canada**					
	Précisez	EEC	36 490,90 $	☑		0,00 $
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		9 500,00 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Ville de Montréal					
	PALM (2025-2027)		1 000,00 $		☑	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		7 059,00 $	☑		0,00 $
	Autres (précisez)	Soutien camp de	58 306,00 $	☑	☐	0,00 $
	(A) Total des subventions		**112 355,90 $**	**101 855,90 $**	**10 500,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.*	Frais inscriptions		156 175,00 $	☐	☑	0,00 $
	Dons		0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonomes		**156 175,00 $**	**0,00 $**	**156 175,00 $**	**0,00 $**
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**268 530,90 $**	##########	##########	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
	Accompagnateur 1	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,38 $
	Accompagnateur 2	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,38 $
	Accompagnateur 3	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,38 $
	Accompagnateur 4	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,38 $
	Accompagnateur 5	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,37 $
	Accompagnateur 6	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,37 $
	Accompagnateur 7	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,37 $
	Accompagnateur 8	280*17,30+18%)	5 715,92 $	0,00 $	882,37 $
	Accompagnateur 9		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 18		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 19		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 20		0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**45 727,36 $**	**0,00 $**	**7 059,00 $**

(H) BUDGET TOTAL (C-D)	**222 803,54 $**		**0,00 $**	**-7 059,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Corporation du centre Jean-Claude-Malépart

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Elsa Lavigne

Date : 27-05-2025

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

- ☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée
- ☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- ☑ La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)
- ☑ Le certificat d'attestation de l'inspecteur général
- ☑ Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

- ☑ Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

6 Ratification du rapport final et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues

Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administration désigné par votre organisme.

Nous, soussigné : _____

Nom de l'organisme

_ Certifions que les renseignements fournis dans ce rapport final sont exacts et complets;

_ Certifions que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.□

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : _____

Date : _____

VRAI
FAUX

OUI

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE PRÊT D'INSTALLATION CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **GO JEUNESSE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est 200 rue Ontario Est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 867380495RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1008115661DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 867380495 RR002

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de prévenir le décrochage scolaire, la violence, l'isolement par le biais d'une programmation diversifiée afin de contribuer au développement physique, psychologique, éducatif et social des jeunes de 5 à 20 ans;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme accessibilité aux loisirs pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme accessibilité aux loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne la description des Installations et de l'équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.5 de la présente convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
« **Annexe 4** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Installations** » :	désigne les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et toute autre installation ainsi que tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2;

« **Projet** » :	désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution à l'Organisme, comme prévu à l'article 5 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;
« **Responsable** » :	désigne la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Session** » :	a session printemps-été du 16 avril au 31 août 2025
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme pour la réalisation du Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente convention;

4.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre 2025 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet.

4.2 **Installations**

4.2.1 prendre les Installations dans l'état où elles se trouvent; à cet égard, en signant la présente convention il s'en déclare satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

4.2.4 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet.

4.3 **Autorisations et permis**

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.4 **Respect des lois**

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant.

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre 2025 un tableau des revenus et dépenses réels du Projet soutenu par la présente convention;

4.6.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

4.6.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.6.5 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

4.6.6 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.7 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.6.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

5.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de DEUX MILLE TROIS CENT

CINQUANTE-TROIS dollars (2 353 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.1.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en UN (1) versement :

5.1.2.1 un versement au montant de DEUX MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS dollars (2 353 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 **Ajustement de la contribution financière**

5.2.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville;

5.2.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme à l'Organisme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.4 **Installations**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la

présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 septembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente convention que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

14.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200 rue Ontario Est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante].

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'Arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

GO JEUNESSE

Par : _____
Valérie Koporek, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

Voir pièce joint « ANNEXE 1 2025 GJ PAL- Demande finale corrigé.pdf »

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations, décrites dans la partie B de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

9. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

10. s'assurer que ses usagers de l'Installations respectent toutes les conditions prévues à la présente convention;

11. maintenir les Installations en bon état de propreté durant son usage et faire l'entretien ménager à la suite de son usage, le cas échéant;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble.

B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Plateaux sportifs Cégep du Vieux Montréal	225, rue Ontario Est, Montréal, QC	Gymnase Palestre	Janvier	Décembre		Selon la programmation
Chalet du parc Toussaint-Louverture	137, Boul. de Maisonneuve Est, Montréal, QC	salles du Chalet	Janvier	Décembre		Selon la programmation

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

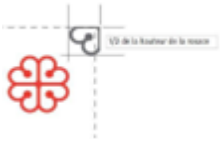
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.

- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

VOIR : Onglet BILAN de « ANNEXE 1 2025 GJ PAL- Demande finale corrigé.pdf »

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE

Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

1 Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme :	Go Jeunesse
Adresse de l'organisme :	3304-200, rue Ontario E
Province :	Québec
Code postal :	H2X1H3
Numéro d'enregistrement :	
Nom représentant-e :	Valérie Koporek
Fonction :	Directrice générale
Téléphone :	514-984-9936
Courriel :	valeriekoporek@gojeunesse.org
Date du début de projet :	2025-06-23
Date de fin du projet :	15 aout 2025
Date de dépôt :	1 mai 2025
Date de bilan :	30 septembre 2025

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de dépôt : 1 mai 2025

2 Description du projet - données quantitatives

2.1 Données quantitatives de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultat du programme

Note: Ajoute des lignes au tableau lorsque nécessaire

1- Nombre d'enfants ayant besoin d'un accompagnement (indiquer le ratios)	1:2. 1:4
2- Nombre de semaines d'accompagnement total prév	8
3- Nombre d'accompagnateurs nécessaires	2
4- Motifs de l'accompagnement par enfants ou groupes d'enfants	Jeunes ages de 6 à 8 ans ayant un leger TSA, TDAH modéré ou des problemes de language
5- % des provenances des enfants (svp indiquer les pourcentages en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de la ville de Montréal et de l'extérieur, s'il y a lieu)	4ville-Marie dont 3 des HJm
6- Frais d'inscription hebdomadaires camp de jour pour les enfants ciblés?	90$ par semaine
7- Information supplémentaire, s'il y a lieu :	

2.2 Ressources humaines nécessaires (accompagnement)

Décrivez le profil du personne qui sera affecté au projet

FONCTIONS (animateur, moniteur)	**TÂCHES EFFECTUÉES**	**FORMATION(S) DEMANDÉE(S) ET EXPÉRIENCE**
accompagnateur 1 et 2	Favoriser la participation maximale et l'intégration des enfants sous sa responsabilité aux activités du camp de jour ;	Dec en education spécialisé ou équivalent
	Assurer la sécurité des enfants;	expérience avec les enfants avec des besoins particuliers
	Travailler de concert avec l'équipe d'animation ;	
	Veiller au bien-être et aux besoins particuliers des enfants;	
	Participer à toutes les réunions et formations du personnel;	
	Communiquer avec son coordinateur;	

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE FINANCIÈRE
Programme Accessibilité aux Loisirs 2025

Ville-Marie Montréal

Date limite de bilan : 30 septembre 2025

3 Bilan du projet

3.1 Explication de l'atteinte des objectifs ou de l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus

ATTEINTE DES RÉSULTATS

Est-ce que le projet a atteint ses principaux objectifs mesurables (tel qu'énoncé dans la demande de soutien financier) ?

☐ **OUI** ☐ **NON**

Si OUI, quels sont les éléments qui permettent l'atteinte des objectifs ?

Si NON, expliquer l'écart entre les objectifs visés et les résultats à atteindre.

4. Budget

REVENUS

	Précisez la source des revenus		Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (A compléter au bilan)
Subventions	**Gouvernement du Canada**					
	Précisez	EEC	0,00 $			0,00 $
	Gouvernement du Québec					
	PALIM (2025)		5 000,00 $		5 000,00 $	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Ville de Montréal					
	PALM (2025-2027)	CIALM	15 200,00 $		12 000,00 $	0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	Arrondissement Ville-Marie					
	PAL*		2 353,00 $	2 353,00 $		0,00 $
	Autres (précisez)		0,00 $			0,00 $
	(A) Total des subventions		**22 553,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes *Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.*	Frais inscriptions		300,00 $		300,00 $	0,00 $
	Dons		0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
			0,00 $			0,00 $
	(B) Total des revenus autonomes		**300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
	(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**22 853,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

DÉPENSES

	Type de poste	Salaire (exemple: nbre heure x tx horaire + avant. sociaux)	Dépenses prévues	Dépenses totales réelles (À compléter au bilan)	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux *Exclusivement la rémunération directe des accompagnateurs*	**Titre du poste**	*Détails*			
	Accompagnateur 1		7002,45	0,00 $	
	Accompagnateur 2		7002,45	0,00 $	
	Éducateur spécialisé		8 848,10 $	0,00 $	
	Accompagnateur 4		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 5		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 6		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 7		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 8		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 9		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 10		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 11		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 12		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 13		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 14		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 15		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 16		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 17		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 18		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 19		0,00 $	0,00 $	
	Accompagnateur 20		0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	
			0,00 $	0,00 $	

(D) Total salaires et avantages sociaux	**22 853,00 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
(H) BUDGET TOTAL (C-D)	**0,00 $**		**0,00 $**	**0,00 $**

5 Engagement de l'organisme au dépôt

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous, soussigné : Go Jeunesse

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance des critères du programme accessibilité aux loisirs, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier;

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Valérie Koporek

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Valérie Koporek

Date : 2025-04-29

Documents à remettre au dépôt

Veuillez cocher les documents que vous déposez :

1. Documents obligatoires au moment du dépôt de la demande financière

Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signée

Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

La charte de l'organisme (sauf si déjà remis camp de jour)

Le certificat d'attestation de l'inspecteur général

Les plus récents états-financiers (sauf si déjà remis camp de jour)

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activité

Quinze jours avant le début des activités remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier :

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **31 mai 2025**

Merci de numériser et envoyer les document à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@montreal.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme de soutien financier Accessibilité aux loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

6 Ratification du rapport final et confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville aux

Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du Vérificateur

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administration désigné par votre organisme.

Nous, soussigné : Go Jeunesse

Nom de l'organisme

_ Certifions que les renseignements fournis dans ce rapport final sont exacts et complets;

_ Certifions que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom du représentant désigné : Valérie Koporek

Date :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259693006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions de contribution financière, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes à but non lucratif dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions financières totalisant 30 000 $ à cette fin

Aspects financiers :

Aspect financier_1259693006.pdf

Montréal 2030 :

PAL Montréal 2030_1259693006.pdf

Déclaration relative à la Charte de la langue française :

Association les Chemins du soleil

ACDS - VM Déclaration charte langue francaise signé.pdf

Association sportive et communautaire du Centre-Sud

ASCCS VM_Déclaration charte langue francaise interactif_signe.pdf

ASCCS Certificat francisation (1) (1).pdf

Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

CCLSCA VM_Déclaration charte langue francaise interactif.pdf

Centre récréatif Poupart Inc.



CRP VM_Déclaration charte langue francaise interactif.pdf

Corporation du Centre Jean-Claude Malépart



CCJCM VM_Déclaration charte langue francaise interactif (1).pdf



CCJCM_Certificat-francisation (1).pdf

Go jeunesse



GJ VM_Deìclaration charte langue francaise interactif.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Romain NEVEU
Agent de développement

Tél : 514-968-0238
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1259693006

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 6

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association les Chemins du soleil	133186
2.	Association sportive et communautaire du Centre-Sud	118407
3.	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	119746
4.	Centre récréatif Poupart Inc.	119427
5.	Corporation du Centre Jean-Claude Malépart	118738
6.	Go jeunesse	565797

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires: Association les Chemins du soleil (2 353 $), Association sportive et communautaire du Centre-Sud (10 000 $), Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (3 529 $), Centre récréatif Poupart Inc. (4 706 $), Corporation du Centre Jean-Claude Malépart (7 059 $) et Go jeunesse (2 353 $)

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant				30 000,00 $				**30 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	08	juillet	2025		30	septembre	2025

Formulaire complété par : Romain Neveu (Prénom, nom)

Date et heure système : 27 mai 2025 15:11:18

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259693006*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*
Projet : *Programme Accessibilité aux loisirs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • No. 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En accueillant des enfants vivant avec des limitations fonctionnelles dans les camps de jour municipaux, l'arrondissement Ville-Marie permet aux familles, peu importe leur réalité d'avoir accès aux services de proximité.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Daniel Lauzon **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Association Les Chemins du Soleil

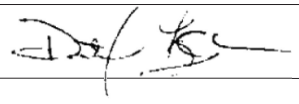
Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Daniel Nom : Lauzon

Date : 30 avril 2025 Signature : 

Ville-Marie Montréal

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Martine Pelletier **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ◉ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Martine Nom : Pelletier

Date : 9 avril 2025 Signature : Martine Pelletier Signature numérique de Martine Pelletier Date : 2025.04.09 12:25:50 -04'00'

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

Association sportive et communautaire du Centre-Sud

N° 4231 1191

la langue française possède le statut prévu
par la Charte de la langue française et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 18 mai 2017

Le président-directeur général,

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Daphné Bouchard **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) CCLSCA

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Daphné Nom : Bouchard

Date : 5 mai 2025 Signature : Signature numérique de Daphné Bouchard
Date : 2025.05.05 17:33:45 -04'00'

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Vivianne Roy **à titre de représentant(e) autorisé(e) de (nom de l'entreprise ou de l'organisme)** Centre récréatif Poupart inc.

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Vivianne Nom : Roy

Date : 20 mai 2025 Signature : Vivianne Roy

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Elsa Lavigne **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ☐ n'a pas d'établissement au Québec;
- ☐ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ☐ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ◉ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : Elsa Nom : Lavigne

Date : 23 mai 2025 Signature : Signature numérique de Elsa Lavigne
Date : 2025.05.23 16:24:01 -04'00'

Office québécois
de la langue
française

Québec

Certificat de francisation

Le présent certificat atteste que dans l'entreprise

Corporation du centre Jean-Claude-Malépart

N° 4511 6761

la langue française possède le statut prévu
par la *Charte de la langue française* et ses règlements.

Délivré à Montréal, le 10 avril 2024

La présidente-directrice générale,
Dominique Malack

DÉCLARATION
CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

VILLE MARIE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022, des modifications sont prévues à la *Charte de la langue française* qui auront un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la *Charte*).

Avant de conclure un contrat avec une entreprise ou d'accorder une subvention à un organisme, la Ville de Montréal vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je soussigné(e), Valerie koporek **à titre de représentant(e) autorisé(e)**

de (nom de l'entreprise ou de l'organisme) Go Jeunesse

Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

- ○ n'a pas d'établissement au Québec;
- ◉ a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois;
- ○ a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus. Déclare donc que l'entreprise ou l'organisme respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* « La francisation des entreprises ». **Cochez une des cases ci-dessous :**

  Je déclare que l'entreprise ou l'organisme :

  - ○ détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF (joindre une copie);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation (joindre une copie d'une attestation d'application à un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF);
  - ○ ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation (joindre une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF). De plus, je déclare que l'entreprise ou l'organisme a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de « l'analyse de la situation linguistique ».

Prénom : valerie Nom : koporek

Date : 6 avril 2025 Signature : Valerie Koporek

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1259693006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions de contribution financière, se terminant le 30 septembre 2025, avec six (6) organismes à but non lucratif dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions financières totalisant 30 000 $ à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1259693006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1259693006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver six conventions se terminant le 30 septembre 2025, dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder à cette fin, les contributions suivantes :
- 2 353 $ à l'Association les Chemins du soleil
- 10 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 3 529 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 4 706 $ au Centre récréatif Poupart;
- 7 059 $ à la Corporation du Centre Jean-Claude Malépart;
- 2 353 $ à Go jeunesse."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 30 000,00 $

	Années antérieures	2025
Montant		30 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 30 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM59693006
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:
Leilatou Dankassoua
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél: 514 872-2648
Date: **2025-06-26**

Date et heure système : 26 juin 2025 15:06:08



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254957006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 450 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 4 000 $ à Le Sac à dos;
- 4 000 $ au Comité logement Ville-Marie;
- 3 000 $ au FEEJAD;
- 500 $ au Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale;
- 500 $ au Jardin communautaire des 50 Citoyens;
- 2 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal;
- 450 $ à la Coopérative Cercle Carré;
- 4 000 $ au Regroupement partage;
- 1 000 $ à la Coop La Livrerie;
- 2 000 $ au Festival ludique International de Montréal;
- 4 000 $ au Studio ZX;

D'imputer cette dépense totale de 25 450 $ conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-03 16:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254957006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 450 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
4 000 $	Le Sac à dos À l'attention de Valérie Meplon 222, rue Ste-Catherine Est, Montreal (Quebec) H2X 1L1 Valerie.Meplon@lesacados.org	Saint-Jacques
4 000 $	Comité logement Ville-Marie À l'attention d'Éric Michaud 1710, rue Beaudry, Montréal (Quebec) H2L 4P8 eric.michaud@clvm.org	Saint-Jacques
3 000 $	FEEJAD À l'attention de Perpétue Mukarugwiza 5014-250, rue Ontario Est Montréal (Quebec) H2X 1H4 feejad@hotmail.com	Saint-Jacques
500 $	Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale À l'attention de Véronica Rosa Au coin des rues Ambroise-Casale et D'Iberville Montreal (Quebec) H2K 3E4 jardinsambroisecasale@gmail.com	Saint-Jacques
500 $	Jardin communautaire des 50 Citoyens À l'attention de Rose Latulipe Rue Alexandre Des-Sève Montréal (Quebec) H2L2X9 jardindes50citoyens@gmail.com	Sainte-Marie
2 000 $	Société écocitoyenne de Montréal (SEM) À l'attention de Roxanne L'Écuyer	Sainte-Marie

	2240, rue Fullum, Montréal (Quebec) H2K 3N9 direction@sem-montreal.org	
450 $	Coopérative Cercle Carré À l'attention de France Parenteau 36, rue Queen, Montréal (Quebec) H3C 2N5 bonvoisinage@cerclecarre.coop	Saint-Jacques
4 000 $	Regroupement partage À l'attention de Katia Morin 5789, rue D'Iberville, Montréal (Quebec) H2G 2B7 katia.morin.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca	Ensemble du territoire de Ville-Marie
1 000 $	Coop La Livrerie À l'attention de Mylène Abboud 1376, rue Ontario Est, Montréal (Quebec) H2L 1S1 info@lalivrerie.com	Sainte-Marie
2 000 $	Festival ludique International de Montréal À l'attention de Équipe Le Flim eflim.mtl@gmail.com	Saint-Jacques
4 000 $	Studio ZX À l'attention de Vicky B. Ouellette vicky@zx.studio	Saint-Jacques

TOTAUX PAR DISTRICT:

- Cabinet de la mairesse : 0 $
- Saint-Jacques : 17 950 $
- Sainte-Marie : 3 500 $
- Peter-McGill : 0 $
- Ensemble du territoire de Ville-Marie : 4 000 $

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254957006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 450 $



Aspect financier_dossier 1254957006.pdf



Demandes_Contributions_CA 8 juillet 2025.pdf



Demande d'aide financière_CercleCarré_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_ComitéLogementVM_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_CoopLaLivrerie_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_FEEJAD_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_FLIM_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_JC 50 Citoyens_CA juillet 2025.pdf



Demande d'aide financière_JCCAC_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_Regroupement Partage_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_SEM_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_Studio ZX_CA juillet 2025 (1).pdf



Demande d'aide financière_SacÀDos_CA juillet 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

N° de dossier : 1254957006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 11

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Le Sac à dos	152310
2.	Comité logement Ville-Marie	133317
3.	FEEJAD	240851
4.	Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale	0
5.	Jardin communautaire des 50 Citoyens	146851
6.	Société écocitoyenne de Montréal	380164
7.	Coopérative Cercle Carré	181355
8.	Regroupement partage	120467
9.	Coop La Livrerie	698313
10.	Festival ludique International de Montréal	0
11.	Studio ZX	673668

Financement : Revenus / Subventions / Contributions

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant						25 450,00 $		**25 450,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	08	juillet	2025		08	juillet	2025

Formulaire complété par : Catalina Delgado

Prénom, nom

Date et heure système : 03 juillet 2025 16:05:30

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 8 JUILLET 2025		
Projet	**Organisme demandeur**	**District / Siège social**
Le Sac à dos (Action-Réinsertion) et Chez Émilie demandent une contribution au nom de la Table CIGAL (table en sécurité alimentaire non incorporée). Un ou l'autre des organismes pourra servir de fiduciaire pour la somme. Demande pour location d'autobus pour activité de glanage sur une ferme	Le Sac à dos À l'attention de Valérie Meplon 222, rue Ste-Catherine Est, Montreal (Quebec) H2X 1L1 Valerie.Meplon@lesacados.org	Saint-Jacques
Poursuivre le soutien à plusieurs projets de coopératives d'habitation que nous accompagnons depuis plusieurs années, notamment les coopératives d'habitation du Faubourg à m'lasse, Testan, Le Havre-Frontenac et St-Eusèbe	Comité logement Ville-Marie À l'attention d'Éric Michaud 1710, rue Beaudry, Montréal (Quebec) H2L 4P8 eric.michaud@clvm.org	Saint-Jacques
Organisation de la troisième édition de l'événement "Journée de diversité artistique et culturelle aux Habitations Jeanne-Mance"	FEEJAD À l'attention de Perpétue Mukarugwiza 5014-250, rue Ontario Est Montréal (Quebec) H2X 1H4 feejad@hotmail.com	Saint-Jacques
Demande un soutien financier afin de poursuivre le développement du Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale	Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale À l'attention de Véronica Rosa Au coin des rues Ambroise-Casale et D'Iberville Montreal (Quebec) H2K 3E4 jardinsambroisecasale@gmail.com	Saint-Jacques
Demande un soutien financier afin de lancer la session 2025.	Jardin communautaire des 50 Citoyens À l'attention de Rose Latulipe Rue Alexandre Des-Sève Montréal (Quebec) H2L2X9 jardindes50citoyens@gmail.com	Sainte-Marie
Événement festif qui aura lieu le 8 août prochain dans un parc du quartier Sainte-Marie pour les 30 ans de la SEM.	Société écocitoyenne de Montréal (SEM) À l'attention de Roxanne L'Écuyer 2240, rue Fullum, Montréal (Quebec) H2K 3N9 direction@sem-montreal.org	Sainte-Marie
Organisation d'un événement artistique, festif et informatif le 20 septembre 2025 pour souligner les 15 ans de la fondation de la coopérative Cercle Carré.	Coopérative Cercle Carré À l'attention de France Parenteau 36, rue Queen, Montréal (Quebec) H3C 2N5 bonvoisinage@cerclecarre.coop	Saint-Jacques
Distribution gratuite de 400 sacs à dos et items scolaires pour les enfants d'âge scolaire et les jeunes du secondaire.	Regroupement partage À l'attention de Katia Morin 5789, rue D'Iberville, Montréal (Quebec) H2G 2B7 katia.morin.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca	Rosement—La Petite-Patrie
Expansion de la coop (travaux d'amélioration, augmentation d'inventaire et achat de matériel informatique).	Coop La Livrerie À l'attention de Mylène Abboud 1376, rue Ontario Est, Montréal (Quebec) H2L 1S1 info@lalivrerie.com	Sainte-Marie
Festival Ludique International de Montréal est un événement culturel gratuit qui a pour mission de revitaliser le Quartier Latin.	Festival ludique International de Montréal À l'attention de Équipe Le Flim eflim.mtl@gmail.com	Saint-Jacques
Libellé Festival Ctrl+Alt Activité de Médiation Culturelle du 27 juillet de 12h00 à 15h00; Un atelier interactif de trois heures, présenté par le collectif Ellelui, viendra compléter la programmation. Axé sur l'exploration des identités plurielles, il combine panels de discussion et performances artistiques.	Studio ZX À l'attention de Vicky B. Ouellette vicky@zx.studio	Saint-Jacques

Coopérative Cercle Carré

Le 2 juin 2025

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de la ville
Membre du comité exécutif
Membre du conseil d'agglomération
800, Blv. Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal, Québec H2L 4L8

Objet : Demande de contribution financière via votre budget discrétionnaire

Monsieur Beaudry,

La présente est pour solliciter de votre part une contribution financière au travers de votre budget discrétionnaire. Ce soutien permettra de contribuer à la réussite de l'organisation d'un événement artistique et coopératif qui aura lieu le samedi 20 septembre 2025 à notre Coop Cercle Carré situé au 36, rue Queen, Montréal.

Inaugurée en 2010 la Coopérative d'habitation Cercle Carré regroupe une soixantaine d'artistes et de travailleurs culturels de toutes expressions artistiques. Branché sur son quartier et sa ville, Cercle Carré génère une vie artistique et à la fois communautaire, culturelle et écologique. Cet événement artistique, festif, informatif viendra souligner **les 15 ans de la fondation de la coopérative.** Des performances de danse, de poésie, de vidéo d'arts et de théâtre feront partie de notre programmation pour cet événement artistique.

La réalisation de cet événement nécessite temps et préparation. C'est donc pourquoi nous sollicitons votre collaboration financière. La contribution espérée de 450$ de l'Arrondissement Ville-Marie nous aidera à rencontrer une partie des coûts que nécessite une telle organisation.

Au nom des membres du Conseil d'Administration de la Coop Cercle Carré, je vous remercie grandement Monsieur Beaudry, pour votre appui.

Cordialement,

Justin Bromberg
Président du Conseil d'administration

Justin Bromberg

ca@cerclecarre.coop

https://cerclecarre.coop/sitev2/

De : Éric Michaud <eric.michaud@clvm.org>
Envoyé : 17 juin 2025 16:55
À : Vicki GRONDIN <vicki.grondin@montreal.ca>
Cc : Matis ALLALI <matis.allali@montreal.ca>; Albert BOURASSA <albert.bourassa@montreal.ca>; Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca>
Objet : Demande de soutien financier aux élu-e-s de l'Arrondissement de Ville-Marie

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Vicki,

L'été est à nos portes et les vacances arrivent à grands pas... J'espère que c'est le cas pour toi aussi.

Tu trouveras, en pièce jointe, une seconde demande de soutien financier de 4 000 $ adressée aux élu-e-s de l'Arrondissement de Ville-Marie visant, celle-ci, à nous permettre de poursuivre le soutien à plusieurs projets de coopératives d'habitation que nous accompagnons depuis plusieurs années, notamment les coopératives d'habitation du Faubourg à m'lasse, Testan, Le Havre-Frontenac et St-Eusèbe.

Pour toute demande d'éclaircissement ou pour tout commentaire concernant notre demande, n'hésitez pas à me contacter au 514-521-9780.

Et bonnes vacances si on ne se revoit pas avant notre départ!

Éric Michaud
Coordonnateur

(514) 521-9780

Comité logement Ville-Marie
1710, rue Beaudry, local 2.6
Montréal (Québec) H2L 3E7
Tél.: 514.521.5992
info@clvm.org

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Titre du projet

Soutien à des projets de coopératives d'habitation en développement

Mise en contexte

Notre organisme porte, depuis 2012, un projet qui a évolué au fil du temps, mais dont l'objectif général vise à favoriser l'accès au logement pour les familles avec enfants et les aînés à faible ou modeste revenu de l'arrondissement et à développer le pouvoir d'agir individuel ou collectif autour de cet enjeu. Pour ce faire, nous avons soutenu, au fil du temps, avec divers partenaires, plusieurs groupes de citoyens dans la création de coopératives d'habitation et soutenons ces citoyens impliqués dans le développement de leurs projets de coopératives.

Malgré le fait que le développement de plusieurs de ces projets s'étire sur de très longues périodes de temps, faute notamment de financement gouvernemental suffisant, de financement gouvernemental tout court ou de mésententes entre développeurs, nous demeurons confiants qu'ils finiront par se réaliser.

Description du projet

Ce projet vise à soutenir dans le développement de leurs projets les citoyens impliqués dans les coopératives d'habitation suivantes : coopérative d'habitation Le Havre-Frontenac; coopérative d'habitation du Faubourg à m'lasse; coopérative d'habitation Testan; coopérative d'habitation St-Eusèbe.

Le soutien aux citoyens impliqués dans ces projets de coopératives comprend notamment les activités suivantes :

1. Accompagner et soutenir les membres impliqués dans la préparation ainsi que la tenue de diverses rencontres afin de faciliter leur compréhension de certains enjeux, encourager leur participation et renforcer leur cohésion.

2. Soutenir au besoin la sélection de nouveaux membres fondateurs de la coopérative ou le processus de sélection des membres-locataires dans les projets en voie d'être livrés.

3. Accompagner les membres impliqués dans leurs représentations et la promotion publique de leur projet.

4. Inviter les membres fondateurs de coopératives ainsi que l'ensemble des demandeurs de logements sociaux inscrits sur notre liste de requérants à participer aux comités de mobilisation ou aux activités de mobilisation collective de notre organisme.

Échéancier

Cet accompagnement des projets se réalisera sur la période s'étendant entre les mois de juillet 2025 et mars 2026.

Budget

Salaire et avantages sociaux :	3 965 $
Administration :	35 $
Total	4 000 $

Montant demandé

4 000 $

Arrondissement de Ville-Marie

800, boulevard De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone: 514 868-5167
Télécopie : 514 872-8347
sophie.mauzerolle@montreal.ca
https://www.facebook.com/sophiemauzerolleelue

De : La Livrerie <info@lalivrerie.com>
Envoyé : 13 juin 2025 16:12
À : Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca>
Objet : Demande de financement discrétionnaire

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Mme. Mauzerolle,

Je viens à vous dans le cadre d'un projet d'expansion/déménagement de la coop La Livrerie.

La librairie est en opération depuis cinq ans et est connue comme un lieu de culture et un espace de vie cher au quartier.

Pour le bénéfice des résident.es du quartier et la vitalité de la rue Ontario, le déménagement des activités de la Livrerie permettra non seulement d'offrir plus d'activités culturelles et de livres (vu l'augmentation de la taille du local) et s'inscrira dans la pérennité de la coop puisqu'un bail de 10 sera signé avec une clause d'option d'achat.

Les besoins financiers du projet sont de l'ordre de 40 000$, ce qui inclut les travaux d'amélioration locative, l'augmentation d'inventaire et l'achat de matériel informatique pour créer un deuxième poste de travail.

Nous serions fières de vous compter parmi nos partenaires financiers.

Merci pour votre temps,
Mylène Abboud, co-fondatrice de la coopérative de travail La Livrerie

--
L'équipe de la Livrerie
1376 rue Ontario Est
(438) 476-6647
https://www.lalivrerie.com/

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal, le 3 juin 2025

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de Ville – District Saint-Jacques
Arrondissement Ville-Marie
800, boulevard de Maisonneuve est, 19 è étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier

Monsieur Beaudry,

FEEJAD est un organisme sans but lucratif qui a pour mission d'accompagner les familles défavorisées dans un processus d'autonomisation et d'intégration sociale. Elle travaille dans le but de briser l'isolement à travers la promotion de l'éducation. Il s'agit de favoriser l'ouverture à la différence et de soutenir les parents et la famille tout entière dans le développement de leurs capacités personnelles et professionnelles, ainsi que dans leur intégration sociocommunautaire.

A cet effet, FEEJAD encourage les résidentes et résidents des Habitations Jeanne-Mance et ses environs à interagir et développer le vivre-ensemble entre toutes communautés ethnoculturelles du milieu. En vue de contribuer à l'atteinte de tous ces objectifs, surtout en lien avec l'interaction artistique et culturelle ainsi que le bris d'isolement, FEEJAD compte organiser la troisième édition de la journée de diversité artistique et culturelle le 27 juin 2025.

C'est à ce sujet que nous sollicitons votre soutien financier pour que cet événement d'intérêt communautaire et citoyen puisse être une réussite pour la troisième fois consécutive. Tenant compte de notre expérience des première et deuxième éditions, l'organisation de l'événement estival de cette année va requérir un budget oscillant autour de **douze mille dollars (12 000$)**.

Des mécanismes de mobilisation de tout ce montant ont déjà été enclenchés et il se trouve que vous en êtes une des voies privilégiées étant donné que vous êtes l'Elu des citoyens dont FEEJAD est au service. En dépit de tous ces efforts, il persiste un gap budgétaire qu'il faut absolument combler en vue de prétendre à un événement bien

réussi. C'est ainsi, nous voudrions vous demander de nous accorder un soutien financier de **cinq mille dollars (5 000$)**.

Selon nos estimations, la journée de diversité artistique et culturelle, édition 2025 verra la participation d'environ 300 personnes de différentes origines ethnoculturelles, des Habitations Jeanne-Mance et ses environs. L'espace du terrain de basketball des Habitations Jeanne-Mance sera aménagé de manière à faciliter l'exposition artistique dans des kiosques, les prestations culturelles et musicales sans oublier le repas festif.

Comptant sur votre habituelle générosité et bienveillance, nous vous prions d'agréer, Monsieur Robert Beaudry, l'expression de nos sentiments respectueux.

Perpétue MUKARUGWIZA

Directrice Générale

250, rue Ontario Est, bureau 5014
Montréal (Québec) H2X 1H4
Cellulaire 514 452-2036/ Bureau : 514 543-3236

INVITATION

SPÉCIALE

JOURNÈE DE DIVERSITÈ ARTISTIQUE ET CULTURELLE

27 JUIN

FEEJAD Benin 20 Ans 2005 2025

HORAIRE: 16H-21H

ADRESSE: Terrain de basket-ball Habitations Jeanne Ma

INVITATION

JOURNÉE DE DIVERSITÉ ARTISTIQUE ET CULTURELLE

PROGRAMME

16 h 30 -17 h 00
1ère partie danses folklorique
17 h 30 – 18 h 00
-Accueil et installation des invités d'honneur
-Discours de bienvenue de FEEJAD
-Danse des jeunes des HJM encadrés par FEEJAD
18 h 00 – 19 h 00
-Discours des invités d'honneur
-Visite des stands
-Danses Batimbo du Burundi

FEEJAD

PROGRAMME

19 h 00 -19 h 30
-Repas et breuvages
-Karaoké et chansons québécoises
19 h 30 – 20 h 00
-Discours des résidents
-Danse folklorique Intore -Rwanda
20 h 00 – 20 h 30
-Mot de la fin
-Danses Batimbo du Burundi

27 JUIN

FEEJAD Beauty 20 Ans 2005 2025

HORAIRE: 16H-21H

ADRESSE: Terrain de basket-ball Habitations Jeanne Ma

Montréal, le 19 juin 2025

FLIM
8119 Berri
Montréal, QC
H2P 2G1

Objet : Demande de soutien Festival Ludique International de Montréal

Qu’est-ce que le FLIM?

Le Festival Ludique International de Montréal (FLIM) est un événement culturel de grande envergure qui se donne pour mission de revitaliser le Quartier Latin à travers une célébration innovante. Concrètement, il s’agit d’un festival gratuit, rassembleur et inclusif dédié aux jeux de société, qui se tiendra chaque été dans l’arrondissement Ville-Marie, sur la Place Pasteur, en partenariat avec la SDC du Quartier Latin et l’UQÀM. Les dates pour cette édition : les 26, 27 et 28 juillet 2025. Ce projet offre gratuitement une programmation culturelle francophone, inclusive et accessible, tout en stimulant l’économie locale et la participation citoyenne.

La vocation du FLIM est triple : promouvoir la richesse ludique francophone, créer des opportunités de rencontres à travers le jeu et dynamiser l’espace urbain par une animation originale et familiale. La programmation 2025 prévoit des animations ludiques pour tous les âges, des spectacles sur scène, des conférences d’auteur·rice·s de jeux, une remise de prix ludique, des jeux traditionnels géants et une animation dynamique des passant dans l’espace public. Le tout se déroule la fin de semaine suivant Montréal Complètement Cirque, avec qui nous partageons certains biens et services. L’achalandage de la Place Pasteur à la même date l'an dernier (19 500 personnes lors du Montréal Complètement Cirque 2024) témoigne du potentiel de fréquentation du FLIM.

Pourquoi financer le FLIM?

Au-delà de l'événementiel, le FLIM porte une mission de démocratisation culturelle. Le jeu devient ici un outil de médiation sociale et de participation citoyenne : il invite les familles, les jeunes, les personnes aînées, les nouveaux arrivants et les créateurs·rice·s à se rencontrer dans un espace de plaisir et de collaboration. Le choix du français comme langue principale de l'événement valorise la francophonie dans toute sa diversité et positionne Montréal comme capitale ludique francophone à l'international, à l'image du FLIP (France), notre festival parrain. Le FLIM est porté par un OBNL d'économie sociale, soutenu par de nombreux partenaires du milieu culturel (Randolph, Es-tu Game?, illustrateur·rice·s québécois·es, ambassadeur·rice·s du milieu du jeu et de l'humour). Il génère des retombées économiques locales, en valorisant le français dans le jeu, en contribuant à l'occupation inclusive et festive de l'espace public. En somme, le FLIM n'est pas qu'un festival : c'est un moteur de transformation culturelle pour le Quartier Latin.

Rayonnement de la métropole

Nous vous écrivons aujourd'hui parce que nous avons un but commun : le rayonnement et l'épanouissement de la métropole. Créer un nouveau festival dans le contexte économique actuel est une prise de risque. Mais nous savons que le défi en vaudra la chandelle car les adeptes de jeux en tout genre sont nombreux et manquent d'espaces de rencontres de grande envergure. Nous parions sur une première édition réussie, qui mettra la barre pour les prochaines éditions et qui nous permettra de devenir un événement estival perrein. Afin d'assurer cette réussite, nous devons puiser dans les différentes ressources qui s'offrent à nous. C'est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous aujourd'hui, afin de nous aider à financer le FLIM. Aidez-nous à concrétiser ce désir que nous avons d'unir les citoyen·e·s de Montréal grâce aux jeux de société et aux activités ludiques en tout genre.

En espérant que ce courriel saura vous interpeller,

L'équipe du Festival Ludique International de Montréal
https://www.leflim.com/

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

De : Rose Latulipe <jardindes50citoyens@gmail.com>
Envoyé : 10 juin 2025 11:56
À : Mairesse Ville de Montreal <mairesse@montreal.ca>
Cc : Arrondissement Ville Marie <ville-marie@311.montreal.ca>; Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca>
Objet : Demande de subvention - Jardin communautaire des 50 Citoyens

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Jardin communautaire des 50 Citoyens
NEQ : 1163051494

Mme Valérie Plante,

Le Jardin des 50 Citoyens, fondé en 1976 et situé au cœur du quartier Centre-Sud dans l'arrondissement Ville-Marie, requiert votre appui financier pour lancer sa saison 2025. Au fil des années, votre soutien nous a permis d'offrir un espace communautaire d'agriculture urbaine de qualité et pérenne! Encore cette année, nous demandons une contribution de **500$**.

Ce jardin communautaire est une ressource importante pour notre quartier, offrant un espace naturel dynamique et un réservoir de biodiversité urbaine. C'est aussi un espace collectif unique qui permet de tisser des liens au sein d'une communauté en changement et diverse qu'est le quartier Centre-Sud.

Le jardin communautaire est géré par un comité bénévole et dépend des dons de la communauté pour maintenir le bon fonctionnement du jardin. Nous aimerions demander un soutien financier de votre part pour nous aider à développer et à entretenir le jardin. Avec ce financement, nous pourrions :

1.
2.
3. Développer des activités pour créer une communauté plus forte et présente dans Centre-Sud.
4.
5.
6.
7. Rendre le jardin plus résilient face aux changements climatiques par la récupération
8. des eaux de pluie, la protection contre les insectes nuisibles.
9.
10.
11.
12. Établir un espace de biodiversité au coeur du centre-ville
13.
14.
15.

16. Améliorer l'infrastructure du jardin, notamment par l’ajout d’une source d’électricité
17. (solaire), pour y accueillir des événements éducatifs et de sensibilisation à l’agriculture urbaine (chapeauté par AU/LAB).
18.

Nous croyons que ces développements profiteraient non seulement aux membres de la communauté qui utilisent le jardin, mais également à la santé globale et à la durabilité de l'arrondissement de Ville-Marie. En soutenant le jardin communautaire à but non lucratif, le gouvernement municipal peut aider à promouvoir la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et l'engagement communautaire.

Merci pour votre temps et votre considération. Nous attendons avec impatience la possibilité de nous associer à l'arrondissement de Ville-Marie pour créer un jardin communautaire dynamique, durable et résilient dont tous les résidents pourront profiter.

Sincèrement,

Merci

— Le comité:
Arielle Acosta Perelman,
Jason Behrmann,
François Leblanc,
Frank Prud’homme, et
Lise Prud’homme

À : Mikael PORRAS GRYNSZPAN <mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca>
Objet : Re: Demande de soutien financier pour le Jardin communautaire Ambroise-Casale

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour,

Nous n'avons jamais appliqué au budget, notre jardin est nouveau.
Nous venons de recevoir nos documents officialisant l'OBNL au jardin. :)

Au plaisir,

Véronique Rosa

On Wed, Jun 25, 2025 at 10:43 AM Mikael PORRAS GRYNSZPAN <mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca> wrote:

> Bonjour Véronique Rosa,
>
> Merci de nous avoir écris concernant le budget discretionnaire. Afin de compléter votre demande, j'aurais besoin de l'information suivante
>
> - Aviez-vous déjà appliqué au budget par le passé ? Si oui, quand ?
> - Êtes-vous enrigstrer en tant qu'OBNL ?
>
> Bien à vous,

Mikaël Porras Grynszpan
Responsable soutien aux élu.e.s.
Cabinet de la mairesse

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Site web | Infolettre

mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca
(438)-867-4191

De : Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca>
Envoyé : 12 juin 2025 15:44
À : Mikael PORRAS GRYNSZPAN <mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca>
Cc : Matis ALLALI <matis.allali@montreal.ca>
Objet : TR: Demande de soutien financier pour le Jardin communautaire Ambroise-Casale

Demande discrétionnaire pour le CA de juillet

Samuel Cherubini
Chargé de secrétariat

Cabinet de la mairesse
Arrondissement de Ville-Marie

800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

C. 438-978-5106
samuel.cherubini@montreal.ca

Site web | Infolettre

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

De : Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca> **De la part de** Sophie MAUZEROLLE
Envoyé : 10 juin 2025 15:48
À : jardinambroisecasale <jardinsambroisecasale@gmail.com>
Cc : Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca>
Objet : Re: Demande de soutien financier pour le Jardin communautaire Ambroise-Casale

Bonjour madame Rosa,

Par la présente, j'accuse réception de votre courriel au nom de Madame Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, responsable du transport et de la mobilité et Conseillère de la Ville du district de Sainte-Marie.

Soyez assurée que votre correspondance sera portée à son attention dans les meilleurs délais possible.

Bien cordialement,

Samuel Cherubini, pour

Sophie Mauzerolle
Membre du comité exécutif responsable du transport et de la mobilité

Conseillère de Ville - District de Sainte-Marie
Arrondissement de Ville-Marie

800, boulevard De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone: 514 868-5167
Télécopie : 514 872-8347

sophie.mauzerolle@montreal.ca
https://www.facebook.com/sophiemauzerolleelue

De : jardinambroisecasale <jardinsambroisecasale@gmail.com>
Envoyé : 9 juin 2025 08:14
À : Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca>
Objet : Demande de soutien financier pour le Jardin communautaire Ambroise-Casale

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

ardin communautaire et collectif Ambroise-Casale
Montreal, Québec H2K 3E4

Madame,
Par la présente, nous souhaitons solliciter votre soutien financier afin de poursuivre le développement du Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale, un projet tout récemment mis sur pied dans un quartier longtemps défavorisé.

Ce jardin naissant se veut un espace inclusif, éducatif et durable. Il offre aux résidents — jeunes et moins jeunes — la possibilité de s'initier à l'agriculture urbaine, de développer leur autonomie alimentaire, et de renforcer les liens communautaires.

En valorisant la diversité et la sécurité alimentaire, nous contribuons activement à l'amélioration du cadre de vie local.
Les fonds que nous espérons recueillir seront essentiels pour :

- Embellir notre espace en favorisant la biodiversité et en contribuant à la réduction des îlots de chaleur dans une zone densément minéralisée, située aux abords d'une route très passante ;
- Améliorer les services offerts aux citoyens, notamment par l'achat de matériel pour soutenir nos activités et la maintenance de nos infrastructures ;
- Mettre en place des initiatives locales durables, telles que celle du Jardin Saint-Eusèbe, afin de renforcer l'accès équitable à des aliments sains et locaux ;
- Et enfin, maintenir une cotisation annuelle volontaire et accessible, pour que le revenu ne soit jamais un frein à la participation. En gardant les frais de contribution au strict minimum, nous nous assurons que toute personne souhaitant jardiner puisse le faire, sans discrimination.

Nous croyons sincèrement que votre appui pourrait faire une réelle différence dans la réussite de ce projet collectif et inclusif.
Nous serions heureux·ses de vous rencontrer pour en discuter davantage ou vous faire visiter le site.
En vous remerciant chaleureusement pour votre attention et votre considération, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Véronique Rosa
Pour le Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale
Présidente

Demande adressée à Sophie Mauzerolle

Objet : Demande de dons pour Opération Sac à dos de Ville-Marie et de Centre-Sud (OSAD)pour la rentrée 2025

Montant du don demandé : 4000$

Description du projet :

Le but principal de l'Opération Sac à Dos (OSAD) vise à soutenir les familles à faible revenu lors de la rentrée scolaire, en leur fournissant gratuitement un sac à dos et du matériel scolaire pour leurs enfants. Cette initiative est pilotée par le Regroupement Partage et se déploie dans chaque quartier grâce aux organismes communautaires qui acceptent d'être porteur.

L'OSAD Ville-Marie/Centre-Sud (OSAD VM-CS) est portée par L'ASCCS et le CERF avec en soutien une organisatrice communautaire du CIUSSS Centre-Sud de Montréal (CCSMTL) et de Pauline Élluard, coordonnatrice du Regroupement Partage.

Avec la distribution de 400 sacs à dos et items scolaires divers, il est souhaité soutenir les familles à faible revenu de VM et CS en réduisant leurs dépenses en lien avec la rentrée scolaire et, en favorisant l'inclusion sociale des enfants issus de familles vivant de l'insécurité économique et, contribuant à la persévérance scolaire.

Sur le territoire VM-CS, c'est 13,85 % des jeunes âgés de 0 à 17 ans qui sont issus de familles à faible revenu. Le pourcentage est plus élevé que la moyenne pour Montréal qui s'élève à 8%. Selon les données du centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) sur les 5 écoles primaires qui couvrent ce même territoire, les classes d'accueil sont en augmentation et c'est presque un enfant su deux qui a besoin de soutien durant sa scolarité.

Cette opération est avant tout un projet collectif et une véritable porte d'entrée dans un réseau local d'entraide pour les familles de VM-CS grâce à la mobilisation des acteurs clés du quartier (Organismes communautaires famille et en sécurité alimentaire, Bibliothèque, École aux adultes, Intervenant de quartier, travailleuses sociales scolaires, CLSC, Maison de la culture…) et, il favorise l'inclusion sociale et la persévérance scolaire des enfants du primaire et des jeunes du secondaire. C'est pourquoi, lors des deux journées distributions des sacs à dos et du matériel scolaire nous faisons appels à des acteurs clés du quartier pour que dans un climat festif, les familles puissent les rencontrer, créer du lien et qu'elles soient informées des multiples ressources gratuites auxquelles elles peuvent avoir accès. Les journées de distribution auront lieu le 20 et 21 août à l'ASCCS.

Soutien financier demandé :

Nous vous sollicitons pour nous aider financièrement pour afin de bonifier les 400 sacs à dos avec l'achat de matériel scolaire de matériel nécessaire qui n'est aujourd'hui pas fourni ou, en nombre insuffisant par le Regroupement Partage. Il s'agira par exemple de fournir des calculatrices scientifiques ou boîtes de géométrie pour les élèves du secondaire, difficilement accessibles pour les familles à faibles revenus mais pourtant obligatoire dans la liste des fournitures de l'école. Le sac à dos sera également bonifié d'une plus grande quantité de matériel de papeterie qui n'est aujourd'hui pas donné en nombre suffisant pour les familles pour tenir une année complète (cartables, cahiers, crayons…).

Cette aide financière pourra également nous permettre de couvrir certains frais reliés à la logistique de l'OSAD comme la location d'un camion pour aller chercher les 400 sacs à dos et/ou la mise en place des activités propices à la mobilisation d'environ 800 personnes lors des deux jours de distribution (Ex : Jeux, maquillage, ateliers, animations…). Nous souhaitons que les

familles restent un peu sur place pour rencontrer les acteurs clés du quartier et prendre connaissance des services offerts.
Si notre demande est accordée, le CERF a été désigné pour assurer la fiducie de ce projet collectif mais c'est un grand nombre d'organismes et d'acteurs clés du territoire de Ville-Marie qui seront mis à contribution pour participer à l'évènement et référer les familles vivant une situation économique précaire.

Présentation des pièces jointes fournies en complément d'information :

- Liste et coordonnées des membres
- Planification de l'OSAD VM-CS 2025
- Budget

Merci de l'attention que vous porterez à notre demande,

Katia Morin pour le comité organisateur OSAD VM-CS 2025

Budget OSAD 2025
Ville-Marie et Centre-Sud



TOTAL BUDGET	**$10 909**

Depenses	Budget prévisionnel 2025
Bonification de 220 sacs à dos primaire (Crayons, cartables, cahiers, pochettes,duo tang contenants réutilisables …)	$4 800
Bonification 180 sacs à dos secondaire (calculatrice, contenants réutilisables, ensemble de géométrie, papetterie)	$3 890
Animation lors des deux jours de distribution	$800
Collations bénévoles (8 journées)	$800
Frais livraison (Location du Camion)	$100
Fiducie	$520
Total	**$10 910**

:

Recettes

Source de revenus	Contribution	statut
Caisse Desjardins	$6 000	En cours
Bureau de Manon Massé	$1 000	En cours

Bureau des élus	$4 000	En cours
Total REEL	$11 000	



OSAD VM-CS 2025
Membres du comité organisateur

Organisme	Personne contact	Courriel
CERF	Audrey Allard, Chargée de projet	audrey.gaboury.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Association Sportive et Communautaire de Centre-Sud (ASCCS)	Bryce Augustin, Responsable des activités sportives et de la vie communautaire/Évènementiel	regisseur3@asccs.qc.ca
CIUSSS Centre-SUD (CCSMTL)	Katia Morin, organisatrice communautaire	katia.morin.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Regroupement Partage	Pauline Élluard, Coordonnatrice Opération Sac à Dos (OSAD)	membres@regroupementpartage.org



OSAD VM-CS 2025
Planification

Échéances	Actions
Fin mai/début juin 2025	-> diffusion de l'information OSAD, notamment les modalités d'inscription. Diffusion auprès des usagers des organismes communautaires famille et jeunesse via les tables de quartier de Centre-Sud. Diffusions auprès des équipes programme en jeunesse du CCSMTL. Diffusion dans les écoles primaires et secondaires du territoire via le programme École en santé du CCSMTL. -> Recherche de financement pour bonifier les sacs, payer le transport pour aller chercher les sacs à dos et payer les animations pour la fête. -> Contacter les acteurs clés pour qu'ils participent à la distribution des sacs à dos (Intervenant de milieu, organismes familles et jeunesse, équipe du CLSC, Bibliothèque, maison de la culture, travailleuses sociales scolaire, organismes communautaires en sécurité alimentaire, Organismes favorisant l'intégration des immigrants, école aux adultes, centre des femmes…). Veiller à répartir leur présence sur 2 jours. Recruter des bénévoles
11 et 12 juin 2025	-> Inscriptions des familles pour le secteur VM au CERF (Avec la collaboration probable de l'équipe de l'organisme Go-Jeunesse + des bénévoles si besoin)
17 Juin 2025	-> Inscriptions des familles pour le secteur CS à L'ASCCS (Avec la collaboration probable de l'équipe des organismes du quartier + des bénévoles si besoin)
Fin juin 2025	-> Compilation des inscriptions et évaluation des besoins complémentaires en fournitures scolaires -> Réserver le matériel auprès de l'arrondissement VM et réserver pour les animations du 20 et 21 août 2025
Juillet 2025	-> Organisation pour la réception de la livraison des fournitures scolaires -> Achats des fournitures scolaire pour compléter les sacs à dos -> Organisation d'un transport pour aller chercher les 400 sacs à dos au regroupement partage (Avec la collaboration probable de l'équipe des organismes du quartier + des bénévoles si besoin) -> Montage des sacs avec une équipe de bénévoles
Août 2025	-> Attacher le déroulement des journées de distribution et voir à leur logistique. -> Relance des acteurs pour le 20 et 21 août 2025
20 et 21 août 2025	-> Distribution de 400 sacs à dos dans un cadre festif, où les acteurs clés du quartier seront là pour informer les familles des ressources accessibles sur le territoire

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

De : Roxanne L'Écuyer <direction@sem-montreal.org>
Envoyé : 22 mai 2025 11:27
À : Samuel CHERUBINI <samuel.cherubini@montreal.ca>
Objet : demande soutien discrétionnaire - 30 ans de la SEM

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour,

Par la présente la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) souhaite adresser une demande de soutien financier au élu.es de Ville-Marie via les fonds discrétionnaires.

Cette année marque les 30 ans de notre organisme et le tout sera souligné lors d'un événement festif qui aura lieu le 8 août prochain dans un parc du quartier Sainte-Marie (un "save the date" a d'ailleurs déjà été envoyé au cabinet). Un logo spécial, actuellement en circulation, a été crée pour l'occasion et d'autres actions pourraient être organisées à l'automne prochain.

Dans ce contexte, une contribution de 2000$ serait grandement appréciée de la part des élu.es de Ville-Marie pour aider à soutenir les coûts associés à l'organisation de l'événement festif (musique, animation, nourriture, etc), aux communications et à la visibilité ainsi qu'à la mobilisation des diverses ressources nécessaires à l'organisation des festivités.

Je reste évidemment disponible pour toute question ou demande de renseignement supplémentaire.

Merci et au plaisir,

Roxanne L'Écuyer (elle)
Direction générale

Société écocitoyenne de Montréal
Mandataire du programme éco-quartier Ville-Marie
de Sainte-Marie et de Saint-Jacques

2240 rue Fullum, Montréal, H2K 3N9
514.523.9220 (poste 101)
Gardons le contact :
Site web | Facebook | Instagram | LinkedIn | Infolettre


30 ans qu'on
SēM
Société écocitoyenne de Montréal
écoquartier
Ville-Marie
de Sainte-Marie et de Saint-Jacques

Outlook

TR : Demande de fonds discrétionnaires - STUDIO ZX

De Mikael PORRAS GRYNSZPAN <mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca>
Date Ven 2025-06-27 08:15
À Catalina DELGADO DAVILA <catalina.delgadodavila@montreal.ca>

VILLE MARIE

Site web | Infolettre

Mikaël Porras Grynszpan
Responsable soutien aux élu.e.s.
Cabinet de la mairesse

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca
(438)-867-4191

De : Vicky B. Ouellette <vicky@zx.studio>
Envoyé : 26 juin 2025 13:44
À : Robert BEAUDRY <robert.beaudry@montreal.ca>; Mikael PORRAS GRYNSZPAN <mikael.porrasgrynszpan@montreal.ca>
Objet : Demande de fonds discrétionnaires - STUDIO ZX

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Monsieur Beaudry, j'espère que vous allez bien.
Je vous écris par la présente afin de faire une demande formelle de soutien quant à un appui de nos actions 2025 via les budgets discrétionnaires de votre bureau.
Voici les libellés desdites demandes:

Si possible, à évaluer pour la rencontre du conseil d'arrondissement du mois de juillet:
Libellé Festival Ctrl+Alt (Culture; FSOC)
Activité de Médiation Culturelle du 27 juillet de 12h00 à 15h00; Un atelier interactif de trois heures, présenté par le collectif Ellelui, viendra compléter la programmation. Axé sur l'exploration des identités plurielles, il combine panels de discussion et performances artistiques. *(Ce volet du festival a dû être retiré en raison d'une somme octroyée moins élevée que demandée en arrondissement)*
> Montant demandé: 4 000$

Si possible, à évaluer lors de la rencontre du C.A. du mois d'août:

Soutien communautaire

Souper communautaire offert aux participant.e.s où nous présenterons le fruit des apprentissages de l'année, autour d'un repas convivial + Confident Communautaire: médiateur communautaire chargé de veiller au bien-être des participant.e.s tout en effectuant des observations de terrain pour aider à ajuster l'offre communautaire en temps réel.

> Montant demandé: 4 000$

Je reste à disposition pour toute information supplémentaire.
Dans l'attente d'un retour de votre part, je vous remercie de votre considération aux deux présentes demandes.

Chaleureusement,
V

--

Vicky B. Ouellette
[elle / she / her]

Direction Générale • STUDIO ZX
514 825 1871

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

LE SAC À DOS
Y entrer, c'est sortir de la rue

Chez Émilie

Montréal, le 23 juin 2025

Mairie d'arrondissement de Ville-Marie
À l'attention de M. Robert Beaudry
Conseiller de la Ville
800, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier pour une sortie de récolte communautaire

Monsieur Beaudry,

Les organismes *Chez Émilie* et *Le Sac à dos*, tous deux engagés au sein de la Table CIGAL, unissent leurs efforts pour vous soumettre une demande d'appui financier provenant de votre budget discrétionnaire, afin d'organiser une activité inédite, enrichissante et porteuse de retombées positives pour nos bénéficiaires respectifs.

L'idée est née lors d'une discussion portant sur le manque de fraîcheur des fruits et légumes que nos organismes reçoivent en dons, dont une grande part doit malheureusement être compostée. De ce constat sont nées une réflexion et une volonté commune : organiser une sortie de récolte chez un maraîcher local, afin d'offrir une expérience concrète, joyeuse et utile à nos participants.

Au-delà de la récolte, cette activité permettra à des personnes vivant en situation de grande précarité — souvent urbaines et isolées — de profiter d'un moment en nature, favorisant le mieux-être psychologique, l'accès à une alimentation fraîche, et la création de liens sociaux. Ce projet pourrait être élargi aux clientèles d'autres organismes membres de la Table CIGAL qui en manifesterait l'intérêt.

Nous prévoyons tenir cette activité dans le courant du mois de septembre puisque c'est à cette période que « dame nature » se montre plus prolifique.

Nous croyons fermement que cette activité contribuera de manière significative à l'amélioration du bien-être de nos clientèles, en leur offrant un moment de répit, de partage, et une forme d'autonomisation alimentaire.

Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien pour la réalisation de ce projet mobilisateur et peu commun dans notre arrondissement!

Nous restons disponibles pour en discuter plus amplement.

Veuillez recevoir, Monsieur Beaudry, l'expression de nos salutations distinguées.

Isabelle Noyon
Directrice générale
Chez Émilie

Valérie Méplon
Directrice générale
Le Sac à dos

P.j. : budget prévisionnel

Budget prévisionnel - Sortie Récoltes

Postes	Dépenses	Tarif	Quantité	Total
Transport	Location d'autobus	1 200 $	3	3 600 $
Repas	Pique-nique ou traiteur local	10 $	140	1 400 $
Encadrement	Ratio 1 intervenant pour 10 participants	175 $	14	2 450 $
Gestion	Coordination, logistique, communication	40 $	25	1 000 $
				8 450 $

Postes	Revenus	
Subvention	Arrondissement Ville-Marie	4 000 $
Députée	Manon Massé	2 000 $
Organismes	Le Sac à dos, Chez Émilie, autres	2 450 $
		8 450 $

Résultat	**- $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1254957006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 25 450 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1254957006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-07-03

Isabelle FORTIER
Cheffe de divison

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1254957006

- L'intervention de la Division des ressources financières de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 4 000 $ à Le Sac à dos;
- 4 000 $ au Comité logement Ville-Marie;
- 3 000 $ au FEEJAD;
- 500 $ au Jardin communautaire et collectif Ambroise-Casale;
- 500 $ au Jardin communautaire des 50 Citoyens;
- 2 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal;
- 450 $ à la Coopérative Cercle Carré;
- 4 000 $ au Regroupement partage;
- 1 000 $ à la Coop La Livrerie;
- 2 000 $ au Festival ludique International de Montréal;
- 4 000 $ au Studio ZX."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 450,00 $

	Années antérieures	2025
Montant		25 450,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 450,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514-872-8518

Date: **2025-07-03**

Date et heure système : 03 juillet 2025 14:50:08

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie établis à 9 800 700 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal

Il est recommandé:

d'approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie, totalisant 9 800 700 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 14:07

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255958001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie établis à 9 800 700 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le conseil municipal adopte la détermination des surplus de gestion des arrondissements ainsi qu'une politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement de ces surplus.
Cette politique vise à définir les règles de conduite en matière de détermination, d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice précédent de même que les règles de remboursement des déficits. Seuls les arrondissements qui présentent un surplus de gestion se voient attribuer les sommes ainsi déterminées.

Les résultats finaux approuvés par le conseil municipal établissent un surplus de gestion de 9 800 700 $ pour l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice 2024.

La répartition des surplus faisant l'objet du présent dossier respecte la politique d'attribution et de renflouement mentionnée précédemment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 0733 – 19 juin 2025 – Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2024, la détermination des surplus de gestion des arrondissements et adopter l'affectation de surplus 2024 à des dossiers spécifiques (1256254002).

DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil d'arrondissement d'approuver la répartition des surplus de gestion 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie, établis à 9 800 700 $ telle que détaillée ci-après. Cette répartition a été établie conformément aux dispositions de la Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier de 2024 de la Ville de Montréal.

1. **Le comblement de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel 2024 d'enlèvement de la neige de l'arrondissement à partir des surplus dégagés de cette activité (excluant les**

activités à répartir):

Surplus (déficit) dégagé de cette activité en 2024 = 5 744 800,00 $ (budget original) - 4 370 721,98 $ (réel) = **1 374 078,02 $**

Budget annuel 2024 pour les activités de déneigement = 5 744 800,00 $
50 % (maximum) = 2 872 400,00 $
Solde à la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement au 26 juin 2024 = 3 328 691,36 $

Maximum applicable tenant compte du solde = 0 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée **à la stabilisation du coût du déneigement**: **0 $**

2. Le comblement d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts « santé et sécurité au travail » jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel 2024 (précisé sur le document du Service des ressources humaines pour le calcul des résultats de gestion) **à partir des surplus dégagés dans cette activité :**

Surplus (déficit) dégagé de cette activité en 2024 : Imputabilité SST : 531 400,00 $ - 34 200,00 $ (Correction SBA-réel) = **497 200,00 $**
Budget annuel 2024 SST = 955 235,00 $
Solde à la réserve SST au 26 juin 2025 = 45 797,81 $
Maximum applicable tenant compte du solde = 497 200,00 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée **à la santé et sécurité au travail : 497 200,00 $**

3. Le comblement, jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'arrondissement, de la réserve pour « imprévus », dans la mesure où il existe un solde disponible :

Budget annuel 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie : 110 907 900,00 $
1,5 % (maximum) = 1 663 618,50 $
Solde de la réserve pour imprévus au 26 juin 2025 = 1 783 979,18 $
Maximum applicable tenant compte du solde = 0 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve pour **imprévus** : **0 $**

4. Le comblement, jusqu'à 100 % des surplus dégagés de cette activité, d'une réserve dédiée à l'entretien du Quartier des spectacles :

Surplus dégagés de cette activité en 2024 : 1 252 500,00 $ (budget original) - 1 599 685,25 $ (réel) = **(347 185,25) $**

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée **à l'entretien du Quartier des spectacles: 0 $**

5. Le comblement, jusqu'à concurrence de 10 % du budget original total de la charge interunité de l'année, d'une réserve dédiée à d'autres fins, soit le traitement des nids-de-poule avec une colmateuse mécanisée :

Surplus (déficit) dégagé de cette activité en 2024 : 139 800,00 $ (budget) - 15 882,11 $ (réel) = **123 917,89 $**

Budget annuel de la charge interunité: 93 200,00 $
10 % (maximum): 9 320,00 $

Surplus affectés au renflouement de la réserve dédiée **au traitement des nids-de-poule: 9 320,00 $**

6. Tout solde de surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024, déterminé pour l'arrondissement de Ville-Marie, est considéré comme un surplus « libre » à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manoeuvre ou combler certains besoins. Le budget maximum proposé pour les réserves relatives à l'enlèvement de la neige, « santé et sécurité au travail » et pour les imprévus doit tenir compte compte du solde déjà inscrit aux livres comptables juste avant de procéder à la répartition des surplus de l'exercice de 2024.

Surplus de gestion 2024 = 9 800 700 $

Surplus dédiés au renflouement de réserves spécifiques = 509 520,00$

Surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 dédiés **aux surplus libres pour autres fins** : **9 294 180,00 $**

JUSTIFICATION

Les surplus de gestion sont affectés conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exerce l'exercice financier 2024 approuvée par le conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En conformité avec la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, les surplus de gestion de l'arrondissement de Ville-Marie dégagés de l'exercice financier 2024, au montant de 9 800 700 $, seront affectés de la façon suivante:

Stabilisation du coût du déneigement	2438.31005	0 $
Santé et sécurité	2438.31027	497 200 $
Imprévus	2438.31010	0 $
Quartier des Spectacles	2438.31020	0 $
Autres fins (Nids-de-poule)	2438.31025.008519	9 320 $
Autres fins (Libres)	2438.31025	9 294 180 $
Total		**9 800 700 $**

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

N/A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)

Tél : 514-872-4512
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 514-872-7313
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie établis à 9 800 700 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal



Résultats 2024_Ville-Marie.pdf



Description des ajustements résultat 2024_Arrondissements.pdf



Politique résultat 2024_Arrondissements.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)

Tél : 514-872-4512
Télécop. : -

Description des ajustements au résultat de gestion 2024 des arrondissements

Ajustements résultat de gestion 2024	Explications
Affectations - Activités financières d'immobilisations	L'ajustement comptable vise à régulariser la valeur des dépenses d'immobilisation payées au comptant. Par exemple, les écarts relatifs à l'utilisation du budget de fonctionnement pour des projets PDI comparativement aux dépenses réelles et le retour au surplus des engagements financiers non utilisés.
Affectations - Plan de foresterie urbaine / autres dépenses non capitalisables financées par règlement d'emprunt / montant à pourvoir	Le plan de foresterie urbaine vise l'achat et la plantation d'arbres selon le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. L'ajustement comptable sert à réduire les dépenses de fonctionnement des arrondissements, car ces dépenses sont financées par emprunt même si elles sont non capitalisables.
Taxe d'arrondissement	L'ajustement vise à corriger l'écart entre la taxation estimée lors de la confection du budget et la taxation réelle de l'arrondissement.
Vente de terrains	L'ajustement relatif à la vente de terrains (pour fins de revente et actif à long terme) vise à verser aux arrondissements une partie des gains / pertes comptables découlant de la vente. L'ajustement de 2024 représente une remise de 20 % du résultat comptable net.
Stationnements tarifés / remise revenus parcomètres	Le stationnement tarifé, contrôlé par parcomètre et distributeur de borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, a été centralisé en 2015 suite aux travaux découlant de la réforme sur le financement des arrondissements. En 2024, un arrondissement a reçu et comptabilisé des revenus à cet effet. Tandis qu'un autre arrondissement a dépensé des montants pour des raisons particulières relativement au stationnement. Les ajustements visent donc à régulariser ces situations. De plus, depuis 2023, une part de 65 % des revenus nets découlant des nouveaux parcomètres installés est remise aux arrondissements concernés.
Correction SST budget SBA / Réel et Imputabilité SST	L'ajustement sert à refléter les dépenses réelles en matière de santé et sécurité au travail (SST) selon l'historique des lésions de l'arrondissement.
Mutualisation du résultat de revenus de permis de construction et modification	Mutualisation des résultats de revenus de permis de construction/modification découlant de la réforme sur le financement des arrondissements. L'ajustement vise à répartir les surplus de permis entre les arrondissements à 75 % en fonction de la participation au surplus et à 25 % au prorata des budgets 2014 paramétrés en considérant les déficits, le cas échéant. Les surplus (déficits) sont calculés sur la base du budget 2014, établi par chacun des arrondissements. Les variations de revenus de permis de construction/modification à compter de la confection du budget 2022, déterminées par les arrondissements à des fins d'équilibre budgétaire, ont été considérées dans les ajustements calculés. Pour 2024, l'application de la norme comptable SP3400 amène le report de revenus 2018 à 2024 aux années subséquentes si le permis n'a pas été encore émis ou fermé.
Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	L'ajustement représente le montant à rembourser aux arrondissements pour les libérations syndicales assumées par le syndicat des cols bleus pour 2021 et 2022 suite à une entente.
Répartition libérés syndicaux cols bleus assumés par la Ville	L'ajustement sert à partager les heures de libérations syndicales des cols bleus, non assumées par le syndicat, et ce, entre les arrondissements selon leur budget de masse salariale pour 2021 et 2022.
Matières résiduelles	Cette activité relève du conseil municipal depuis 2015 à la suite des travaux sur la réforme du financement des arrondissements, mais les travaux en régie sont délégués aux arrondissements. L'ajustement vise à récupérer les surplus et compenser tout déficit aux arrondissements déterminé par le Service de l'environnement.
Mesures transitoires relatives au régime de retraite	Participation des arrondissements à l'abolition de la mesure transitoire sur les régimes de retraite. La portion locale de cette mesure a été répartie au prorata de la masse salariale des unités administratives. Cet ajustement est récurrent.

Ajustements résultat de gestion 2024	Explications
Répartition des résultats des charges interunités	Depuis 2020, les arrondissements doivent répartir les résultats financiers de leur activité de charge interunité entre leurs arrondissements clients. Les informations présentées au résultat de gestion 2024 proviennent des ajustements autorisés par les conseils d'arrondissement pour les activités découlant des charges interunités en 2023.
Ajustement résultant des activités de gestion de l'eau	Les activités de gestion de l'eau sont de compétence corporative. Elles sont déléguées partiellement aux arrondissements. Un ajustement est nécessaire pour compléter les écritures au système comptable visant à renflouer les budgets déficitaires en cours d'année 2024.
Remise revenus article 93 (loi 31) - projets d'urbanisme particulier	Remise de revenus pour les études de demande de compétence corporative effectuées par les arrondissements. Les revenus sont comptabilisés au Service des finances et de l'évaluation foncière dans le système comptable.
Remise des revenus de constats de propreté	Revenus traités auparavant par le système comptable. Ils sont comptabilisés par les ajustements au résultat de gestion des arrondissements à compter de 2024.
Rembousement des mesures d'urgence 2024	Remboursement de mesures d'urgence 2024 autorisé par le Centre de la sécurité civile.

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2024 de la Ville de Montréal

Objectif

Adopter des règles de conduite en matière de détermination, d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, dégagés de l'exercice financier 2024, de même que les règles de remboursement des déficits des exercices 2024 et antérieurs.

Une révision annuelle de la politique de surplus de gestion est souhaitable, considérant d'importants impondérables qui pourraient entraver tout engagement à long terme.

Définition des surplus budgétaires de l'exercice financier de 2024

Les surplus budgétaires sont définis comme étant tout excédent, entre les résultats de fin d'année et le budget, autant pour les dépenses que pour les revenus, suite aux ajustements mentionnés ci-après. Les déficits budgétaires sont définis comme un manque à gagner entre les résultats finaux et le budget, autant au niveau des dépenses que des revenus, après les mêmes ajustements.

Ajustements établissant les surplus de gestion des arrondissements pour 2024

L'établissement des surplus de gestion des arrondissements est présenté au schéma qui suit :

Description		**Commentaires**
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2024 - Dépenses	XX	Résultats par rapport au budget de 2024 des arrondissements se rapportant à une de ces catégories.
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2024 - Revenus	XX	
Total Surplus/(Déficit) avant ajustements	***XX***	
Ajustements		
a) Taxe d'arrondissement	YY	Ajustement lié à la variation réelle des revenus de taxation locale.
b) Vente des actifs municipaux	YY	Remise de 20 % du gain/perte comptable net sur la vente de terrains.
c) Imputabilité SST	YY	Imputabilité de la dépense réelle SST pour chacun des arrondissements.
d) Mutualisation des surplus de revenus de permis de construction / modification	YY	Ajustement découlant de la Réforme sur le financement des arrondissements. Répartition des surplus de revenus de permis de construction et modification à 75 % selon la participation au surplus et à 25 % selon les budgets paramétrés.
e) Corrections particulières	YY	Ajustements spécifiques à certains arrondissements.
f) Corrections et régularisations de fin d'année telles : le stationnement tarifé, les affectations, les matières résiduelles, les mesures transitoires relatives au régime de retraite, l'activité d'entretien des réseaux d'aqueduc et d'égout, etc.	YY	Corrections de dépenses à être imputées ou créditées aux arrondissements concernés.
Total ajustements	***YY***	
Total Surplus / (Déficit) de gestion	***XX+YY***	

Affectation des surplus de gestion alloués aux arrondissements

Seuls les arrondissements qui présentent un surplus de gestion se verront attribuer les sommes ainsi dégagées, qu'ils pourront affecter à des fins précises, au regard des modalités particulières retenues par leur conseil d'arrondissement respectif.

La présente politique propose l'affectation des sommes provenant du surplus de 2024, par ordre de priorité, jusqu'au maximum des surplus totaux déterminés pour l'arrondissement :

1. Le comblement du déficit cumulé au 31 décembre 2024, en fonction du plan de remboursement adopté par le conseil d'arrondissement;

2. Le comblement de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel 2024 d'enlèvement de la neige de l'arrondissement à partir des surplus dégagés de cette activité (excluant les activités à répartir);

3. Le comblement d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts « santé et sécurité au travail » jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel 2024 (précisé sur le document du Service des ressources humaines pour le calcul des résultats de gestion) à partir des surplus dégagés dans cette activité;

4. Le comblement de la réserve pour imprévus jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'arrondissement dans la mesure où il existe un solde disponible.

Tout solde du surplus de gestion de 2024, déterminé pour l'arrondissement, est considéré comme un surplus libre à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manœuvre ou combler certains besoins.

Le budget maximum proposé pour les réserves relatives à l'enlèvement de la neige, « santé et sécurité au travail » et pour les imprévus doit tenir compte du solde déjà inscrit aux livres comptables juste avant de procéder à la répartition des surplus de l'exercice de 2024.

Règles de comblement des déficits de gestion des arrondissements

Les arrondissements ne présentant pas de surplus de gestion devront compenser ce manque à gagner (déficit de gestion) selon les priorités établies ci-après :

1. Le comblement du déficit d'opération de l'activité de l'enlèvement de la neige, à même la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement créée en 2002 et suivantes;

2. Le comblement du déficit d'opération lié aux coûts de santé et sécurité au travail, à même la réserve dédiée à la stabilisation des coûts de santé et sécurité au travail créée en 2008;

3. L'utilisation des surplus libres créés par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes, afin de combler le solde du déficit, s'il en existe toujours un;

4. L'utilisation de la réserve pour imprévus, créée par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes, afin de combler le solde de déficit, s'il en existe toujours un;

5. Un plan d'optimisation, à court terme, du budget de 2025, afin de compenser, s'il en existe toujours un, le solde du déficit de gestion de 2024, ou tout autre mode de financement proposé par l'arrondissement.

Partage du surplus 2024 entre le comblement du déficit et l'utilisation des réserves

Les arrondissements devront faire adopter une résolution, par leur conseil d'arrondissement, établissant le partage des sommes à recevoir et du renflouement des déficits cumulés au 31 décembre 2024, ainsi que de l'utilisation des réserves, le cas échéant.

Approbation

Le comité exécutif soumettra au conseil municipal la politique des surplus de gestion, en fonction des règles retenues.

Mise en application de la politique

Les arrondissements sont responsables de l'application de la politique des surplus dans le respect des règles précitées.

Date d'entrée en vigueur

La mise en œuvre de cette politique s'effectuera à la suite du dépôt des états financiers de 2024 vérifiés et signés par la trésorière.

Établissement des résultats de gestion 2024 pour l'arrondissement Ville-Marie

Version finale

(en milliers $)

	Global	
Section I - Calcul du surplus/(déficit)	**Dépenses**	**Revenus**
Budget modifié final 2024	120 626,6	26 216,3
Réel final 2024	116 273,8	30 764,6
Écart	4 352,8	4 548,3
Surplus/(Déficit) avant affectations		**8 901,1**
Section II - Corrections		
Revenus de taxation		1 054,3
Remise de 20 % du gain comptable découlant de la vente de terrains		35,5
Partage des revenus de stationnements tarifés (65 %)		221,4
Santé et sécurité au travail (SST):		
Correction budget SBA versus répartition		(34,2)
Imputabilité SST Réel vs coûts estimés		531,4
Mutualisation des résultats de permis de construction/modification		
Avant norme comptable SP3400		694,6
Impact norme comptable SP3400		(4 375,6)
Libérations syndicales		
Libérations syndicales cols bleus 2021 - remboursement du syndicat		64,0
Libérations syndicales cols bleus 2021 payées par la Ville - répartition entre les arrondissements		87,9
Libérations syndicales cols bleus 2022 - remboursement du syndicat		95,1
Libérations syndicales cols bleus 2022 payées par la Ville - répartition entre les arrondissements		125,2
Déchets, matières recyclables et matières résiduelles		1 470,9
Mesures transitoires relatives aux régimes de retraite (incluant la répartition EESM-Rosemont)		(383,7)
Répartition des résultats 2023 des charges interunités		
Entretien de l'éclairage, signalisation et marquage (Dossier décisionnel # 1248476003)		232,0
DSTSLI (Dossier décisionnel # 1245262002)		-
Nids-de-poule (Dossier décisionnel # 1248958003)		(52,4)
Remise des revenus de constats - propreté		182,5
Entretien et programmation culturelle et sportive de la Place des Montréalaises pour 2025 (GDD # 1216605001)		315,1
Projets pilotes en cohabitation sociale dans six arrondissements		625,0
Remboursement des mesures d'urgence 2024 - Froid extrême et bris d'aqueduc		10,6
Total des corrections:		**899,6**
Surplus/(Déficit) 2024		**9 800,7**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1258853005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.

D'autoriser une dépense de 500 425$, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 12:00

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258853005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.

CONTENU

CONTEXTE

En avril 2024, l'arrondissement de Ville-Marie a accepté l'offre du Service des infrastructures du réseau routier (ci-après SIRR) de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux sur la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes du domaine public (ci-après Projet).
L'arrondissement de Ville-Marie est responsable de payer les aménagements de surface et les frais incidents relatifs aux travaux de la place Émilie-Gamelin.

Le dossier d'octroi du contrat de travaux pour la réalisation du Projet sera présenté au Conseil municipal du mois d'août 2025. Si tout se déroule comme prévu, les travaux auront lieu de 2026 à 2029.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0737 du 19 décembre 2024 - Approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes. (1247231073)
CG24 0200 du 18 avril 2024 - Approuver une entente avec la Société de transport de Montréal (STM) portant sur la conception des travaux dans le cadre du projet de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de certains travaux de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie. (1244520001)

CA24 240138 du 09 avril 2024 - Accepter, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre du conseil municipal de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de bonification du domaine public, incluant la gestion des arbres enlevés et déplacés, dans le cadre de l'entente de collaboration entre la Ville et la STM pour le projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans le parc Émilie-Gamelin et sur le boulevard De Maisonneuve. (1248853003)

CM24 0307 du 19 mars 2024 - Offrir au Conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu du

1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de bonification du domaine public, incluant la gestion des arbres enlevés et déplacés, dans le cadre de l'entente de collaboration entre la Ville et la STM pour le projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans le parc Émilie-Gamelin et sur le boulevard De Maisonneuve. (1247231023)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à autoriser une dépense de 500 425$, taxes incluses, à partir du programme décennal de l'arrondissement vers le SIRR, qui a le mandat d'exécution des travaux du Projet en union avec la Société de transport de Montréal (ci-après STM).

JUSTIFICATION

L'autorisation de dépense faisant l'objet du présent dossier décisionnel est requise afin que le SIRR et la STM puissent octroyer le contrat de construction et procéder aux travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin est financé par le programme d'aménagement et réaménagement des parcs et espaces verts , programme géré par l'Arrondissement de Ville-Marie.
Le budget demandé de 500 425$, taxes incluses, comprend le coût des travaux, la contingence de 15% des travaux ainsi que les frais incidents reliés à la réalisation du réaménagement de la place Émilie-Gamelin dans le cadre du Projet. Une reddition de comptes des montants réellement dépensés sera faite à l'arrondissement à la fin des travaux. La portion des dépenses non requise demeure la propriété de l'arrondissement de Ville-Marie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une autorisation de dépense.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat du Projet pourrait être compromis sans l'autorisation de dépense du conseil d'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec les Communication externes et relations avec les collectivités locales de la STM et en soutien, avec le Service des ressources humaines et des communications de la Ville

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de réalisation du Projet : Août 2025
Début des travaux : Début 2026
Fin des travaux : Fin 2029

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François NIRO, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Myriam LANDRY, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anais MOULIN
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 915-0488
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Christiane RAIL
chef(fe) de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

Tél : 5142429426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258853005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.



Grille MTL 20301258853005_Mtl2030.pdf



Aspect financier 1258853005_AspectFinancier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anais MOULIN
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 915-0488
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258853005*
Unité administrative responsable : *Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers*
Projet *: Autoriser une dépense de 500 905$, taxes incluses, pour le financement du projet de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans la place Émilie-Gamelin et sur le boulevard de Maisonneuve.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? -			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** -			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

N° de dossier : 1258853005

Nature du dossier : Autre

Précision: Autorisation de dépense

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	**Total**
Montant			150 127,50 $	150 127,50 $	150 127,50 $	50 042,50 $		**500 425,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 47

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
		janvier	2026			décembre	2029

Formulaire complété par : Anaïs Moulin

Prénom, nom

Date et heure système : 23 juin 2025 10:34:42

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1258853005

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"D'autoriser une dépense de 500 425$, taxes incluses, pour le financement du réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans la place Émilie-Gamelin et sur le boulevard De Maisonneuve.

- L'arrondissement de Ville-Marie agit en tant que requérant pour ce dossier.
- Le présent dossier consiste à faire autoriser une dépense de 500 425 $ tx incluses. Le service exécutant procédera à l'octroi du contrat de travaux pour la réalisation du projet qui sera financé à même les crédits autorisés dans le présent dossier et identifiés ci dessous. Si le total de la dépense réelle du projet est inférieur aux crédits autorisés, le solde sera retourné au règlement d'emprunt et sera disponible pour d'autres projets.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.
- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2534220010 Corpo.

2025	2026	2027	2028	2029	Total
-	137,0	137,0	137,0	46,0	457,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2334220120 Place Émilie-Gamelin-Réaménagement de la partie nord

2025	2026	2027	2028	2029	Total
-	137,0	137,0	137,0	46,0	457,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses): 500 425,00 $

Dépenses (Net ristourne): 456 954,73 $

Imputation :

Dépenses (taxes incluses): 500 425,00 $

Crédits (Net ristourne): 456 954,73 $

Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	194166	000000	15015	00000

- La répartition de la dépense sera confirmer lors de l'octroi du contrat par le SIRR en août prochain. Le montant de la dépense autorisée sera virée temporairement dans un seul compte et les virements requis seront effectués au besoin vers les clés comptables comportant les objets appropriés.
- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle

Conseillère en gestion des ressources financières

stephanie.houle2@montreal.ca

Date: **2025-06-25**

Date et heure système : 25 juin 2025 11:29:06

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

N° GDD : 1258853005

Taux taxes 2025: 1,0951303727

N° d'engagement 2025 : CC58853005

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7716063 Travaux d'infrastructures

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	500 425,00 $	456 954,73 $	456 955 $

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.194166.000000.15015.00000	500 425,00 $	456 954,73 $	456 955 $
Total		**500 425,00 $**	**456 954,73 $**	**456 955 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1258853005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258853005 Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agent de recherche
Tél : 438-505-3171

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évalution foncière, Division de la mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1258853005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense de 500 425 $, taxes incluses, pour le financement des travaux de réaménagement du nord de la place Émilie-Gamelin, dans le cadre du projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1258853005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Conseiller(-Ere) en gestion des ressources financieres

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257768014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-02 16:17

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257768014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-07-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257768014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 juin 2025



06-Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Juin 2025.pdf



06-Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées-Juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Juin 2025

Fournisseur	No facture	Description facture	Date comptable	Type dépense Sdf	Division	Montant répartition
9112-0592 Quebec Inc. (384655)	f0298774	-	09-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	204,64
Total 9112-0592 Quebec Inc. (384655)						**204,64**
9437-4105 Quebec Inc. (701678)	d785	-	30-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	682,42
Total 9437-4105 Quebec Inc. (701678)						**682,42**
Agence Krystal (707846)	artiste250522	Cachet d'artiste	02-juin-2025	CACHET D'ARTISTE	Division des sports, des loisirs et du développement social	2 414,71
Total Agence Krystal (707846)						**2 414,71**
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	537441	-	03-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	34,70
Total Atelier De Location Turbo Inc (116888)						**34,70**
Atmosphare Inc. (423836)	cmar0018	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	472,44
Atmosphare Inc. (423836)	4494	Boite à seringue	13-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	472,44
Total Atmosphare Inc. (423836)						**944,88**
Auvitec Ltee (114795)	49847	-	30-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	386,67
Total Auvitec Ltee (114795)						**386,67**
Axis Theatre Society (736118)	5962	-	27-juin-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B53K18)	2 414,71
Total Axis Theatre Society (736118)						**2 414,71**
Baulne Inc. (481517)	w36105	-	30-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	377,36
Total Baulne Inc. (481517)						**377,36**
Boo! Design Inc. (123330)	19326	-	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	398,95
Boo! Design Inc. (123330)	19147	-	28-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	624,68
Total Boo! Design Inc. (123330)						**1 023,63**
Cardio Choc Inc. (237498)	40193	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	193,79
Total Cardio Choc Inc. (237498)						**193,79**
Carmel, Alix (746836)	de20250623141554	Taxi	23-juin-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B53K18)	44,71
Total Carmel, Alix (746836)						**44,71**
Cdtec Calibration Inc. (447457)	7982	-	28-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	393,70
Total Cdtec Calibration Inc. (447457)						**393,70**
Centaurecom Inc. (117400)	3790	-	13-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	732,29
Total Centaurecom Inc. (117400)						**732,29**
Centre Agricole J.L.D. Inc. (114911)	p97157	-	26-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	740,13
Total Centre Agricole J.L.D. Inc. (114911)						**740,13**
Chacun, Camille (578462)	de20250527131432	Remboursement de la requalification de Sauveteur	27-mai-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports, des loisirs et du développement social	148,13
Total Chacun, Camille (578462)						**148,13**
Charly Mullot (602350)	17052025	-	11-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	472,44
Total Charly Mullot (602350)						**472,44**
Compugen Inc. (117580)	5277765	Battery Latitude 5540	19-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	157,48
Total Compugen Inc. (117580)						**157,48**

Copie Express (116785)	csg15639	-	26-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	392,44
Copie Express (116785)	csg15636	-	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	412,61
Copie Express (116785)	csg15637	-	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B53K16)	274,02
Copie Express (116785)	csg15420	-	09-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	178,48
Copie Express (116785)	csg15421	-	05-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	833,08
Copie Express (116785)	csg15419	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Mobilité et planification	309,71
Total Copie Express (116785)						**2 400,34**
Corporation D'Urgences-Sante (119070)	a5176187	-	11-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	126,23
Total Corporation D'Urgences-Sante (119070)						**126,23**
Corporation De Developpement Communautaire (Cdc) Centre-Sud (152307)	cot2526	Cotisation membre solidaire	27-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	50,00
Total Corporation De Developpement Communautaire (Cdc) Centre-Sud (152307)						**50,00**
Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (115000)	38778	-	19-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	253,02
Total Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (115000)						**253,02**
Daniel Racine (233871)	sutt0002	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	1 000,00
Total Daniel Racine (233871)						**1 000,00**
Daniel, Victor (745485)	de20250523133857	-	03-juin-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports, des loisirs et du développement social	109,51
Total Daniel, Victor (745485)						**109,51**
Emmanuelle Lizere (280311)	no271	Spectacle	27-juin-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B53K18)	3 464,59
Emmanuelle Lizere (280311)	268	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	524,94
Total Emmanuelle Lizere (280311)						**3 989,53**
Fero Transport Inc. (119983)	250525	-	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	178,48
Total Fero Transport Inc. (119983)						**178,48**
Festival De Contes Il Etait Une Fois... (198315)	2025038000001	-	11-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	157,48
Total Festival De Contes Il Etait Une Fois... (198315)						**157,48**
Funfilm Distribution Inc. (404389)	3829	-	09-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	314,96
Total Funfilm Distribution Inc. (404389)						**314,96**
Gator Canada (400441)	98587	-	04-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	44,62
Total Gator Canada (400441)						**44,62**
Gauthier, Jean-Philippe (745506)	de20250526130212	Remboursement pour la qualification de Premiers Soins Général.	26-mai-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports, des loisirs et du développement social	121,67
Total Gauthier, Jean-Philippe (745506)						**121,67**
Go Jeunesse (565797)	250506	Entraîneur	26-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	108,00
Total Go Jeunesse (565797)						**108,00**
Groupe Clr Inc. (117082)	mcc000084965	-	29-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	818,90
Total Groupe Clr Inc. (117082)						**818,90**
Groupe Mp Plus (321686)	101573	Formation	26-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	419,94
Groupe Mp Plus (321686)	101550	-	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	419,94
Total Groupe Mp Plus (321686)						**839,88**

Groupe Surprenant (382052)	76646	-	02-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	582,68
Total Groupe Surprenant (382052)						**582,68**
Gsp Entretien Inc (664365)	253847	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	519,69
Total Gsp Entretien Inc (664365)						**519,69**
Imprimerie L'Empreinte Inc. (122285)	1147479	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	414,11
Imprimerie L'Empreinte Inc. (122285)	1146853	-	05-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Mobilité et planification	38,80
Total Imprimerie L'Empreinte Inc. (122285)						**452,91**
Izabeau Legendre (651969)	3	-	05-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	350,00
Total Izabeau Legendre (651969)						**350,00**
Jason Bryan Postuma (639678)	794	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	400,00
Total Jason Bryan Postuma (639678)						**400,00**
Jean Sabourin (579995)	artiste250510	-	13-juin-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B53K18)	3 149,62
Total Jean Sabourin (579995)						**3 149,62**
Julien-Leblanc Traiteur (667966)	195405	-	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	285,30
Total Julien-Leblanc Traiteur (667966)						**285,30**
Karen Sherman (120474)	3187	-	20-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	75,59
Total Karen Sherman (120474)						**75,59**
Karine Laurence (157787)	6	Photographe	20-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	185,00
Karine Laurence (157787)	4250511	-	26-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	740,00
Total Karine Laurence (157787)						**925,00**
L'Abricot (231716)	3122538	Fabrication de carnets	20-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	367,46
Total L'Abricot (231716)						**367,46**
Labbe, Christian (746837)	de20250619142709	-	19-juin-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B53K18)	74,21
Total Labbe, Christian (746837)						**74,21**
Lamcom Technologies Inc. (138785)	334584	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	849,99
Lamcom Technologies Inc. (138785)	334415	-	03-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	628,88
Total Lamcom Technologies Inc. (138785)						**1 478,87**
Le Groupe J.S.V. Inc (181573)	1938236	-	26-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Ressources financières et matérielles (B53K06)	143,57
Total Le Groupe J.S.V. Inc (181573)						**143,57**
Le Sac A Dos (Action-Reinsertion) (152310)	81172868	-	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	226,05
Total Le Sac A Dos (Action-Reinsertion) (152310)						**226,05**
Lea Christiane Josiane Guillot (642989)	20258	Ateliers de couture	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	458,17
Lea Christiane Josiane Guillot (642989)	20257	-	11-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	438,22
Total Lea Christiane Josiane Guillot (642989)						**896,39**
Les Ateliers Artiscreatifs (598883)	12652025	-	23-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	430,45
Total Les Ateliers Artiscreatifs (598883)						**430,45**
Les Neurones Atomiques Inc. (317404)	f13801	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	320,21
Total Les Neurones Atomiques Inc. (317404)						**320,21**
Les Scientifines (119406)	20242025078	Activités scientifiques	19-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	570,00
Total Les Scientifines (119406)						**570,00**

Location Sauvageau Inc. (106940)	t342704001	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Permis et inspection (B53K28)	38,15
Location Sauvageau Inc. (106940)	v7274401	-	28-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	16,02
Total Location Sauvageau Inc. (106940)						**54,17**
Louis- Etienne Dore (130639)	326	-	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	330,71
Total Louis- Etienne Dore (130639)						**330,71**
Lussier, Francis (531950)	de20250528120714	Dépense concernant la SST	28-mai-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Permis et inspection (B53K28)	530,05
Total Lussier, Francis (531950)						**530,05**
Macaron Quebec (712358)	m8579	-	04-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	125,98
Total Macaron Quebec (712358)						**125,98**
Marjorie Van Dersmissen-Remy (900564)	00827	-	18-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	350,66
Total Marjorie Van Dersmissen-Remy (900564)						**350,66**
Martin Lominy (147017)	202565	-	20-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	209,97
Total Martin Lominy (147017)						**209,97**
Maxime Bonesso (635021)	f095	-	05-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B53K10)	603,68
Total Maxime Bonesso (635021)						**603,68**
Melanie Dusseault Photographe (365847)	00000262025	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	0,00
Melanie Dusseault Photographe (365847)	00000262025	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	314,96
Total Melanie Dusseault Photographe (365847)						**314,96**
Mitojevic, Dana (745510)	de20250526133820	Remboursement pour les qualifications de Premiers soins général.	26-mai-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports, des loisirs et du développement social	148,13
Total Mitojevic, Dana (745510)						**148,13**
Mont-Roy L'Imprimeur Inc (702687)	188346	-	09-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	682,05
Mont-Roy L'Imprimeur Inc (702687)	188119	-	09-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	492,17
Mont-Roy L'Imprimeur Inc (702687)	188118	-	26-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	292,37
Total Mont-Roy L'Imprimeur Inc (702687)						**1 466,59**
Montreal Stencil Inc (116170)	317881	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	122,26
Total Montreal Stencil Inc (116170)						**122,26**
Morrissette, Isabelle (518534)	de20250527144842	Achat pizza Domino pour l'équipe lors de la soirée des ados	27-mai-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B53K18)	88,46
Total Morrissette, Isabelle (518534)						**88,46**
Nicolas Danne (900381)	1	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	250,00
Total Nicolas Danne (900381)						**250,00**
Patrick Berube (204900)	8	Honoraires, Droits d'exposition	27-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	607,62
Total Patrick Berube (204900)						**607,62**
Pin, Ludovic (702496)	de20250620084528	Déplacements en taxi	20-juin-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B53K18)	64,41
Total Pin, Ludovic (702496)						**64,41**
Prisme Technologies Inc. (349667)	11682	-	23-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Urbanisme (B53K26)	54,32
Total Prisme Technologies Inc. (349667)						**54,32**
Pro-Teck Securite (226278)	041258	-	03-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	456,70
Total Pro-Teck Securite (226278)						**456,70**

R.M. Hebert Inc. (109288)	72452	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	460,90
R.M. Hebert Inc. (109288)	72460	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	269,82
Total R.M. Hebert Inc. (109288)						**730,72**
Remorquage Burstall Conrad (121341)	1139032	-	26-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	428,35
Total Remorquage Burstall Conrad (121341)						**428,35**
Remorquage Meteor Inc. (120352)	236764	-	28-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B53K12)	52,49
Total Remorquage Meteor Inc. (120352)						**52,49**
Robert Boisvert (158537)	02325	-	03-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	78,74
Total Robert Boisvert (158537)						**78,74**
Rouleaux De Papier & Rubans J.L. Inc. (117378)	537949	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	450,24
Total Rouleaux De Papier & Rubans J.L. Inc. (117378)						**450,24**
Serenite Sonore Inc. (589347)	10062025	Concert de Harpe	27-juin-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B53K18)	734,91
Total Serenite Sonore Inc. (589347)						**734,91**
Service National Des Sauveteurs Inc. (148166)	232976	-	13-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	60,37
Total Service National Des Sauveteurs Inc. (148166)						**60,37**
Six Creativelab (201751)	f2573c40	PRODUCTION D¿UN AUTOCOLLANT POUR L¿ÉQUIPE BÉTON	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	48,82
Six Creativelab (201751)	f2576c40	PRODUCTION ET PRÉPARATION À L¿IMPRESSION D¿UNE CLÔTURE DE CHANTIER AVEC FEUILLAGE	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	207,88
Six Creativelab (201751)	f2567c40	-	10-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	488,19
Six Creativelab (201751)	f2562c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	97,64
Six Creativelab (201751)	f2563c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	244,10
Six Creativelab (201751)	f2568c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	292,92
Six Creativelab (201751)	f2569c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	244,10
Six Creativelab (201751)	f2570c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	538,59
Six Creativelab (201751)	f2571c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	466,14
Six Creativelab (201751)	f2574c40	-	06-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	292,92
Six Creativelab (201751)	f2554c40	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	488,19
Total Six Creativelab (201751)						**3 409,49**
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9960551837	-	25-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	281,10
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9959923137	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	93,45
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9959339023	Portion de la TVH.	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	251,21
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9958730721	-	03-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	290,45
Total Societe Canadienne Des Postes (49148)						**916,21**

Tabasko Communications Inc. (185872)	48457	-	16-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	283,47
Total Tabasko Communications Inc. (185872)						**283,47**
Tania Baladi (122442)	492	Heure de conte	25-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	167,98
Total Tania Baladi (122442)						**167,98**
Tenaquip Limited (115760)	1677671600	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	289,14
Total Tenaquip Limited (115760)						**289,14**
Tricya Godin (530178)	1	Projet initiation au patinage	20-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	630,00
Total Tricya Godin (530178)						**630,00**
Uline Canada Corp (152679)	16209114	-	17-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	177,12
Total Uline Canada Corp (152679)						**177,12**
Usd Global Inc. (520485)	482143	-	04-juin-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports, des loisirs et du développement social	150,24
Total Usd Global Inc. (520485)						**150,24**
Voxel Factory Inc. (363753)	inv3533	-	27-mai-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B53K18)	381,31
Total Voxel Factory Inc. (363753)						**381,31**
Total général						**47 846,46**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Juin 2025

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
1-800-GOT-JUNK	1721286	2025-06-03	HOUDE, MARIE	Facture 16270113 - Récupération boîtes - Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 261,43
Total 1-800-GOT-JUNK							**2 261,43**
2G CONSULTANTS INC.	1722352	2025-06-09	RESTREPO, JUAN CARLOS	Offre de service, projet mise à jour des systèmes d'irrigation, pour différents parcs de l'arr. VM.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total 2G CONSULTANTS INC.							**5 249,37**
9445-4758 QUEBEC INC.	1721718	2025-06-18	DUFRESNE, ALAIN	Soum. Duralift 0131 : Redressement de béton; redresser, stabiliser et comblement de vide sous la dalle.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 929,17
9445-4758 QUEBEC INC.	1721718	2025-06-04	DUFRESNE, ALAIN	Soum. Duralift 0131 : Redressement de béton; redresser, stabiliser et comblement de vide sous la dalle.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 929,17
Total 9445-4758 QUEBEC INC.							**13 858,34**
ACIER PICARD INC	1698850	2025-06-16	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2025 - Achat de métaux pour fabrication de pièces diverses.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 624,69
Total ACIER PICARD INC							**2 624,69**
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1721414	2025-06-03	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soum. 2061070573 : outils pour les soudeurs, équipe parcs, arr. VM.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 915,11
Total ACKLANDS - GRAINGER INC.							**3 915,11**
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1723259	2025-06-12	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission ventre SV021627 - Banc mural - arena	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 303,14
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1720983	2025-06-02	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission SV021397 - Parasols et accessoires - Piscine Malépart	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 664,11
Total AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.							**5 967,25**
ASD PROMOTION / ADVERTISING	1720993	2025-06-02	TREMBLAY, GINA	Soumission du 15 mai 2025 - Vêtements sauveteurs été 2025	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 841,49
Total ASD PROMOTION / ADVERTISING							**4 841,49**
ASSOCIATION POUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS ELECTRONIQUES	1723274	2025-06-12	LABELLE, MARC	Gestion de 5 électrobacs qui prennent place dans nos bâtiments. Soumission (entente) V2024.06_08. Arr. de Ville-Marie, Dir.-Transition écologique et résilience.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 755,87
Total ASSOCIATION POUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS ELECTRONIQUES							**2 755,87**
ATELIER GRIS INC.	1723254	2025-06-12	DUFRESNE, ALAIN	Soum.no 10304-1 : table de ping-pong PECO II de Lorimier, incidences Larivière, VMP-25-005, livré et installé au 2195 av. de Lorimier, arr.VM.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	18 897,75
Total ATELIER GRIS INC.							**18 897,75**

AXIA SERVICES	1721364	2025-06-03	TREMBLAY, GINA	Soumission SEC_25038 - Contrat de sécurité du 14 mai au 15 juin 2025 - Centre Jean-Claude-Malépart	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA254105002	16 218,25
Total AXIA SERVICES							**16 218,25**
CAMDEN PUBLICITE INC.	1720466	2025-06-05	LABELLE, MARC	Campagne publicitaire de propreté 2025. Soumission S02420 du 2025-04-24. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	22 723,35
Total CAMDEN PUBLICITE INC.							**22 723,35**
CARR MCLEAN LIMITED	1721016	2025-06-02	MORRISSETTE, ISABELLE	Soumission 23579 - Tables hautes - BPA	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 326,45
Total CARR MCLEAN LIMITED							**2 326,45**
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1696579	2025-06-06	LABELLE, MARC	BC ouvert 2025. Service de huissiers sur demande sous la responsabilité de Lalao H. Randrianarivelo) au 514-868-3599. Arr. de Ville-Marie, TP-réglementation.	Ville-Marie - Travaux publics	-	14 698,25
Total CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.							**14 698,25**
CIMA+ S.E.N.C.	1681509	2025-06-20	TREMBLAY, GINA	ENTENTE 1629817 - Prise en charge des services professionnels de contrôle en chantier centre culturel Peter McGill. Portion arrondissement	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 405,48
Total CIMA+ S.E.N.C.							**5 405,48**
COMPUGEN INC.	1725492	2025-06-25	LEMYRE, PATRICK	Soumission 612512.1 - Portable sur entente 1654697, Dell CAG B102 CTO Pro 14, pour inventaire. Livré à Minouche Roy, bureau accès Montréal au RDC du 800, blv de Maisonneuve Est.	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 037,39
COMPUGEN INC.	1723176	2025-06-12	LEMYRE, PATRICK	Modif.: devis 612366 Microsoft Surface Laptop Copilot+ PC for Business. MSF-EP2-21432 Soumission 609094 - Ordinateur portable Surface - R714728 - M Lapierre-Grano	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 798,34
COMPUGEN INC.	1723286	2025-06-12	LEMYRE, PATRICK	Soumission 611797 - Portable sur entente 1654697 - PA Volcy	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 778,24
Total COMPUGEN INC.							**7 613,97**
CONSTRUCTION DORIS LESSARD INC.	1723521	2025-06-13	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Facture 3192 - Divers travaux de construction - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Services administratifs	-	9 979,98
Total CONSTRUCTION DORIS LESSARD INC.							**9 979,98**
CONTENEURS EXPERTS INC.	1719325	2025-06-20	LABELLE, MARC	Soum.12265 : location conteneur 20' pour la piscinette du parc Jos-Montferrand. arr. VM. Inc.: 1239349002	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 219,98
Total CONTENEURS EXPERTS INC.							**5 219,98**
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	1723226	2025-06-12	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission 25-05-05 - Animations de parcs été 2025 - activités sportives et culturelles	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 973,25
Total CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART							**3 973,25**

DANIEL COUSINEAU	1607653	2025-06-11	LABELLE, MARC	GAG rotation - Services professionnels pour la coordination et le suivi du projet du centre Sanaaq, arrondissement Ville-Marie. Contrat du 1er juillet 2023 au 1er juillet 2025, montant total de 81 026.41$ avant taxes.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA238270001	10 498,75
Total DANIEL COUSINEAU							**10 498,75**
DEMIX CONSTRUCTION	1692554	2025-06-12	DUFRESNE, ALAIN	BC asphalte Nid-de-poule TP-Propreté, arrondissement Ville-Marie. Entente 1683942 se terminant le 23 octobre 2027.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total DEMIX CONSTRUCTION							**5 249,37**
DESCHENES & FILS LTEE	1725889	2025-06-26	DUFRESNE, ALAIN	Estimation B851906 : produits pour les plombiers, saison 2025. Équipe parcs, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	20 088,96
Total DESCHENES & FILS LTEE							**20 088,96**
DUMOULIN BICYCLETTES	1722424	2025-06-09	BOIVIN, MARIE-EVE	Bon de commande ouvert 2025 - Entretien vélos électriques Bercy	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 149,62
Total DUMOULIN BICYCLETTES							**3 149,62**
EMMANUEL LAFLAMME	1722406	2025-06-09	RICO, ROSELINE	Facture 368 - Peinture boîte à piano - Place de la création	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 047,26
Total EMMANUEL LAFLAMME							**2 047,26**
ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTEE	1722367	2025-06-09	LABELLE, MARC	Soumission SED-25-217 - Signalisation Cyclovia voie Camillien-Houde - 8 juin au 7 septembre 2025	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	24 115,63
Total ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTEE							**24 115,63**
ENTREPRISES INTMOTION INC.	1724956	2025-06-20	TREMBLAY, GINA	Location journalière de 2 caméras pour la Piscinette au Parc Jos-Montferrand. Contrat de 71 jours. Soumission S03322. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	10 150,19
Total ENTREPRISES INTMOTION INC.							**10 150,19**
EQUIPARC MANUFACTURIER D'EQUIPEMENT DE PARCS INC.	1723282	2025-06-12	RAIL, CHRISTIANE	Soum. 29837: support à vélos EP 5930, incidences Larivière, VMP-25-005, livré et installé au 2195 av. de Lorimier, arr.VM.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 776,92
Total EQUIPARC MANUFACTURIER D'EQUIPEMENT DE PARCS INC.							**2 776,92**
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	1720689	2025-06-11	TREMBLAY, GINA	Convention - les Vendredis autochtones 2025 au Square Cabot	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DB259054001	15 000,00
Total FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL							**15 000,00**
GENINOVATION	1721588	2025-06-04	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	GAG - Service pro géologue, prise de plusieurs échantillons échantillons par forages, ainsi qu'un rapport géotechnique. Jean-Claude-Malépart	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	26 919,85
Total GENINOVATION							**26 919,85**
GESTION PFB	1715519	2025-06-13	TREMBLAY, GINA	Soumission SO-01756 - Déménagement casiers - 7 mai 2025 - CJCM	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 037,03
Total GESTION PFB							**3 037,03**

GROUPE QUALINET INC	1724522	2025-06-19	DUFRESNE, ALAIN	Factures 002-047834 et 002047835 : service après sinistre au bâtiment; Chalet du parc des Vétérans, 1655 av. Papineau. Arr. VM. Autorisé entente 1680364 : requête 77-622136.	Ville-Marie - Travaux publics	-	11 643,43
Total GROUPE QUALINET INC							**11 643,43**
GROUPE SURPRENANT	1702528	2025-06-12	OUELLET, MANON	2025 - Commande ouverte. Exterminateur, sur demande, pour trous d'homme au Square Cabot, Émilie-Gamelin et 2915 Ste-Catherine E.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 399,00
Total GROUPE SURPRENANT							**8 399,00**
IMPRIMERIE HEON & NADEAU LTEE	1718459	2025-06-25	LABELLE, MARC	Gré à gré plus bas conforme, pour l'impression du bulletin d'arrondissement - édition été 2025. Soumission D084299-1-1. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA252840001	35 977,11
Total IMPRIMERIE HEON & NADEAU LTEE							**35 977,11**
IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.	1723920	2025-06-17	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Autocollants brigade propreté. Soumission 527633. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 255,66
IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.	1723924	2025-06-17	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Dépliant collectes RA9+ Automne 2025. Soumission 527934. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 103,48
Total IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.							**5 359,14**
INACTIF-BIO SERVICE MONTREAL INC.	1722194	2025-06-06	SEBERA, VIVIANE	ARR. VMA -TP-Propreté 2025 - Mélange concentré pour la neutralisation des odeurs. Soumission 20250606	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 056,72
Total INACTIF-BIO SERVICE MONTREAL INC.							**4 056,72**
JEAN-FRANCOIS SAVARIA	1721594	2025-06-04	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission VDM-VM-2025 - Photos dans 6 quartiers - Comm Ville-Marie	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 624,69
Total JEAN-FRANCOIS SAVARIA							**2 624,69**
JULIE MEERT	1713542	2025-06-17	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Rédaction et coordination du bulletin été 2025. Soumission 2025-JM-10. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 720,00
Total JULIE MEERT							**3 720,00**
KARINE LAURENCE	1723928	2025-06-17	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Projet de photographies. Soumission 2025-06-05. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 438,35
Total KARINE LAURENCE							**5 438,35**
L. VILLENEUVE & CIE (1973) LTEE	1721084	2025-06-02	BELLEVILLE, ERIC	Achat épinette B4C sec, incluant frais de livraison. Arr. de Ville-Marie, TP-Travaux.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 429,64
Total L. VILLENEUVE & CIE (1973) LTEE							**2 429,64**
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1722113	2025-06-06	RAIL, CHRISTIANE	Soum. d51442 : Réimpression, panneaux décoratifs pour la piscinette.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 137,56
Total LAMCOM TECHNOLOGIES INC.							**2 137,56**

LE GROUPE DE MAINTENANCE COUTURE INC.	1713755	2025-06-04	LABELLE, MARC	VMG-25-007 : Travaux de réfection après sinistre de la toiture du chalet du parc des Vétérans, arr. Ville-Marie. Ajout 2257513004/DB257513004 : max. de 89 873.23$ tout inclus.	Ville-Marie - Travaux publics	DB257513002	31 705,84
Total LE GROUPE DE MAINTENANCE COUTURE INC.							**31 705,84**
LED-AM	1723224	2025-06-12	LABELLE, MARC	Facture 2514F - Montage permanent luminaires - Place du Village (Stratégie Centre-Ville). Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	11 518,83
Total LED-AM							**11 518,83**
LES AGENCES DE L'EST P J INC.	1723293	2025-06-12	LABELLE, MARC	Devis D-2613 : balançoire en aluminium, structure H-Beam, incidences Larivière, VMP-25-005, livré au 2195 av. de Lorimier H2K 1P5, arr.VM.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	26 246,87
Total LES AGENCES DE L'EST P J INC.							**26 246,87**
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1722362	2025-06-09	DUFRESNE, ALAIN	Projet 20250602 - travaux de renforcement de la terrasse pour la pisicnette en vue de l'installation d'une chaise pour accessibilité universelle.	Ville-Marie - Travaux publics	-	15 590,64
Total LES ENTREPRISES VENTEC INC							**15 590,64**
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1701467	2025-06-17	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2025 - Achat de divers outils et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 897,75
Total LES OUTILS PIERRE BERGER INC							**18 897,75**
LES PUBLICITES A. CAMPEAU LTEE	1723201	2025-06-13	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Renouvellement des SRRR 2025-2026. Soumission 1138. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 120,23
LES PUBLICITES A. CAMPEAU LTEE	1723201	2025-06-12	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Renouvellement des SRRR 2025-2026. Soumission 1138. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	1 727,04
Total LES PUBLICITES A. CAMPEAU LTEE							**3 847,27**
LES UNIFORMES MODERNA	1722122	2025-06-06	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soum. 363912 : articles uniformes, brigade propreté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 243,59
Total LES UNIFORMES MODERNA							**4 243,59**
LES YMCA DU QUEBEC	1716433	2025-06-11	TREMBLAY, GINA	Entente de service - Cours de danse en ligne - été 2025 - Place Sun-Yat-Sen	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 402,11
Total LES YMCA DU QUEBEC							**2 402,11**
LINDE CANADA INC.	1702245	2025-06-03	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2025 - Achat de produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,75
Total LINDE CANADA INC.							**10 498,75**
LOCATION GAMMA INC.	1725884	2025-06-26	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission q3029 : souffleur à main et batteries pour les équipes de jardiniers et de propreté. Parcs, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 148,28
Total LOCATION GAMMA INC.							**3 148,28**

LOCATION SAUVAGEAU INC.	1723463	2025-06-13	TREMBLAY, GINA	Soumission 315043 - Location fourgonnette sur entente 1576369. SLDS Du 25 juin au 26 septembre 2025	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	6 693,74
Total LOCATION SAUVAGEAU INC.							**6 693,74**
MANOREX INC.	1722664	2025-06-10	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 30 mai 2025 - Projet aménagement de la ruelle verte Larivière/Harmony	Ville-Marie - Travaux publics	-	20 939,76
Total MANOREX INC.							**20 939,76**
MARIANNE DERYCK	1724768	2025-06-20	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Danse extatique avec DJ. Soumission du 26 mai 2025. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 488,20
Total MARIANNE DERYCK							**2 488,20**
MAXIME BONESSO	1724141	2025-06-18	BELLEVILLE, ERIC	Réalisation d'une image de Synthèse illustrant le nouvel aménagement de la rue Gareau et du parc Charles-S.-Campbell. Soumission mb092r1. Arr. de Ville-Marie, TP-Voirie-travaux.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 099,06
Total MAXIME BONESSO							**2 099,06**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1723346	2025-06-12	LABELLE, MARC	Incidences VMP-25-240205 : frais de gestion des sols contaminés et frais de redevances générés par les travaux, Larivière, arr. VM.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	40 000,00
Total MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES							**40 000,00**
MU	1723904	2025-06-17	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Oeuvre sur le cabanon de rangement du piano public. Stratégie Centre-Ville. Offre de service du 12 juin 2025. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 000,00
Total MU							**5 000,00**
MULTI PSI INC.	1725920	2025-06-27	BOIVIN, MARIE-EVE	BC ouvert 2025 - Divers besoins du 1455, Bercy incluant la salle de lavage. Arr. de Ville-Marie, TP-Opérations.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total MULTI PSI INC.							**5 249,37**
PREMIER SERVICE INC.	1722080	2025-06-06	LABELLE, MARC	Mise en ?uvre d?un projet d?audits de propreté des parcs et des rues dans l?arr.de Ville-Marie, pour la période estivale s'étendant du 1er juin au 31 octobre 2025.	Ville-Marie - Travaux publics	DA25592001	31 496,25
Total PREMIER SERVICE INC.							**31 496,25**
PRODUCTIONS LUDOPOLIS	1720587	2025-06-11	TREMBLAY, GINA	Soumission 65 - Animation jeux de société - Square Cabot	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 388,05
Total PRODUCTIONS LUDOPOLIS							**2 388,05**
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1699399	2025-06-10	BOIVIN, MARIE-EVE	2025 - BC ouvert - Achat de quincaillerie diverse. Arr. de Ville-Marie TP-Voirie-déneigement et propreté.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 724,44
Total QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.							**4 724,44**
REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS	1722021	2025-06-06	LABELLE, MARC	Convention de services - Patrouille verte 2025 - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DB256091002	23 400,00
Total REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS							**23 400,00**

ROBERT BOISVERT	1725521	2025-06-25	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Programmation Bibliothèques et MCJS Automne 2025. Soumission 19.06.25. Arr. de Ville-Marie, CSLDS-Biblio-mcjs.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 042,02
ROBERT BOISVERT	1724403	2025-06-19	HOUDE, MARIE	Programmation bibliothèque Sanaaq automne 2025. Soumission 13.06.25. Arr. de Ville-Marie, CSLDS-Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 650,93
Total ROBERT BOISVERT							**6 692,95**
SHOOT STUDIO INC.	1721403	2025-06-03	LABELLE, MARC	Séance photo Campagne propreté, phase 2. Stratégie Centre-Ville. Soumission D10705-3. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	14 732,90
Total SHOOT STUDIO INC.							**14 732,90**
SMI SYSTEME MOBILE D'IMPRESSION INC.	1723242	2025-06-12	LABELLE, MARC	Installation de bannières sur clôtures de 3 chantiers de construction de divers endroits. Soumission 1624. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	14 173,31
Total SMI SYSTEME MOBILE D'IMPRESSION INC.							**14 173,31**
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1725545	2025-06-25	LABELLE, MARC	Facture 9961932869 - Courrier de quartier - Distribution bulletin été 2025.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	11 060,09
Total SOCIETE CANADIENNE DES POSTES							**11 060,09**
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE	1724248	2025-06-18	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Opération du conteneur (Place du Village - Stratégie Centre-Ville). Soumission PDV-01. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 249,37
Total SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE							**5 249,37**
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1723586	2025-06-13	DUFRESNE, ALAIN	Apple 13-inch iPad Air M3 Wi-Fi + Cellular, clavier et stylet. Soumission 10663519. Hors entente. Arr. de Ville-Marie, TP-Gestion (pour Alain Dufresne) R713836.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 054,61
Total SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.							**2 054,61**
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1725423	2025-06-25	OUELLET, MANON	Produits hygiéniques et d'entretien. Hors entente. Soumission 3063062. Arr. de Ville-Marie, TP-entretien-Ronal Mazariegos.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 200,17
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1723851	2025-06-16	RESTREPO, JUAN CARLOS	Comm. 3051866 et 3036817 : produits pour changement de rouleaux de papier hygiénique; produits d'entretien et d'hygiène. Parcs, arr. VM.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 309,62
Total SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)							**9 509,79**
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	1721327	2025-06-03	TREMBLAY, GINA	Soumission Q-328445 - Horodateurs - Piscines Jean-Claude-Malépart	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	8 159,62
Total SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC							**8 159,62**

THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY	1699949	2025-06-18	DUFRESNE, ALAIN	TP - Parcs Ville-Marie - Commande ouverte 2025 - Achat de peinture et autres accessoires pour les peintres.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 728,63
THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY	1699949	2025-06-16	DUFRESNE, ALAIN	TP - Parcs Ville-Marie - Commande ouverte 2025 - Achat de peinture et autres accessoires pour les peintres.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 624,69
Total THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY							**5 353,32**
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1724140	2025-06-18	BELLEVILLE, ERIC	Facture 121948 et 122051. Location de camions 10 roues pour l'asphaltage et le planage de l'ilôt Balmoral.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 150,21
Total TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.							**6 150,21**
VERSION IMAGE PLUS INC.	1723262	2025-06-12	LABELLE, MARC	Bannières de chantiers - Mesh. Soumission 206476. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	22 139,28
Total VERSION IMAGE PLUS INC.							**22 139,28**
VEZINA 2012 INC.	1724325	2025-06-18	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soum. du 2 juin 2025 : matériaux pour fabrication d'une pergola au 2915, Ste-Catherine. Équipe parcs, arr.Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 934,00
Total VEZINA 2012 INC.							**6 934,00**
Total général							**738 137,73**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1251920009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter la contribution financière de 87 325 $ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

De réceptionner et accepter la contribution financière de 87 325$ dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM);
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-03 16:52

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251920009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter la contribution financière de 87 325 $ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa mission de promotion des saines habitudes de vie et de l'aménagement d'environnements favorables à l'activité physique, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) souhaite soutenir la mise en œuvre du projet des stations actives, une initiative soutenue par Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) dans le cadre du programme Circonflexe.
L'Arrondissement a reçu une réponse positive à sa demande de subvention de 87 325 $ dans le cadre de ce programme. Afin d'utiliser le financement pour la réalisation du projet, la DCSLDS souhaite affecter une somme de 87 325 $ à même les budgets disponibles de la Direction CSLDS.

Le projet vise à déployer un service de prêt gratuit d'équipements sportifs et récréatifs dans les parcs Jos-Montferrand, Toussaint-Louverture et des Faubourgs, afin de favoriser la pratique du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air sur le territoire. Il s'adresse à l'ensemble de la population, avec une attention particulière portée aux jeunes, aux familles et aux clientèles vulnérables.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des actions entreprises pour améliorer la qualité de vie des résidentes et résidents, en cohérence avec les orientations du plan local de développement social et les recommandations issues des consultations citoyennes. Elle s'appuie également sur les pratiques antérieures de l'Arrondissement en matière d'affectation de surplus pour soutenir des projets structurants.

Les retombées attendues incluent une augmentation de la fréquentation des espaces publics, une amélioration de la condition physique des citoyens, ainsi qu'un renforcement du sentiment d'appartenance et de sécurité dans les quartiers ciblés. Le soutien financier demandé permettra de couvrir les coûts liés à l'acquisition, l'installation, la gestion communautaire et la promotion des stations actives, tout en assurant leur pérennité.

L'objectif du présent dossier est donc d'accepter la subvention octroyée par le SLIM pour l'année 2025, afin de permettre la réalisation complète de ce projet porteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Affecter une somme totale de 87 325 $, soit l'équivalent de la subvention reçue du SLIM, aux activités de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Plus spécifiquement :
Maintenir une somme totale de 37 825 $ pour le déploiement des stations actives dans les parcs Jos-Montferrand et Toussaint-Louverture pour l'année 2025.

- Ce montant permettra d'implanter deux stations de prêt d'équipements sportifs dans les parcs Jos-Montferrand et Toussaint-Louverture afin de favoriser l'activité physique libre et accessible. Le matériel (ballons, filets, trottinettes, etc.) sera prêté gratuitement selon des horaires adaptés à l'achalandage, et entreposé de manière sécuritaire. Le point de prêt au chalet du parc Toussaint-Louverture sera géré par l'organisme Go Jeunesse.
- Des animations ponctuelles seront également offertes pour sensibiliser, initier et démontrer l'utilisation du matériel, contribuant ainsi à promouvoir les saines habitudes de vie, renforcer le tissu social et encourager l'appropriation des espaces publics.

Maintenir une somme totale de 49 500 $ pour le déploiement de la station active du parc des Faubourgs pour l'année 2025.

- Ce montant prévoit l'achat d'un conteneur quatre saisons aménagé pour le prêt et l'entreposage sécurisé de matériel sportif, accessible gratuitement tout au long de l'année. Cela permettra aussi, d'acquérir le matériel adapté aux différentes saisons (soccer, volleyball, badminton, patins, tubes de glissade) qui répondra à une forte demande locale en infrastructures sportives. La gestion sera assurée par un organisme du quartier, garantissant une approche de proximité.

JUSTIFICATION

Le soutien au projet des stations actives via une affectation de surplus se justifie par la volonté de l'Arrondissement :

- de soutenir des projets structurants en sport, en loisirs et en développement social, favorisant l'accessibilité universelle à l'activité physique et la réappropriation des espaces publics par la communauté;
- de promouvoir les saines habitudes de vie et de renforcer la cohésion sociale à travers des initiatives de proximité adaptées aux besoins des citoyennes et citoyens;
- de contribuer à l'animation et à la vitalité des parcs urbains par des services gratuits, inclusifs et intergénérationnels, en complémentarité avec les infrastructures existantes.

De plus, la mise en œuvre de ces projets s'inscrit dans une approche de gestion communautaire et de développement durable, en valorisant l'utilisation partagée des ressources et en favorisant une occupation active et sécuritaire du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Affectations du programme Circonflexe 2025 DCSLDS	
Programme circonflexe	
Stations actives Jos-Montferrand et Toussaint-Louverture	
Dépenses en équipement	9 895 $
Dépenses en aménagement du point de services	27 929 $
Station active Des Faubourgs	
Dépenses en équipement	4 439 $

Dépenses en aménagement du point de services (conteneur)	45 061 $
TOTAL	**87 325 $**

MONTRÉAL 2030

Ces activités permettent de réaliser certains objectifs présents et poursuivis dans le Plan stratégique Montréal 2030 en matière d'équité et d'inclusion, tel que décrit dans le formulaire joint à ce dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette subvention constitue un levier essentiel pour la réalisation de projets qui favorisent l'activité physique accessible, la vie communautaire et l'animation des parcs. Sans ce soutien, des occasions précieuses pour les citoyens seraient perdues, tout comme le lien de confiance établi avec les organismes partenaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La fourniture des biens et services relatifs à ce dossier décisionnel sera effectuée au cours de l'année 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-06-19

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

Valérie LEDUC
Cheffe de division

Tél : 514 242-6126
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251920009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accepter la contribution financière de 87 325 $ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

Montréal 2030 :

Grille d'analyse Montréal 2030_1251920009_affectation de surplus.pdf

Aspect financier :

Aspect financier – 1251920009.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1251920009

Nature du dossier : Autre

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.		

Financement : Affectation de surplus

Montan

Commentaires: Montant pour l'année 2025

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant				87 325,00 $				**87 325,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Renaud Judic

Prénom, nom

Date et heure système : 17 juin 2025 16:27:48

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251920009
Unité administrative responsable : Division des sports et loisirs
Projet : *Autoriser une affectation de surplus de 87 325$ afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une aide financière dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Soutenir l'offre de service des organismes à but non lucratif du territoire par un soutien financier, une offre de locaux ou une offre de biens et services pour la mise en œuvre de service et d'activités dans les champs de compétences de l'arrondissement au bénéfice de la population de l'arrondissement de Ville-Marie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1251920009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accepter la contribution financière de 87 325 $ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1251920009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-26

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1251920009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Réceptionner et accepter la contribution financière de 87 325$ dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)."

- Montant à percevoir (taxes non applicables) 87 325,00 $

	2025	2026
SLIM	87 325,00 $	-
Total	**87 325,00 $**	**-**

Informations comptables:

- Cette subvention sera encaissée au compte suivant:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 87 325,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07167	45901	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Un montant équivalent a été réservé par **l'engagement de gestion no VM51920009** au compte suivant pour effectuer les dépenses reliées au projet de stations actives ayant fait l'objet de cette subvention.

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 87 325,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07167	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-23**

Date et heure système : 26 juin 2025 16:52:02

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256081002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.

Il est recommandé :
- d'autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro.
- d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.
- d'imputer cette dépense tel qu'indiqué dans les interventions financières.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 12:01

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256081002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de répondre aux besoins opérationnels de la division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie en ce qui a trait à l'acquisition de 2 licences Microsoft Teams Pro pour des salles de rencontre, il est demandé d'autoriser un virement budgétaire du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.
Le total du virement à effectuer est de 1 300,00 $, net.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'arrondissement Ville-Marie souhaite acquérir 2 licences Microsoft Teams Pro pour une salle au Centre Sanaaq et une salle à la Cours de service Ville-Marie (1455 Bercy).

Licence	Nombre	Prix unitaire	Coût total
Licence Teams Pro	2	650,00 $	1 300,00 $

JUSTIFICATION

Permettre des rencontres en visioconférences dans 2 nouvelles salles de réunion.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Acquisition de 2 licences Microsoft Teams Pro pour un total de 1 300,00$ au net.
Les clés budgétaires à utiliser pour le transfert sont les suivantes :

Provenance : Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
2438.0010000.306136.01301.56511.000000.0000.000000.000000.00000.00000

Imputation STI :
2101.0010000.110125.01303.54510.014432.0000.000000.051362.00000.00000

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en raison de la nature du dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2025-06-25
Jonathan ASHBY	Patrick LEMYRE	

Analyste des méthodes et procédés administratifs

Tél : 514-292-2041
Télécop. :

chef(fe) de division - gestion immobiliere en arrondissement

Tél : 514-778-3226
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-27

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1256081002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028."

- Les crédits pour l'année 2025 sont réservés par l'engagement de gestion no VM56081002 au compte ci-dessous

Provenance:

Montant: 1 300,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306136	01301	56511	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Un virement de crédits (seulement pour l'année 2025) sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées au compte suivant:

Imputation:

Montant: 1 300,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2101	0010000	110125	01303	54510	014432	0000	000000	051362	00000	00000

- **Un ajustement à la base budgétaire sera requis pour les années 2026 à 2028.**

2026	2027	2028	Total
1 300,00 $	1 300,00 $	1 300,00 $	**3 900,00 $**

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2025-06-27**

Date et heure système : 27 juin 2025 11:16:42

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256081002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1256081002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1256081002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 1 300,00 $ du budget de fonctionnement en provenance de la Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles de l'arrondissement Ville-Marie vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir 2 licences logiciel Microsoft Teams Pro et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire pour une période de trois (3) ans, soit de 2026 à 2028.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1256081002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-27

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255703009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025

Il est recommandé, au Conseil d'arrondissement, d'autoriser l'occupation du domaine public du 28 juillet au 13 septembre 2025 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;
- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, articles 7 et 21), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-20 09:58

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255703009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour des initiatives culturelles ayant lieu du 28 juillet au 13 septembre 2025 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240267 – 10 juin 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 16 juin au 19 septembre 2025
CA25 240211 – 6 mai 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 mai au 8 novembre 2025
CA25 240148 – 8 avril 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 26 avril au 8 mai 2025

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive.
L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyen.ne.s l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est

de permettre l'accueil des visiteur.euse.s au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle. Certains événements ne peuvent faire l'objet d'une autorisation, puisqu'ils ont déjà eu lieu. L'événement, une activité protocolaire en lien avec les Championnats du monde de cyclisme sur route et de la remise du UCI Bike City Label (2 juillet 2025), a soumis sa demande après la date limite du ficelage pour être dûment autorisé; il n'a donc pas pu être autorisé préalablement. Le parcours de la Marche du Canada (1er juillet) a été modifié à la suite de son autorisation (sommaire 1255703007).

Voir le tableau des initiatives culturelles en pièce jointe pour le détail des événements et des ordonnances demandées.

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité* . Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
La priorité no. 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

La priorité no. 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens-nes de Montréal, particulièrement dans un contexte de relance post-pandémique;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEDOUX, Ville-Marie
Roseline RICO, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Julie POTVIN, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 18 juin 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BOUSQUET
Préposée au soutien administratif

Tél : 263-993-1005
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Nathalie GOUDREAU
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
directeur(-trice)-cinema, festivals et evenements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-06-18

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. Le promoteur d'une initiative culturelle autorisée sur les sites, heures et lieux d’un événement doit, en tout temps pendant et sur le site de cette initiative culturelle, être en mesure de produire l’autorisation écrite de la Division Festivals et événements.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe;
2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;
4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu les articles 7 et 21 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. Durant l'exécution des travaux de peinture :
1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;
2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.
3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées en pièce jointe.
4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.
5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.
3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère la pièce jointe.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255703009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025

06_Grille analyse Montreal 2030 CA.pdf

06 - CA - 8 juillet - Tableau des initiatives culturelles.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BOUSQUET
Préposée au soutien administratif

Tél : 263-993-1005
Télécop. :

SERVICE DE LA CULTURE

Division Festivals et événements

Tableau des initiatives culturelles

Sommaire 1255703009 **pour le conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025**

Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux	Ordonnances							
					P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
		Date début	Date fin		Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Fierté Montréal (Esplanade Tranquille)	Fierté Montréal	28 juillet	5 août	Esplanade Tranquille	31 juillet au 3 août de 16h à 23h30	31 juillet au 3 août de 16h à 23h30	31 juillet au 3 août de 16h à 23h30	31 juillet au 3 août de 16h à 23h30	31 juillet au 3 août de 16h à 23h00	31 juillet au 3 août	31 juillet au 3 août	31 juillet au 3 août
Fierté Montréal (Pôle du Village)	Fierté Montréal	31 juillet	10 août	Sainte-Catherine entre Saint-Hubert et Papineau, Atateken entre Maisonneuve et René-Lévesque	31 juillet au 10 août de 11h à 23h30	31 juillet au 10 août de 11h à 23h30	N/A	N/A	31 juillet au 10 août de 11h à 23h00	31 juillet au 10 août	N/A	31 juillet au 10 août
Festival International Présence Autochtone	Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone □	1 août	13 août	Place des Festivals, Promenade des Artistes, De Maisonneuve entre De Bleury et Saint-Urbain, Balmoral entre De Maisonneuve et Sainte-Catherine, Jeanne-Mance entre De Maisonneuve et Sainte-Catherine et Sainte-Catherine entre De Bleury et Saint-Urbain	6 au 10 août de 9h à 0h30	6 au 10 août de 9h à 0h30	N/A	N/A	6 au 10 août de 10h à 0h	6 au 10 août	6 au 10 août	6 au 10 août
Under pressure	Convention internationale de la culture urbain (CICU)	8 août	11 août	Sainte-Catherine entre Saint-Dominique et de l'Hôtel-de-Ville, de Boisbriand entre Saint-Dominique et de l'Hôtel-de-Ville, Parc Toussaint-Louverture	9 et 10 août entre 8h et 20h30	9 et 10 août entre 8h et 20h30	N/A	N/A	9 et 10 août entre 9h et 20h	9 et 10 août	9 et 10 août	9 et 10 août
MUTEK - Village Numérique	MUTEK	8 août	2 septembre	Parterre, Petit Parterre, De Maisonneuve, station Saint-Laurent	N/A	N/A	N/A	N/A	14 au 28 août de 18h à 23h	N/A	N/A	14 au 28 août
Fierté Montréal (Défilé)	Fierté Montréal	10 août	10 août	René-Lévesque entre Guy et Wolfe	N/A	N/A	N/A	N/A	10 août entre 11h et 18h	10-août	N/A	N/A
Virée Classique	Orchestre symphonique de Montréal	14 août	17 août	Esplanade Tranquille Sainte-Catherine entre Jeanne-Mance et Clark	14 au 17 août de 10h à 23h30	14 au 17 août de 10h à 23h30	14 au 17 août de 10h à 23h30	14 au 17 août de 10h à 23h30	14 au 17 août de 7h à 23h	14 au 17 août de 10h à 23h	N/A	14 au 17 août de 7h à 23h
Festival M.A.D.	Festival M.A.D. Montréal	14 août	29 août	Place des Festivals Sainte-Catherine Ouest entre Balmoral et Saint-Urbain Balmoral entre Sainte-Catherine Ouest et De Maisonneuve Promenade des Artistes De Maisonneuve entre De Bleury et Saint-Urbain Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine Ouest et du Président-Kennedy	21 au 24 août de 12h à 1h00	21 au 24 août de 12h à 1h00	21 au 24 août de 12h à 1h00	21 au 24 août de 12h à 1h00	21 au 24 août de 12h à 00h30	21 au 24 août	N/A	21 au 24 août
MUTEK	MUTEK	18 août	25 août	Esplanade Tranquille	19 au 24 août de 17h à 00h30	19 au 24 août de 17h à 00h30	19 au 24 août de 17h à 00h30	19 au 24 août de 17h à 00h30	19 au 24 août de 17h à 00h00	19 au 24 août	N/A	19 au 24 août
JOAT	Danse Danse inc.	20 août	1 septembre	Sainte-Catherine et Saint-Laurent, devant le 2 Sainte-Catherine Est	N/A	N/A	N/A	N/A	21 au 24 août et 27 au 31 août de 19h30 à 21h30	N/A	N/A	20 août au 1er septembre
Dime Street Challenge	Association Skateboard Montréal	31 août	31 août	de l'Hôtel-de-Ville et Place de la Paix	31 août	31 août	N/A	N/A	31 août 2025 de 10h00 à 19h00	N/A	N/A	N/A
Festival Quartiers Danses	Festival Quartiers Danses / Danse Imedia O.S.B.L.	4 septembre	13 septembre	Pôle Place des Arts Place d'Armes Parc du Mont-Royal Parc Médéric-Martin Avenue du Musée	N/A	N/A	N/A	N/A	4 au 13 septembre de 10h00 à 23h00	N/A	N/A	4 au 13 septembre
Montréal sous les étoiles	CANAÈV	5 septembre	6 septembre	Place d'Armes	N/A	5 septembre de 18h à 23h	5 septembre de 18h à 23h	5 septembre de 18h à 23h	5 septembre de 18h à 23h	N/A	N/A	5 septembre

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255703009
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie, Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social, Direction*

Projet : Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.* *15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.* *15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255907006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 15:04

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255907006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le cinquième dossier comportant divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2025 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et déroger aux règlements suivants.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8;
Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l' ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée;
Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085), articles 29 et 45.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1255907005 | CA25 240268 Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 4ième partie A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison (telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue). Les programmations concernées sont d'envergure locale.
Les programmations en annexe ont été ou seront soumises pour avis aux différents services,

directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
La priorité n^{o} 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité n^{o} 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de développement qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux. Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514-531-6807
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-16

Roseline RICO
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 514-231-0469
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514 913-5127
Approuvé le : 2025-06-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255907006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie A) et édicter les ordonnances


B-3, o. XXX Saison 2025 5ième partie A.doc


C-4.1, o. XXX saison 2025 5ième partie A.doc


CA-24-085 - Art 45 - Échantillons.doc


GDD 1255907006_grille_analyse_montreal_2030.docx


P.12.2_Règl sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain.doc


P-1, o. XXX Saison 2025_5ième partie A.doc


Annexe1 _8 juillet.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514-531-6807
Télécop. : -

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2025, 5ième partie, A)**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2025, 5ième partie A)

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1255907006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx juillet 2025, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2025, 5ième partie, A)**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1255907006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx juillet 2025 date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie, A)**

Vu aux articles 29 et 45 du *Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);*

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain.

2. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

3. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

4. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

5. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1255907006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le XX juillet 2025, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XXX Ordonnance relative à la tenue de programmations diverses sur le domaine public (Saison 2025, 5e partie, A)

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 8 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1255907006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le xx juillet 2025, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 8 juillet 2025 le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques et non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1255907006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx juillet 2025 de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2025, 5ième partie A)

Evénements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques						
Jeudis rythmés	Ausgang et ses D.J.	les jeudis du 8 juillet au 15 septembre	Place du Village	x		x		x	x	x				N-A-MA
Soutien estival	Ausgang	jeudis au dimanche du 8 juillet au 15 septembre	Place du Village	x		x	x	x	x	x				N-A-MA
Saison estivale Square-Cabot et Place Henri-Dunant	Arrondissement de Ville-Marie (SL)	Square Cabot et Place Henri-Dunant	2 juillet au 15 août 2025 inclusivement	x						x				R-A-MA
Saison animation publique place Sun YAt Sen	Service à la famille chinoise du grand montréal	Place Sun Yat Sen	23 juin au 18 octobre 2025	x						x				R-A-MA
Fête de fin de camps de jour	Go Jeunesse	Terrains basket et dalle de béton du parc Toussaint Louverture	15-Aug	x						x				R-A-MA
Tournée des parades du FAR	Festival des arts de ruelle (FAR)	Quartier peter McGill	2-Sep	x	x					x				R-A-MA
Vélo du MEM	MEM	Place des Montréalaises	4, 18 juillet - 2, 17, 26 août - 2 et 20 septembre	x	x					x				N-AF-PA
Les Jeux de la rue volet soccer	Arrondissement de Ville-Marie	Terrains de soccer de l'école Pierre Dupuy	26-Jul	x			x			x				R-A-MA
Les Jeux de la rue volet basket	Arrondissement de Ville-Marie	Terrains basket du parc Toussaint Louverture	1-Aug	x			x			x				R-A-MA
Présentation du projet de la place des Montréalaises et de la place Marie-Josèphe-Angélique	Division des projets urbains Direction des projets d'aménagement urbain Urbanisme et mobilité	Place des Montréalaises	2-Oct	x			x			x				N

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2025, 5ième partie A)

Evénements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques						
Les Journées des ruelles vertes	Éco-Quartier	Saturday, September 6, 2025	Ruelle verte Des Royaux, Ruelle verte Le Chemin de Traverse, Ruelle verte Aux Mille Oiseaux, Ruelle verte La Petite Pologn	x			x			x				R-A-MA
Rassemblement commémoratif	Congrès des Ukrainiens canadiens - Conseil provincial du Québec	Sunday, August 24, 2025	Place D'Arme	x						x				R-A-MA
Programmation estivale du Café Viger	SDC du Quartier latin	10 juillet au 15 septembre	Square Viger	x			x			x				N-A-MA
Arbre à Palabre	SDC du Quartier latin	Août à octobre	Square Viger	x	x		x			x				N-A-PA
Vernissage	Voies culturelles des Faubourgs	Friday, July 11, 2025	Parc des Faubourgs	x			x		x	x				N-AF-PA
#FAR2025	Festival des arts de ruelle (FAR)	Saturday, August 23, 2025	Ruelles Labreque, entre St-Thimothée et Sherbrooke	x	x					x				R-A-MA
Fête d'automne	Centre Jean-Claude-Malépart	Friday, September 12, 2025	Parc Médéric- Martin	x			x			x	x	x	x	R-A-MA
Journée culturelle, artistique et citoyenne – "Identité, création et attachement"	Centre culturel marocain	Saturday, August 2, 2025	Square Viger	x		x	x	x	x	x				N-A-GA
Lys et Lions	Les Rugissants	6, 10, 13, 17, 20, 24, 27 août 31, 3, 7, 10 et 14 septembre	Rue piétonne St-Denis	x	x					x				N-A-PA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2025, 5ième partie A)

Evénements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques						

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 12559070006) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255907006*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 5ième partie A) et édicter les ordonnances

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? 14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir. 15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1258188011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 13:31

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258188011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée sur l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur.

Le projet proposé sur la Place de la Création (lot 1 423 912), au coin des rues Ontario Est et Parthenais, est porté par la Division de la culture et des bibliothèques de l'Arrondissement. En plus d'effectuer un aménagement du site (tables, sièges, pergola, bacs de plantation, espace scénique), une programmation artistique et culturelle gratuite sera offerte aux résidents et visiteurs. Cette dernière inclut des activités telles qu'un théâtre d'improvisation, l'installation de jeux de sociétés ainsi que des concerts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240091 - Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à des activités et événements à caractère socioculturel, accessibles au public, pour les programmations de 2025 à 2027 sur le lot 1 423 912, situé au coin des rues Ontario Est et Parthenais, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (« La place de la création ») (1256255002)

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.

La programmation événementielle sur le site peut faire l'objet d'une ordonnance en respect de la réglementation municipale. En effet, l'article 20 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. B-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

La programmation 2025 est en pièce jointe de l'ordonnance.

JUSTIFICATION

La présente ordonnance vise à établir un encadrement des plages horaires et des limites maximales au niveau de pression acoustique pour la programmation estivale 2025 prévue

dans le cadre de ce projet.

Le gestionnaire du site a la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son site des limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Les événements qui s'y tiendront, de juin à septembre, sont ouverts à tous.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La tenue d'événements sur le site contribuera à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils engendrent une plus grande vitalité de la métropole en permettant aux touristes de découvrir une ville dynamique, chaleureuse et accueillante.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Sophie GENDRON
chef(fe) de division - permis et inspections - arr. ville-marie

Tél : 438 823-2456
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258188011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025

B-3, o. XXX_Place_Création_2025.docxGrille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 08 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur le site, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements mentionnés à l'annexe 1 est de 80 dBA et 100 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site.

4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (Leq 15 minutes) est interdit.

5. Il est de l'obligation du promoteur de:

- Déposer à l'arrondissement de Ville-Marie des rapports d'événements mensuels quant aux plaintes;
- Mettre en place un système de gestion des plaintes;
- Produire, pour le 15 novembre 2025, un bilan à la suite des événements tenus durant la saison 2025;
- Proposer et prévoir des mesures de mitigation afin de minimiser les effets du bruit des événements aux secteurs périphériques du site.

_ _

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LA PLACE DE LA CRÉATION DU 10 JUILLET 2025 AU 28 AOÛT 2025

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1258188011) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le XX juillet 2025, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1 - PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LA PLACE DE LA CRÉATION DU 10 JUILLET 2025 AU 28 AOÛT 2025

Théâtres de la LNI	**Jeux de société**	**Ketsmy Afroblues**	**Place de la communauté**
10 juillet, 17h30 à 20h00	**19 juillet**, 10h30 à 12h00	**24 juillet**, 19h00 à 20h00	**31 juillet**, 18h00 à 22h00
	9 août, 15h00 à 16h30		**7, 14, 21 et 28 août**, 18h00 à 22h00
	23 août, 10h30 à 12h00		

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258188011
Unité administrative responsable : *Alexandre Gagné, DAUM*
Projet Ordonnance concernant la tenue d'événements sur la Place de la Création du 10 juillet 2025 au 28 août 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 15. L'occupation proposée est une occasion pour promouvoir des activités créatives en plein air et attirer une plus grande clientèle dans le secteur du quartier latin.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1258188012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance concernant la tenue d'événements artistiques sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 19:05

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258188012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée sur l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur.

Le projet proposé, porté conjointement par l'UQAM et la BANQ et en partenariat avec la SDC le Quartier latin, s'intitule « Arborescence ». Le concept a été développé par des étudiantes de l'UQAM dans le cadre du DESS en design d'événement. Ce projet d'urbanisme temporaire consiste à faire exister les prémisses du parcours signature pour le Quartier latin par un ensemble de trois dispositifs éphémères reprenant le concept de l'arbre à palabres couplés à une programmation citoyenne. En plus de l'installation de stations artistiques sur le parterre avant de la BAnQ, le projet prévoit la prestation de concerts et fanfares.

Parallèlement à l'édiction de l'ordonnance, une demande d'usage conditionnel pour une occupation événementielle doit être approuvée par l'Arrondissement (1256645005).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.

La programmation événementielle sur le site peut faire l'objet d'une ordonnance en respect de la réglementation municipale. En effet, l'article 20 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. B-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

La programmation 2025 est en pièce jointe de l'ordonnance.

JUSTIFICATION

La présente ordonnance vise à établir un encadrement des plages horaires et des limites maximales au niveau de pression acoustique pour la programmation estivale 2025 prévue

dans le cadre de ce projet.

Le gestionnaire du site a la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son site des limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Les événements qui s'y tiendront, de juillet à octobre, sont ouverts à tous.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La tenue d'événements sur le site contribuera à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens et d'accroître la visibilité nationale et internationale de la métropole.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Sophie GENDRON
chef(fe) de division - permis et inspections - arr. ville-marie

Tél : 438 823-2456
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258188012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

B-3, o. XXX_BAnQ_2025 1.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance concernant la tenue d'événements la tenue d'événements sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 08 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur le site, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements mentionnés à l'annexe 1 est de 80 dBA et 100 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site.

4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (Leq 15 minutes) est interdit.

5. Il est de l'obligation du promoteur de:

- Déposer à l'arrondissement de Ville-Marie des rapports d'événements mensuels quant aux plaintes;
- Mettre en place un système de gestion des plaintes;
- Produire, pour le 15 novembre 2025, un bilan à la suite des événements tenus durant la saison 2025;
- Proposer et prévoir des mesures de mitigation afin de minimiser les effets du bruit des événements aux secteurs périphériques du site.

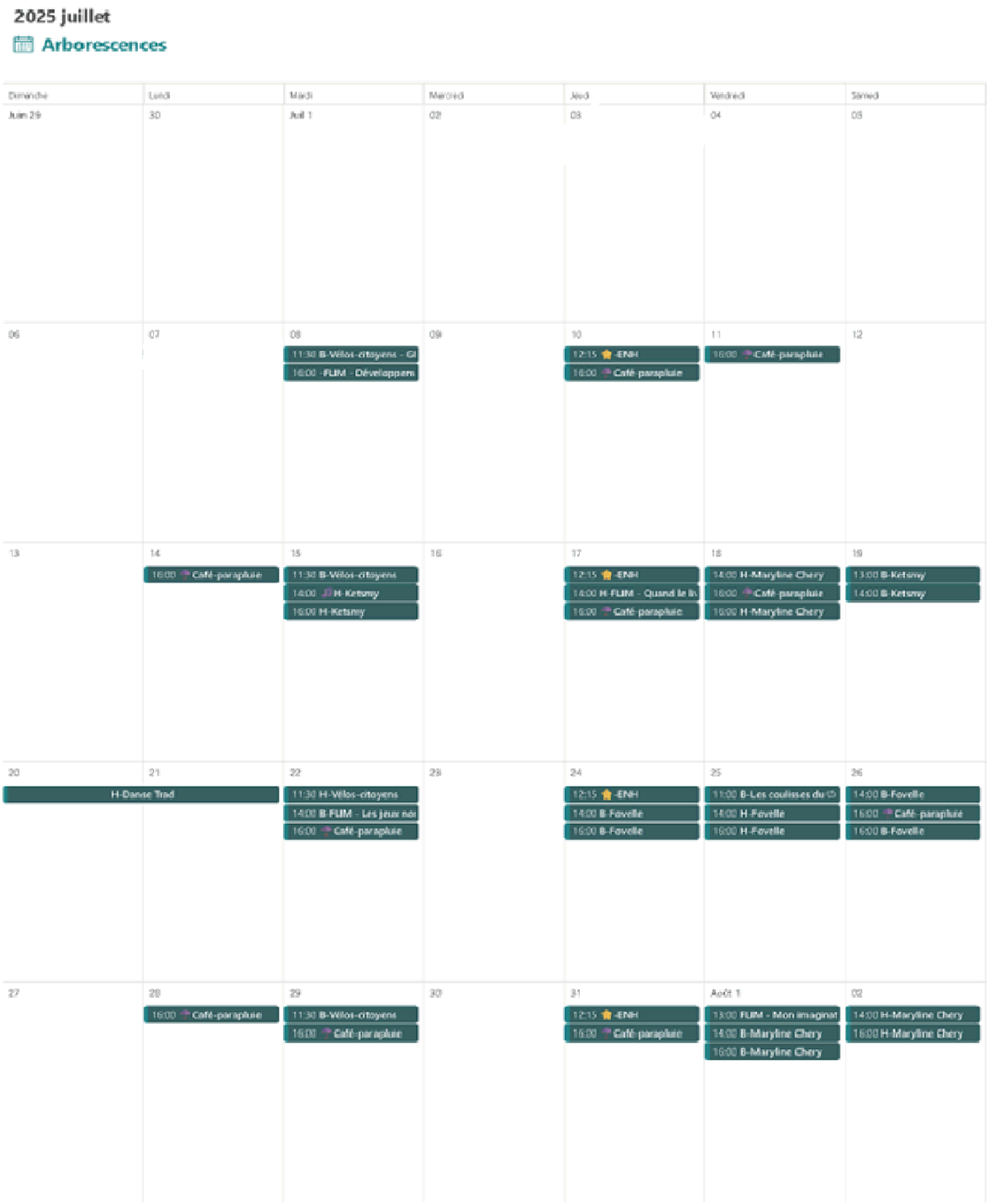
_ _

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE PARTERRE AVANT DE LA BAnQ DU 8 JUILLET 2025 AU 15 OCTOBRE 2025

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1258188012) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le XX juillet 2025, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1 - PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE PARTERRE AVANT DE LA BAnQ DU 8 JUILLET 2025 AU 15 OCTOBRE 2025 (HOUPPIER – H)



2025 août

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Juil 27	28 16:00 ☂ Café-parapluie	29 11:30 B-Vélos-citoyens 16:00 ☂ Café-parapluie	30	31 12:15 ⭐-ENH 16:00 ☂ Café-parapluie	Août 1 13:00 FLIM - Mon imaginat 14:00 B-Maryline Chery 16:00 B-Maryline Chery	02 14:00 H-Maryline Chery 16:00 H-Maryline Chery
03	04 16:00 ☂ Café-parapluie	05 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 B-Fovelle 16:00 B-Fovelle	06	07 13:00 FLIM - Les jeux nous 14:00 Fovelle 16:00 Fovelle	08 14:00 Fovelle 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Fovelle	09 14:00 Nora Toutain 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Nora Toutain
10	11 16:00 ☂ Café-parapluie	12 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	13	14 12:15 ⭐-ENH 14:00 Jean L'Océan 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Jean L'Océan	15 14:00 Nora Toutain 16:00 Nora Toutain	16 13:00 H-FLIM - Les différer 14:00 Nora Toutain 16:00 Nora Toutain
17	18	19 11:30 B-Vélos-citoyens 13:00 H-FLIM - Comment l 14:00 Mr. Bowtie 15:00 H-Explosition 16:00 Mr. Bowtie	20	21 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	22 14:00 Don Paco 15:00 B-Yggdrasil 16:00 B-Atelier Mythos 16:00 Don Paco	23 14:00 Guasà 16:00 Guasà
24 B-Danse Trad	25	26 11:30 H-Vélos-citoyens	27	28 12:15 ⭐-ENH 15:00 FLIM - jeux de société	29 H-Écho des plantes	30
31	Sep 1	02 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	03	04 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	05 11:00 B-Les coulisses du qu	06 13:00 B-Explosition 14:00 FLIM - jeux de société 14:00 Mr. Bowtie 15:00 B-Explosition 16:00 Mr. Bowtie

2025 septembre

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Août 31	Sep 1	02 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	03	04 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	05 11:00 B-Les coulisses du qu	06 13:00 B-Explosition 14:00 FLIM - jeux de société 14:00 Mr. Bowtie 15:00 B-Explosition 16:00 Mr. Bowtie
07	08	09 11:00 B-Les coulisses du qu 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	10	11 12:15 ⭐-ENH 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	12 11:00 B-Les coulisses du qu	13 13:00 H-FLIM - jeux de rôle 14:00 Guasà 16:00 Guasà
14	15	16 11:30 Annulé ?-Vélos-citoy 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K	17	18 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K	19	20 10:30 A-Du quotidien à l'in 13:00 A-Du quotidien à l'in 14:00 -FLIM - jeux de rôle 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K
21 Danse Trad	22	23 11:30 H-Vélos-citoyens - G 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	24	25 12:15 ⭐-ENH 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	26	27 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco
28	29	30 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	Oct 1	02	03	04 14:00 Explosition 16:00 Explosition

2025 octobre

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Sep 28	29	30 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	Oct 1	02	03	04 14:00 Explosition 16:00 Explosition
05	06	07 11:30 H-Vélos-citoyens - A	08	09 12:15 ⭐ -ENH	10	11 10:30 H-Du quotidien à l'in 13:00 H-Du quotidien à l'in
12	13	14 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	Nov 1

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258188012
Unité administrative responsable : *Alexandre Gagné, DAUM*
Projet : Ordonnance concernant la tenue d'événements sur le parterre avant de la BAnQ du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 15. L'occupation proposée est une occasion pour promouvoir des activités créatives en plein air et attirer une plus grande clientèle dans le secteur du quartier latin.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1258188013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-26 11:38

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258188013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée sur l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur.

Le projet proposé, porté conjointement par l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) et en partenariat avec la Société de développement du Quartier latin, s'intitule « Arborescence ». Le concept a été développé par des étudiantes de l'UQAM dans le cadre du diplôme d'études supérieures spécialisées (DEES) en design d'événement. Ce projet d'urbanisme temporaire consiste à faire exister les prémisses du parcours signature pour le Quartier latin par un ensemble de trois dispositifs éphémères reprenant le concept de l'arbre à palabres couplés à une programmation citoyenne. En plus de l'installation de stations artistiques dans les cours du pavillon Hubert-Aquin et de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes, le projet prévoit la prestation de concerts et fanfares.

Parallèlement à l'édiction de l'ordonnance, une demande d'usage conditionnel pour une occupation événementielle doit être approuvée par l'Arrondissement (1256645004).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.

La programmation événementielle sur le site peut faire l'objet d'une ordonnance en respect de la réglementation municipale. En effet, l'article 20 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. B-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

La programmation 2025 est en pièce jointe de l'ordonnance.

JUSTIFICATION

La présente ordonnance vise à établir un encadrement des plages horaires et des limites maximales au niveau de pression acoustique pour la programmation estivale 2025 prévue dans le cadre de ce projet.

Le gestionnaire du site a la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son site des limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Les événements qui s'y tiendront, de juillet à octobre, sont ouverts à tous.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La tenue d'événements sur le site contribuera à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens et d'accroître la visibilité nationale et internationale de la métropole.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Sophie GENDRON
chef(fe) de division - permis et inspections - arr. ville-marie

Tél : 438 823-2456
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258188013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf[

B-3, o. XXX_UQAM_2025.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre G GAGNÉ
Agent de recherche

Tél : 438 821-2794
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	**Ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 08 juillet 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur le site, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements mentionnés à l'annexe 1 est de 80 dBA et 100 dBC, Leq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site.

4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (Leq 15 minutes) est interdit.

5. Il est de l'obligation du promoteur de:

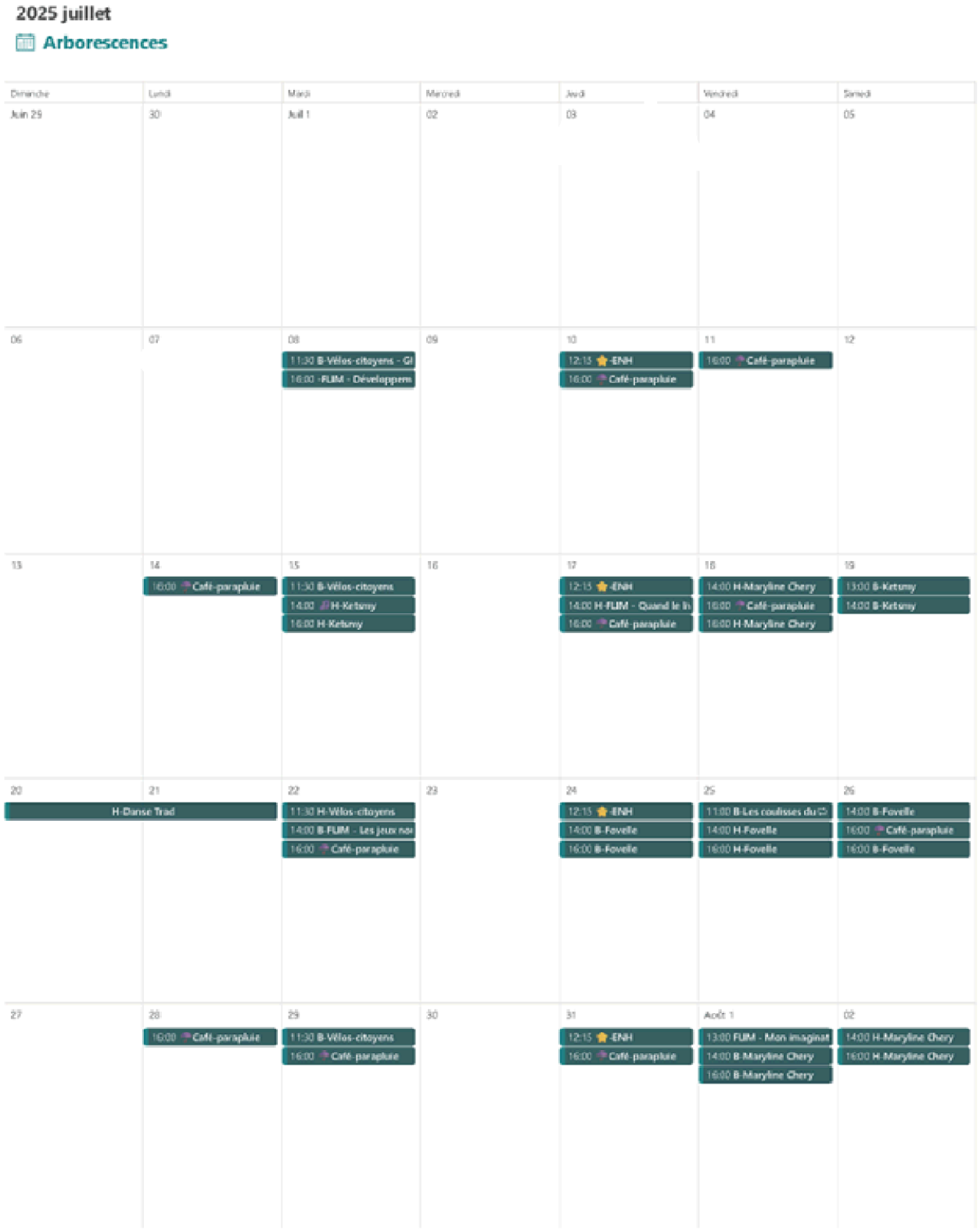
- Déposer à l'arrondissement de Ville-Marie des rapports d'événements mensuels quant aux plaintes;
- Mettre en place un système de gestion des plaintes;
- Produire, pour le 15 novembre 2025, un bilan à la suite des événements tenus durant la saison 2025;
- Proposer et prévoir des mesures de mitigation afin de minimiser les effets du bruit des événements aux secteurs périphériques du site.

_ _

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE SITE DE LA COUR DU PAVILLON HUBERT-AQUIN ET LA COUR AVANT DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LOURDE DU 8 JUILLET 2025 AU 15 OCTOBRE 2025

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1258188013) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le XX juillet 2025, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1 - PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE SITE DE LA COUR DU PAVILLON HUBERT-AQUIN ET LA COUR AVANT DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LOURDE DU 8 JUILLET 2025 AU 15 OCTOBRE 2025 (BANC DE TRAVAIL – B)



2025 août

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Juil 27	28 16:00 ☂ Café-parapluie	29 11:30 B-Vélos-citoyens 16:00 ☂ Café-parapluie	30	31 12:15 ⭐-ENH 16:00 ☂ Café-parapluie	Août 1 13:00 FLIM - Mon imaginat 14:00 B-Maryline Chery 16:00 B-Maryline Chery	02 14:00 H-Maryline Chery 16:00 H-Maryline Chery
03	04 16:00 ☂ Café-parapluie	05 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 B-Fovelle 16:00 B-Fovelle	06	07 13:00 FLIM - Les jeux nous 14:00 Fovelle 16:00 Fovelle	08 14:00 Fovelle 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Fovelle	09 14:00 Nora Toutain 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Nora Toutain
10	11 16:00 ☂ Café-parapluie	12 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	13	14 12:15 ⭐-ENH 14:00 Jean L'Océan 16:00 ☂ Café-parapluie 16:00 Jean L'Océan	15 14:00 Nora Toutain 16:00 Nora Toutain	16 13:00 H-FLIM - Les différer 14:00 Nora Toutain 16:00 Nora Toutain
17	18	19 11:30 B-Vélos-citoyens 13:00 H-FLIM - Comment l 14:00 Mr. Bowtie 15:00 H-Explosition 16:00 Mr. Bowtie	20	21 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	22 14:00 Don Paco 15:00 B-Yggdrasil 16:00 B-Atelier Mythos 16:00 Don Paco	23 14:00 Guasà 16:00 Guasà
24 B-Danse Trad	25	26 11:30 H-Vélos-citoyens	27	28 12:15 ⭐-ENH 15:00 FLIM - jeux de société	29 H-Écho des plantes	30
31	Sep 1	02 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	03	04 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	05 11:00 B-Les coulisses du qu	06 13:00 B-Explosition 14:00 FLIM - jeux de société 14:00 Mr. Bowtie 15:00 B-Explosition 16:00 Mr. Bowtie

2025 septembre

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Août 31	Sep 1	02 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	03	04 14:00 Ho-Yi 16:00 Ho-Yi	05 11:00 B-Les coulisses du qu	06 13:00 B-Explosition 14:00 FLIM - jeux de société 14:00 Mr. Bowtie 15:00 B-Explosition 16:00 Mr. Bowtie
07	08	09 11:00 B-Les coulisses du qu 11:30 H-Vélos-citoyens 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	10	11 12:15 ⭐-ENH 14:00 Mr. Bowtie 16:00 Mr. Bowtie	12 11:00 B-Les coulisses du qu	13 13:00 H-FLIM - jeux de rôle 14:00 Guasà 16:00 Guasà
14	15	16 11:30 Annulé ?-Vélos-citoy 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K	17	18 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K	19	20 10:30 A-Du quotidien à l'in 13:00 A-Du quotidien à l'in 14:00 -FLIM - jeux de rôle 14:00 Ultra K 16:00 Ultra K
21 Danse Trad	22	23 11:30 H-Vélos-citoyens - G 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	24	25 12:15 ⭐-ENH 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco	26	27 14:00 Don Paco 16:00 Don Paco
28	29	30 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	Oct 1	02	03	04 14:00 Explosition 16:00 Explosition

2025 octobre

Arborescences

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Sep 28	29	30 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	Oct 1	02	03	04 14:00 Explosition 16:00 Explosition
05	06	07 11:30 H-Vélos-citoyens - A	08	09 12:15 ⭐ -ENH	10	11 10:30 H-Du quotidien à l'in 13:00 H-Du quotidien à l'in
12	13	14 11:30 Annulé ? -Vélos-citoy	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	Nov 1

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258188013
Unité administrative responsable : *Alexandre Gagné, DAUM*
Projet : Ordonnance concernant la tenue d'événements dans la cour du pavillon Hubert-Aquin et la cour avant de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes du 8 juillet 2025 au 15 octobre 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 15. L'occupation proposée est une occasion pour promouvoir des activités créatives en plein air et attirer une plus grande clientèle dans le secteur du quartier latin.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1255289003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement aux dispositions concernant la construction d'une dépendance dans une cour avant, prescrites au Règlement d'urbanisme 01-282, pour le bâtiment situé au 189, avenue Viger Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

D'accorder une dérogation mineure notamment à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement aux dispositions concernant la construction d'une dépendance dans une cour avant, pour le bâtiment situé au 189, avenue Viger Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-26 11:44

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255289003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement aux dispositions concernant la construction d'une dépendance dans une cour avant, prescrites au Règlement d'urbanisme 01-282, pour le bâtiment situé au 189, avenue Viger Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin de déroger aux dispositions du Règlement d'urbanisme 01-282 quant à la construction d'une dépendance dans une cour avant, sur le terrain de l'Hôpital Chinois de Montréal situé au 189, rue Viger Est. La demande déroge également au Programme de développement 95-156 toujours en vigueur pour le site. Le projet peut être autorisé conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), moyennant le respect des conditions de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le site
La demande concerne un lot situé dans la portion sud du Faubourg Saint-Laurent aux abords du Quartier Chinois, sur lequel est érigé un bâtiment de 6 étages construit en 1999, soit l'Hôpital Chinois de Montréal. De forme atypique, ce lot est délimité par trois voies publiques, soit l'avenue Viger au sud, l'avenue de l'Hôtel-de-Ville à l'est et la rue De Bullion à l'ouest. À l'arrière, au nord du lot, on retrouve comme voisins un grand terrain de stationnement public ainsi que la coopérative d'habitation Chung Hua. À l'avant, au coin sud-ouest, on retrouve un lot voisin vacant appartenant à la Ville de Montréal. Les deux lots sont en quelque sorte séparés par une voie d'accès pour véhicule menant au débarcadère devant l'hôpital.

La partie sud-est de la cour avant visée pour la construction est clôturée par un mur de briques d'environ 2.5 m comportant quelques ouvertures verticales. Cet espace est adjacent à un avant-corps vitré au niveau du rez-de-chaussée et dont le toit sert de terrasse.

Le terrain visé se situe dans deux zones de catégories d'usages différentes, soit R.3 et l'autre M.7.

Le projet
La demande vise à permettre la construction d'une pagode chinoise prenant la forme d'une

œuvre sculpturale, dans la partie centrale d'un jardin aménagé en cour avant du bâtiment. La construction qui, au sens du Règlement d'urbanisme 01-282 est considérée comme une dépendance, est d'une hauteur de 6,91 m et a un diamètre de 5,13 m dans sa partie intérieure. Le toit pour sa part dépasse largement la partie intérieure avec un diamètre de 8,98 m. Les usagers pourront s'abriter sous la pagode puisqu'un dégagement de 2,8 m est proposé pour son entrée. Elle est apposée sur une dalle de béton qui est entourée d'un bassin d'eau pour une grande partie de son périmètre et d'une surface de bois pour la portion restante.

La structure de la construction est composée de colonnes périphériques et de balustrades faites d'un matériau imitant le bois. Le toit, également en faux bois, est recouvert de tuiles imitant un style antique chinois.

Cette cour a fait l'objet d'une première phase de travaux pour l'aménagement du jardin pour lesquels un certificat d'aménagement paysager a été obtenu.

Selon les perspectives fournies par le demandeur, à partir des trottoirs opposés, la construction ne sera que très peu visible en raison du mur de brique servant de clôture pour la cour avant.

Le cadre réglementaire
La demande déroge à l'article 381 du Règlement d'urbanisme 01-282 qui indique que dans les secteurs concernés de catégorie d'usage R.3 et M7, une dépendance ne peut être construite dans une cour avant.

De plus, la demande déroge aux articles 3, 4 et 8 du Programme de développement 95-156 quant à l'implantation, à l'alignement et aux marges ainsi qu'à l'aménagement paysager qui doivent être conformes aux conditions et aux plans qui s'y retrouvent. À cet effet, le plan d'implantation autorisé en 1995 ne comporte pas de dépendance dans le jardin.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet répond aux conditions permettant d'autoriser une dérogation mineure. À cet effet, la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du Plan d'urbanisme et ne concerne ni l'usage et ni la densité.

Quant au préjudice que l'application de la réglementation pourrait causer au requérant, il faut prendre en considération le fait qu'il s'agit d'un lot atypique en raison de sa forme, de sa grande superficie et surtout du fait qu'il est délimité par 3 voies publiques. Par conséquent, presque tous les espaces libres du terrain sont des cours avant et donc le règlement n'y permet pas une construction du genre. Les dispositions de la réglementation causent préjudice en rendant impossible une telle construction pour ce type de site, privant ainsi les patients de l'hôpital d'un espace de détente. De plus, les autres espaces libres ne peuvent pas recevoir ce type d'aménagement en raison de leur dimension plus petite et de leur utilisation actuelle pour les voies d'accès pour véhicule (voie d'accès arrière vers les entrées de garages en sous-sol et le débarcadère à l'avant).

Quant au programme de développement, la proposition respecte substantiellement son essence en aménageant un jardin exactement à l'emplacement prévu au plan d'implantation. Les différences entre la proposition et le programme de développement, dont l'ajout de la pagode, restent très minimes et n'ont aucun impact sur le bâtiment principal. Qui plus est, cet ajout vient bonifier et rehausser la qualité et l'intérêt du jardin et il sera bénéfique aux patients de l'hôpital puisqu'ils pourront profiter de cet espace de détente.

Aussi, la pagode dans la forme artisanale proposée contribuera à renforcer l'identité du Quartier Chinois de Montréal et s'ajoutera aux œuvres emblématiques de la communauté

chinoise. Selon les demandeurs, cette construction aura une haute valeur culturelle et symbolique, et il souhaite qu'elle soit reconnue comme une œuvre d'art publique intégrée au paysage thérapeutique, et non comme une construction architecturale conventionnelle. Elle est également l'emblème de l'Hôpital Chinois de Montréal, dont le logo présente une pagode rouge, et se retrouve dans de nombreuses œuvres murales à l'intérieur du CHSLD.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 12 juin 2025, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255289003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement aux dispositions concernant la construction d'une dépendance dans une cour avant, prescrites au Règlement d'urbanisme 01-282, pour le bâtiment situé au 189, avenue Viger Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures



PV_2025-06-12_DM_3003545705.pdf



Plans_estampillés_1255289003_DM_2025-06-20.pdf



1255289003_Grille 2030_BCH_CA_2025-07-08.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

MONTREAL CHINESE HOSPITAL
DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E.
MONTREAL QC H2X 3Y9

PAGODA ADDENDUM FOR SUBMISSION 2025-03-08

INDEX OF DRAWING — FOR SUBMISSION 2025-03-08

PAGE	TITLE	SCALE
T.000	TITLE SHEET	
A.010	RENDERINGS	
A.100	GARDEN PLAN	
A.110	GARDEN ROOF PLAN	
A.200	GARDEN SECTION	
A.300	PAGODA PLANS AND DETAILS	
A.310	PAGODA PLANS AND SECTIONS	
A.320	PAGODA PLANS AND DETAILS	
A.330	PAGODA ROOF PLANS AND DETAILS	
A.400	WATERCOLOR RENDER	



HAND PAINTING BY SAJO DESIGN

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT
MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

SHEET TITLE
TITLE SHEET

PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
T.000

DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



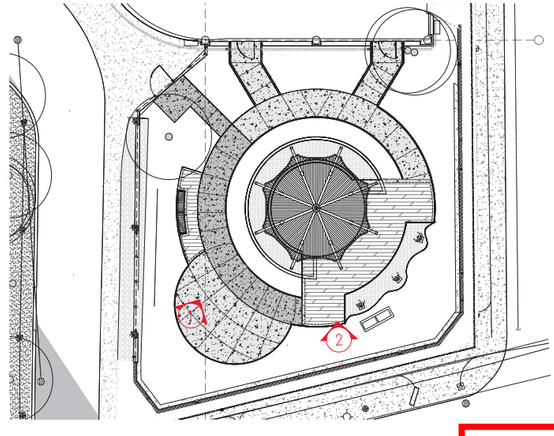
VIEW 1



VIEW 2



AERIAL VIEW



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

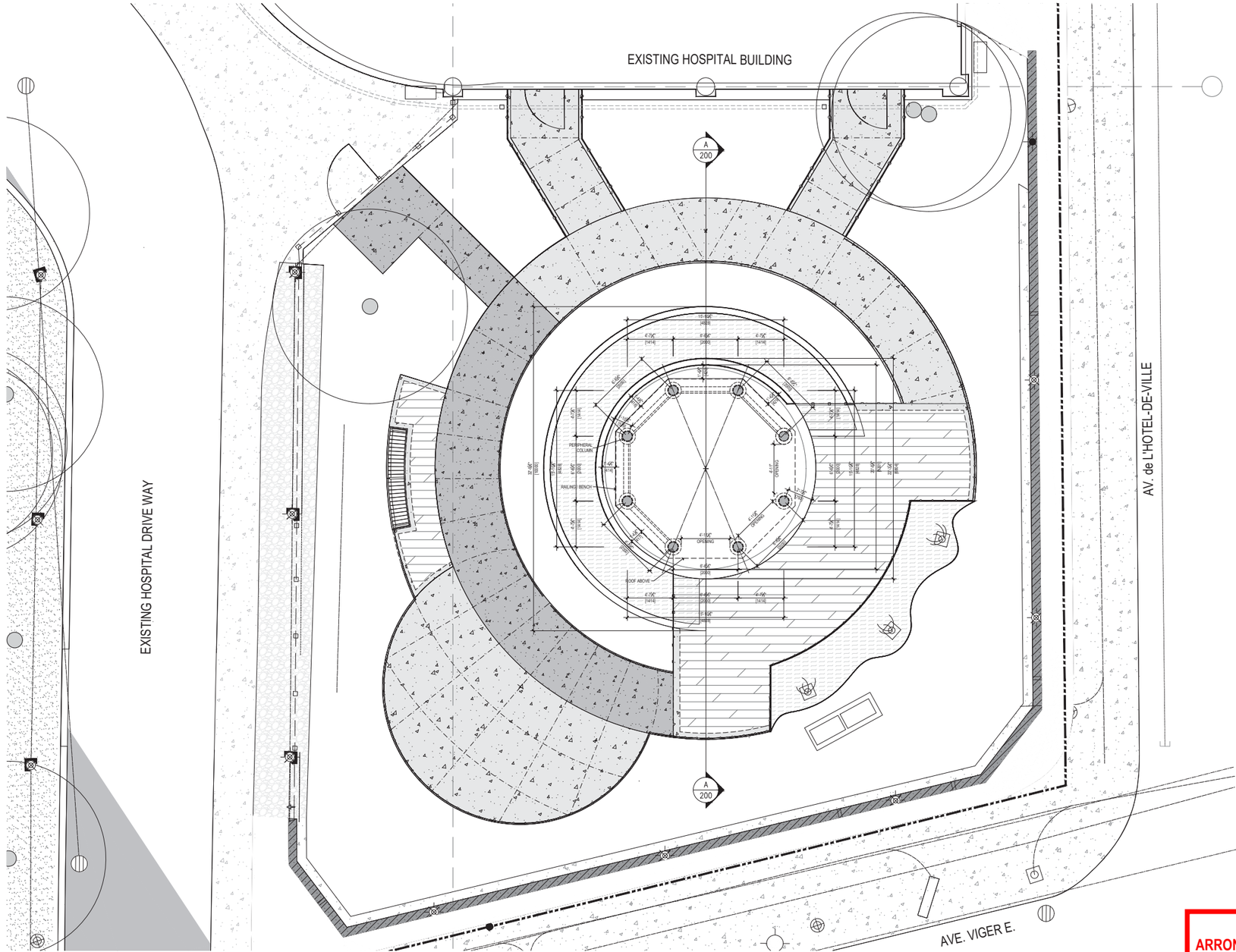
SHEET TITLE

RENDERINGS

PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
010

DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



A 100 GRADEN PLAN
3/16" = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

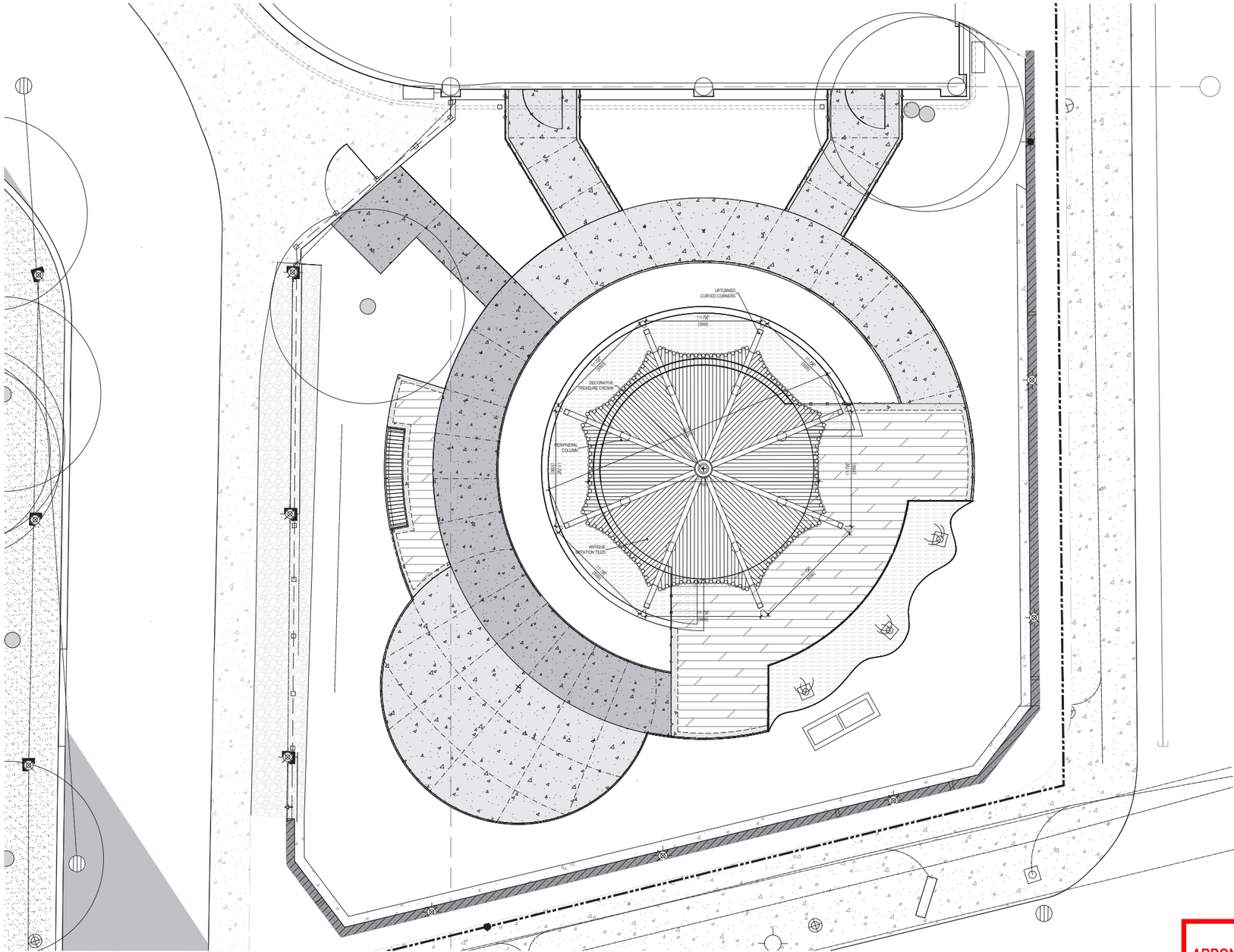
SHEET TITLE

GARDEN PLAN

PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
100

DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



A100 GRADEN ROOF PLAN
3/16" = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

SHEET TITLE

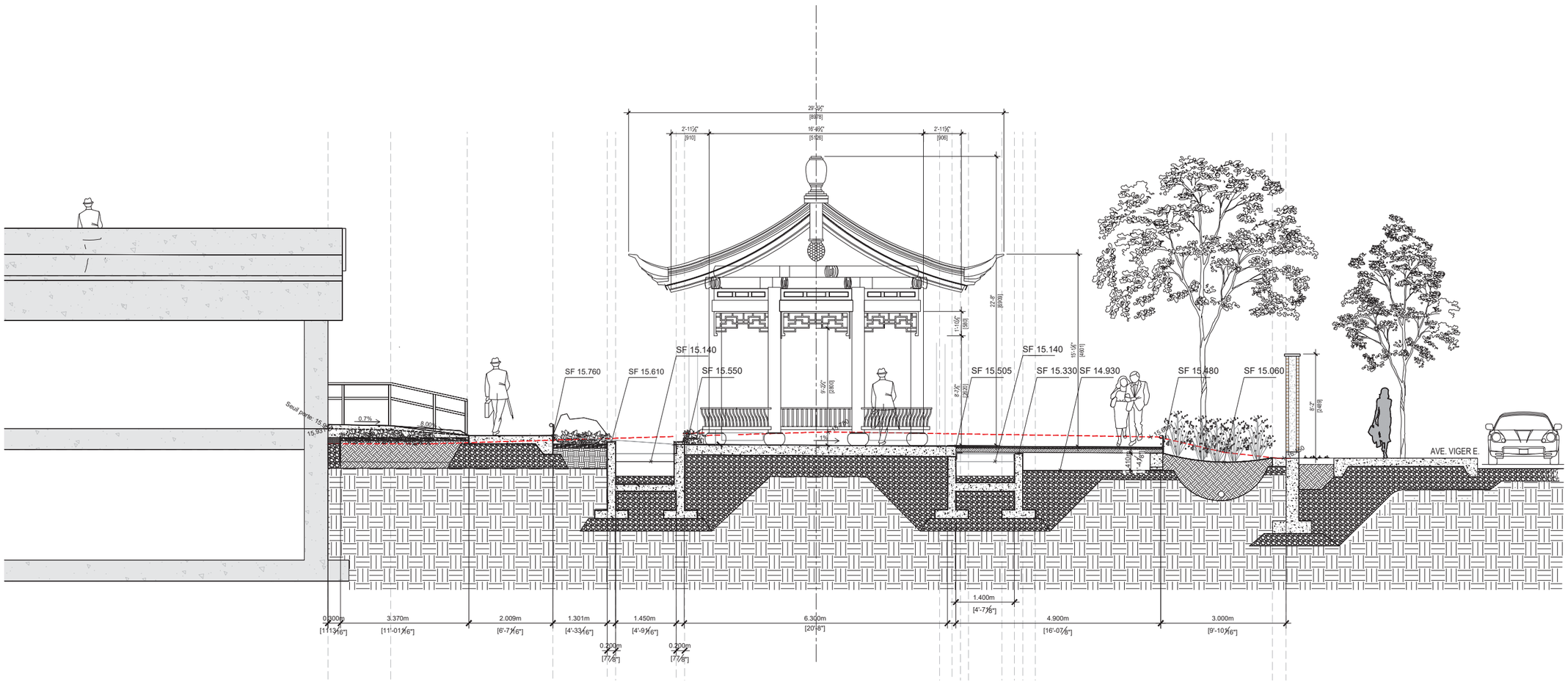
GARDEN ROOF PLAN

PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
110

DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.

NOTE:
SEPARATED STOREFRONT SIGNAGE PERMIT APPLICATION TO LANDLORD & CITY PRIOR TO FABRICATION & INSTALLATION.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

A200 GARDEN SECTION
1/4" = 1'-0"

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT
MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

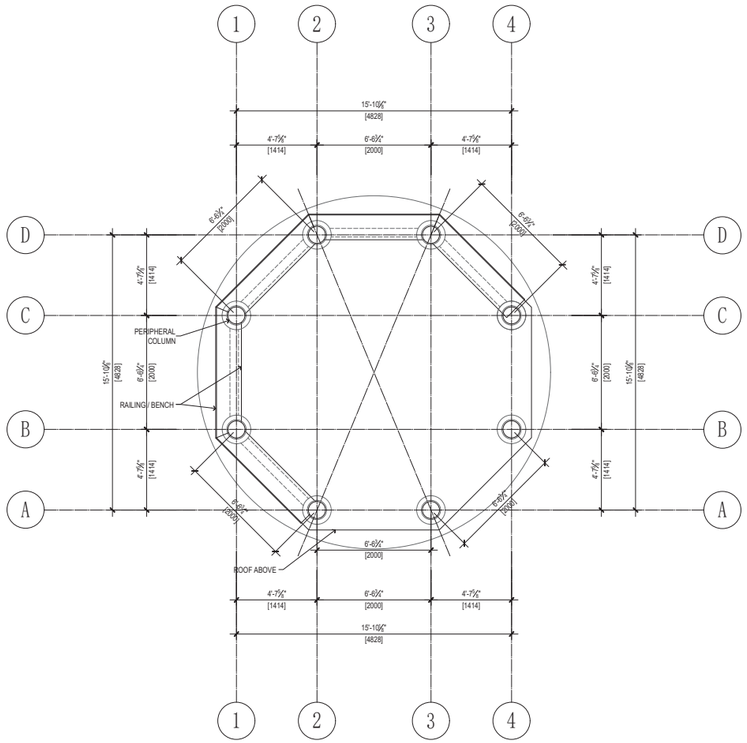
SEAL & STAMP

SHEET TITLE
GARDEN SECTION

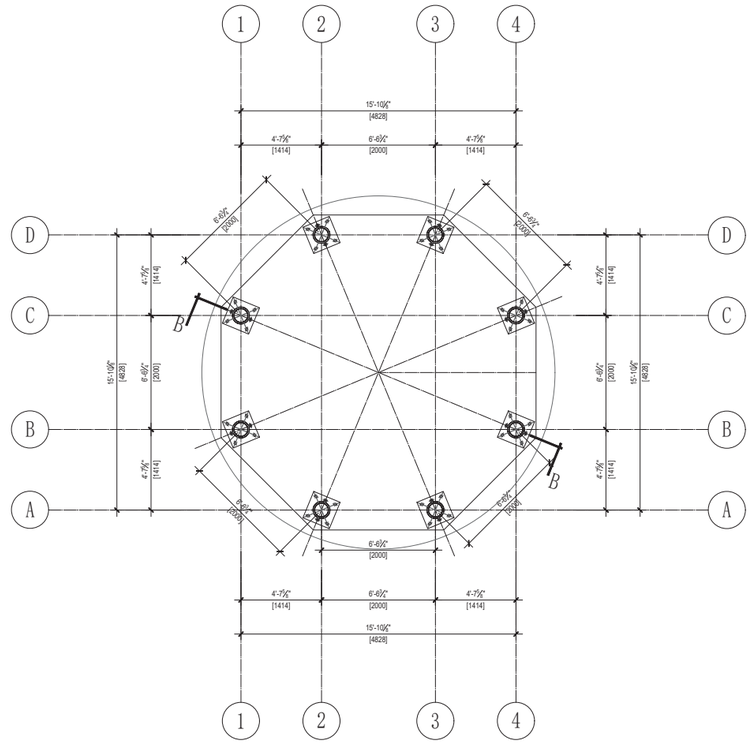
PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
200

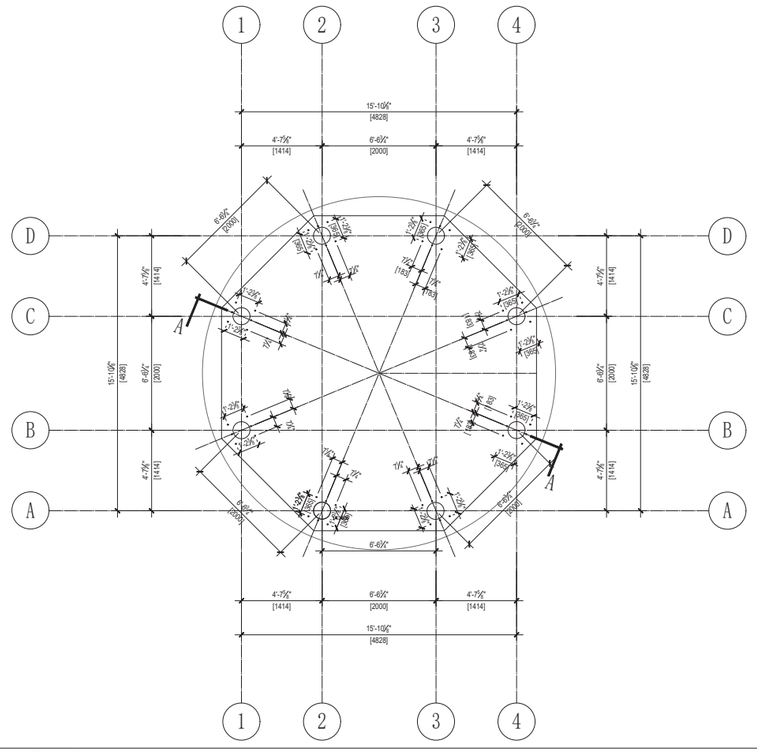
DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



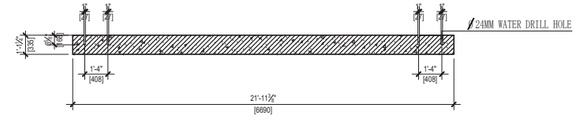
A 300 GARDEN PAGODA PLAN
1/4 = 1'-0"



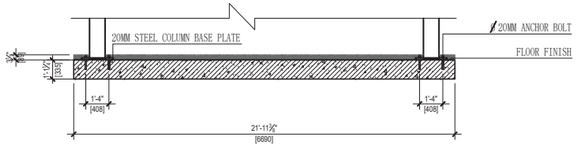
C 300 GARDEN PAGODA FOUNDATION FLOOR PLAN
1/4 = 1'-0"



B 300 GARDEN PAGODA FOUNDATION DRILLING PLAN
1/4 = 1'-0"



D 300 GARDEN PAGODA FOUNDATION DRILLING SECTION A–A
1/4 = 1'-0"



E 300 GARDEN PAGODA FOUNDATION DRILLING SECTION A–A
1/4 = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

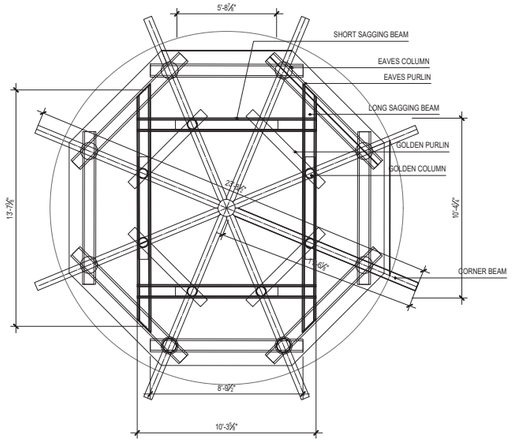
SHEET TITLE

PAGODA PLANS AND DETAILS

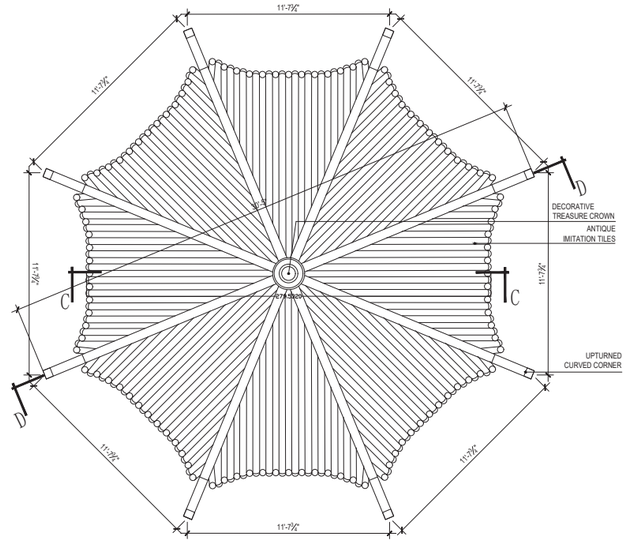
PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
300

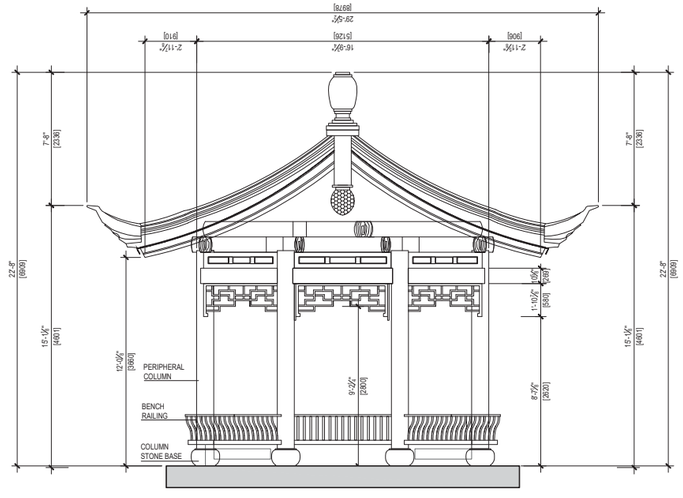
DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



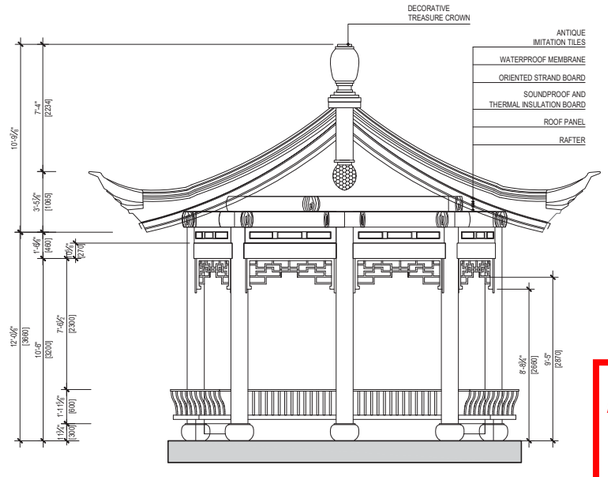
A 310 GARDEN PAGODA ROOF TRUSS FLOOR PLAN
1/4 = 1'-0"



B 310 GARDEN PAGODA ROOF PLAN
1/4 = 1'-0"



C 310 GARDEN PAGODA SECTION C–C
1/4 = 1'-0"



D 310 GARDEN PAGODA SECTION D–D
1/4 = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

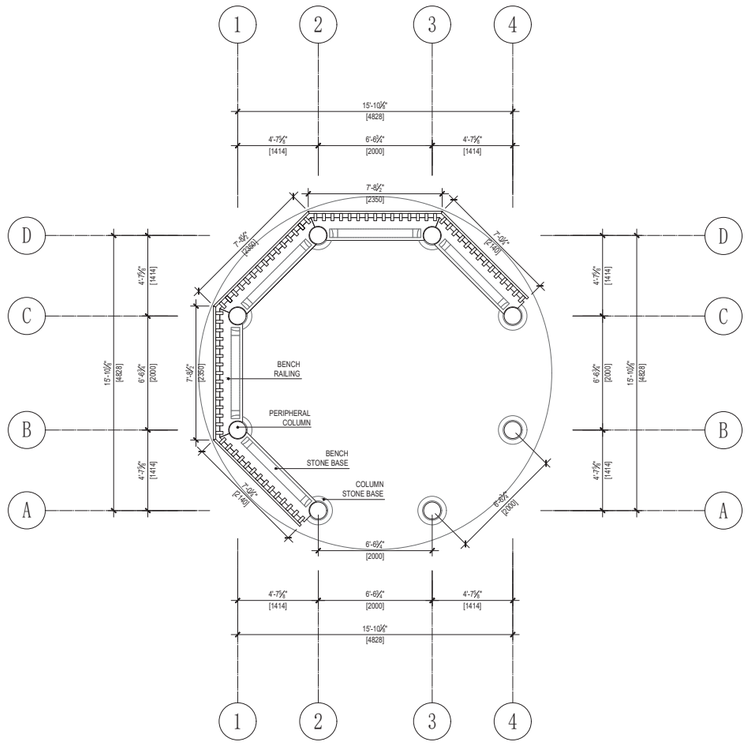
SHEET TITLE

PAGODA PLANS AND SECTIONS

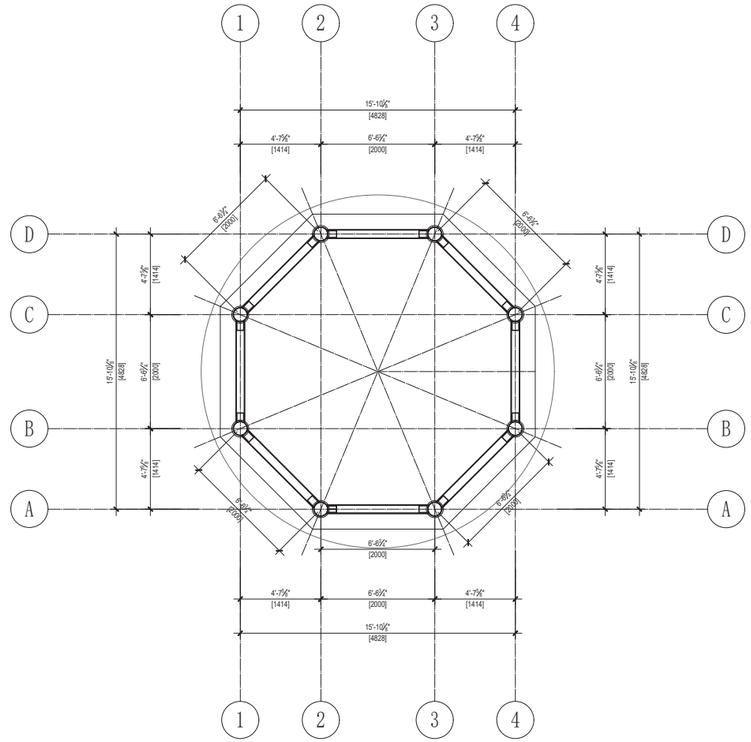
PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
310

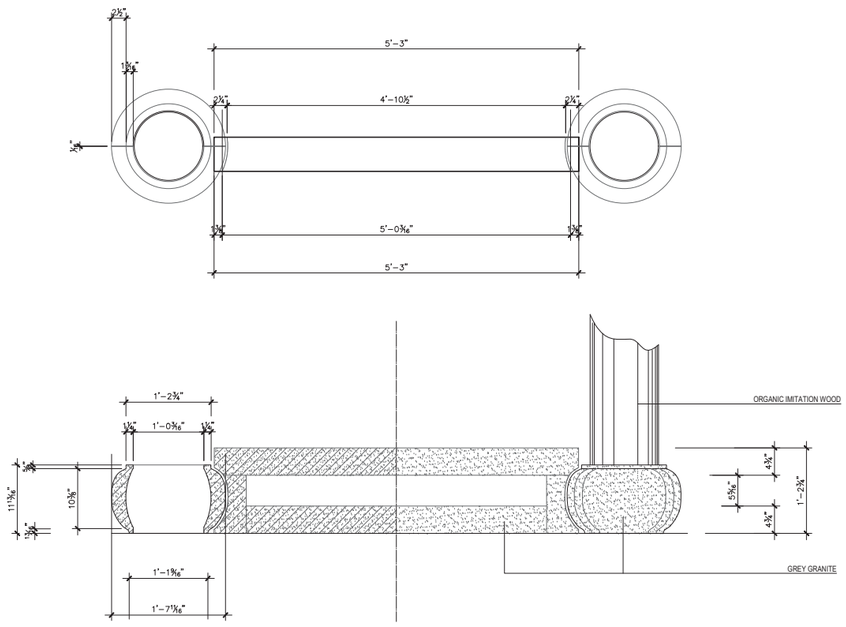
DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



A GARDEN PAGODA BENCH PLAN
1/4 = 1'-0"



B GARDEN PAGODA BENCH BASE PLAN
1/4 = 1'-0"



C GARDEN PAGODA BENCH DETAILS
1/4 = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

SAJO

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

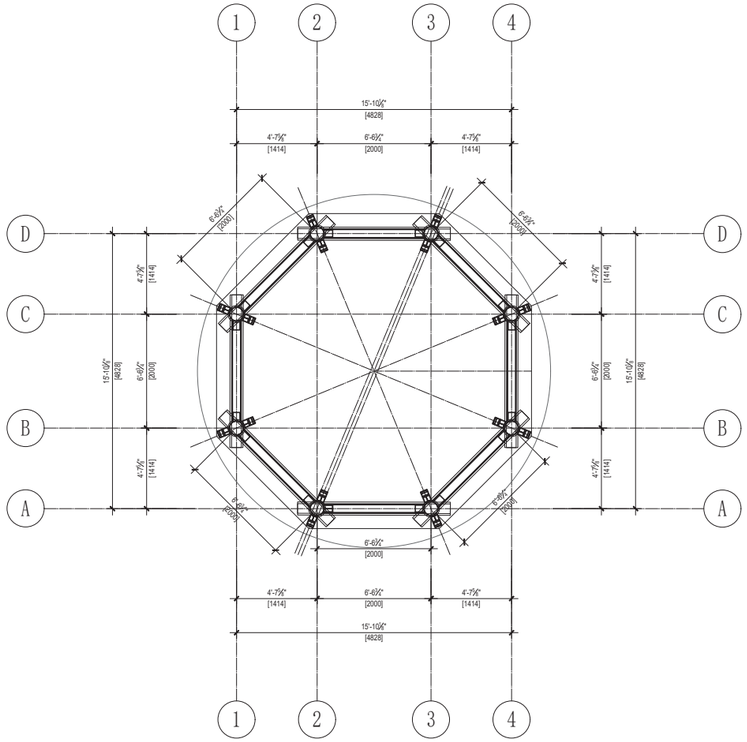
SHEET TITLE

PAGODA PLANS AND DETAILS

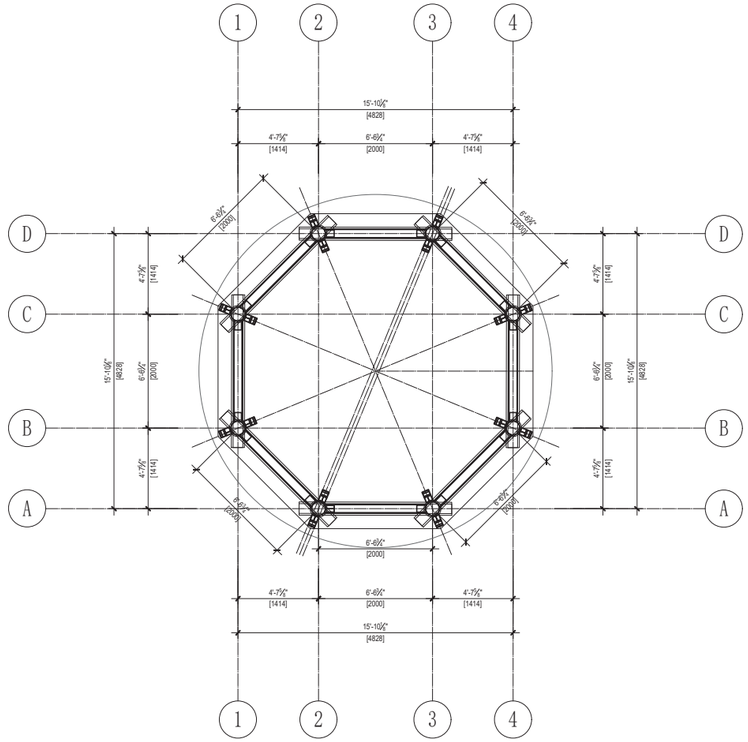
PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
320

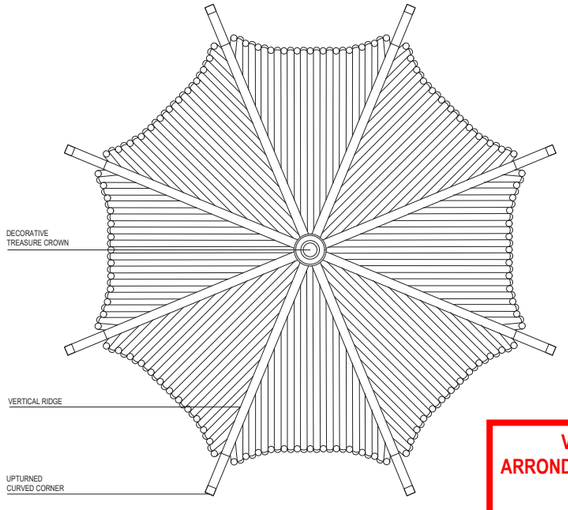
DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.



A GARDEN PAGODA EAVES PURLIN PLAN
330 1/4 = 1'-0"



B GARDEN PAGODA COLUMN PLAN
330 1/4 = 1'-0"

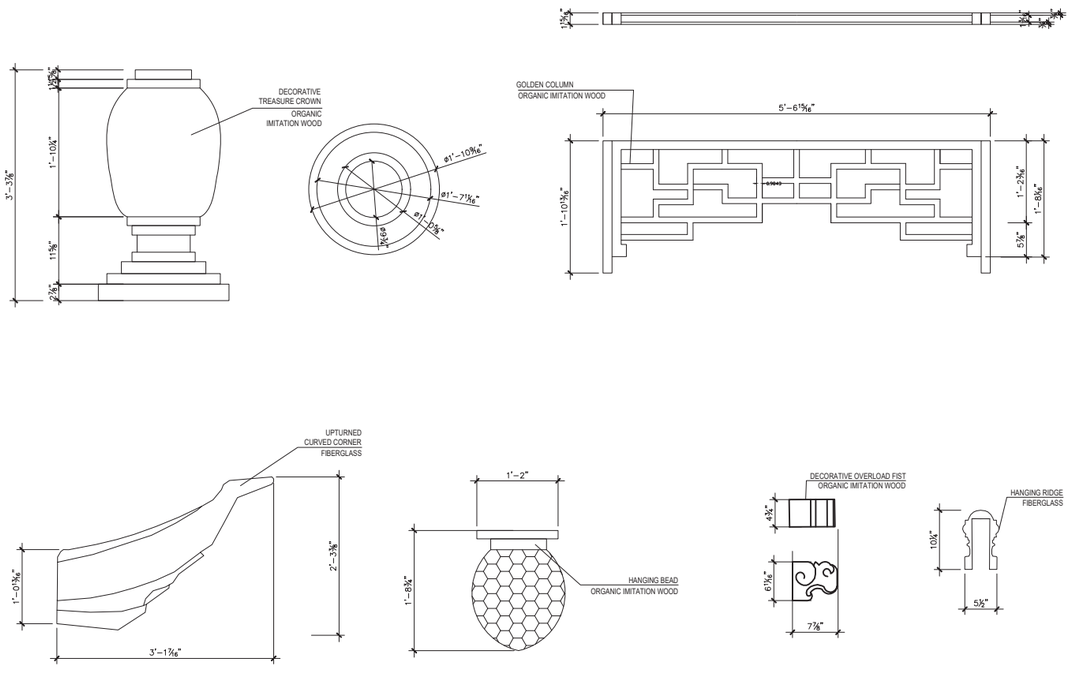


C GARDEN PAGODA ROOF PLAN
330 1/4 = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



D GARDEN PAGODA ROOF DETAILS
330 1" = 1'-0"

OWNER:
MONTREAL CHINESE HOSPITAL

DESIGN:
SAJO INC.

ARCHITECT:
NFA DESIGN inc.

ELECTRICAL ENGINEERS:

MECHANICAL ENGINEERS:

PROJECT

MONTREAL CHINESE HOSPITAL DREAM GARDEN

189 AVENUE VIGER E,
MONTRÉAL, QC H2X 3Y9

REVISION

DATE	ISSUE/REVISION
2025-03-10	FOR CITY REVIEW

SEAL & STAMP

SHEET TITLE

PAGODA PLANS & SECTIONS

PROJECT NUMBER
2025.02025

SHEET NUMBER
330

DRAWN BY	CHECKED BY
Z.C.	L.Y.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Hopital Chinois
de Monfreal
满地可中华医院

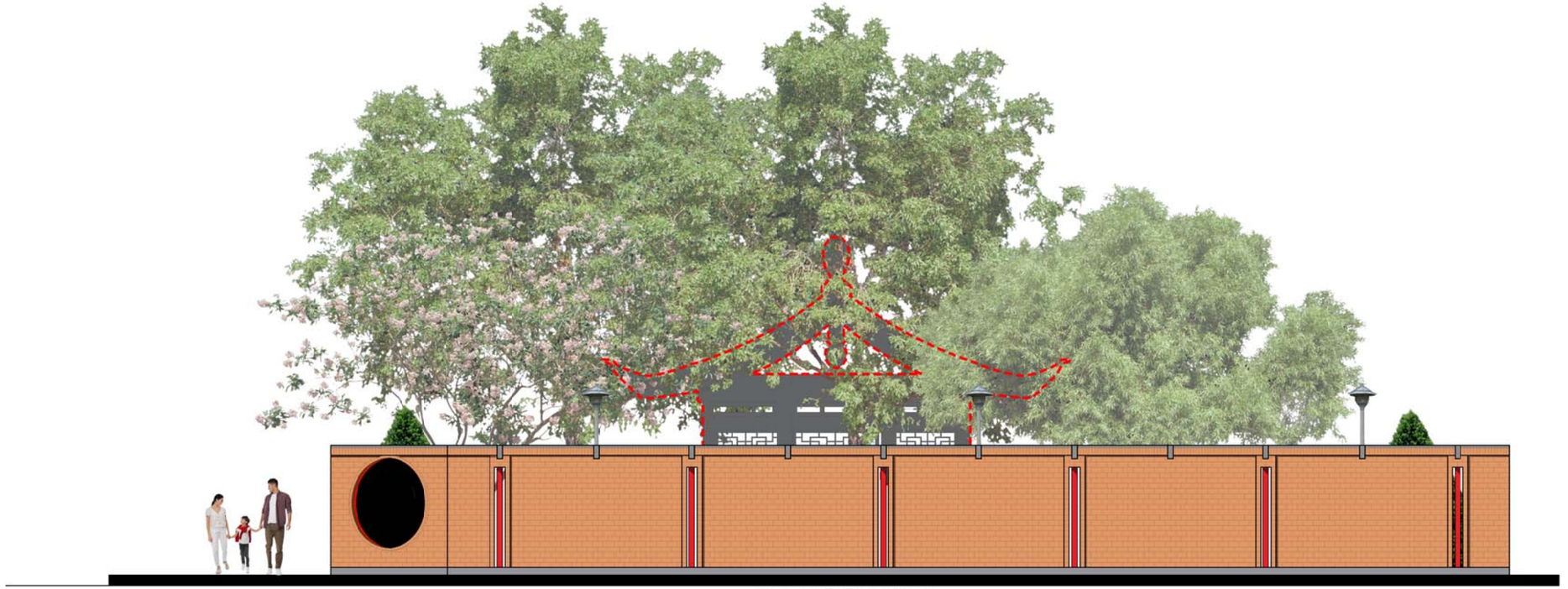
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 juin 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



AVE. VIGER E.



AV. de L'HOTEL-DE-VILLE

FONDATION DE L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1972)
MONTREAL CHINESE HOSPITAL FOUNDATION (1972)
滿地可中華醫院基金會 (1972)

nom du projet :
189 AVENUE VIGER EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H2X 3A5

nom du dessin :
COUPE-ÉLÉVATION : VUE DE L'AVENUE VIGER EST ET VUE DE L'AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE

description :
ÉMIS POUR PERMIS / DEMANDE DE DÉROGATION

échelle : 1'-0"=1/8"
date : 2025.05.05

001

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003545705
4.4.4

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	189, avenue Viger Est
Responsable:	Billy Chérubin
Description :	La demande concerne un lot situé dans la portion sud du Faubourg St-Laurent aux abords du Quartier Chinois, sur lequel est érigé un bâtiment de 6 étages construit en 1999, soit l'Hôpital Chinois de Montréal. De forme atypique, ce lot est délimité par trois voies publiques, soit l'avenue Viger au sud, l'avenue de l'Hôtel-de-Ville à l'est et la rue de Bullion à l'ouest. La partie sud-est de la cour avant visée pour la construction est clôturée par un mur de briques d'environ 2.5 m comportant quelques ouvertures verticales. Cet espace est adjacent à un avant-corps vitré au niveau du rez-de-chaussée et dont le toit sert de terrasse. La demande vise à permettre la construction d'une pagode chinoise prenant la forme d'une œuvre sculpturale, dans la partie centrale d'un jardin aménagé en cour avant du bâtiment. La construction qui, au sens du *Règlement d'urbanisme (01-282)* est considérée comme une dépendance, est d'une hauteur de 6, 91 m et a un diamètre de 5,13 m dans sa partie intérieure. Le toit pour sa part dépasse largement la partie intérieure avec un diamètre de 8,98 m. Les usagers pourront s'abriter sous la pagode puisqu'un dégagement de 2,8 m est proposé pour son entrée. Elle est apposée sur une dalle de béton qui est entourée d'un bassin d'eau pour une grande partie de son périmètre et d'une surface de bois pour la portion restante. La structure de la construction est composée de colonnes périphériques et de balustrades faites d'un matériau imitant le bois. Le toit, également en faux bois, est recouvert de tuiles imitant un style antique chinois. Selon les perspectives fournies par le demandeur, à partir des trottoirs opposés, la construction ne sera que très peu visible en raison du mur de brique servant de clôture pour la cour avant. Il est à noter que cette

	cour a fait l'objet d'une première phase de travaux pour l'aménagement du jardin pour lesquels un certificat d'aménagement paysager a été obtenu. La demande déroge à l'article 381 *du Règlement d'urbanisme (01-282)* qui indique que dans les secteurs concernés de catégorie d'usage R.3 et M7, une dépendance ne peut être construite dans une cour avant. La demande déroge également aux articles 3, 4 et 8 du *Programme de développement 95-156* quant à l'implantation, à l'alignement et aux marges ainsi qu'à l'aménagement paysager qui doivent être conformes aux conditions et aux plans qui s'y retrouvent. À cet effet, le plan d'implantation autorisé en 1995 ne comporte pas de dépendance dans le jardin.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).*
Considérant que :	Le programme de développement prévoyait l'aménagement d'un jardin exactement à cet emplacement et que l'ajout d'une pagode aura un impact positif sur cet aménagement, mais aussi pour les patients de l'hôpital.
Considérant que :	Le lot est atypique et qu'en appliquant les dispositions du règlement, aucun autre emplacement sur celui-ci ne pourrait accueillir une telle construction.
Considérant que :	Cette construction sera une œuvre emblématique pour l'hôpital et pour la communauté chinoise de Montréal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres tiennent à souligner leur appréciation de la qualité et du niveau de détail des rendus des plans paysagers présentés par le demandeur.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1255289003]*
Unité administrative responsable : *[Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]*
Projet : *[Dérogation mineure – Emplacement d'une dépendance - 189, avenue Viger Est]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[2. Offrir une plus grande proportion d'espaces végétalisés et réduire la présence d'îlot de chaleur.* *19. Privilégier des aménagements et constructions ayant un faible impact visuel et intégré adéquatement au secteur environnant.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

D'accorder une dérogation mineure notamment aux articles 501, 504 et 540 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures.
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
a) installer les enseignes non conformes aux articles 501 et 504 à une hauteur située entre une porte de la façade du rez-de-chaussée et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur à celle-ci;
b) limiter la superficie maximale d'une enseigne de nom d'immeuble, lorsqu'elle est installée à une hauteur inférieure à 16 m, à 1,6 m²;
c) interdire l'installation d'une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur supérieure à 30 m, lorsqu'une enseigne de nom d'immeuble est installée à une hauteur inférieure à 16 m et que sa superficie est supérieure à 1 m².

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-26 11:45

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257303004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin de permettre un plan d'ensemble d'affichage comportant des enseignes dérogatoires pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest. La proposition déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282), mais peut être autorisée conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240107 — 12 mars 2019 — Résolution modifiant l'autorisation par projet particulier CA13 240403 afin de remplacer les plans annexés.
CA17 24 0698 — 12 décembre 2017 — Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

CA13 240403 — 10 juillet 2013 — Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA08 240256 — 1er avril 2008 — Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.

DESCRIPTION

Site
La demande concerne un bâtiment mixte commercial et résidentiel construit en 2024, le Maestria. Le bâtiment comporte trois volumes hors sol, dont deux tours reliées par une passerelle. Le projet a fait l'objet d'une autorisation en vertu du Règlement sur les projets particuliers afin, notamment, d'autoriser une occupation commerciale à un étage supérieur au rez-de-chaussée. Le projet était conforme aux dispositions de hauteurs et de densité du Règlement d'urbanisme (01-282).

Projet
La demande vise à autoriser l'installation de plusieurs enseignes non conformes aux dispositions d'affichage du règlement d'urbanisme, soit :

- des enseignes dont le support est accroché au soffite surplombant le rez-de-chaussée ;
- une enseigne sur vitrage de la façade de rez-de-chaussée de la rue Jeanne-Mance qui n'est pas uniquement constitué de verre ;
- une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m².

Cadre réglementaire
La proposition déroge aux dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282) suivantes :

- l'article 501, qui prévoit que les enseignes doivent être installées sur une façade ;
- l'article 504, qui prévoit qu'une enseigne sur vitrage peut avoir une superficie d'au plus 2 m² si la façade du rez-de-chaussée n'est pas entièrement vitrée ;
- l'article 540, qui prévoit que la superficie maximale d'une enseigne de nom d'immeuble est d'au plus 1 m².

Le plan d'ensemble d'affichage proposé peut être autorisé conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

JUSTIFICATION

La demande de dérogation mineure est justifiée notamment par le caractère peu conventionnel du bâtiment visé par la demande. En effet, la réglementation en vigueur, adaptée à un cadre bâti plus typique, cause préjudice aux espaces commerciaux désirant s'afficher au rez-de-chaussée.
D'abord, l'absence d'entablement non vitré limite l'espace disponible pour accrocher les enseignes, et, dans ce contexte, les soffites offrent un emplacement plus intéressant que les murs vitrés du rez-de-chaussée. Au niveau de la rue Jeanne-Mance, malgré la présence d'une portion non vitrée, celle-ci se trouve légèrement décalée par rapport à l'emplacement de l'établissement. Par conséquent, l'emplacement proposé s'avère le plus intéressant pour s'afficher.

Enfin, en ce qui concerne le nom d'immeuble, la superficie proposée s'intègre bien à la façade et assure une visibilité minimale étant donné que le mur visé est en recul de 3,9 m par rapport au plan de façade principal. Qui plus est, comme le demandeur ne souhaite pas afficher le nom de l'immeuble en hauteur, cette proposition évite la surenchère qui pourrait nuire à l'architecture du bâtiment.

Considérations

- La proposition respecte les conditions d'autorisation d'une dérogation mineure, notamment, que le règlement pose préjudice au demandeur et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
- La proposition d'affichage est adaptée à l'architecture du bâtiment.
- La demande ne doit pas engendrer une surenchère d'affichage commercial.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis public annonçant la séance du conseil d'arrondissement visée pour adoption

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025 – Adoption de la résolution de dérogation mineure

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain
serv.entr. ville-marie

Tél :	514 872-8524	**Tél :**	514-868-5164
Télécop. :	514 123-4567	**Télécop. :**	-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257303004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures



PV_CCU_2025-06-12.pdf



Mtl2030_1257303004.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
no à venir
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	300, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable:	Olivier Légaré
Description :	La demande concerne un bâtiment mixte commercial et résidentiel construit en 2024, le Maestria. Le bâtiment comporte trois volumes hors sol, dont deux tours reliées par une passerelle. Le projet a fait l'objet d'une autorisation en vertu du *Règlement sur les projets particuliers* afin, notamment, d'autoriser une occupation commerciale à un étage supérieur au rez-de-chaussée. Le projet était conforme aux dispositions de hauteurs et de densité du *Règlement d'urbanisme (01-282).* La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008),* l'installation de plusieurs enseignes non conformes aux dispositions d'affichage du règlement d'urbanisme, soit : • des enseignes dont le support est accroché au soffite surplombant le rez-de-chaussée; • une enseigne sur vitrage sur la façade de rez-de-chaussée de la rue Jeanne-Mance qui n'est pas uniquement constitué de verre; • une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m². La proposition déroge aux dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282)* suivantes : • l'article 501, qui prévoit que les enseignes doivent être installées sur une façade; • l'article 504, qui prévoit qu'une enseigne sur vitrage peut avoir une superficie d'au plus 2 m² si la façade du rez-de-chaussée n'est pas entièrement vitrée; • l'article 540, qui prévoit que la superficie maximale d'une enseigne de nom d'immeuble est d'au plus 1 m².

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition respecte les conditions d'autorisation d'une dérogation mineure, notamment, que le règlement pose préjudice au demandeur et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
Considérant que :	La proposition d'affichage est adaptée à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	La demande ne doit pas engendrer une surenchère d'affichage commercial.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Aucune enseigne de nom d'immeuble ne doit être installée sur un volume en surhauteur ou sur la passerelle.**

Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur s'assure que l'arrière des enseignes installées dans un soffite présente une qualité architecturale adéquate au bénéfice des usagers du bâtiment.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : 1257303004
Unité administrative responsable : DAUM
Projet : Accorder une dérogation mineure relativement à un plan d'affichage comportant des enseignes installées dans un soffite, des enseignes sur vitrage d'une superficie supérieure à 2 m² et des enseignes de nom d'immeubles à une hauteur inférieure à 16 m et d'une superficie supérieure à 1 m² pour le bâtiment situé au 300, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14- Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité 20- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 14- L'autorisation permettra d'assurer une visibilité commerciale sans nuire aux qualités architecturales du bâtiment. 20- L'occupation commerciale de la rue Sainte-Catherine favorise sa vitalité et son animation.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254272004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement au taux d'implantation maximal pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

1) D'accorder une dérogation mineure notamment à l'article 49 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement au taux d'implantation maximal prescrit pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).
2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) le taux d'implantation du bâtiment ne peut excéder 87 %.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-20 09:56

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254272004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement au taux d'implantation maximal pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée pour agrandir le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est en cour arrière, en dérogation au taux d'implantation maximal prescrit par le *Règlement d'urbanisme* de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Le projet peut être autorisé conformément au *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé par la demande est constitué de deux plex mixtes de trois étages, occupés par l'organisme à but non lucratif Spectre de rue depuis 2003. Le rez-de-chaussée comprend un centre d'injection supervisée, et les étages supérieurs des logements destinés à des personnes en situation d'instabilité résidentielle. Le lot intègre également une cour arrière entièrement minéralisée.
Le site est localisé dans un milieu densément construit. Les lots adjacents à la rue Ontario comprennent des plex de trois étages implantés de façon contiguë sur de petites parcelles. Leur implantation déroge en grande partie au taux d'implantation maximal prescrit, considérant qu'ils occupent généralement la totalité du lot, et ce depuis le début du XX^{e} siècle. Le taux d'implantation du bâtiment visé par la demande est égal à 79 %. Les plans historiques démontrent que son implantation n'a pas ou peu évolué depuis les années 1950.

Le projet

La demande vise à déroger au taux d'implantation maximal prescrit, égal à 70 %, afin d'autoriser un agrandissement de 39 m2 en cour arrière, non visible depuis la voie publique, et ce, de manière à bonifier les services offerts par l'organisme Spectre de rue en y ajoutant des salles d'inhalation pouvant accueillir jusqu'à 8 utilisateurs. Le taux d'implantation projeté est égal à 87 %. Le projet vise également à végétaliser la portion résiduelle de la cour, en y plantant notamment un arbre colonnaire.

Le cadre réglementaire

Le bâtiment est situé dans un secteur de la catégorie M.7C ainsi que dans l'unité de paysage Artère commerciale.
L'article 49 du *Règlement d'urbanisme* prévoit que le taux d'implantation d'un terrain doit être égal ou inférieur au taux d'implantation maximal prescrit, soit 70% dans le cas présent. De plus, l'article 700 du *Règlement d'urbanisme* prévoit qu'une construction dérogatoire au taux d'implantation maximal puisse uniquement être agrandie dans le prolongement vertical des murs extérieurs existants délimitant le périmètre de l'implantation de la construction.
Une dérogation mineure peut être accordée conformément au *Règlement sur les dérogations mineures* de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-008) aux conditions suivantes :

- la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;
- l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
- la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
- la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
- la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

JUSTIFICATION

Dans le cas de la présente demande, l'application de la réglementation d'urbanisme cause un préjudice sérieux au requérant considérant que le rez-de-chaussée ne peut être agrandi. Le *Règlement d'urbanisme* 01-282 prévoit qu'une construction dérogatoire au taux d'implantation maximal puisse uniquement être agrandie en hauteur. Toutefois, les nouveaux services ne pourraient être aménagés à un étage supérieur aux logements existants, considérant que ceux-ci doivent, pour des enjeux de sécurité et de logistique, être au même niveau que le reste des services d'injection supervisée offerts par l'organisme, ou minimalement communiquer avec ces derniers.
Le demandeur ne peut, par conséquent, bonifier les services offerts aux personnes vulnérables. La demande vise donc à autoriser l'agrandissement du bâtiment en cour arrière, en dérogation au taux d'implantation maximal prescrit. L'agrandissement projeté n'aura pas d'impact sur le domaine public, et aura pour effet de consolider une tête d'îlot commerciale densément construite. De plus, la végétalisation de la portion résiduelle de la cour arrière permettra de contribuer à la réduction des îlots de chaleur, et la plantation d'un arbre colonnaire aura pour effet de créer une barrière visuelle avec les propriétés adjacentes.
La demande est conforme au Plan d'urbanisme et de mobilité.

Considérations

- la demande respecte les conditions d'autorisation en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008) puisque la réglementation applicable cause un préjudice sérieux au requérant;
- le rez-de-chaussée ne peut être agrandi conformément à la réglementation d'urbanisme;
- le projet n'aura pas d'impact sur le domaine public et aura pour effet de consolider une tête d'îlot densément construite ainsi que de bonifier les aménagements paysagers en cour arrière;
- la demande est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme est d'avis que l'on devrait

donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 12 juin 2025, les membres ont émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-06-18

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070
Télécop. :

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain
serv.entr. ville-marie

Tél : 514-868-5164
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr.
ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-19

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254272004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement au taux d'implantation maximal pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

PV_2025-06-12_DM_3003525939.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

Délégation de pouvoir.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003525939
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1272, rue Ontario Est
Responsable:	Fantine Chéné
Description :	La demande concerne un site constitué de deux plex mixtes de trois étages, occupés par l'organisme à but non lucratif « Spectre de rue » depuis 2003. Le rez-de-chaussée comprend un centre d'injection supervisée, et les étages supérieurs des logements destinés à des personnes en situation d'instabilité résidentielle. Le lot intègre également une cour arrière entièrement minéralisée. La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, un agrandissement de 39 m² en cour arrière, non visible depuis la voie publique, et ce de manière à bonifier les services offerts par l'organisme « Spectre de rue » en y ajoutant des salles d'inhalation pouvant accueillir jusqu'à 8 utilisateurs. Le taux d'implantation projeté est égal à 87 %. Le projet vise également à végétaliser la portion résiduelle de la cour, en y plantant notamment un arbre colonnaire. La proposition déroge au taux d'implantation maximal prescrit par le *Règlement d'urbanisme (01-282)*, égal à 70 %.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)* puisque la réglementation applicable cause un préjudice sérieux au requérant.
Considérant que :	Le rez-de-chaussée ne peut être agrandi conformément à la réglementation d'urbanisme.

Considérant que :	Le projet n'aura pas d'impact sur le domaine public et aura pour effet de consolider une tête d'îlot densément construite ainsi que de bonifier les aménagements paysagers en cour arrière.
Considérant que :	La demande est conforme aux dispositions du *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047).*

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254272004
Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, division de l'urbanisme
Projet : Dérogation mineure au taux d'implantation maximal pour le bâtiment situé au 1272, rue Ontario Est

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision* *9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *2. Le projet vise à végétaliser une partie de la cour arrière, présentement entièrement minéralisée.* *9. Le projet vise à agrandir la superficie du rez-de-chaussée du bâtiment de manière à bonifier les services aux personnes vulnérables qui sont offerts par l'occupant.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

Délégation de pouvoir - Louis Routhier - 29 mai au 20 juin 2025

À partir de Louis ROUTHIER <louis.routhier@montreal.ca>
Date Mer 28/05/2025 14:30
À 52-07 Dir de l'aménagement urb. et de la mobilité <52-07_dir_de_amenagement_urb_et_de_la_mobilite@montreal.ca>; Manon OUELLET <manon.ouellet@montreal.ca>; Stephanie TURCOTTE <stephanie.turcotte@montreal.ca>; Marc LABELLE <marc.labelle@montreal.ca>; Karine BOULAY <karine.boulay@montreal.ca>; LAZURE, Martin <martin.lazure@montreal.ca>; WAGNER, Nathalie <nathalie.wagner@montreal.ca>; Sandra PICARD <sandra.picard@montreal.ca>; Marie-Claude OUELLET <marie-claude.ouellet@montreal.ca>; Samba Oumar ALI <sambaoumar.ali@montreal.ca>; Valerie LEGRIS <valerie.legris@montreal.ca>; Julien VERRONNEAU <julien.verronneau@montreal.ca>; Valerie LEDUC <valerie.leduc@montreal.ca>; Juan Carlos RESTREPO <juancarlos.restrepo@montreal.ca>; Christiane RAIL <christiane.rail@montreal.ca>; Fredy Enrique ALZATE POSADA <fredyenrique.alzateposada@montreal.ca>; Benoit SAUVE <benoit.sauve@montreal.ca>; Marie-Eve BOIVIN <marie-eve.boivin@montreal.ca>; Annie LAMBERT <annie.lambert@montreal.ca>; Melissa LAPIERRE-GRANO <melissa.lapierre-grano@montreal.ca>
Cc Virginie LEBLANC <virginie.leblanc@montreal.ca>

Bonjour,

Conformément à la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4, de l'annexe C, article 25), je désigne madame Stéphanie Turcotte, directrice - aménagement urbain et mobilité, pour me remplacer **du 29 mai au 20 juin 2025**, dans l'exercice de mes fonctions comme chef de division - urbanisme.

Et j'ai signé,

Louis Routhier, architecte
Chef de division - urbanisme

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 438-351-3263
louis.routhier@montreal.ca



AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel

peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1257400005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la hauteur minimale et à la marge latérale minimale pour le bâtiment situé au 740, rue Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

D'accorder une dérogation mineure notamment aux articles 11 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à la construction d'un agrandissement du niveau du rez-de-chaussée en marge avant pour le bâtiment situé au 740, Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008);

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a. déposer un plan d'aménagement paysager au moment de la première demande de permis de construction visée par cette autorisation ;
b. soumettre une demande de permis de construction visé par cette autorisation à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant le critère suivant :
    i. Le toit de la nouvelle construction doit s'aligner sur les meneaux horizontaux de la façade du bâtiment.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-26 11:46

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257400005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la hauteur minimale et à la marge latérale minimale pour le bâtiment situé au 740, rue Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin de permettre de déroger à la hauteur minimale et à la marge latérale minimale pour l'agrandissement en cour avant du bâtiment situé au 740, rue Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o

DESCRIPTION

Site
La demande concerne un immeuble à bureau de 15 étages construit en 1974 par l'architecte Joseph Dunne sur un lot traversant, entre les rues Notre-Dame et Saint-Maurice. Le bâtiment de 63 m est implanté à environ 7,8 m en retrait de la rue Notre-Dame. Il accueille des bureaux aux étages et des commerces au rez-de-chaussée. La cour avant comprend un aménagement paysager de part et d'autre des escaliers menant à l'entrée principale. La marge latérale ouest comprend une rangée d'arbustes. Le bâtiment fait face, sur la rue Notre-Dame, au parc de la tour de la Banque Nationale et au basilaire de la tour du 700, Saint-Jacques.

Projet
La demande vise à autoriser un agrandissement du bâtiment en cour avant pour le niveau du rez-de-chaussée. Dans le contexte de rénovation des fondations à l'avant du bâtiment, le propriétaire souhaite agrandir les locaux du rez-de-chaussée et rapprocher le bâtiment de la ligne de lot, et s'inscrire ainsi dans l'alignement dominant de la rue Notre-Dame. L'agrandissement, d'une superficie totale de 310 m², comprend une terrasse trois saisons (197 m²) côté ouest et un espace prévu pour un gym (113 m²) côté est. Un parvis accessible par des escaliers centraux et une rampe reliera les deux espaces fermés et desservira l'entrée principale du bâtiment. Un seul toit recouvrira l'ensemble des agrandissements. La construction a une hauteur de 5,8 m.
La construction s'implantera à 1,5 m de la limite latérale ouest, à 2,6 m de la limite avant du

terrain et entre 1,3 m et 2,2 m de la limite latérale est. Dans les marges latérales, l'implantation reprend celle des construction existantes (arrière de la rampe d'accès au stationnement souterrain à l'ouest et toit d'une salle mécanique semi-enfouie à l'est). A l'avant, la marge permet d'accueillir la rampe pour l'accès universel, puisque le niveau du rez-de-chaussée se situe à 0,96 m du niveau du trottoir.

Cadre règlementaire
Le projet déroge à des dispositions du Règlement d'urbanisme (01-282):

- Hauteur minimale (art.11) : au moins 60 % de la façade doit respecter la hauteur minimale de 11 m tandis que la hauteur proposée pour l'agrandissement est de 5,8 m ;
- Marge latérale minimale (art. 81) : la marge à l'ouest est de 1,6 m au lieu du 3 m prescrit.

Selon le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation mineure peut être accordée aux conditions suivantes :

- la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;
- l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
- le requérant est dans l'impossibilité de se conformer aux dispositions des règlements visés par la demande de dérogation mineure;
- la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
- la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
- la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

JUSTIFICATION

Le bâtiment de 1974 est inscrit en recul par rapport à la voie publique et l'agrandissement proposé contribue à le rapprocher de la rue, et ainsi à tendre à la rendre conforme à l'alignement sur la limite de lot, comme le reste des bâtiments de la rue Notre-Dame. Il tend aussi à la rendre conforme à l'exigence d'offrir un basilaire pour les bâtiments en surhauteur.
Le préjudice pour le requérant est qu'il propose une construction qui doit s'adapter au bâtiment existant, dont certains aspects sont dérogatoires (constructions dans les marges latérales) et qu'un agrandissement en cour avant qui serait conforme impliquerait l'agrandissement du 2ème niveau, occupé par des bureaux, ce qui viendrait modifier l'architecture monolithique de l'immeuble et s'adapterait moins bien au programme.

Les propriétés voisines ne vont pas pâtir de cette dérogation dans la mesure où le terrain à l'est est vacant et que le terrain à l'ouest est également dérogatoire à la marge latérale prescrite.

Considérations :

- La proposition est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal;
- la proposition répond adéquatement aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008);
- la proposition permet de respecter l'architecture du bâtiment tout en tendant à se conformer à la règlementation en vigueur ;
- la proposition vient bonifier l'encadrement de la rue ;

- le projet sera présenté ultérieurement au CCU pour la révision de projet pour l'intégration architecturale et l'aménagement paysager;

Lors de sa séance du 12 juin 2025, le CCU a émis un avis favorable avec des conditions. Celles-ci sont intégrées au projet de résolution.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis public annonçant la séance du conseil d'arrondissement visé pour adoption

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption : conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257400005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la hauteur minimale et à la marge latérale minimale pour le bâtiment situé au 740, rue Notre-Dame Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

PV_2025-06-12_DM_3003554242.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003554242
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	740, rue Notre-Dame Ouest
Responsable:	Charlotte Horny
Description :	La demande concerne un immeuble à bureau de 15 étages construit en 1974. Le bâtiment de 63 m est implanté à environ 7,8 m en retrait de la rue Notre-Dame. Il accueille des bureaux aux étages et des commerces au rez-de-chaussée. La cour avant comprend un aménagement paysager de part et d'autre des escaliers menant à l'entrée principale. La marge latérale ouest comprend une rangée d'arbustes. Le bâtiment fait face, sur la rue Notre-Dame, au parc de la tour de la Banque Nationale et au basilaire de la tour du 700, Saint-Jacques. La demande vise à autoriser, conformément au *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, un agrandissement du bâtiment en cour avant pour le niveau du rez-de-chaussée. Dans le contexte de rénovation des fondations à l'avant du bâtiment, le propriétaire souhaite agrandir les locaux du rez-de-chaussée et rapprocher le bâtiment de la ligne de lot, et s'inscrire ainsi dans l'alignement dominant de la rue Notre-Dame. La construction a une hauteur de 5,8 m. La construction s'implantera à 1,5 m de la limite latérale ouest, à 2,6 m de la limite avant du terrain et entre 1,3 m et 2,2 m de la limite latérale est. Dans les marges latérales, l'implantation reprend celle des construction existantes (arrière de la rampe d'accès au stationnement souterrain à l'ouest et toit d'une salle mécanique semi-enfouie à l'est). A l'avant, la marge permet d'accueillir la rampe pour l'accès universel, puisque le niveau du rez-de-chaussée se situe à 0,96 m du niveau du trottoir. Le projet déroge aux dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282) suivantes* :

	• Hauteur minimale (art.11) : au moins 60 % de la façade doit respecter la hauteur minimale de 11 m tandis que la hauteur proposée pour l'agrandissement est de 5,8 m; • Marge latérale minimale (art. 81) : la marge à l'ouest est de 1,6 m au lieu du 3 m prescrit.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).*
Considérant que :	La proposition permet de respecter l'architecture du bâtiment tout en tendant à se conformer à la règlementation en vigueur.
Considérant que :	La proposition vient bonifier l'encadrement de la rue.
Considérant que :	Le projet sera présenté ultérieurement au CCU pour la révision de projet.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer un plan d'aménagement paysager.**
- **S'assurer d'une harmonisation entre la composition architecturale de l'agrandissement proposé et la sobriété du mur rideau du bâtiment existant, et d'aligner la construction sur les meneaux du mur rideau.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257400005*
Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, arrondissement de Ville-Marie*
Projet : *Dérogation mineure – 740, rue Notre-Dame Ouest*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Permettre à un restaurant de se doter d'une terrasse trois-saisons et d'intégrer un gym dans un immeuble à bureau. L'agrandissement vient aussi assurer une cohérence dans le design urbain de la rue Notre-Dame aen rapprochant le bâtiment de la rue et en formant un basilaire pour la tour.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254869009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour le remplacement d'un espace non habitable en espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « pour le remplacement d'un espace non habitable en espace habitable situé sous le niveau du rez-de-chaussée », prévu au paragraphe 13^{o} de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à l'occupation par un espace habitable d'une superficie maximale de 94 m^{2}, du niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-25 14:27

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254869009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour le remplacement d'un espace non habitable en espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de remplacer un espace non habitable par un espace habitable au 1900, rue Sherbrooke Ouest, selon la procédure des usages conditionnels prévue par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). L'immeuble est situé dans l'aire de protection de « Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice ». Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA09 240398 – 2 juin 2009 – Adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978) (1094400002)
CA14 240435 – 8 juillet 2014 – Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet le Gramercy) (1146347039)

CA19 240108 – 12 mars 2109 – Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) (1196255002)

DESCRIPTION

Le site
Le site se situe dans l'îlot formé des rues Sherbrooke, Saint-Marc et Lincoln, face au Collège de Montréal et à l'intérieur de l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. La demande vise uniquement le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke qui comporte des logements sur l'ensemble des étages à partir du rez-de-chaussée. Selon les plans de la résolution CA19 240108, des espaces commerciaux sont prévus au sous-sol en bordure de la rue Saint-Marc. Puisque la résolution ne prévoit pas de dérogation à l'usage, il est possible d'autoriser l'usage conditionnel pour permettre l'aménagement de logement en

sous-sol.

Le projet
La demande vise à réaménager le sous-sol, d'une superficie totale de 94 m^2, afin d'y aménager 3 logements en remplacement du local commercial vacant. Un permis de transformation (3003516276) est présentement à l'étude en prévision des travaux. La proposition ne requiert aucun changement de l'enveloppe existante outre la condamnation de la porte sur la rue Saint-Marc.

Le cadre réglementaire
Le paragraphe 13 de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) a pour effet d'autoriser le remplacement d'un espace non habitable par un espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée selon la procédure des usages conditionnels. Un tel projet doit respecter les critères prévus à l'article 329.4 de ce règlement afin de garantir la résilience du bâtiment aux fortes pluies :

· dans un secteur de cuvette identifié à la carte « Secteurs des écoulements et cuvettes » de l'annexe J, les aménagements destinés à des espaces habitables sont situés au-dessus du niveau du trottoir;
· la hauteur de plancher de l'étage du rez-de-chaussée tend à être à une hauteur permettant d'éviter l'infiltration des eaux pluviales;

· les surfaces non construites sont préférablement perméables et contribuent à l'absorption des eaux pluviales;

· la composition de l'enveloppe du bâtiment contribue à son étanchéité;

· les pentes positives du terrain vers le bâtiment sont favorisées, tandis que les pentes négatives existantes tendent à être comblées;

· le projet favorise la rétention des eaux pluviales au moyen d'équipement de gestion des eaux pluviales, telles que les noues végétalisées et les jardins de pluie;

· les portes d'accès au niveau du bâtiment situées, en tout ou en partie, au-dessous du niveau du sol sont suffisamment étanches pour limiter le risque d'inondation.

JUSTIFICATION

L'immeuble visé par la demande répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. Il s'agit d'un bâtiment comportant plusieurs volumes sur un terrain en pente. Le volume visé par la demande se trouve en haut de la pente alors que les cuvettes sont plutôt au bas de la pente. Ainsi, les cuvettes n'auraient pas d'impact sur l'occupation des 3 nouveaux logements. À partir de la rue Sherbrooke, la hauteur du plancher du rez-de-chaussée est au-dessus du niveau du trottoir permettant d'éviter l'infiltration des eaux pluviales. Par ailleurs, le fait que le bâtiment soit sur un terrain en pente, lors de forte pluie, l'eau ne sera pas statique puisqu'elle se déplacera dans le sens de la pente. Les aménagements paysagers sur la propriété sont majoritairement perméables et favorisent l'absorption des eaux pluviales.
Considérant que la proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);*

Considérant que le bâtiment n'est pas impacté par une cuvette de rétention d'eau de ruissellement;

Considérant qu'un aménagement gazonné est présent dans toutes les cours.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d’urbanisme qui s’est tenue le 12 juin 2025, les membres ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage sur l'emplacement;
Avis public;
Conseil d'arrondissement - adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-23

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain
serv.entr. ville-marie

Tél : 514-868-5164
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr.
ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254869009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour le remplacement d'un espace non habitable en espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée pour le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels

PV_2025-06-12_UC_3003533756.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003533756
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1900, rue Sherbrooke Ouest
Responsables :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande concerne un site localisé dans l'îlot formé des rues Sherbrooke, Saint-Marc et Lincoln, face au Collège de Montréal et à l'intérieur de l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. La demande vise uniquement le bâtiment situé au 1900, rue Sherbrooke qui comporte des logements sur l'ensemble des étages à partir du rez-de-chaussée. Selon les plans de la résolution CA19 240108, des espaces commerciaux sont prévus au sous-sol en bordure de la rue Saint-Marc. Puisque la résolution ne prévoit pas de dérogation à l'usage, il est possible d'autoriser l'usage conditionnel pour permettre l'aménagement de logement en sous-sol. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, le remplacement d'un espace non habitable par un espace habitable sous le niveau du rez-de-chaussée. La demande vise à réaménager le sous-sol, d'une superficie totale de 40 m^2, afin d'aménager 3 logements au sous-sol en remplacement du local commercial vacant. Un permis de transformation (3003516276) est présentement à l'étude en prévision des travaux. La proposition ne requiert aucun changement de l'enveloppe existante outre la condamnation de la porte sur la rue Saint-Marc.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de « Les tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice ». Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*

Considérant que :	Le bâtiment n'est pas impacté par une cuvette.
Considérant qu' :	Un aménagement gazonné est présent dans toutes les cours.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres se préoccupent que la superficie de plancher soit suffisante pour y aménager trois logements.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256645004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation de la cour intérieure de l'immeuble situé au 400, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation de la cour intérieure de l'immeuble situé au 400, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie ;
D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-25 14:29

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256645004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation de la cour intérieure de l'immeuble situé au 400, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre une occupation événementielle dans la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, située au 400, rue Sainte-Catherine Est, et ce, en vertu de l'article 385.4 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
La demande concerne la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, située derrière la Chapelle Notre-Dame-de-Lourdes et accessible par la rue Sainte-Catherine Est. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels.

Le projet
Du 15 juin au 15 octobre 2025, la cour sera aménagée avec des installations modulables sous forme de tables, dont les panneaux amovibles pourront servir de toitures ou de chevalets. Ces structures resteront accessibles au public en tout temps. Une programmation d'ateliers publics est prévue les mardis, jeudis et samedis à 14h et 16h (durée : 45 minutes), incluant performances, activités participatives, présentations et rencontres avec des artistes ou intervenants invités.

Le cadre réglementaire
L'usage conditionnel « occupation événementielle » peut être autorisé dans ce secteur en vertu de l'article 385.4 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Les critères d'évaluation sont énumérés à l'article 329.3 de ce même règlement.

Une demande d'ordonnance de bruit (1258188013) a été soumise, en raison de l'utilisation ponctuelle de son amplifié (micro et haut-parleur) prévue pour l'animation et les expériences

musicales, et ce, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., C. B-3).

JUSTIFICATION

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères du Règlement d'urbanisme (01-282). Son aménagement temporaire, ludique et discret s'intègre harmonieusement à l'environnement immédiat, tout en préservant la lisibilité architecturale du site. L'occupation proposée contribue à l'animation de la rue, à l'appropriation citoyenne et à la vitalité culturelle du Quartier latin. La programmation, encadrée par un partenaire reconnu, prévoit une diversité d'activités culturelles et éducatives. L'ensemble du projet s'inscrit ainsi de manière cohérente dans la vocation culturelle et éducative du secteur. Comme il s'agit d'un projet pilote, il est proposé de limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre, date de fin prévue pour l'événement.
Considérant que la proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du Règlement d'urbanisme (01-282).

Considérant que l'occupation proposée favorise l'animation sur la rue, l'appropriation citoyenne et la vitalité culturelle dans le Quartier latin.

Considérant que la programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement commercial Le Quartier latin, un partenaire reconnu.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

À la séance du 12 juin 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant l'adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Parution d'un avis public et affichage sur le site le 20 juin 2025.
Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre G GAGNÉ, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie

Tél : 514-868-5164
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256645004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation de la cour intérieure de l'immeuble situé au 400, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie




PV_2025-06-12_UC_3003549000.pdf1256645004_Mtl2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003549000
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	400, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	La demande concerne la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, située derrière la Chapelle Notre-Dame-de-Lourdes et accessible par la rue Sainte-Catherine Est. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle, est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, une occupation événementielle dans la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM. La cour intérieure accueillera, du 15 juin au 15 octobre 2025, des installations conceptualisées par des étudiantes en design, lauréates d'un concours organisé dans le cadre de leur cursus. Ces installations modulables prenant la forme de tables, dont les panneaux amovibles servent alternativement de toiture ou de chevalet. Les mardis, jeudis et samedis, des ateliers gratuits et ouverts au public seront proposés à 14h et 16h. Chacun de ces ateliers durera 45 minutes. La programmation, encore en cours d'élaboration, prévoit une diversité d'approches, incluant des performances, des activités participatives, des présentations et des rencontres avec des artistes ou intervenants invités. Le matériel requis, incluant micro et haut-parleurs, sera installé avant chaque séance et retiré après. En dehors des heures d'atelier, les installations resteront accessibles au public, favorisant ainsi la création de lieux de rencontres et d'échanges citoyens. Afin de garantir la propreté des lieux, un employé désigné par la Société de développement commercial du Quartier latin sera responsable du nettoyage complet du site après chaque atelier.

	L'événement se déploiera sur trois sites distincts, chacun accueillant des installations uniques ainsi que des ateliers en plein air. En plus de la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, des activités auront également lieu sur le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) ainsi que dans le square Viger. Chaque site proposera une programmation adaptée à son contexte, favorisant la diversité des expériences offertes au public.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	L'occupation proposée favorise l'animation sur la rue, l'appropriation citoyenne et la vitalité culturelle dans le Quartier latin.
Considérant que :	La programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement commercial du Quartier latin, un partenaire reconnu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante:

- **Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.**

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256645004*
Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, arrondissement de Ville-Marie*
Projet : *usage conditionnel « occupation événementielle » pour l'UQÀM*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ateliers offerts gratuitement au public jusqu'au 15 octobre 2025, avec du mobilier avec espace s'asseoir et se détendre, dans un espace ouvert à tous.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256645005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation du parvis de l'immeuble situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation du parvis de l'immeuble situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie ;
D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-25 14:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256645005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation du parvis de l'immeuble situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre une occupation événementielle sur le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, et ce, en vertu de l'article 385.4 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
La demande concerne le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), au coin du boulevard De Maisonneuve et de la rue Berri. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels.

Le projet
Du 9 juillet au 15 octobre 2025 une installation extérieure temporaire de 15'-9'' par 41' sera installée sur le parvis. L'aménagement comprendra des bancs permettant de s'asseoir ou de s'allonger, disposés sous une toile tendue formant une canopée légère. Cette structure offrira de l'ombre et pourra également servir de support pour des projections. Des ateliers gratuits et ouverts au public seront proposés les mardis, jeudis et samedis à 14h et 16h, pour une durée de 45 minutes chacun. La programmation inclura des performances, des activités participatives, des présentations et des rencontres avec des artistes ou intervenants invités.

Le cadre réglementaire
L'usage conditionnel « occupation événementielle » peut être autorisé dans ce secteur en vertu de l'article 385.4 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Les critères d'évaluation sont énumérés à l'article 329.3 de ce même règlement.

Une demande d'ordonnance de bruit (1258188012) a été soumise, en raison de l'utilisation ponctuelle de son amplifié (micro et haut-parleur) prévue pour l'animation et les expériences musicales, et ce, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., C. B-3).

JUSTIFICATION

Le projet respecte les critères d'usage conditionnel et s'inscrit dans la vocation culturelle du site. L'occupation proposée favorise l'animation sur la rue, l'appropriation citoyenne et la vitalité culturelle dans le Quartier latin. Toutefois, il appelle à la prudence quant à sa capacité à assurer une cohabitation harmonieuse dans le contexte urbain et social du secteur. Dans ce contexte, et comme il s'agit d'un projet pilote, il est proposé de limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre, date de fin prévue pour l'événement.
Considérant que la proposition satisfait partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du Règlement d'urbanisme (01-282).

Considérant que l'occupation proposée favorise l'animation de la rue et la vitalité culturelle du Quartier latin, en cohérence avec la vocation éducative et culturelle du secteur.

Considérant que la programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement du Quartier latin, un partenaire reconnu.

Considérant que certaines composantes de l'aménagement apparaissent peu adaptées aux dynamiques sociales et à l'environnement urbain immédiat, notamment en raison de la forte circulation automobile et de la présence marquée de populations vulnérables, ce qui pourrait entraîner des usages non souhaités ou prolongés de l'espace.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

À la séance du 12 juin 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition et commentaires à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant l'adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Parution d'un avis public et affichage sur le site le 20 juin 2025.
Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre G GAGNÉ, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-20

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie

Tél : 514-868-5164
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256645005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « occupation événementielle » relativement à l'occupation du parvis de l'immeuble situé au 475, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

PV_2025-06-12_UC_3003548994.pdf1256645005_Mtl2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003548994
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	475, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	La demande concerne le parvis de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), au coin du boulevard De Maisonneuve et de le rue Berri. Le secteur à vocation commerciale et institutionnelle, est au cœur du Quartier latin, un secteur animé par de nombreux événements culturels. La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, une occupation événementielle sur le parvis de la BAnQ. Le parvis accueillera, du 6 juillet au 15 octobre 2025, une installation conceptualisée par des étudiantes en design, lauréates d'un concours organisé dans le cadre de leur cursus. L'aménagement de 15'-9" par 41' comprend des bancs permettant de s'asseoir ou de s'allonger, disposés sous une toile blanche tendue formant une canopée légère au-dessus des assises et d'un espace central. Cette structure offre de l'ombre et peut également servir de support pour des projections. Les mardis, jeudis et samedis, des ateliers gratuits et ouverts au public seront proposés à 14h et 16h. Chacun de ces ateliers durera 45 minutes. La programmation, encore en cours d'élaboration, prévoit une diversité d'approches, incluant des performances, des activités participatives, des présentations et des rencontres avec des artistes ou intervenants invités. Le matériel requis, incluant micro et haut-parleurs, sera installé avant chaque séance et retiré après. En dehors des heures d'atelier, les installations resteront accessibles au public, favorisant ainsi la création de lieux de rencontre et d'échanges citoyens. Afin de garantir la propreté des lieux, un employé désigné par la Société de développement commercial du Quartier latin sera responsable du nettoyage complet du site après chaque atelier.

	L'événement se déploiera sur trois sites distincts, chacun accueillant des installations uniques ainsi que des ateliers en plein air. En plus du parvis de la bibliothèque, des activités auront également lieu dans la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin de l'UQÀM, ainsi que dans le square Viger. Chaque site proposera une programmation adaptée à son contexte, favorisant la diversité des expériences offertes au public.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition satisfait partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.
Considérant que :	L'occupation proposée favorise l'animation de la rue et la vitalité culturelle du Quartier latin, en cohérence avec la vocation éducative et culturelle du secteur.
Considérant que :	La programmation, encore en cours de finalisation, prévoit une variété d'activités culturelles et éducatives, encadrées par la Société de développement commercial du Quartier latin, un partenaire reconnu.
Considérant que :	Certaines composantes de l'aménagement apparaissent peu adaptées aux dynamiques sociales et à l'environnement urbain immédiat, notamment en raison de la forte circulation automobile et de la présence marquée de populations vulnérables, ce qui pourrait entraîner des usages non souhaités ou prolongés de l'espace.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Limiter la durée de l'autorisation jusqu'au 15 octobre 2025.**

Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur explore la possibilité d'apporter des modifications à l'installation de façon à mieux répondre aux particularités du contexte urbain et social du secteur et d'assurer sa durabilité face aux intempéries. Également, il serait souhaitable de prévoir un plan de gestion inclusif, en collaboration avec des organismes communautaires actifs dans le secteur, de façon à favoriser une cohabitation harmonieuse.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256645005*
Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, arrondissement de Ville-Marie*
Projet : *usage conditionnel « occupation événementielle » pour la BAnQ*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ateliers offerts gratuitement au public jusqu'au 15 octobre 2025, avec du mobilier avec espace s'asseoir et se détendre, dans un espace ouvert à tous.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256926002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'assortir cette autorisation de la condition suivante pour l'usage « occupation évènementielle »:
a) Limiter la durée de l'autorisation pour une période de 24 mois.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-27 10:43

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256926002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à autoriser les usages « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » au 2875, rue Hochelaga conformément à la procédure des usages conditionnels prévue par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement est situé à l'angle des rues Hochelaga et Wurtele. À l'est, il est bordé par l'emprise de la voie ferrée appartenant au Canadien National (CN). Au nord, un espace vacant est la propriété du Collège Sainte-Marie. La forme du lot, en L, est atypique et occupe l'entièreté du front de rue entre Wurtele et la voie ferrée.

Le site est localisé dans un milieu où les bâtiments ont un haut taux d'implantation et où les terrains non bâtis sont rares. Les lots adjacents, sur la rue Wurtele, comprennent des bâtiments de deux à trois étages. Le secteur est également caractérisé par la présence de plusieurs bâtiments à vocation industrielle, au sud, sur la rue Florian, mais aussi à l'est, sur la rue Hochelaga.

Le site accueillait un garage pour automobiles jusqu'en 2019.

Le bâtiment est situé dans un secteur de la catégorie M.1A où les usages mixtes résidentiels et commerciaux de faible intensité sont autorisés.

Le projet

Usage conditionnel pour « occupation évènementielle »

Le projet d'usage conditionnel pour « occupation évènementielle » comprend un aménagement comportant quatre conteneurs et du mobilier urbain, ainsi que la tenue d'activités socio-communautaires dans la cour avant pour une durée de 24 mois. Le projet comprend une scène de 22 m2, quatre tables et des chaises. Un éclairage d'ambiance à l'aide des guirlandes est prévu. Des espaces de stationnement pour les vélos et une stratégie de gestion des matières résiduelles sont également inclus dans le projet. Dix événements culturels avec amplification sonore sont prévus, tels que des spectacles, des fêtes de quartier et des marchés.

Les conteneurs accueillent les projets citoyens suivants : Le Cabanon (bibliothèque d'outils et d'objets mutualisés), Locomotion (partage de remorque à vélo), Tourne à gauche (réparation de vélo), Récuperatum (recyclerie de matériaux), Fruits défendus (cueillette urbaine de fruits)

Usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle »
Le demandeur souhaite transformer le bâtiment afin d'y accueillir les activités collectives suivantes :

- au rez-de-chaussée, un espace pour les grands projets, ainsi que 2 studios insonorisés dédiés au vidéo et à la musique;
- au deuxième étage, des espaces pour travailler le verre, l'argile, la céramique, la vitre et pratiquer la joaillerie et la photographie.

Le cadre réglementaire

Le bâtiment est situé dans un secteur de la catégorie M.1A, ainsi que dans l'unité de paysage Hochelaga.

Usage conditionnel pour « occupation évènementielle »

L'article 385.4 du Règlement d'urbanisme (01-282) prévoit qu'un usage conditionnel pour « occupation évènementielle » peut être autorisé s'il remplit les conditions associées.

En vertu de l'article 329.3 du Règlement d'urbanisme (01-282), l'usage conditionnel pour « occupation évènementielle » doit respecter les critères suivants :

- l'occupation proposée favorise l'animation sur rue;
- l'apparence des constructions temporaires extérieures favorise l'intégration du projet dans son milieu environnant et leurs implantations sur le site contribuent à l'animation de la rue;
- l'occupation contribue à la mise en valeur des caractéristiques architecturales des bâtiments;
- les caractéristiques du projet visé permettent de limiter les nuisances, telles que l'intensité de la circulation, le bruit et l'intensité de l'éclairage;
- les matériaux utilisés doivent offrir une résistance aux intempéries et préférablement être réutilisables ou recyclables;
- le projet d'aménagement tend à intégrer les principes de l'accessibilité universelle;
- lors de la saison hivernale, l'entreposage ou la gestion stratégique de la neige favorise l'accès aux piétons et une libre circulation sur le site;
- la stratégie de gestion des matières résiduelles permet notamment de réduire au minimum la consommation de nouvelles ressources et d'optimiser l'utilisation de ressources matérielles afin d'éviter le gaspillage.

Le projet a déjà fait l'objet d'une ordonnance sur le bruit pour la saison 2025 en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3).

Usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle »

Les activités collectives proposées, étant considérés comme un usage « activité communautaire ou socioculturelle », une autorisation conformément à la procédure des usages conditionnels est nécessaire afin d'autoriser ce projet. Il peut être autorisé en vertu de l'article 190 du Règlement d'urbanisme (01-282). Le projet doit respecter les critères d'évaluation suivants:

- l'usage proposé doit être compatible et complémentaire avec le milieu environnant (a. 315 par. 1°);
- l'apparence extérieure de la construction et l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant (a. 315 par. 2°);
- l'usage doit préférablement être exercé sur un terrain adjacent à un terrain occupé par un usage autre que la famille résidentielle, sur un terrain adjacent à une voie de circulation importante ou sur un terrain de coin; (a. 315 par. 3°).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet répond adéquatement aux critères et aux conditions requises pour permettre les usages « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » par usage conditionnel. L'usage « occupation évènementielle » contribue à l'animation du secteur et offre une programmation culturelle variée et un lieu de rassemblement citoyen. Il permet également d'assurer une occupation de l'espace et contribue ainsi à augmenter le sentiment de sécurité.

Considérant que la demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment vise une superficie moindre que celle présentement occupée par l'OBNL.

Considérant que la demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment permet de pérenniser et de bonifier l'offre de l'OBNL.

Considérant le caractère industriel du lieu et du bâtiment, la proposition est acceptable et globalement le projet permet une meilleure utilisation du site et d'animer le secteur pour améliorer le sentiment de sécurité.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Le projet a reçu un avis favorable des membres du comité consultatif d'urbanisme lors d'une présentation le 12 juin 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication d'un avis dans le journal : 21 juin 2025
Affichage sur le site : 20 juin 2025
Conseil d'arrondissement : 8 juillet 2025 – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Agente de recherche

Tél : 514 868-5006
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-25

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr.

ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256926002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie



Grille d'analyse Montréal 2030 - 1256926002.pdf



PV_2025-06-12_UC_RP_3003553084_3553083_3524261.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Agente de recherche

Tél : 514 868-5006
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 juin 2025
3003553084, 3003553083 et 3003524261
4.5.4 et 4.6.23

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2875, rue Hochelaga
Responsables :	Andréanne Maltais-Tremblay et Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un site localisé à l'angle des rues Hochelaga et Wurtele. À l'est, il est bordé par l'emprise de la voie ferrée appartenant au Canadien National (CN). Au nord, un espace vacant est la propriété du Collège Sainte-Marie. La forme du lot, en L, est atypique et occupe l'entièreté du front de rue entre Wurtele et la voie ferrée. Le projet consiste à démolir les bâtiments sans fondation en cour latérale est et à l'arrière du bâtiment existant. Ces espaces seront remplacés par un agrandissement qui vise à permettre l'ajout d'ateliers d'artiste et d'artisan et d'espaces dédiés à différents médiums et activités (réparation de vélos, menuiserie, couture, photo, musique, céramique, verre soufflé, etc.). Le demandeur, LESPACEMAKER, est un organisme à but non-lucratif (OBNL) qui se définit comme un atelier de fabrication mutualisé et communautaire. L'entièreté des espaces est utilisée dans une optique de partage de connaissances et la location d'espaces se fait uniquement de façon temporaire. <u>Usage conditionnel pour « occupation évènementielle »</u> La demande vise à régulariser la présence de quatre conteneurs et de mobiliers urbains et la tenue d'activités socio-communautaires dans la cour avant pour une durée de 24 mois. Le projet comprend une scène de 22 m2, quatre tables et des chaises. Un éclairage d'ambiance à l'aide des guirlandes est prévu. Des espaces de stationnement pour les vélos et une stratégie de gestion des matières résiduelles sont également inclus dans le projet. Dix évènements culturels avec amplification sonore sont prévus, tels que des spectacles, des fêtes de quartier et des marchés. Les conteneurs accueillent les projets citoyens suivants : Le Cabanon (bibliothèque d'outils et d'objets mutualisés), Locomotion (partage de

	remorque à vélo), Tourne à gauche (répération de vélo), Récuperatum (recyclerie de matériaux), Fruits défendus (cueillette urbaine de fruits). <u>Usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle»</u> Le demandeur souhaite démolir deux bâtiments sans fondation - présents en cour latérale et arrière - afin d'agrandir le bâtiment et y ajouter une superficie de 588 m^2. Un usage conditionnel pour l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est nécessaire afin d'autoriser ce projet. Au rez-de-chaussée de l'agrandissement, un espace pour les grands projets est aménagé, ainsi que 2 studios insonorisés dédiés au vidéo et à la musique. Au deuxième étage, il est prévu d'aménager des espaces pour travailler le verre, l'argile, la céramique, la vitre et pratiquer la joaillerie et la photographie. <u>Révision de projet</u> Le projet d'agrandissement principal s'implante derrière le bâtiment actuel sur une portion du terrain en légère surélévation. Son rez-de-chaussée consiste en un vaste volume sans ouvertures de plus de 6 m de haut, qui est surmonté d'un 2e niveau. Visuellement, ce nouveau volume dépasse d'un étage le volume existant. Le rez-de-chaussée double hauteur comporte une seule ouverture, une porte double qui donne sur la ruelle, et ses autres murs sont aveugles. Son revêtement est proposé en blocs de béton naturel disposé en panneresse. Le 2^e niveau comporte 5 fenêtres sur la façade donnant sur la ruelle et plusieurs ouvertures sur la façade sud donnant sur la toiture du bâtiment existant. Les deux autres murs, dont celui donnant sur le chemin de fer, sont aveugles. Le revêtement proposé pour ce volume est constitué de panneaux isolants préfabriqués fini en métal de couleur argent sur les murs sud et ouest, et de blocs de béton sur les murs nord et est. Le 2^e agrandissement est prévu sur le coin sud-est du bâtiment existant. Il s'agit principalement d'espaces d'entreposage accessibles de l'intérieur. Le volume est massif, aveugle et recouvert de panneaux préfabriqués finis en métal. Une porte double permet un accès extérieur. Le volume est construit dans l'alignement du bâtiment principal et de même hauteur. Une grande terrasse est prévue sur le toit et des bacs de plantation pour un potager urbain seront proposés et mis à la disponibilité des usagers. Une superficie de toiture végétalisée est proposée également.
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les demandes d'usage conditionnel et de révision de projet répondent adéquatement aux objectifs, critères d'évaluation et conditions du *Règlement d'urbanisme (01-282).*
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « occupation évènementielle » contribue à l'animation du secteur, en offrant notamment une programmation culturelle variée et un lieu de rassemblement citoyen.
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment vise une superficie moindre que celle présentement occupée par l'OBNL.
Considérant que :	La demande d'usage conditionnel pour « activité communautaire ou socioculturelle » pour l'agrandissement du bâtiment permet de pérenniser et de bonifier l'offre de l'OBNL.
Considérant qu' :	Étant donné le caractère industriel du lieu et du bâtiment, la proposition d'agrandissement est acceptable et qu'elle permet une meilleure utilisation du site.
Considérant que :	La matérialité proposée participe peu à mettre en valeur ou à enrichir le patrimoine architectural.
Considérant que :	Le nouveau volume de deux étages proposé au coin sud-est est hautement visible et que la proposition doit participer à la bonification des lieux.
Considérant que :	L'aménagement paysager permet un apport de végétalisation appréciable sur le site et que les arbres proposés sont d'une essence diversifiée et autorisée à l'annexe K.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard des demandes d'usage conditionnel.

Également, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de révision de projet aux conditions suivantes :

- **Explorer la possibilité d'apporter les modifications suivantes :**
  - **modifier la volumétrie de la nouvelle construction au coin sud-est de manière à la démarquer du volume existant;**
  - **utiliser l'opportunité d'exprimer la vocation du lieu pour proposer une intervention à caractère artistique sur les surfaces du nouveau volume au coin sud-est.**

- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres préconisent l'installation d'un éclairage adéquat afin d'assurer la sécurité du site. De plus, les membres souhaitent une amélioration de la qualité de la matérialité du mur donnant sur la ruelle.

Robert Beaudry Président	Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256926002*
Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme*
Projet : *Autoriser, l'exercice de deux usages conditionnels, « occupation évènementielle » et « activité communautaire ou socioculturelle » pour le bâtiment situé au 2875, rue Hochelaga, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie*

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **S.O.**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **S.O.**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254957003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218)

D'adopter le Règlement abrogeant Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-03 08:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Avis de motion: CA25 240281

Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement abrogeant Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) » et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.14 1254957003

Anne-Marie LEMIEUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254957003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025 le Conseil a pris la résolution CA25 240224 afin d'adopter le code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Le code de vie prendra effet à compter du 1er septembre 2025.
Le conseil d'arrondissement a par ailleurs proposé d'abroger le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218), étant donné sa volonté de le remplacer par un code de vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240224 - Abroger le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) et Adopter le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (GDD 1259039001).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'adopter le Règlement abrogeant le règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218).
Le présent règlement comporte une disposition prévoyant sa prise d'effet en date du 1er septembre 2025, jour où le Code de vie des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie prendra effet.

JUSTIFICATION

L'abrogation d'un règlement doit se faire par l'adoption d'un règlement abrogeant celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communications relatives au remplacement du Règlement par une Code de vie ont été élaborées en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt : 10 juin 2025
Adoption : 8 juillet 2025
Prise d'effet : 1er septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 514 708-0416
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254957003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218)



Règlement abrogeant règl CA-24-218.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

Ville-Marie
Montréal

CA-24-xxx	**Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218)**

Vu les articles 4 et 7 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 130 et 141 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du ……2025, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-218) est abrogé.

2. Le présent règlement prend effet le 1er septembre 2025.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1254957003) *a été affiché au Bureau d'arrondissement, sur le site Internet de l'Arrondissement et publié dans le journal Le Devoir le _ _ _, 2025 annonçant la date de sa prise d'effet le 1er septembre 2025*.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256645003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

D'adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-05-30 12:42

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Résolution: CA25 240284

Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal - Avis de motion et adoption du projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) » en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1256645003

Anne-Marie LEMIEUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Avis de motion: CA25 240283

Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) » en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.16 1256645003

Anne-Marie LEMIEUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256645003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a adopté, le 21 novembre 2024, un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, le RCG 14-029-7, pour identifier des milieux humides d'intérêt et intégrer des dispositifs visant à assurer leur protection. Ce règlement est entré en vigueur le 16 janvier 2025.
Cette modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal entraîne une obligation de concordance pour la réglementation de l'arrondissement de Ville-Marie.

Ainsi, il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1), en vue d'assurer la concordance aux exigences visant les milieux humides d'intérêt. Ces modifications permettront également d'identifier l'emplacement précis de ces milieux humides et de leurs aires de protection sur le territoire de l'arrondissement, situés dans le parc du Mont-Royal ainsi que sur les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0687 - 20 février 2025 - Adopter le document d'accompagnement du règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) (1253422002).
CG24 0686 - 21 novembre 2024 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération (1233422001).

CG24 0046 – 25 janvier 2024 - Adoption - Règlement de contrôle intérimaire relatif à la protection des milieux humides (1233422003).

DESCRIPTION

Les modifications apportées au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sont les suivantes :

· Ajout des définitions d' « aire de protection d'un milieu humide » et d' « étude de caractérisation d'un milieu humide » ;

· Ajout de la section suivante :
« SECTION III – Mesures relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et à leur aire de protection », laquelle dicte les activités interdites dans le milieu humide et son aire de protection, ainsi que les cas d'exemption ;

· Modification de l'article 424.1.2, qui énumère les espèces envahissantes dont la plantation est interdite dans certains secteurs, afin d'étendre cette interdiction aux milieux humides ainsi qu'à un périmètre de 100 mètres autour de ceux-ci ;

· Remplacement de l'annexe F portant sur le patrimoine naturel, afin d'y intégrer une nouvelle carte compilant les territoires d'intérêt écologique et les milieux humides d'intérêt, en concordance avec les cartes 15 et 15.1 incluses au Schéma d'aménagement ;

· Ajout de l'annexe M, précisant les exigences relatives à une étude de caractérisation des milieux humides.

La modification apportée au Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) est la suivante :

· L'article 12 a été modifié afin d'interdire le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, ainsi que dans son aire de protection, sauf dans certains cas particuliers qui y sont énumérés.

Étant donné qu'il s'agit d'une modification visant uniquement la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, le présent projet ne comporte aucun objet susceptible d'approbation référendaire.

JUSTIFICATION

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) impose aux municipalités l'obligation d'adopter un règlement de concordance dans un délai de six mois suivant la modification d'un schéma d'aménagement, afin d'assurer la conformité de leurs règlements d'urbanisme.
Ainsi, les éléments obligatoires décrits dans le document complémentaire du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal ont été intégrés au présent projet de modification réglementaire, conformément aux exigences de la LAU..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature et du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue d'une consultation

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement, à la séance du CA du 10 juin 2025
Assemblée publique de consultation, le 25 juin 2025
Adoption du règlement, à la séance du CA du 8 juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE

directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-05-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256645003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ainsi que le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal






Annexe_F.pdfAnnexe_N.pdf1256645003_Mtl2030.pdfProjet_regl_MilieuxHumides_VF.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Agente de recherche

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-25-xxx	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1) en vue d'assurer une concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.**

Vu les articles 58, 113, 115, 145.15 et 145.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) ;

Vu les articles 130, 131 et 133 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 155 et 162 de l'annexe C de cette Charte ;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du _____ 2025;

Considérant qu'un projet du présent règlement a été déposé à la séance du _____ 2025;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'ajout, après la définition d' « aire de détente », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide à protéger ou à restaurer; » ;

2° l'ajout, après la définition d' « étage », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation d'un milieu humide » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe N intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide; ».

2. Le titre du chapitre X, du titre II, de ce règlement est remplacé par le suivant:

« RIVES, LITTORAL, PLAINES INONDABLES ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

3. Le chapitre X, du titre II, de ce règlement est modifié par l'ajout, après la section II, de la section suivante :

« **SECTION III**
MESURES RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET À LEUR AIRE DE PROTECTION

133.05. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans une aire de protection d'un milieu humide identifiés à l'annexe F, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :

1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

2° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

3° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

4° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

5° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou d'une aire de protection;

6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

a) dans milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;

b) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;

c) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;

7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :

a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public;

b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;

c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;

8° la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection d'un milieu humide et dans le milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;

9° la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :

a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;

b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer;

10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

133.06. Malgré l'article 133.05, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide.

Aux fins du premier alinéa, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation;

2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;

3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

133.07. Malgré l'article 133.05, pour un terrain exempt de toute construction, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;

2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;

3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;

4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;

5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

Les demandes de permis ou certificats pour les travaux visés au premier alinéa doivent être accompagnés d'une étude de caractérisation d'un milieu humide et doivent être approuvés conformément au Titre VIII, selon les critères suivants :

Afin de maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection, le projet doit :

a) prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;

b) préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;

c) favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides;

Afin de valoriser les éléments d'intérêts naturels et de favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet, ce dernier doit :

d) préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;

e) proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides

et des autres milieux naturels présents;

Afin de favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité, le projet doit :

f) maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;

g) préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes;

Afin de préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration, le projet doit :

h) préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;

i) préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.

133.08. Une étude de caractérisation d'un milieu humide doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction ou la transformation d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans une aire de protection d'un milieu humide.

Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation d'un milieu humide n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

133.09. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation d'un milieu humide prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide identifiés à l'annexe F.

133.010. Dans l'aire de protection d'un milieu humide, le côté riverain à un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouverture ni accès vers celui-ci. »

4. Le deuxième alinéa de l'article 424.1.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « entre ses limites ouest et est, » des mots suivants « ou à moins de 100 mètres d'un milieu humide identifié à l'annexe F, »

5. L'annexe F, intitulée « LE PATRIMOINE NATUREL », de ce règlement est remplacée par l'annexe F, intitulée « TERRITOIRES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT », jointe à l'annexe 1 du présent règlement.

6. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe N intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » jointe à l'annexe 2 du présent règlement.

7. L'article 12 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., C. O-1) est modifié par :

1° l'ajout, après le sous-paragraphe d) du paragraphe 2°, du paragraphe et sous-

paragraphes suivants :

« 3° de morceler un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, ou dans une aire de protection d'un milieu humide telle que définie au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et identifiés à l'annexe F de ce règlement, sauf dans les cas suivants :

a) un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

b) un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

c) un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

d) aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

e) aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

f) aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

g) aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

h) aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection. »

2° l'ajout, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins du paragraphe 3°, la délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation d'un milieu humide, telle que définie au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et respectant les exigences mentionnées à son annexe N, prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide identifiés à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

ANNEXE 1
ANNEXE F – TERRITOIRES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

ANNEXE 2
ANNEXE N – ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

GDD : 1256645003

Secteur des îles

Fleuve Saint-Laurent

Lac aux Castors

avenue du Docteur-Penfield

rue Sherbrooke Ouest

Voir encadré

Fleuve Saint-Laurent

Annexe F - Territoires d'intérêt écologique et milieux humides d'intérêt

- Écoterritoire
- Bois et corridor forestier métropolitain
- Milieu naturel protégé ou en voie de l'être
- Parc local comprenant des milieux naturels d'intérêt
- Rive et littoral à dominance naturelle
- Mosaïque de milieux naturels
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Milieu humide en littoral ou zone inondable
- Aire de protection d'un milieu humide
- Limite d'arrondissement
- Hydrographie

Mai 2025

Souce : Sig arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE N
ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe F du présent règlement;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
      À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256645003*
Unité administrative responsable : *DAUM*
Projet : *Modifications réglementaires visant la protection des milieux humides d'intérêt*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La mise en place de mesures de protection des milieux humides d'intérêt vise à préserver l'intégrité écologique des sites en assurant une protection renforcée des écosystèmes sensibles. Elle contribue à la préservation de la biodiversité locale tout en s'inscrivant dans les objectifs de développement durable et de résilience face aux changements climatiques.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? La protection des milieux humides augmentera la protection de la biodiversité et participera à la diminution des îlots de chaleur et la rétention des eaux pluviales,	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.16

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages

D'adopter, avec modifications, un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-30 08:31

Signataire : Marc LABELLE

_____

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages

CONTENU

CONTEXTE

L'assemblée publique de consultation s'est tenue le 25 juin 2025.
Au cours de l'assemblée publique de consultation, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) a présenté une modification visant à préciser, dans la définition de gîte touristique, l'obligation de fournir le petit-déjeuner.

Cette modification vise a renforcer la distinction entre l'usage gîte touristique d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale.

L'objet de la modification apportée au projet est susceptible d'approbation référendaire.

1257768013: Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 juin 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
conseiller(-ere) en amenagement

514-868-4987
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages



Projet de modification réglementaire_25juin V2.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-4987
Télécop. : -

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.XX **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)**

Vu les articles 113 et 119 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H-1.01);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition d'« établissement » des définitions suivantes :

«« établissement d'hébergement touristique » : un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement, tels un lit, une chambre, une suite, un appartement ou une maison est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours »;

« établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas sur place »; »

2° le remplacement, dans la définition de « gîte touristique », de «, des repas pouvant être servis à ses occupants et qui requiert une attestation de classification au sens de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (RLRQ, chapitre E-14.2) » par « et comprend le petit-déjeuner servi sur place »;

3° l'insertion, après la définition « poste de police de quartier », de la définition suivante :

«« résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales »;

4° la suppression de la définition de « résidence de tourisme »

2. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « résidence de tourisme » par les mots « établissement d'hébergement touristique », partout où ils se trouvent.

3. L'article 136 est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7, du paragraphe suivant :

« 7.1° l'usage gîte touristique aux conditions suivantes :
a) l'usage doit être dans un secteur de la catégorie R.2, R.3 et M.1 à M.9;
b) l'usage doit être situé à une distance minimale de 150 m d'un autre gîte touristique calculé conformément aux articles 263 et 264; »

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 141.1, des articles suivants :

« 141.1.1 Un établissement d'hébergement touristique et un gîte touristique sont interdits sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement, à l'exception d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale. »

« 141.1.2 Malgré l'article 141.1.1, un établissement d'hébergement touristique et un gîte touristique peuvent être autorisés selon la procédure des usages conditionnels. »

5. Le tableau de l'article 143 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans la case relative à la catégorie R.2, des mots « 1-8 logements » par les mots « 1- nombre illimité de logements ».

6. Ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 1 de l'article 150 et du paragraphe 1 de l'article 190.

7. Ce règlement est modifié par la suppression des mots « gite touristique » dans les articles 152, 194, 200, 207, 213, 220, 227, 234 et 247.

8. La section II du chapitre VI du titre III de ce règlement est abrogée.

9. L'intitulé de la sous-section 1.1 de la section II du chapitre VII du titre III de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « D'UNE RÉSIDENCE DE TOURISME » par les mots « D'UN ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE ET D'UN GÎTE TOURISTIQUE ».

10. Le premier alinéa de l'article 316 est remplacé par le suivant :

« Afin d'assurer une bonne intégration des usages dans leur milieu, lorsque l'usage conditionnel est l'implantation d'un établissement d'hébergement touristique ou un gîte touristique, une demande doit respecter les critères suivants : »

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2025, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2025.

GDD : 1254869008

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Résolution: CA25 240286

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages - Adoption du 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance du conseil d'arrondissement, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie a été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1254869008

Anne-Marie LEMIEUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 juin 2025	Avis de motion: CA25 240285

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages - Avis de motion

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) » à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.17 1254869008

Anne-Marie LEMIEUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juin 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-06-02 11:53

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification réglementaire est requise afin de permettre l'arrimage administratif du cadre réglementaire de l'arrondissement de Ville-Marie suite à l'adoption du nouveau règlement municipal 25-007, soit le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique de la Ville de Montréal est entré en vigueur le 17 mars 2025. Ce règlement vise à répondre aux enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements en location à long terme. Cette nouvelle règlementation est étendue à l'ensemble des 19 arrondissements de la Ville de Montréal. S'appliquant seulement aux résidences principales, cette nouvelle réglementation permet de mieux encadrer cette activité en répondant adéquatement à la demande de logement des personnes résidentes et celle des touristes.
L'application de cette nouvelle règlementation est assurée par une escouade constituée d'une coordonnatrice, de 7 inspecteurs ainsi que 2 préposés à l'escouade pour l'ensemble des 19 arrondissements.

Le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique comprend les éléments suivants :
• La limitation de la période de location permise des résidences principales à des fins d'hébergement touristique (période autorisée du 10 juin au 10 septembre de chaque année);
• L'obligation de l'obtention d'un permis d'exploitation pour toute personne souhaitant mettre en location courte durée sa résidence principale (permis annuel renouvelable sur demande);
• L'obligation d'afficher le permis d'exploitation délivré par l'autorité compétente;
• La possibilité de révocation du permis d'exploitation.

Le projet
L'adoption du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique entraîne la

nécessité d'un arrimage administratif du cadre réglementaire en arrondissement visant les éléments principaux suivants :

· Introduction des définitions suivantes :
- établissement d'hébergement touristique;
- établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale;
- résidence principale.

· Autoriser les gîtes touristiques via la procédure d'usage conditionnel afin d'éviter les risques de confusion avec les nouveaux usages.

La modification ne viendrait pas modifier les secteurs où les gîtes touristiques sont déjà autorisés soit, dans les secteurs : R.2, R.3, M.1, M.2, M.3, M.4, M.5, M.6, M.7, M.8 et M.9.

Le cadre réglementaire
Le projet de Règlement est conforme au Plan d'urbanisme; il est également conforme aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire.

Le projet de Règlement devra obtenir un certificat de conformité.

Tous les articles de ce projet de Règlement sont susceptibles d'approbation référendaire.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées visent principalement à s'arrimer avec l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal afin de contrer les enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements. Le projet de règlement permet d'uniformiser l'application de la réglementation concernant l'hébergement touristique dans une résidence principale en concordance avec le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007) de la Ville de Montréal et avec la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H.1.01). Ces nouvelles dispositions intégrées au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) permettront de combler les limites de la réglementation actuelle à l'égard de la notion de résidence principale et du fardeau de la preuve contre les contrevenants.
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-Avis de motion et adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de règlement
-Assemblée publique de consultation.

-Adoption par le conseil d'arrondissement d'un deuxième projet de règlement.
-Avis public pour le processus d'adoption référendaire.
-Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement.
-Tenue d'un registre, le cas échéant.
-Délivrance d'un certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr. ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254869008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à l'égard de la terminologie des établissements d'hébergement touristique et des catégories d'usages



1254869008_Montréal 2030_CB.pdf



Projet de modification réglementaire_final.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.XX Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Vu les articles 113 et 119 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H-1.01);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2025, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition d'« établissement » des définitions suivantes :

«« établissement d'hébergement touristique » : un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement, tels un lit, une chambre, une suite, un appartement ou une maison est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours »;

« établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas sur place »; »

2° la suppression, dans la définition de « gîte touristique », de « , et qui requiert une attestation de classification au sens de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (RLRQ, chapitre E-14.2) »;

3° l'insertion, après la définition « poste de police de quartier », de la définition suivante :

«« résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales »;

4° la suppression de la définition de « résidence de tourisme »

2. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « résidence de tourisme » par les mots « établissement d'hébergement touristique », partout où ils se trouvent.

3. L'article 136 est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7, du paragraphe suivant :

« 7.1º l'usage gîte touristique aux conditions suivantes :
a) l'usage doit être dans un secteur de la catégorie R.2, R.3 et M.1 à M.9;
b) l'usage doit être situé à une distance minimale de 150 m d'un autre gîte touristique calculé conformément aux articles 263 et 264; »

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 141.1, des articles suivants :

« 141.1.1 Un établissement d'hébergement touristique et un gîte touristique sont interdits sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement, à l'exception d'un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale. »

« 141.1.2 Malgré l'article 141.1.1, un établissement d'hébergement touristique et un gîte touristique peuvent être autorisés selon la procédure des usages conditionnels. »

5. Le tableau de l'article 143 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans la case relative à la catégorie R.2, des mots « 1-8 logements » par les mots « 1- nombre illimité de logements ».

6. Ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 1 de l'article 150 et du paragraphe 1 de l'article 190.

7. Ce règlement est modifié par la suppression des mots « gite touristique » dans les articles 152, 194, 200, 207, 213, 220, 227, 234 et 247.

8. La section II du chapitre VI du titre III de ce règlement est abrogée.

9. L'intitulé de la sous-section 1.1 de la section II du chapitre VII du titre III de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « D'UNE RÉSIDENCE DE TOURISME » par les mots « D'UN ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE ET D'UN GÎTE TOURISTIQUE ».

10. Le premier alinéa de l'article 316 est remplacé par le suivant :

« Afin d'assurer une bonne intégration des usages dans leur milieu, lorsque l'usage conditionnel est l'implantation d'un établissement d'hébergement touristique ou un gîte touristique, une demande doit respecter les critères suivants : »

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1_____) entré en vigueur le _____ 2025, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2025.

GDD : 1254869008

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : *1254869008*
Unité administrative responsable : *DAUM – Division de l'urbanisme*
Projet : *Établissement d'hébergement touristique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *7. Les modifications réglementaires permettront de contrer les enjeux de disponibilité et d'abordabilité de logements sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2025/07/08
18:30

Dossier # : 1256645006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les café-terrasses et les placottoirs

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les cafés-terrasses et les placottoirs.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-07-02 11:12

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256645006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les café-terrasses et les placottoirs

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) afin de simplifier la réglementation applicable aux cafés-terrasses autorisés sur le domaine public, tout en maintenant un haut niveau de qualité des aménagements. Cette modification vise à introduire un cadre plus flexible et mieux adapté à la diversité des contextes urbains.

Cette révision découle du grand nombre de cafés-terrasses présents sur le territoire de l'arrondissement, soit plus de 300 chaque année, et des difficultés fréquemment rencontrées pour appliquer de manière cohérente les normes en vigueur. Elle vise à clarifier le cadre réglementaire, à faciliter son application sur le terrain et à offrir une plus grande marge de manœuvre aux commerçants et à l'administration dans des contextes variés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240049 - 11 février 2020 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses (1193200002);

CA21 240128 – 13 avril 2021 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) afin d'apporter des précisions relatives aux café-terrasses et placottoirs, ainsi que des corrections de nature technique (1218188001);

CA22 240150 - 12 avril 2022 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) afin d'apporter des modifications relatives à la tarification des occupations permanentes sur le domaine public ainsi que pour prolonger la période d'exploitation annuelle des café-terrasses et placottoirs (1218188005).

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) afin de remplacer les normes encadrant les permis d'occupation périodiques. Ces permis concernent exclusivement les aménagements de cafés-terrasses et de placottoirs.

L'annexe 1, qui regroupe la majorité des normes applicables à ces aménagements, est abrogée. Les dispositions normatives sont réintégrées directement dans le corps du règlement, sous les sections existantes III.1 intitulée « Dispositions applicables aux occupations périodiques relatives à un café-terrasse » et III.2 intitulée « Dispositions particulières aux occupations périodiques applicables à des fins de placottoir ».

Les principales modifications apportées aux normes encadrant les cafés-terrasses sont les suivantes :

1. Repousser la période d'ouverture des cafés-terrasses au 15 avril;
2. Autoriser le prolongement des cafés-terrasses devant les terrains non bâtis;
3. Autoriser les cafés-terrasses sur l'ensemble du territoire, au sud de la rue Sherbrooke;
4. Abroger les normes plus strictes visant les épiceries;
5. Permettre des aménagements plus légers sur les rues piétonnes;
6. Élargir la gamme de matériaux autorisés;
7. Permettre l'installation, en cas de pluie, de toiles transparentes fermant les côtés;
8. Abroger les normes de couleur, sauf dans le Vieux-Montréal;
9. Assouplir l'encadrement de la végétation;
10. Introduire un article encadrant le pouvoir discrétionnaire du fonctionnaire qui pourra autoriser, dans des situations particulières, des normes de remplacement.

Les normes relatives aux placottoirs, étroitement liées à celles des cafés-terrasses, ont été revues et relocalisées de manière cohérente dans le corps du règlement, sans toutefois être modifiées sur le fond.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) a travaillé en collaboration avec le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et le Service des affaires juridiques (SAJ) afin d'assurer la validité juridique et opérationnelle de la proposition. Les normes proposées tiennent compte des exigences en matière de sécurité publique, d'accessibilité universelle ainsi que des orientations et politiques municipales en vigueur, assurant ainsi une réglementation cohérente, applicable et conforme aux objectifs de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

La réglementation actuelle s'avère trop rigide pour permettre une application fluide et adaptée aux réalités du terrain. Cette inflexibilité complique l'intégration d'aménagements conformes par les commerçants et limite la capacité des inspecteurs municipaux à légitimer leurs interventions de manière cohérente.

La modification proposée vise à introduire un cadre plus souple, permettant aux commerçants de concevoir des aménagements mieux adaptés à leurs besoins spécifiques et aux particularités de chaque secteur. Elle offre également à l'administration la possibilité d'intervenir avec discernement dans des contextes exceptionnels, tels que la présence de chantiers ou d'événements spéciaux.

En élargissant les possibilités d'implantation des cafés-terrasses, la proposition contribue à une occupation plus dynamique et attrayante du domaine public.

La proposition vise un équilibre entre une plus grande flexibilité réglementaire et le maintien d'une qualité urbaine, sans négliger la sécurité et l'accessibilité universelle afin de soutenir le rayonnement de Montréal comme ville vivante et accueillante.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette proposition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une consultation auprès des représentants des SDC a déjà été entamée en juin. Un plan de communication visant à informer les commerçants des nouvelles normes sera lancé à l'automne, à la suite de l'adoption du projet de règlement, en vue de la saison 2026.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et dépôt du projet de règlement à la séance du conseil d'arrondissement du 8 juillet 2025
- Adoption du règlement à la séance du conseil d'arrondissement du 9 septembre 2025
- Avis public et entrée en vigueur du règlement, le 13 septembre (samedi suivant l'adoption au conseil d'arrondissement)
- Prise d'effet du règlement à partir 15 novembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annie LAMBERT, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-17

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain
serv.entr. ville-marie

Tél : 514-868-5164
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) amenagement urbain serv.entr.
ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-06-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1256645006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les café-terrasses et les placottoirs

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2025-06-18 Regl mod ODP périodique.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat, Droit public et législation
Tél : 438-833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-06-18

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 438-833-6487
Division : Droit public et législation

CA-25-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) afin de modifier les exigences relatives à l'occupation périodique du domaine public**

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du XX-XXXX-2025 ;

Considérant qu'un projet de règlement a été déposé lors de la séance du XX-XXXX-2025;

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) est modifié par :

1° l'insertion, avant la définition de « autorité compétente », de la définition suivante :

« « accès universel » : un parcours sans obstacle d'au moins 1,5 mètre de large reliant le corridor piéton du domaine public, soit par un aménagement plat au même niveau que le corridor piéton, soit par une rampe d'une largeur minimale de 1,2 mètre avec une pente maximale de 1:12, et une aire de manœuvre aux extrémités, libre de tout obstacle, de 1,5 mètre par 1,5 mètre; »;

2° le remplacement de la définition de « café-terrasse » par la définition suivante :

« « café-terrasse » : une construction ou une installation de mobilier en plein air permettant d'exploiter une aire extérieure de consommation d'aliments ou de boissons, par un établissement et réservée à l'usage exclusif de sa clientèle; »;

3° par la suppression des définitions de « implantation en contre-terrasse » et de « implantation en terrasse ».

2. L'article 19 de ce règlement est abrogé.

3. L'article 30.2 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « aux fins d'embellissement et ».

4. L'article 30.3 de ce règlement est abrogé.

5. L'article 36 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 3° du premier alinéa, du mot « érigé » par le mot « érigée »;

2° le remplacement du paragraphe 2° du deuxième alinéa par le paragraphe suivant :

« 2º d'une lettre de consentement du propriétaire de l'immeuble en front duquel l'implantation est prévue, si le requérant n'est pas propriétaire de l'immeuble; »;

3° le remplacement, au sous-paragraphe e) du paragraphe 4° du deuxième alinéa, du mot « annexes » par les mots « sections III.1 et III.2 »;

4° le remplacement du sous-paragraphe f), au paragraphe 4° du deuxième alinéa, par les sous-paragraphes suivants :

« f) la délimitation des locaux commerciaux devant lesquels les occupations sont prévues;

g) tous les aménagements et les équipements privés se trouvant en cour avant;

h) le détail des aménagements prévus incluant le type, le nombre et la disposition du mobilier, ainsi que les élévations permettant de comprendre les niveaux du sol existants et ceux des installations proposées; »;

5° l'ajout, après le paragraphe 4° du deuxième alinéa, des paragraphes suivants :

« 5° d'un document prouvant que le requérant est l'exploitant de l'établissement pour lequel l'occupation est demandée;

6° d'un certificat d'occupation valide délivré par l'arrondissement à l'exploitant de l'établissement visé par la demande. ».

6. L'article 37 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° l'aménagement proposé répond aux exigences du présent règlement. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 40.6, de l'article suivant :

« **40.6.1.** Un permis d'occupation périodique du domaine public peut être renouvelé l'année suivante aux conditions suivantes :

1° le titulaire du permis doit avoir respecté en tout point les exigences prévues au présent règlement ainsi que les conditions déterminées par l'autorité compétente au cours de l'année précédente;

2° l'occupation doit être en tout point identique à celle pour laquelle le permis a été délivré l'année précédente;

3° les propriétaires des immeubles en front duquel l'implantation est prévue doivent consentir au renouvellement, le cas échéant;

4° l'assurance-responsabilité prévue à l'article 39 doit être maintenue en vigueur pour toute la durée de l'occupation pour la nouvelle année, et le titulaire doit fournir une preuve à cet effet;

5° les frais de délivrance du permis et les frais de location du domaine public applicables à la période d'occupation sélectionnée sur la demande doivent être payés, tel que fixés au Règlement sur les tarifs en vigueur. ».

8. La section III de ce règlement est modifiée par l'insertion, avant la section III.1, de la sous-section suivante :

« **SOUS-SECTION 3**
POUVOIR D'ORDONNANCE

40.6.2. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance :

1° déterminer la période annuelle d'occupation autorisée pour les occupations périodiques du domaine public;

2° modifier les heures d'utilisation autorisées pour les occupations périodiques du domaine public;

3° modifier, pour un café-terrasse ou un placottoir, ou encore pour une partie du territoire de l'arrondissement ou une période donnée, les exigences indiquées aux sections III.1 et III.2. ».

9. Ce règlement est modifié par le remplacement de la section III.1 par la section suivante :

« **SECTION III.1**
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OCCUPATIONS PÉRIODIQUES RELATIVES À UN CAFÉ-TERRASSE

SOUS-SECTION 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

40.7. L'occupation du domaine public par un café-terrasse est autorisée pour autant que le café-terrasse soit rattaché à une épicerie, un restaurant ou un débit de boissons alcooliques.

40.8. La période annuelle d'occupation autorisée pour les cafés-terrasses est du 15 avril au 15 novembre.

L'installation et l'enlèvement de l'aménagement doivent se faire à l'intérieur de cette période.

40.9. Un café-terrasse peut être utilisé entre 7 h et 23 h.

En dehors de ces heures d'utilisation, tout mobilier doit être rangé de manière à être inutilisable, ne pas excéder le périmètre de l'aménagement et ne pas compromettre la sécurité du public.

40.10. La danse, les représentations théâtrales ou cinématographiques, les concerts, les spectacles, l'usage d'appareils sonores ainsi que la cuisson d'aliments sont interdits dans un café-terrasse.

40.11. Tout type d'affichage est interdit sur un café-terrasse et son pourtour, à l'exception d'un panneau rigide d'une superficie maximale de 0,5 mètre carré affichant le menu et le nom de l'établissement, ainsi que les publicités sur parasols.

40.12. Aucun élément du café-terrasse ne doit nuire à la visibilité de la signalisation routière.

40.13. En tout temps, un café-terrasse doit être maintenu propre, sécuritaire et en bon état.

SOUS-SECTION 2
IMPLANTATION

40.14. L'implantation d'un café-terrasse est autorisée en bordure du trottoir et de la chaussée, sur tout le territoire de l'arrondissement, sauf dans le secteur situé au nord de la rue Sherbrooke. Elle est également permise dans les parcs et les places publiques.

40.15. Un café-terrasse doit être situé devant le front bâti de l'établissement qu'il dessert.

40.16. Un café-terrasse peut se prolonger devant un terrain non bâti, tel une cour, un stationnement et un terrain vacant ou devant un local commercial adjacent occupant le rez-de-chaussée ou le sous-sol.

Ce prolongement est autorisé sous réserve de l'obtention du consentement écrit de l'exploitant de l'établissement devant lequel le café-terrasse est projeté. Lorsque le local concerné est vacant ou qu'il s'agit d'un front non bâti, un consentement écrit du propriétaire de l'immeuble est plutôt requis.

40.17. Pour un café-terrasse implanté sur le trottoir, un corridor piéton rectiligne, libre de tout obstacle et d'une largeur minimale de 1,8 mètre doit être maintenu.

Ce corridor piéton doit s'implanter entre le bâtiment et le café-terrasse, à l'exception des endroits où l'autorité compétente peut désigner un autre emplacement pour des motifs de sécurité ou si la configuration des lieux le requiert.

Malgré le premier alinéa, le corridor piéton doit être d'une largeur minimale de 2,4 mètres lorsque situé sur la rue Sainte-Catherine ouest, entre les rues De Bleury et Mansfield.

40.18. Un café-terrasse sur le trottoir ne doit pas être implanté devant une bande podotactile, un passage piéton, une entrée charretière ni dans une zone d'arrêt d'autobus.

40.19. Lorsqu'une partie d'un café-terrasse est implantée sur le trottoir et ne se prolonge pas sur la chaussée, cette partie doit laisser un dégagement minimal de 0,5 mètre de la chaussée.

40.20. Un café-terrasse ne doit en aucun cas obstruer, même partiellement, la sortie d'évacuation d'un bâtiment ou un collecteur d'alimentation des systèmes de gicleur (siamoise).

40.21. Un café-terrasse peut être implanté sur la chaussée uniquement là où le stationnement est autorisé, sans interdiction d'arrêt, et sur une distance d'au plus 2 mètres à partir de la bordure du trottoir.

Malgré le premier alinéa, l'implantation dans une zone de débarcadère, un espace de stationnement avec borne de recharge électrique ou un espace de stationnement pour personnes à mobilité réduite est interdite.

40.22. Une voie de circulation rectiligne d'une largeur minimale de 6 mètres doit être maintenue en tout temps libre d'obstacle au centre de la chaussée afin d'assurer l'accès aux véhicules d'urgence.

40.23. Un café-terrasse implanté sur la chaussée doit être situé à au moins 5 mètres d'une intersection de voies publiques. Cette distance se mesure à partir du point de rencontre du prolongement des deux voies.

40.24. Un dégagement minimal de 0,5 mètre doit être maintenu entre un café-terrasse et tout équipement ou mobilier urbain.

Malgré le premier alinéa, un dégagement minimal de 1,5 mètre doit être maintenu entre un café-terrasse et une borne d'incendie.

40.25. Aucun élément d'un café-terrasse ne doit recouvrir une fosse d'arbre.

40.26. L'exploitant d'un café-terrasse doit laisser libre d'accès, en tout temps, aux entreprises d'utilités publiques, telles que les câblodistributeurs, les entreprises de téléphonie et les distributeurs de gaz naturel, ainsi qu'à la Ville de Montréal, à leurs installations situées sur l'emplacement de l'occupation d'un café-terrasse, y compris sous les plateformes.

40.27. Malgré l'article 40.14, aucun café-terrasse ne peut s'implanter sur un emplacement désigné pour les artistes et artisans selon le Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre. E-7.1).

SOUS-SECTION 3
AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION

40.28. Tout café-terrasse doit être aménagé de manière sécuritaire et conçu avec des matériaux et du mobilier solides, durables et adaptés aux conditions extérieures.

40.29. L'aménagement d'un café-terrasse doit assurer un drainage vers le centre de la chaussée et permettre l'écoulement de l'eau de ruissellement en bordure du trottoir.

40.30. Un café-terrasse doit être autoportant et aucun de ses éléments ne peut être fixé au sol, au mobilier urbain, aux arbres ou aux bâtiments.

40.31. Pour l'aménagement et la construction d'un café-terrasse, les matériaux suivants sont autorisés :

1° bois, peint ou teint;

2° composite bois-plastique;

3° métal;

4° verre trempé;

5° cordage;

6° fibre de verre, pour le plancher uniquement;

7° bac de plastique, pour les plantations uniquement;

8° toile de plastique ou tissu ignifuges conformes à la norme CAN/ULC-S109, « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ininflammables », pour le recouvrement uniquement;

9° toile transparente pour fermer les côtés d'un café-terrasse, et dont le déploiement est autorisé en cas de pluie uniquement.

Malgré le paragraphe 8°, il n'est pas exigé qu'un parasol soit ignifuge.

40.32. Malgré l'article 40.31, toute tente de type chapiteau est interdite.

40.33. Dans le site patrimonial déclaré de Montréal, tout café-terrasse doit être de couleur sobre.

40.34. Hormis pour un café-terrasse situé sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre les rues De Bleury et Mansfield, un café-terrasse peut comporter une plate-forme en guise de plancher, aux conditions suivantes :

1° être sur un seul niveau, sauf si la dénivellation du domaine public requiert l'aménagement de paliers;

2° ne pas excéder 0,2 mètre de hauteur par rapport au niveau du trottoir attenant, mesurée à partir du point le plus élevé du dénivelé du trottoir sur une distance de 5 mètres;

3° être fermé sur tous ses côtés, à l'exception d'une section permettant l'écoulement de l'eau de ruissellement en bordure du trottoir;

4° offrir un accès universel.

Malgré le premier alinéa, un café-terrasse aménagé entièrement sur un trottoir, une place publique ou un parc ne peut pas comporter une plateforme lorsque la pente au sol est inférieure à 5 %.

40.35. Un élément doit ceinturer le pourtour du café-terrasse, sauf à l'endroit requis pour en permettre l'accès. Cet élément prend la forme d'un garde-corps, d'un muret, de cordes avec bollards, de bacs de plantation ou d'un élément de même nature, et doit respecter les conditions suivantes :

1° être d'une hauteur de 0,7 mètre à 1,1 mètre, calculée à partir du plancher du café-terrasse;

2° doit comporter un élément horizontal à au plus 0,3 mètre du sol, afin de pouvoir être détecté par les personnes en situation de handicap visuel utilisant une canne;

3° être ajouré à au moins 35 %.

Malgré le premier alinéa, l'élément ceinturant une partie d'un café-terrasse installée sur la chaussée lorsque la circulation des véhicules routiers est autorisée doit former un garde-corps solide d'une hauteur minimale de 0,9 mètre.

40.36. Tous les points d'accès d'un café-terrasse doivent être d'une largeur de 1,5 mètre à 2 mètres.

40.37. Pour une partie d'un café-terrasse installée sur la chaussée lorsque la circulation des véhicules routiers est autorisée, des bacs de protection visant à protéger les usagers en cas d'impact d'un véhicule doivent être installés de manière à couvrir complètement les deux faces latérales de l'aménagement à partir du niveau du sol.

En outre, les bacs doivent respecter les conditions suivantes :

1° être autoportants ou fixés au côté de la plate-forme du café-terrasse, sans être placés sur celle-ci;

2° avoir un poids minimal de 75 kg;

3° avoir une épaisseur d'au moins 0,4 mètre;

4° être d'une hauteur de 0,5 mètre à 1,1 mètre;

5° être pourvus d'une bande réfléchissante ou fluorescente en partie haute.

Malgré le premier alinéa, l'installation d'un bac couvrant une face latérale d'un café-terrasse n'est pas requise si la face latérale d'un autre café-terrasse est située à moins de 5 mètres.

40.38. Un café-terrasse peut être recouvert d'une pergola ou d'un matériau souple, tel qu'un parasol, une banne ou un auvent. Le recouvrement doit avoir une hauteur minimale de 2,1 mètres et d'au plus 2,6 mètres mesurée à partir du point le plus élevé du dénivelé du trottoir sur une distance de 5 mètres.

40.39. L'espace entre la hauteur autorisée pour le recouvrement et l'élément de ceinture doit demeurer ouvert et offrir un dégagement visuel. Des plantes ou d'autres éléments de décoration peuvent occuper ponctuellement cet espace, mais ne doivent pas bloquer majoritairement la percée visuelle à travers le café-terrasse.

40.40. La hauteur maximale pour tout élément est de 2,6 mètres mesurée à partir du point le plus élevé du dénivelé du trottoir sur une distance de 5 mètres.

40.41. Tout café-terrasse doit offrir un accès universel.

40.42. Le café-terrasse doit avoir une capacité d'accueil de 1,2 mètre carré par personne et 10 % des places, pour un minimum d'une place, doivent être conçues pour permettre l'accès aux personnes en fauteuil roulant. Les tables destinées à cette clientèle doivent avoir une hauteur minimale de 0,7 mètre et maximale de 0,9 mètre et elles ne doivent pas avoir de pied central.

40.43. Tout dispositif d'éclairage doit diffuser uniquement vers le café-terrasse, être de couleur blanche ou jaune, rester constant et uniforme, et doit être éteint en dehors des heures d'exploitation du café-terrasse.

40.44. Tout système de chauffage d'appoint doit fonctionner à l'électricité ou à batterie, et être éteint en dehors des heures d'exploitation du café-terrasse.

40.45. L'utilisation de flammes nues est interdite à l'intérieur d'un café-terrasse.

40.46. Un seul fil d'alimentation électrique depuis le bâtiment est autorisé par café-terrasse. Si ce fil traverse le corridor piéton entre le bâtiment et le café-terrasse, celui-ci doit être aérien et d'une hauteur minimale de 2,4 mètres à partir du niveau du trottoir.

40.47. Tous les éléments constituant le café-terrasse, y compris ses accessoires et sa rampe d'accès, à l'exception d'un fil d'alimentation électrique aérien, doivent respecter les limites d'implantation du café-terrasse.

SOUS-SECTION 4
DÉROGATIONS AUX CONDITIONS D'OCCUPATIONS RELATIVES À UN CAFÉ-TERRASSE

40.48. Pour les situations prévues à l'article 40.49, à la demande du requérant, l'autorité compétente peut autoriser des dérogations aux conditions d'occupation identifiées à l'article 40.50 dans la mesure où une telle autorisation :

1° favorise l'animation du domaine public;

2° assure la sécurité de tous les usagers du domaine public;

3° assure la mobilité des usagers sur le domaine public;

4° favorise une cohabitation harmonieuse entre les usagers, les résidents et les commerçants;

5° préserve l'intégrité du mobilier et des infrastructures publiques.

40.49. Le pouvoir d'autoriser des dérogations s'exerce dans les situations suivantes :

1° en présence d'un chantier ou d'entraves liées à un chantier;

2° en présence d'aménagements publics atypiques, incluant du mobilier urbain inamovible;

3° lors de la tenue d'évènements publics sur le domaine public;

4° lorsque la voie de circulation est piétonnisée;

5° lorsque l'implantation d'un café-terrasse est limitée ou interdite, notamment en raison de la présence d'une interdiction d'arrêt ou d'un dégagement prescrit.

40.50. Les conditions d'occupation pouvant faire l'objet d'une dérogation sont les suivantes :

1° le type d'établissement auquel un café-terrasse est rattaché (article 40.7);

2° la période d'occupation et heures d'utilisation autorisées (articles 40.8 et 40.9);

3° les activités autorisées dans un café-terrasse (article 40.10);

4° l'affichage autorisé (article 40.11);

5° le prolongement d'un café-terrasse (article 40.16);

6° la largeur minimale des corridors piétons (article 40.17);

7° les normes d'implantation sur la chaussée, incluant la distance maximale de 2 mètres et les lieux non autorisés (article 40.21);

8° les distances de dégagements requis par rapport au mobilier urbain et aux intersections (articles 40.23 et 40.24);

9° l'interdiction de recouvrir une fosse d'arbre (article 40.25);

10° l'interdiction d'implantation sur un emplacement réservé aux artistes et artisans (article 40.27);

11° les matériaux autorisés, incluant l'obligation d'ignifugation des toiles et tissus, et l'interdiction des chapiteaux (articles 40.31 et 40.32);

12° les conditions d'installation d'une plate-forme sur un trottoir (article 40.34);

13° l'obligation d'avoir un élément ceinturant le café-terrasse ou ses conditions de conception (article 40.35);

14° la largeur des points d'accès (article 40.36);

15° les exigences relatives aux bacs de protection sur les faces latérales lorsque la circulation automobile est permise (article 40.37);

16° la distance maximale de 5 mètres pour l'exemption d'installation d'un bac couvrant une face latérale (article 40.37);

17° le type et la hauteur des éléments de recouvrement autorisés (article 40.38);

18° l'exigence de dégagement visuel entre la hauteur autorisée pour le recouvrement et l'élément ceinturant (article 40.39);

19° la hauteur maximale autorisée pour tout élément (article 40.40);

20° les exigences relatives au mobilier accessible aux personnes en fauteuil roulant (article 40.42);

21° les dispositions encadrant l'éclairage (article 40.43);

22° les dispositions encadrant le chauffage d'appoint (article 40.44);

23° la limite d'un seul fil d'alimentation électrique (article 40.46).

40.51. Pour formuler une demande de dérogation, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente toute documentation pertinente qui démontre le respect des objectifs prévus à l'article 40.48 et des conditions dictées en vertu de l'article 40.52.

40.52. Afin d'encadrer une dérogation, l'autorité compétente peut dicter toute condition nécessaire pour assurer le respect des objectifs identifiés à l'article 40.48. ».

10. Ce règlement est modifié par le remplacement de la section III.2 par la section suivante :

« **SECTION III.2**
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS PÉRIODIQUES APPLICABLES À DES FINS DE PLACOTTOIR

40.53. Tout placottoir doit être conforme aux dispositions prévues à la section III.1 concernant les cafés-terrasse, à l'exception des conditions spécifiques suivantes :

1° malgré l'article 40.7, un placottoir est autorisé sur le domaine public s'il est rattaché à un établissement, à l'exception d'un débit de boissons alcooliques;

2° tous les éléments d'un placottoir, incluant le mobilier, doivent être fixés à la plateforme, aucun élément amovible n'est autorisé;

3° malgré l'article 40.11, aucun affichage n'est autorisé sur un placottoir ;

4° malgré l'article 40.14 un placottoir est autorisé uniquement sur la chaussée;

5° malgré l'article 40.35, un placottoir peut ne pas être ceinturé dans sa partie longeant le trottoir;

6° malgré l'article 40.38, un placottoir ne doit pas être recouvert;

7° malgré les articles 40.43 et 40.44, aucun éclairage ni chauffage n'est autorisé sur un placottoir.

40.54. La vente et la fourniture de services de tous types est interdite sur un placottoir.

40.55. Un placottoir doit demeurer accessible à tous les passants. ».

11. L'annexe 1 de ce règlement est abrogée.

12. Le présent règlement prend effet le 15 novembre 2025.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256645006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public, soit les café-terrasses et les placottoirs



1256645006_Mtl2030.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256645006*
Unité administrative responsable : *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité*
Projet : *Modification du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1) à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie afin de modifier les normes encadrant les permis d'occupation périodique du domaine public (café-terrasse et placottoir)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité 20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 14. - En assouplissant les règles d'aménagement des cafés-terrasses, le projet permet aux commerçants de concevoir des aménagements originaux et adaptés, stimulant ainsi leur créativité et leur capacité à s'adapter aux imprévus et à leurs besoins. 20 - En autorisant les cafés-terrasses à plus d'endroits et en encourageant leur diversité, le projet contribue à une ville plus animée et accueillante, renforçant l'image de Montréal comme métropole vivante.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle